



Cobden et la ligue

Frédéric Bastiat

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

Cobden et la ligue

Ūf(€ir do Dictionnaire dn Gomnerceet des Ivckandiies, da Jou-
nildesEeunoiDistes, de la CoUeetton deê prliKipmtxSeonammei,
cie., etc.»

ROC MCHBLIIO[^] 14.

ioL©:

•iMAfiîhi

'êfttSi.

INTRODUCTION

La personiie la plus exposée k se faire illusion siir le mérite et la portée d'un livre, après l'auteur, c'est certainement le traducteur. Peut-être n'échappé-jé pas à cette loi, car je n'hésite pas à dire que celui que je publie, s'il obtenait d'être lu, serait pour mon pays une sorte de révélation. La liberté, en matière d'échanges, est considérée chez nous comme une utopie ou quelque chose de pis. On accorde bien, abstraitement, la vérité du principe ; on veut bien reconnaître qu'il figure convenablement dans un ouvrage de théorie. Mais on s'arrête là. On ne lui fait même l'honneur de le tenir poUr vrai qu'à une condition : c'est de rester à jamais relégué, avec le livre qui le con[^] tient, dans la pondre des bibliothèques ; de n'exercer sur la pratique aucune influence, et de céder le sceptre des affaires au principe antagonique, et par cela même abstraitement fisiux, de la prohi-

bition, de la restriction, de la protection. S'il est encore quelques économistes qui, au milieu du vide qui s'est fait autour d'eux, n'aient pas tout à fait laissé échapper de leur cœur là sainte foi dans le dogme de la liberté, à peine osent- Us, d'an regard incertain , en chercher le douteux

II INTRODUCTION.

triomphe dans les profondeurs de l'avenir. Comme ces semences recouvertes d'épaisses couches de terre inerte , et qui n'éoloro&t que lor«<}&|ie quelque cataclysme, les ramenant à la surface, les aura exposées aux rayons vivifiants du soleil, ils voient le germe sacré de la liberté enfoui sou6 la dure enveloppe des passions et des préjugés, et ils n'osent compter le nom<^ bre des révolutions sociales qui devront s'accomplir avant qu'il soit mis en contact avec le soleil de la vérité. Ils ne se doutent |^, ils ne paraissent pas du moins se douter que te pain des forts, converti en lait pour les bibles , a été distribué sans mesure à toute une génération contemporaine*, que le grand principe, le droit .d'échanger, a bri^é son enveloppe, .qu'il s'eyl répandu comme un torrent sur les intelligences,^ qplii aniipe toute, une grande nation, qu'il y a fond^ un^e opinion publique indomptable,, qu'il va prendre pos^sion des affaires humaines, qu'il s'ap-prêkte à absorber la législation économique d'un grand peuple.! C'est la la bonne nouoeUe que renferme ce livre. Parvieodra-t-elle à. vos oreilles, amis de la liberté, partisans de l'union des peuples , ap6tres de l'universelle fraternité des hommes, défenseurs des classas laborieuses, sans qu'elle réveille dans vos cœurs la confiance, .If zèle et 1^ ççAirage? Oui, si ce livre poi^ait pénétrer sous la froide pierre qui couvre les Tracy, les S.9y,'

1^ Ciomte, je crois que les ossements ^e ces illustras philan-
thropes tressailleraient de j^oie d'ins la tombe.

M^is hélas ! j^ n'oublie pas. la restriction ^ue j'ai

INTRODUCTIOX. Hl

posée moi-même : Si u Imré ohlimi d'être lu, Gobdkh |

LlQOE I ArFlUU«CHl\$9Blf ENT »£S tCHAFIMS ! — Qu'egi«*

ce que Cobden? Qui a enieodu parler en France de Gabden ? Il
est vrai que ta postérité ilé attachera son oïpra à une de ces grandes
réformes sociales qui marquent de loin en loin les pas de l'hu-
manité dans la carrière de la civilisation : la restauration, non du
droit du tra^vail selon la logomachie du jour, mais du droit sa-
cré du travail & sa juste et naturelle rémunération U est irrai
que Cobden est à Smith ce que la propagation est à l'invention)
qu'aidé de ses nombreux compagnons de travaux, il a vulgarisé la
^ science sociale; qu'en dissipant dans l'esprit de ses compa-
triotes les préjugés qui servent de base au monopole» cette spo-
liation a« dedans, et à la conquête, cette spoliation au dehors; en
ruinant ainsi cet aveugle antagonisme qui pousse les classes
contre les classes et les peuple cQBire les peuples, il a préparé
aux hommes un ave^nir de paix et de fraternité fondé, non sur
on éhémé-^rique vettonnement à soi-même, mais sur l'indestruc-
tion^ tible amour de la conservation et du progrès iimHvi**
dwets, sentiment qu'o» a essayé de flétrir sous le nom d'intérêt
bien entendu, mais auquel^ il est éal^ possible de ne pas le
péonnottre, il a plu i Bien de eeAffir la conservation et le pro-
grès de l'espèce^ il est vrai que cet apostolat s'est exercé de notre
temps eois notre ciel, à nos portes^ et qu'il agite encrejiMM
qu'en ses fondements, u» nalên éom Im mie^clnio atuveme-

nie ont eovtomedé nooepiéocuper è l'eiiHe^ Bt eependant qui a
entrađu parler dé C^MeÊ^t Wà

rv inthoduction.

bon Meo l nous atons bien autre chose i faire qu'à nous occu-
per de ce qui, après tout, ne tend qu'à changer la (bce du monde.
Ne faut-il pas aider M. Thiers à remplacer M. Guizot, ou M. Gui-
zot à remplacer M. Thiers ? Ne sommes-nous pas menacés d'une
nouvelle irruption de barbares sous forme d'huile égyptienne ou
de viande sarde ? et ne serait-il pas bien ftcheux que nous repor-
tassions un moment sur la libre communication des peuples une
attention si utilement absorbée par Noukahiva, Papeiti et Masca-
teT Là Ligtte! De quelle Ligue s*agit-il ? L'Angleterre a*t-elle en-
fanté quelque Guise ou quelque Mayenne? Les catholiques et les
anglicans vont-ils avoir leur bataille d'Ivry ? L'agitation que vous
annoncez se rattache-t-^tle à l'agitation irlandaise? Va-t-il y avoir
des guerres, des batailles, du sang répandu? Peutêtre alors notre
curiosité serait-elle éveillée, car nous aimons prodigieusement
les jeux de la force brutale, et puia nous prenons tant d'intérêt
aux questions religieuses ! nous sommes devenus si bons catho-
liques, si bons papistes depuis quelque temps.

Affrandiimemmu de\$ éthangm ! Quelle déception I Quelle
chute ! Est-ce que le droit d'échanger, si c'est un droit ^ vaut la
peine que nous nous en occupions? Liberté de parler, d'écrire,
d'enseigner, à la bonne heure ; on peut y réfléchir de temps en
temps, à moments perdus, quand la question suprême, la ques-
tion ministérielle laisse à nos facultés quelques instants de r^it,
car enfin ces libertés intéressent les hommes qiri OM des loisirs.
Maislaiibertéd'acheter et de vendre! la

INTRODUCTION. V

é de disposer du fruit de sou traYaif, d'en retirer par rechange tout ce qu'il est susceptible de donner, cela intéresse aussi le peuple, l'homme de labeur^ cela touche à la vie de Ouvrier. D'ailleurs, échanger, trafiquer, cela est si prosaïque ! et puis c'est tout au plus une question de bien-être et de justice. U bwn-étn! oh ! c'est trop matériel , trop matérialiste pour un siècle d'abnégation comme le nôtre ! La justice! oh ! cela est trop froid. Si au moins il s'agissait d'an- Mtaei, il y aurait de belles phrases à faire. Et n'estil pas bien doux de persévérer dans l'injustice quand en même temps on est aussi prompts que nous le sommes à faire montre de charité et de philanthropie^ « Le sort en est jeté, s'écriait Kepler, j'écris mon « livre; on le lira dans l'âge présent ou dans la pos- « térité ; que m'importe ? il pourra attendre son lec- « teur. » — Je ne suis pas Kepler; je n'ai arraché à la nature aucun de ses secrets; et je ne suis qu'un simple et très médiocre traducteur. Et cependant j'ose dire comme le grand homme : Ce livre peut attendre; le lecteur lui arrivera tôt ou tard. Car enfin , pour peu que mon pays s'endorme quelque temps encore dans l'ignorance volontaire où il semble se complaire à regard de la révolution immense qui fait bouillonner tout le sol britannique, un jour il sera frappé de

stupeur à l'aspect de ce feu volcanique non, de

cette lumière bienfaisante qu'il verra luire au septentrion. Un jour, et ce jour n'est pas éloigné, il apprend* dra, sans transition , sans que rien la lui ait fait présager, cette grande nouvelle : l'Angleterre ouvre tous

ses ports ; elle si renversé toutes les barrières qui la séparâfeitt des nations; elle avait cinquante coloaires, elle n^en a plus qu'une et c'est Tonivers ; elle échange 9vec qqiconque veut échanger ; elle achète sans deinadder & vendre ; elle accepte toutes tes relations sans en exiger aucune; elle appelle sur elle Vmvasùm de vos produits; l'Angleterre a affranchi le travail el Té-change. --Alors, peut-être, on voudra savoir coBiment, par qui, depuis combien de temps cette révolution a été préparée ; d^ns quel souterrain impénétrable, dans quelles catacombes ignorées elle a été ourdie , quelle (Iranc-niaçonnene mystérieuse en a noué les fils; et m livre sera là pour répondre \ « Et mon Dieu ! oehi s^est faH 6^ plein soleil, ou du moins en plein air (car on dit qu'il n'y a pas de soleil en Angleterre). Gela s'est accompli en public, par qne discussion qui a duré dix ans, soutenue simultanément sur tous tes points du territoire, Cette discussion a augmenté le nombre des journaux anglais, en"^ allongé le for-» mat; elle a enfanté des milliers de tonnes de bro» chures et de pamphlets; on en suivait le cours avec anxiété aux États-Unis, en Chine, et jusques chez lea hordes sauvages des noirs Africains, Vous seuls. Français, ne vous en doutiez pas. Et pourquoi ? le pour*rais te dire, mais est «ce bien prudent? N'importe ! la vérité me presse et je la dirai, C'est qu'il y a parmi nous deux grands corrupteurs qui soudoyent la publicité; Li'un s'appelle Mtmopole et l'autre Egprii de parti. Le premier a dit : J'ai besoin que la haine s'interpose eillie la Kranre et Télnuiger, car si les ua-

tïomiie M hviiSBfeAt pas I eNes fini raient jMr «'m* tendra » fier s'esir, far tViiawr, «ai peuMtre ; chom hanitiie à fenser i |iar ikkangê entre «Mes iët û%àHs de lenr rnduetrie. Le woond e dit : J'ei bemôï dei ininitiéft nationeles, pereee ^fûe j'espfa^e au .pou^«Hr, et f]f arriverai Hi je parviens i m^eniourer d'autant de

popmbrité que f en ariwhera i mes adverinirei(si je les montre vendus à un étranger prêt à ^vabs ewnMr, et «i je inn présenie comme ie sanvenr de là ffetrie. «^ Aters l'aJUanoë a 4ié cenelve entns ^ mott<|pole A T'esprit de parti» et il a ^ airriéé que loMe publicUé, i l'égardde ce qui se passe âui debers, cemieraH en ces deox ^hnsea : (Kssrneier, démfturer. G'eat ainsi que la France a été tenue systématiqueamt datis Fignoranoë du Mt que ce livre a pour d^et de révéler. Mais commeM les journaux ont-ih pu fifireatfir? Cela vous étonne? — et moi aussi. — Mais leur succès est irrécusable.

Cependant, et précisément paroe que je vaiiis introduire ie lecteur (si j*at un lecteur) dane nn monde gui lui est complètement étranger, il doit m'élre permis de faire précéder cette traduction de quelques considérations générales sur le régime économique de iti tSmnde-ltretagne , sur les causes qui ont donné naissance 4 la Ligue, sur Tesprit et ta portée de cette association au point de vue social, moral ot politique.

On a dît et on répèle souvent que Fécdle éeono* miste qni confiée leur naturelle gravitation les iniérêts des diviBrses danses de la eocMié, étatt née en Angleterre, lift on s'est hAté d*eA «om-cltirti, T^ve^ ^nesurpre-

tiii inthoduction,

nante I^èreté» que cet effrayant contraste d'opulence et de misère qui caractérise la Grande-Bretagne était le résultat de la doctrine proclamée avec tant d'autorité par Ad. Sniith\ exposée avec tant de méthode par J.-B. Say. On semble croire que la liberté régné souverainement de l'autre côté de la Manche et qu'elle préside à la manière inégale dont s'y distribue la richesse.

« 11 avait assisté , » disait ces jours derniers, M. Mi- 'gnot, en parlant de M. Sismondi » « il avait assisté i la glande révolution économique opérée de nos jours. Il avait suivi et admiré les brillants effets des doctrines qui avaient affranchi le travail, renversé les barrières que lesjurandes, les maîtrises, lesdouanes intérieures et les monopoles multipliés opposaient à ses produits et i ses échanges; qui avaient provoqué l'abondante production et la libn dreulaian des valeurs, etc.

« Mais bientôt il avait pénétré plus avant, et des spectacles moins propres à l'enorgueillir des progrès de rhomme et à le rassurer sur son bonheur s'étaient montrés à lui dan\$ Upagê mêmeoù les théories nouvelles s'étaient le plus vite et le plus complètement développées, en Anghterr\$ où ^lle\$ régnaietUavêe omfiT\$. Qu'y avait-il vu ? Toute la grandeur , mais aussi tous les excès de la production illimitée...., chaque marché fermé réduisant des populations entières à mourir de faim, les dérèglements de la concurrence , cet état de nature des intérêts , souvent plus meurtrier que les ravages de la guerre; il y avait

INTRODUCTION. IX

YU rhomme réduit à être un ressort d'une machine plus intelligente que lui, entassé dans des lieux malsains où la vie n'atteignait pas la moitié de sa durée^ où les liens de famille se brisaient et les idées de morale se perdaient... En un mot, il y avait vu l'extrême misère et une effrayante dégradation racheter tristement et menacer sourdement la prospérité et les splendeurs d'un grand peuple, c Surpris et troublé, il se demanda si une science qui éocri fiait le bonheur de l'homme à la production de la richesse. ... • était la vraie science... Depuis ce moment, il prétendit que l'économie politique devait avoir beaucoup moins pour objet

la production abstraite de la richesse que son équitable distribution. j» Disons en passant que l'économie politique n'a pas plus pour objet la production (encore moins la production otaraité), que la distribution de la richesse. C'est le travail, c'est l'échange qui ont ces choses-là pour objet. L'économie politique n'est pas un art, mais une science. Elle n'impose rien, elle ne conseille même rien, et par conséquent elle ne sacrifie rien] elle décrit ce qui se produit et se distribue, de même que la physiologie décrit le jeu de nos organes ; et il est aussi injuste d'imputer à l'une les maux de la société qu'il le serait d'attribuer à l'autre les maladies qui affligent le corps humain.

Quoi qu'il en soit, les idées très répandues dont M. Mignet s'est rendu le trop éloquent interprète conduisent naturellement à l'arbitraire. A l'aspect de cette révoltante inégalité que la théorie économique, trop

\ INTRODUCTION

choisis le mot, que la liberté est ce qu'on aime à l'élégance, dans le règne de la plus d'empire il est tonnant que l'on accuse, qu'on la repousse, qu'on la hait et qu'on se réfugie dans des arrangements artificiels dans des organisations de travail, dans des associations de capital et de main-d'œuvre, dans des utopies, en un mot, où la liberté est préalablement sacrifiée comme incompatible avec le règne de l'égalité et de la fraternité parmi les hommes.

Il n'entre pas dans notre sujet d'exposer la doctrine du libre échange ni de combattre les nombreuses manifestations de ces écoles qui, de nos jours, ont usurpé le nom de socialisme et qui n'ont entre elles de commun que cette usurpation.

Mais il importe d'établir ici que, bien loin que le régime économique de la Grande-Bretagne soit fondé sur le principe de la liberté, bien loin que la richesse s'y distribue d'une manière naturelle, bien loin enfin que, selon l'heureuse expression de If. de La^ martine, chaque industrie s'y fasse par la liberté Wie justice qu'aucun système arbitraire ne saurait lui faire, H n'y a pas de pays au monde, sauf ceux qu'afflige encore l'esclavage, où la théorie de Smith, la doctrine du laissez-faire, laissez-passer soit moins pratiquée qu'en Angleterre, et où l'homme soit devenu pour l'homme un objet d'exploitation plus systématique.

Et il ne faut pas croire, comme on pourrait nous l'objecter, que c'est précisément la libre concurrence qui a amené, à la longue, l'asservissement de la main-d'œuvre aux capitaux et de la classe laborieuse à la

introduction; ki

classe oisive. Non, cette injuste domination ne saurait être considérée comme le résultat, ni même l'abus d'un principe qui ne dirigea jamais l'industrie britannique, et, pour en fixer l'origine, il faudrait remonter à une époque qui n'est certes pas un temps de liberté, à la conquête de l'Angleterre par les Normands.

Mais sans retracer ici l'histoire des deux races qui foulent le sol britannique et n'y sentent rien, sous la forme civile, politique, religieuse, tant de luttes sanglantes, il est à propos de rappeler leur situation respective au point de vue économique.

L'aristocratie anglaise, on le sait, est propriétaire de toute la surface du pays. De plus elle tient en ses mains la puissance législative. Il ne s'agit que de savoir si elle a usé de cette puissance dans l'intérêt de la communauté ou dans son propre intérêt.-

« Si notre Gode financier , » disait M. Goliden, en s'adressant à l'aristocratie elle-même dans le Par* lement, c si le statuté-hook pouvait parvenir dans li^ « lune, seul et sans aucun commentaire historique ,

< il n'en fendrait pas davantage pour apprendre à ses « habitants qu'il est l'œuvre d'une assemblée de

< seigneurs maîtres du sol >. (Ltaqdiords.)

Quand une race aristocratique a tout à la fois le droit défaire la loi et la force de l'imposer, il est uiaU heureusement trop vrai qu'elle l'a fait à son profit. C'est Hi une pénible vérité. Elle contristera , je le sais , les âmes bienveillantes qui oomptent pour la rélorme (les abus , non sur la réatfiliation de ceux qui les su-

«1 l?iTRODUCTiON.

bissent 9 mais sur la libre et fraternelle initiative de ceux qui les exploitent. Nous voudrions bien qu'on pût nous signaler dans l'histoire un tel exemple d'abnégation. Mais il ne nous a jamais été donné ni par lescastes dominantes de TInde, ni par ces Spartiates, ces Athéniens et ces Romains qu'on offre sans cesse à notre admiration , ni par les seigneurs féodaux du moyen âge, ni par les planteurs des Antilles, et il est même fort douteux que ces oppresseurs de l'humanité aient jamais considéré leur puissance comme injuste et illégitime.

Si l'on pénètre quelque peu dans les nécessités, on peut dire fatales, des races aristocratiques, on s'aperçoit bientôt qu'elles sont considérablement mo* difiées et aggravées par ce qu'on a nommé le principe de la population.

Si les classes aristocratiques étaient stationnaires de leur nature; si elles n'étaient pas comme toutes les autres douées de la faculté de multiplier, un certain degré de bonheur et même d'égalité serait peut-être compatible avec le régime de la conquête. Une fois les terres partagées entre les familles nobles, chacune transmettrait ses domaines, de génération en génération à son unique représentant, et l'on conçoit que, dans cet ordre de choses, il ne serait pas impossible à une classe industrielle de s'élever et de prospérer paisiblement à côté de la race conquérante.

Mais les conquérants pullulent tout comme de simples prolétaires. Tandis que les frontières du pays sont immuables, tandis que le nombre des domaines

INTRODUCTION. XIM

seigneuriaux reste le même, parce que, pour ne pas affaiblir sa puissance, l'aristocratie prend soin de ne les pas diviser et de les transmettre intégralement, de mâle en mâle, dans l'ordre de primogéniture, de nombreuses familles de cadets se forment et multiplient à leur tour. Elles ne peuvent se soutenir par le travail, puisque dans les idées nobiliaires, le travail est réputé ignominieux. Il n'y a donc qu'un moyen de les pourvoir à ce moyen, c'est l'exploitation des classes laborieuses. La spoliation au dehors s'appelle guerre, conquêtes, colonies. La spoliation au dedans se nomme impôts, places, monopoles. Les aristocraties civilisées se livrent généralement à ces deux genres de spoliation; les aristocraties barbares sont obligées de s'interdire le second par une raison bien simple, c'est qu'il n'y a pas autour d'elles une classe industrielle à dépouiller. Mais quand les ressources de la spoliation extérieure viennent aussi à leur manquer, que de-

viennent donc , chez les barbares, les générations aristocratiques des branches cadettes? ce qu'elles de[^] viennent On les étouffe , car il est dans la nature des aristocraties de préférer au travail la mort même[^] t Dans les archipels du grand Océan , les cadets de famille n'ont aucune part dans la succession de leurs pères. Ils ne peuvent donc vivre que des aliments que leur donnent leurs aînés s'ils restent en famille, ou de ce que peut leur donner la population asservie s'ils entrent (d'ailleurs, l'association militaire des orpailleurs. Mais quel que soit celui des deux partis qu'ils prennent , ils ne peuvent espérer de perpétuer leur race. L'im-

possibilité de transmettre à leurs enfants aucune propriété et de les maintenir dans le rang où ils naissent » est sans doute équivalent à faire une loi de l'égalité. »

L'aristocratie anglaise, quoique soumise à l'influence des mêmes instincts qui inspirent l'aristocratie malaise (car les[^] circonstances varient , mais la nature humaine est partout la même), s'est élevée, si je puis m'exprimer ainsi , dans un milieu plus favorable. Elle a eu en face d'elle et au-dessous d'elle la population la plus heureuse, la plus active, la plus persévérante, la plus énergique et en même temps la plus docile du globe; elle a méthodiquement exploité.

Rien de plus fortement conçu, de plus énergiquement exécuté que cette exploitation. La possession du sol met aux mains de l'aristocratie anglaise la puissance législative; par la législation, elle ravit systématiquement la richesse à l'industrie. Cette richesse, elle l'emploie à poursuivre au dehors ce système d'emp[^]tements qui a soumis quatorze[^] colonies à la Grande-Bretagne, et les colonies lui servent à leur tour de prétexte pour lever, aux frais de l'Angleterre et au profit des branches ca-

dettes, de lourds impôts, de grandes armées, une puissante marine militaire.

Il faut rendre justice à l'aristocratie anglaise* : elle a déployé, dans sa double politique de spoliation intérieure et extérieure, une habileté remarquable. D'un côté, des mots, qui impliquent deux préjugés, lui ont servi à persuader les classes mêmes qui en supportent tout le

^fc'^.^- ^m *>» ^^^^

'(*) Audersmi , 5«[^] toif«§è de Cbêks

INTaODJpCTION. XV

face à elle : elle a donné au monopole le nom de ProUèmi, et aux colonies celui de JMhmchis.

Ainsi l'existence de l'oligarchie britannique, ou du moins sa prépondérance législative » n'est pas seule- . Sans une plaie pour l'Angleterre , c'est encore un danger permanent pour l'Europe.

Si s'il en est ainsi, comment est-il possible que la France ne prête aucune attention à cette lutte gigantesque que se livrent sous ses yeux l'esprit de la civilisation et l'esprit de la féodalité? Comment est-il possible qu'elle ne sache pas même les noms de ces hommes dignes de toutes les bénédictions de l'humanité, (ss Cobden, les Bright, les Afoore, les Yillers, les Thompson, les Fox , les Wilson et mille autres qui ont osé engager le combat, qui le soutiennent avec un talent, un courage, un dévouement, une énergie admirable? C'est une pure question de liberté commerciale, dit-on; et ne voit-on pas que la liberté du commerce doit résister à l'oligarchie et les ressources de la spoliation; intérieure,

les monopoles, et les res- 8«iafQas de la spoliation extérieure, les colonies, puisipie monopoles et colonies sont tellement incompatibles avec la liberté des échanges , qu'ils ne sont autre chose quQ la liaite' arbitraire de cette liberté!

Maïs que dis-jiii? Si la France a quelque vague connajsstuice de ce combat à mort qui va décider pour longttuopfvi^u ;Wt de la liberté humaine, oe n'esit pfs à son tjrtcppe qu'elle semble accorder sa sjmpath^^ D^uift quelques années,, on lui a fait tant de peur des loois Uberlé, concurrence, sur-production ^ on lui a

XVI inthoduction.

tant dit que ces mois impliquent misère» paupérisme, dégradation des classes ouvrières; on lui a tant répété qu'il y avait une économie politique anglaise qui se faisait de la liberté un instrument de machiavélisme et d'oppression , et une économie politique française qui, sous les noms de philanthropie, socialisme, organisation du travail, allait ramener l'égalité des conditions sur la terre , qu'elle a pris en horreur la doctrine qui ne se fonde après tout que sur la justice et le sens commun, et qui se résume dans cet axiome t « que les hommes soient libres d'échanger entre eux, quand cela leur convient, les fruits de leurs travaux.» Si cette croisade contre la liberté n'était soutenue que par les hommes d'imagination qui veulent formuler la science sans s'être préparés par l'étude, le mal ne Serait pas grand. Mais n'est-il pas douloureux de voir de vrais économistes , poussés sans doute par la passion d'une popularité éphémère, céder à ces déclamations affectées et se donner l'air de croire ce qu'assurément ils ne croient pas, à savoir : que le paupérisme, le prolétariat, les souffrances des dernières classes sociales doivent être attribués à ce qu'on nomme concurrence exagérée, sur-production.

Ne serait-ce pas, au premier coup d'œil, une chose bien surprenante que la misère, le dénuement, la privation des produits eussent pour cause.... quoi? précisément la surabondance des produits. N'est-il pas singulier qu'on vienne nous dire que si les hommes n'ont pas suffisamment de quoi se nourrir, c'est qu'il y a trop d'aliments dans le monde? que s'ils n'ont pas

I^A INTRODUCTION. XVII

de quoi se véiir, c'est que les machines jettent trop de vêtements sur le marché ? Assurément le paupérisme en Angleterre est un fait incontestable ; Tinégalitédes richesses y est frappante. iMIais pourquoi aller chercher à ces phénomènes une cause si bizarre quand ils s'expliquent par une cause si naturelle : la spoliation systématique des travailleurs par les oisifs?

C'est ici le Heu de décrire le régime économique de la Grande-Bretagne» tel qu'il était dans les dernières années qui ont précédé les réformes partielles, et à certains égards trompeuses, dont , depuis 1842, le Parlement est saisi par le cabinet actuel.

La première chose qui frappe dans la législation financière de* nos voisins, et qui est faite pour étonner les propriétaires du continent, c'est l'absence presque totale àUmpùifimcier dans un pays grevé d'une si lourde d[^]te et d'une si vaste administration.

En 1706 (époque de l'Union, sous la. reine Anne), l'impôt foncier entraît dans le revenu public

pour liv. st. i,997,379

L'accise, pour « ... < 1,792,763

La douane, pour 1,549,351

En 1841, sous la reine Victoria :

Part contributive de l'impôt foncier (land-tax) liv. st. 2,037,627

Part contributive de l'accise . 12,858,014

Part contributive de la douane. 19, 485,217

Ainsi l'impôt direct est resté le même pendant que les impôts de consommation ont décuplé.

XVIII INTRODUCTION.

Et il faut observer que, dans ce laps de temps, la répartition des terres ou le revenu du propriétaire a augmenté dans la proportion de 1 à 4,7, en sorte que le même domaine qui, sous la reine Anne^e acquittait 20 pour 100 de contributions sur le revenu, ne paye pas aujourd'hui 3 pour 100.

On remarquera aussi que l'impôt foncier n'entre que pour un vingt-cinquième dans le revenu public (2 millions sur 50 dont se composent les recettes générales). En France, et dans toute l'Europe continentale, il en constitue la portion la plus considérable, si l'on ajoute à la taxe annuelle les droits perçus à l'occasion des mutations et transmissions, droits dont, de l'autre côté de la Manche, la propriété immobilière est affranchi, quoique la propriété personnelle et industrielle y soit rigoureusement assujétie.

La même partialité se montre dans les taxes indirectes» Comme elles sont uniformes au lieu d'être

graduées selon les qualités des objets qu'elles frappent, il s'ensuit qu'elles pèsent incomparablement plus tiür les classes pauvres que sur les classes opulentes.

Ainsi le thé Pekoe vaut 4 shelKngs et le Bohea 9 deniers; le droit étant de 2 shellings, le premier est taxé à raison* de SO, et Je second & rafeon de'àOO pour 100.

Ainsi te sucre raffiné valant 71 shellings, et le sucre brut 25 shellings, le droit fixe de 24 shellings est de 84pou# 100ipolfr l'un, et de 90 pour 100 pour l'autre.

De même le. tabac de Virginie commun, le tabae do

INTHADUCTION. XIX

pauvre» paye 4200 pour 100, et le Havane 105 pou? 100,

Le vin du riche en edi quitte pour S8 pour 100. Le via du pauvre acquitte 354 pour 100.

Et ainsi du reste.

Vient ensuite la loi sur les céréales et les cotnesti blés (eom and pra^iim\$ lau>), dont il est nécessaire de se rendre compte.

La loi-céréale, en excluant le blé étranger ou en le frappant d'énormes droits d'entrée, a pour fini d'élever le prix du blé indigène, jMmr préicœie de protéger l'a**' gricttiture, et pawr effet de grossir les rentes des pro* priélaire du sol.

Que la lolHséréale ait pour but d'élever le prix du blé indigène, c'est ce qui est avoué par tous les partis. Par la loi de 1815, le Pa-riement prétendait très ostensiblement maintenir le froment à 80 shellings le quarter; par celle de 1828, il voulait assurer au

producteur 70 shellings; la loi de 1842 (postérieure aux réformes de M. Peel , et dont par conséquent nous n'avons pas à nous occuper ici), a été calculée pour empêcher que le prix ne descendît au-dessous de 56 shellings qui est, dit-on, strictement rémunérateur. Il est vrai que ces lois ont souvent failli dans l'objet qu'elles avaient en vue; et en ce moment même les fermiers, qui avaient compté sur ce prix législatif de 56 shellings et fait leurs baux en conséquence, sont forcés de vendre 45 shellings. C'est qu'il y a dans les lois naturelles qui tendent à ramener tous les prix

XX INTRODUCTION

ils à un commun niveau, une force que le despotisme ne parvient pas facilement à vaincre.

D'un autre côté, que la prétendue protection à l'Agriculture soit un pur prétexte, c'est ce qui n'est pas moins évident. Le nombre des fermes à louer est limité ; le nombre des fermiers ou des personnes qui peuvent le devenir ne l'est pas. La concurrence qu'ils se font entre eux les force donc à se contenter des profits les plus bornés auxquels ils peuvent se réduire. Si par suite de la cherté des grains et des bestiaux, le métier de fermier devenait très lucratif, le seigneur ne manquerait pas de hausser le prix du bail, et il le ferait d'autant mieux que, dans cette hypothèse, les entrepreneurs viendraient s'offrir en nombre considérable.

Enfin, que le maître du sol, le landlord, réalise en définitive tout le profit de ce monopole , cela ne peut être douteux pour personne. L'excédant du prix extorqué au consommateur doit bien aller à quelqu'un, et puisqu'il ne peut s'arrêter au fermier , il faut bien qu'il arrive au propriétaire.

Mais quelle est au juste la charge que le monopole des blés impose au peuple anglais?

Pour le savoir, il suffit de comparer le prix du blé étranger, à l'avec le prix du blé indigène. La différence multipliée par le nombre de quartiers consommés annuellement en Angleterre donnera la mesure exacte de la spoliation légalement exercée, sous cette forme, par l'oligarchie britannique.

Les statisticiens ne sont pas d'accord. Il est probable qu'ils se laissent aller à quelque exagération en plus ou

INTRODUCTION. XX

en moins, selon qu'ils appartiennent au parti des spoliateurs ou des spoliés. L'autorité qui doit inspirer le plus de confiance est sans doute celle des officiers du bureau du commerce (les officiers) et appelés à donner solennellement leur avis devant la Chambre des communes réunie en comité d'enquête.

Sir Robert Peel, en présentant, en 1842, la première partie de son plan financier, disait : « le crois que toute confiance est due au gouvernement de S. M. et aux propositions qu'il vous soumet, d'autant que l'attention du Parlement a été sérieusement appelée sur ces matières dans l'enquête solennelle de 1839. »

Dans le même discours, le premier ministre disait encore : « M. Deacon Hume, cet homme dont je suis sûr qu'il n'est aucun de nous qui ne déplore la perte, établit que la consommation du pays est d'un quarter de blé par habitant. »

Rien ne manque donc à l'autorité sur laquelle je vais m'appuyer, ni la compétence de celui qui donnait son avis ni la so-

lennité des circonstances dans les- (uelles il a été appelé à l'ex-
primer , ni même la sanc* lion du premier ministre d'Angleterre.

Toid sur la question qui nous occupe , l'extrait de cet interro-
gatoire remarquable (^).

Le Président : Pendant combien d'années avez-vous
occupé des fonctions à la douane et au bureau du con>
merce?

M. Deacon Uume^ : l'ai servi trente-huit tfns

*) F. la tradiition de ce document, page é^i

XXIt INTRODUCTION.

dans la doqane et ensuite on^ ans au bureau du oom*
meice,

' D^ Vott\$ penses que les dtoita protecieura agissent
comme une taxe directe suj^ la communauté en élevant
le priiidea objets de consommation?

R. Très décidément. Je ne puis décomposer le prixquemecoû-
teun objet que de la manière sai vante : fine portion est le prix
naturel; l'autre portion est le droit ou la taxe, encore que ce droit
passe de ma poche dans celle d'un particulier au lieu d'entrer
dans le trésor public., ••

n. A ves-vou9 jamais calculé quel est le montant de la taxe que
paye la communauté par suite de Télévaton de prix que le mono-
pole fait éprouver an froment et à la viande de boucherie?

R» Je crois qu'on peut connaître très-approximativement le montant de cette charge additionnelle. On estime que chaque personne consomme annuellement un quarter de blé. On peut porter à 40 shillings ce que la protection ajoute au prix naturel. Vous ne pouvez porter à moins du double ce qu'elle ajoute., en masse, au prix de la viande, oie, avoine, foin, beurre et fromage. Cela monte à 36 millions sterling par an (900 millions de francs), et au fait le peuple paye toute somme de \$a poche tout aussi infailliblement «i^siflle allait au trésor sous la forme de taxes.

D. Par conséquent, il a plus de peine à payer les contributions qu'exige le gouvernement public ?

R. Sans doute ; ayant payé des taxes personnelles, il est moins en état de payer des taxes nationales^

INTRODUCTION. XI

D. N'en résulte-t-il pas aussi la souffrance, la ruine de l'industrie de notre pays ?

R. Je crois même que vous signalez là l'effet le plus pernicieux. Il est moins accessible au calcul, mais si la nation jouissait du commerce que lui procurerait, selon moi, l'abolition de toutes ces protections, je crois qu'elle pourrait * supporter aisément un accroissement d'impôts de 30 shillings par habitant.

D. Ainsi, d'après vous, le poids du système protecteur excède celui des contributions ?

R. Je le crois, en tenant compte de ses effets directs et de ses conséquences indirectes plus difficiles à apprécier.

Un autre officier du Board of trade^ M. Mac-Grégor, répondait :

< Je considère que les taxes prélevées dans ce pays sur la production de la richesse due au travail et au génie des habitants, par les droits restrictifs et prohibitive , dépassent de beaucoup , et probablement de plus du double, le montant des taxes payées au trésor. »

M. Porter, autre membre distingué du Board of irnio^ et bien connu en France par ses travaux statistiques, déposa dans le même sens.

flous pouvons donc tenir pour certain que TarisiQcralie anglaise ravit au peuple, par Topéraiiion de cette seule loi {tom and provisions b<o), une part du produit de son travail, ou, ce qui revient au même, des satisfctions légitimement acquises qu'il pourrait s'açGorder, part qui s'élève à 1 milliard par an, et peut-

XXIV INTRODUCTION

être à 3 miUiardi, si Ton tient compte des effets indirects de cette loi. C'est là, à proprement parler, ie lot que les aristocrates-législateurs , les^ aiM\$ de famille se sont fait à eux-mêmes.

Restait à pourvoir les eadet\$; car, ainsi que nous l'avons vu, les races aristocratiques ne sont pas plus que les autres privées de la faculté de multiplier, et , sous peine d'effroyables dissensions intestines , il faut bien qu'elles assurent, aux branches cadettes un sort ctmoenMe^ c'est-à-dire, en dehors du travail, en d*autres termes, par la spoliation, puisqu'il n'y a et ne peut y avoir que deux manières d'acquérir : Produire ou ravir.

Deux sources fécondes de revenus ont été ouvertes aux cadets : le trésor public et le système colonial. A vrai dire, ces deux conceptions n'en font qu'une. On lève des armées, une marine, en un mot des taxes pour conquérir des colonies, et l'on conserve les colonies pour rendre permanentes la marine, les armées ou les taxes.

Tant qu'on a pu croire que les échanges qui s'opèrent,^ en vertu d'un contrat de monopole réciproque, entre la métropole et ses colonies, étaient d'une nature différente et plus avantageuse que ceux qui s'accomplissent entre pays libres , le système colonial a pu être soutenu par le préjugé national. Mais lorsque la science et l'expérience (et la science n'est que Veocpérience méthodique)^ ont révélé et mis hors de doute cette simple vérité : les produits s'échangent 4:ontre despradtdts.

INTRODIliOTIOM. \\V

il est devenu évident que le sucre, le café, le coton qu'on tire de l'étranger, n'offrent pas moins de débouchés à l'industrie des regnicoles que ces mêmes objets venus des colonies. Dès lors ce régime, accompagné d'ailleurs de tant de violences et de dangers, n'a plus pour point d'appui aucun motif raisonnable ou même spécieux. Il n'est que le prétexte et l'occasion d'une immense injustice. Essayons d'en calculer la portée.

Quant au peuple anglais, je veux dire la classe pro« ductive , il ne gagne rien à la vaste extension de ses possessions coloniales. En effet, si ce peuple est assez riche pour acheter du sucre, du coton, du bois de construction, que lui importe de demander ces choses à la Jamaïque , à l'Inde et au Canada , ou bien au Brésil, aux Etats-Unis, à la Baltique? Il faut bien que le travail manufac-

turier anglais paye le travail agricole des Antilles comme il payerait le travail agricole des nations du Nord. C'est donc une folie que de faire entrer dans le calcul les prétendus débouchés ouverts à l'Angleterre par ses colonies. Ces débouchés elle les aurait alors même que les colonies seraient affranchies,

et par cela seul qu'elle y exécuterait des achats. Elle aurait de plus les débouchés étrangers dont elle se prive en restreignant ses approvisionnements à ses possessions, en leur en conférant le monopole.

Lorsque les États-Unis proclamèrent leur indépendance , les préjugés coloniaux étaient dans toute leur force, et tout le monde sait que l'Angleterre crut son commerce ruiné. Elle le crut si bien, qu'elle se ruinait

%%M INTRODUCTION

d'avance en frais de guerre pour retenir ce vaste continent sous sa domination. Mais qu'est-il arrivé? En 1776y au commencement de la guerre de l'indépendance, les exportations anglaises à l'Amérique du nord étaient de 1,300,000 liv. sterling, elles s'élevèrent à 3,600,000 liv. sterling. en 1784, après que l'indépendance eût été reconnue ; et elles montent au jour* d'hui à 11,400,000 liv. sterling., somme qui égale presque celles de toutes les exportations que fait l'Angleterre à ses quarant-cinq colonies, puisque celles-ci n'ont pas dépassé en 1842 13,200,000 liv. sterling — Et en effet on ne voit pas pourquoi des échanges de fer contre du coton , ou d'étoffes contre des farines ne s'accompliraient plus entre les deux peuples. Serait-ce parce que les citoyens des États-Unis sont gouvernés par un président de leur choix au lieu de l'être par un lord-lieutenant payé au frais de l'Echiquier ? Mais

quel rapport y a-t-il entre cette circonstance et le commerce ? Et si jamais nous nommions nos maires et nos préfets^ cela empêcherait-il les vins de Bordeaux d'aller à Eibœuf, et les draps d'Elbœuf de venir à Bordeaux ?

On dira peut-être que, depuis l'acte d'indépendance, l'Ai^le-terre et les Etats-Unis repoussent réciproque* ment leurs produits , ce qui ne serait pas arrivé si le lien colonial n'eût pas été rompu. Mais ceux qui font l'objection entendent sans doute présenter un argu* ment en faveur de ma thèse ; ils entendent insinuer que les deux pays auraient gagné à échanger librement entre eux les produits de leur soi et de leur in-

INTRODUCTION. XXVII

diislrrie. Je deniaode comment un irae de blé ooQire du fer , ou de tabac contre de la toile , peut être nuisible selon que les deux nations qui l'accomplissent sont ou DO sont pas politiquement indépendantes l'une de l'autre? — Si les deux grandes familles aoglosaxones agissent sagement conformément à leurs vrais intérêts, en restreignant leurs échanges réciproques, c'est sans doute parce que ces échanges sont funestes, et en ce cas elles auraient également bien fait de les restreindre alors même qu'un gouverneur anglais résiderait encore au Capitole. — Si au contraire elles put mal fait, c'est qu'elles se sont trompé, c'est qu'elles ont mal compris leurs intérêts, et l'on ne voit pas comment le lien colonial les eût rendues plus clairvoyantes.

Remarquez en outre que les exportations de 1776 s'élevant à 1,300,000 liv. sterl., ne pcjuvent pas être supposées avoir donné à l'Angleterre plus de vingt pour cent^ ou 260,000 liv. sterl. de

bénéfice, et penset-on que l'administration* d'un aussi vaste continent n'absorbait pas dix fois cette somme?

On s'exagère d'ailleurs le commerce que l'Angleterre fait avec ses colonies et surtout les progrès de ce commerce. Malgré que le gouvernement anglais contraigne les citoyens à se pourvoir aux colonies et les colons à la métropole; malgré que les barrières de douane qui séparent l'Angleterre des autres nations se soient, dans ces dernières années, prodigieusement multipliées et renforcées, on voit le commerce étranger de l'Angleterre se développer plus rapidement qⁱ

XXVIII INTRODUCTION

son coraïuerce colonial , comme le constate le tableau suivant :

KXPORTATIONS* -"-"^ ^ ^ ^ ^ ».'^ ^ _ ^ _ ^ ^ * * * " ^ ^ ^ TOTAL.

aux colonies. A rétraoger.

1851 10,254,940 l. s(. 26,909,432 l. st. 37,164,372 l. st.

Aux deux époques, le commerce colonial n'entre que pour un peu plus du quart dans le commerce général. — L'accroissement, dans onze ans, est de trois millions environ, et il faut remarquer que les Indes Orientales, auxquelles ont été appliquées, dans l'intervalle, les principes delà liberté, entrent pour 4,300,000 liv. dans cet accroissement, et Gibraltar, qui ne donne pas lieu à un commerce colonial, mais à un commerce étranger, avec l'Espagne, pour 600,000 liv. sterl., en sorte qu'il ne reste pour l'augmentation réelle du commerce colonial, dans un intervalle de

onze ans, que 1,400,000 liv. sterl. — Pendant ce même temps, et en dépit de nos tarifs, les exportations de l'Angleterre en France se sont élevées de liv. sterl. 602,688 à 3,493,939.

Ainsi le commerce prof[^]gf[^] a progressé dans la proportion de 8 pour 400, et le coifmmerce canirarié de 450 pour 400!

Mais si le peuple anglais n'a pas gagné, s'il a même énormément perdu au système colonial, il n'en est pas de même des branches cadettes de l'aristocratie britannique.

D'alK)rd ce système exige une armée , une marine, unr diplomatie, des lords'lieutenants, des gouverneurs,

INTRODUCTION. XXIX

des résidents, des agens de toutes sortes et de toutes dénominations. — Quoiqu'il soit présenté comme ayant pour but de favoriser l'agriculture, Je commerce et l'industrie , ce n'est pas, que je sache, à des fermiers , à des négociants , à des manufacturiers que ces hautes fonctions sont confiées. On peut affirmer qu'une grande partie de ces lourdes taxes, que nous aTons vu peser principalement sur le peuple, sont destinées à salarier tous ces instrumentsde conquête[^] qui ne sont autres que les puînés de l'aristocratie anglaise.

C'est un fait connu d'ailleurs que ces nobles aventuriers ont acquis de vastes domaines dans les colonies. La protection leur a été accordée ; il est ban de calculer ce qu'elle coûte aux classes laborieuses.

Antérieurement à 1825, la législation anglaise sur les sucres était très compliquée.

Le sucre des Antilles payait le moindre droit; celui de Maurice et des Indes était soumis à une taxe plus élevée. Le sucre étranger était repoussé par un droit prohibitif.

Le 5 juillet 1825, l'île Maurice, et le 13 août 1836, l'Inde anglaise furent placées avec les Antilles sur le pied de l'égalité.

La législation simplifiée. ne reconnut plus que deux sucres : le sucre colonial et le sucre étranger. Le premier avait à acquitter un droit de 24 sh., le second de 63 sh. par quintal.

Si l'on admet pour un instant que le prix de revient soit le même aux colonies et à l'étranger, par exemple,

XVX INTRODUCTION.

20 sh., on comprendra aisément les résultats d'une telle législation, soit pour les producteurs, soit à l'égard des consommateurs.

L'étranger ne pourra livrer ses produits sur le marché anglais au-dessous de 83 sh., savoir : 90 sh. pour couvrir les frais de production, et 63 sh., pour acquitter la taxe. — Pour peu que la production coloniale soit insuffisante à alimenter ce marché; pour peu que le sucre étranger s'y présente, le prix vénal (car il ne peut y avoir qu'un prix vénal) sera donc de 83 shell., et ce prix, pour le sucre colonial se décomposera ainsi :

100 sh. Remboursement des frais de production.

24 Part du trésor public ou taxe.

39 Montant de la spoliation ou monopole.

83 1/3 payé par le consommateur.

On voit que la loi anglaise avait pour but de faire payer au peuple 83 sh. ce qui n'en vaut que 20, et de partager l'excédant, ou 63 sh., de manière à ce que la part du trésor fût de 24, et celle du monopole de 39 sh.

Si les choses se fussent passées ainsi, si le but de la loi avait été atteint, pour connaître le montant de la spoliation exercée par les monopoleurs au préjudice du peuple, il suffirait de multiplier par 39 sh. le nombre de quintaux de sucre consommé en Angleterre.

Mais, pour le sucre comme pour les céréales, la loi a failli dans une certaine mesure. La consommation limitée par la cherté n'a pas eu recours au sucre étranger, et le prix de 88 sh. n'a pas été atteint.

Sortons (tu es des hypothèses et consultons le \$

IKTROOTJCTIOFI.

\XXI

faits. Les ^ci soigneusement relevés sur les docu* nieit8 officiels.

'AXlrfBS.

ooHSoioia'rKni oomomuTiofl

TOIÀLB VAftBABlTAirr.

niix

du

8oGRK COIORUL

k Fentrepôt.

PBIX

du

k TeûtrepôL

3,954,810 3'909,365 3,825,599 3,594,fô4 4,038,435

16 lS/15 16 8/13

15 lS/13

ftb. d.

sh. d.

SI 3 21 3 » S tt 6 SD 6

^wmoiKt.! 3^868,668 161/6

39 5 tl 5

De ce tableau il est fort aisé de déduire les pertes énormes que le monopole à infligées, soit à TEçi^ quier, soit au consommateur anglais.

Calculons en monnaies françaises et en nombres ronds pour la plus facile intelligence du lecteur.

A raison de 49 fr. 20 c. (39 sh. 5 d.), plus 30 fr. de droits (24 sh.), il en a coûté au peuple anglais, pour consommer annuellement 3,868,000 quintaux de sucre, la somme de 306 millions et demi, qui se décompose ainsi :

103 1/2 millions qu'aurait coûté une telle quantité de sucre étranger au prix de 29 fr. 75 (21sh. 6d.)

{16 millions impôt pour le reif«ou à 30 fr.

(24 sh.) 86 4/2 millions part du monopole résultant de la différence du prix de l'étranger.

306 millions.

XXXII INTRODUCTION

Il est clair que, sous le régime de l'égalité et avec un impôt uniforme de 30 fr. par quintal, si le peuple anglais eût voulu dépenser 306 millions de francs en ce genre de consommation, il en aurait eu, au prix de 26 fr. 75, plus 30 francs de taxe, 5,400,000 quintaux ou 22 kil. par habitant au lieu de 16. — Le trésor, dans cette hypothèse, aurait recouvré 162 millions au lieu de 416.

Si le peuple se fût contenté de la consommation actuelle, il aurait épargné annuellement 86 millions, qui lui auraient procuré d'autres satisfactions et ouvert de nouveaux débouchés à son industrie.

Des calculs semblables, que nous épargnons au lecteur, prouvent que le monopole accordé aux propriétaires de bois du Canada coûte aux classes laborieuses de la Grande-Bretagne, indépendamment de la taxe fiscale, un excédant de 30 millions.

Le monopole du café leur impose une surcharge de 6,500,000 fr.

Voilà donc, sur trois articles coloniaux seulement, une somme de 424 millions enlevée purement et simplement de la bourse des

consommateurs, en excédant du prix naturel des denrées ainsi que des taxes fiscales, pour être versée, sans aucune compensation, dans la poche des cotons.

Je terminerai cette dissertation , déjà trop longue , par une citation que j'emprunte à M. Porter, membre du Board of trade.

« Nous avons payé en 1840 , et sans parler des « droits d'entrée, 5 millions de livres de plus que

INTRODUCTION. XXXIII

n'auniil fait pour une égale quantité de sucre loule autre nation. Dans la même année, nous avons exporté pour 4,000,000 l. st. aux colonies à sucre; en sorte que nous aurions gagné m m'importe à suivre le vrai principe, qui est d'acheter au marché le plus avantageux, alors même que nous aurions fait cadeau aux planteurs de toutes les marchandises qu'ils nous ont prises. »

II. Ch. Comte avait entrevu, dès 1827, ce que [M. Porter établit le » chiffre. « Si les Anglais disaient, qu'ils doivent vendre au plus bas prix possible pour recouvrer les dépenses qu'ils font dans le but de s'assurer leur pratique, ils se conviendrait que ce qu'ils ont de mieux à faire, c'est de leur livrer leurs marchandises pour rien et d'acheter, à ce prix , la liberté du commerce, »

Nous sommes maintenant en mesure, il semble, d'apprécier le degré de liberté dont Jouissent en Angleterre le travail et l'échange, et de juger s'il est bien dans ce pays qu'il faut aller ob-

server les désastreux effets de la libre concurrence sur l'équitable distribution de la richesse et l'égalité.

Récapitulons, concentrons dans un court espace les faits que nous venons d'établir.

1 Les branches aînées de l'aristocratie anglaise possèdent toute la surface du territoire.

2 L'impôt foncier est demeuré invariable depuis cent cinquante ans, quoique la rente des terres ait

XXXIV INTRODUCTION

septuplé. Il n'est que pour un vingt-cinquième dans les recettes publiques.

3 La propriété immobilière est affranchie de droits de succession, quoique la propriété personnelle y soit assujétie.

4 Les taxes indirectes pèsent beaucoup moins sur les objets de qualités supérieures à l'usage des riches que sur les mêmes objets de basses qualités à l'usage du peuple.

5 Au moyen de la loi sur la céréale, les mêmes branches aînées prélèvent sur la nourriture du peuple un impôt que les meilleures autorités fixent à un milliard de francs.

6 Le système colonial, poursuivi sur une très grande échelle, nécessite de lourds impôts, et ces impôts, payés presque en totalité par les classes laborieuses, sont, presque en totalité aussi, le patrimoine des branches cadettes des classes oisives.

7 Les taxes locales, comme les dîmes, arrivent aussi à ces branches cadettes par l'intermédiaire de l'Église

établie.

8"* Si le système colonial exige un grand développement de forces, le maintien de ces forces a besoin, à son tour, du régime colonial, et ce régime entraîne celui des monopoles. On a vu que sur trois articles seulement, ils occasionnent au peuple anglais une perte sèche de 124 millions.

'J'ai cru devoir donner quelque étendue à l'exposé de ces faits parce qu'ils me paraissent de nature à dis-

INTRODUCTION. X

siper bien des erreurs, bien des préjugés, bien d'aveugles préférences. Combien de solutions aussi érudites qu'inattendues n'offrent-ils pas aux économistes ainsi qu'aux hommes politiques ?

Et d'abord, comment ces écoles modernes, qui semblent avoir pris à tâche d'entraîner la France dans ce système de spoliations réciproques, en lui faisant peur de la concurrence, comment dis-je, ces écoles pourraient-elles persister à soutenir que c'est la liberté qui a suscité le paupérisme en Angleterre ? dites donc qu'il est né de la spoliation, de la spoliation organisée, systématique, persévérante, impitoyable. Cette explication n'est-elle pas plus simple, plus vraie et plus satisfaisante à la fois ? Quoi ! La liberté entraînerait le paupérisme ! La concurrence, les transactions libres, le droit d'échanger une propriété qu'on a le droit de détruire, impliqueraient une injuste distribution de la richesse ! La loi providentielle serait donc bien inique ! Il faudrait donc se hâter d'y substituer une loi humaine, et quelle loi ? Une loi de restriction et d'empêchement. Au lieu de laisser faire, il faudrait empêcher de faire ; au lieu de laisser passer, il faudrait empê-

herde passer; au lieu de laisser échanger, il faudrait empêcher d'échanger; au lieu de laisser la rémunération du travail à celui qui l'a accompli, il faudrait en investir celui qui lue l'a pas accompli! Ce n'est qu'à cette condition qu'on ériterait l'inégalité des fétunes parmi les hommes < Oui, disiez-vous; l'expérience est faite; la liberté et le paupérisme < (to exist en Angleterre. » Mais vous ne pourrez plus le dire.

UXTI INTRODUCTION .

Bien loin que la liberté et la misère y soient dans le rapport de cause à effet, TuDe d'eUea do noits, la liberté, n'y existe même pas. On y est bien libre de travailler, mais non de jouir du fruit de son travail. Ce qui coexiste en Angleterre, c'est un petit nombre de spoliateurs et un grand nombre de spoliés, et il faut pas être un grand économiste pour en conjurer la ruine des uns et la misère des autres.

Ensuite, pour peu qu'on ait embrassé dans son ensemble la situation de la Grande-Bretagne telle que nous venons de la montrer, et l'esprit féodal qui domine ses institutions économiques, on sera convaincu que la réforme financière et douanière qui s'accomplit dans ce pays est une question européenne, humanitaire, aussi bien qu'une question anglaise. Il ne s'agit pas seulement d'un changement dans la distribution de la richesse au sein du Royaume-Uni, mais encore d'une transformation profonde de l'action qu'il exerce au dehors. Avec les injustes privilèges de l'aristocratie britannique tombent évidemment et la politique qu'on a tant reprochée à l'Angleterre, et son système colonial, et ses usurpations, et ses armées, et sa marine, et sa diplomatie, en ce qu'elles ont d'oppressif et de dangereux pour l'humanité.

Tel est le glorieux uioaipba Wfual aspira la mgi/b lorsqu'elle réclama « l'ttbolitîoa totale, immôdiatp et « sans <kmditioa <ls tous les fl)oMpplea, 4a ious les « droiu prolecteurs quelconquas en fiiwur de V9ig/n^ € culture , des manufacturas, du eommeiv-ca et de la

INTRODUCTION. XIXVII

« navigation^ en un mol ia lUierte absolue dès éck;ui* «ge8(*). *

Je ne dirai que. peu déchoies iel de cette puïssante asMoia-tioa* L'esprit qui l'anime, ses commeneements, ses ptngrèB» tea travaux» ses luttes^ «ea rêvera |. set amcèa, ses vues, ses moyens d'actien» tout cela se ■anifastera » plein d'aolion, et de vie dans la aoHe de cet ouvrage. Je n'ai pas besoin de décrire mîbuiieu-seaeni ce grand corps^ puisque je repose respinnt et agissant devant le puUic français , aux yeux de qui, par un miracle incompréhénûble d'babileté, la pressa subventionnée du moncfole l'a si longtemps tenu

Au milieu de la détresse que ne pouvait manquer d'appesantir sur les elasses laborieuses le régime que noua venons de décrire, sept hommes se réunirent i Manchester au mois d'octobre 4838, et> avec cette vi* nie détermination qui caractérise la race anglo-saxonne^ ilsrésolurent de renverser tous les monopalea par les voies légales, et d'accomplir, sans troubles » sans effusion de sang, par la seule pnlssanea de l'o^ pinÎM, une révolution aussi profonde, plus profiuide peuirêtre que celle qu'ont opéré nos pères en 1789,

Certes , il fallait un courage peu ordinaire poup affronter une telle entreprise. Les adversaires qu'il s'agissait de combattre

avaient Qpur eux la richesse» l'influence» la législation, Téglise, l'État, le Trésor public, les terres, les places, les monopoles» et ils

■ »<»■ «t»*« «t m» ■.*»■<■» itt^-^^^mmt

C) tétotntion da oenseil de k Utfae, mai itMk

X1XTII1 INTRODUCTION .

étaient en outre entourés d'un respect et d'une véné* ration traditionnelles.

Et où trouver tin point d'appui contre un ensemble de forces si imposant? Dans les çlassqs industrieuses? Héla9 ! en Angleterre comme en France , chaque industrie croit son existence attachée à quelque lambeau dé monopole. La protection s'est insensiblement étendue à tout. Gomment faire préférer des intérêts éloignés et, en apparence, incertains à des intérêts immédiats et positifs? Comment 4issiper tant de préjugés, tant de sophismes que le temps et l'égoïsme ont si profondément incrustés dans les esprits? Et à supposer qu*on parvienne à éclairer l'opinion dans tous les rangs et dans toutes les classes, tâche déjà bien lourde, comment lui donner assez d'énergie, de per^ sétérançe et d'action combinée pour la rendre, par les élections, maîtresse de la législation?

L'aspect de ces difficultés n'effraya pas les fondateurs de la Ligue. Après les avoir regardées en iace et mesurées, ils \$e crurent de force à les vaincre. VagiMion fut décidée,

Manchester fut le berceau de ce grand mouvement. Il était naturel qu'il naquît dans le nord de l'AngleterrQ, parmi les populations manufacturières, comme Il e\$t naturel qu'il naisse uti jour au sein des populations agricoles du midi de la France. En effet,

les industries qui dans les deux pays ont des moyens d'échanges sont celles qui souffrent le plus immédiatement de leur interdiction, et il est évident que s'ils étaient libres, les Anglais nous enverraient du

INTRODUCTION. XXXIZ

fer, delà houille, des machines /des étoffes, en un mot des produits de leurs mines et de leurs fabriques, que nous leur payerions en grains, soies, vins, huiles, ' fruits , c'est-à-dire en produits de notre agriculture.

Gela explique jusqu'à un certain point le titre bizarre en apparence que prit l'association : anti-cornlaw-league (*)• Cette dénomination restreinte n'ayant pas peu contribué sans doute à détourner l'attention de l'Europe sur la portée de Vaguetian^ nous croyons indispensable de rapporter ici les motifs qui l'ont faite adopter.

Rarement la presse française a parlé de la Ligue (nous dirons ailleurs pourquoi), et lorsqu'elle n'a pu s'empêcher de le faire , elle a eu soin du moins de s'autoriser de ce titre : Ànti-com-lau) , pour insinuer qu'il s'agissait d'une question toute spéciale, d'une simple réforme dans la loi qui règle en Angleterre les conditions de l'importation des grains.

Hais tel n'est pas seulement l'objet de la Ligue. Elle aspire & l'entière et radicale destruction de tous les privilèges et de tous les monopoles , à la liberté absolue du commerce, à la concurrence illimitée, ce qui. implique la chute de la prépondérance aristocratique en ce qu'elle a d'injuste, la dissolution des liens coloniaux en ce qu'ils ont d'exclusif, c'est-à-dire une révolution

complète dans la politique intérieure et extérieure de la Grande-Bretagne.

Et pour n'en citer qu'un exemple, nous voyons aujourd'hui les fireê^traden prendre parti pour les

(*) Association contre la loi-céréale.

XL INTRODUCTION,

États-Unis dans la question de TOregon et du Texas. Que leur im^te, en effets que cei contrées s'admi* ntstrent eUes-mêmes sous la tutelle de l'Umon, au lieu d'être gouvernées par un président mexicain ou un lord-commissaire anglais, pourvu que chacun y puisse vendre, acheter, acquérir, travailler; pourvu que toute transaction honnête j soit libre ? A ces conditions, ils abati-donneraient encore volontiers aux États. Unis et les deux Canada et la Nouvelle^Écosse, et les Antilles par -dessus le marché; ils les donna^ieot mêmesans cette condition, bien assurés «{ue la liberté des échanges Sera tôt ou tard la loi des transactions internationales C)

•^ma

(*) On se rappelle tes discours de lord Aberdeet et de sir Robert Péel à Toccasion du message du nouveau présidant des États-Udis. Voici comment s'exprimait à ce sujet M. Fox dans un meeting de la Ligue et aux applaudissements de six mlflé auditeurs :

A Quel est donc ce territoire qu'on se dispute P 800,000 niUes cirrés dont nous revendiquons le tiers ; désert aride, lave desséchée ^ le Sahara de TAmérique , le Botany-Bay des Peaux>Rouges, empire des buffles, et tout au plus de quelques

Indiens fiers de s'appeler Tête»- Plates, Nez-Fendus, etc. Voilà Tobjet de la querelle ! Autant vaudrait que Peel et Polk nous poussassent à nous disputer tes montagnes de la Lune ! Mais que ta race humaine s'étabKsse sur ce territoire. Que les hommes qui n'ont pas de patrie plus hospitalière en soumettent à la culture les parties tes moins infertiles, et lorsque l'industrie aura promené autour de ses frontières le char de son paUible triomphe, lorsque déjeunes cités verront fourmiller dans leurs murs d'innombrables muUiudes, quand les Montagnes Rocheuses seront sillonnées de chemins de fer, que des canaux uniront TAtlantique et la mer Pacifique, et que le Colombia ven*a Qotter sur ses eaux la voile et la vapeur, alors il sera temps de parler de l'Oregon. Mais alors aussi, sans bataillons, sans vaisseaux de ligne ^ sans bombarder des villes ni verser le sang des hommes , le fibre comette fn^a poor nou» le conquête de TOregoa et même des États-Unis, si Ton peut appeler conquête ce qui constitue h bien de tous. Us nous enverront leurs produits ; nous les payerons

INTRODUCTION. XLI

Mais il est facile de comprendre pourquoi les /ree^ iraderê oAt commecié par réunir toutes leurs forces cmitre un seul monopole , celui des céréales : c'est qu'il est te clef de voûte du système tout entier. C'est la part de raristocratie, c'est le loi spécial que se sont adjugé les législateurs. Qu'on leur arrache ce monopole, et ils feront bon marché de tous les autres.

C'est d'ailleurs celui dont le poids est le plus lourd au peuple, celui dont l'iniquité est la plus facile à démontrer. L'impôt sur le pain I sur la nourriUirel sar b TieI|Voilà, certes, un mot de ralliement merfeiU leaseroent propre à ré?etller la sympathie des masses.

C'est certainement un grand et beau spectacle que de voir un petit -nombre d'hommes essayant, à force de travaux, de persévérance et d'énergie, de détruire le régime le plus oppressif et le plus fortement organisé, après l'esclavage, qui ait pesé jamais sur un grand peuple et sur l'humanité, et cela sans appeler à la force brutale, sans même essayer de déchaîner l'ani**

avec les nôtres. Il n'y aura pas un pionnier qui ne ira dans ses vêtements la Kutfée de Manchester : la marque de Sheffield sera imprimée sur l'arme qu'il atteindra le gibier; et le lin de Spitalfield sera la matière que nous ferons flotter sur les rives du Missouri. L'Oregon sera conquis en effet, car il travaillera volontairement pour nous; et peut-on demander de plus à un peuple conquis? C'est pour nous qu'il fera croître le blé, et il nous le livrera sans nous demander en retour que nous nous imposions des taxes afin qu'un gouverneur anglais contrarie la législature, ou qu'une soldatesque anglaise sabre sa population. Le libre commerce voilà la vraie conquête, elle est plus sûre que celle des armes. Voilà l'Empire, en ce qu'il a de noble, voilà la domination fondée sur des avantages réciproques, moins dégradante que celle qui s'acquiert par l'épée et se conserve sous un sceptre impopulaire, ici (Acclamations prolongées.)

XLII INTRODUCTION;

la version publique, mais en éclairant d'une vive lumière tous les replis de ce système, en réfutant, tous

les sophismes sur lesquels il s'appuie en inculquant aux masses les connaissances et les vertus qui seules peuvent les affranchir du joug qui les écrase.

Mais ce spectacle devient bien plus imposant encore quand on voit l'immensité du champ de bataille s'agrandir chaque jour par le nombre des questions et des intérêts qui viennent les uns après les autres s'engager dans la lutte.

D'abord l'aristocratie dédaigne de descendre t dans la lice. Quand elle se voit maîtresse de la puissance politique par la possession du sol, de la puissance matérielle par l'armée et la marine, de la puissance morale par l'Église , de la puissance législative par le Parlement, et enfin de celle qui vaut toutes les autres, de la puissance de l'opinion publique par cette fausse grandeur nationale qui flatte le peuple et qui semble liée aux institutions qu'on ose attaquer , quand elle contemple la hauteur, l'épaisseur et la cohésion des fortifications dans lesquelles elle s'est retranchée , quand elle compare ses forces avec celles que quelques hommes isolés dirigent contre elle , elle croit pouvoir se renfermer dans le silence et le dédain.

Cependant la Ligue fait des progrès. Si l'aristo-*

cratie a pour elle l'Église établie, la Ligue appelle à

son aide toutes les Églises dissidentes. Celles-ci ne se

{ rattachent pas au monopole par la dtme; elles se sou-

1 tiennent par des dons volontaires, c'est<^à-dire par la

confiance publique. Elles ont bientôt compris que l'ex-

INTRODUCTION . XLIII

L'^italion de l'homme par l'homme, qu'on la nomme esolayage ou prolection, est contraire à la charte chrétienne. Seize cents mi-

nistres dissidents répondent à l'appel de la Ligue. Sept cents d'entre eux , accourus de tous les points du royaume, se réunissent à Manchester. Ils délibèrent; et le résultat de leur délibération est qu'ils iront prêcher dans toute l'Angleterre la cause de la liberté des échanges comme conforme aux lois providentielles qu'ils ont mission de promulguer.

Si l'association a pour elle la propriété foncière et les classes agricoles, la Ligue s'appuie sur la propriété des lumières, des facultés et de l'intelligence. Rien n'égale le zèle avec lequel les classes manufacturières s'empressent de concourir, à la grande œuvre. Les souscriptions spontanées versent au fonds de la Ligue 900,000 fr. en 1841 , 600,000 en 1842, un million en 1843 , 2 millions en 1844; et en 1845 une somme double, peut-être triple, sera consacrée à un des objets que l'association a en vue , l'inscription d'un grand nombre de noms sur les listes électorales. Parmi les faits relatifs à cette souscription, il en est un qui produisit sur les esprits une profonde sensation. La liste, ouverte à Manchester le 14 novembre 1844, présenta à la fin de cette même journée une recette de 16,000 livres sterling (400,000 francs). Grâce à ces abondantes ressources, la Ligue, revêtant ses doctrines des formes les plus variées et les plus lucides , les distribue parmi le peuple dans des brochures, des pamphlets, des placards, des journaux innombrables ;

XLIV INTRODUCTION

On divise l'Angleterre en douze districts, dans chacun desquels elle envoie un professeur d'économie politique. Elle-même, comme une université muette, tient ses séances en public dans toutes les villes de tous les comtés de la Grande-Bretagne. Il semble d'ailleurs que celui qui dirige les événements hu-

maines a ménagé à la Ligue des moyens inattendus de succès* La réforma poskde lui permet d'entretenir avec les comités électoraux qu'elle a fondés dans tout le pays une correspondance qui comprend annuellement plus de 300,000 dépêches; les chemins de fer impriment à ses mouvements un caractère d'ubiquité, et Ton voit les mêmes hommes qui ont agité le matin à Liverpool agiter le soir à Edimbourg ou à Glasgow; enfin la ligue a ouvert à la classe moyenne les portes du Parlement, et les fondateurs de la Ligue, les Cobden, les Bright, les Gibson, les Villiers, sont admis à combattre le monopole en face des monopoleurs et dans l'enceinte même où il fut décrété* Ils entrent dans la Chambre des communes, et ils y forment, en dehors des Whigs et des Tories, un parti si Ton peut lui donner nom, qui n'a pas de précédents dans les annales des peuples constitutionnels, un parti décidé à ne sacrifier jamais la vérité absolue, la justice absolue, les principes absolus aux questions de personnes, anxieuses de succès, à la stratégie des ministères et des opposés si tiens.

Mais il ne suffisait pas de rallier les classes sociales sur qui pèse directement le monopole; il fallait encore désiller les yeux de celles qui croient à l'éternité-

INTRODUCTION. XLV

menrli leur bien-être et même leur existence au sacrifice du système de la protection. M. Cobden entreprend cette rude et périlleuse tâche. Dans l'espace de deux mois, il procède à quarante meetings à l'appui de la cause des cultivateurs agricoles. Là, entouré souvent de milliers de travailleurs et de fermiers, parmi lesquels on trouve bien que se sont glissés, à l'instigation des intéressés, bien des agents de désordre et il déploie son courage,

un sang-froid» une habileté, une éloquence qui excitent l'étonnement, si ce n'est la sympathie de ses plus ardens adversaires. Placé dans une position analogue à celle d'un Français qui irait prêcher la doctrine de la liberté commerciale dans les forges de Decazeville ou parmi les mineurs d'Anzin, on ne sait ce qu'il faut le plus admirer dans cet homme éminent, à la fois économiste, tribun, homme d'État, législateur, théoricien, et auquel je crois qu'on peut faire une juste application de ce qu'on a dit de Destutt de Tracy : « A force de bon sens, il atteint au génie. » Ses efforts obtiennent la récompense qu'ils méritent, et l'aristocratie a la douleur de « voir le principe de la tyrannie se développer rapidement au sein de la population vouée à l'agriculture ».

Aussi le temps n'est plus où elle s'enveloppait dans sa morgue méprisante, elle se libère de son inertie. Elle essaye de reprendre l'offensive, et sa première opération est de calomnier la République et ses fondateurs. Elle scrute leur vie publique et privée; mais forcée bientôt d'abandonner le champ de bataille des personnalités où elle pourrait bien laisser plus de morts et de

XL VI INTRODUCTION

blessés que la Ligue, elle appelle à son secours l'armée de sophismes qui, dans tous les temps et dans tous les pays, ont servi d'étai au monopole. Praiection à Vagriture, immigration des produits étrangers, baisse des salaires résultant de l'abondance des subsistances, mendicité nationale, épuisement de numéraire débouchés coloniaux assurés, prépondérance politique, empire des mers voilà les questions qui s'agitent, non plus entre savant, non plus d'école, à l'école, mais devant le peuple, mais de démocratie à aristocratie.

Cependant il se rencontre que les Ligueurs ne soat pas seulement des agitateurs courageux; ils sont aussi de profonds économes. Pas Un de ces nombreux sophismes ne résiste au choc de la discussion, et aii besoin, des enquêtes parlementaires, provoquées par la Ligue, viennent en démontrer l'inanité.

L'aristocratie adopte alors une autre marche. La mi* sère est immense, profonde, horrible, et la cause eil est patente, c'est qu'une odieuse inégalité préside à la distribution de la richesse sociale. Mais au drapeau de la Ligue qui porte inscrit le mot justice, l'aristocratie oppose une bannière où on lit le mot charité. Elle ne conteste plus les souffrances populaires; mais elle compte sur un puissant moyen de diversion: raumône. « Tu souffres, dit-elle au peuple; c'est que tu as trop multiplié, et je vais te préparer un vaste système d'é-» migration. (Motion de M. Butler.) — Tu meurs d'inanition ; je donnerai à chaque fiimille un jardin et une vache. (Allotments.):— Tu es exténuéde fatigue; e'esl que l'on exige de toi trop de travail, et j'en limiterai

INTROM/CTION. XLVU

kl durée. (Bill de dix heures.) » Ensuite vieDoent les souscriptions pour procurer gratuitement aux classes pauvres des établissements de bains» des lieux de récréations, les bienfaits d'une éducation nationale, etc. Toujours des aumônes, toujours des palliatifs; mais quant à la cause qui les nécessite, quant au monopole^ quant à la distribution factice et partielle de la richesse, on ne parle pas d'y toucher.

La ligue a ici à se défendre contre un système d'à-* gression d'autant plus perfide, qu'il semble attribuer àses adversaires, entre autres monopoles, le monopole de hà [Ailanthropie et la

placer elle-même dans ce cercle de justice exacte et froide qui est bien moins propre que la charité, même impuissante, même hypocrite, à exciter la reconnaissance irréfléchie de ceux qui souffrent.

Je ne reproduirai pas les objections que la Ligue oppose à tous ces projets d'institutions prétendues charitables; on en verra quelques-unes dans le cours de l'ouvrage. Cé II me suffira de dire qu'elle s'est associée à celle de ces œuvres qui ont un caractère incontestable d'utilité. C'est ainsi que parmi les fire&^raderê de Manchester, il a été recueilli près d'un million pour donner de l'espace, de l'air et du jour aux quartiers habités par les classes ouvrières. Une somme égale, provenant aussi de souscriptions volontaires, a été consacrée dans cette ville à l'établissement de mai* sons d'école. Mais en même temps la Ligue ne s'est pas lassé de montrer le piège caché sous ce fastueux étalage de philanthropie : « Quand les Anglais meurent

XLVIII INTROMICTION .

de faim, disait-elle, il ne suffit pas de leur dire : t Mous vous tranaporterona eo Amérique où les «ttmeats abondent » ; il faut laisser ees aliments entrer en An* gtelerre. ~ Il ne suffit pas de donner aux familles on.» vrrières un jardin pour y faire croître des porooM^ de terre; il liut surtout ne pas lui ravir une partie deg profits que luiproeureraient une nourriture plus s«b* stancielle. — Il ne suffit pas de limiter le travail eit» eessif auquel les condamne la spoliation ; il Anit fii^re cesser la spoliation même , afin que dix jieuses de ira* vail en ^raient dou^. -^ U ne suffit pas de leur donner de l'air et de Teau, il faut leur donner du pain ou du moins le droit d'apheter du pain. Ce n'est pas la pUhinthropie mais la liberté qu'on doit opposer ft l'oppression; ce n'est

pas la charité mais la justice qui. peut guérir les maux de l'injustice. L'aumône n'a et ne peut s'y voir qu'une action insuffisante, fugitive, incertaine et souvent dégradante. »

A bout de ses sophismes, de ses faux-fuyants, de ses prétextes dilatoires, il restait une ressource à l'aristocratie : la majorité parlementaire, la majorité qui dispense d'avoir raison. Le dernier acte de l'agitation devait donc se passer au sein des collèges électoraux. Après avoir popularisé les saines doctrines économiques, la Ligue avait à donner une direction pratique aux efforts individuels de ses innombrables prosélytes. Modifier profondément les constituants (membres) du royaume, saper l'influence aristocratique, attirer sur la corruption les châtimens de la loi et de l'opinion, telle est la nouvelle phase dans laquelle eal

* WtRODtJGYtON* \LiX

entrée Yagitaïan avec une énergie que les progrès sociaux ne blent acroltre. Vvresac^{dr}ti emdo. A la voix de Cobden, de Bright et de leurs amis, des milliers de réformateurs se font inscrire sur les listes électorales, des milliers de monopoles en sont rayés, et d'après la rapidité de ce mouvement, on peut prévoir le jour où le sénat ne représentera plus une classe, mais la communauté

On demandera peut-être si tant de travaux, tant de labeur, tant de dévouement, sont demeurés jusqu'ici sans influence sur la marche des affaires publiques et si le progrès des doctrines libérales dans le pays ne s'est pas réfléchi à quelque degré dans la législation.

J'ai exposé en commençant le régime économique de l'Angleterre antérieurement à la crise commerciale qui a donné naissance à la Ligue; j'ai même essayé de soumettre au calcul

quelque-unes des extorsions que les classes dominatrices exercent sur les classes asservies par le double mécanisme des impôts et des monopoles.

Depuis cette époque, les uns et les autres ont été modifiés. Qui n'a pas entendu parler du plan financier que sir Robert Peel vient de soumettre à la Chambre des communes, plan qui n'est que le développement de réformes commencées en 1842 et 1844, et dont la complète réalisation est réservée à des sessions ultérieures du Parlement ? Je crois sincèrement qu'on a méconnu en France l'esprit de ces réformes, qu'on en a tour-à-tour exagéré ou atténué la portée. On m'excusera donc si j'entre ici dans quelques détails, que

L INTRODUCTION

je m'efforcerai du reste d'abrégier le plus qu'il me sera possible.

La spoliation (qu'on me pardonne le retour fréquent de ce terme; mais il est nécessaire pour détruire l'erreur grossière qui est impliquée dans son synonyme protection); la spoliation, réduite en système de gouvernement, avait produit toutes ses naturelles conséquences : une extrême inégalité des fortunes, la misère, le crime et le désordre au sein des dernières couches sociales, une diminution énorme dans toutes les consommations, par suite l'affaiblissement des recettes publiques, et le déficit, qui, croissant d'année en année, menaçait d'ébranler le crédit de la Grande-Bretagne. Evidemment il n'était pas possible de rester dans une situation qui menaçait d'engloutir le vaisseau d'État. L'émigration irlandaise, l'agitation commerciale, l'incendiarisme dans les districts agricoles, le rébeccaïsme dans le pays de

Galles, le Ghartisme dans les villes manufacturières, ce n'était là que les symptômes divers d'un phénomène unique, la souffrance (Ml peuple. Mais la souffrance du peuple, c'est-à-dire des mass^ , c'est-à-dire ei^core de la presque uaiversalité des hommes, doit à la longue gagner toutes les classes de la société. Quand le peuple n'^ rien, il n'achète rien; quand il n'achète rien, les fabriques s'arrêtent, et les fermiers ne vendent pas leur récolte, et s'ils ne vendent pas, ils ne peuvent payer leurs femagea. Ainsi les grands seigneurs législateurs eux-mêmes se trouvaient placés par l'eflEet même de leur loi entre la banqueroute des fermiers et la b^nquête-routede l'État,

INTRODUCTION. LI

et menacés à la fois dans leur fortune îminobiKère et et mobilière. Ainsi l'aristocratie sentait le terrain trembler sous ses pas. Un de ses membres les plus distingués, sir James Graham, aujourd'hui ministre de Vintérieur, avaient fait un livre pour l'avertir des dangers qui l'entouraient : < Si vous ne cédez une partie, vous perdrez tout, disait^il, et une tempête ré< volutionnaire balayera de dessus la surface du pays non-seulement vos monopoles, mais vos honneurs, vos privilèges, votre influence et vos richesses mai acquises. »

Le premier expédient qui se présenta pour parer au danger le plus immédta t, le déiicit,. fut, selon l'expression consacrée aussi par nos homin€S d'État, A' exiger de iltnpM tout ce quU peut rendre», Mais il arriva que les taxes mêmes qu'on essaya de renforcer furent celles qui laissèrent le plus de vide au Trésor. Il ÊU- lut renoncer pour longtemps A c^te ressource; et le premier soin du cabinetactuel, quand il arriva aux affaires, fut de proclamer que l'impôt était arrivé à sa dernière limite : c / am baund to êoy

that the people of Me towtry have been brought to the utmost
of taxation, » (Peel, discours du 10 mai 1842.)

Pour peu que l'on ait pénétré dans la situation respectives
des deux grandes classes dont j'ai décrit les intérêts et les lottés, on
comprendra aisément quel était pour chacune d'elles le pro-
blème à résoudre.

Pour les free-traders, la solution était très simple : abroger
tous les monopoles. Affranchir les importations, c'était nécessaire-
ment accroître les échanges et par

LU INTRODUCTION»

conséquent les exportations; c'était donc donner au peuple
tout à la fois du pain et du travail; c'était en outre favoriser toutes
les consommations, par conséquent les taxes indirectes et en dé-
finitive rétablir l'équilibre des finances.

Pour les monopoleurs le problème était pour ainsi dire inso-
luble. Il s'agissait de soulager le peuple sans le soustraire aux mo-
nopoles, de relever le revenu public sans augmenter les taxes,
et de conserver le système colonial sans diminuer les dépenses
nationales.

Le ministère Whig (Russell, Morpeth, Melbourne, Baring,
etc.) présenta un plan qui se tenait entre ces deux solutions. Il af-
faiblissait, sans les détruire, les monopoles et le système colonial.
Il ne fut accepté ni par les monopoleurs, ni par les free-traders.
Ceux-là voulaient le monopole absolu, ceux-ci la liberté illimitée.
Les uns s'écriaient : « Pas de concessions ! » les autres : « Pas de
transactions » •

Battus au Parlement, les Wighs en appelèrent au corps électoral. Il donna amplement gain de cause aux Torys, c'est-à-dire à la protection et aux colonies. Le ministère Peel fut constitué (1841) avec mission expresse de trouver l'introuvable solution que j'indiquais tout-à-l'heure au grand et terrible problème posé par le déficit et la misère publique; et il faut avouer qu'il a surmonté la difficulté avec une sagacité de conception et une énergie d'exécution remarquables.

J'essaierai d'expliquer le plan financier de M. Peel, tel du moins que je le comprends.

INTRODUCTION. LUI

Il ne faut pas perdre de vue que les divers objets qu'a dû se proposer cet homme d'État, en égard au parti qui l'appuie, sont les suivants :

- 1^o Rétablir l'équilibre des finances
- 2^o Soulager les consommateurs.
- 3^o Raviver le commerce et l'industrie.
- 4^o Conserver autant que possible le monopole essentiellement aristocratique, la loi céréale.
- 5^o Conserver le système colonial, et avec lui l'armée, la marine, les hautes positions des branches cadettes.
- 6^o On peut croire aussi que cet homme éminent, qui plus que tout autre se tient dans les signes du temps et qui voit le principe de la Ligue envahir l'Angleterre à pas de géant, nourrit encore au fond de son âme une pensée d'avenir personnelle mais glorieuse, celle de se ménager l'appui des free-traders pour l'é-

poque où ils auront conquis la majorité, afin d'imprimer de sa main le sceau de la consommation à l'œuvre de la liberté commerciale, sans souffrir qu'un autre nom officie que le sien s'attache à la plus grande révolution des temps modernes.

Il n'est pas une des mesures, une des paroles de sir Robert Peel qui ne satisfasse aux conditions prochaines ou éloignées de ce programme. On va en juger.

Le pivot autour duquel s'accomplissent toutes les évolutions financières et économiques dont il nous reste à parler, c'est l'Income-tax.

L'Income-tax, on le sait, est un subside prélevé sur les revenus de toutes natures. Cet impôt est

LIV INTRODUCTION

sentiellement temporaire et patriotique. On n'y a recours que dans les circonstances les plus graves, et jusqu'ici, en cas de guerre. Sir Robert Peel l'obtint du Parlement en 1842, et pour trois ans; il vient d'être prorogé jusqu'en 1849. C'est la première fois qu'au lieu de servir à des fins de destruction et à infliger à l'humanité les maux de la guerre, il sera devenu l'instrument de ces utiles réformes que cherchent à réaliser les nations qui veulent mettre à profit les bienfaits de la paix,

Il est bon de faire observer ici que tous les revenus au-dessous de 10 liv. sterling (3,700 fr.) sont affranchis de la taxe, en sorte qu'elle frappe exclusivement la classe riche. On a beaucoup répété de ce côté comme de l'autre côté du Détroit, que l'Income-tax était définitivement inscrit dans le Gode financier de l'Angleterre, Mais quiconque connaît la nature de cet impôt et le mode d'après

lequel il est perçu, sait bien qu'il ne saurait être établi d'une manière permanente^ du moins dans sa constitution actuelle, et si le cabinet entretient à cet égard quelque arrière-pensée, il est permis de croire qu'en habituant les classes aisées à contribuer dans une plus forte proportion aux charges publiques, il songe à mettre l'impôt foncier (land-tax) dans la Grande-Bretagne plus en harmonie avec les besoins de l'État et les exigences d'une équitable justice distributive.

Quoi qu'il en soit» le premier objet que le ministère Tory avait en vue, le rétablissement de l'équilibre 49118 les iUiances» fut atteint, grâce aux ressources

INTRODUCTION. LV

de rinoome-lax, ol le déficit qui nienañdil le crédit de l'ADgie-ferre a, du moine provitoirement, disparu.

Do excédant db recelied était tnêmê prévu dès i842. Il s'agissait de l'appliquer à la seconde et à la troisième conditions du programme : Soulager lèê eènsotmnateun: raviver le eommeree et VtÊèduilriè .

Ici nous entrons dans la longue série des réformes douanières exécutées en 1642» 4848, 1844 et 1845. Notre intention ne peut être de les exposer en détail ; Dous devons nous borner à faire connaître l'esprit dans lequel elles ont été conçues.

Toutes les prohibitions ont été abolies. Les bt^fs, leè veaux , les moutons, la viande fraîche et salée qui étaient repoussés d'une manière absolue furent admis à des droits modérés; les bœufs, par exemple, à 25 fr. par tête (le droit est presque double en Friince) ce qui n'a paa empêché M. Gauthier de Rumilly de

dire en pleine Chambre , en 1845, sans être contredit par personne , tant les journaux ont eu soin de nous tenir dans l'ignorance sur ce qui se passe de l'autre côté de la Manche, que les bestiaux sont encore prohibés en Angleterre.

Les droits furent abaissés dans une très forte proportion , et quelquefois de moitié , des deux tiers et des trois quarts sur 650 articles de consommation ; entre autres les farines, l'huile, le cuir, le riz, le café, le suif, la bière, etc., etc.

Ces droits , d'abord abaissés, ont été complètement, abolis en 1845 sur 430 articles , parmi lesquels figurent toutes les matières premières de quelque im-

portance.

portance, la laine, le coton, le lin, le vinaigre, etc., etc.

Les droits d'exportation furent aussi radicalement abrogés. Les machines et la houille, ces deux puissances dont, dans des idées étroites de rivalité commerciale, il serait peut-être assez naturel que l'Angleterre se montrât jalouse , sont en ce moment à la disposition de l'Europe. Nous en pourrions jouir aux mêmes prix que les Anglais, si, par une bizarrerie étrange, mais parfaitement conséquente au principe du système protecteur, nous ne nous étions placés nous-mêmes, par nos tarifs, dans des conditions d'infériorité à l'égard de ces instruments essentiels de travail, au moment même où l'égalité nous était offerte ou pour mieux dire conférée sans condition.

On conçoit que l'abrogation totale d'un droit d'entrée doit laisser un vide définitif , et l'abaissement un vide au moins momen-

tané dans le Trésor. C'est ce vide que les excédants de recette dûs à l'incomé-iox sont destinés à couvrir.

Cependant Vincome4ax n'a qu'une durée limitée. Le cabinet Tqry a espéré que l'accroissement de la consommation , la recrudescence du commerce et de de l'industrie réagiraient sur toutes les branches de revenus de manière à ce que l'équilibre des finances fût rétabli en 1849, sans que la ressource de Yincotne"tax fût plus longtemps nécessaire. Autant qu'on en peut juger par les résultats de la réforme partielle de 4842, ces espérances ne seront pas trompées. Déjà les recettes générales de 1844 ont dépassé celles de 1843 de liv. sterl. 1,410,726 (35 millions de francs.)

INTRODUCTION. LVn

D'un autre côté, tous les faits concordent à témoigner que l'activité a repris dans toutes les branches de travail , et que le bien-être s'est répandu dans toutes les classes de la société. Les prisons et les work-houses se sont dépeuplées; la taxe des pauvres a baissé; l'agriculture a fructifié; le rébeccaïsme et l'incendiarisme se sont apaisés; en un mot, le retour de la prospérité se montre par tous les signes qui servent à la révéler, et entre autres par les recettes des douanes.

Receutifs de l'année 1841 (sous le système ancien)
19,900,000 l. st.

— 1845 première année de la réforme. . . 21,400.000

Maintenant si l'on considère que, pendant cette dernière année, les marchandises qui ont passé par la douane n'ont rien payé à la sortie, (abrogation des droits d'exportation), et n'ont acquitté à l'entrée que des taxes réduites, au moins pour 650 articles

(abaissement des droits d'importation), on en conclura rigoureusement que la masse des produits importés a dû augmenter dans une proportion bien énorme pour que la recette totale, non-seulement n'ait pas diminué, mais encore se soit élevée de cent millions de francs.

Il est vrai que, d'après les économistes de la presse et de la tribune françaises, cet accroissement d'importations ne prouve autre chose que la décadence de l'industrie de la Grande-Bretagne, l'invasion de ses marchés par les produits étrangers, et la stagnation de son travail national: nous laisserons ces

LVIII INTRODUCTION.

Messieurs concilier, s'ils le peuvent, cette conclusion avec tous les autres signes par lesquels se manifeste la renaissance prospérité de l'Angleterre, et pour nous, qui croyons que les produits s'échangent contre des produits, satisfaits de trouver dans l'accord des faits qui précèdent une preuve nouvelle et éclatante de la vérité de cette doctrine, nous dirons que sir Robert Peel a rempli la seconde et la troisième condition de son programme : Soulager le consommateur, raviver le commerce et l'industrie.

Mais ce n'était pas pour cela que les Tories l'avaient porté, le soutenaient au pouvoir. Encore tout émus de la frayeur que leur avait causé le plan bien autrement radical de John Russell, et de l'orgueil de leur récent triomphe sur les Whigs, ils n'étaient pas disposés à perdre le fruit de leur victoire, et ils entendaient bien ne laisser agir l'homme de leur choix, dans l'accomplissement de son œuvre, qu'autant qu'il ne toucherait pas, ou qu'il ne toucherait que d'une manière illusoire aux grands instruments de

rapine que s'est législativement attribué l'aristocratie anglaise : La loi-céréale et le système colonial.

C'est surtout dans cette difficile partie de sa tâche que le premier ministre a déployé toutes les ressources de son esprit fertile en expédients.

Lorsqu'un droit d'entrée a fait arriver le prix d'un produit à ce taux que la concurrence intérieure ûe permet pas, en aucun cas, de dépasser, tout soti effet protecteur est obtenu. Ce qu'on ajouterait à ce prix serait purement nominal, et ce qu'on en retranche-

INTRODUCTION. LIX

rail dans les limites de cet excédant serait évidemment inefficace. Supposez qu'un produit français, soumis à la rivalité étrangère, se vende à 15 fr., et qu'affranchi de cette rivalité, il ne puisse, à cause de la concurrence intérieure, s'élever au-dessus de 20 fr. En ce cas, un droit de 5 ou 6 fr. sur le produit étranger donnera au similaire national toute la protection qu'il soit au pouvoir du tarif de conférer. Le droit fût-il porté à 100 fr., n'élèverait pas d'un centime le prix du produit, d'après l'hypothèse même, et par conséquent toute réduction qui ne descendrait pas au-dessous de 5 ou 6 fr. serait de nuleffet pour le producteur et pour le consommateur.

Il semble que l'observation de ce phénomène a di* rigé la conduite de sir Robert Peei en ce qui concerne le grand monopole aristocratique , le blé, et le grand monopole colonial, le sucre.

Nous avons vu que la loi-céréale, qui avait pc^urbut avoué d'assurer au producteur national 64 sh. par quarter de froment

avait failli dans son objet. L'écabelle mobile {sUdùfkg^êaUe) était bien calculée pour atr teindre ce but, car elle ajoutait au prix du blé étranger à l'entrepôt un droit graduel qui devait faire ressortir le prix vénal à 70 sh. et plus. Mais la concurrence des producteurs nationaux d'une part, et de l'autre la diminution de consommation qui suit la cherté, ont eoncouru à retenir le blé à un taux moyen moins élevé et qui n'a pas dépassé 56 sh. Qu'a fait alors sir Robert Peel, il a tranché dans cette portion de droit qui était radicalement inefiScacOa et il a baissé Té-

vu INTRODUCTION.

chcUe mobile de manière, à ce qu'il pensait, à fixer le froment à 56 sh., c'est-à-dire au prix le plus élevé que la concurrence intérieure lui permette d'atteindre, dans les temps ordinaires, en sorte qu'en réalité ii n'a rien arraché à l'aristocratie ni rien conféré au peuple.

À cet égard, sir Robert n'a pas caché cette politique de prestidigitateur, car à toute demande de droits plus élevés, il répondait : < Je crois que vous avez eu des preuves concluantes que vous êtes arrivés à l'extrême limite de la taxe utile {profitable taxation), sur les articles de subsistances. Je vous conseille de ne pas l'accroître, car si vous le faites, vous serez certaine-^ ment déjoués dans votre but. » Most a\$\$uredly you toill bê defeated in your object.)

Je n'ai parlé que du froment, mais il est bon d'observer que la même loi embrasse les céréales de toutes sortes. De plus, le beurre et le fromage, qui entrent . pour beaucoup dans les revenus des domaines seigneuriaux, n'ont point été dégrevés. Il est

donc bien vrai que le monopole aristocratique n'a été que très inefficacement entamé.

La même pensée a présidé aux diverses modifications introduites dans la loi des sucres. Nous avons vu que[^] la prime accordée aux planteurs, ou le droit différentiel entre le sucre colonial et le sucre étranger, était de 39 sh. par quintal. C'est là la marge que la spoliation avait devant elle; mais à cause de la concurrence se font entre elles les colonies, elles n'ont pu extorquer au consommateur[^] en excédant du prix

INTRODUCTION . LU

naturel et du droit fiscal que 18 sh. (Voir ci-dessus, p. 245.) Sir Robert pouvait donc abaisser le droit différentiel de 39 sh. à 18 sans rien changer, si ce n'est une lettre morte, dans le *slaiulebaok*»

Or, qu'en est-il ? Il a été établi le tarif suivant : Sucre colonial , brut 14 sh.

— terré 16 »

Sucre étranger (libre) , brut . 23 »

— terré. . 28 »

Sucre étranger (esclave). ... 63 »

Il estime qu'il entrera en Angleterre, sous l'empire de ce nouveau tarif, 230,000 tonnes de sucre colonial, la protection étant de 10 sh. par quintal ou 10 liv. st. par tonne, la somme extorquée au consommateur pour être livrée sans compensation aux plan-

teurs sera à 2,300,000 liv. st. ou f. 57,000,000. Au lieu de 86 millions (Voir page 246).

Mais d'un autre côté, il dit : « la conséquence sera que la Trésorerie recevra du droit sur le sucre par suite de la réduction, liv. st. 3,960,000. Le revenu obtenu de cette denrée. L'année dernière, a été de 5,216,000 liv., il y aura donc pour l'année prochaine une perte de revenu de 5,300,000 liv. st. » soit fr. 32,500,000, et c'est l'impôt c'est-à-dire un nouvel impôt, qui est chargé de remplir le vide laissé à l'Échiquier, en sorte que si le peuple est soulagé, en ce qui concerne la consommation du sucre, ce n'est pas au préjudice du monopole, mais aux dépens du Trésor, et comme on rend à celui-ci par l'impôt ce qu'il perd sur la douane, il en résulte que les spoliations et les charges

LXII INTRODUCTION

reslent les mêmes, et c'est tout au plus si l'on peut dire qu'elles subissent un léger déplacement.

Dans tout l'ensemble des réformes réelles ou apparentes accomplies par sir Robert Peel, sa prédilection en faveur du système colonial ne cesse de se manifester, et c'est là surtout ce qui le sépare profondément des free-traders. Chaque fois que le ministre a dégrevé une denrée étrangère, il a eu soin de dégrever dans une proportion au moins aussi forte la denrée similaire venue des colonies anglaises; en sorte que la protection reste la même. À l'égard de l'exemple, le bois de construction étranger a été réduit des cinq sixièmes; mais le bois des colonies l'a été des neuf dixièmes. Le patrimoine des branches cadettes de l'aristocratie n'a donc pas été sérieusement entamé, pas plus que celui des branches aînées, et, à ce point de vue, l'on peut

dire que le plan financier {finaacùU étalement) j Taudacieuse expérience {bold esDpermmt)^ du ministre dirigeant, demeurent renfermés dans les bornes d'une question anglaise, et ne s'élèvent pas à la hauteur d'une question humanitaire; car l'humanité n'est que fort indirectement intéressée au régime intérieur de réohiquier anglais, mais elle eût été profondément et favorablement affectée d^une réforme, même financière, qui aurait impliqué la chute de ce système colonial qui a tant troublé et menace encore si gravement la paix et la liberté du monde.

Loin que sir Robert Peel suive la Ligue sur ce terrain, il ne perd pas une occasion de se prononcer eo feveur des colonies^ et dans l'exposé des motifs de son

IMTtODUCTION. LXII₁

plan rinancier, après avoir rappelé à la Chambre que l'Angleterre possède quarante-cinq colonies, après avoir oiêipe demandé, à ce sujet, un accroissement d'allocations, il ajoute ; « On pourra dire qu'il est contraire à la sagesse d'étendre autant que nous l'avons fait notre système colonial. Mais je m'en tiens au fait que vous avez des colonies , et que, les ayant, il faut les pourvoir de forces suffisantes. Je répugnerais, d'ailleurs, quoique je sache combien ce système entraîne de dépenses et de dangers, je répugnerais à condamner cette politique qui nous a conduit à jeter sur divers points du globe les bases de ces possessions animées de Tesprit anglais, parlant la langue anglaise et destinées peut-être à s'élever dans Tavenir au rang de grandes puissances commerciales I »

Je crois avoir démontré que sir Robert Peel a rempli avec habileté les plus funestes parties de son pro* gramme. Il me reste-

rait à justifier les motifs des prévisions qui m'ont fait dire : « On peut croire encore que cet homme éminent qui, plus que tout autre, a vu dans l'œuvre de la Ligue envahir l'Angleterre à pas de géant, nourrit au fond de son âme une pensée personnelle, mais glorieuse, celle de se ménager l'appui des free-traders pour l'époque où ils auront conquis la majorité, afin d'imprimer de ses mains le sceau de la consommation à l'œuvre de la liberté commerciale, sans souffrir qu'un autre n'en profite. Quel que soit le sien s'attache à la plus grande révolution des temps modernes.

Comme il ne s'agit ici que d'une simple conjecture

L'INTRODUCTION.

qui, vu l'importance de la source d'où elle émane, ne peut avoir pour le lecteur qu'une faible importance, je ne vois aucune utilité à la justifier à ses yeux. Je ne crois pas qu'elle ait rien de chimérique pour quiconque a étudié la situation économique du Royaume-Uni, le dénouement probable des réformes qu'il subit, le caractère de celui qui les dirige, le mouvement et le déplacement, même actuels, des majorités, et surtout les rapides progrès de l'opinion dans les masses et au sein du corps électoral. Jusqu'ici sir Robert Peel s'est montré grand financier, grand ministre, grand homme d'État peut-être ; pourquoi n'aspirerait-il pas au titre de grand homme que la postérité ne décernera plus sans doute qu'aux bienfaiteurs de l'humanité ?

Il ne sera peut-être pas sans intérêt pour le lecteur d'entrevoir l'issue probable des réformes dont nous ne connaissons encore que les premiers linéaments. Une brochure récente vient de révéler un plan financier qui doit rallier les membres influents de la

Ligue. Nous le mentionnerons ici, tant à cause de son admirable simplicité et de sa parfaite conformité aux principes les plus purs de la liberté commerciale, que parce qu'il est loin d'être dépourvu de tout caractère officiel. Il émane, en effet, d'un officier du Board of trade M. Mac Grégor, comme la réforme postale eut pour promoteur un employé du poêle-office, M. Rowland-Hill. On peut ajouter qu'il a assez d'analogie avec les changements opérés par sir Robert Peel pour laisser supposer qu'il n'a pas été jeté dans le public à Tinsin, é! moins encore contre la volonté du premier ministre.

INTRODUCTION. LXV

Voici le plan du secrétaire du Board of trade.

Il suppose que les dépenses s'élèveront, comme aujourd'hui, à 50 millions st. Elles devront subir sans doute une grande diminution, car ce plan entraîne une forte réduction dans l'armée, la marine, l'administration des colonies et la perception de l'impôt; en ce cas, les excédants de recettes pourront être affectés, soit au remboursement de la dette, soit au dégrèvement de la contribution directe dont il va être parlé.

Les recettes se puiseraient aux sources suivantes :

Dowmte. — Les droits seraient uniformes, que les produits viennent des colonies où de Tétranger.

11 D*y aurait que huit articles soumis aux droits d'entrée, savoir :

|« Ttié ; fP sucre ; û9 café et cacao ; 4^ tabac ; 5<^ esprits distillés ; 6* vins ;

7* fruits secs ; Se épicerie. — Produit 21,500,000 1. st.

Esprits distillés à l'intérieur 5,000,000

Drèche Uni indigène qu'importée 5,000,000 — 31,500,000 1. st.

Ces deux derniers impôts réunis à l'Administration des douanes.

Timbre, — On en éliminerait les droits sur les assurances contre les risques de mer et d'incendie, et l'on y réunirait les licences, et 7,500,000

Taxe foncière non rachetée 1,200,000

Déficit à couvrir, la première année, par un impôt direct qui est une combinaison de l'Income-tax et du land-tax 9,800,000

Total égal de la dépense. 50,000,000 1. st.

Quant à la poste, M. Mac Gregor pense qu'elle ne doit pas être une source de revenus. On ne peut pas abaisser le tarif actuel, puisqu'il est réduit à la plus minime monnaie usitée en Angleterre, mais les excédants de recettes seraient appliqués à l'amélioration du service et au développement des paquebots à vapeur.

x VI INTRODUCTION

Il faut observer que dans ce système :

V La protection est coroplètement abolie, puisque la douaire ne frappe que des objets que TAngleierre ne produit pas , excepté les esprits et la drébe. liais ceux-ci soijfcl, soumis à un droit égal à leurs siviilaires étrangers.

2^ Le système colonial est radicalement renversé. Au point de vue commercial , les colonies sont indépendantes de la métropole et la métropole des colonies, car les droits sont uniformes ; il n'y a plus de privilèges, et chacun reste libre de se pourvoir au marché le plus avantageux. Il suit de là qu'une colonie qui se séparerait politiquement de la mère-patrie n'apporterait aucun changement dans son commerce et son industrie. Elle ne ferait que soulager ses finances.

3^ Toute l'administration financière de la Grande- Bretagne se réduit à la perception de l'impôt direct , à la douane, considérablement simplifiée, et au timbre. Les mue\$êed'tax€8 et l'accise sont supprimés , et les transactions intérieures et extérieures laissées à une liberté et une rapidité dont les effets sont incalculables.

Tel est, très en abrégé le plan financier qui semble être comme le type, l'idéal vers lequel on ne peut s'empêcher de reconnaître ue tendent de fort loin , il est vrai , les réformes qui s'accomplissent sous les yeux de la France inattentive. Cette digression servira peut-être de justification à la conjecture que j'ai

INTRODUCTION. LXVU

osé hasarder sur Favènr et les vaes ultérieures de sir Robert Peei.

Je me suis efforcé de poser nettement la question qui s'agite en Angleterre. J'ai décrit et le champ de bataille, et la grandeur des intérêts qui s'y discutent , et les forces qui s'y rencontrent^ et les conséquences delà victoire. J'ai démontré , je crois, que, quoique, en apparence, toute la chaleur de l'action semble se concentrer sur des questions d'impôt, dedouanSs, de céréales, de sucre, au fait il s'agit de monopole et de liberté, d'aristocratie et de démocratie, d'égalité où d'inégalité dans la distribution du bien-être. Il s'agit de savoir si la puissance législative et l'influence politique demeureront aux hommes de rapine ou aux hommes de travail , c'est-à-dire si elles continueront à jeter dans le monde des ferments de troubles et de violences, ou des semences de concorde , d'union, de justice et de paix.

Que penserait-on de l'historien qui s'imaginerait que l'Europe en armes, au commencement de ce siècle , ne faisait exécuter, sous la conduite des plus habiles généraux , tant de savantes manœuvres à ses innombrables armées que pour savoir à qui resteraient les champs étroits où se livrèrent les batailles d'Âusterlitz ou de Wagram ? Les dynasties et les em^^les dépendaient de ces luttes. Mais les triomphes de la force peuvent être éphémères ; it n'en n'eèt pas de même dé ceux de l'opinion ; et quand no^s voyotis tout un grand peuple (font l'action sur le mofirde nMst pas contestée, s'impreigner des doctrines dé la justice

LWIII INTRODUCTION.

et de la vérité, quand nous le voyons renier les fausses idées de suprématie qui Tont si longtemps rendu dangereux aux nations , quand nous le voyons prêt à arracher l'ascendant politique à une oligarchie cupide et turbulente , gardons -nous de le croire , alors même que Teffort des premiers combats se porterait sur des

questions économiques, que de plus grands et de plus nobles intérêts ne sont pas engagés dans la lutte. Car, si à travers bien des leçons d'iniquité, bien des exemples de perversité internationale, l'Angleterre, ce point imperceptible du globe, a vu germer sur son sol tant d'idées grandes et utiles; si elle fut le berceau de la presse, du jury, du système représentatif, de l'abolition de l'esclavage, malgré les résistances d'une oligarchie puissante et impitoyable, que ne doit pas attendre l'univers de cette même Angleterre, alors que toute sa puissance morale, sociale et politique aura passé aux mains de la démocratie, par une révolution lente et paisible, péniblement accomplie dans les esprits, sous la conduite d'une association qui renferme dans son sein tant d'hommes dont l'intelligence supérieure et la moralité éprouvées jettent un si grand éclat sur leur pays et sur leur siècle ? Une telle révolution n'est pas un événement, un accident, une catastrophe due à un enthousiasme irrésistible, mais éphémère. C'est, si je puis le dire, un lent cataclysme social qui change toutes les conditions d'existence de la société, le milieu où elle vit et respire. C'est la justice s'emparant de la puissance et le bon sens entrant

INTRODUCTION. LXIX

en possession de l'autorité. C'est le bien général, le bien du peuple, des masses, des petits et des grands, des forts et des faibles devenant la règle de la politique; c'est le privilège, l'abus, la caste disparaissant de dessus la scène, non par une révolution de palais ou une émeute de la rue, mais par la progressive et générale appréciation des droits et des devoirs de l'homme. En un mot, c'est le triomphe de la liberté humaine, c'est la mort du monopole, ce Protée aux mille formes tour à tour conquérant,

possesseur d'esclaves, théocrate, féodal, industriel, commercial, financier et même philanthrope. Quelque déguisement qu'il emprunte, il ne saurait plus soutenir le regard de l'opinion publique, car elle a appris à le reconnaître sous l'uniforme rouge, comme sous la robe noire, sous la veste du planteur, comme sous l'habit brodé du noble pair. Liberté à tous! à chacun juste et naturelle rémunération de ses œuvres I à chacun juste et naturelle accession à l'égalité en proportion de ses efforts, de son intelligence, de sa prévoyance et de sa moralité. Libre échange avec l'univers ! Paix avec l'univers! Plus d'asservissement colonial, plus d'armée, plus de marine que ce qui est nécessaire pour le maintien de l'indépendance nationale! Distinction radicale de ce qui est et de ce qui n'est pas la mission du gouvernement et de la loi ! L'association politique réduite à garantir à chacun sa liberté et sa sûreté contre toute agression inique, soit du dehors, soit au dedans ; impôt équitable pour défrayer convenablement les hommes chargés de cette mission , et non pour

LXX INTRODUCTION

servir de masque, sous le nom de débouliés à l'usur-; patipn extérieure, et sois le nom de prot^dion à la spo* liaMoa clés citoyens les uns par les autres. Voilà ce qui s'agite en Angleterre , sur le champ de bataille , en apparence ^i restreint, d'une question douanière ; mais cette question implique l'esclavage dans sa forme moderne, car, cpmme le disait au Parlement un membre de la Ligue , M. Gibson : « S'emparer des hommes pour les faire tr^ivaiUer à son profit, ou s'emparer des fruits de leur travail, c'est toujours de l'esclavage, il n'y ^, de différence que dans le degré. ^

A l'afij^ct d^ cette révolutiop qui , je ne dirai pas se prépare, mais s'accomplit dans un pays voisin, dont les destin^ , oo^ n'en disconvient pas , intéressent le mondç. entiçr; à l'aspect des symptômes évidents de ce travail humanitaire,^ symptômes qui se révèlent jusques danois les régions diplomatiques et parlementaires, par les réformiesi successives arrachées à l'aristocratie depuis quatre ans^ à l'aspect de cette agàalian puissante, biep £^u,trement puissante que Tagitation irlandaise , et bien autrement importante par ses se- \$u^ltats,^ puisqu'elle tend , entr'aulres choses , à modifier les relatipnci des peuples entre eux , à change les çotn^^Uions de leur ei^istence industrielle ,^ et à substi* ^r d9a\$ leurs i;apporta le principe de la fraternité à celui de l'antagonisme, on ne peut s'étonner assez di) silence profond, universel et systématique que la pr^^sjs française semble s'être imposé. De tous les pl)4nomi^nes sociaux qu'il m'a été donné d'observer, ce silence, et surtout son succès, est certainement

iNTRODCCTiON. Lt\l

celui qui me jette dans le plus profond élonnement. Qu'un petit prince d'Allemagne, à force de vigilance, fût parvenu, pendant quelques mois, à empêcher le bruit de la révolution française de retentir dans ses domaines, on pourrait, à la rigueur, le comprendre. Mais qu'au sein d'une grande nation, qui se vante de posséder la liberté de la presse et de la tribune, les journaux aient réusri à soustraire à la connaissance du public, pendant sept années consécutives, le plus grand mouvement social des temps modernes, et des faits qui, indépendamment de leur portée humanitaire, doivent exercer et exercent déjà sur notre propre régime industriel une influence irrésistible, c'est là un miracle de

stratégie auquel la postérité ne pourra pas croire et dont ri importe de pénétrer le mystère.

Je sais que c'est manquer de prudence, par le temps qui court, que de heurter la presse périodique. Elle dispose arbitrairement de nous tous. Malheur à qui Aiiit son despotisme qui veut être absolu ! Malheur à qui excite son courroux qui est mortel ! Le braver ce n'est pas courage, c'est folie, car le courage affronte les chances d'un combat, mais la folie seule provoque un combat sans chances , et quelle chance peut vous accompagner devant le tribunal de l'opinion publique, aior» que, même pour vous défendre, il vous faut emprunter la voix de votre adversaire, alors qu'il peut vous écraser à son choix par sa parole ou son silence? — N'importe ! Les choses en sont venues au point qu'un acte d'indépendance peut déiermiher, dans le

LXXII INTRODUCTION

journalisme même, une réaction favorable. Dans l'ordre physique, Texcès du mal entraîne la destruction, mais dans le domaine impérissable de la pensée, il ne peut amener qu'un retour au bien. Qu'importe le sort du téméraire qui aura aitachéle grelot ? Je crois sincèrement que le journalisme trompe le public ; je crois sincèrement en savoir la cause, et, adviennne que pourra, ma conscience meditquejene dois pas me taire. Dans un pays où ne règne pas l'esprit d'association, où les hommes n'ont ni la faculté, ni Thabitude, ni peut-être le désir de s'assembler pour discuter au grand jour leurs communs intérêts, les journaux, quoiqu'on en puisse dire, ne sont pas les organes mais les promoteurs de l'opinion publique. Il n'y a que deux choses en France, des individualités isolées, sans relations, sans connexion entre elles, et une grande voix, la presse, qui retentit incessamment à leurs oreilles.

Elle est la personnification de la critique, mais ne peut être critiquée. Comment l'opinion lui servirait-elle de frein, puisqu'elle fait règle, et régente elle-même l'opinion? En Angleterre, les journaux sont les commentateurs, les rapporteurs, les véhicules d'idées, de sentiments, de passions qui s'élaborent dans les meetings de Conciliation-Hall, de Covent-Garden et d'Exeter-Hall. Mais ici où ils dirigent l'esprit public, la seule chance qui nous reste de voir à la longue l'erreur succomber et la vérité triompher, c'est la contradiction qui existe entre les journaux eux-mêmes et le contrôle réciproque qu'ils exercent les uns sur les autres.

INTRODUCTION. LXXIII

On oserait donc que s'il était une question entre toutes que les journaux de tous les partis eussent intérêt à représenter sous un faux jour, ou même à couvrir de silence, on conçoit, dis-je, que, dans l'état actuel de nos mœurs et de nos moyens d'investigation, ils pourraient, sans trop de témérité, entreprendre d'égarer complètement l'opinion publique sur cette question spéciale. — Qu'aurez-vous à opposer à cette ligue nouvelle? — Arrivez-vous de Londres? Voulez-vous raconter ce que vous avez vu et entendu? Les journaux vous fermeront leurs colonnes. Prendrez-vous le parti de faire un livre? Ils le décriront, ou, qui pis est, ils le laisseront mourir de sa belle mort, et vous aurez la consolation de le voir un beau jour

Chez Tépiciér, Roulé dans la boutique en cornet de papier.

Parlerez-vous à la tribune? Votre discours sera tronqué, découré ou passé sous silence.

Voilà précisément ce qui est arrivé dans la question qui nous occupe.

Que quelques journaux eussent pris en main la cause du monopole et des haines nationales, cela ne devrait surprendre personne. Le monopole rallie beaucoup d'intérêts; le faux patriotisme est l'âme de beaucoup d'intrigues, et il suffit que ces intrigues et ces intérêts existent pour que nous ne soyons pas étonné qu'ils aient leurs organes. Mais que toute la presse périodique, parisienne ou provinciale, celle du nord comme celle du midi, celle de gauche comme celle de

LXXIV INTRODUCTION

droite» soit unanime pour fouler aux pieds les principes les mieux établis de l'économie politique; pour dépouiller l'homme du droit d'échanger librement selon ses intérêts; pour attiser les inimitiés internationales, dans le but patent et presque avoué d'empêcher les peuples de se rapprocher et de s'unir par les liens du commerce, et pour cacher au public les faits extérieurs qui se lient à cette question, c'est un phénomène étrange qui doit avoir sa raison. Je vais essayer de l'exposer telle que je la vois dans la sincérité de mon âme. Je n'attaque point les opinions sincères, je les respecte toutes; je cherche seulement l'explication d'un fait aussi extraordinaire qu'incontestable, et la réponse à cette question : Comment est-il arrivé que parmi ce nombre incalculable de journaux qui représentent tous les systèmes, même les plus excentriques, que l'imagination puisse enfanter, alors que le socialisme, le communisme, l'abolition de l'hérédité, de la propriété, de la famille trouvent des organes, le droit d'échanger, le droit des hommes à troquer entre eux le fruit de leurs travaux n'ait pas rencontré dans la presse un seul défenseur ? Quel étrange

concours de circonstances a ammié les journaux de toutes couleurs, si divers et si opposés sur tout autre question, à se constituer, avec une touchante unanimité, les défenseurs du monopole, et les instigateurs infatigables des jalousies nationales, à l'aide desquelles* il se maintient^ se renforce et gagne tous les jours du terrain*? D'abord, une première classe de journaux a un intérêt direct à faire triompher en France le système de

INTRODUCTION. LXIV

la protection. Je veux parler de ceux qui sont notoirement subventionnés par les comités monopoleurs, agricoles, manufacturiers ou coloniaux. Etouffer les doctrines des économistes, populariser les sophismes qui soutiennent le régime de la spoliation, exalter les intérêts individuels qui sont en opposition avec l'intérêt général, ensevelir dans le plus profond silence les faits qui pourraient réveiller et éclairer l'esprit public, telle est la mission qu'ils se sont chargés d'accomplir, et il faut bien qu'ils gagnent en conscience la subvention que le monopole leur paye.

^is cette tâche immorale en entraîne une autre plus impiorale encore. Il ne suffit pas de systématiser l'erreur, car l'erreur est éphémère par nature. Il faut encore prévoir l'époque où la doctrine de la liberté des échanges, prévalant dans les esprits, voudra se faire jour dans les lois, et ce serait certes un coup de malice que d'avoir d'avance rendu la réalisation impossible. Les journaux, auxquels je fais allusion ne se sont donc pas bornés à prêcher théoriquement fisolement^ des peuples. Ils ont encore cherché à susciter entre eux une irritation telle qu'ils fussent beaucoup plus disposés à échanger^ des boulets que des produits. Il n'est pas de difficultés diplomatiques qu'ils n'aient exploitées dans cette vue; évacuation d'Alsace, affaires d'Orient, droit de vi-

site, Tajii, Maroc, tout leur a été bon. « Quj^les peuplesse haïssent, a dit le monopole, qu'ils s'ignorent^ qu'ilsse ne poussent, qu'ils s'irritent, qu'ils s'entr'égorgent , et, quel que soit le sort deai doctrines, mon régime est pour longtemps assuré! ».

LXWI INTRODUCTION.

Il n'est pas difficile de pénétrer les secrets motifs qui rangent les journaux dits de Voppoêitûm parlemeniaire parmi les adversaires de Tunion et de la libre communications des peuples.

D'après notre constitution , les contrôleurs des mi* nistres deviennent ministres eux-mêmes, s'ils donnent à ce contrôle assez de violence et de popularité pour avilir et renverser ceux qu'ils aspirent à remplacer. Quoi qu'on puisse penser, à d'autres égards, d'une telle organisation, on conviendra du moins qu'elle est merveilleusement propre à envenimer la lutte des partis pour la possession du pouvoir. Les députés candidats au ministère ne peuvent guère avoir qu'une pensée, et cette pensée le bon sens public l'exprime d'une manière triviale mais énergique : < Ote-toi de là que je m'y mette. > On conçoit que cette opposition personnelle établit naturellement le centre de ses opérations sur le terrain des questions extérieures. On ne peut pas tromper longtemps le public sur ce qu'il voit, ce qu'il touche, ce qui l'affecte directement ; mais sur ce qui se passe au-dehors, sur ce qui ne nous parvient qu'à travers des traductions infidèles et tronquées , il n'est pas indispensable d'avoir raison, il suffit, ce qui est facile, de produire une illusion quelque peu durable. D'ailleurs, en appelant à soi cet esprit de nationalité si puissant en France, en se proclamant seul défenseur ne notre gloire, de notre drapeau, de notre indépendance; en montrant sans cesse l'existence du mi-

nistère liée à un intérêt étranger , on est sûr de le battre en brèche avec une force populaire irrésistible*

ipriiODucTioN . lxx vu

tible : car quel ministre peut espérer de rester au pouvoir si l'opinion le tient pour indigne de traire et de conduire un peuple rivât?

Les chefs de parti et les journaux qui s'attachent à leur char sont donc forcément amenés à fomenter les haines nationales; car comment soutenir que le ministère est lâche sans établir que l'étranger est insolent et que nous sommes gouvernés par des traîtres sans avoir préalablement prouvé que nous sommes entourés d'ennemis qui veulent nous dicter des lois?

C'est ainsi que les journaux dévoués à l'élévation d'un nom propre concourent avec ceux que les monopoleurs soudoient, à rendre toujours imminente une conflagration générale, et par suite à éloigner tout rapprochement international, toute réforme commerciale.

En s'exprimant ainsi, l'auteur de cet ouvrage n'entend pas faire de la politique, et encore moins de l'esprit de parti. Il n'est attaché à aucune des grandes individualités dont les luttes ont envahi la presse et la tribune, mais il adhère de toute son âme aux intérêts généraux et permanents de son pays, à la cause de la vérité et de l'éternelle justice. Il croit que ces intérêts et ceux de l'humanité se confondent loin de se contredire, et dès lors il considère comme le comble de la perversité de transformer les haines nationales en matière de guerre parlementaire. Du reste, il a si peu en vue de justifier la politique extérieure du cabinet actuel, qu'il n'oublie pas que celui qui la dirige employa contre ses

rivaux les mêmes armes que ses rivaux tournent aujourd'hui contre lui.

LXXVIII INTRODUCTION

Cbercherons-nous l'impartialité internationale et par suite la vérité économique dans les journaux légitimistes et républicains? Ces deux opinions se meuvent en dehors des questions personnelles puisque Taccés du pouvoir leur est interdit. Il semble dès lors que rien ne les empêche de plaider avec indépendance la cause de la liberté commerciale. Cependant, nous les voyons s'attacher à faire obstacle à la libre conîmunication des peuples. Pourquoi? Je n'attaque ni les intentions ni les personnes. Je reconnais qu'il y a au fond de ces deux grands partis des vues dont on peut coniester la justesse^ mais non la sincérité. Malheureusement, cette sincérité, ne se manifeste pas toujours dans les journaux qui les représentent. Quand on s'est donné la mission de saper journellement un ordre de choses qu'on croit mauvais, on linil par n'être pas très scrupuleux dane le choix des moyens. Embarrasser le pouvoir, entraver sa marche, le déconsidérer^ telles som les^ tristes nécessités d'une polémique qui ne songe qu'à déblayer le sol des institutions et des hommes qui le régissent pour y substituer d'autres hommes et d'autres institutions. Là encore, le recours aux passions patriotiques, l'appel aux sentiments d'orgueil national^ de gloire, de suprématie, se présentent comme les armes les plus efficaces. L'abus suit de près l'usage, et c'est ainsi que le bien*être et la liberté des citoyens^ la grande cause de la fraternité des nations, sont sacrifiés sans scrupule à cette œuvre de desirtÊtion préaUME^ que ces partis

considèrent comme leur première mission et leur premier devoir.

INTRODUCTION • LXXIX

Si tes exigences de la polémique ont fait un besoin à la presse opposante de sacrifier la liberté du commerce, parce que, impliquant l'harmonie des rapports internationaux, elle leur ravirait un merveilleux instrument d'attaque, il semble que, par cela même, la presse ministérielle soit intéressée à la soutenir. Il n'en est pas ainsi. Le gouvernement, accablé sous le poids d'accusations unanimes, en face d'une impopularité qui fait trembler le sol sous ses pieds, sent bien que la voix peu retentissante de ses journaux n'étouffera pas la clameur de toutes les oppositions réunies. Il a recours à une autre tactique. On l'accuse d'être voué aux intérêts étrangers? Eh bien! il prouvera, par des faits, son indépendance et sa fierté. Il se mettra en mesure de pouvoir venir dire au pays : Yoyez, j'aggrave partout les tarifs; je ne recule pas devant l'hostilité des droits différentiels; et parmi les lies innombrables du Grand Océan, je choisis, pour m'en emparer, celle dont la conquête doit susciter le plus de collisions et froisser le plus de susceptibilités étrangères!

La presse départementale aurait pu déjouer toutes ces intrigues, en les dévoilant;

Une pauvre servante au moins m[^]était restée. Qui, de ce mauvais air, n'était pas infectée.

Mais au lieu de réagir sur la presse parisienne, elle attend humblement, obéissant son mot d'ordre. Elle ne veut pas avoir de vie propre* Elle est habituée à recevoir par la poste l'idée qu'il faut délayer, la manœuvre à laquelle il faut concourir, au profil de

LXXX INTRODUCTION

M. Thiers, de M. Mole ou de M. Guizot. Sa plume est à Lyon, à Toulouse, à Bordeaux, mais sa tête est à Paris.

Il est donc vrai que la stratégie des journaux, qu'ils émanent de Paris ou de la province, qu'ils représentent la gauche, la droite ou le centre, les a entraînés à s'unir à ceux que soudoient les comités monopoleurs pour tromper l'opinion publique sur le grand mouvement social qui s'accomplit en Angleterre; pour n'en parler jamais, ou, si l'on ne peut éviter d'en dire quelques mots, pour le représenter, ainsi que l'abolition de l'esclavage, comme l'œuvre d'un machiavélisme profond, qui a pour objet définitif l'exploitation du monde au profit de la Grande-Bretagne, par l'opération de la li« berlé même.

Il me semble que cette puérile prévention ne résisterait pas à la lecture de ce livre. En voyant agir les free-tradersy en les entendant parler, en suivant pas à pas les dramatiques péripéties de cette agitation puissante qui remue tout un peuple, et dont le dénouement certain est la chute de cette prépondérance oligarchique qui est précisément, selon nous-mêmes, ce qui rend l'Angleterre dangereuse, il me semble impossible que l'on persiste à s'imaginer que tant d'efforts persévérants, tant de chaleur sincère, tant de vie, tant d'action, n'ont absolument qu'un but : tromper un peuple voisin en le déterminant à fonder lui-même sa législation industrielle sur les bases de la justice et de la liberté.

Car enfin, il faudra bien reconnaître, à cette lecture.

INTRODUCTION . LXXXI

qu'il y a en Angleterre deux classes, deux peuples, deux intérêts, deux principes, en un mot : aristocratie et démocratie. Si Tune veut Tinégalité, l'autre tend à Tégalité; si Tune défend la restriction, l'autre réclame la liberté; si Tune aspire à la conquête, au régime colonial, à la suprématie politique, à l'empire exclusif des mers, l'autre travaille à l'universel afiPranchissement; c'est-à-dire à répudier la conquête, à briser les liens coloniaux, à substituer, dans les relations internationales, aux artificieuses combinaisons de la diplomatie, les libres et volontaires relations du commerce. Et n'est-il pas absurde d'envelopper dans la même haine ces deux classes , ces deux peuples, ces deux principes, dont l'un est, de toute nécessité, favo* rable à l'humanité si l'autre lui est contraire? Sous peine de l'inconséquence la plus aveugle et la plus grossière, nous devons donner la main au peuple anglais ou à l'aristocratie anglaise. Si la liberté, la paix, l'égalité des conditions légales, le droit au salaire naturel du travail sont nos principes, nous devons sympathiser avec la Ligue; si, au contraire, nous pensons que la spoliation, la conquête, le monopole, l'envahissement successif de toutes les régions du globe sont, pour un peuple, des éléments de grandeur qui ne contrarient pas le développement régulier des autres peuples, c'est à l'aristocratie anglaise qu'il faut nous unir. Mais, encore une fois, le comble de l'absurde, ce qui serait éminemment propre à nous rendre la risée des nations, et à nous faire rougir plus tard de notre propre folie , ce serait d'assister à omette lutte

LX*II INTRODCCTIOPf.

de deux priticipes opposés en nouant aux soldatb ded deux campis la même haine et la même exécution. Gë sentiment, digne de l'enfance des sociétés et qu'on preod ^i bizarrement

pour de la fierté nationale, a pu s'expliquer jusqu'ici par l'ignorance complète où nous avons été tenus sur le fait même de cette lutte; mais y persévérer alors qu'elle nous est révélée, ce serait avouer que nous n'avons ni principes, ni vues, ni idées arrêtées; ce serait abdiquer toute dignité; ce serait proclamer à la face du monde étonné que nous ne sommes plus des hommes, que ce n'est plus la raison, mais l'aveugle instinct qui dirige nos actions et nos sympathies.

Si je ne me fais pas illusion, cet ouvrage doit offrir aussi quelque intérêt au point de vue littéraire. Les orateurs de la Ligue se sont souvent élevés au plus haut degré de l'éloquence politique, et il devait en être ainsi. Quelles sont les circonstances extérieures et les situations de l'âme les plus propres à développer la puissance oratoire? N'est-ce point une grande lutte où l'intérêt individuel de l'orateur s'efface devant l'immensité de l'intérêt public? Et quelle lutte présentera-t-elle caractère si ce n'est celle où la plus vivace aristocratie et la plus énergique démocratie du monde, combattent avec les armes de la légalité, de la parole et de la raison, l'une pour ses injustes et séculaires privilèges, l'autre pour les droits sacrés du travail, la paix, la liberté et la fraternité dans la grande famille humaine. Yvainief

Notre Église aussi ont soutenu ce combat, et l'on vit

INTRODUCTION. LXI et XLII

alors les passionnés révolutionnaires transformés en puissants tribuns des hommes qui, sans ces orages, fussent restés enfouis dans la médiocrité, ignorés du monde et s'ignorant eux-mêmes. C'est la révolution qui, comme le charbon d'Isaïe, toucha leurs lèvres et embrasa leurs cœurs; mais à cette époque, la science so-

ciale, la connaissance des lois auxquelles obéit l'humanité, ne pouvait nourrir et régler leur fougueuse éloquence. Les systématiques doctrines de Raynal et de Rousseau, les sentiments surannés empruntés aux Grecs et aux Romains, les erreurs du XVIII^e siècle, et la phraséologie déclamatoire, dont, selon TusagOi on se croyait obligé de revêtir ces erreurs, si elles n'ôtèrent rien, si elles ajoutèrent même au caractère chaleureux de cette éloquence, la rendent stérile pour un siècle plus éclairé; car ce n'est pas tout que déparier aux passions, il faut aussi parler à l'esprit, et, en touchant le cœur, satisfaire l'inielligence.

C'est là ce qu'on trouvera, je crois, dans les discours des Cobden, des Thompson, des Fox, des Gibson et des Bright. Ce ne sont plus les roots magiques mais imiéfinis, liberté, égalité, fraternité, allant réveiller des inslinQts plutôt que des idées; c'est la science, la science exacte, la science des Smith et des Say, empruntant à l'agitation des temps le feu de la passion, sans que sa pure lumière en soit jamais obscurcie.

Loin de moi de contester les talents des orateurs de mon pays. Mais ne faut-il pas un public, vn théftlre, une cause suriout pour que la puissance de la parole s'élève à toute la hauteur qu'il lui est donnée d'atteîn^

LXXXIV INTBODUCTIOPf.

(Ire ? Est-ce dans la guerre des portefeuilles, dans les rivalités personnelles, dans l'antagonisme des coteries; est-ce quand le peuple, la nation et l'humanité sont hors de cause, quand les combattants ont répudié tous principes, toute homogénéité dans la pensée politique; quand on les voit, à la suite d'une crise ministérielle, faire entre eux échange de doctrines en même temps

que de sièges, en sorte que le fougueux patriote devient diplomate prudent , pendant que l'apôtre de la paix se transforme en Tyrtée de la guerre; est-ce dans ces données étroites et mesquines que l'esprit peut s'agrandir et l'âme s'élever? Non , non, il faut un autre atmosphère à l'éloquence politique. 11 lui faut la lutte, non point la lutte des individualités, mais la lutte de Téternelle justice contre l'opiniâtre iniquité. Il faut que l'œil se fixe sur de grands résultats, que l'âme les contemple, les désire^ les espère, les chérisse, et que le langage humain ne serve qu'à verser dans d'autres âmes sympathiques ces puissants désirs , ces nobles desseins , ce pur amour et ces chères espérances.

Un des traits les plus saillants et les plus instructifs, entre tous ceux qui caractérisent Vagiiaion que j'essaie de révéler à mon pays, c'est la complète répudiation parmi les free-traders de tout esprit de parti et leur séparation des Whigs et des Tories.

Sans doute l'espnï de parti a toujours soin de se décorer lui-même du nom d'e^pni publie. Mais il. est un signe infailible auquel on peut les distinguer. Quand une mesure est présentée au Parlement, l'esprit pu-

INTRODUCTION . LXXXV

blic lui demande : Qu*e\$iqu î et l'esprit de parti : D'où timvh-tu? Le ministre fait celte proposition, donc elle est mauvaise ou doit Tètrc, et la raison, c'est qu'elle émane du ministre qu'il s'agit de renverser.

L'esprit de parti est le plus grand fléau des peuples constitutionnels. Par les obstacles incessants qu'il oppose à l'administration, il empêche le bien de se réa* liser à l'intérieur ; et comme il cherche son principal point d'appui dans les questions exté-

rieures , que sa tactique est de les envenimer pour montrer que le cabinet est incapable de les conduire, il s'ensuit que Tesprit de parti , dans l'opposition , place la nation dans un antagonisme perpétuel avec les autres peuples et dans un danger de guerre toujours imminent.

D'un autre côté, l'esprit de parti, aux bancs ministériels, n'est ni moins aveugle, ni moins compromettant. Puisque les existences ministérielles ne se décident plus par l'habileté ou l'impéritie de leur administration, mais à coup de boules, résolues à être noires ou blanches ytiotid mérM, la grande affaire, pour le cabinet, c'est d'en recruter le plus possible par la corruption parlementaire et électorale.

La nation anglaisé a souffert plus que toute autre de la longue domination de. l'esprit de parti, et ce n'est pas pour nous une leçon à dédaigner que celle que donnent en ce moment les freê-iraders qui^ au nombre de plus de cent à la Chambre des communes, sont résolus à examiner chaque mesure en elle-même en la rapportant aux principes de la justice universelle et de l'utilité générale, sans s'inquiéter s'il con

LXXXt4 INTRODUCTION .

Yéot à Peel ou à Ru^sell , aux Torys ou aux M^liigs qu'elle soit admise ou repoussée.

Des enseignements utiles et pratiques me sembleet devoir encore résulter de la lecture de ce livre. Je ne veu^ point parler des connaissances économiques qu'il est si propre à répandre. J'ai maintenant en vue la tactique constitutionnelle pour arriver à la solution d'une grande question nationale, en d'autres termes l'an de Vagùaiion. Nous sommes encore novices en ce genre de stra-

tégie. Je ne crains pas de froisser l'amour-propre national en disant qu'une longue expérience a donné aux Anglais la connaissance, qui nous manque, des moyens par lesquels on arrive à faire triompher un principe, non par une échauffourée d'un jour, mais par une lutte lente, patiente, obstinée; par la discussion approfondie, par l'éducation de l'opinion publique. Il est des pays où celui qui conçoit l'idée d'une réforme commence par sommer le gouvernement de la réaliser, sans s'inquiéter si les esprits sent prêts à la recevoir. Le gouvernement dédaigne et tout est dit. En Angleterre, l'homme qui a une pensée qu'il croit utile s'adresse à ceux de ses concitoyens qui sympathisent avec la même idée. On se réunit, on s'organise, on cherche à faire des prosélytes, et c'est déjà une première élaboration dans laquelle s'évaporent bien des rêves et des utopies. Si cependant l'idée a en elle-même quelque valeur, elle gagne du terrain, elle creuse dans toutes les couches sociales, elle s'étend de proche en proche. L'idée posée provoque de son côté des associations, des ré-

INTRODUCTION. L'UNION

tielle. C'est la période de la discussion publique, où l'on er-
selle, des pétitions, des raotings sans cesse renouvelés; on
compte les voix du Parlement; on mesure le progrès, on le se-
conde en épurant les listes électorales, et, quand enfin le jour du
triomphe est arrivé, le verdict parlementaire n'est pas une révo-
lution, il n'est qu'une constatation de l'état des esprits; la réforme
de la loi suit la réforme des idées, et l'on peut-être assuré que la
conquête populaire est assurée à jamais.

Sous ce point de vue, l'exemple de la ligue m'a paru mériter
d'être proposé à notre imitation. Qu'on me permette de citer ce
que dit à ce sujet un voyageur allemand.

c C'est à Manchester, dit M. J. G. Kohi, que se tienoent les séances permanentes du comité de la Ligue, Je dus à la bienveillance d'un ami de pénétrer dans la vaste enceinte où j'eus l'occasion de voir et d'entendre des choses qui me* surprirent au dernier point. George Wilson et d'autres chefs renommés de la Ligue, assemblés dans la salle du Conseil , me re- Qureot av^ autant de franchise que d'affabilité , répondant sur le champ à toutes mes questions et me Boitant au fait de tous les détails de leurs o[]érations. ie ne pouvais m'empêcher de 91e demander ce qui Adviendrait en Allemagne d'hommes occupés à attaquer avec tant de talent et de hardiesse les lois fpnda- Bientales de l'État. Il y 9 longtemps sans doute qu'ils gémiraient dans de sombres cachots, au lieu djç travailler UbremeiU et audacieusement à leur grande

LXXXVIII INTRODUCTION.

œuvre, à la clarté du jour. Je me demandais encore si , en Allemagne , de tels hommes admettraient un étranger dans tous leurs secrets avec cette franchise et cette cordialité.

« J'étais surpris de voir les Ligueurs, tous hommes privés, marchands, fabricants, littérateurs, conduire une grande entreprise politique, comme des ministres et des hommes d'État. L'appétitude aux affaires publiques semble être la faculté innée des Anglais. Pendant que j'étais dans la salle du conseil, un nombre prodigieux de lettres était apporté, ouvertes, lues et répondues sans interruption ni retard. Ces lettres affluant de tous les points du Royaume- Uni, traitaient les matières les plus variées , toutes se rapportant à l'objet de l'association. Quelques unes portaient les nouvelles du mouvement des Ligueurs ou de leurs adversaires;

car l'œil de la Ligue est toujours ouvert sur les amis comme sur les ennemis

t Par l'intermédiaire d'associations locales formées sur tous les points de l'Angleterre, la Ligue a étendu maintenant son influence sur tout le pays, et est arrivée à un degré d'importance vraiment extraordinaire. Ses festivals, ses expositions, ses banquets, ses meetings apparaissent comme de grandes solennités publiques Tout membre qui contribue pour 50 1.

(l'250 fr.) a un siège et une voix au conseil.... Elle a des comités d*ouvriers pour favoriser la propagation de ses doctrines parmi les classes laborieuses; et des comités de dames pour s'assurer la sympathie et la coopération du beau sexe. Elle a des professeurs, des

INTRODCrCTION . LXXXIX

orateurs qui parcourent iDcessamment le pays pour souffler le feu de l'agitation dans l'esprit du peuple. Ces orateurs ont fréquemment des conférences et des des discussions publiques avec les orateurs du parti opposé 9 et il arrive presque toujours que ceux-ci sortent vaincus du champ de bataille Les Ligueurs

écrivent directement à la reine, au duc de Wellington, à sir Robert Peel et autres hommes distingués , et ne manquent pas de leur envoyer leurs journaux et des rapports circonstanciés et toujours fidèles de leurs opérations. Quelquefois ils délèguent auprès des hommes les plus éminents de l'aristocratie anglaise une députation chargée de leur jeter à la face les vérités les plus dures.

< On pense bien que la Ligue ne néglige pas la puissance de ce Briarée aux cents bras, la Presse. Non seulement elle répand ses opinions par l'organe des journaux qui lui sont favorables; mais encore elle émet elle-même un grand nombre de publications périodiques exclusivement consacrées à sa cause. Celles-ci contiennent naturellement les comptes-rendus des opérations, des souscriptions, des meetings, des discours contre le régime prohibitif, répétant pour la millième fois que le monopole est contraire à l'ordre de la nature et que la Ligue a pour but de faire prévaloir l'ordre équitable de la Providence. —L'association pour la liberté du commerce a surtout recours à ces pamphlets courts et peu coûteux, appelés tracts, son arme favorite de la polémique anglaise : c'est avec ces courtes et populaires dissertations, à deux sous, dues à la plume

XC INTRODUCTION.

d'écrivains éminents tels que Cobden et Bright, la Ligue attaque perpétuellement le public, et entretient comme une continue fusillade de petit plomb. Elle ne dédaigne pas des armes plus légères encore, des affiches, des placards qui contiennent des devises, des pensées, des sentences, des aphorismes, des couplets, graves ou gais, philosophiques ou satyriques, mais tous ayant trait à ces deux objets précis : le Monopole et le Libre-Échange.... La Ligue et Anti-Ligue ont porté leur champ de bataille jusque dans les Abécédaires, semant aussi les éléments de la discussion dans l'esprit des générations futures.

« Toutes les publications de la Ligue sont non-seulement écrites, mais imprimées, mises sous enveloppe et publiées dans les salles du comité de Manchester. Je traversai une foule de pièces où s'accomplissent ces diverses opérations jusqu'à ce que

j'arrivai à la grande salle de dépôt, où livres , journaux, rapports, tableaux, pamphlets, placards, étaient en* piles, comme des ballots de mousseline ou de calicot. Nous parvînmes enfin à la salle des rafraîchissements, où le thé nous fut offert par des dames élégantes. La conversation s'engagea, etc..»

Puisque M. Kohi a parlé de la participation des dames no-
glaises à l'œuvre de la Ligue, j'espère qu'on ne trou* vera pas dé-
placées quelques réflexions à ce sujet. Je ne doute pas que le lec-
teur ne soit surpris, et peut-être scandalisé, de voir la femme in-
tervenir dans ces orageux débats, il semble que la femme perde de
sa grâce en se risquant dans cette mêlée scientifique, toute
hérissée

INTRODUCTION. Xd

des mois barbares Tarifs, Salafis, Profu^ Monopoles. Qu'jr a-
l-il de commun entre des dissertations arides et oet être éihéré ,
cet ange des affections douce , cette nature poétique et dévouée
dont la seule destinée est d'aimer et de plaire, de compatir et de
consoler?

Mais, si la femme s'effraye à l'aspect du lourd syllo* gisme et
delà froide statistique, elle est douée d'une sagacité merveilleuse,
d'une promptitude, d'une sûreté d'appréciation qui lui font saisir
le côté par où une entreprise sérieuse sympathise avec le pen-
chant de son cœur. Elle a compris que l'effort de la Ligue est une
cause de justice et de réparation envers les classes souffrantes
elle a compris que l'aumône n'est pas la seule forme de la charité.
Nous sommes toujours prêtes à secourir l'infortune, disent-elles,
mais ce n'est pas une raison pour que la loi fasse des infortunés.
Nous voulons nourrir ceux qui ont faim, vêtir ceux qui ont froid,

mais nous applaudissons à des efforts qui ont pour objet de renverser les barrières qui s'inter^{*^} posent entre le vêtement et la nudité, entre la subsistance et l'inanition.

Et d'ailleurs, le rôle que les dames anglaises ont su prendre dans l'œuvre de la Ligue n'est-il pas en parfaite harmonie avec la mission de la femme dans la société? — Ce sont des fêtes, des soirées données auK firw'iradsrs'j — de réclat, de la chaleur, de la vie, communiqués par leur présenoe à ces grandes joutes oratoires où se dispute le sort des masses; — une ootsipe magnifique offerte au plus éloquent orateur ou au plus infatigable défenseur de la liberté.

KCII INTRODUCTION.

Un philosophe a dit : < Un peuple n'a qu'une chose « à faire pour développer dans son sein toutes les « TertuSy toutes les énergies utiles. C'est tout simple- « ment iSLhotwrrer ce qui est honorable et de tnéprier ce « qui est méprisable. » Et quel est le dispensateur naturel de la honte et de la gloire? C'est la femme; la femme, douée d'un tact si sûr pour discerner la moralité du but, la pureté des motifs, la convenance des formes; la femme, qui, simple spectateur de nos luttes sociales, est toujours dans des conditions d'impartialité trop souvent étrangères à notre sexe; la femme, dont un sordide intérêt, un froid calcul ne glace jamais la sympathie pour ce qui est noble et beau ; la femme, enfin I qui défend par une larme et qui commande par un sourire.

Jadis, les dames couronnaient le vainqueur du tournoi. La bravoure[^] l'adresse, la clémence se popularisaient au bruit envivant de leurs applaudissements. Dans ces temps de troubles et de violences où la force brutale s'appesantissait sur les faibles et

les petits, car qu'il était bon d'encourager, c'était la générosité dans le courage et la loyauté du chevalier unie aux rudes habitudes du soldat.

Eh quoi ! parce que les temps sont changés ; parce que les siècles ont marché ; parce que la force musculaire a fait place à l'énergie morale ; parce que l'injustice et l'oppression empruntent d'autres formes, et que la lutte s'est transportée du champ de bataille sur le terrain des idées , la mission de la femme sera terminée ? Elle sera pour toujours reléguée en dehors

INTRODUCTION. XCIII

du mouvement social ? Il lui sera interdit d'exercer sur des mœurs nouvelles sa bienfaisante influence, et de faire clore, sous son regard, les vertus d'un ordre plus relevé que réclame la civilisation moderne ?

Non, il ne peut en être ainsi. Il n'est pas de degré dans le mouvement ascensionnel de l'humanité où l'empire de la femme s'arrête à jamais. La civilisation se transforme et s'élève ; cet empire doit se transformer et s'élever avec elle , et non s'anéantir ; ce serait un vide inexplicable dans l'harmonie sociale et dans l'ordre providentiel des choses. De nos jours, il appartient aux femmes de décerner aux vertus morales , à la puissance intellectuelle, au courage civil, à la probité politique, à la philanthropie éclairée ces prix inestimables, ces irrésistibles encouragements qu'elles réservaient autrefois à la seule bravoure de l'homme d'armes. Qu'un autre cherche un côté ridicule à cette intervention de la femme dans la nouvelle vie du siècle ; je n'en puis voir que le côté sérieux et touchant. Oh ! si la femme laissait tomber sur l'abjection politique ce mépris poignant dont elle flétrissait autrefois la lâcheté

militaire! si elle avait pour qui trafique d'un vote, pour qui trahit un mandat, pour qui déserte la cause de la vérité et de la justice, quelques-unes de ces mortelles ironies dont elle eût accablé, dans d'autres temps, le chevalier félon qui aurait abandonné la lice ou acheté la vie au prix de l'honneur, oh! nos luttes n'offriraient pas sans doute ce spectacle de démoralisation et de turpitude qui centriste les cœurs élevés jaloux de la gloire et de la dignité de leur pays... Et cependant il existe des hommes au cœur dévoué ,

ICIT INTRODUCTIONIV.

à l'intelligence puissance; mais, & l'aspect de rioirigue partout triomphante, ils s'environnent d'un voile de réserve et de fierté. On les voit, succombant sous la répulsion de la médiocrité enri-rieuse, s'éteindre dans une douloureuse agonie , découragés et méconnus. Oh! c'est au cœur de la femme à comprendre ces natures d'élite. ~ Si l'abjection la plus dégoûtante a faussé tous les ressorts de nos institutions; si une basse cupidité, non contente de régner sans partage, s'érige encore eflrontément en système; si une atmos^ phère de plomb pèse sur notre vie sociale, peut-être faut-il en chercher la raison dans ce que la femme n'a pas encore pris possession de la mission que lui a assignée la Providence.

En essayant d'indiquer quelques-uns des enseigne* ments que l'on peut retirer de la lecture de ce livre, je n'ai pas besoin de dire que j'en attribue excliisjvementlemérite aux orateurs dont je traduis lesdiscours, car, quant à la traduction, je suis le premier à en recûnnatre l'extrême faiblesse; j'ai affaibli l'éloqueoe des CoLden, des Fox, des George Thompson ; j'ai négligé de faire connaître au public français d'autres puissants orateurs de la Ligue, MM. Hoore, ViUiers ^t le colonel Thompson; j'ai commis

la faute de ne pas puiser aux sources si abondantes et si dramatiques des débats parlementaires; enfin, parmi les immenses matériaux qui étaient à ma disposition, j'aurais pu faire un choix plus propre à marquer le progrès de l'agitation. Pour tous ces défauts, je n'ai qu'une excuse à présenter au lecteur. Le temps et l'espace m'ont manqué, l'espace surtout; car,

INTRODUCTION. CV

Je n'osais risquer plusieurs volumes, quand je suis si peu rassuré sur le sort de celui que je soumetts au jugement du public.

J'espère au moins qu'il réveillera quelques espérances au sein de l'école des économistes. Il fut un temps où elle était raisonnablement fondée à regarder comme prochain le triomphe de son principe. Si bien des préjugés existaient encore dans le vulgaire, la science intelligente, celle qui se livre à l'étude des sciences morales et politiques, en était à peu près affranchie. On se séparait encore sur des questions d'opportunité, mais, en fait de doctrines, l'autorité des

Smith et des Say n'était pas contestée.

Cependant vingt années se sont écoulées, et bien loin que l'économie politique ait gagné du terrain, ce n'est pas assez de dire qu'elle en a perdu, on pourrait presque affirmer qu'il ne lui en reste plus, si ce n'est l'étroit espace où s'élève l'académie des sciences morales. En théorie, les billevesées les plus étranges, les visions les plus apocalyptiques, les utopies les plus bizarres ont envahi toute la génération qui nous suit. Dans l'application, le monopole n'a fait que marcher de conquête en conquête. Le système colonial a élargi ses bases; le système protecteur a créé pour

le travail des récompenses factices, et l'intérêt général a été-livré au pillage; enfin, l'école économiste n'existe plus qu'à l'état, pour ainsi dire, historique, et ses livres ne sont plus consultés que comme les monuments qui racontent à l'âge les pensées d'un temps qui n'est plus.

Cependant un petit nombre d'hommes sont restés

XCVI INTRODUCTION

fidèles au principe de la liberté. Ils y seraient fidèles encore alors qu'ils se verraient dans l'isolement le plus complet y car la vérité économique s'empare de l'âme avec une autorité qui ne le cède pas à l'évidence mathématique.

Mais, sans abandonner leur foi dans le triomphe définitif de la vérité, il n'est pas possible qu'ils ne ressentent un découragement profond à l'aspect de l'état des esprits et de la marche rétrograde des doctrines. Ce sentiment se manifeste dans un livre récemment publié, et qui est certainement l'œuvre capitale qu'a produite depuis 1830 l'école économiste. Sans sacrifier aucun principe, on voit, à chaque ligne, que M. Dunoyer en confie la réalisation à un avenir éloigné, alors qu'une dure expérience, à défaut de la raison, aura dissipé ces préjugés funestes que les intérêts privés entretiennent et exploitent avec tant d'habileté.

Dans ces tristes circonstances, je ne puis m'empêcher d'espérer que ce livre, malgré ses défauts, offrira bien «des consolations, réveillera bien des espérances, ranimera le zèle et le dévouement au cœur de mes amis politiques, en leur montrant que si le flambeau de la vérité a pâli sur un point, il jette sur un autre un éclat irrésistible, que l'humanité ne rétrograde pas, mais qu'elle progresse à pas de géant, et que le temps n'est pas éloigné où l'union

et le bien-être des peuples seront fondés sur une base immuable :
La libre et franche communication des hommes de toutes les
régions , de tous les climats et de toutes les races.

OU

L'AGITATION ANGLAISE

La Ligue fut fondée à Manchester en 1838* Ce ne fut qu'en
1843 qu'elle commença ses opérations dans la métropole, et nous
n'avons pas cru devoir remonter plus haut dans le compte rendu
de ses travaux. C'eût été, sans doute, réclamer du lecteur plus
d'attention qu'il n'est disposé à nous en accorder. — Cependant,
avant de suivre la Ligue à Londres, nous avons jugé utile de tra-
duire le discours prononcé à Manchester, par M. Gobden, en oc-
tobre 1842, parce qu'il résume les progrès accomplis jusque-là , et
les plans ultérieurs de cette puissante association.

M. CoBDEN. M. le président, ladies et gentlemen : C'est pour
l'avenir de notre cause une circonstance d'un augure favorable
que de voir tant de personnes distinguées, et particulièrement un
si grand nombre de dames réunies dans cette enceinte. Je me ré-
jouis surtout d'y apercevoir Ah semble-t-il des représentants de la
classe ouvrière. (Applaudissements.) J'ai entendu avec satis-
faction les rapports qui nous ont été lus et qui ne laissent aucun
doute sur les progrès que nous avons faits, non seulement dans
cette cité, mais dans

2 CODDEN ET LA LIGUE,

foules les parties du royaume* Parmi ces rapports il en est
un qui exige que je m'y arrête un instant. H. H. urrt y a bit allu-
sion au mécontentement qu'a excité parmi les fermiers la baisse

<les produits agricoles^ De graves erreurs ont prévalu à ce sujet. Les fermiers se plaignent amèrement de ce qu'ils n'obtiennent pas le prix accoutumé, et ils s'en prennent à ce que les changements introduits récemment dans les tarifs par sir Robert Peel auraient amené du dehors une invasion de quadrupèdes. — Je maintiens que c'est là une illusion. Tous les bestiaux que les étrangers nous ont envoyés ne suffiraient pas à alimenter la consommation de Manchester pendant une semaine. La baisse de prix provient de ce que la demande intérieure est utile à signaler parce qu'elle a un rapport direct avec notre cause*. La véritable raison de cette baisse, ce n'est pas l'importation des arrivages du dehors, mais la mine complète du intérieur de la clientèle des fermiers. (Écoutez! écoutez!) J'ai fait des recherches à ce sujet, et je me suis assuré qu'à Manchester, Leeds, Keighley, Carlisle, Birmingham, Manchester, la consommation de la viande, comparée à ce qu'elle était il y a cinq ans, a diminué d'un tiers, et comment serait-il possible qu'une telle Répression dans le pouvoir de consommer n'amène une dépression relative dans les prix? Pour nous, manufacturiers, qui sommes accoutumés à nous enquerir du sort de nos acheteurs à désuétude leur précarité, à en calculer les effets sur notre propre bien-être, nous n'avons point conclu comme les fermiers. Quand notre clientèle décline, nous la voyons privée des moyens de se pourvoir, nous savons que nous ne pouvons qu'en souffrir comme vendeurs. Les fermiers n'ont point encore appris cette leçon*. Ils s'imaginent que la dépression peut prospérer quand la ville décline* (Écoutez! écoutez!) A la foire de Chester, le

ou l'agitation anglaise.

fromage est tombé de 50 sh. le quintal, et les fermiers de dire : « Il y a du Peel ici-dessous. » Mais l'absurdité de cette interprétation résulte évidemment de ce que rien n'a été changé au tarif sur ce comestible. Le prix du fromage, du lait et du beurre a baissé, et pourquoi ? parce que les grandes villes manufacturières sont ruinées et que Stockport, par exemple, paie en salaires 7,000 l.s. (175,000 fr.) de moins, par semaine, qu'il ne faisait il y a quelques années. Et en présence de tels faits qui leur créent les yeux, comment les fermiers peuvent-ils aller quereller sir Robert Peel, et chercher dans son tarif la cause de leur adversité ? Au dernier meeting de Waltham, le duc de Rutland a essayé de nier cette dépréciation. Il a eu tort ; elle est réelle, et nous ne devons pas méconnaître les souffrances des fermiers, mais leur en montrer les vraies causes. — Il peut paraître étrange que ce soit moi qui vienne ici exonérer sir Robert des reproches que lui adressent ses profonds amis. Nous ne sommes pas plus opposés à sir Robert Peel qu'à tout autre ministre. Nous ne sommes pas des hommes de parti, et s'il se rencontre des partis politiques, qu'ils s'intitulent whigs ou torys, qui s'efforcent d'attribuer à sir Robert des maux résultant de la mauvaise politique commerciale adoptée par toutes les administrations successives qui ont dirigé les affaires de ce pays, il est de notre devoir de rendre justice à sir Robert Peel lui-même, et de remettre les feronniers sur la bonne voie. (Applaudissements.)

. « jf » il

L'orateur a écrit que la détresse des villes « balayées » par les tourterelles et les coatières ainsi :

On s'en prend encore de nos souffrances au tarif tétierement adopté par les États-Unis, et les journaux du monopole ne

font ffitte de railler, à ce sujet , 1« législation aiiâl-

4 COBDBM ET LA LIGIJB ^

ricainé. Mais s'ils étaient sincères lorsqu'ils professent que nous devons nous suffire li nons-mêmes, el pourvoir directement k tous nos besoins par le travail national, assurément ils devraient reconnaître que cette politique, qui est bonne pour nous, est bonne pour les autres, et en saluer avec joie Tavènement parmi toutes les nations du globe. Mais les voilk qui invectivent les Américains parce qu'ils agissent d*après nos propres principes. (Applaudissements.) Eh bien! qu'ils plaident notre cause au point de vue américain s'ils le trouvent bon. Mous les laisserons dans le bourbier de leur inconséquence. (Applaudissements.) Mais quelle a été Toccasion de ce tarif? Nous ne devons pas perdre de vue que ce sont nos £iutes qui nous ont fermé les marchés d'Amérique. Remontons jusqu'k 1855. A cette époque, une grande excitation existait aux États-Unis au sujet des droits élevés imposés aux produits de nos manu&ctores ; le mécontentement était extrême, et dans un des États, la Caroline du Sud, il fut jusqu'à se manifester par la rébellion. Il s'ensuivit qu'en 1835, la législature adopta une loi selon laquelle les droits d'entrée devaient être abaissés d'année en année, de ma* nière k ce qu'au bout de dix ans il n'y en eût aucun qui dépassât le maximum fixé k 90 pour cent. Ce terme est expiré cet été. Eh bien! qu'k fait notre gouvernement? qu'k fait notre pays pour répondre k cette politique Ubérale el bienveillante ? Hélas! un fait si important n'a pas plus excité l'attention de nos gouvernements successifs, et, je suis fkcbe de le dire, do peuple lui-même, que s'il se fikt passé dans une autre planète. Nous n'avons eu aucun égard aux tentatives qu'ont fait les Américains pour raviver nos échanges réci-

proques. Bf^ân^ntMiit ils.se mettrai k considérer les effets de leur politique^ et qu'aperçoivent-ils? c'est qu'au bout des dix ans, leur commerce avec ce pays est mcNidre ipt^il n'était

ou L\\GrrATIÛiN ANGLAISE. 5

atanlla réduction. Leur coton, leur riz, leur tabac a baissé de prix, et ce sont les sentes choses que nous consentons 2i recevoir^eas. Nous avons repoussé leurs céréales. Les Américains ont donc pensé qu'ils n'avaient aucun motif de persévérer dans leur politique, et il a été facile à un petit nombre de leurs monopoleurs manufacturiers d'^obtenir de nouvelles mesures dont Teffet sera d'exclure du continent américain les produits de nos fabriques. Cela ne fût point arrivé, si nous avions tendu à nos frères d'au-delà de l'Atlantique, la main (le réciprocité, sous forme d'une loi libérale qui, admettant leurs céréales, aurait intéressé les États agricoles de l'Union à voter pour nous, au lieu de voter contre nous. Nous eussions ouvert à leurs céréales un débouché décuple de celui que leur offrent leurs manufacturiers monopoleurs. Les Américains sont gens avisés et clairvoyants, et quiconque les connaît, sait bien que jamais ils n'eussent supporté le tarif actuel, si nous avions répondu à leurs avances, et reçu leurs produits agricoles en échange de nos produits manufacturés- (Applaudissements). Je ne veux point dire que les Américains ont agi sagement en adoptant ce tarif; il n'a pour résultat, à leur égard, que de détruire leur propre revenu. Mais enfin les voilà, d'un côté, se tordant les mains à l'aspect de leurs greniers pliant sous le poids des récoltes précédentes, tandis que le vent agite dans leurs vastes plaines d^s récoltes nouvelles; et voici, d'un autre côté, les Anglais contemplant, les bras croisés, leurs magasins encombrés et leurs usines silencieuses. Lk, on manque

de vêtements , ici on meurt de faim, et des lois aussi absurdes que barbares s'interposent entre les deux pays pour les empêcher d'échanger et de devenir l'un pour l'autre, un débouché réciproque. (Écoutez! écoutez !) Oh! cela ne peut pas continuer. Un tel système ne peut durer. (Applaudissements). Il répugne trop à l'instinct

naturel , au sens commun , à l'humanité , au christianisme. (Applaudissements). Un tel système ne peut durer. (Nouveaux applaudissements). Croyez que, lorsque deux nations telles que l'Amérique et l'Angleterre sont intéressées à des échanges mutuels, il n'est au pouvoir d'aucun gouvernement de les isoler à jamais. (Applaudissements). Et je crois sincèrement que dans dix ans tout ce mécanisme de restriction , ici comme au-delà des mers , ne vivra plus que dans l'histoire. Je ne demande que dix ans pour qu'il devienne aussi impossible aux gouvernements d'intervenir dans le travail des hommes , de le restreindre , de le limiter, de le pousser vers telle ou telle direction, qu'il le serait pour eux de s'immiscer dans les affaires privées, d'ordonner les heures des repas, et d'imposer à chaque ménage un plan d'économie domestique. (Écoutez! écoutez!) Il y a précisément le même degré d'absurdité dans ce système , que dans celui qui prévalait , il y a deux siècles , alors que la loi réglait la grandeur, la forme, la qualité du linge de table, prescrivait la substitution d'une agraffe à un bouton, et indiquait le lieu où devait se tisser la serge, et celui où devait se fabriquer le drap. (Rires et applaudissements). C'est là le principe sur lequel on agit encore. Alors on intervenait dans l'industrie des comtés : aujourd'hui on intervient dans l'industrie des nations. Dans l'un et l'autre cas, on viole ce que je soutiens être le droit naturel de chacun : — échanger là où il lui convient. (Applaudissements). — Messieurs, ce

système, cet abominable système ne peut pas durer. (Acclamations). C'est pourquoi je me réjouis que nous ayons entrepris de venger les lois et les droits de la nature, en employant tous nos efforts pour le renverser. (Applaudissements). Mais pour arriver au triomphe de notre principe, il faut d'abord que nous détruisions en nous-mêmes et dans le pays, les pré-

ou l'agitation anglaise.

jugés fin lui font ototale, car quoique ta doctrine que nous comptions tantôt affaibli, le nom, comme éternelle Betti funeste et odieuse, nous ne devons pas oublier qu'elle présente, dans ces mondes il y a peu de temps qu'il est sorti des mains du Créateur. Notre rôle est véritablement celui de réformateurs; car nous sommes aux prises avec le monopole, système qui, sous une forme ou sous une autre, remonte, je crois, à la période adamique, ou du moins aux temps daumns (Rires). Ce ne sera pas la moindre gloire de l'Angleterre, qui a donné au monde des institutions libres, la presse, le jury, les formes du gouvernement représentatif, si elle est encore la première à lui donner l'exemple de la liberté commerciale (Bruyantes acclamations)» Car, ne perdez pas de vue que ce grand mouvement se distingue, parmi tous ceux qui ont agité le pays, en ce qu'il n'a pas exclu les intérêts locaux, ou l'amélioration intérieure de notre patrie. Vous ne pouvez triompher dans cette lutte, sans que les résultats de ce triomphe ne se fassent ressentir jusqu'aux extrémités du monde, et la réalisation de vos doctrines n'affectera pas seulement les classes manufacturières et commerciales de ce pays, mais les intérêts matériels et moraux de l'humanité sur toute la surface du globe. (Applaudissements). Les conséquences, du principe de la li-

berté commerciale , pour lequel oûM combattons, m*ont toujours paru, parmi toutes celles qu'implique ce grand mouvement, comme les phis imposattles, les plus dignes d'exdter notre émulation et notre zèle. Fonder la liberté commerciale, c'est fonder en même temps la paix universelle, c'est reber entr'eux, par le ciment des écàanges réciproques, tous les peuples de la terre. (Ecoutez! éeOHtez!)C'est rendre la guerre aussi impassible entre deux nations, qu'aile l'est entre deux comtés delà Gnmde-Brelagne.

On ne verra plus alors toutes ces vexations diplomatiques, et deux hamiaes, k force de protoeoliser, par un combat de dextérité entre un minstre de Londres et un ministre deParis, finir par envelopper deux grandes nations dans les horreurs d'une lutte sanglante. On ne verra plus ces monstrueuses absurdités, alors que ces deux grandes nations, unies comme elles le seront par leurs mutuels intérêts, chaque comptoir, chaque magasin, cbaque usine , deviendra le centre d'un système de diplomatie qui tendra k la paix , en dépit de tout Tart des hommes d*État pour faire éclater la guerre. (Tonnerre d'applaudissements). Je dis que ce sont Ik de nobles. et glorieux objets qui, s*ils réclament toute Ténergie du sexe k qui reviennent le poids et la fatigue de la lutte, méritent aussi le sourire et les encouragements des dames que je suis heureux de voir autour de moi. (Applaudissements prolongés). C'est une œuvre qui devait nous assurer, et qui nous a valu, en effet, Tactive coopération de tout ce qu'il y a dans le pays de ministres chrétiens. (Acclamations). Tel est Tobjet que' nous avons en vue, et gardons-nous de le considérer jamais, ainsi qu'on le lait trop souvent, comme une question purement pécuniaire, et affectant exclusivement les intérêts d'une classe de ma-» nufacturiers et de marchands.

Dans le cours des opérations qui ont eu lieu au commen^cernent de la séance, j'ai appris, avec une vive satisfaction, que , sous les auspices de notre in&tigablé , de notre indomptable président (Acclamations) , la Ligue se prépare k une campagne d'hiver plus audacieuse, et j'espère plus décisive qu'aucune de celles qu'ait jamais entrepris cette grande et influente association. En entrant dans les bureaux, j'ai été frappé k l'aspect de quatre énormes colis emballés et cordés comme les lourdes marchandises de nos magasins. J'ai pris

ou l'agitation anglaise. 9

des informaliODs, et Ton ro*a dit que c^étatt des brochures, — ennron cinq quintaux de brochures — adressées k quatre de nos professeurs , pour être immédiatement et gratuitement distribuées. (On applaudit). J'ai été curieux de vérifier dans nos livres oti en sont les affaires , en fait d'impressions. — Uimpression sur coton , vous le savez , va mal , et menace d'aller plus mai encore; mais Timpresssion sur papier est conduite avec vigueur, sous ce toit, depuis quelque temps. Depais Crois semainéd la Ligue a reçu des mains des imprimears trois cent quatre vingt mille brochures. Cei^t bien quelque chose pour Tœuvre de trois semaines, mais ce n'est fiea relativement aux besoins du pays. Le peuple a soif d'in* formatiott; de toutes parts on demande des brochures, des discours, des publications; on veut s'éclairer sur ce grand débat Dans ces circonstances, je crois qu'il nous suffit de faire connaître au public les moyens d'exécution dont nous pouvons disposer, — que la moisson est prête, qu'il ne manque que des bras pour l'engranger, — et le public mettra en nos mains toutes les ressources nécessaires pour conduire notre campagne d'hiver, avec dix fois plus d'énergie que nous n^en avons mis jusqu'ici.

Nous dépensons 100 l. s. par semaine, à ce que je comprends , pour agiter la question. Il faut en dépenser 1,000 par semaine d'ici le février prochain. Je crains que Manchester ne se soit un peu trop attribué le monopole de cette lutte. Quel que soit l'honneur qui lui en revienne, il ne faut pas que Manchester monopolise toutes les invectives de la Presse privilégiée. Ouvrons donc cordialement nos rangs à ceux de nos nombreux concitoyens des autres comtés, qui désirent, j'en suis sûr, devenir nos collaborateurs dans cette grande œuvre. Leeds, Birmingham, Gbsgovir, Sheffield ne demandent pas mieux que de suivre Manchester dans la lice. Cela est dans le caractère anglais.

Ils ne souffriront pas que nous soyons les seuls à les délivrer des étreintes du monopole ; ce serait s'engager d'avance à se reconnaître redevables envers nous de tout ce qui peut leur échoir de liberté et de prospérité, et il n'est pas dans le caractère des Anglais de rechercher le fardeau de telles obligations. Que font nos compatriotes dans les luttes glorieuses de terre et de mer? Avez-vous entendu dire, avez-vous lu dans l'histoire de votre pays qu'ils bâissent un vaisseau ou qu'un régiment tout entier de la vicairie? Non! ils se présentent devant l'ennemi , et demandent qu'on leur place à l'avant-garde. — Il en sera ainsi de Leeds, de Glasgow, de Birmingham ; offrons-leur une place honorable dans nos rangs. — Messieurs, la première considération, c'est le nerf de la guerre. Il faut de l'argent pour conduire convenablement une telle entreprise. Je sais que notre honorable ami qui occupe le fauteuil , a dans les mains un plan qui ne va à rien moins, vous allez être surpris, qu'à demander au pays un subside de 50,000 l. s. (Écoutez! écoutez!) C'est juste un million de shellings, et, si deux millions de signatures ont réclamé l'abrogation de la loi actuelle, quelle difficulté peut présenter le

recouvrement d'im million de sbelliugs ?,... — Ladieç et Gentle-
men , ce a quoi nous derws a^)irer, c'est de disséminer k
profu«on tous ces trésors d'informations enfouis dans les en-
quêtes parlementaires, et dans les œuvres des économistes. Nous
n'avons besoin ni force, ni violence, ni exhibition de puissance
matérielle (applaudissements) ; tout ce que nous voulons, pour
assurer le succès de notre cause, c'est de mettre en œuvre ces
armes bien plus efficaces, qui s'attaquent k resj^it. Puisque j'en
suis sur ce sujet , je ne puis me dispeoser de vous recoipraander
la récente publication des œuvres du colonel Thomp* son (ap-
plaudissements) ; c'est un arsenal qui contient plos

ou l'agitation anglaise. il

d'arme qu'il n'en fiiiil pour aM^jiii^ nolfQ biil , ii elles élaîMl
diMribiiéM^aBs tool le pays. Il a'eitsi obélif berger qui 9 pour
ataltre |e Goliath du mofiopole, n'y trouve un caiUoa qui aille 4
aoo braa*. Je ne saurais éJever irop haut ceui de ces ouvrages qui
se rapportent à uotre q«ies(JOii. Le eolo* nel ThompsDu a été
pour nous un trésor caché. Nous n'avons apprécié ni iconou sa
valeur. Ses écrits, publiés d'abord dans la Bovuê de fVesinwisier
^ ont passé inaperçus p6iar un grand nombre d'entre noiifr D
vient de les réunir en corps d'o»* vrage , en six volumes complets
, a^ prix de sacrifices péeu» niaires très considérables , dont je
sais qu'il n'a guères de souci , pourvu qu'ils fassent progresser la
bonne cause. Je n'hésite pas à reconnaître que tout ce que nous
disons, tout ce que nous écrivons aujourd'hui , a été mieux dit et
mieux écrit, il y a dix ans, par le colonel Thompson^ H n'est que
lieutenant colonçl dans l'armée, à ce que je crois, mais c'est un
Trai Bonaparite dans la grande cause de la liberté. Cette cause ,
nous la ferons triompher en propageant les connaissances qui

sont exposées dans ses ouvrages, en les publiant par la voie des journaux et des revues , en les placardant aux murs de tous les ateliers , afin que le peuple soit forcé de lire et de comprendre. Qu'on ne dise pas que de tels moyens manquent d'efficacité. Je sais qu'ils sont tout puissants. (Applaudissements)* Je ne suis certainement pas entré à la Chambre des communes sous l'influence de préventions favorables à cette assemblée, mais je puis dire qu'elle n'est pas une représentation infidèle de l'opinion publique. Cette assertion vous étonne ; mais songez donc que sur cent personnes, il y en a quatre vingt dix-neuf qui ne concourent en rien à la formation de l'opinion publique; elles ne veulent pas penser par elles-mêmes. (Applaudissements). À ce point de vue , je dis que la chambre des communes représente

assez fidèlement l'esprit du pays. Ne répond-elle pas d'ailleurs aux moindres changements de l'opinion , avec autant de sensibilité et de promptitude , qu'en met le vaisseau à obéir au gouvernail ? Voulez-vous donc emporter dans la Chambre des communes quelque question que ce soit? Instruisez le peuple , élevez son intelligence au-dessus des sophismes qui sont en usage au Parlement sur cette question; que les orateurs n'osent plus avoir recours à de tels sophismes, dans la crainte de la juste impopularité du dehors, et la réforme se fera d'elle même: (Applaudissements). C'est ce qui a été fait déjà à l'occasion de grandes mesures , et c'est ce que nous ferons encore. (Applaudissements). Ne craignez pas que, pour obéir à la voix du peuple, le Parlement attende jusqu'à ce que la force matérielle aille frapper à sa porte. Les membres de la Chambre ont coutume d'interroger de jour en jour l'opinion de leurs constituants, et d'y conformer leur conduite. Ils peuvent bien traiter, avec un mépris affecté, les efforts de cette association , ou de toute autre , mais soyez sûrs

qu'en face de leurs commettants ils seront rempants comme des épagneuls. (Rires et bruyants applaudissements). Tout nous encourage donc à faire, pendant cette session^ un effort herculéen. — Je m'entretenais aujourd'hui avec un gentleman de cette ville qui arrive de Paris. Il a traversé la Manche avec un honorable membre, créature du duc de Buckingham. c Dans mon opinion, disait l'honorable député, le droit actuel sur les céréales sera converti en un droit fixe, dans une très prochaine session , et j'espère que ce droit sera assez modéré pour être permatient. » — Mais quant à nous, veillons à ce qu'il n'y ait pas de droit du tout. (Applaudissements). Si nous avons pu amener une créature du duc de Buckingham à désirer une taxe assez modérée pour que ces messieurs soient sûrs de la conserver, quel-

ou l' AGITATION ANGLAISE. 13

ques efforts de plus à vaincre les fermiers qui n'ont à attendre ni stabilité, ni loyale stipulation de rentes , ni apaisement de l'agitation actuelle Jusqu'à ce que tous droits protecteurs soient entièrement abrogés. C'est pourquoi je vous dis : Attachez-vous à ce principe : abrogation totale et immédiate. (Applaudissements). N'abandonnez jamais ce cri de ralliement : abrogation totale et immédiate! Il y en a qui pensent qu'il vaudrait mieux transiger; c'est une grande erreur. Rappelez-vous ce que nous disait Sir Robert Peel, à M. Villiers et à moi. c Je conviens, disait-il, que, comme avocats du rappel (') total et immédiat, vous avez sur moi un grand avantage dans la discussion. » Nous séparer de ce principe absolu , ce serait donc renoncer à toute la puissance qu'il nous donne. — etc.

MEETING HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE

Une brillante démonstration a eu lieu hier soir au théâtre de Drury-Lane. A peine le bruit s'est-il répandu que la bigue devait tenir dans cette vaste enceinte sa première séance hebdomadaire, que les cartes d'entrées ont été enlevées. La foule encombrait les avenues et les couloirs de l'édifice longtemps après que la salle, les galeries et le parterre étaient occupés par la réunion la plus distinguée et la mieux choisie

(■) Le mot anglais *appeal* a été mal traduit en français par le mot *rappel*. Répète *recall* : abrogation , révocation , cessation. *Recall* ayant maintenant donné le même sens au mot *rappel* j'ai cru pouvoir le maintenir.

14 GOBDSN ET LA- UGUR,

dont il nous a jamais été donné d'être les témoins. — Les dames assistaient en grand nombre à la séance et paraissaient en suivre les travaux avec le plus vif intérêt.

Nous avons Remarqué sur Testrude MM. Cobden , m. P. (*), Williams, m. P., Eward, m. P., Thomefy, m. P., Bo^ring, m. P., Gibson, m. P., Leader, m. P., Ricardo, m. P., Scholefield, m. P., Wallace, m. P., Chrestie, m. P., Bright, m. P. , etc.

M. Georges Wilson occupe le feuillet.

Le président annonce qu'il est prévenu que quelques perturbateurs se sont introduits dans l'assemblée avec le projet d'occasionner du désordre» soit en éteignant le gaz, ou en criant au feu; si de pareilles manifestations ont lieu, que chacun se tienne sur ses gardes et reste calme à sa place*

M. Eward parle le premier.

M. Cobden lui succède (bruyants applaudissements). Il s'exprime ainsi :

M. le président , bdiés et gentlemen : J'ai assisté à un grand nombre de meetings contre les loû'^é réaleê (*), Xen ai vu d'aussi imposants par le nombre , le bon ordre et Fenthousiasme ; mais je crois qu'il y a dans cette enceinte la plus grande somme de puissance intellectuelle et d'inDuence morale qui se soit jamais trouvée réuoie dans une édifice

quelconque , pour le progrès de la grande cause que nous

(') m. P., abbréviation qui signifie membre du Parlement.

n Tai cm pouvoir, pour abréger, transporter dans notre langue quelques uns de ces mots composés de deux substantifs si fréquents en anglais, et sacriGer la logique grammaticale à la commodité.

ou L'AGItATlOl^ ANGLAISE. ^5

aroiï» ttîlNraBsée. Plus cette influence est ëtendne, pim est graoëe notre responsabilité à l'yard de Fusage qat nous en sa-moiis faire. Je me sens particulièrement responsable des qoelq-neB mûrates pendant iesqdelBes j*occnperai totre attention, et je désire les faire senir au progrès de la cause commune. Je n'ai jamais aimé , dans aucune circonstance , à laire intervenir des personnalités dans la défense d'un graiiid principe. On m'assute cependant qu*à Londres on est asse2 endin k ranger les opinions politiques sous la bannière des QOo1S propres. Peut-^re , àu milieu dû perpétuel mouvemcnf d'idées qui s^agitent dans cette taste métropole ^ cet usage» a*t-il prévalu , a6n de fiie^ Tatten-

tion , par un intérêt plus inéluctable sur les questions particulières. Hais, ce dont je suis sûr, c'est que ce qu'on a fait notre succès à Manchester, le fera partout où la nature humaine a acquis ces nobles qualités, qui la distinguent au sein de la capitale industrielle d'Irlande unie, je veux dire, la ferme conviction que, si l'1860 se renferme dans la défense des principes, on acquerra, à la longue, d'autant plus d'influence, qu'on se sera, avec plus de soin, interdit le dangereux terrain des personnalités. (Écoutez! écoutez !) Je suis pourtant forcé de revenir, contre ma volonté, sur ce qui vient de se passer dans la chambre haute. Nous avons été assaillis — violemment, amèrement, malicieusement assaillis, — par un personnage (lord Erougham), qui fait profession de partager nos doctrines, d'aimer, d'estimer les membres les plus éminents de la Ligue. Je vois, dans les journaux de ce matin, un long discours dont les deux tiers sont une continuelle invective contre la Ligue dont le tiers est consacré à défendre ses principes. (Éboulez !) Je pense que le plus juste châtiment que l'on pourrait infliger à l'homme émérite qui s'est rendu coupable de la conduite à laquelle je fais allusion, ce serait de l'abandonner à

M COBDEN ET LA LIGUE,

à ses propres réflexions; car, ce qu'on peut découvrir de plus clair dans la longue diatribe du noble lord, c'est que, quelque mécontent qu'il soit de la Ligue, il est encore plus mécontent de lui-même. Il est vrai que le noble et docte lord n'a pas été très explicite quant aux personnes contre lesquelles il a entendu diriger ses attaques réitérées. Eh bien, je lui épargnerai Tembaras de désignations plus spéciales, en prenant pour moi le poids de ses invectives et de ses sarcasmes. (Applaudissements). Bien plus, il

a attaqué la conduite des membres de notre députation ; il a blâmé les actes des ministres de la religion, qui coopèrent à notre œuvre. Eh bien, je me porte fort pour cette conduite et pour ces actes, il ne s'est pas prononcé une parole, — et je désire qu'on comprenne bien toute la portée de cette déclaration, — il n'a pas été prononcé une seule parole par un ministre de la religion, dans nos assemblées et nos conférences, dont je ne sois prêt à accepter toute la responsabilité, pourvu qu'on ne lui prête qu'une interprétation honnête et loyale..... J'ai été blâmé de n'avoir pas récusé le langage du Rév. M. Bailey de Sheffield. J'ai été accusé d'être son complice, parce que je ne m'étais pas levé pour répudier l'imputation dirigée contre lui, d'avoir excité le peuple de ce pays à commettre un meurtre. — Eh mon Dieu ! cela ne m'est pas plus venu dans la pensée que d'aller trouver le lord-maire, pour cautionner M. Bailey contre une accusation de cannibalisme. M. Bailey, objet de ces imputations, à travers lesquelles perce le désir d'atteindre et de détruire la Ligue, est environné de respect et de confiance par une nombreuse congrégation de chrétiens qui le soutiennent par des cotisations volontaires. (Bruyants applaudissements). C'est un homme de lèle ardent, aux sentiments élevés, un cœur chaud et ami du bien public. Il y a longtemps qu'il s'est dévoué à une œuvre qui n'a pas d'exemple dans ce

ov l'agitation anglaise^ 17

pais, la fondation d'un collège pour les classes laborieuses. C'est un homme d'un talent remarquable, supérieur. — Mais à travers ces belles qualités, il peut manquer de ce tact, de cette discrétion qui nous est si nécessaire, à nous qui savons à quelle sorte d'ennemis et de faux amis nous avons affaire. Il n'eut pas plutôt prononcé le discours, qui a été si insidieusement commenté, que je

Tavertis de ce qui Tattendait Mais o6 souffrons pas que ses paroles soient défigurées. M. Bailey venait d'avancer que la dépression morale du peuple de Sbef* field était la conséquence de sa détérioration physique. Pour établir son argumentation , pour montrer la profonde désaffection des basses classes , il a dit qu'un homme s'était vanté d'appartenir à une société de cent personnes , qui devaient tirer an sort pour savoir qui serait chargé d'assassiner le pre« mier ministre. M. Bailey a exprimé soa indignation à cet égard, en termes énergiques, et cela était k peine nécessaire. Et voilà ce dont on s'empare pour insinuer, par une basse calomnie, que M. Bailey est engagé dans une société d'assasâns? D est temps de rejeter, à la fiice des calonmiateiirs de haut et de bas étages, ces fausses imputations, et j'ai honte de ne l'avoir pas lait plus tôt (Approbation). — La Ligue, le pays, l'univers entier, doivent une reconnaissance profonde aux ministres dissidents pour leur coopération à notre grande cause. (Bruyantes acclamations). Il jr a deux ans, sar rinvasion de leurs frères, sept cents ministres.de ce corps respectable se réunirent à Manchesters pour prolester contre les Mê^réahê^ contre ce Code de la famine, et il est ï ma connaissance , que quelques-uns d'entr'eux se sont éloignés de plus de deux cents milles de leurs résidences pour concourir à cette protestation. Quand des hoomaes ont montré un tel dévouement , je rougirais de moi-même si , par la considération d'obligations passées, j'hésitais à me

is COBDBN ET LA LfGU£ ,

lever pour les défendre. (Acelamations). Mais dods avonspersperdo assez de temps au sujet du noble lord. Je poufrais gémir sur Sa destinée , quand je compare ce quMI est-ce qu'il a été. (Écoutez ! écoutez !) Je n*ai pas oublié ce temps oà, encore enfiint , je

me plaisais à fréquenter les cours de judicature , pour contempler, pour entendre celui que je regardais comme un fils prédestiné de la vieille Angleterre. Avec quel enthousiasme ne me suis-je pas abreuvé de son éloquence ! avec quel orgueil patriotique n'ai-je pas suivi , mesuré tous ses pas vers les hautes régions où il est parvenu ! Et qu'est-il maintenant ? hélas, un nouvel exemple, un triste, mais éclatant exemple du naufrage que nous attend toute intelligence que ne préserve pas la rectitude morale. (Applaudissemets).oui, nous pourrions le comparer à ces ruines majestueuses, qui, désormais, loin d'offrir un sûr abri au voyageur, menacent de destruction quiconque ose se reposer sous leur ombre. Je n'en finis avec ce sujet, sur lequel je n'aurais pas détourné votre attention, si je n'y avais été provoqué, et j'arrête à l'objet principal de cette réunion.

Qu'est-ce que les lois électorales ? Vous pûtes le comprendre à Londres le jour où elles furent votées. Il n'y eut pas alors (il me semble) un ouvrier qui ne pressentit les maux horribles qui en sont sortis. Il en est beaucoup parmi vous à qui je n'ai pas besoin de rappeler cette funèbre histoire, la Chambre des communes, sous la garde de soldats armés, la foule se pressant aux avenues du parlement , les députés ne pouvant pénétrer dans l'enceinte législative qu'au péril de leur vie

Mais sous quel prétexte maintient-on ces lois ? On nous dit : Pour que le sol soit cultivé, et que le peuple trouve ainsi de reemploi. Mais, si c'est là le but, il y a un autre moyen de l'atteindre ; - Abrogez les lois électorales, et s'il vous plaît ensuite de faire vivre le peuple par le moyen des taxes , ayez

ou l'agitation anglaise. 19

recois k l'impôt , et non k la disette des choses mêmes qui alimentent la vie. (Applaudissements). — Â supposer que la mission du législateur soit d'assurer du travail au peuple, et k défaut de travail , du pain , — je dis pourquoi commencer par imposer ce pain lui-même. Imposez plutôt les revenus , et même, si vous le voulez, les machines k vapeur (rires) , mais ne gênez pas les échanges , n'enchaînez pas l'industrie, ne nous plongez pas dans la détresse où nous succombons, sous prétexte d'occuper dans le Dorsetshire quelques manouvriers k 7 sh. par semaine. (Rires et applaudissements). Le fermier de ce pays est k son seigneur ce qu'est le fellah d'Egypte k llehemet-Ali. Traversant les champs de l'gypte, armé d'un fusil , et accompagné d'un interprète , je lui demandais comment il réglait ses comptes avec le pacha, c Avez-vous pris des arrangements? » lui d«nandai-je. — Oh! me répondit-il, nos arrangements ont k peu près la portée de votre ftisil (rires), et quant aux comptes, il n'y a pas d'autre manière de les régler, sinon que le pacha prend loaty et nous laisse de quoi. ne pas mourir de faim. (Rires et brajantes accbmations).

L'orateur continue pendant longtemps. ~ M. Bright lui succède. — A dix heures le président ferme la séance,

MCBTING mBDollADAIRB M t.A LtQDfei

50 mars iS45.

Le troisième meeting de la Ligue contre les lois-céréales s'est tenu hier au théâtre de Drury-Lane« La vaste enceinte avait été envahie de bonne heure .par une société des plus distinguées.

Mous avons remarqué sur l'estrade les persounagM dont les noms suivent : MM. Villiers, CQ)lden , Napier,

Sholefield, James Wilson, Gisborne, Elpbinstonc, RicdrdOy etc.

La séance est ouverte à sept heures sous la présidence de M. Georges Wilson.

Le président justifie le comité de s'être vu forcé de refuser un grand nombre de billets. La salle eûtelle été deux fois plus vaste , elle n'aurait pas pu contenir tous ceux qui désiraient assister à la séance. Des arrangements sont pris pour que ceux qui n'ont pu être admis aujourd'hui aient leur tour la semaine {Prochaine. — L'intention de votre président était de vous présenter ce soir un rapport sur les progrès de notre cause. Mais la liste des orateurs qui doivent prendre la parole contient des noms trop connus de vous , pour que je veuille retarder le plaisir que vous vous promettez à les entendre. — La tribune sera occupée d'abord par M« James Wilson , de Londres (applaudissements), ensuite par M. W.-J. Fox^ de Finsburg (applaudissements), Th. Gisborne (applaudissements)^ et enfin» en l'absence de M. Milner Gib* son(représentant de Manchester), que de douloureuses circonstances empêchent d'assister à la réunion, j'aurai le plaisir de vous présenter l'honorable M. Richard Gobden. (Applaudissements bruyants et prolongés).

M. James Wilson se lève. — Après rannonce que vous venez d'entendre , je me sens obligé d'être aussi concis que possible dans les remarques que j'ai k vous présenter, et je me renfermerai strictement dans mon sujet , ayant nne trop haute opinion de ceux qui m'écoutént, pour croire qu'un autre bat que celui que la

Ligue a en vue, les a déteⁱminés k se réunir dans cette enceinte. Je ne m'écarterai donc pas des prin-

ou li*AGITATfan ANGLAISE. 2t

cipcs et de& Êiits qaⁱmplique celte grande caoseMiatioDale. (Appfobations). La question est celle^Kⁱ : Les lois qui affito Cent l'importation des céréales et le prix des aliments da peuple 9 doî?ent-eDes, on non, être maintenues? Je ne fois aucnn doute que Topinion publique, quelle que soit celle de la législature, les regarde comme incompatibles avec Tétat de elioses actuel. Qu'un changement dans cette lⁱslatimi soit devenu indispensable, c'est ce qui est admis par toute la communauté, sinon par le Parie-ment. Il est vrai que l'opinion se divise sur la nature de ce chan-gements Le corn* merce des céréales aera-tril entièrement afi-temchi, ou soumis i un ⁱroir floeû ? Dans ces derniers temps, le sytème du droit fixe a reneratré beaucoup de défenseurs. (^) La praieeiim a été par eux abandonnée, et le principe auquel ils adhèrent est celui du droû /ixe, non point en tant que droit /iro-lecteuïi , mais en tant que droit fiscal. Mais la Ligue élève contre ce droit , renfermé dans ces limites, une objection péremptoire, savoirⁱ qu'il viole les principes d'après lesquels doit se prélever lere-ⁱ «CHU pMie. Le premier de ces principes, c'est que l'impdt doit donner la plus grande somme possible de revenus k L'Étatⁱ. avec la moindre charge possible sur la communauté. Mats-, sous l'un et l'autre rapport , le but est manqué par le droii fixéⁱ car il ne peut produire un reMiiti» sans agir comme pruletlfM, en éle-avant le prix des céréales de tout le m<mlant du droit lui-même. Aux époques où il serait eflScae, il produirait do revenu, mais il élèverait le prix des grains. Aux époques oit il ne serait pas effi-cace , il n'inQuerait pas s»r le prix, mais il ne remplirait pas non

plus le but do* chancdier de Féchiquier. On a dit que le droit se-
rait supporté

f) Le cabinet whig avait proposé un droit fixe de S ah. par
quarter. Le droit actuel est progressif de i sb», quand le \At est à
75 sh. ; il s'élève à SK> sh., quand le blé est à 50 sh. ou au-
dessous*

33 COBDBIf ET LA L16UC ,

par rétranger ei non par les habitants de ce pays; alors, je de-
mande pourquoi fixer le droit k 8 sh.? Pourquoi pas 10, 15,
208h.?Ce8lune grande inconséquence que de répondre: Au-delà
de 8 sh., le droit restreindrait Timportation ; à 20 sh., il équiva-
drait k une prohibition. Car , n*en résultet-il pas ceci : que 8 sh.
laissent plus de place k Timportation que 10 sh.? et dès lors ne
suis-je pas fondé k dire que Timporlation serait plus grande atec
le droit de 5 sb.; plus grande encore avec celui de 2 sh., et la plus
grande possible avec la liberté absolue? (ApfN^bation). Il n'y a
pas en éeo-* nomie politique de proposition mieux établie que
celle-ci : Le prix varie suivant la proportion de Toffire k la de-
mande. <— Si la liberté amène de plus grands approvisionne-
ments que le droit fiœêj il est clair que celui-ci restreint Toffire,
élève le prix et agit dans le sens de la proUetion. G*est pourquoi
je comprendrais qu'on défendit le drciit fixeaa tant que profœ»
(tfttr, mais je ne puis comprendre qu'on le soutienne au point de
vue du rwenu fublic^ et comme indifférent k toute action protec-
trice. — Un droit fixe serait certainement quelquefois une source
de revenus (autant on en peut dire du droit gradml {\$lidinf
seule). Mais la question , pour le public, est précisément de sa-
voir si c'est Ik un mode juste et économique de prélever l'impôt.
(Approbaton)* Les partisans eux -mêmes.du droit fixe

conviennent que lorsque leDroment sehiit arrivé k 70 sh. le quarter, il faudrait renoncer k la taxe et affranchir l'importation. C'est avouer qu'il impUque tous les inconvénients de l'échelle mobile, qu'il nous rejette d^ns les embarras des prix moyens^ et dans tous les désavantages du système actuel ("). — Je crois être l'interprète fi-*

(^) On comprend que le droit se proportionnant an prix, il faut onnaître à chaque instant ce prix, ce qui exige un appareil administratif

considérable.

ou i. 'agitation AiNGLAIStt 23

dèle des membres de la Ligue, en disant que le blé n'est pas une matière qui se puisse convenablement imposer , mais , s'il doit être imposé, la taxe doit retomber aussi bien sur le blé indigène , que sur le blé étranger. (Applaudissements). Les Hollandais mettent une taxe de 9 deniers sur le blé, à la mouture. Une taxe semblable donnerait autant de revenu à réchiquier que le droit de 8 sb. sur le blé étranger, et elle n^élèverait le prix du blé pour le consommateur , que de 9 deniers au lieu deSsh. — Mais le blé, — ce premier aliment de la vie , — est la dernière chose qu'un gouverneipent doive imposer. (Approbation). — C'est un des premiers principes du commerce, que les matières premières ne doivent pas être taxées. C'est sur ce principe que notre législation a réduit les droits sur toutes les matières premières. L'honorable représentant de Dumfries (M. Ewart) a établi , dans une des précédentes séances , que le blé est matière pre* mière, et cela est vrai. Hais il y a plus, c'est la principale matière première de toute industrie. — Prenez, au hasard, un des articles qui s'exportent le

plus de ce pays , l'acier poli, par exemple, et considérez l'extrême disproportion qu'il y a entre la valeur de la matière première et le prix de l'ouvrage achevé. — Depuis le moment où le minerai a été arraché de la terre, jusqu'à celui où il s'est transformé en brillant acier, la quantité de travail humain qui s'est combinée avec le produit est vraiment immense. Or, ce travail représente des aliments. Les aliments sont donc de la matière première. (Approbation). La classe agricole est bien aveugle à cet égard , comme aussi sur l'intérêt dont sont pour elle le commerce et l'industrie de ce pays. C'est pourtant ce que lui montrent clairement les faits qui se sont passés l'année dernière. En 1842, nos exportations sont tombées de 4,500,000 l. s. C'est là la vraie cause de la détresse qui règne dans nos districts agricoles; car , pour combien les

24 CoB1>EN ET LA LfUC ,

produits de l'agriculture entrent-ils dans ce chiffre? Le fer, la soie , la laine , le coton, dont ces objets auraient été faits , ne peuvent être estimés à plus de 1,800,000 l. Le reste, ou trois millions de livres auraient été dépensés en travail humain ; et le travail , je le répète , représente des aliments ou des produits agricoles; en sorte que, sur un déficit de 4,500,000 l. dans nos exportations, la part de perte supportée par l'agriculture est de trois millions. (Assentiment).

On a beaucoup parlé de la dépendance où les importations nous placeraient à l'égard des nations étrangères. Mais l'Angleterre devrait être la dernière des nations à recourir à un tel argument-, car, même aujourd'hui, il est bien fâcheux de choses que nous ne tirions pas du dehors , et le commerce extérieur est certainement la base de notre prospérité et de notre grandeur. Je suis heureux de voir que le président du conseil, lord Wharncliffe,

abandonnant enfin cet insoutenable terrain, reconnaisse que la protection ne peut plus être soutenue par des motifs tirés d'une fausse vue sur ce qui constitue l'indépendance nationale. Cependant le noble lord, arguant de ce que l'agriculture s'est améliorée depuis vingt-cinq ans, sous l'empire des lois céréales, a conclu en général que la protection était nécessaire au perfectionnement de l'industrie nationale. Mais, en fait, depuis vingt-cinq ans, il n'est aucune branche d'industrie qui soit demeurée aussi stationnaire que l'agriculture. Et qui a jamais entendu parler d'améliorations agricoles, si ce n'est depuis l'époque récente où la protection est menacée ? On peut voir maintenant que la libre concurrence a effectué ce que la protection n'avait pu faire, et que la Ligue a été plus utile à l'agriculture que la prohibition. Je crois sincèrement que lorsque l'agitation actuelle sera arrivée au jour de son triomphe, les intérêts territoriaux s'apercevront qu'il n'est rien à quoi ils soient plutôt redevables qu'aux efforts de la Ligue. (Approbation.) L'air-

ou l'agitation anglaise. S5

ment fondé sur la nécessité de protéger l'industrie nationale me paraît reposer sur une illusion. Je ne puis faire aucune distinction entre du blé venu d'Amérique ou du comté de Kent, pour s'échanger contre des objets manufacturés en Angleterre, n'est un autre argument dont s'est servi lord Wilmot et que je dois relever. C'est celui tiré de la loi sur l'industrie. Nos adversaires attribuent toutes nos souffrances à la sur-production. Je pense que c'est là une maladie dont nous sommes en bon train de guérir radicalement — RepOTUs-nous en 1838, alors que survint la première mauvaise récolte, et que, par suite, la loi-céréale fut de fait resuscitée, puisqu'une longue succession de

bonnes années l'avait pour ainsi dire enterrée. Le pays a mis en œuvre :

En 1838, 6,800,000 l. de soie brute. En 1842, 6,300,000 L En 1838, 1,600,000 quintaux de lin. En 1862, 1,100,000 q. En 1838, 56 millions de L de laines étrang. En 1862, 64 millions.

C'est là, je pense une grave atteinte à cette surabondance de production qui est l'objet de tant de plaintes; et si elle était la vraie cause de nos maux, certes, ils commenceraient à disparaître. Malheureusement, il se trouve qu'à mesure que la production diminue, la misère et l'inanition s'étendent sur le pays. Il est ensuite devenu de mode de parler de rétrogradation, et un sentiment hostile a été excité contre les peuples étrangers comme s'ils étaient des rivaux dangereux et non d'utiles amis. De là est née cette politique de notre gouvernement, qui consiste à ne conférer des avantages au pays, qu'à la condition de décider les autres nations à en faire autant. Mais l'Angleterre ne devrait pas oublier la grande influence que ses lois et son exemple exercent sur le reste du monde, n'est pas possible à ce pays d'accroître ses importations sans accroître dans le même rapport ses exportations sous

une forme ou sous une autre. Que ce soit en produits manufacturés, en denrées coloniales ou étrangères, ou en numéraire, il ne se peut pas que ces échanges n'augmentent l'emploi de la main-d'œuvre, et même, lorsque nous payons les marchandises étrangères en argent, cet argent représente le produit d'un travail national. Il est tellement, impossible de prévenir les transactions internationales, lorsqu'elles sont avantageuses, que pendant la dernière guerre, lorsque les armées de Napoléon et les flottes de l'Angleterre étaient levées pour s'opposer à toutes communications entre les deux peuples, cependant dans cette même année

810, le Royaume- Uni importa plus de blé de France qu'il n'avait fait k aucune autre époque. D'un autre c^é, c'est un fait histori(|ue que le prince de Talleyrand, chef du cabinet, non-seulement toléra la fraude des marchandises anglaises, mais encore la conseilla, l'encouragea, et même en tira un grand profit personnel ; en sorte que les Français étaient vêtus de draps anglais, comme les Anglais étaient nourris de blés français, témoignage remarquable de la faiblesse et de l'impuissance des gouvernements quand ils prétendent contrarier les grands intérêts des nations. (Applaudissements.)

On a récemment lait une proposition qui, je le crois, ne renc4>ntrera pas beaucoup de sympathie dans cette enceinte. On a parlé d'oj^niser une émigration systématique (murmures) afin de se délivrer dès embarras d'une excessive multiplication de nos frères. (Honte ! honte !) Je n'incrimine pas les intentions. Au bas du mémoire adressé \k ce sujet a sir Robert Peel, j'ai vu figurer le nom de personnes que je sais être incapables de rien faire sciemment qui soit de natui^ à infliger un dommage, soit au pays, soit k une classe de nos concitoyens. Mais il s'agit ici d'une question qui veut être abordée avec prudence, d'une question d'où peuvent sortir

ou l'agitation anglaise. 27

ées dangers ^ desmaux sans nombre. Avant de voos faire une opinion à cet égard, laissez^moi mettre sous tos yeai qaeJques documents statistiques. Depuis dix ans, six cent mille Anglais ont émigré, moitié vers les États-Unis, moitié vers nos autres possessions répandues sur la surfoce du globe. C'est nne chose surprenante qu'après deux siècles d'émigration, on songe aujourd'hui pour la première fois à transformer les ânigrants en acheteurs,

pour leur avantage comme pour celui de la mère-patrie. Il y a, dans les établissements de l'Union américaine, une population composée d'hommes qui étaient naguères nos compatriotes; une population qui, toute entière, se rattache à nous par les liens d'une langue et d'une origine communes; elle est active, industrielle, capable de beaucoup produire et de beaucoup consommer; n'est-ce pas une chose étonnante qu'avant de penser à la renforce, on n'ait pas d'abord songé à établir entre elle et nous un système d'échanges libres? J'en dirai autant de Java avec ses sept millions, du Brésil avec ses huit millions d'habitants. Ce sont là des pays riches et fertiles, et tout ce qu'il y a à faire, c'est de leur offrir des transactions fondées sur la base d'une juste réciprocité. Il n'en faudrait pas davantage pour absorber rapidement tout le travail national qui se trouve maintenant sans emploi. (Applaudissements.) Il règne de grandes préventions en faveur des colonies. Pendant la guerre, on les regardait comme les soutiens de nos forces navales. En temps de paix, on les considère comme offrant au commerce les débouchés les plus étendus et les mieux assurés. Mais qu'y a-t-il de vrai en cela ? Le quart seulement de nos exportations va aux colonies, les trois quarts sont destinées à l'étranger. Je ne suis point antipathique aux colonies, mais je proteste contre un système qui courbe la métropole sous le joug d'une évidente oppression. (Applau-

28 COBBEN ET LA LOUE,

dissements.) La production des Antilles est tombée de deux à trois millions de quintaux de sucre* Ce n'est pas, comme on Ta dit, une conséquence de l'émancipation des noirs; car quoique nos exportations dans ces îles soient d'abord descendues à 2 millions de livres sterling, elles se sont depuis relevées à 3 millions

et demi. Mais il est absurde que ces Iles prétendent au privilège exclusif d'approvisionner de sucre notre population toujours croissante. Aussi qu'est-il arrivé? Cet approvisionnement s'est considérablement réduit, et tandis qu'il y a vingt ans, la consommation moyenne était de vingt-quatre livres par habitant, elle n'est plus que de quinze livres, ce qui est inférieur à ce qu'on accorde aux matelots et même aux indigents dans les maisons de travail. Veut-on savoir ce que coûte à ce pays le privilège de faire le commerce de l'Ile Maurice? Nous payons le sucre de Maurice 15 diel. plus cher que le sucre étranger que nous pourrions acheter dans les docks de Londres et de Liverpool, ce qui constitue pour nous un excédant de déboursés de 450,000 liv. sterl. par an. En retour nous avons le privilège de vendre à cette colonie pour 50,000 liv. sterl. d'objets manufacturés.— J'arrive à nos possessions des Indes Occidentales. En 1840, nous y avons exporté pour 3,500,000 liv. sterl., et nos importations ont été de deux millions de quintaux de sucre et treize millions de livres de café. Le coût différentiel de ces articles, si nous les eussions achetés ailleurs, nous aurait épargné 2,500,000 liv. sterl. Sur ces bases, il est clair que nous payons aux planteurs des Antilles 2 millions et demi par an le privilège de leur livrer pour 3 millions et demi des produits de notre travail. — Voilà pour quels avantages illusoire nous négligeons nos meilleurs débouchés, nous sacrifions les contrées, où ils existent, et nous nous efforçons ensuite de les remplacer, en poussant par des lois

ou l'acitation anglaise. 29

restrictives et la famine artificielle le peuple de ce pays à l'émigration générale. (Approbation;) Je crains de fatiguer l'attention de rassemblée. (Non, non, continuez.) Si elle me le permet,

je terminerai parla réfutation d'un reproche qu'on a adressé à la Ligue. Quelle que soit Topinlon du moment, la postérité reconnaîtra, j'en suis convaincu, que Tagitation actoele, qui est irréprochable en principe, aura tourné principalement à l'avantage des classes agricoles. Quelle a été la conduite de la Ligue? En a-t-elle appelé aux passions de la multitude? (Non, non.) Tous ses efforts n'ont-ils pas tendu à améliorer l'esprit public, à répandre la lumière parmi les classes laborieuses? N'a-t-elle pas cherché par là à le redresser, à lever et éclairer l'opinion? Ne s'est-elle pas appliquée à encourager les sentiments les plus moraux? Et n'a-t-elle pas cherché son point d'appui dans la classe moyenne, dans cette classe qui est le plus ferme soutien du gouvernement, qui seule a su jusqu'ici faire triompher les grandes réformes constitutionnelles? (Applaudissements.) Quiconque a visité les nations étrangères et a pu les comparer à cette grande civilisation, a sans doute remarqué que ce qui caractérise les habitants de ce pays, c'est le respect, je dirai presque le culte des lois et des institutions, sentiment si profondément enraciné dans le cœur de nos concitoyens. Il a été choqué, sans doute, à l'étranger, de l'absence des sentiments de cette nature. Il ne faut pas douter que ce respect dont les Anglais entourent la constitution ne soit né parmi nous de ce que le peuple possède des pouvoirs et des privilèges, ce qui l'accoutume à respecter les pouvoirs et les privilèges des autres classes. Je crois que le respect que montre le peuple d'Angleterre pour la propriété des classes aristocratiques, est fondé sur cette profonde conviction, que ceux à qui elle est échue en partage ont des devoirs à remplir aussi bien

qu'à exercer. (M. Wilson reprend sa phrase avec beaucoup d'applaudissements répétés. Ces applaudissements se redoublent lorsque le président annonce que la parole est à

M. Fox.)

M. J. W. Fox : L'orateur qui vient de s'asseoir a relevé plusieurs reproches qui ont été adressés à la Ligue et à nos meetings, mais il en a oublié un, savoir, que les arguments que nous apportons à cette tribune n'ont rien de nouveau. J'admets tout ce qui me concerne, la vérité de cette accusation. Je crois que les arguments contre la loi-céréale sont entièrement épuisés, et tout ce que nous devons attendre, c'est que ces vieux arguments se renouvellent aussi longtemps que se renouvellera dans le pays le progrès de la misère et du mécontentement, l'accroissement du nombre des banqueroutes, et l'extension de la souffrance et de la famine* (Bruyantes acclamations). Il n'y a en rien de tout cela aucun élément nouveau contre le monopole, parcequ'on ne saurait rien dire de neuf contre l'oppression et le vol, contre l'injustice infligée à la classe pauvre et dénuée, contre cette législation, plus meurtrière que la guerre et la peste, qui restreint l'alimentation du peuple, et couvre le pays de longs désordres et de tombeaux prématurés* Il n'y a pas de nouveaux arguments, parée que le moment est venu où il faut agir plutôt que parler, et c'est le sentiment profond de cette vérité qui attire vers ces meetings d'innombrables multitudes. C'est l'homme qui soumet à l'aristocratie un problème à résoudre, — problème qui implique tout, ce que la question renferme de nouveauté, — et ce problème est celui-ci : Jusqu'où peut aller la force de l'opinion publique et la résistance du gouvernement : (Acclamations). Ce n'est pas la discussion qui résoudra ce problème; si cela était en son pouvoir, il y a longtemps qu'il serait résolu. La discussion a commencé dans les rues et les

ou l'agitation anglaise. 31

joQrnatx; elle s*e\$ e<mtiiMiée dans des joutes orales; elle â
 été éclairée par les recherches des statistidens et les médita*
 tûMtô deséeQDomistes; elle a fiât péoétrér des convictions pro-
 fondes dans les esprits aussi bien que des sentiments éner* gi-
 ques dans les cœurs, à Végard de ces sinistres intérêts dont la dé-
 tresse publique nerévèle^iue trop la présence. (Applaudisse-
 ments). Je reriendrai pourtant encore sur quelquesHins de ces
 yieux arguments, bien qu'ils se présentent naturellement k qui-
 conque a un peu de logique dans la cervelle. Tauraisvoulu épar-
 gnera nosseigneurs terriens et à leurs orgatoes des objections qui
 les fatiguent S'il leur plaisait de ménager nos poches, nous ména-
 gerions leur attention. (Rires). Hais aussi longtemps qu'ils lève-
 ront une taie sur le pain do peuple , le peuple en lèvera une sur
 leur patience^ (Nouveaux rires et applaudissements). — Les ar-
 guments sont épuisés , dit^ott, mais le sujet ne l'est pas; sans
 cela, que ferions-nous ici ? — Les arguments sont épuisé»! et
 pour-* quoi? parce que le principe de la liberté dn commerce a
 surgi, a surmonté tous les témoignages qu'on a produits contre
 lui. De toutes parts, au-dedans comme au-dehors, ce grand et ir-
 résistible principe a été qpposé à des intérêts de caste. Si TOUS
 considérez nos relations estérieureSi, qu'^ont ftiit les lois cé-
 réales^ si ce n'est provoquer rintmitiéet la guerre? Comme ques-
 tion extérieure, elle a mis en mouvement contre nous, sinon des
 armées, du moins des tarifs hostiles; elle a détruit les reblions
 amicales des gouvernements et ces sentiments de bienveillance et
 de fraternité qui devaient cimenter l'union des peuples. (Aicda-
 mations). Comme question inté^ rienre^ les lois-cépéales flani
 tpie TAngleierre n'est plus Ir pairie des* anglais (appÉAudisse-
 ments prolongés ; les cris de c bravo > retentissent dans tonte

l'assemblée); car, fôier les hommes k s'expatrier , plutdt que de laisser importer

des aliments, n'est-ce pas systématiser la déportation des êtres humains? (Acclamations). L'esprit de cette loi ne diffère pas de ce qui se pratiquait en Angleterre, il y a plusieurs siècles , alors que les seigneurs saxons élevaient de jeunes hommes pour les vendre comme esclaves. Us les exportaient vers des terres lointaines, mais ils les nourrissaient du moins pour accomplir leurs des-seins. Us leur donnaient des aliments afin d'en élever le prix , tandis que les lois céréales affaiblissent le peuple pour élever le prix des aliments. (Bruyantes acclamations ; on agite les chapeaux et les mouchoirs dans toutes les parties de la salle)• — Au point de vue financier, la question est aussi épuisée. Et que faut-il penser d'un chancelier de l'échiquier qui ne s'aperçoit pas qu'anéantir 40 millions de livres sterling au peuple ^ pour l'avantage d'une classe , c'est diminuer la puissance de ce peuple à contribuer aux dépenses nationales. (Approbations). En outre, des états statistiques montrent distinctement qu'on mesure que le prix du blé s'élève, le revenu public diminue. Dans cet état de choses, je plains les personnes qui vivent sans s'émouvoir les souffrances du pays , l'augmentation rapide du nombre des foibles , la diminution des mariages , l'accroissement des décès parmi les classes pauvres, l'extension du crime et de la débauche; oui , ce sont là de vieux arguments contre les lois céréales. Si l'aristocratie en veut d'autres, elle les trouvera sous l'herbe épaisse qui couvre les tombeaux de ceux dont un honnête travail eût dû soutenir l'existence. — Eh quoi ! la charité elle-même est engagée dans la question; car nous ne saurions soulager le pauvre sans payer tribut aux seigneurs, et il n'est pas jusqu'au pain de l'aumône dont ils ne s'adjugent une fraction. Notre gracieuse souveraine a beau ou-

vrir une souscription en faveur des pauvres de Paisley et d'ailleurs, Icnrsque les 100,000

ou i/àgitatioiN anglaise. 33

liv. sterl. seront recueillies, la rapacité de la classe dooit* nante viendra en prélever le tiers ou la moitié; la charité en sera restreinte et bien des infortunes resteront sans soulagement. Cest ainsi que la commisération elle-même est soumise à la taxe, et que des limites sont posées aux meilleurs sentiments du cœur humain. Ce n'est pas là la leçon que nous donne ce livre sacré que les monopoleurs eux-mêmes font profession de révéler. Il nous enseigne à demander « le pain de chaque jour » mais les seigneurs taxent au contraire le pain de chaque jour; le même livre nous montre un jeune homme qui demande ce qu'il doit faire. Et il lui est répondu: « Vendez votre bien et distribuez le aux pauvres. » Mais notre législation prend ce précepte au rebours, car elle procède de ce principe : « Oter au pauvre pour donner au riche. » (Applaudissements.) — Si je vien^^ k considérer la question du côté politique, je dirai que Toppression ne cesse pas d'être oppression pour se cacher sous des formes légales. Un peuple dont le pain est taxé est un peuple esclave, de quelque manière que vous le preniez. La prépondérance aristocratique a passé sur les esprits comme la herse sur le champ vide, et la corruption y a fait germer une ample moisson de votes antipathiques , mais inféodés. C'est donc une question de classes, comme toutes celles qui s'agitent dans ce pays. Mais quelle est la classe d'habitants intéressés au maintien de ces lois? Ce ne sont pas les fermiers, car la rente leur arrache jusqu'au dernier shelling qu'elles ajoutent au prix du blé ! Ce n'est pas la classe ouvrière, puisque les salaires sont arrivés k leur dernière expres-

sion. Ce n'est pas la classe marchande, car nos ports sont déserts et nos usines silencieuses. Ce n'est pas la classe littéraire, car les hommes ont peu de goût à la bonrritare de l'esprit quand le corps est épuisé d'inanition;

eh quoi ! ce ne sont pas même les seigneurs terriens, si ce

n'est un petit nombre d'entre eux qui possèdent racore la propriété nominale de domaines chargés d'hypothèques. Et c'est dans le seul intérêt de ce petit nombre de privilégiés, pour satisfaire & leurs exigences, pour alimenter leur prodigalité que tant de maux seront accumulés sur les masses, et que la valeur même du sol sera ravie à leurs descendants! Et que gagnent-ils à ce système? Ne faut-il pas qu'ils en rachètent les avantages passagers en s'endurcissant le cœur? Car ils sentent bien qu'il ne sera pas en leur pouvoir de détourner les conséquences terribles qui menacent eux-mêmes et le pays, et déjà ils voient les classes industrielles, dont les travaux infatigables et la longue résignation méritaient plus de sympathies, se lever, non pour les bénir, mais pour les maudire. Ils n'échapperont pas toujours aux lois de cette justice distributive qui entrent dans les desseins de l'éternelle Providence. (Applaudissements.)

On dit que la loi-céréale doit être continuée pour maintenir le salaire de l'ouvrier. Mais, comme ce philosophe d'autrefois, qui démontra le mouvement en se prenant à marcher, l'ouvrier répond en montrant son métier abandonné et sa table vide. (Applaudissements.) — On dit encore que nous devons nous rendre indépendants de l'étranger; mais la dépendance et l'indépendance sont toujours réciproques, et rendre la Grande-Bretagne indépendante du monde', c'est rendre le monde indépendant de la Grande-Bretagne. (Bruyantes acclamations.) I^ monopole

isole le pays de la grande famille humaine ; il détruit ces liens et ces avantages mutuels que la Providence avait en vue le jour où il lui plat de répandre tant de diversité parmi toutes les régions da globe. La loi-céréale est une expérience faite sur le peuple ; c'est un défi jeté par l'aristocratie k l'éternelle justice ; c'est un effort pour élever artificiellement la valeur de la propriété

ou L AGITATION ANGLAISE. 35

d*Dii homme aux dépens de celle de son frère. Ceui qui taxent le pain du peuple, taxeraient l'air et la lumière s'ils le pouvaient; ils taxeraient les regards que nous jetons sur la voûte étoilée; ils soumettraient les deux avec toutes les constellations, et la chevelure de Cassiope, et le baudrier d'Orion, et les brillantes Pléiades, et la grande et la petite Ourse au jeu de réchelle mobile. (Rires et applaudissements prolongés.) — On a fait valoir en faveur de la nouvelle loi un autre argument c Elle est jeune, a-t-on dit, expérimentez-là encore quelques temps. » Oh ! l'expérience a déjà dépassé tout ce qae le peuple peut endurer ; ei il est temps que ceux qui la font sachent bien qu'ils assument sur eux, non plus seulement une responsabilité ministérielle, mais, ce qui est plus solennel et plus sérieux, une responsabilité toute personnelle. (Applaudissements prolongés.) La Ligue fait aussi son expérience. Elle est venue de Manchester pour expérimenter {agitation. Il fallait bien que l'expérience des landlords eût sa contre épreuve ; il fallait bien savoir s'ils seront k tous jamais les oppresseurs des pauvres. (Applaudissements.) La Ligue et sir Robert Peel ont, après tout, une cause commune. L'une et l'autre sont les sujets ou plutôt les esclaves de l'aristocratie. L'aristocratie, en vertu de la possession du sol, règne sur la multitude comme sur les majorités parlementaires. Elle commande au peuple et à la législature.

Elle possède l'année, donne la marine à ses enfants, s'empare de l'église et domine la souveraine. Notre Angleterre, c grande, libre et glorieuse » est attelée k son char. Nous ne pouvons nous enorgueillir du passé et du présent, nous ne saurions rien augurer de l'avenir ; nous ne pouvons nous rallier k ce drapeau qui, pendant tant de siècles c a bravé le feu et l'ouragan; > nous ne pouvons exalter cet audacieux esprit d'entreprise qui a promené nos voiles sur toutes les mers; nous

«)6 COBDKiN ET LA LIGI%

ne pouvons faire progresser notre littérature, ni réclamer pour notre patrie ce que Milton appelait le plus élevé de ses privilèges : « enseigner la vie aux nations. » Non, toutes ces gloires n'appartiennent pas au peuple d'Angleterre; elles sontTapanage et comme les dépendances domaniales d'une classe cupide.... La dégradation, Tinsupportable dégradation, sans parler de la détresse matérielle, qu'il faut attribuer k la loi-céréale, est devenue horrible, intolérable. C'est pourquoi, nous, ceux d'entre nous, qui appartiennent à la métropole, nous accueillons avec transport la Ligue au milieu de nous; nous devenons les enfants, les membres de la Ligue; nous vouons nos cœurs et nos bras à la grande œuvre; nous nous consacrons k elle, non point pour obéir k l'aiguillon d'un meeting hebdomadaire, mais pour faire de sa noble cause le sujet de nos méditations journalières et rob}et de nas infatigableseilbrts. (Bruyantes acclamations.) Nous adoptons solennellement la Ligue; nous nous engageons k elle comme k un e<K venant religieux (applaudissements enthousiastes) ; et nous jurons par celui qui vit dans tous les siècles des siècles, que la loi-céréale, cette insigne folie, cette basse injustice, cette atroce iniquité, sera radicalement abolie. (Tonnerre d'applaudissements.

L'assemblée se lève d'un mouvement spontané. Les mouchoirs et les chapeaux s'agitent pendant longtemps.)

M. GiSBORifE succède à M. Fox.

Le Président : Avant de donner la parole à M. Cobden, je dois informer l'assemblée qu'à roccasion du dernier débat du parlement , des pétitions nombreuses sont parvenues à l'honorable Gentleman , celle de Bristol étant revêtue de quatorze mille signatures.

M. CoBDBN : Après les remarquables discours que vous

ou L AGITATION AN(;JLAISË. 37

venez d'entendre , et quoique je sois un vieux praticien de semblables meetings, je dois dire que je n'en ai jamais entendu qui les aient surpassés; après le discours si philosophique de M. Wilson , réioquence émouvante de M. Fox , ringénieuse et satirique allocution de mon ami « M. Gisborne , il eût mieux valu , sans doute, et j'aurais désiré que vous eussiez été laissés k vos méditations; mais l'autorité de votre président est absolue, et, si je lui cède, c'est qu'elle constitue la meilleure forme de gouvernement, le despotisme infaillible. (Rires)

Il est difficile , après ce que vous venez d'entendre, de dire quelque chose de neuf sur le sujet qui bous occupe ; mais M. Wilson a parlé d'émigration. C'est une question qui se lie aux lois-céréales , et cette connexité n'est pas nouvelle, car chaque fois que le régime restrictif a jeté le pays dans la détresse, on n'a jamais manqué de dire : a transportez les hommes au loin. > Cela fut ainsi dans les années 1819, 1829 et 1839. C'est encore ainsi en 1845» A toutes ces époques, on entendit la même clameur : c Dé-

faisons-nous d'une population surabondante. » — Les bœufs et les chevaux maintiennent leur prix sur le marché; mais quant à l'homme, cet animal surnuméraire, la seule préoccupation de la législation paraît être de savoir comment on s'en débarrassera, même à perte. (Approbation). Je vois maintenant que les banquiers et les marchands de Londres commencent aussi à se montrer. Ils ne sont plus les froids et apathiques témoins de la misère du pays, et les voilà qui se [H-é]seotent avec un plan pour la soulager. Ils proposent une émigration systématique opérée par les soins du gouvernement. Mais qui veulent-ils expatrier? Si l'on demandait qu'elle est la classe de la cornmunaaté qui contient le plus grand nombre d'êtres inutiles, il ne faudrait certes pas aller les chercher dans les rangs in-

férieurs. (Écoutez I écoutez!) — Je demandais k on gentleman, signataire de la pétition, si, par hasard, les marchands avaient dessein d'émigrer. — Oh ! non ; aucun de nous, me répondit-il. — Qui donc voulez-vous renvoyer? hii demandai-je. — Les pauvres, ceux qui ne trouvent pas d'emploi ici. — Mais ne vous semble-t-il pas que ces pauvres devraient au moins avoir une voiidans la question? (Écoutez !) Ont-ils jamais pétitionné le parlement pour qu'Ml les fit transporter? (Écoutez !) A ma connaissance, depuis cinq ans, cinq millions d'ouvriers ont présenté des pétitions, pour qu'on laissât les aliments venir à eux, mais je ne me souviens pas qu'ils aient demandé une seule fois k être envoyés vers les aliments. (Écoutez!) Les promoteurs de ce projet s'imaginent-ils que leurs compatriotes n'ont aucune valeur? Je leur dirai ce qu'on en pense aux États-Unis. J'ai lu dernièrement, dans les journaux de New-York, un document qui établit que, tout Anglais qui débarque sur le sol de l'Union, y porte une valeur intrinsèque de 2,000 dollars. Un nègre s'y vend 1,000 déliais. Ne pensez-vous

pas qu'il vaut mieux garder notre population, quia une valeur double de toute autre, à nombre égal? Ne vaut-il pas mieux que l'Angleterre conserve ses enfants pour l'enrichir et la défendre , plutôt que de les expatrier ? Hais on dit : c Ces pauvres tisserands! (tant on a de sympathie pour les pauvres tisserands) certainement il faut les renvoyer. » — Mais qu'en disent les tisserands eux-mêmes ? — ^Yoici H. Symons, commissaire intelligent, qui a été chargé de faire une enquête sur la condition des ouvriers. Il rapporte leur avoir fréquemment demandé s'ils étaient favorables au système de l'émigration, et qu'ils ont constamment répondu : c II serait bien plus simple et bien plus raisonnable de porter les aliments vers nous, que de nous porter vers les aliments. » (Applaudissements). Car, pourquoi expatrier le

ou l'agitation anglaise. 30

peuple? quel est le bat de cette nieseire ? C'est Uttéralement pour le nourrir; il n'y a pas d'autre raison de le jeter sur des plages étrangères. — Mais recherchons un moment la possibilité pratique de ce système d'émigration. Nous sommes dans une période de détresse accablante; dans quelle mesure l'émigration pourrait-elle y remédier ? Et d'abord, comment transporter an million et demi de pauvres k travers les mers? Consultez l'histoire; iait-elle mention qu'aucun gouverne* ment., quel que puissant qu'il fût , ait jamais fait traverser l'Océan à une armée de cinquante mille hommes ? Et puis , que ferez-vous d'un million et demi de pauvres, dans le Canada, par exemple? Même en Angleterre, malgré Taccumulation des capitaux et des ressources de dix siècles, vous trouvez que les maintenir est déjà une charge assez lourde. Qui donc les maintiendra au Canada ? Ceux qui

s'adressent à Sir Robert Peel imagineot-ils qu'il soit possible de jeter sur une terre déserte une population succombant sous le poids d'aune détresse invétérée , sans apporter sur cette terre le capital par qui cette population sera employée ? Si vous transportez dans de vastes solitudes une population nombreuse , elle doit comprendre tous les éléments de société et de vie qui la compose dans la mère-patrie. Vous voyez bien qu'il vous faudra transporter en même temps des fermiers ^ des armateurs , des fabricants et même des banquiers. (Applaudissements prolongés. qui ne nous permettent pas de saisir la fin de la phrase). N'est-il pas déplorable de voir dans cette métropole proposer de tels remèdes k de telles souffrances? Je crois apercevoir devant moi quelques-uns des signataires de la pétition, et je m'en réjouis; ce sera peut-être l'occasion d'imprimer une autre direction à l'esprit de la cité de Londres. (Écoutez 1) Ces messieurs ont été circonvenus. Ainsi que je l'ai dit souvent, tout se fait moutonière-

ment dans cette cité. Il semble que ses habitants ont renoncé k penser par eux-mêmes. Si j'avais k faire prévaloir quel* que résolution , comment pensez-vous que je m'y prendrais) Je m'adresserais à M. tel , puis k M. tel , et quand j'aurais une demi-douzaine de signatures les autres viendraient k la la file. Personne ne lirait le mémoire , mais chacun le signerait. (Rires et cris : Oui cela ce ferait ainsi). — Je dois quelques mots d'avis k ceux de mes amis, parmi les membres de la Ligue , qui ont attaché leur nom k cette pétition. Qu'ils se donnent la peine de remonter k sa source , qu'ils recherchent quels en sont les principaux colporteurs. Ne sont-ce point des armateurs habitués k passer avec le gouvernement des contrats de transport ? des propriétaires de terres dans le Canada, ou des actionnaires dans les spéculations onéreuses de la Nouvelle-Zélande ou de la Nouvelle-Galles du sud? Oh! lais-

sons-les suivre leur plans tant qu'ils ne font des dupes que parmi les monopoleurs. Mais je tiens à voir les membres de la Ligue passer pour des hommes trop avisés pour tomber dans ces pièges grossiers. Oh ! comme le gouvernement et les monopoleurs se riraient de nous , si nous leur apportions ce moyen de diversion, ce prétexte pour ajourner l'affranchissement du commerce! Sans doute, sir Robert Peel , qui , vous le savez , est un admirable tacticien, ne se ferait pas personnellement le patron de la pétition, mais avec quel empressement ne saisirait-il pas cette excellente occasion de venir dire : c Je suis forcé de reconnaître que « la question est grave, entourée de grandes difficultés et » qu'elle exige , de la part du gouvernement de Sa Majesté ,

< une prudente réserve (rire général); quelles que soient

< mes vues personnelles sur ce sujet, on ne peut s'empêcher d'admettre qu'une proposition de cette nature , éma-

< née du corps respectable des banquiers et négociants de

c cette vaste métropole, mérite une considération lentement c mArîe, laquelle ne lui manquera pas. » (L'orateur excite les applaudissements et les rires de toute l'assemblée par la manière heureuse dont il contrefait la pose, les gestes et jusqu'à Torgane du très honorable baronnet à la tête du gouvernement). Qui sait alors si la Chambre ne se formera pas en comité, et ne nommera pas un commissaire pour rechercher lentement jusqu'à quel point l'exportation des hommes est praticable et peut suppléer à l'importation du blé? quelle joie pour les monopoleurs! Je suis bien sûr que la moitié des pétitionnaires ont donné leurs signatures sans en connaître la portée.

Il y a d'ailleurs à ce système d'émigration systématique par les soins du gouvernement , un obstacle auquel ses promoteurs n'ont probablement pas songé; c'est que le peuple ne consentira pas à se laisser transporter. Je puis dire du moins que les habitants de Stockport (^), quoiqu'arrivés au dernier degré de misère, seraient unanimes pour répondre : c Nous savons trop bien ce qu'est la tendre clémence du gouvernement chez nous pour nous mettre k sa merci de l'autre côté de l'Atlantique. » (Applaudissements). Je n'ai aucune objection à faire contre l'émigration volontaire. Dans un pays comme celui-ci, il y a toujours des hommes que leur goAt ou les circonstances poussent vers d'autres régions. Mais l'émigration , lorsqu'elle provient de la nécessité de fuir la famine légale^ c'est de la déportation et pas autre chose. (Bruyantes acclamations). Si Ton venait vous raconter qu'il existe une lie dans TOcéan PaciOque , à quelques milles du continent, dont les habitants sont devenus les esclaves d'une caste qui s'empara du sol il y a quelque sept siècles; si l'on

(')} M. Cobden représente au Parlement la ville de Stockport.

VOUS disait quecette caste fait des lois pour empêcher le peuple de manger autre chose que ce qui plaît au conquérant de lui vendre; si Ton ajoutait que ce peuple est devenu si nombreux que le territoire ne suffit plus k sa subsistance, et qu'il est réduit à se nourrir de racines; enfin, si Ton vous apprenait que ce peuple est doué d'une grande habileté, qu'il a inventé les machines les plus ingénieuses , et que néanmoins ses maîtres l'ont dépouillé du droit d'échanger les produits de son travail contre des aliments; si ces détails vous étaient rapportés par quelque voyageur philanthrope , par quelque missionnaire récemment arrivé des mers du Sud , et a'il concluait enfin en vous annonçant que la caste domi-

nante de cette île s'apprête à en transporter l'habile et industrielle population vers de lointaines et stériles solitudes, que diriez-vous, habitants de Londres? que dirait-on à Eider-Hall(^), dans cette enceinte dont l'usage a été refusé à la Ligue? (Honte! honte!) Oh! Exeter-Hall retentirait des cris d'indignation de ces philanthropes dont la charité ne s'exerce qu'aux Antipodes !, on verrait la foule des dames élégantes tremper leurs mouchoirs brodés des larmes de pitié, et le clergé appellerait le peuple à souscrire pour que des flottes anglaises aillent arracher ces malheureux aux mains de leurs oppresseurs ! (Applaudissements). Mais cette hypothèse, c'est la réalité pour nos compatriotes! (Nouveaux applaudissements). Rendez au peuple de ce pays le droit d'échanger le fruit de ses labeurs contre du blé étranger, et il n'y a pas en Angleterre un homme, une femme ou un enfant qui ne puisse pourvoir à sa subsistance et jouir d'autant de bonheur sur sa terre natale, qu'il en pourrait trouver dans tout autre pays sur toute la surface de la terre.

(^) C'est la salle où se tiennent les assemblées de l'Association pour la propagation des missions étrangères.

ou L'AGITATION ANGLAISE. 43

Mais puisqu'il s'agit de plans, j'en ai aussi un à proposer aux monopoleurs-gouvernants. — Qu'ils laissent les manufacturiers travailler en entrepôt^ qu'ils mettent la population du Lancastre en entrepôt; — non pour qu'elle échappe aux contributions dues à la reine, — non, nous ne voulons pas soustraire un farthing au revenu public, — mais qu'ils tirent un cordon autour du Lancastre, afin que le duc de Buckingham soit bien assuré qu'aucun grain de cet infâme blé étranger ne pénètre dans le Cheshire et le Buckinghamshire. Là, les émigrés travailleront à nos entrepôts

payant exactement leur subside k la reine, mais affranchis des exactions des monopo- JeQrsol7garques. Siron nous permet de suivre ce plan, nous ne serons pas embarrassés pour obtenir des subsistances abondantes pour la population du Lancastre quelque dense qu'elle soit, et bien loin de redouter de la voir s'augmenter, nous la verrons avec joie croître de génération en génération. Le plan que je propose, au lieu de dissoudre le lien social, donnera de l'emploi et du bien-être k tous; il montrera combien réagirait sur le commerce intérieur un peu d'encouragement donné au commerce extérieur par l'admission du blé étranger. Cela ne vaut-il pas mieux que d'expatrier les hommes?

Mais la question a encore des aspects moraux qu'il est de votre devoir d'examiner. L'homme, a-t-on dit, est de tous les êtres créés le plus difficile k déplacer du lieu de sa naissance; L'arracher k son pays est une tâche plus lourde que celle de déraciner un chêne (Applaudissements). Oh l les signataires de la pétition se sont-ils jamais trouvés au dock de Ste-Catherine au moment où un des navires de l'émigration s'apprêtait k entreprendre son funèbre voyage? (Écoutez!) Ont-ils vu les pauvres émigrants s'asseoir pour la dernière fois sur les dalles du quai, comme pour s'attacher jusqu'au moment suprême k cette terre où ils ont reçu le jour ? (Écoutez ! écou*

tez !) Avez-vous considéré leurs traits ? Oh ! vous n*avez pas eu k vous iaformer de leurs émotions, car leur coeur se peignait sur leur visage ! Les avez-vous vu prendre congé de leurs amis ? Si vous Taviez vu, vous ne parleriez pas légèrement d'un système d'émigration forcée. Pour moi y j*ai été bien des fois témoin de ces scènes déchirantes. J'ai vo des femmes vénérables disant a leurs enfants un éternel adieu! J*ai vu la mère et Taïeule se dis-

puter la dernière étrante de leur fils. (Acclamations). J'ai vu ces navires de Témigration abandonner la Mersey pour les États-Unis ; les yeux de tous les proscrits se tourner du tillac vers le rivage aimé et perdra pour toujours, et le dernier objet qui frappait leurs avides regards , alors que leur terre natale s'enfonçait à jamais dans les ténèbres, c'étaient ces vastes greniers, ces orgueilleux entrepôts (véhémentes acclamations) où, sous la garde, — j'allais dire de notre reine , — mais non — sous la garde de l'aristocratie, étaient entassés comme des montagnes, des substances alimentaires venues d'Amérique, seuls objets que ces tristes exilés allaient chercher au-dehors des mers. (Applaudissements enthousiastes). Je ne suis pas accoutumé à faire du sentiment ; on me dépeint comme un homme positif^ comme un homme d'action et de faits, étranger aux impulsions de l'imagination. Je raconte ce que j'ai vu. J'ai vu ces souffrances, oui, et je les ai partagées? et c'est nous, membres de la Ligue, nous qui voulons aider ces malheureux à demeurer en paix auprès de leurs foyers, c'est nous qu'on dénonce comme des gens cupides, comme de froids économistes! Quelles seraient vos impressions si un vote du Parlement vous condamnait à l'émigration, non point à une excursion temporaire, mais à une éternelle séparation de votre terre natale) Rappelez-vous que c'est là, après la mort, la plus cruelle pénalité que la loi inflige aux criminels ! Rappelez-vous aussi

OO L'AGITATION ANGLAISE. 45

que les classes populaires ont des liens et des affections comme les autres, et peut-être plus intimes ; et si vous ressentez au cœur ces vives impressions, que le cri qui a provoqué le gouvernement à organiser l'émigration soit comme un tocsin qui rallie tous vos efforts contre cette cruelle calamité. (Applaudisse-

ments). Je terminerai en répétant que vous ne devez pas venir ici comme k un lieu* de diversion. Uobjet que nous avons en vue réclame des efforts personnels, énergiques et persévérants. Parler sert de peu , et j*aurais honte de paraître devant vous, si la parole n^était pas le moindre des instruments que j'ai mis au service de notre cause. (Applaudissements). On a dit que c'était ici Fagitation de la classe moyenne. Je n'aime pas cette définition , car je n'ai pas en vue l'avantage d'une classe , mais celui de tout le peuple. Que si, cependant, c*est ici l'agitation de la classe moyenne, je vous abjare de ne pas oublier ce qu'est cette classe. C'est elle qui nomme les législateurs ; c'est elle qui soutient la presse. Il est en son pouvoir, de signifier sa volonté au paiement; il est en son pouvoir, et je l'engage à en user , de soutenir cette portion de la presse par qui elle est soutenue. (Acclamations véhémentes). Faites cela, et vousdétoumerez la nécessité de transporter sur des terres lointaines la plus précieuse production des domaines de Sa Majesté : le peuple; faites cela , et le peuple vivra en paix et en joie k l'ombre de sa vigne et de son figuier, sans qu'aucun homme ose rafiliger.(Véhéinentes acclamations).

Le président, en proposant un vote de remerctment envers les orateurs, saisit cette occasion pour engager les assistants à propager dans tout le pays les journaux qui contiendront le compte-rendu le plus fidèle du présent meeting.

MEETING HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE

8 avril 1845.

L'assemblée est aussi nombreuse qu'aux séances précédentes, et nous n'y avons jamais remarqué autant de dames. L'attention soutenue prêtée aux orateurs , l'ordre et la décence qui régissent dans toutes les parties de la salle , témoignent que la Ligue agit avec calme, mais avec efficacité sur l'esprit de cette métropole.

Nous avons remarqué sur l'estrade MM. Yilliers, Gibson, Hume, Gobden, Ricardo, le cap. Plumridge, Malcuff, Sholefield, Holland, Bowring , tous membres du Parlement; Moore, Heyworth, l'amiral Dundas, Pallison, etc., etc.

Le président, M. Georges Wilson, en ouvrant la séance, annonce que plusieurs meetings ont été tenus sur divers points du territoire; un à Salford, présidé par le premier officier de la municipalité; un autre à Doncastre où plusieurs propriétaires du voisinage se sont fait entendre. Dans tous les deux, des résolutions ont été prises contre le monopole. Vendredi dernier, un meeting a eu lieu à Norwich , auquel assistait une députation de la Ligue, composée du col. Thompson, de M. Moore et de M. Gobden. Plus de 4,000 personnes assistaient à cette réunion , et les applaudissements dont elles ont salué la députation témoignent assez de leur sympathie pour notre cause. Samedi , un autre meeting, spécialement destiné à la classe des agriculteurs, a été tenu dans la même ville avec l'assistance

oo l'agitation anglaise. 47

de la même députation. Aucun murmure de désapprobation , aucune parole hostile ne se sont fait entendre ('). A la fin de la séance, le célèbre philanthrope, M. John-Joseph Gurney de Norwich a incité le peuple à mettre de côté tout esprit de parti , toutes préventions politiques , et de ne voir dans cette cause

qu'une question de justice et d'humanité. (Applaudissements). Le président se félicite de voir aussi l'Irlande entrer dans le mouvement. La semaine dernière un grand meeting a eu lieu à Newtownards, sur la propriété de lord Londonderry. (Bruyante hilarité). Faute d'un local assez vaste, la réunion a eu lieu en plein air, malgré la rigueur du temps. — Quelqu'importantes que soient ces grandes assemblées, la Ligue n'a pas négligé ses autres devoirs. Les professeurs d'économie politique ont continué leurs cours. Dès l'origine la Ligue a senti combien il était désirable qu'elle concourût de ses efforts à l'avancement d'un bon système d'éducation libérale. Elle aspire à se préparer, pour l'époque où elle devra se dissoudre, d'honorables souvenirs, en guidant le peuple dans ces voies d'utilité publique qu'elle a eu le mérite d'ouvrir. On l'a accusée d'être révolutionnaire; mais les trois quarts de ses dépenses ont pour but la diffusion des saines doctrines économiques. Si la Ligue est révolutionnaire, Adam Smith et Ricardo étaient des révolutionnaires, et le bureau du commerce (board of trade) est lui-même rem*

(•) On conçoit qu'en Angleterre c'est la classe agricole qui s'oppose à la liberté des échanges, comme en France la classe manufacturière.

pli de révolutionnaires (^). (Approbation). Ce n'est pas ses propres opinions, mais les opinions de ces grands hommes, que la Ligue s'efforce de propager; elles commencent à dominer dans les esprits et sont destinées à dominer aussi dans les conseils publics, dans quelques mains que tombe le pouvoir et les portefeuilles. — Il faut excuser les personnes que leur intérêt aveugle sur la question du monopole; mais il est pénible d'avoir à dire que, dans quelques localités, le clergé de l'Église établie n'a pas

craint de dégrader son caractère en maudissant les écrits de la Ligue auxquels il n'a ni le talent ni le courage de répondre {"). (Bruyantes acclamations). Le doyen de Hereford a abandonné la présidence de la société des ouvriers^ parce que l'excellent secrétaire de cette institution avait déposé dans les bureaux quelques exemplaires de notre circulaire contre la taxe du pain {hresid'i^x). M. le doyen commença bien par offrir la faculté de retirer le malencontreux pamphlet, mais le secrétaire ayant préféré son devoir à un acte de courtoisie envers le haut dignitaire de l'Église, il en est résulté que la circulaire a resté et que c'est

(') Le Board of trade est une sorte de ministère du commerce. Son président est membre du cabinet. *— C'est dans ce bureau, c'est grâce aux lumières de ses membres, MM. Porter, Deacon Hume, M. Grégor, que s'est préparée la révolution douanière qui s'accomplit en Angleterre. Nous traduisons à la fin de ce volume le remarquable interrogatoire de M. Deacon Hume, sur lequel nous appelons l'attention du lecteur.

(*) Le clergé d'Angleterre se rattache au monopole par la loi. Il est évident que plus le prix du blé est élevé, plus la loi est lucrative. 11 s'y rattache encore par les liens de famille qui l'unissent à l'aristocratie.

ou l'agitation anglaise, à ii

le doyen qui est sorti« (Rires)4 J'ai devant moi une lettre authentique qui établit un cas plus grave. Dans un bourg de Norfolk, un gentleman avait été chargé de faire parvenir^ par l'intermédiaire du sacristain, quelques brochures de la Ligue au curé et à la noblesse du voisinage. Le sacristain dépose ses brochures sur la table du vestiaire; mais lorsque le ministre entra pour revê-

tir sa robe, il s'en empara, les porta à l'église et en fit le texte d'un discours violent, où il traita les membres de la Ligue d'assassins (éclats de rires), ajoutant qu'un certain Cobden (on rit plus fort) avait menacé Sir Robert Peel d'être assassiné s'il ne satisfaisait aux vœux de la Ligue ; après quoi il fit brûler les brochures dans le poêle, disant qu'elles exhalaient une odeur de sang. (Nouveaux rires). Je conviens qu'une telle conduite mérite plus de compassion que de colère, compassion pour le troupeau confié à la garde d'un tel ministre, compassion surtout pour le ministre lui-même qui demandée son Créateur « le pain de chaque jour j » avec un cœur fermé aux souffrances de ses frères ; pour un ministre qui oublie à ce point la sainteté du sabbat et la majesté du temple, que de convertir le service divin en diffamation et le sanctuaire en une scène de scandale (^). — La parole sera d'abord à M. Joseph Hume, cet ami éprouvé du peuple. Vous entendrez ensuite M. Brotherton et Gibson. Nous comptons aussi sur la coopération de M. Bright,

(') J'ai conservé ces détails comme peinture de mœurs et aussi pour faire connaître la chaleur de la lutte, et l'esprit des diverses classes qui y prennent part.

tiinis H ^ifMi râmedi à NoltiigbâMf «C ^Durham |iour pi^endré part, d^Aâ rntérâi^ ki liberté do Minmerce, aux luttes éieclorâriefi de ces bourgs.

M. Hume se lève aïï bruit d'acotârtiacionfi proioogées. Lorsque le sîteiVce* est rétabli il s'exprime en ces termes :

le suis venu k ce meeliug pour écouler et non pour parler* ; mais le comité a fitit un appel à mon zèle, et ne pouvant comme d'autres alléguer le prétexte de rinhabîitude(') (rires), l'ai 4û

m'exécuter malgré mou insuffisance. Cest avec plaisir que j'obéis, car je me rappelle un temps, qui n'est pas très éloigné, où les opinions aujourd'hui généralement adoptées, non-seulement au sein de la communauté, mais encore parmi les ministres de la couronne, étaient pour eux vivement controversées. Mais ces hommes autrefois opposés à la liberté du commerce, reconnaissent enfin l'exactitude des doctrines de la Ligue, et c'est avec une vive satisfaction que j'ai récemment entendu tomber de la bouche de M. Hume les paroles suivantes : « Le principe du libre échange est le principe de la prospérité nationale. » (Ainsi, les déclarations de M. Hume sur le libre échange sont tout à fait nouvelles). Je l'ai vu se prononcer sous des auspices bien différents de ceux qui auraient pu m'y accompagner à l'époque à laquelle je fais allusion. Il y a quelque quarante ans que je fis une motion devant une assemblée composée de six cent cinquante-huit gentlemen (rires. Écoutez, écoutez) qui n'étaient pas des hommes ignorants ou illettrés,

(*) On sait qu'au Parlement M. Hume est toujours sur la brèche. Il n'hésite rarement à passer un article du budget des dépenses sans demander une économie.

(*) Ce mot est de sir James Orkney, ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur.

ou l'agitation anglaise. 54

Il est évident, d'ailleurs, que les moins censés connaissent leurs devoirs envers eux-mêmes et envers le pays. Je proposai à ces six cent cinquante-huit gentlemen de retoucher la loi électorale, de telle sorte que l'échelle mobile fût graduellement transformée en droit fixe, et que le droit fixe fût placé en définitive à la liberté absolue. (Applaudissements). Mais sur ces six cent cinquante-

huit gentlemen, quatorze seulement me soutinrent (Écoutez, écoutez). Chaque année, depuis lors, des efforts ont été tentés par quelques-uns de mes collègues, et il est consolant d'observer que chaque année aussi notre grande cause gagne du terrain. Je suis fâché de voir que les Lords et ceux qui vivent sous leur dépendance, persistent à ne considérer la question que par le côté qui les touche. Les membres d'entre eux font partie de la législature, et, se plaçant à leur point de vue {personnel, ils ont fait des lois dont le but avoué est de favoriser les intérêts privés sans égard à l'intérêt public. C'est une violation des grands principes de notre constitution, qui veut que les lois embrassent les intérêts de toutes les classes. (Approbation). Malheureusement la chambre des communes ne représente pas les opinions de toutes les classes. (Approbation). Elle ne représente que les opinions d'une certaine classe, celle des législateurs eux-mêmes, qui ont fait tourner la puissance législative à leur propre avantage, au détriment du reste de la communauté. (Applaudissements). Je voudrais déplorer ces hommes, qui ont plus que tous autres les moyens de se protéger eux-mêmes, comment ils peuvent, sans que leur conscience soit troublée, voter sur leur budget un paillard énorme après avoir fait des lois, tellement injustes et oppressives, qu'elles vont jusqu'à priver de moyens d'existence {certains millions de leurs frères. (Applaudissements). C'est un tel principe que j'ai toujours plaidé la justice-

tion, et voici la seule réponse que j'ai pu obtenir : « Si nous croyions mal agir, nous n'agirions pas ainsi. » (Rires). Vous riez. Messieurs, et cependant je puis vous assurer qu'il y a beaucoup de personnes, et même de personnages qui sont si ignorants des plus simples principes de l'économie politique, qu'ils n'hésite-

raient pas venir répéter cette assertion devant la portion la plus éclairée du peuple de ce pays. Hais une lumière nouvelle s'est levée à l'horizon des intelligences, et il y a des signes dans les temps capables de réveiller ceux-là même qui sont les plus attachés à leurs sordides intérêts. (Applaudissements). Il est temps qu'ils regardent autour d'eux et qu'ils s'aperçoivent que le moment est venu où en toute justice la balance doit enfin pencher du côté de ceux qui sont pauvres et dénués. — L'état de détresse qui pèse sur le pays est la conséquence d'une injuste législation ; c'est pour la renverser que nous sommes unis, et j'espère qu'en dépit de la calomnie, la Ligue ne tardera pas à être considérée comme l'une la plus éclairée de l'humanité* Cette grande association, j'en ai la confiance, se montrera supérieure aux traits qu'il plaira à la malignité de lui infliger; elle apprendra, comme une longue expérience me l'a appris à moi-même, que plus elle se tiendra dans le sentier de la justice, plus elle sera en but à la persécution. (Applaudissements). Lorsqu'il m'est arrivé que quelque portion de la communauté m'a assailli par des paroles violentes, ma règle invariable a été de considérer attentivement les imputations dirigées contre moi. — Si je leur avais trouvé quelque fondement, je me serais empressé de changer de conduite. Dans le cas contraire, j'y ai vu une forte présomption que j'étais dans le droit sentier et que mon devoir était d'y rester. Je ne puis que conseiller à la Ligue de faire de même. Vous êtes noblement entrés dans cette grande entreprise ; vous n'avez épar-

ou l'agitation anglaise. 53

gné ni votre argent, ni votre temps; vous avez fait pour le triomphe d'une noble cause tout ce qu'il est humainement possible de faire, et le temps approche où le succès va couronner vos

généreux efforts. (Applaudissements). C'est une idée très répandue que les intérêts territoriaux font la force de ce pays; mais les intérêts territoriaux puisent eux-mêmes leur force dans la prospérité du commerce et des manufactures, et ils commencent enfin à comprendre ce qu'ils ont gagné à priver le travail et l'industrie de leur juste rémunération. L'ouvrier ne trouve plus de salaire; les moyens d'acquiescer les produits du sol lui échappent: de là, ces plaintes sur l'impossibilité de vendre le bétail et le blé. La souffrance pèse en ce moment sur les dernières classes, mais elle gagne les classes moyennes, elle atteindra les classes élevées, et le jour, peu éloigné, où celles-ci se sentiront froissées, ce jour-là elles reconnaîtront qu'un changement radical au présent système est devenu indispensable. (Approbation). En me rappelant ce qui s'est passé aux dernières élections générales, je ne puis m'empêcher de remarquer combien le peuple s'est égaré, lorsqu'il a cru, en appuyant les monopoleurs, soutenir les vrais intérêts du pays. Les défenseurs de la liberté du commerce voient aujourd'hui avec orgueil que ceux-là même qui les accusaient d'être des novateurs et qui combattaient la doctrine du libre échange, ne sont pas plutôt arrivés au pouvoir, qu'ils se sont retournés contre leurs amis pour devenir les champions de nos principes. (Applaudissements). Tout ce que je leur demande, c'est de suivre ces principes dans leurs conséquences. Il n'y a pas un homme dans la chambre des communes ni dans toute l'Angleterre, plus capable que sir Robert Peel d'exposer clairement et distinctement les doctrines qui devraient régir notre commerce, et qui sont les mieux calculées pour promouvoir les intérêts

et la prospérité de ce pays. (Marques d'approbation). Le très honorable baronnet a fait un pas dans cette voie, mais ce n'est qu'un pas. Il s'attarde et s'allanguit sur la route, sans doute

parce que son parti ne lui permet pas d'avancer. Il a proclamé le principe, il ne lui reste qu'à l'approuver pour assurer au pays une paix solide et une prospérité durable. (Applaudissements). — Il y a un grand nombre de personnes bien intentionnées qui ne peuvent comprendre pourquoi une telle forme commerciale est plus urgente aujourd'hui qu'à des époques antérieures. Les fermiers s'imposent qu'on obtienne, parce que au temps de la guerre, ils ont obtenu des prix élevés en même temps que les fabriques réalisaient de grands profits, il ne s'agit que d'avoir encore la guerre pour ramener et ces prix et ces bénéfices. Cette illusion existe même parmi quelques manufacturiers; dans les classes agricoles elle est presque universelle; mais il est aisé d'en montrer l'inanité. Si les circonstances étaient les mêmes qu'à ces époques qui ont précédé 1815, elles amèneraient sans doute les mêmes résultats. Bien heureusement, sous ce rapport du moins, la situation de l'Angleterre a tellement changé, qu'il est impossible que des conséquences semblables découlent d'une législation identique. Pendant la guerre qui a rempli ce quart de siècle qui s'est terminé en 1815, il n'y avait pas de manufactures sur le continent, et à la paix, l'Angleterre qui était en possession de pourvoir tous les marchés du monde, put maintenir pour un temps les hauts prix occasionnés par la guerre. C'est ce qu'elle fit, malgré que le prix des aliments fût alors plus élevé de 50 p. 100, dans ce pays que partout ailleurs. Mais quel est l'état actuel des choses? La paix règne en Europe et en Amérique, et la population s'y partage entre l'industrie et l'agriculture. Elle rivalise, sur les marchés avec le fabricant anglais, et à moins que celui-ci ne puisse

établir les mêmes prix, il toi est impossible de soutenir la coD-Gimeiee. Que veut-il donc quand il demande fabrogation des lois restrictives ? U vem que les ports de TAngletefre soient ouverts ans denrées du monde entier, afin qu'elles s*]r vendent a leur prii naturel, et que les Anglais soïenft placés sur le même pied que toutes les atttoea nations. Gsfà^ gne&vQus qu k ces conditioos le génie industriel, le capital et ractivité de la Grande-Bretagne aienft rien k redonlarT (Acclamations). Vos acclamations répondent, Nm. Ne nous lassons donc pas de réclamer la liberté du cosHnerce» — J'adresaerai maintenant quelques paroles k cens qui jouissent du privilège d*envoyer des représentiatB au Parlement. Une grande responsabilité pèse snreui ; car ils ne doivaat pas oublier que le mandat qu'ils confirent dure sept ans, et pendant ce temps , quelles que soient leurs souffrances , fiktee une ruine totale, ils ne peuvent plus rien povr eux^némes. C'est Ik un gfava sujet de réflMions pour tous les électeurs. Tous sont intéfossék voir le paysilorissant, et cen'est certes pas son état actuel. Le seul moyen d'y arriva, c'est d'ouvrir nos ports k toutes tes marchandises du monde. Je pourrais nommer plusieurs nations dont les produits nous convien*nent : je n'en dterai qu'une. A un meeting tenu ep septembre dernier, sous la présidence du duc de Rutbland^ M. Bverett, ministre plénipotentiaire do l'Union^Américaioe , fut appelé k prendre la parole , et il dit en sobsiantee : c Mon pays^ dé- € sire échanger ses produits contre les véties. Vous avea c beaucoup d'objets qui lui manquent, et il a pour voqs € payer des marchandises qui encombrent ses quais, jusqufl^ • € ce point qu'on a été obligé de se servir desalaisons^comm^ c de combustiMOic » (Et en eflbt un citoyen des États-Unis m'a confirmé qu'il y avait sur les quais de laNou-

ville-Orléans des amas de sateisons qu'on pourrait vendre k 6 deniers la

56 € OBDEN ET LA LTGUE,

Hirre, et qo'on employait en guise de charbon , à bord des bateaux k vapeur), c Nous avons, ajoutait M. Everett, do c Mé qui pourrit dans nos magasins , et nous manquons c de yétements et d'instruments de travail. » Qui s'oppose k réchange de ces choses? le gouTomement britannique : ce que nous réclamons, c'est cette liberté d'éohanges avec le monde entier. Chaque climat, chaque peuple a ses productions spéciales. Que toutes puissent librement arriver dans ce pays, pour s'y échanger contre ce qu'il produit en surabondance, et tout le monde y gagnera. Le manufacturier étendra ses entreprises; les salaires hausseront; la consommation des produits agricoles s'accroîtra ; la propriété foncière et le revenu public sentiront le controHsouple la proapé*. rite générale. Mais avec notre législation restrictive, les usinea sont de moins en moins occupées, les salaires de plus en plus déprimés, les productions du sol de plus en plus délaissées, et le mal s'étend à toutes les classes. Que ceux donc qu| ont k cœur le bien-être delà patrie consacrent k ces graves sujets leurs plus sérieuses méditations. N'est-il pas vrai que le pays décline visiblement, et ne donneriez-vous pas k cette assertion votre témoignage unanime ?

On a dit que la loi-céréale était nécessaire prar soutenir les fermiers; mais voilk la quatrième fois que les fermiers sont dupes de cette assertion. Le prix de leurs prodi^ts s'avilit et ne se relèvera pas tant que le travail manquera aii peuple. Les propriétaires leur disent : c Si vous ne pouvez payer la rente , prenes^ patience , la dépréciat;ion ne sera pas permanente ; le cours de

vos denrées se relèvera comop^ il fit après les crises de 1836 et 4837. » Mais comment pourrait-on assimiler la détresse actuelle à celle d'aucune autre époque; que précédente ? J'ai reçu aujourd'hui même d'un fermier de Middlessex, nommé M. Fox, un document qui établit que

ou l'agitation anglaise. 57

le capital des tenanciers était tombé de 25 pour cent dans ces cinq dernières années. Il a calculé que 53 millions de bêtes à laine, sept millions de bœufs à cornes et 60 millions de quarters de blé, formant ensemble une valeur de 468 millions de livres sterling, ont perdu 25 pour cent, ce qui constitue pour les fermiers une perte de 447 millions de livres. Ce n'est pas là un tableau imaginaire, et, si les capitaux décroissent dans une aussi effrayante proportion, comment le pays pourra-t-il supporter 56 millions de subsides?

Les lois Céréaliques ont pour objet l'avantage des landlords; mais, dans mon opinion, elles ne leur ont pas plus profité qu'aux autres classes de la communauté. Tout ce qu'on peut dire d'eux, c'est qu'après tout ils n'ont que ce qu'ils méritent, puisque ces lois sont leur œuvre. (Rires). Soyez certains que les rentes tomberont aussitôt qu'interviendront entre les fermiers et les seigneurs de nouveaux arrangements; car, si le prix des denrées décline, il faut bien que les fermages diminuent. Quelle sera alors la situation du propriétaire? Le sol est grevé d'une première charge, qui est le pauvre; avant que le seigneur touche sa rente, il faut que le pauvre soit nourri. Or, il est de fait que, dans ces derniers temps, la taxe des pauvres a doublé et même triplé! Dans ma paroisse, Marylebone, qu'on pourrait croire une des plus étrangères à la crise actuelle, elle s'est élevée de 8,500 à 17,000 l.

s. Ainsi une portion considérable de la rente réduite passera aux pauvres. Vient ensuite le clergé, et l'on sait que depuis la dernière commutation de la loi des dîmes, le seigneur ne saurait toucher un Êirthing de sa rente, que les ministres ne soient payés. Voilà une seconde charge. — Et puis, voici venir Sir Robert Peel, avec son meame'tacœ qui dit : c Vous ne palperez pas un schelling sur vos baux que l'échiquier ne soit satisfait. > Cette taxe a produit un million huit cent mille livres sterling peu*

S8 COBOCN ET LA LUÏUE,

dant ce quartier, mais selon toute apparence la partie de cette somme aura été acquittée par les seigneurs car ils sont toujours les derniers à payer. (Rires). C'est une troisième charge de la propriété. — Enfin, s'il est vrai, comme je fais on dire, qu'une grande portion du soi. est hypothéquée, c'est une quatrième charge. — Que reste-t-il donc aux propriétaires campagnards? Je leur conseille d'y regarder de près. La difficulté est le fruit de leur impéritie, et elle ne fera que s'accroître jusqu'à ce qu'ils viennent eux-mêmes solliciter l'assistance à la Ligue. (Écoutez l'écootesi) Gentlemen; les circonstances travaillent pour vous; l'impôt sur le revenu; l'abaissement des revenus témoigne pour vous et il ne vous le fallait peut-être, car il y en a beaucoup qui ne s'enveniment que lorsque leur bourse est compromise. — D'un autre côté, les prisons regorgent; cent cinquante mille personnes y passent tous les ans, chacune desquelles suffit ensuite pour en corrompre cinquante autres. C'est pourquoi je dis que c'est ici une question qui touche à vos devoirs de chrétiens. Nous demandons justice! Nous demandons que le gouvernement ne persévère pas dans une voie qui conduit le pays dans un état

de ruine et de mendicité capable de faire frissonner le cœur de tout homme honnête ! (Applaudissements).

H. BMTflBnT<Hf : Ce n'est pas ici la cause d'un parti, mais celle de tout un peuple; ce n'est pas la cause de l'Ajugletenne, mais celle du monde entier ; car c'est la cause de la jnstioe et de la firalement. Mon honorable ami a dit que la Ligne soutenait le principe du sens commun , et il a été reconnu au Parlement, par le premier ministre de la couromie , que vendre et adierter aux prix les plus avantageux, était le droit de tous les anglais et de tout homme. Lui aussi a proclamé que le principe de la liberté des échanges étût le principe du sens commun , mais ce qu'il faut feire sortir de ce principe,

ou l'agitation anglaise. 59

c*est un peu de commiine honéleté. (Acclamations). Les léff»^. lalems fiaient bien ce qui est jasle; tout ce que le peuple demande, c'est qu'ils le mettent en pratique. J'aurai bieot^ l'honneur de présenter k la Chambre des communes une pé-* tition de mes commettants pour le retrat de la loi-céréale, (rires) , et je crains bien qu'elle n*; reçoive qu'un froid accaeiU Mes commettants néanmoins venleal que j'en ^pdle non-seulement à la Chambre , mais à ce meeting* C'est an peuple de cette métropole que la nation doit en appeler. Le peuple de la métropole tient dans ses mains les destinées de l'empire. Il y a longtemps que les provinces agiiem celte grande question ; elles en comprennent toute l'importance. C'est la condition la plus favorable U une prochaine solution ; car dans mon expérience , j'ai toujours reconnu que comme tonte corruption descend de haut en bas, toute réforme procède de bas ^n haut. (Applaudissements). L'agitation actuelle a commencé parmi de pauvres tisserands. Leurs senti-

ments furent d'abord méconnus, même par les manufacturiers, mais ils reconnaissant j[^]iqourâ'hui que les pauvres tisseiwds avaient raison...»

J'ai toujours combattu les lois-céréales au point de vue de la justice; car je les considère comme i9JiQigtes, inhumaines et impolitiques. Je dis qu'une loi qui protège une classe de la communauté aux dépens des ai[^]tres classes est nne hn injuste. Je ne conteste pas aux landlords le droit de disposer de leurs propriétés à leur plus grapd ayanlage , et méwe d'exporter le blé s'ils le peuvent pnoduire k meilleur mar*dié qu'an dehoiis; niais 1[^]laoïdlords ont ôit ime Im qui dé* pouiUe l'onvriér du droit [^]dict-po[^]er .d# produit d6 son travail selon s[^] convenance; et c'est pourquoi je dis qu'une telle loi ne saurait se maintenir, voyant qu'eue est «l manifestsr ment injuste. — La loi-céréale a encore le tort d'aSecter les

diverses classes de la société d*une manière fort inégale; si elle ôte cinq pour cent au riche, elle arrache cinquante pour cent aux pauvres , et moi qui ne suis taxé qu*k cinq pour cent, je finis par oublier jusqu'an sens du moi justice. Ce qui fait que beaucoup d*hommes ne comprennent pas toute la signification de ce mot , c*est que l'intérêt personnel les aveugle. Je me rappelle qu*nn gentleman, discutant au milieu d'un grand nombre de gens d'église, ne pouvait leur faire comprendre le sens d'un terme que je supposerai être ce moi justice. Il écri« vit ce mot et demanda : qu'est-ce que cela signifie? Un des ministres s'écria : justice. Le gentleman posa une guinée sur le mot et dit : que voyez-vous maintenant ? et le ministre répondit : rien, — car l'or lui interceptait la vue. — (Rires). On dit que ces lois ont été faites, non pour l'avantage des landlords, mais pour celui des fermiers et des ou-

vriers des campagnes. Mais il n'est personne qui, après avoir observé les effets de ces lois, soit arrivé à cette conclusion, qu'elles ont profité aux manouvriers des districts agricoles, et quant aux fermiers, s'ils étaient appelés en témoignage, ils déclareraient qu'ils n'en ont tiré certainement aucun bénéfice. Les seigneurs sont donc les seuls auxquels on pourrait supposer qu'elles ont profité; mais on reconnaîtra à la fin qu'il n'en a pas été ainsi. Je suis assez vieux pour me rappeler les démonstrations d'enthousiasme avec lesquels les seigneurs terriens accueillirent la guerre de France, déclarant que, pour la soutenir, ils dépenseraient leur dernière guinée et leur dernier acre de terre, et chacun se hâta de faire honneur de leur désintéressement à leur patriotisme. Tant que dura la guerre, ils empruntèrent comme ils purent. Enfin, la paix revint et avec elle l'abondance et le bon marché; mais les landlords qui avaient emprunté de l'argent commencèrent à rechercher comment ils pourraient en éviter le paiement. Quoi qu'ils

ou l'agitation anglaise. 61

se firent engagé leur dernier acre et leur dernier écu à cette cause glorieuse, payer n'était jamais entré dans leurs intentions. (Écoutez! écoutez!) Leur premier soin fut de débarrasser leurs épaules de 14 millions d'impôts fonciers, et puis ils firent la loi afin de maintenir le taux élevé des rentes. Ils savaient bien que les rentes fléchiraient naturellement comme le prix des blés, et ils inventèrent les lois-céréales*. Lorsqu'elles furent portées pour la première fois devant la législature, lord Liverpool admit avec franchise et loyauté qu'elles auraient pour effet, et par voie d'induction, qu'elles avaient pour but, d'empêcher la dépression des rentes. Ainsi l'aristocratie qui avait hypothé-

qué ses domaines dans des vues soi-disant patriotiques, au lieu de payer elle-même ses dettes, saisit la première occasion d'en reporter le fardeau sur les classes laborieuses, et après avoir emprunté jusqu'à concurrence de la valeur des terres, elle en a législativement doublé la rente, en élevant le prix du pain, c'est-à-dire que c'est le peuple et non elle qui paye les arrérages. Voilà comment on en a agi envers le peuple de ce pays ; c'est à lui de dire si cela doit continuer. Le duc de Newcastle a demandé s'il n'avait pas le droit d'user comme il l'entendrait de sa propriété. (Rires). Je n'ai pas d'objection à faire contre cette doctrine convenablement définie; mais puisque nous nous donnons pour un peuple loyal et religieux, nous devons bien reconnaître que nul n'a le droit de faire de sa propriété ce qu'il veut, à moins que ce qu'il veut ne soit juste. Il me semble qu'il nous est commandé de faire aux autres ce que nous voudrions qu'il nous fût fait. Les landlords cependant ont édicté des lois pour obtenir un prix artificiel des fruits de leurs terres, et en même temps pour empêcher le peuple de recevoir le prix naturel de son travail. C'est là une grande injustice , et il n'est personne dont ce ne soit le devoir d'en

[KHiiP8ortf e le redressement La détresse publique est profondément quoique plustears prissent ne pas réprouver. ERe ne s'est pas encore appesantie sur Londres dans toute son intensité, on plutôt elle y est moins aperçue qu'aillénrs, parce qu'tté les hautes classes s'y préoccupent peu du sort du peuple. Je suis disposé à croire, comme M. Hume, qu'il règne ici nùt grande apathie ; mais il n'en est pas moins vrai que la popiilattoÉt souffre, et nous venons demander aide et assistance aux habitants de cette métropole. Il est de leur devoir de répondre à cet appel , et de faire tous leurs efforts pour ramener la prospérité dans le pays.

La détresse a gagné les classes agricoles , et elles s'aperçoivent enfin que ses maux débouchés consistent en une clientèle prospère , ou dans le bien-être général. Il est des personnes qui s'imaginent qu'en poursuivant le retrait des lois-céréales , les annuulhetliriffis travaillent pour leur avantage au détriment des autres daaseë. C'est là une illusion ; la chose est impossible. Il n'est pas possible que l'activité et l'extension des affaires profitent à l'un au préjudice des autres. (Cris : Non, non !) Notre population s'accroît de 300 mille habitants chaque année. Il faut que cet excédent soit occupé et nourri. S'il n'est pas nourri au-dehors des usines , il faudra qu'il soit nourri au-dedans. Hais s'il trouve de l'emploi, des moyens de subsistance, par cela même il ouvrira aux produits du sol de nouveaux débouchés. Aujourd'hui la législation prive les ouvriers de leur travail , en s'interposant dans leurs échanges; elle en fait un fiasco pour la propriété. Ainsi que l'a dit H. Hume « il faut bien que ces ouvriers soient secourus, et à mesure que leur misère toujours croissante pèsera de plus en plus sur la propriété » l'aristocratie reconnaîtra que l'honnêteté eût été une meilleure politique. (Écoutez! écoutez !) voyez-vous le maintien des lois-céréales ? (Non , non !) Eh bien ! J'en appelle à

ou L'AGITATION ANGLAISE. 03

font lu MOM qui s'intéresse à la ramélioration du sort du peuple, au progrès de son éducation intellectuelle et morale , à la prospérité de l'industrie et du commerce , à la paix sociale à la liberté individuelle et à l'effort pour l'émancipation des lois infâmes et détestables. (Auparavant prolongés).

H. MILLNER GIBSON 86 lève, et d'après quelques considérations il continue en ces termes :

Je ne puis jeter les yeux sur cette nombreuse et brillante assemblée, sans avoir assuré que nous avons ici une ^fnestioil nationale. On a parté de meetings réunis par surprise; mais tant d^hommes distingués ne sauraient se réunir que pour une cause qui prédecupe II un haut degré résprit puMc« (As8enCinieni)i Certes , s'il s'agissait de discourir sur le fiéan dé rabondanee, sur les charmes de la disette , sur les bien-* bits des râsttfictions industrielles et commerciales, une pin» étroite enceinte suffirait (^). (RiresV ^ ^^^ ^^j^ ^ ^ raeléristique de ces assemblées, et dont je dois vous)» féltctfer, e'estd'étresanctionnées et embellies par la plus gracieuse poi^ tioB^ekroommnauté. Coknmeni expliquer la présence du beau sae dans cette enceinte? H n'est pas disposé d'ordinaire b si^nléresser k de pares questions d'argent, et à d'arides problèaBRS d'économie politique. Poirir avoir mérité son atten* tion, il fiuft bien que notre cause renferme une gestion de plnlaitliropTe, «ne question qui touche aux intérêts de l'huaumité, à la condition morale et physique du phis grand nombre de nos frères! et si les dames viennent applaudir aux efforts de la ligue, c'est qu'elles entendent souteidr ce grand principe évangéKque , ce dogme de la fraternité humaine que

(*) Aiusiôn m% meetings des profaibitionistes qui se tiennent dans le mkm d'une OMâson particulière de Boi^ASTmeU

peuvent seules réaliser l'affranchissement du commerce et la libre communication des peuples. (Applaudissements prolongés). Une autre leçon qui dérive de cette grande démonstration, c'est que la philanthropie n'a pas besoin de s'engager dans les régions lointaines pour trouver un but à ses efforts. La détresse règne autour de nous; c'est notre propre patrie maintenant qui réclame ces nobles travaux humanitaires par lesquels elle se distingue

avec autant d'honneur. (At>plaudi8sements). J'apprécie les motifs et la générosité de ceux qui s'efforcent de répandre jusqu'aux extrémités du globe les bienfaits de la foi et de la civilisation ; mais je dois dire qu'il y a tant de souffrances autour de nos foyers , qu'il n'est plus nécessaire d'aller chercher aux antipodes ou en Chine un aliment à notre bienveillance. (Applaudissements). Je regrette l'absence d'un gentleman qui devait prendre ce soir la parole* (De toutes parts : il est arrivé. En effet , M. Bright vient de monter sur l'estrade). Je veux parler du colonel Thompson, et je suis fâché de n'avoir pas plus tôt prononcé son nom. Je regrette l'absence de ce gentleman , qui, par ses écrits et ses discours, a plus que tout autre fourni des arguments contre le monopole. C'est de ses nombreuses publications, et partie euilièrement de son catéchisme contre les lois^^réales que j'ai tiré les matériaux dont je me suis servi pour combattre ces lois. On raconte que Georges III rencontra par hasard un mot heureux. Une personne lui disait que les avocats étaient des gens habiles, possédant dans leur tête une immense provision de science légale pour tous les cas. Non, dit Georges III, les avocats ne sont pas plus habiles que d'autres et ils n'ont pas plus de lois dans la tête; mais ils savent où en trouver quand ils en ont besoin. (Rires). Dans les ouvrages du colonel Thompson vous trouverez la solution de toutes les questions qui se rattachent à notre cause, et vous vous rendrez

ou l'agitation anglaise^ . 65

matrasdeB arguments qu'il ne peut opposer aux lois«*éérées. Que adont ces lois, après tout? On a dit qu'elles étaient nécessaires,— pour protéger l'industrie nationale» — pour assurer de l'emploi aux ouvriers des campagnes, — pour placer le pays dans

un état d'indépendance k Fégard de l'étranger. — D'abord , en ce qui touche le travinl national ^ la protection n'est qu'un mot spé-
cieux, il implique une faveur conférée par la législature aux per-
sonnes protégées. Quand on y regarde de près, en effet, on
s'aperçoit que tout se réduit k décourager quelques branches
d'industrie pour en encourager d'autttt, c'est-à-Klire ï gratifier de
certaines feveurs des classes déterminées. (Ici l'orateur examine
l'influence des lois restrictives sur la propriété, le fermage et la
malnsl'œuvre). Si Ton considère les conséquences des lois-cé-
réales relativement k l'industrie, on ne peut nier qu'elles n'aient
pour objet direct de la contenir dans de certaines limites. Le but
qu'on se propose , avec une intention bien arrêtée , c'est de pré-
venir l'émancipation et l'accroissement des classes industrielles,
d'abord pour conserver aux landlords des rentes exagérées, en-
suite pour les maintenir dans leur position au plus haut d^ré de
l'échelle sociale. (Applaudissements). Je répète que les landlords
ont pour but de conserver cet ascendant qu'ils exercent sur le
pays , ascendant qu'ils ne doivent certes pask leurs talents ou k
leur supériorité ; ils le veulent conserver néanmoins pour demeurer
k toujours les dominalenrsdes classes moyennes et labo-
rieuses.(Applaudissements). Ils voient d'un oeil d'envie les pro-
grès de la richesse et de l'intelligence psrrmi les classes rivales,
et, dans leur fol amour des distinctions féodales, ils ont fait des
lois pour assurer leur domination. (Bravos prolongés). On a dit
encore que nous propositions une mesure violente , et que, eu
égard aux tenanciers et aux capitaux engagés dans l'agrieuillure, il
ne

C(> COFIDEN ET LA LIËUE ,

fallait pas, par trop de précipitation, ajoater aux embarras de la situation actuelle. Je réponds, dans l'intérêt des tenanciers eux-mêmes, que rien ne saurait leur être plus profitable que l'abrogation absolue et immédiate de la loi. (Assentiment). C'est dans leur intérêt surtout qu'il faut renouvel^{er} entièrement les bases de notre police commerciale. Des changements périodiques et successifs ne feraient, pour ainsi dire, qu'organiser le désordre. Il vaut mieux pour eux que la révolution s'opère complètement et d'un seul coup. Puisqu'on reconnaît la justice du principe de la liberté commerciale, je le demande, pourquoi refuse-t-on de le mettre en pratique? C'est en réclamant, d'une manière absolue, l'abrogation immédiate et totale de toutes les lois restrictives; c'est en suivant cette ligne de conduite, la seule qui ait pour elle l'autorité des principes, que la Ligue a rallié autour d'elle tout ce qu'il y a dans le pays d'intelligence, d'enthousiasme et de dévouement. Ce n'est pas que je veuille nier qu'une mesure de transaction, telle que le droit fixe de 8 schellings, si le dernier cabinet l'eût faite prévaloir, n'eût conféré au pays de grands avantages et résolu pour un temps de graves questions, etc....

Puisque j'ai parlé du droit fixe, je dois répondre à cette étrange assertion, que le droit sur le blé est payé par l'étranger. S'il en est ainsi, il ne s'agirait que d'augmenter ce droit pour rejeter sur l'étranger tout le fardeau de nos taxes. (Rires et applaudissements). Si toutes nos importations provenaient d'une petite lie comme Guernesey, je pourrais comprendre qu'elles seraient trop disproportionnées avec la consommation du pays, pour qu'un droit prélevé sur ce faible supplément pût affecter le prix du blé indigène. Dans cette hypothèse, abolir le droit, ce serait en faire profiter le propriétaire de Guernesey. Mais avec la liberté du commerce,

ou l'agitation anglaise. 67

les arrivages nous viendraient de tous les points du globe , et feraient au blé indigène une concurrence suffisante pour le maintenir à bas prix. Dans de telles circonstances, une taxe sur le blé étranger ne peut qu'élever le prix du blé national , et soumettre par conséquent le peuple à un impôt beaucoup plus lourd que celui qui rentre à Tébiquier.....

On dit encore que si nous supprimons la taxe sur le blé exotique, Pétranger pourra le soumettre à un droit d'exportation, et attirer ainsi vers son trésor public une source de revenus, qui maintenant va à notre trésor. Si les étrangers interrompaient ainsi le commerce du blé, nos agriculteurs du moins ne devraient pas s'en plaindre, puisque c'est ce qu'ils font eux-mêmes. — Mais commençons par mettre de notre côté la chance que l'étranger s'abstiendra d'établir de tels droits. (Approbation). Ouvrons nos ports, et s'il se rencontre un gouvernement qui taxe le blé destiné à l'Angleterre, il sera victime de son impéritie , car nous irons chercher nos approvisionnements ailleurs.

Il est un autre sophisme qui a fait son entrée dans le monde sous le nom de traités de commerce (*). On nous dit : < N'a-

(*) En 1841, sir Robert Peel, en présentant au Parlement la première partie de cette réforme commerciale que nous voyons se développer en 1848 , disait qu'il n'avait pas touché à plusieurs articles importants , tels que le sucre , le vin , etc., pour se ménager les moyens d'obtenir des traités de commerce avec le Brésil, la France, l'Espagne, le Portugal, etc.; mais il reconnaissait en principe que si les autres nations refusaient de recevoir les produits britanniques , ce n'était pas une raison pour priver les An-

glais de la faculté d'aller acheter là où ils trouveraient à le faire avec le plus d'avantage. Ses paroles méritent d'être dtées:

« We hâve reserved many articles from immédiate réduction in the « hope that ère long we may attain what is jnst and right, namely in- « creased facilities for our exports in retum ; at the same time , lam « bound to say, that it is for the interest of this country to buy dieap.

68 COBDEN ET Lk LIGUE,

brogez pas les lois-céréales jusqu'à ce que Tétrafiger réduite les droits sur nos produits manuiacturés. » Ce Mphisme repose sur Topinion que le gouvernemeat d'un pays est dis* posé k modifier son tarif k la requête des étrangers ; il taid k subordonner tonte réforme diez un peuple à des réformes chez tous les autres.

Biais qu'elle e^t, au sein d^un peuple , la force capable de détruire la protection ? Ce n'est pas les prétentions de l'étranger , mais l'union et l'énergie du peuple , fatigué d'être victime d'intérêts privilégiés. Voyez ce qui se passe id. Qu'estce qui maintient les lois restrictives ? c'est l'égoïsme et b résolution de nos monopoleurs , les KnatchbuU , les Buckinf^am , les Richmond. Si l'étranger venait leur demander l'abandon de ces lois , adbéreraient-ils k une telle leqnée ? Certainement fton. Les exigences de l'étranger ne rendraient nos eeigneurs ni plus généreux, ni plus indifférents k leurs rentes, ni moins soucieux de leur prépondérance politique. (Applaudissements). Eh bien , en cela- les autres pays ne diffèrent pas de celui-ci , et si nous allions réclamer d'eux des réductions de droits, ils ont aussi des KnatchbuU et des Buckingham engagés dans des privilèges manufacturiers, et ou les verrait accourir k leur poste pour y défendre vigoureuse-

ment leurs monopoles. Ailleurs, comme ici , ce n'est que la force de l'opinion qui affranchira le commerce. (Écoutez ! écoutez!) Je vous conseille de ne pas vous laisser prendre k ce vieux conte de réciproceUé ; de ne point vous laisser dé-

« whetherotheroonntrieswiUbuycheapfromusorno. Webave-right « to exhaust ail meansto induce them to do jQstiGe,bat il they persévère « in refùsing, the penalty i» on us if we do not buy in tfie cheapeii « maitet. (Speech of air Robert Peel, lOth may iS4S). »

Toute la science économique, en matière de douanes , est dans ces dernières lignes.

ou l'agitation anglaise. 69

tourner de Totre bot par ces histoires d'ambassadeurs allant de nation en nation pour négoeier des traités de commerce et des réductions réciproques de tarîis. Le peuple de ce pays ne doit compter que sur ses propres efforts pour forcer Taris» tocratie k lâcher prise. (Acclamation). — La question mainte nant est de savoir sous quelle forme nous nous adresserons k la législature. Demanderons-nous aux landlords Tabrogation des lois restrictives comme un acte de charité et de ccmdescendance? solliciterons*nous k titre de &veur, ou exigerons» nous comme un droit la libre et entière ^sposition des fruits de notre travail, soit que nous les devions k nos bras ou k notre intelligence? (Bravos prolongés). On a dit Je le sais, que le joug de Toppression avait pesé si longtanps sur la classe moyenne, qu'elle avait perdu jusqu'au courage de protester, et que son cœur et son esprit avaient été domptés par la ser* vilité. Je ne le crois pas. (Applaudissements). Je ne puis pas croire que les classes moyennes et la-

borieuses , du moment qu'elles ont la pleine connaissance des maux que leur infligeât les nombreuses restrictions imposées k leur industrie par la législature, reculent devant une démonstration chaleureuse et ummime (bruyantes acclamations), pour demander d'être placées avec les classes les plus iavorisées sur le pied d'une parfaite égalité. — Les propriétaires terriens me demanderont si^ lorsque je réclame Tabolition de leurs monopoles , je suis autorisé par les manufacturiers k abandonner toutes les protections dont ils jouissent. Je réponds qu'ils sont prêts k faire cet abandon (applaudissements) , et je rougirais de paraître devant cette assemblée pour y plaider la cause de Tal^ogation des loi-céréales, si je ne réclamaiss en même temps rabolittoo radicale de tous les droits protecteurs^ en quoi qo*ilft puissent consister. (Applaudissements). C'est sur ce terrain que nous avons pris position et que nous en-

tendons nous maintenir. Les lois-céréales, aassi bien qae les autres droits protecteurs , ont passé au Parlement alors que les classes manufacturières et commerciales n*y étaient pas représentées, k une époque oh ce corps nombreux et intelligent , qti forme la grande masse de la conmiunauté, ne pouvait s*y faire entendre par Torgane de ses députés. Vainement reproche-t-on aux manufacturiers de jouir des bienfaits de la protection , comme par exemple de dr^ts k rentrée des étoffes de coton k Manchester, ou de la houille à Newcastle. (Rires). N^est-il pas clair que les landlords ont admis ces privilèges illusoires pour faire passer les leurs? (Approbation). Ce n'est pas les manufacturiers qui ont établi ces droits, c'est l'aristocratie, qui, pénétrant dans leurs comptoirs , a la prétention de leur dicter quand , où et comment ils doivent accomplir des importations et des échanges. Il est puéril de reprocher k l'industrie ces droits protecteurs, car

les lois existantes n'émanent pas d'elle; et la responsabilité en appartient tout entière, ainsi que celle de la détresse nationale, au Parlement britannique. (Acclamations prolongées). On a dit que si la cité de Londres était lente à entrer dans ce mouvement, c'est qu'elle ne voulait pas recevoir de lois. Je n'ai jamais compris que la Ligue ait cherché à s'imposer à qui que soit. Nous sommes ici pour un objet commun, le bien-être de la communauté, et, par-dessus tout, celui du commerce de Londres. Est-il possible, par une interprétation absurde de nous accuser d'outrecuidance, lorsque nous nous bornons à venir dire aux classes laborieuses : « Votre industrie sera mieux placée sous votre direction que sous celle des chasseurs de renards de la chambre des communes (rires et applaudissements); elle prospère mieux sous le régime de la liberté que sous le contrôle oppresseur de ces gentilshommes que des votes corrompus ont transformé en législateurs. »

ou l'agitation anglaise. 71

(Tonnerre d'applaudissements). — J'arrive maintenant à cette question : L'abrogation de la loi-céréale est-elle une mesure praticable ? Si nous pouvons convaincre le premier ministre et l'administration que l'opinion publique est favorable à cette mesure, je suis convaincu qu'elle sera proposée au Parlement; elle n'est pas hors de notre portée, nous ne courons pas après un projet impraticable. Des réformes plus profondes ont été préparées et amenées par la discussion, par l'appel à la raison publique et au moyen de ce qu'on nomme aujourd'hui agitatisme. Je crois que l'aristocratie elle-même, si elle voit que le pays est décidé, acquiescera par pudeur, et, sinon par pudeur, du moins par crainte. (Bruyantes acclamations). Vous redoutez la chambre des lords. Mais, quoi! il n'y a pas dans tout le pays un corps plus complai-

sant ! (Rires). Il n'y a pas dans toute la métropole quatre murs qui renferment une coUectiond'hommes si timides ! Que le pays manifeste donc sa résdutiim , et Tadministration proposera la mesure, les communes la renverront aux lords qui là voteront à leur tour. Prat-être n'obtiendra-t-elle pas les suffrages du banc des évêqnes, mais leurs révérences-en seront quittes pour aller se promener un moment en dehors de la saHe. (Rires). Les grands propriétaires ont déjii montré d'autres sympatbiesde docilité, par exemple en votant Tadmission des bestiaux étrangers, ce qu'ils se sont hfttés de faire lorsqu^il ont vu qu'abandonner le ministère , c'était renoncer à la portion d'influence que , par certains arrangements , le cabinet actuel leur a assuré. Les promesses solennelles faites aux fermiers ne les ont pas arrêtés. En parcourant ces jours derniers un livre d'histoire naturelle, je suis tombé sur la description d'un oiseau, et j'en ai été frappé, tant elle s'applique aussi à ces gentilshommes campagnards envoyés au Parlement comme monopoleurs, et qui néanmoins admettent enfin les principes de la

72 COBDBN ET LÀ LIGUE,

liberlé! comm^rdale. Le naturaliste dit, eu partant da roogei-queue (tmyant édat de rires) : < Son tihant sauirage n^ c rien d*hann<Hiieiix ; mais loihqn'il est amuriToisé il devient < d^une docilité remarquable. o apprend des airs k la seri* c nette; il va même jusqu'à parl^, » (Rires prolongés). Que Tadministration présente donc une mesure déciahre, et les grands seigneurs s*y soumettront, car tout le monde peut avoir remarqué que, dans la dernière session, leurs discours oi|t eu une teinte apologétique, et seinblent avoir été eateuléft plutôt pour excuser que pour soutenir les lois-céréales«QueIques personnes pourront penser que je

vais trop loin en demandant l'abrogation totale (non, non); mais je les prie d'observer qu'une franchise modérée empêcherait l'entrée d'une certaine quantité de blé, et que, relativement à cette quantité, elle agirait comme une prohibition absolue. C'est donc un sophisme de dire que la protection diffère en principe de la prohibition. La différence n'est pas dans le principe, mais dans le degré. La Ligue a répudié le principe même de la protection. Elle proclame que toutes les classes ont un droit à la liberté des échanges et à la rémunération du travail (Approbatum). Je sais qu'on me dira que l'Angleterre est un pays favorisé, et qu'elle devrait se contenter de ses avantages; mais je ne puis voir aucun avantage à ce que les ouvriers de l'Angleterre ne soient pas pourvus des choses nécessaires à la vie aussi bien que ceux des États-Unis ou d'autres leurs. On peut se laisser éblouir et séduire par les parties matérielles de notre constitution, et l'antiquité vénérable de nos institutions; mais la vraie pierre de touche du mérite et de l'utilité des institutions, c'est, à mon sens, que le grand corps de la communauté atteigne une juste part des nécessités et du confort de la vie. Je dis que, dans un pays comme celui-ci, qui possède tant de facilités industrielles et commerciales

ou l'agitation anglaise. 73

merciales, tout homme sain de corps, et de bonne volonté, ne peut atteindre non-seulement à ce qui soutient, mais encore à ce qui améliore, je dis plus, à ce qui embellit l'existence. (Applaudissements)* C'est ce qu'admet le conseil de Londres, dans le mémoire qu'elle a récemment soumis au premier ministre, au sujet de la colonisation. N'ayant pas lu ce mémoire, je ne m'en fais pas le juge, mais je sais qu'il a été inspiré par des adversaires-

comme par des partisans de la liberté commerciale. Quant aux premiers, je leur demanderai , avec tout le respect que je leur dois, comment ils peuvent, sans tomber en contradiction avec eux-mêmes, nous engager à créer au loin et à gros frais de nouveaux marchés pour l'avenir, quand ils nous refusent l'usage* des marchés déjà existants. Je ne puis concilier le refus qu'on nous fait du libre échange avec les États*Unis, où il existe une population non moins breiise , qui a les mêmes besoins et les mêmes goûts que celle de ce pays, avec l'ardeur qu'on montre à créer de nou» vcMX marchés^c'est«è-dire, à provoquer l'existence d'une po* polation semblable à celle des États-Unis, et cela pour ouvrir dans l'avenir des débouchés à notre industrie. C'est ^ une conséquence manifeste. Quant à ceux qui soutiennent k la fois et les principes de la Ligue et le projet de coloioi-» sation , n'ont-ils pas à craindre de s'être laissé entraîner à appuyer une mesure que le monopole considère certainement comme une porte de secours , comme une diversion de ce grand mouvement que la Ligue a excité dans le pays? (Écoutez!) Je ne veux pas contester les avantages de la colonisa*tion; mais il me semble qu'il faut savoir, avant tout, si Ton-* vrier veut ou- ne veut pas vivre sur sa terre natale. (Approbation). Je sais bien que les personnes auxquelles je m'adresse n'entendent pas appuyer l'émigration forcée; je suis loin de leur imputer une telle pensée. Mais il y a deux

manières de forcer les hommes k l'exil. (Écoutez! écoutez!) La première, c'est de les prendre pour ainsi dire corps à corps, de les jeter sur un navire, et de les envoyer sur une plage lointaine ; la seconde, c'est de leur rendre la patrie si inhospitalière qu'ils ne puissent pas y vivre (acclamations) , et je crains bien que l'effet des lois restrictives ne soit de pousser k l'émigration des hommes qui eussent préféré le foyer domestique. (Applaudissements). Mes-

sieurs, j'ai abusé de votre patience. (Non , non , parlez , parlez). On vous dira que les autres nations sont, comme celle-ci , chargées d'entraves et d'^ droits protecteurs; cela n'afEsiibliten rien mon argumentation. Nous devons un exemple au monde. C'est à nous, par notre foi en nos principes, k déterminer les autres peuples k se dâbarrasser des droits dont les gouvememenls les ont chaînés. Notre exemple sera-t-il suivi? C'est ce que nous ne saurions prédire. Notre but est le bien général^ notre moyen un grand acte de justice. C'est ainsi que déjà nous avons émancipé les esclaves; et puisque les lois-céréales sont aussi Fesclavage sous un autre forme , je ne puis mieux terminer que par ces paroles deSterne, car il n'y en a pas de plus vraies : Déguisetoi comme il te plaira, esclavage, ta coupe est toujours'amère, et elle n'a pas cessé de l'être parce que des milliers d'êtres humains y ont trempé leurs lèvres. (L'orateur s'asseyait au bruit d'applaudissements prolongés).

Le président, en introduisant M. Bright, dit que quoiqu'il ne puisse pas présenter à l'assemblée le représentant deDurham, il n'est personne qui mérite plus de sa part uu chaleureux et gracieux accueil.

M. Bright raconte qu'étant à Nottingham pour y poser en face des électeurs la question commerciale qui , selon toute apparence , triomphera dans la per-

sonne d'un membre de la Ligue , M. Gisborne (applaudissements), il apprit qu'une réélection allait a^oir lieu à Durham , où un grand nombre d'électeurs étaient disposés en faveur d'un candidat froe-irader{*). Je m'empressai de m'y rendre, continue M. Bright, sans la moindre intention de me présenter moi-même aux suffrages des électeurs, mais pour appuyer tout candidat qui pro-

fesseraient nos principes. Par suite de quelques malentendus, aucun candidat libéral ne se présentant, des hommes graves et réfléchis me pressèrent de me porter moi-même. Le temps me manquait pour prendre conseil de mes amis politiques ; je me déterminai à publier une adresse qui parut à huit heures ; à onze l'élection commença. — Lorsqu'on considère que Durham est une ville épiscopale (rires) ; que le marquis de Londonderry exerce sur ce bourg une influence énorme quoique très institutionnelle, disposant de cent électeurs qui votent comme un seul homme sous ses inspirations ; que mon adversaire est un homme d'un rang élevé ; qu'il a déjà représenté Durham, et qu'il a eu tout le temps qu'il a voulu pour préparer l'élection, je crois qu'on peut voir dans ce qui vient de se passer le présage certain d'un prochain triomphe, puisque j'ai obtenu 406 suffrages contre 507, ce qui constitue la plus forte minorité que le parti libéral ait jamais obtenue à Durham depuis le bill de réforme » etc^

(■) Fröj'srader, partisan de la liberté commerciale.

76 GOBMLI ET LA LIGUE,

L'orateur continue 80 d'Uoûrs au milieu d'l^p^u*: dissements réitérés»

Le président, en fermant la séance^ renouvelé k tous les assistants la recommandation de propager autant que possible les journaux qui inséreront le pro» cés-Terbal dans leurs colonnes.

MEETING NEBDOMADAIRE DE LA LIGUE.

15 avril 1845.

Il devient maintenant inutile déparier de rimmcate concours qu'attirent ces réimtons. Quelque vaste que soit le théâtre de

Drury-Lane, il est & notre ecMma»sance qu'un grand nombre de personnes n'ont pu être admises. Le bruit s'était r^ndu qu'il n*y aurait pas d'autres meetings jusqu'après les fêtes de Pâques; une foule considérable affluait dans les rues adjacentes. Il nous a semblé que les dames étaient plus nombreuses que dans les occasions précédentes, et l'assemblée prè« sentait un air de distinction bien propre à soutenir le caractère de ces meetings, qui est de représenter la classe moyenne. Nous avons remarqué sur la plaie* forme un grand nombre de membres du PsMrleiMal.

Le président annonce qu'il n'y aura pas de réanioQ la semaine prochaine. Dans rinlervalle, les membres de la Ligue se disperseront dans le pays pour exciter cette agitation dont les résultats sont sensibles à Londres. Il rend compte de plusieurs meetings tenus dans les comtés par les adversaires et par les partisans de

ou l'agitation anglaise. 77

la liberté commerciale, et particulièrement de celui de Somerset, dans lequel se sont fait entendre MM. Cobden^ Bright et Noore. De semblables réunions auront lieu successivement dans chaque comté du royaume tous les samedis. M. Cobden s'est engagé à y assister. (Bruyantes acclamations). Ce système d'agitation ne sera plus abandonné tant qu'il restera à visiter un coin du territoire. Nous commençons à éprouver les bons effets de la distribution des brochures dans les districts ^ricoles. La faiblesse de nos adversaires y devient visible. Nous sommes déterminés à porter la guerre jusque dans leurs propres citadelles, et à arracher de leurs mains cette influence politique dont ils ont tant abusé. (Acclamations). Vous aurez le plaisir d'entendre ce soir mon excellent ami, le doc* leur Bovrriig, m. P. (applaudissements), ensuite M. Elpbinstone, m. P. (applaudissements), et enfin votre es-

timable concitoyen , le révérend John Burnet. (Bruyantes acclamations). Avant la clôture de la séance, M. Heysworth, de Liverpool vous soumettra une proclamation qui a été approuvée par le conseil de la Ligue, et que nous nous proposons d'adresser au peuple d'Angleterre.

Le procès- verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Le doctear BowniNe se lève au bruit des aj^laudisseMents enthousiastes. L'honorable gentleman s'exprime en oes termes :

Lâdîes et gentlemen : Il est permis d*éproaver quelqu*em-

78 GOBDENET LA LIGUK ,

barras et quelqa*anxiété en présence d*an anditoiie aussi imposant Qoant à moi, qai ai vu les commencements de la Ligne et ses premiers combats, qaand je compare cette multitude assemblée a^ec le petit nombre d*hommes qui résolurent d*éveiller Tattention publique sur cette grave question, et de renoncer à tout repos jusqu'à ce qu'ils eussent vaincu le grand abus dont ils voyaient souffrir leurs concitoyens, je vous assure, mes amis , que je me sens encouragé, car j'éprouve que d'honorables et vertueux efforts trouvent toujours une digne récompense. (Applaudissements). Nous avons tous une mission qui nous a été confiée par la Providence. Comme hommes, comme chrétiens, comme citoyens, nous avons des devoirs à remplir. La femme aussi a sa mission, sa haute et sainte mission ! Sa présence dans cette enceinte nous prouve qu'elle en comprend toute l'étendae et qu'elle se sent appelée à porter l'efficace tribut de son concours dans la grande lutte où nous sommes engagés. (Bruyantes acclamations). Les peuples ont aussi leur mission; et l'Angleterre, la plus grande des nations, — l'Angleterre^ qui possède plus de pouvoir et d'in-

fluence qu'il n'en avait jamais été confié à aucune association d'êtres humains ; — l'Angleterre, plus grande que la Phénicie , alors que Tyr et Sidon remplissaient le monde du bruit de leur renommée, — cette noble Angleterre , qui étend ses bras jusqu'aux extrémités du globe, qui a fait pénétrer son influence parmi les hommes de tous les climats, de toutes les races, de toutes les langues, de toutes les religions; — l'Angleterre à aussi la plus haute et la plus noble des missions, celle d'enseigner au monde — que le commerce doit être libre (acclamations), — que tous les hommes sont faits pour s'aimer et s'entraider les uns les autres, — pour se communiquer réciproquement les avantages et les bienfaits divers qui leur ont été départis

ou l'agitation anglaise. 79

par la nature, — pour vivre en bon voisinage comme des frères, sans égard aux fleuves ou aux montagnes qui les séparent. Oui, c'est la mission de l'Angleterre de montrer aux hommes qu'ils remplissent un devoir commun, qu'ils font un moral usage des prérogatives qui leur ont été conférées par la Providence, qu'ils témoignent de leur fraternité comme enfants d'un même père, lorsqu'ils consacrent leurs efforts à émanciper le travail, lorsqu'ils ouvrent toute la terre aux libres et amicales communications des peuples, lorsqu'ils renversent ces barrières élevées, non dans l'intérêt de tous, mais dans l'intérêt du petit nombre, dans le sinistre intérêt d'une aristocratie qui, pour le malheur de l'humanité, ayant usurpé le pouvoir législatif n'en usa jamais que dans des vues égoïstes et personnelles. (Applaudissements). Que si les peuples ont leur mission, les cités ont aussi la leur. Birmingham a agité pour le bill de réforme électorale, pour l'émancipation politique de l'Angleterre. (Acclamations). Manchester s'est

levée à son tour pour l'accomplissement d'un devoir plus élevé, d'une œuvre plus grande et plus sainte; Manchester s'est levée pour émanciper le monde industriel, et Manchester, — honneur k cette cité! — a produit des hommes dignes que cette sublime mission leur fût confiée! (Acclamations prolongées). Mes amis, je l'ai déjà dit, nous ne représentons point ici un égoïste et sinistre intérêt. Les doctrines que nous enseignons ici n'intéressent pas nous seuls, elles intéressent toute la grande confraternité humaine, car la voix de l'Angleterre, cette voix majestueuse, quand elle s'élève, retentit jusqu'aux confins de la terre, et les vérités que nous proclamons, revêtues de notre belle langue, sont portées sur les ailes de tous les vents du ciel. (Applaudissements). J'ai devant moi un document venu de la Chine, cette terre fleurie du céleste empire; il est rempli des

80 GOBDEN ET LA LIGUB,

Opérations de la Ligue. (AcclamatioDs). Là, vous krei fondé un nQUYeau pouvoir; vous avez porté la terreur de votre nom au milieu d'un peuple innombrable, et que vous dit Técho qui revient de ce lointain pays? Il vous dit: si vous voulez tirer parti de votre influence, affiranchissez votre commerce, mettez-nous à même d'échanger avec vous, réalisez les opî«^ nions que votre premier ministre a proclamées devant votre chambre des communes; prouvez-nous que lorsque sir Robert Peel a déclaré que c acheter à bon marché et vendre cher, était la politique du sens commun, » il croyait à ses propres paroles; foites pénétrer dans vos lois cette théorie quill a exaltée comme celle de tout homme consciendeoz et de toute nation intelligente et honnête. (Applaudissements). J'ai encore devant moi une longue lettre d'Ava, le royaume du seigneur au pied d'or et de Téléphant blanc, et cette

lettre m'annonce que ce qui se passe en Angleterre produit une telle excitation dans ces lointaines contrées, que Ton s'y est soulevé contre les monopoles. Le peuple s'est aperçu que son souverain le pille sous prétexte de le protéger, et il est en train de lui donner une leçon qui promet des modifications dans les conseils de l'empire. (Rires et applaudissements). Voyez l'Égypte ! Il y a dans cette assemblée des hommes distingués venus des bords du Nil. Us désirent savoir si on laissera enfin les surabondantes productions de cette terre privilégiée, venir rassasier le peuple affamé de l'Angleterre. Les patriarches des anciens temps descendirent en Egypte pour y trouver du soulagement contre les maux de la famine à une époque que nous qualifions de barbare, et cependant aucune loi n'empêcha les fils de Jacob d'aller sur les rives du Nil, et de rapporter en Palestine la nourriture dont ils avaient besoin. Au temps de la révélation mosaïque, et même dans les temps antérieurs, aucun obstacle ne s'opposait à ces

ou l'agitation anglaise. 81

communications. Sera-t-il dit que le christianisme a laissé dégénérer les hommes au-dessous du niveau moral auquel ils étaient parvenus dès ces temps reculés ? Est-ce ainsi que nous devons appliquer le commandement de faire aux autres ce que nous voudrions qu'il nous fût fait ? Est-ce là l'interprétation que nous donnons à la plus sublime de toutes les leçons : « Aimez-vous les uns les autres comme des frères. » Ah ! le renseignement du monopole est : « Haïssez-vous, dépouillez-vous les uns les autres. » (Bruyantes acclamations). — Mais la liberté du commerce enseigne une toute autre doctrine. Elle introduit parmi les hommes et dans leurs transactions journalières la religion de Tamour. La liberté du commerce, j'ose le dire, c'est le christianisme

en action. (Applaudissements). C'est la manifestation de cet esprit de bénignité, de bienveillance et d'amour qui cherche partout   éloigner le mal , qui s'efforce en tous lieux   augmenter le bien. (Immenses acclamations). — On parle de l'Orient. Il a été dans ma destinée d'errer parmi les ruines de ces anciennes cités auxquelles je faisais tout k l' heure allusion. J'ai vu les colonnes de Tyr dans la pouss re. J'ai vu ce port vers lequel a Suaient jadis les vaisseaux de ces marchands fastueux, princes et dominateurs de la terre , vêtus de pourpre et de lin , et maintenant, il n'y a pas une colonne qui soit restée debout; elles sont cachées sous le flot et sous le sable; la gloire s'est exilée de ces lieux! — Eh! qui en a recueilli l'héritage? qui, si ce n'est les enfants de l'Angleterre? Et quand je compare ces vicissitudes et ces destinées, quand je me rappelle qu'au temps de la prospérité de Tyr et de Sidon, au temps où la Phénicie représentait tout ce qu'il y avait de grand et de glorieux sur la terre, notre ile n'était qu'un désert habité par une poignée de sauvages, je puis bien me demander k quelle cause l'une doit son déclin et l'autre sa prodigieuse élévation. C'est le

emmerce qui lions a fait grands; c'est le travail de dm mains iadusiriei es qui a élevé notre paissance* L^indoBtrie a crée nos richesses, et nos richesses ont crée cette influence politique qui attire sur nous les regards de rhnmaoit . Et maintenant le monde se demande qoei enseignement noQS allons lui donner. Ah ! nous n'avons que trop disséminé sur le globe des leçons de folie et d'injustice! Et le temps n'est-il pas venu où il est de notre devoir de donner des leçons de vertu et de sagesse ? — Et cette cité, — cette cité qui dan  ces temps reculés échappait aux regards de la renommée; cette cité qui surpasse par le nombre des habitants plusieurs des nations et royaumes qui se sont fait an nom dans

l'histoire ^ — ne voudra-t^eile pas aussi se montrer digne de sa destinée? (Applaudissements). Non, elle ne restera pas en arrière. (Nouveaux applaudissements). Des révaions comme celles-ci ne laissent aucune incertitude , et répondent éloquemment k ceux qui disent que la Ligue travaille en vain, qu'elle se lassera de son œuvre, et que le monopole peu t dormir enpaixà l'ombre du mancenilier qu^il a planté sur le sol de la patrie. Oh ! qu'il ne co-oipte pas sur un tel avenir Si Teffort que nous faisons maintenant pour affranchir le conmierce , le travail et l'échange, ne suffit pas , nous en ferons on plus grand (acclamations) , et puis on plus grand encore. (Ton- Mrre d'applaudissements). Nous creuserons de plus en plos la mine sons le temple du monopole ; nous y amoncellerons de plus en plus les matières explosibles , jusqu'il ce que le Parlement en approche l'étincelle fatale, et que l'oïgnei-Ueox édifice vole en éclat dans les airs. Alors de libres relations txistenmi entre toutes les nations de la terre, et ce sera la gloire de l'Angleterre d'avoir ouvert la noble voie» S*il (allait des exemples pour prouver les fiitales conséquences du monopole, l'histoire aous en fournirait de toutes parts. Con-

ou l'acitatio?! anglaise. 83

ftidéret k\$ plus belles portions du globe. Vojfez rEspag^oe. Vous a?ek enlenda parler de ses fleuves , qui , selon les poètes, roulent des sables d*or; vous aveis entendu parler de ses riches vallées, de ses huiles, de ses vins el de ses trou* peaux ; vous avez entendu raconter ses gloires nsuales et mi^' litaires, alors que ses grands hommes, Biarcb&nt de conquêtee en conquêtes « ajoutaient des mondes entiers aot domaines de ses souverains. L'Espagne ne manifesta pas moins sa supériorité intellectuelle par la voix de ses poètes , de ses fiibulistes et de ses romanciers. Et

maintenant qu'est-elle devenue nue? Vainement elle a subjugué un monde, planté ses bannières au Nord et au Sud des continents américains, acquis des îles innombrables, rapporté de l'hémisphère occidental des trésors qu'elle ne comptait pas, exercé en Europe une prépondérance à laquelle aucune nation n'était parvenue. Mais l'Espagne a adopté le système prohibitif et phytosanitaire, et la voilà plongée dans l'ignorance et la désolation. (Applaudissements). Ses marchands sont des voleurs, ses négociants des contrebandiers; et ces grandes cités d'où s'élançaient les Pizarro et les Cortés, voient l'herbe croître dans leurs rues et le lézard familier se réchauffer sur leurs murs. Reportez maintenant vos regards vers une autre contrée à laquelle la nature avait refusé tant d'avantages. Regardez la Hollande, votre voisine. Son sol est placé au-dessous du niveau de la mer; il n'a pu être arraché aux flots de l'Atlantique que par la plus haute intelligence et la plus active industrie, un des plus ardents patriotisme. Mais la Hollande a découvert le secret de la grandeur des nations: la liberté pour la liberté du commerce, bientôt elle soumit, dompta, échauffa l'Europe; et tant qu'elle fut fidèle à ses principes, tant qu'elle en fit en pratique les doctrines de ses grands hommes, elle devint, malgré ses étroites limites, assez influente

Si COBDEN ET LA LIGUE,

pour être comptée parmi les plus puissantes associations humaines. Et voyez combien, dans des régions éloignées, la tradition porte haut le nom de la Hollande! Parmi les importations récemment arrivées de la Chine, se trouve un exemplaire de la géographie enseignée dans les écoles du céleste empire. Comment croyez-vous qu'on y décrit l'Angleterre? le voici: c

L'Angleterre est une petite lie de TOcc cident, subjuguée et gouvernée par les Hollandais. > (Hilarité prolongée). D'après cette exhibition de Tétat de l'instruction en Chine, vous ne serez point surpris que l'Empereur ait été saisi d'une inconcevable stupéfaction, lorsque son commissaire Ke-Shen lui apprit qu'un poignée de ces barbares avait mis en déroute la plus forte armée qu'il lui eût été possible de rassembler. Vous vous rappelez qu'il ordonna que Ke-I^en fut scié en deux quand celui-ci arriva avec ia malencontreuse nouvelle. Mais je ne doute pas qu'avant que la présente année ait fini son cours, une nouvelle géographie, ou du moins une édition revue et corrigée ne soit introduite dans les écoles du Royaume du Milieu. (Rires et applaudissements). — Portez maintenant vos yeux vers l'Italie; il n'est pas de pays plus fertile en utiles enseignements. Ses pieds sont baignés par la Méditerranée , tous ses habitants ont une commune origine, mais les uns sont livrés aux bienfaisantes influences de la liberté commerciale , tandis que les autres reçoivent les secours et la protection du monopole. Comparez la situation de la Toscane à celle des États Pontificaux. En Toscane , tout présente l'aspect d'une riante félicité. — Le ccBur s'y réjouit à la vue d'une population satisfaite, d'une moralité élevée, d'uncommerce florissant et d'une production toi^ours croissante ; car depuis le temps de Léopold, elle a été fidèle aux principes posés par cet admirable souverain. — Passez la frontière. — Entrez dans les États Romains.

C'est le même sol, le même dimat, le même soleil radieux et vivifiant; ce sont les mêmes puissances de production; les hommes s'y vantent d'une plus haute origine, et s'y. proclament avec orgueil les fils des plus illustres héros qui aieut jamais foulé la surface de ce globe. Je me rappelle avoir été introduit auprès du Pape par son secrétaire qui se nommait Publio-Mario. Il affir-

mait descendre de Publius-Marius , el il vivait, disait-il, sur les
 mêmes terres que ses ancêtres occupaient avant la venue de Jé-
 sus-Christ. (Rires). Et bien ! dans quel état est l'industrie de
 Rome? Pourriez-vous croire qu'à l'heure qu'il est, sous le régime
 protecteur, les Romains foulent la laine de leurs pieds nus, et que
 les moulins à farine sont d'un usage peu répandu dans les États
 du Pape infallible. En fait, que faut-il entendre par l'émancipa-
 tion du commerce ? Pourquoi combattons-nous ? pourquoi
 sommes-nous réunis? Nous voulons donner à tout homme, à tout
 ouvrier, à toute entreprise, les plus grandes raisons possibles de
 marcher de perfectionnement en perfectionnement. Nous dési-
 rons que les Anglais disent au monde : < Nous n'appréhendons
 rien dans la carrière où nous entrons. Nous ne demandons qu'à
 être délivrés des liens qui pèsent sur nos membres. Brisez ces
 chaînes; et nous, race de saxons, nous qui avons porté notre
 langue, la langue de Shakespeare et de Milton aux quatre coins de
 la terre ; nous qui avons enseigné le grand droit de représenta-
 tion au monde altéré de liberté ; nous qui avons semé des nations
 destinées à nous surpasser notts-^mêmes ea nombre, en puis-
 sance, en gloire et en durée, nous ne craignons aucune rivalité
 (bruyants applaudissements), pourvu, car il faut toujours en ve-
 nir à cette simple proposition, que nous soyons libres de vendre
 aussi cher et d'acheter à ausH Um marché que nous pourrons le
 faire. (Applaudissements). Et quelle est, mes amis, la signi-

86 COBDEN ET hk LI6UB»

ficationde oes magnifiques meetings, tels que eeliu auquel je
 m^adreaae T Ih aiguifient qu« wns avez compris oe langage du
 premier ministre de la Gande-^Bretagne; que vqus ne souffrirez
 pas que 66 langage se dissipe aux vents comme une oiseuse théo-

rie qui ne doit être Théritage de personne ; que vous Tavei relevé; que vous avez conquis sir Robert Peel ; que vous lui ferez de sa dédaration un cercle de fer (applaudissements); que vous réclamez du Parlement d'Angleterre, au dedans de l'enceinte législative, la même vigueur, la même énergie que le peuple déploie au-dehors, (Applaudissements). Mes amis , on dit que dans cette Chambre des Communes , nous ne sommes qu'une minorité désespérante. Mais, Ih aussi, il y en a plusieurs qui ont rendu d'admirables services à la cause populaire, dont l'énergie n'a jamais fait défaut , dont les voix n'ont jamais été étouffées, dont les votes ne se sont jamais égarés, et qui en appellent toujours à vous pour marcher , sans cesse et sans relâche , vers le noble but placé au bout de sa carrière. (Applaudissements), Mais après tout, mes amis , nous ne sommes , nous, que le petit nombre, et vous, vous êtes le grand nombre, et c'est à vous de décider si l'Union appartient aux intérêts, à la voix, à la volonté du grand nombre, de prédominer , ou si la Chambre continuera à rester aveugle, sourde, insoucieuse et indifférente à la détresse qui rentoure de toutes parts. En ce qui me concerne , je nourris dans mon cœur des espérances plus hautes et plus étonnantes, car je crois fermement que l'énergie volontaire de l'Angleterre n'a qu'à se déclarer, comme elle le fait en ce moment , pour que toute résistance s'évanouisse. (L'orateur reprend son siège au bruit des applaudissements enthousiastes).

VM. Elphinstone, Burnet et Heywood se font

ou l'agitation anglaise. 87

Un ordre; une proclamation au peuple est votée à l'unanimité maudite et la «élevée à dû bénies.

MBBtlflG HBBBOVADAIRB BB LA LIQUB.

96 avril itMS.

L'affluence est aussi considérable que dans les précédentes occasions. On remarque dans rassemblée plusieurs des membres les plus respectables de la société des wesleyens.

A sept heures, le président, M. Georges Wilson, outre la séance. Il expose les travaux et les progrès de la Ligue depuis la dernière réunion. — Nous avons distribué , dit-il , des plis contenant douze brochures (iraeis) , à chacun des électeurs de 160 bourgs et de 24 comtés. — Pendant la lecture de la liste de ces bourgs et comtés, l'assemblée applaudit avec véhémence, principalement quand il s'agit de circonspections électorales placées sous l'influence de l'aristocratie. — Le président annonce que ce système de distribution sera étendu à tout le pays, jusqu'à qu'il n'y ait pas un seul électeur dans tout le royaume qui ne soit sans excuse, s'il émet un vote contraire aux intérêts de ses concitoyens. — Depuis notre dernière réunion , de nombreux meetings ont eu lieu auxquels assistait la députation de la Ligue, lundi à Plymouth, mardi à Devonport , mercredi à la vistock , jeudi à Devontport» samedi à Liskeard, dans le comté de Gornouailles. En outre, mardi, les ouvriers de Manchester ont donné

une soirée à laquelle assistaient quatre mille personnes, et qui a eu lieu dans les salons de la Ligue {free-trade hall). Elle avait pour objet la présentation d'une adresse à M. Gobden. Jeudi il y a eu meeting à Sheffield, vendredi à Wakefield, lundi à Macclesfield. Il y a eu aussi des réunions dans le Cheshshire et dans le Sunderland, présidées par les premiers officiers municipaux , et j'ai la satisfaction d'annoncer qu'elles seront suivies de beaucoup

d'autres. — C'est le 9 mai prochain que M. Pelbam Villiers portera à la Chambre des communes sa motion annuelle pour le retrait des lois-céréales. (Bruyantes acclamations). Des délégués de toutes les associations du royaume, affiliées à la Ligue, seront à Londres pour surveiller les progrès de notre cause pendant la discussion (^). — La parole est au Révérend Thomas Spencer. (Applaudissements).

M. Spencer : Je n'ai jamais porté la parole devant une aussi imposante assemblée, quoique je sois habitué aux grandes réunions, ce dont je me félicite en ce moment ; car si je n'étais enhardi par l'expérience, le courage me manquerait en présence d'un tel auditoire. Je me présente ici comme un témoin indépendant dans la lutte entre la classe manufacturière et la classe agricole. Je n'appartiens ni à l'un ni à l'autre. J'ai observé la marche de toutes les deux, sans intérêt

(') On comprendra aisément et j'ai senti moi-même que ces brèves analyses ôtent au compte-rendu des séances ce que les détails leur donnent toujours de piquant et quelquefois de dramatique. Obligé de me borner, j'ai préféré sacrifier ce qui pouvait plaire à ce qui doit instruire.

ou l'agitation anglaise. 89

personnel dans leur conflit ; je n'ai de préférence pour aucune, et je respecte dans tous les partis les hommes bien intentionnés. C'est pourquoi j'espère que ce meeting me permettra d'exposer ce qui est ma conviction sincère dans cette grande lutte nationale. (Approbation.) — J'ai observé depuis son origine les procédés de la Ligue ; j'ai entendu beaucoup de discours, j'ai lu beaucoup d'écrits émanés de cette puissante association, et, du com-

mencement à la an, je n'y ai rien vu qui ne fût juste, loyal et honorable ; rien qui tendit le moins du monde à sanctionner la violence, et quoiqu'on ait accusé les membres de la Ligue de vouloir ravir la protection, aux fermiers, tout en la conservant pour eux-mêmes, j'allois dire que je les ai toujours entendus repousser cette imputation, et proclamer qu'ils n'entendaient ni laisser profiter personne ni profiter eux-mêmes de ce système de privilèges. (Applaudissements.) Spectateur désintéressé de ce grand mouvement, je me suis efforcé de le juger avec impartialité d'esprit, et de rechercher s'il portait en lui-même les éléments du succès. — J'ai vu naître des entreprises qui ne pouvaient réussir, et des projets placés sous le patronage de préjugés que le temps devait dissiper* — Mais quant à cette grande agitation^ j'aperçois clairement qu'il est dans sa nature de triompher, et je vous en dirai la raison. Je vois des changements dans mon pays, et l'histoire m'enseigne qu'il ne recule pas, mais qu'il avance; qu'il ne se modifie pas dans un sens rétrograde, mais dans un sens progressif. Sans remonter bien loin, dans mon enfance on ne connaissait ni l'éclairage au gaz, ni les bateaux à vapeur, ni les chemins de fer, et maintenant le gaz illumine toutes nos rues, la vapeur parcourt toutes nos rivières, les rails sillonnent toutes les provinces de l'empire. (Applaudissements.) Dans mon enfance, un catholique romain, quelles que fussent sa bonne foi et ses lu-

90 COBUli^N KT LA LIGUt,

inières, ne pouvaient en venir au Parlement, il n'y eût pas de même aujourd'hui; dans mon enfance, Bui ne pouvait être chancelier d'une fonction publique, s'il n'avait reçu les sacrements de l'Église établie, il n'en est pas de même aujourd'hui; à moi-même enfoncé, au contraire, Anglais, n'importe ses scrupules, ne pouvait être marié

que par un ministre de eelte Eglise, il n'en est pas de même aujourd'hui. (Applaudissements.) De cette progression, qui n'est pas, si l'on veut, arithmétique oa géométrique, mais qui certes est une progression inteUecInelle, politique et nationale, je tire cette conclusion, que nw-seulen^ent d'autres progrès nous attendent, mais qu'on en pourrait presque calculer la rapidité. Le temps passé élutt donné, on pourrait presque dire ce que sera le temps qui le snîL En astronomie, des savants avaient remarqné dans te système solaire un mystère qui leur semblait inexplicable : ils avaient vu que les dislances du soleil aux planètes étaient enlie eUes comme des nombres harmoniques, sauf qu'il y avait dans In série «ne lacune qui leA confondaiL A tel point dn ciel,, di«<saient-ils, il devrait y avoir une planète. — Et en tf et, les astronomes modernes, armés de plus puissante télescopes, ont découvert à la place indiquée quatre petites pianèles qfà complètent la série des nombres harmoniques et proorvent k justesse du raisonnement qui avait soupçonné leur existeMe. Et moi je dis qu'en considérant la série des progrès dans les affisiires humaines, j'y yoîs aussi uneplace vide, quelque chose qui manque, et jugeant par le passé, je dis que si le principe de la liberté des transactions est vrai, il doit triompher. (Applau* dissemeots.) J'ai une autre motif pour espérer ce triomphe : quiconque est engagé dans une grande entreprise doit avoir foi dans le succès, sous peine de sentir ses mains faiUir et ses genoux plier. C'est Ik d'ailleurs un résultat qu'il est dans les lois de la civilisation d'amener. Plusieurs personnes agitaient.

ou l'agitation anglaise. 94

il y a quelque temps, la questioD de savoir si la civilisation était favorable an bonheur de rhomme ; quelques-nnes se

je leur demandai ce qu'elles racontaient par ce mot, et je découvris, bien plus, elles avouèrent qu'elles avaient donné à ce mot une interprétation erronée. Il y a plusieurs degrés de civilisation : si vous en soignez le sauvage quelque chose des mœurs de la vieille Europe, il mettra probablement son honneur dans ses vêtements; il s'adonnera à la mollesse, aux liqueurs spiritueuses, et votre civilisation lui donnera la mort. Il en sera de même si vous prodiguez. Vous avez un indigent. Regardez dans les rangs élevés de la société; considérez un membre de vos nobles. Il a toute sa vie été accoutumé à ces jouissances, à ce luxe, et remarquez cet autre niveau de civilisation qui prévaut dans les classes supérieures; et, à cet égard, je puis dire avec sincérité que l'aristocratie anglaise donne un grand et utile exemple à toutes les aristocraties du monde ; elle les a dépassées de bien loin dans la saine entente de la vie civilisée. Les lords d'Angleterre ont abandonné l'orgueil des vêtements, et ils ont jeté leurs livrées à leurs domestiques; fuyant la mollesse et les excès, ils couchent sur la dure et ont introduit la simplicité sur leurs tables; ils ont renoncé aux excès de la boisson. Plus vous vous élevez dans l'échelle sociale, plus vous trouverez que les hommes agissent sur ce principe, de conserver un esprit sain dans un corps vigoureux. Le bonheur de l'homme ne consiste pas dans les jouissances des sens, mais dans le développement des facultés physiques, intellectuelles et morales, qui le rendent capable de faire du bien pendant une longue vie. (Applaudissements.) S'il est dans la nature de la civilisation de tendre à tout simplifier, qu'y a-t-il de plus simple, en matière d'échanges, que la liberté ; et si l'Angleterre est le pays (du monde le plus civilisé, ne dois-je

pas à vendre à voir, dans un temps prochain, ce grand résultat du progrès, la simplification s'introduire dans nos lois commerciales ? Il est une autre chose qui doit résulter aussi du progrès de la civilisation, et c'est que le Parlement se rende un compte plus éclairé de sa propre mission. Les membres du Parlement, dans les deux chambres, ont blâmé, et quelquefois dans un langage brutal, les ministres de la religion, pour avoir pris part à cette agitation au sujet d'une chose aussi temporelle, disent-ils, que les lois-céréales. Ils demandent ce qu'il y a de commun entre ces lois et le saint ministère; mais ils savent bien que tout être humain qui paye une taxe, et qui travaille pour subsister, est profondément affecté par ces lois; ils savent bien que tout homme qui aime son frère, et qui voit ce qui se passe dans le pays, est tenu en conscience de prendre part à cette grande agitation. (Appro-
bation.) Eh quoi ! les ministres de la religion n'ont-ils pas été spécialement appelés à considérer cette question? et la lettre de la reine, qui leur a été envoyée pour être lue dans toutes les paroisses, ne leur en fait-elle pas, pour ainsi dire, un devoir? (Appro-
bation.) Cette lettre, que je dois moi-même lire dans l'église de ma paroisse, établit qu'une profonde détresse règne sur les districts manufacturiers, que cette détresse a pour cause la stagnation du commerce, et elle provoque des souscriptions pour subvenir aux besoins des indigents. Certes il n'appartient pas à un être intelligent, après avoir appris que la détresse pèse sur son pays, de rentrer dans l'inaction sans s'inquiéter des causes qui l'ont amenée. L'Écriture nous dit : « Occupez votre esprit de tout ce qui est juste, vrai, honnête et aimable. » Mais pourquoi en occuper votre esprit? Qui voudrait penser, sans jamais réaliser sa pensée dans quelque effet pratique ? S'il est bon de penser, il est bon d'agir, et s'il est bien d'agir, il est bien de se lever pour pren-

dre part à ce grand mouvement. (Bruyantes acclamations.) Je suis enclin à croire que les personnes, dans Tune et l'autre chambre, qui accusent les ministres de la religion de sortir de leur sphère pour s'immiscer dans cette agitation, sont à moitié envahies par les erreurs du Puséisme. (Applaudissements.) Le Puséisme établit une profonde démarcation entre Tordred du clergé et les autres ordres, distinction injuste et indigne de tout esprit libéral et éclairé. Ne voyez-vous pas d'ailleurs que le même argument par lequel on voudrait m'empêcher d'intervenir, servirait également à prévenir l'intervention de toute autre personne, k moins qu'elle n'intervint du côté du monopole, auquel cas on est toujours bien reçu. (Applaudissements prolongés.) N'ont-ils pas dit, dans leurs assemblées, que M. Bright n'avait que faire de parcourir et d'enseigner le pays, et qu'il ferait mieux de rester dans son usine? n'en ont-ils pas dit autant des dames qui assistent à ces réunions? Avec cet argument, il n'est personne qu'ils ne puissent exclure de toute participation k la vie publique. Nous avons tous un emploi, une profession spéciale; mais notre devoir n'en est pas moins de nous occuper en commun de ce qui intéresse la communauté. Je crains bien que le Parlement ne cherche k endormir le peuple par cette argumentation. Et loi aussi a sa mission spéciale qui est faire des lois pour le bien de tous; et lorsqu'il fait des lois au détriment du grand nombre, ne peut-on pas lui reprocher de se mêler de ce qui ne le regarde pas? Ce n'est pas le clergé dissident qui sort de sa sphère, c'est le Parlement. Nous supportons le poids des taxes, en temps de paix comme en temps de guerre ; nous partageons les souffrances et le bien-être du peuple. Nous sommes donc justifiés dans notre résistance; mais le Parlement n'est pas justifié lorsqu'il entrave le commerce et

envahit le domaine de l'activité pri[^] vée. (Applaudissements.)
Lorsqu'il intervient et dit : c Je con[^]

9i GOBOEN ET LA LIGUE,

c nais ks intérêts de cet homnie Biêux ifâ'il ne les connaît € lui-même ; Je lui preserirai sa nourriture et ses yêtements, € je m'enquerrai du nombre de ses enfants et de la manière 4 dont il les élève (applaudissements prolongés), » les ci* toyens seraient fondés k répondre : c Laissez[^]nous diriger < nos propres affaires et élever nos enfants, ces choses[^] ne € sont point dans vos attributions; autant vaudrait qve nons € nommions aussi des commissions d[^]enquête pour savoir c si les membres de Taristocratie gouvernât convenable- € jnent leurs domaines et leurs famiHes. » Mais c'est là on jeu dans lequel le droit n*est pas plus d*un côté que de l'autre. Que Taristocratie sache donc qu*il ne lui appartient pas de restreindre les échanges et le commerce de la nation.

J*ai dit que je me présentais comme un témoin indépen[^]dant et impartial dans cette lutte entre les intérêt manuAioturiers et les intérêts agricoles; mais je déclare que, dlms ma conviction, ces intérêts, bien compris, ne font qu'un. Ce qui affecte Tun affecte l'autre.

Supposez qu'il n'y eât au monde qu'une seule iamille. Un des membres laboure la terre, un autre garde et soigne les troupeaux, un troisième confectionne les vêtements, etc« — Si, pendant que le laboureur porte la nourriture au berger[^] il rencontre des entraves et des taxes, ne regarderiez[^]vous pas ces taxes et ces entraves comme un dommage peur tonte la famille? Tout ce qui empêche, tout ce qui retarde, tout ce qui entraine des dépenses, est une perte pour la commu[^] nauté. Le même raisonnement

s'applique aux nations quelles que soient la multiplicité des professions et la complication des intérêts.

En ce qui concerne l'état actuel de ce pays, vous avez été informés par une haute autorité, par un ministre d'Etat que la misère, le paupérisme et le crime régnaient sur cette terre

ou l'agitation anglaise. 95

désolée. (Téfit Ir celui qui admet l'existence de ces maux à prouver que la Ligue ne méconnaît la cause lorsqu'elle les attribue à cette législation qui s'interpose entre l'homme et l'homme ; lorsqu'elle affirme que la liberté du commerce entraînerait l'augmentation des salaires, que l'augmentation des salaires amènerait la satisfaction des besoins et la diffusion des connaissances, et enfin que l'extinction du paupérisme serait suivie de l'extinction de la criminalité. (Applaudissements). Si la Ligue a raison, que la législation soit changée; si elle a tort, que ses adversaires le prouvent.

Je sais qu'il est de mode de railler les manufacturiers et leur prétendu égoïsme ; de dire qu'ils exploitent à leur profit des milliers d'ouvriers. J'ai visité les districts manufacturiers aussi bien que les districts agricoles, et je demande quels sont ceux qui fournissent les cotisations les plus abondantes quand il s'agit d'une souscription nationale? Où recueillent-on 1,000 l. s. dans une seule séance? A Manchester. J'ai dans les mains la liste de plusieurs individus qui donnent 65 liv« par an aux missions étrangères, c'est-à-dire de quoi entretenir un missionnaire. Je ne vois rien de semblable dans les districts agricoles, je ne connais aucun gentilhomme campagnard qui maintienne à ses frais un de ces hommes utiles qui s'expatrient pour faire le bien. La se-

maine dernière, j'ai visité une des grandes manufactures de Bolton, et je n'ai jamais rencontré nulle part une sollicitude plus éclairée pour le bien-être, l'instruction et le bonheur des ouvriers.]

L'orateur continue à examiner le système restrictif dans ses rapports avec l'union des peuples, et termine au milieu des applaudissements.

M. Ewart et M. Bright prennent successivement la parole. Ce dernier rend compte des nombreux meetings auxquels il a assisté dans les districts agricoles.

SEPTIÈME MEETING HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE

5 mai 1855.

Longtemps avant l'ouverture de la séance, toutes les places sont envahies et l'entrée a dû être refusée à plus de trois mille personnes.

Le président annonce que par suite d'une nouvelle résolution prise par le directeur du théâtre de Drury-Lane, cet édifice ne sera plus à la disposition de la Ligue ! Mais les intrigues du monopole seront encore déjouées. A Manchester nous avons construit en six semaines une salle capable de contenir dix mille personnes. Nous ferons de même à Londres s'il le faut. — Il rend compte des meetings tenus dans les provinces pendant cette semaine.

Le Rév. docteur Cox : Si Ton me demandait pourquoi je me présente devant vous, moi, ministre protestant, étranger aux pompes du théâtre (rires), quoique familier avec la chaire, je répondrais : homo sum, nil humanum alienum puto; je suis homme, et, comme tel, je ne suis étranger à rien de ce qui intéresse mon pays et l'humanité. (Approbation). J'ai eu ma part de blâme pour m'être réuni avec mes confrères à Manchester, il y a deux ans. -^ Tentendis alors, je ne dirais pas les murmures, mais les clameurs d'une partie de la presse (honte!) qui nous reprochait de nous être rassemblés à l'occasion d'une loi étrangère à notre position et à nos études.

ou l'attitude) anglaise. 97

Maintenant Ton dit qu'en se réunissant à Manchester, les ministres protestants avaient fait tout ce qu'ils avaient à faire. Monsieur, je ne puis adhérer à ces sentiments. Je dis que notre cause réclame toujours nos efforts, et j'adopte sans hésiter la maxime de César : c Rien n'est fait tant qu'il reste quelque chose à faire ! (Applaudissements). Il ne m'appartient pas de décider si une nouvelle Convention des Ministres dissidents serait convenable; mais engagés, comme nous le sommes, au nombre de sept cents, dans notre caractère collectif^ je ne vois pas pourquoi nous ne nous efforcerions pas individuellement de faire triompher cette cause que nous avons embrassée avec vous, Monsieur, avec M. Cobden avec les membres de la Ligue, cause que nous regardons comme intéressant au plus au degré le bien-être de nos frères. (Approbation). Et quel est mon frère? Ce n'est pas celui qui vit dans mon voisinage, dans la rue ou la ville prochaine, — mais c'est l'homme. (Applaudissements). L'homme, quelles que soient les circonstances dans lesquelles il se trouve. Le Christianisme

m'enseigne la sympathie pour toute la race humaine, et d'atteindre, si je le puis, par mon influence morale, jusqu'aux extrémités du monde. On nous dit que comme Ministres nous devons nous en tenir à nos fonctions spirituelles; — que nous ne sommes point présumés comprendre des questions d'économie politique. Ma réponse est celle-ci. Je ne me reconnais pas plus incompetent pour comprendre une question, si je veux l'étudier, que tout autre individu doué d'honnêteté et de quelque sens commun. J'ai d'ailleurs présent à l'esprit que le Sauveur du monde. Notre Seigneur ne montra pas moins de sollicitude pour les intérêts temporels que pour les intérêts spirituels des hommes. (Écoutez, écoutez). Il ne se borna pas à enseigner son éternel Évangile, mais il eut aussi compassion de la multitude et lui donna

^H COBDEN ET LA LIGTJE y

une nourriture miraculeuse, ce qui doit mériter tous nos efforts pour lui donner une nourriture naturelle ; et si ceux qui font profession d'être les disciples de Jésus-Christ, je veux dire les évêques de ce pays (grands cris de honte! honte!), qui occupent une si haute position et qui s'asseoient sur les sièges de velours du Parlement, si les évêques, dis-je, combattaient au lieu de les soutenir ces vaines céréales qui ont infligé tant de maux à la communauté, je leur pardonnerais d'occuper une situation que je regarde comme incompatible avec leur caractère sacré (applaudissements), et j'oublierais, pour un moment, que j'ai vu la pompe de rhérmine et l'éclat de la mitre, où je me serais attendu à rencontrer le manteau de bure et la couronne d'épines ! (Écoutez, écoutez). J'ai fait allusion au Parlement, c'est pour moi un sujet délicat à traiter ; je crois que nous sentons tous que c'est là que nos intérêts ont été sacrifiés à l'esprit de part). ^Bryantes

acclamations). C'est Ib , je crois , que les kttes et les rivalités pour le pouvoir et Pinfluence, pour les places et les honneurs, ont i^ît obstacle h plusieurs des grands principes que nous voulons faire prévaloir; et Cèpemfeint nous pouvons tourner nos regards vers cette enceinte élevée avec quelque espérance , dans la Conviction que le sentiment populaire qui ne peut toujours y être méconiiu , y fera tôt ou tard assez d'impression pour déterminer le triom* phe des principes que nous avons h cœur.

Monsieur, je défendrai la cause de la Ligue au point de vue de l'humanité, du patriotisme et de la reKgion. (Applau* dissements). Je dis d'abord, quant îi la question d'humanité, que h population de ce pays s'est accrue et s'accroie tous les fours, et que la première loi de la société est que rbocme doit gagner son pain k la sueur de son front. Mais ici, pendant que la population ^'accroît d^année en année, pendant

ou l'acitation anglaise. W}

qvele travail de rhomme s'aceroit de j<mr en jour, Fouvii^r ne peot gagner son pain k la saenr de son fronl, parce qo*il 7 a des obstacles sur son chemin, et ee sonl ees obstacles que la Ligne a pour but de renverser. (Applaudissements). Je {daîde cette cause sur le terrain de r humanitéi parce qne si les intérêts manufacturiers souffrent, tous les autres ue peoveat manquer de souflGrir aussi, et la détresse s'étend sur tout le pays. Je me souviens qu'il y a bien des années, M« Foxt combattant dans la ebambre des communes les mesures de son antagoniste, M. Pitt, disait ces paroles profriiétiques: c Si vouser € persislez dans ce que vous appelez des guerres justes et c nécessaires, vous finirez par être cbargé d'une det|e naUo- € nale de huit cent millions el d'un fardeau de taxesqui êôrar c sera et ruinera le pays. » Les légisbàteurS' de

l'époque se moquèrent de M. Fox ; ils riaient de ses prévisions et de ce qu'ils appelaient ses folles prophéties ; qu'est-il arrivé ci-dessus dant ? N'avons-nous pas cette dette nationale qui avait été prédite ? N'avons-nous pas cette taxe que les citoyens ne peuvent supporter, hélas ! d'avoir quelques moyens extraordinaires à quelques propriétés héréditaires — ou, ce qui est la propriété du peuple, le droit de chercher et d'obtenir du travail ? — Je plaide cette cause sur le terrain de l'humanité car sans m'appesantir sur la condition profondément misérable des habitants des comtés septentrionaux, je pourrais signaler dans cette métropole, — à nos portes, — des circonstances de la vie la plus affligeante. J'ai en main un rapport qui me vient de la source la plus authentique qui constate que dans le mois de mars dernier et dans une seule semaine, il y a eu quatre cents morts provenant d'insanité. (Écoutez, écoutez). Il est établi par les registres que deux de ces malheureux « souffrent de l'épuisement ; un à la suite d'un complet dénuement, et le quatrième d'inanition absolue (Écoutez, écoutez). Biais

100 COBDEN ET LA LIGUE,

en fait, tous ces mots sont synonymes et ils signifient que dans Londres, au sein du luxe et de l'abondance, quatre personnes dans une semaine sont mortes littéralement de faim. (Honte ! honte !) Vous faites allusion à l'enceinte où se tiennent nos séances ; vous parlez de tragédies ! Yoilà certain nement de la tragédie, non point de celle qui a pour but de distraire le peuple, mais de la tragédie faite pour arracher des larmes et éveiller la sympathie la plus profonde » Me plaçant donc sur le terrain de l'humanité, lorsqu'il a été prouvé surabondamment que, par l'effet des mois-céréales, de 8 milliers et des millions d'hommes sont

dénués , non-seulement des moyens de vivre dans l'aisance, mais encore, k strictement parler, des moyens de vivre, quand le peuple souffre depuis le centre de cette métropole jusques aux districts les plus reculés du royaume, — lorsque le dénuement, la stagnation du travail, la famine, avec tous les maux qu'elles engendrent^ pèsent de tout leur poids sur le pays, — lorsque l'humanité saigne par tous les pores, alors, Monsieur, je ne regarde pas si je suis un ministre de la religion, mais je me lève en dépit du blftme et de la calomnie pour défendre la cause de l'homme, qui est essentiellement la cause de Dieu. (Tonnerre d'applaudissements). .

J'ai dit, en second lieu, que je soutiendrais la cause de la Ligue sur le terrain du patriotisme, et ici je devrais me répéter, car les souffrances des manufactures ne sont-elles j)as les souffrances de la masse? La détresse du centre ne s'étendelle pas aux extrémités? Je maintiens qu'en principe il est faux qu'une partie de la communauté prospérera par la détresse d*une autre partie de cette même communauté; que Fflristocratie, par exemple, s'élèvera par l'abaissement des classes ouvrièrei^ Que j'entende ou non l'économie politique, j'en sais assez sur cette matière, j'en sais assez sur^

ou l'agitation anglaise. lOï

tout sor la morale da christianisme, pour dire que la Traie prospérité d*ua peuple consiste en ce que chacun trouve le contentement de son cœur dans la prospérité de tous; en ce que les volontés soient unanimes pour porter le pays au plus haut degré de gloire et de félicité temporelle. Ce n'est qu^alors que TAngleterre s'élèvera comme un monument digne d'attirer les regards de l^unîvers; ce n'est qu^alors qu'elle apparaîtra brillante

à la clarté du jour, et répandra sa gloire sur toutes les nations; ce n'est qu'alors, quand tout privilège aura disparu, quand chaque classe, chaque parti se réjouira du bonheur des autres, quand ils travailleront tous à leur mutuelle satisfaction, que l'Angleterre sera pour l'étranger un objet d'éloignement et d'envie, et pour ses enfants un objet d'orgueil et de délices!

Après quelques autres considérations, l'orateur continue ainsi :

Enfin, je défends la cause de la liberté commerciale au point de vue religieux; je dis que la misère engendre Téhoïsme, les mauvais penchants, les dissensions domestiques. — Elle engendre l'abattement d'esprit; elle aboutit au suicide et trop souvent au meurtre. Les liens les plus tendres, les sympathies les plus douces de la vie domestique ont été brisées par la pression de la détresse, par l'impuissance de se procurer des moyens de subsistance au sein du pays ruiné. L'insanité s'en est suivie, et le tombeau prématuré s'est fermé sur ses victimes infortunées (^)• Dans ces circonstances je dis. Monsieur, que les dominateurs de ce monde se sont placés sous une effrayante responsabilité. (Écoutez, écoutez).

(*) On lait que le suicide est presque toujours attribué dans les verdicts à la démence, insanily.

40â GOBDEN ET LA U6UB ,

Cast pour nous im devoir de chrétien de secowir le panne dans sa touffrance ai dans aa détresse; nais pri^ pov son aonlageflMml et son bien«4tre, »*eal que ia moitié de notre devoir* Nims4evo«M enooreplaider sacaase etfittretoiiisnos efforts pour rdever sa conditkRn« A cet égard , peraetteKwoi une dtalion que

je reconnaître tous les méfaits. Les affections qui cimentent la société ne sont guères moins importantes que les associations de bienfaisance. Le devoir de la dignité personnelle, l'amour de la justice, le respect des droits de la propriété, la satisfaction de notre position sociale, rattachement éclairé aux institutions qui nous régissent, — ce sont là des éléments essentiels au corps politique, et dont la destruction ne peut être considérée que comme une calamité nationale. Cependant nous les voyons périr autour de nous. Quelque noble répugnance que les classes ouvrières aient montrée à accepter le secours de la paroisse, il n'est que trop vrai que le cœur de plusieurs a été courbé par un long désespoir devant cette humiliation ; le sentiment du droit s'est évanoui aux approches de la famine, et les hommes ont appris à se demander s'il n'y avait pas un droit primordial, antérieur au droit de propriété, qui les oblige de prendre là où ils le rencontrent, ce qui est indispensable au soutien de la vie ; et finalement, nos institutions nationales si longtemps et si cordialement vénérées, ont été accusées, sinon d'être la source incurable du mal, du moins de constituer toute la force agressive et défensive de ceux qui perpétuent cet abus intolérable. » (Écoutez, écoutez). Nous sommes dans un temps d'agitation, de grande et juste agitation parmi le peuple, le tonnerre commence à gronder ; des bruits prophétiques se font entendre sur tous les points de l'horizon, cris plus d'agonie.

ou l'agitation anglaise. 103

Un désespoir et de détresse ; l'électricité s'accumule et la foudre commence à éclater. Le peuple est résolu, — non comme tant d'autrefois. C'est l'épée à la main et en esprit de rébellion* mais en esprit de paix et de légalité, — à reconstruire

les droits qu'il tient de Fauteur des choses, et dont il a été si injustement dépouillé. Le peuple veut vaincre et il vaincra* Le flot s'avance, les vagues grossissent et rien ne pourra les arrêter* — Les effets de ces lois ont été k un haut degré préjudiciables anx intérêts de la religion. En beaucoup d'endroits, lesbommes^du peuple, faute de vêtements conve^ nables, se sont éloiig^és du service divin. (Écouter). Les loiscéréales tendent en outre directe-
 pient à restreindre I^s effets de ces institutions charitables, dont l'étendue et la bienveit* lance oot jeté tant de gloire suf Je nom britannique, car à mesuxie que la détresse gagne du te^ rain, toutes les classes sont successivement envahies, toutes, excepté celles que défendent la naissance aristocratique et les possessions bérédiiairesi Ces lois oui encore un plus funeste résultat en prévenant reKten\$ i#n de l'éducation, ce grand objet que le gouvernement pourrait abandonner ii lui-même si la misère ne iorçait k avoir recours k lui. (Écoutez , écoutez). Je n'ajouterai qu^nn mot, comme ami de la liberté en toutes choses. Liberté d'action, liberté de pensée, liberté d'échange, — car tem ee qn^ii y a de bon sur cette terre est né de la liberté, — je âléfendraî cette ^nde cause tant que j'aurai un cœur poui* «enlir, une voix ponr parler et un bras pour agir* (Bniyutes acclamations).

M. Co6DEN s'avance au bruit des applaudissement et s'exprime en ces termes :

Le Révérend Ministre qui vient de s'asseoir s'est rendu coupable an moins d'une i»uvre de suréfogation (rires) lors-

qu'il a jagé nécessaire de défendre les Ministres da culte ponr la noble part qa'ils ont prise k cette agitation. (Broyantes acclamations). Si je regrette qaelque chose dans le cours de nos opérations relatives aux iois-céréales^ c^est de ne les avoir peut-être

pas suffisamment considérées comme affectant les mœurs, la religion et l'éducation. On parle d'éducation ; Ton demande si le peuple désire l'éducation. Je puis affirmer qu'il n'est aucune classe, même la plus humble, où les hommes, s'ils en avaient les moyens, ne se montrassent aussi empressés de procurer à leurs enfants le bienfait de l'éducation qu'on peut l'être dans les classes supérieures. Dans les années 1835 et 1836, lorsque le nord de l'Angleterre florissait, lorsque l'énergie du peuple n'était pas assoupie, lorsque nous n'étions pas engagés comme aujourd'hui dans un humiliant combat pour du pain, — je me rappelle qu'il y eut plusieurs magnifiques meetings à Manchester pour l'avancement de l'éducation, et dans l'espace de quelques mois on recueillit 12,000 livres parmi les classes manufacturières, dans le but de construire des maisons d'école convenables. (Applaudissements). Mais la loi-céréale s'élève comme un obstacle sur le seuil de toute amélioration morale. Qu'elle soit abrogée, et les classes industrielles auront le moyen. Comme elles ont la volonté, d'élever leurs enfants. Je regarde encore la question de la liberté commerciale comme impliquant la question de la paix universelle. Si,* comme on peut me l'objecter, de grandes puissances, de grandes cités commerciales ont été renommées pour leurs guerres et leurs conquêtes, c'est parce qu'elles ne pouvaient accroître leur commerce que par l'agrandissement du territoire. Il est certain cependant que toutes les fois que les villes commerciales se sont confédérées, elles ont eu pour but de conserver la paix et non de faire la guerre. (Approbation). Telle fut la confédération des

ou l'émigration anglaise. 105

villes Ànséatiques. Nous nous efforçons maintenant de réaliser une ère nouvelle ; nous cherchons , par la liberté dn commerce, à accroître nos richesses et notre prospérité, tout en accroissant les richesses et la prospérité de toutes les nations du monde. (Bruyantes acclamations)• Introduisez le principe de la liberté commerciale parmi les peuples, et la guerre sera aussi impossible entre eux qu'elle Test enti^ Middlessex et Surrey. Nos adversaires ont cessé de nonsoi^ poser des arguments, du moins des arguments dignes d'une discussion sérieuse. Mais quoiqu'ils en soient venus à admettre k peu près nos principes, ils refusent de les mettre en pratique, sous prétexte que ces principes, quelques justes et incontestables qu'ils soient, ne sont pas encore adoptés par les autres nations. Ces Messieurs se lèvent k la chambre des communes et nous disent que nous ne devons pas recevoir le sucre du Brésil et le blé des États-Unis jusqu'à ce que ces peuples admettent, sur le pied de l'égalité, nos fers et nos tissus. Mais ce que nous combattons, ce n'est point les marchands brésiliens ou américains, c'est la peste des monopoles intérieurs. (Acclamations prolongées). La question n'est pas brésilienne ni américaine, elle est purement anglaise, et nous ne la laisserons pas compliquer par des considérations extérieures. Telle qu'elle est, notre tâche a assez de diflBcultés. — Que demandons-nous? Nous demandons la chute de tous les monopoles, et d'abord, et surtout, la destruction de la loi-céréale, parce que nous la regardons comme la clef de voûte de l'arche du monopole. Qu'elle tombe, et le lourd édifice s'écroulera tout entier. (Écoutez, écoutez). Et qu'est-ce que le monopole? C'est le droit ou plutôt le tort qu'ont quelques personnes de bénéficier parla vente exclusive de certaines marchandises. (Écoutez, écoutez). Voilk ce que e*egt que le monopole. Il n'est pas nouveau, dans ce pays» Il

florissait en Âagi6ierre il y a deux canl cUuiuenta ans, et U ki^érémlê n'en ie\$t qu'une plus subtile ymélé. Le syàtème du mMopoie avait grandi an temps dais TvdQrsetdesStuarts, et il fil t woveraé, il y a de«x aîèclâa et demi, au moîna dana ses a^peeifl les plus «dieux, «ws Im effarts de m» <^ttra|^ew aneétiM. Il est n*ai qu'il reYétait, dans cet t^mpe retxdés, des fomes oaiYemeot gr^naières; on n'ayj^ pas encore, à eeite dpoqoe, inventé le\$ ruses de iëchdU moUlç (éceuAes, ëeouteE); mais ce n'en était pa^ moins des monopoles, et des monopoles très lourds. Voici en quoi ils consistaient : les ducs de ees ftempt^Di, un Bnckîngbami oQ Bicbmoott soUicitaient de la reine Elisabeth on du roi Jacques des lettrespatentes en netiB desquelles ito s'assuraient le monopole du sd, du cuir, du poisson, n'importe* Ce système Ait poiissé k nue eiagération si désordonnée, qae le peuple refusa de le supp(Nrter^ comme il le fait aujourd'hui. U s'adressa à ses représentants an Parlement pour appuyer ses doléances» Nous «ïrons les procès-yeritex des discussions aniquelles ce\$ rédamatiôns donnèrent lieu^ et quoique les discours n'y soient point mpportés assez au long pour nous fiiiro cpnnaitre les aifumenln qu'on fit valoir de part et d'autre « il nous en resie quelques lambeaux qui ne manquent pas d'intérêt. Voiei ce que disait un M. Martin, membre de la ligne, assarément (rires), et peut^re représentant de Stockport (nouveaux rire8),car il s'exprimait c<»«ie j'ai eotttllm^ 4e le jaim. c lé parle pour une ville qui souffire, languit et soccombe € sous le poids de monstrueux et intolérables monopoles. « foutes les denrées y sont accaparées par les sangsues de < la république. Tel est l'état de ma localité, que le corn-€ merce y est anéanti, et si on laisse encore ces hommes € s'em-

parer des fruits que la terre nous donne, qn'allonsc notis devenir,
nous qu'ils déponiltent des produïtede nos

ou l'aGITATIQM ANaLAISE. IOT

c ttmvoL etde Mssaears, brte qn'ih 8oQt doe acte de Faa* 4 to-
rité ânprême auxquefe de pMirree mjets o*o8eiit pas € s^ùp-
poaer. » (Acclamalioiis)» VoUà ee que disait M» HarUn, il y a
deox ceat eiaquaote aoe, et je poornds aniJMrd'hiî tenir pmir
SiMlqport le nésM langage» «-* Oo tmia Sût ensaite eannaUre la
li^ des monopoles dwt le peuple se plaipiùL Keua y Toy ons fig-
wer dcip, fer, létaifi, houiUe, yerre, eair^ sel» huile, irâaîgpe,
fruit, yio, foïesoa» Aîasî ce foe lord 9\mkÊf% et le tforsmjhPo^
appellent ftUt^Um ie l mmu' iH\$ naOmiUe^ s'^odait b ieotes ses
bcanelies. (Rires et ac* damatîeos prolongées). Le malin journa-
liste ajoute : < Lors- € que la liste des monapides a éké lue, une
voix e*est4érié:

< et k'momfUe de»€ari9\$ éjmert œ qui a fait rougûr sir c Wal-
ter-Baleigk, car les cartes aem ^n de ses «onopoles. » Les
hommes de cette ^>oqae tétaient délicate sens douAe; car,
quoique nous ayons un lustre puissant k la Chambre des com-
munes, jamais, depuis que j*eo &is partie, je n*ai tu le ronge
monter au front de ses monopoleurs. (Écials de rire)» Le journal
ccmtiaae : c Après la seconde lecture de la liate

des monopoles, M. Hackeurell (autre ligueor sans doute)
(rires) se lè?e et dît : le pain ne figmre«4-il point dans eetle liste ?
«— Le pain ! dit Tun ; — le pain J s'éerie un second* — Cela est
étrange, murmu» un troisième. — £h bieni reprend M. Hackei-
vell, retenez mes paroles, si Ton ne jott ordre 11 Umt ceci, h pain
y fOMtra. » (Bruyantes aecla* mations). — Et le pam y a pamé^

et c'est pour cela , Messieura, que nons sommes réunis dans cette eaceiftte. { ApplaudissesKttts prolongés). Le journalisle continue: c Quand la reine Elisabeth eut connaissance des plaintes

< do peuple, die se rendît au parlement et le remercia

< d*aToir attiré son attention «r un si grand fléau. » S'indi^ |V[nant ensuite d'avoir si longtemps été trompée par ses oar«i

ieî9. (Cesl le tenne dont elle jugea k propos de se servir à l'égard de ses ministres monopoleurs), c Pensent-ils, s'écriat-^lle, demeurer impunis, ceux qui vous ont opprimés, qui ont méconnu leurs devoirs et Thonneur de la reine? Non, assurément Je n*en-tends pas que leurs actes oppressifs échappent au châtiment qu-MIs méritent. Je vois maintenant qu'ils en ont agi envers moi comme ces médecins (rires, écoutez, écoutez) qui ont soin de relever par une saveur aromatique le breuvage amer qu'ils yeuleot faire accepter, ou qui, voulant administrer une piiole (cris répétés : écoutez, écoutez, c'est le docteur Tamworth), ne manquent pas de la dorer. » (Rires universels et applaudissements). Vraiment, on pourrait presque soupçonnerdans ces paroles quelques rapports prophétiques avec un certain docteur homme d'État de notre époque. (Nouveaux éclats de rire). Telle fut. Messieurs, la conduite de la reine Elisabeth. Nous vivons maintenant sous une reine qui occupe dignement le trône de cette souveraine. (Acclamations). J'ai la conviction que Sa Majesté ne voudrait pas sanctionner personnellement un tort fait au plus pauvre ou au plus humble de ses sujets, et quoiqu'elle ne soit pas disposée, sans doute, à venir ii la chambre dés lords pour y dénoncer ses ministres comme des varlets (rires), je crois qu'elle donnerait sans difficulté son assentiment à Fabolition absolue des loiscéréales. (Applaudissements et cris répétés : Dieu sauve la reine). Tels

étaient les privilèges autrefois ; aujourd'hui les monopoleurs, agissant suivant des principes identiques, si ce n'est pires, ont introduit de grands raffinements dans les dénominations des choses ; ils ont inventé l'échelle mobile et le mot protection. En reconstruisant ces monopoles, l'aristocratie de ce pays s'est formée en une grande société par actions pour l'exploitation des abus de toute espèce; les uns ont le

ou l'agitation anglaise. 109

blé, les autres le sucre, ceux-ci le bois, ceux-là le café, ainsi de suite. C'est de ces classes de monopoleurs, dit aux autres : t Aidez-moi à arracher le plus d'argent possible au peuple et je vous rendrai le même service. > (Écoutez)* Il n'y a pas, en principe, une telle différence entre le monopole de nos jours et celui d'autrefois. Et si nous n'avons pas réussi à nous débarrasser des abus qui pèsent sur nous, il faut nous en prendre à notre ignorance, à notre apathie, à ce que nous n'avons pas déployé ce même courage que montrèrent nos ancêtres dans des circonstances bien moins avantageuses, à une époque où il n'y avait pas de liberté dans les communes, et où la tour de Londres menaçait quiconque osait, faire entendre la vérité. (Écoutez). Quelle différence pourrait-on trouver dans les deux cas? Voici des hommes qui se sont rendus possesseurs de tout le blé du pays qui ne suffit pas, selon eux-mêmes, à la consommation. Cependant ils n'admettent de blé étranger que ce qu'il leur plaît, et jamais assez pour ne pas retirer le plus haut prix possible de celui qu'ils ont à vendre* (Écoutez, écoutez). Que faisaient de plus les monopoleurs du temps d'Elisabeth ? Les monopoleurs de sucre ne fournissent pas au peuple d'Angleterre la moitié de celui qu'il pourrait consommer, s'il était libre de s'en procurer au Brésil, par

débatu, et en échange de son travail. Il en est de même pour le café et autres articles de consommation journalière. Combien de temps faudra-t-il donc au peuple d'Angleterre pour comprendre ces choses et pour faire ce que firent ses ancêtres il y a plus de deux siècles ? Us renversèrent l'oppression ; pourquoi ne le ferions-nous pas ? (Applaudissements).

Vraiment , je sens qu'il y a quelque chose de vrai dans ce que disait hier soir mon ami John Bright : c Nous ne sommes, k 1% Czianibre des communes , que de beaux diseurs k

HO COBDtUi ET LA LICUE ,

la langae inietteuse éi dorée. » Noutf ne sa? on» pas parler comiDe lea Martm et le& Hakweli d'auimMs. (Éeoatexl écoutez!) Ken qoe, après ^mt, ce n'est pomt dans de mdes parolesmais dans de fortes actions qu'il fiint plaçai^ notre confiance (applaudissements) , ainsi que je Tons le disais UMit«4rbeure , lorsque nous demandons an gottremement de mettre un terme k ce système, il noue entoie au-debors, au Br^I par eiemple, et nous dit de décider ce peuple it rece- Toir nos marckandisea contre son sucre; mais qu'elle est donc cette déception dont on nous berce depuis si longtemps? Quel est l'objet pratique de ces traités de commerce ri attendus? T a-t-il quelque pays k un degré de latitude donné, qui produise des cbosees que ne puissent produire d'autres pays dans la même latitude? Pourquoi, je le demande^ de- Tons-nous nous adresser an Portugal, et lui donner le privÿi-lège exclusif de nous vendre ses vins , lui conférant ainsi un monopole contre nous-mêmes? Pourquoi nous priver de l'avantage de la concurrence de notre voisine , la Fmnee , dont le Champagne est décidément supérieur, dans mon opinion, an vin épais de Porto? (Applaudissements).. On noos dit qu'en donnant là

préférence au Portugal, nous forcerons la France à réduire ses droits sur nos flûtes et tissus de lin. Mais cela ne pourrait-il pas avoir l'effet contraire? L'expérience en est faite. Voilà plus de cent ans que nous avons conclu le fameux traité de Méhuen, et au lieu de coagérer les peuples il les a divisés, et a, plus que toute autre chose, provoqué ces guerres désastreuses qui ont désolé l'Europe. Au lieu de forcer cette brave nation de l'autre côté du canal à venir acheter nos produits, il n'a eu d'autre effet que de la décidera doubler ses droits sur nos marchandises. (Approbation). Non, non, agissons à la façon des Anglais du temps d'Elisabeth. Renversons nos propres monopoles; montrons

ou L'AGITATION ANGLAISE. 111

Mais même si l'on se fût avisé de nos principes; quant à nos méthodes elles prouvent la pratique de ce qui achète le commerce, le Mé, le S. B. et le tom des produits étrangers. S'il y a quelque chose de nouveau dans nos principes, la prospérité générale suivra cette grande même, et lorsque les nations étrangères verront, par exemple, ce que produit l'oreille? Tersement les barrières restrictives, elles seront inévitablement disposées à en suivre. (Applaudissements). Grosse risée quand un peuple perd pendant de ses importations sur ses exportations, on quand un pays pénal toujours nous donnera jamais recevoir de nous, est de toutes les déceptions la plus grande dont j'ai jamais entendu parler. Elle dépasse les épreuves par feu froide et les machines volantes. (Éclats de rires). G. da revient tout simplement à dire qu'en refusant les produits des autres pays, de peur qu'ils n'acceptent pas nos retours, nous obéissons à la crainte que l'étranger, saisi d'un soudain accès de philanthropie, ne nous inonde jusqu'aux genoux de blé, de sucre, de vins, etc. (Applaudisse-

ments). Au lieu de mesurer l'étendue de notre prospérité commerciale par nos exportations, j'espère que nous adopterons la doctrine si admirablement exposée hier à la Chambre des communes par H. YlHers, et que c'est par nos importations que nous accélérerons les progrès de notre industrie (Approbation). Les pays qui ont adopté le système des libres importations, et qui ne témoignent pas, par leur prospérité, de la bonté de ce système? Prenez la Méditerranée. Visitez Trieste et Marseille, et comparez leurs progrès. Le commerce de Marseille est protégé et encouragé, comme on dit, depuis des siècles par la grande puissance du continent. Mais il n'a fait que quelques années à Trieste pour dépasser Marseille. — Et Pourquoi ? parce que Trieste jouit de la liberté d'importation en toutes choses. (Bruyants applaudissements).

Voyez Hambourg ; c'est le port le plus important de toute la partie occidentale de l'Europe. — Et pourquoi ? parce que l'importation y est libre. La Suisse vous offre un autre exemple de ce que peut la liberté. J'ai pénétré dans ce pays par tous les côtés : par la France, par l'Autriche et par l'Italie, et il faut vouloir tenir ses yeux fermés pour ne pas apercevoir les remarquables améliorations que la liberté du commerce a répandues dans la république; le voyageur n'a pas plus tôt traversé la frontière, qu'elles se manifestent à lui par la supériorité des routes, par l'activité et la prospérité croissante des habitants. D'où cela provient-il? de ce que, en Suisse, aucune loi ne décourage l'importation. Les habitants des pays voisins, les Italiens, les Français, les Allemands y apportent leurs produits sans qu'il leur soit fait la moindre question, sans éprouver ni empêchement ni retard. Et pense-t-on que pour cela le sol ait moins de valeur en Suisse que dans les pays limitrophes? J'ai constaté qu'il valait trois fois plus qu'ailleurs de

la frontière, et je suis prêt à démontrer qu'il y vaut autant qu'en Angleterre, acre par acre, et à égalité de situation et de nature, quoiqu'en Suisse la terre seule paye la moitié de toutes les taxes publiques. (Écoutez! écoutez!) Et d'où vient cette grande prospérité? de ce que tout citoyen qui a besoin de quelques marchandises, de quelque instrument, ou de quelque matière première, est libre de choisir le point du globe sur lequel il lui convient de s'en approvisionner. Je me souviens avoir visité, avec un ami, le marché de Lausanne, un samedi. La ville était remplie de paysans vendant du fruit, de la volaille, des œufs, du beurre et toute espèce de provisions. Je m'informai d'où ils venaient? — De là Savoie, pour la plupart, me dit mon ami, en me montrant du doigt l'autre rive du lac de Genève. — Et entrent-ils sans payer de droit? demandai-je. — Ils n'en payent d'aucune espèce, me fut-il répondu, ils

ou l'agitation ANGLAISE. 41 S

entrent librement et vendent tant que cela leur convient Je ne pas m'empêcher de m'écrier : c Oh ! si le doc de Bucking* glKun voyait ceci, il en mourrait assurément. » (Rires et acclamations). Mais comment ces gens-là reçoivent-ils leur paiement? demandai-je, car je savais que le monopole fermait hermétiquement la frontière de Savoie, et que les marchandises suisses ne peuvent y pénétrer. Pour toute réponse, mon ami me mena en ville dans Taprès^iné, et là, je vis les paysans italiens fourmillant dans les boutiques et magasins, où ils achetaient du tabac, des tissus, etc., qu'on arrangeait en paquets du poids de 6 livres environ, pour faciliter l'entrée en fraude en Italie. (Rires). Eh bien, si vous ouvrez les ports d'Angleterre, et si les autres nations ne veulent pas en tirer les droits qui pèsent sur nos produits, j'ose prédire que

les étrangers qui nous porteront du blé ou du sucre rapporteront de nos marchandises en ballots de 6 livres, pout éviver la surveillance de leur douane. Mais, après tout , ce ne sont là que des excuses et de vains prétextes; nous y sommes accoutomés; nous y sommes préparés, on ne peut plus nous y prendre; et le mieux est de ne pas les écouter. Sommesoooo d*accord sur ce point , qu*il est juste de renverser le monopole? Qu'on ne nous parle pas de la Russie , du Portugal ou de l'Espagne; nous nous en occuperons plus tard (bien , bien); nous ne manquons pas chez nous d*ennemis d*une pire espèce (bravos) ; ne perdons pas de vue l'objet de notre association , qui est d'emporter le retrait des loiscéréales , absolumentUy immédiatement et sans condition ('). Si nous renoncions au mot sans condition ^ nous aurions un nouveau débordement de prétextes à chaque semaine.

(') Le mot : unconditional (sans condition), adopté par la Ligue, se rapporte à l'étranger et signifie .- sans demander des concessions ré^proques.

11 i COBBEN ET LA LI€UE,

leî F orateur resd compte de la tournée qu*il a faite dans les dintrets a^rêolee et de Vétat de ropmion parmi les fermiers.

rai asûaté dans le conté de Hertford, k un meetiig où é^iwti réttw pluB de deux mille fermiers; il avait été anooaeé loDgteiaps k l'ayance. Je m*y sois, présenté aetd (applandieeemeota) ^ sans être accompagaé d'aa amin. sans avoir oae seule coims^issance dans toat le comtés (Biravos). Nous nous réanimes d*abord dans le Skùr^E^ (es^ du comté); mais n^étant,pasa«sez spacieasa».nous. ttosneftla meeUngà eiel ouvert* k Ploug^Meal , où sa fonir ordiaaiNpient kns électiona. Je pris nta place sur ^ ^

wagea ; je débitai mon thème pendant près de* deux, heures (rires et applaudissements) , et sur le champ même où , il y a près de dix ans , la fine fleur de la chevalerie du comté, soulabanaïeredaeMMiraalîMMffit élire par les fermiers- trois partisans du monopole et de la. prêtéection ^ sur ce même champ , j'ai plaidé, il y a une semaine, la cause de Tabrogation totale et immédiate des loisKsecésies. (Applaudissements)..... Les fermiers se divisèrent; les uns parlèrent pour, les autres contre; ^ ne pris plus aucune part aux» débats et abandonnai eBtièreHleBt^la discussion à diemême, vous avez su qu'au moment du vote , la motion en faveur du maintien de la^ protection n'avait pas réuni plus de douze suffrages.

Ici M. Cobden annonce qu'un des fermiers du Hertford, M. La timoré, est auprès de lui et se fera entendre pendant la séance. L'assemblée applaudit avec enthousiasme. M^. Cobden continue :

Saisissons cette occasion, puisque nous avons parmi nous un représentant de cette digue et excellente classe d'hom<*

oti l'agitation anglaise. H5

mes, de leur exprimer les sentiments dont nous sommes animés pour Tordre dont il est un membre si distingué. Disons k la laniceraiiê du pays, qui prétend maintenir son injuste suprématie, — je dis injuste, parce qu'elle se fonde sur le monop^e, — <faisons-lui qu'il n'est plus en son pouvoir de séparer, d'exciter l'une contre l'autre ces deux classes industrielles, les manufacturiers et les» fermiers^ (applaudissements), identifiés désormais dans les mêmes intérêts politiques , économiques et sociaux. Présentons h main de Tamitié it H. Latimore et à Tordre

auquel il appartient, et qu'il soit bien convaincu que toute la puissance qu'exerce la Ligue sur l'opinion publique, sera employée à obtenir pour les fermiers la même justice que nous réclamons pour nous-mêmes. Le temps approche où; industriels et fermiers, serrant leurs rangs, marcheront à l'assaut de la capitale des monopoles. (Applaudissements) Soit que de mes partisans le temps approche où la fureur des fermiers; mêlée à la foule des Ligués; tous animés d'une même ardeur, tous sentent le poids de la même anxiété, attendront dans les couloirs de la chambre des communes le dénouement de cette grande question, et j'avertis la landocratie qu'elle se trompe complètement si elle compte sur le concours de ses tenanciers pour combattre la population urbaine, quand elle se lève pour la cause de la justice. J'en suis sûr assez pour être assuré que c'est autour des châteaux de l'aristocratie que se trouvent les principaux ennemis de l'aristocratie. Que les lois-céréales opèrent quelque temps encore leur œuvre destructive parmi les fermiers, et je ne voudrais pas être démenti de braver l'indignation morale qui s'élèvera des districts agricoles..... Je voudrais bien savoir où les landlords iront désormais chercher leur appui. Je les ai combattus jusqu'à présent dans leurs places fortes. (Applaudissements). Je les ai vaincus

contrés dans les comtés de Norfolk» de Hertford et de Somerset. (Applaudissements). La semaine prochaine je serai dans le Buckinghamshire la semaine d'après à Dorchester, et le samedi suivant dans le Lincoln. (Applaudissements). Je l'annonce ici publiquement. Je sais que les landlords n'ont pas vu jusqu'ici mes pérégrinations avec indifférence, et quand ils n'ont pas détourné nos fermiers d'assister à nos meetings, ils les ont engagés à y occasionner du désordre. Je leur dis publiquement où je vais et ils n'osent pas venir m'y regarder en face. S'ils

n'osent pas justifier leur loi en présence de leurs propres tenanciers, où donc pouvons-nous espérer de les rencontrer, si ce n'est k la chambre des communes et k la

chambre des lords?

J'ai eu un attachement si passionné pour la liberté du commerce, que je n'ai jamais regardé au-delk; mais il y a des hommes qui regardent au-delk et qui comptent sur la Ligue pour une œuvre bien autrement jradicale que celle qu'elle a en vue. Je n'ai pas d'avis k donner k l'aristocratie de ce pays ; mon affection pour elle ne va pas jusque^lk; mais si elle ferme les yeux, dans son orgueil, sur le travail qui s'opère au-dessous d'elle, elle verra peut-être la question se porter fort au-delk d'une simple lutte de liberté commerciale, par des hommes qui, après avoir accompli une utile réforme, en poursuivront une autre bien autrement profonde. (Acclamations). Si l'on persévère dans ce système, alors que le pays rend contre lui un témoignage unanime, je répète ici ce que j'ai dit dans une autre enceinte (bruyantes acclamations), la responsabilité tout entière en retombera sur le pouvoir exécutif (applaudissements), et cette responsabilité deviendra tous les jours plus terrible. (Nouveaux applaudissements). Sir Robert Peel dirige le gouvernement en sons contraire de ses propres opinions. (Assentiment). Je n'incrimine les inte-

ou l'agitation anglaise. j 17

lions de personne; j'observe la conduite des hommes publics, et c'est sur elle que je les juge. Hais quand je trouve qu'on ministre suit une marche diamétralement opposée k ses opinions avouées, j'ai le droit de m'enquérir de ses intentions, parce qu'alors sa conduite n'est pas dirigée par les règles ordinaires. Et

de qui se sert-il pour faire triompher ses résolutions ? n les obtient d'une majorité brutale. Je dis brutah, parce qu'elle est irrationnelle; et je ne l'appelle pas irrationnelle parce qu'elle ne s'accorde pas avec moi, mais parce qu'elle suit un chlef qui s'accorde avec moi en principe, et adopte une autre marche en pratique. Le ministre qui dirige l'administration avec un tel instrument, sachant qu'il est le produit de l'intrigue, de l'erreur et de la corruption, lorsqu'il voit les mêmeà hommes, autrefois trompés par ses créatures, s'assembler aujourd'hui k la clarté du jour, et au milieu de l'aristocratie à cheval, voter comme un seul homme contre cet odieux système, ce ministre, dis-je^ encourt une immense responsabilité.

L'orateur annonce que le théâtre de Drury Lane n'est plus à la disposition de la Ligue; et répondant aux personnes qui voudraient que les meetings se tinssent en plein air, il dit :

Les personnes se méprennent sur ce qui constitue l'opinion publique, qui disent que des meetings à Islington-Green auraient plus d'influence que ceux-ci. Ce ne sont pas les tacticiens de l'école moderne qui pensent qu'une grande question d'intérêt public peut-être résolue devant une armée de trente à quarante mille hommes rassemblés k Islington ou ailleurs. Mon opinion est que depuis la réforme électorale, qui a mis la puissance politique aux mains de plus d'un million de personnes appartenant k ta classe éclairée de ce pays,

ai cette cljiaae veut agir, sa puissance ne sera pas ébranlée AU par les efforts 4e raristoeratie d^un cdté, ni par les dé* monst-caiiogs pofuifAÛres de Twiibre. ^r^ S^s Toulair né|^er la co-opéiation d'awane dassé, je pense qpe ceux qni Ten* lent eivpoc-qr une^r^nde questien, doivent le faire précisé* méat par cette

xdasse 4on^ je /sipis en ce moment entonné. l^ applaudisse-
 ments de la jfove, J'enihoasksme manifesté par un grand ckosnt
 de Yoix bumaines ii felingtôn, pourraient bigjQ nous amuser ou
 flatler notre amour-propre ; mais si nous sommes animés d*uae
 passion sipcè^ si nous votions ii^iire triomplier la Wbtrté^ ainsi
 que nous j avons engagé nos fortunes, et s*il le fa^, oos vies, ajors
 nous prendrons conseil de .quelque chose de ipieux que de h va-
 nité^ et nras choisiros parmi xios moyras ceu^ qui sont les plus
 propres ^ amener le succès^ Rien n'est plus prof^ k le gfmnr
 que de semblables réunions. C'est un axiome parmi les Mleurs
 dramatiques, que le jugement du pnblie est sans appd. Au foyer,
 les critiques peuvent différer et se combattre* Mais si la pièce a
 réussi à Drury-Lane, elle réussira dans tout le royaume. Vous de-
 vez bien penser que ce n'est pas sans quelque anxiété que nous
 avons porté notre œuvre devant vous. Mais forts de nos précé-
 dents, nous rappelant que le succès n'avait jamais manqué à nos
 démarches les plus hardies, nous résolûmes d'affronter votre ju-
 gement à Drury-Lane. Vous l'avez prononcé, ce jugement, après
 plusieurs épreuves réitérées. De semaine en semaine votre en-
 thousiasme 9 grandi; de séance en séance, les darnes^ cette
 meilleure partie de la création, sont venues en plus grand
 nombre sourire ^ nos efforts. (Acclamations). Maintenant, qu'ils
 nous retirent l'qsage ^ cette enceinte privilégiée* — Nous les re-
 mercions de ce c|u'ils ont fait. — Vous avez condamné le mono-
 pole; voire verdict est prononcé.,.. H n'en sera pas fait appel.
 (L'bo-

ou LAi;iTÀT10N ANGLAISE. 119

•oniile geadenuQ s'assetit m milieu d«6 «clamatioDs «bll-
 Muiaaltt. L'assemblée se lève dans m état d'excilation HiiDji-

toeïx qai se pretonge piosfewrg minutes).

MM. Latuioiie et Moore prennent successivement la parole.

habtuxg lobdoiipalre de la ligue a la sai.le de

l'opéra.

15 mai 1845.

A rocoasieii de la discussion sur les lois-céréales , dteeussioB qia a occupé cinq séances entières de la chambre des comunies -et qui n'^t pas encore termîfiée, la Ligne s'est réunie, samedi 13 mai, à la salle de rOpéra. Après un discours éloquent de M. Fox, la parole est à M. Gobden.

M. GoÊÊm : C'est a^ec sarprîse que j'a^ m figura mon ne« snr l'affiehe de la distribatiien desrêtes. (Rires). Notre présideat est d'an despotisme achevé, et ne laisse ni voix délibéiwlTe ai vaïx eeMottative à ce sujet. Si j'éis\$ libre, j'aimerais amax, pardonnez-le moi, aller me reposer, car il était cÎMj faeares ce matin quand je suis sorti du Parlement, aprte avoir assisté it une scène.... comment la qualiieraijeT.— Une scène digne des bêtes sauvages d'Épbèse. (Rires et applaudissements). Ce n'est pas d'ailleurs une tâche aisée que de succéder k M. Fox. le rsgretie qu'il ne puisse pas répéter lundi prochain l'éloquent discours que vous venez d'entendre, à la chambre des communes, où son grand talent, vous en conviendrez avec moi, devrait lui assurer une place.

Mais quoique Toccasion lai en soit refusée, je pense qa'il en sera dit quelque chose lundi soir, car autant les membres du parlement sont impatientes de la critique qui s'attache à leurs représentations de St-Stephen, autant ils aiment à critiquer nos repré-

sentations de Drury-Lane et de TOpéra-House. Il n*a guère été question d'autre chose dans les derniers débats, et nos opérations sont devenues le thème favori du Parlement. Un autre sujet inépuisable pour ces Messieurs, c'est le bl&me et les plaintes dirigés contre le représentant de Stockport. (Rires). Je ne suis pas surpris que les o^mbres des communes supportent impatiemment la critique du public, et puisque leurs belles manières devaient se manifester par une violence si inusitée, ils ont agi prudemment d'exclure de Tenceinte législative les étrangers et les journalistes. — Je voudrais que mes compatriotes de la classe ouvrière eussent été derrière les coulisses pour voir comment se comportent, en quelques occasion^, ceux qui se disent leurs supérieurs. (Rires et applaudi^ements).

Je né sais vraiment que vous dire sur le fonds de la question; je me sens tout-k«fait dans la thèse de sir Robert Peel. Je n'ai pas de nouveaux ai^uments k fiiire valoir, et je ne puis que vous chanter toujours le même refrain. (Rires). Mais, croyez-moi bien , les plus vieux arguments sont les meilleurs. (Écoutez I écoutez!) Le fait est de les bien comprendre. Je ne suis pas bien sAr que vous ayiez aucune raison, ni même aucun droit k obtenir la liberté des échanges, si vous ne la comprenez parfaitement, si vous ne la désirez avec ardeur. Mais, une chose dont je suis sûr, c'est qu'en l'absence de cette intelligence et de cette volonté, vous l'auriez aujourd'hui , que vous la perdriez demain.-^ Je vais donc continuer mon cours; ce sera sans doute toujours le vieux refrain. Mais je rois parmi vous de jrtâtes gens ; pourquoi ne les instruirions-

ou l'agitation anglaise. i21 {

ooo8 pas? pourquoi ne les mettrions-nous pas à même de ooflyertir les vieux monopoleurs, en retournant à leurs foyers? (Approbation). Qu'est-ce que le monopote du pain ? c'est la disette du pain. Vous êtes surpris d'apprendre que la législation de ce pays, à ce sujet, n'a pas d'autre objet que de produire la plus grande disette de pain qui se puisse supporter ? et cependant ce n'est pas autre chose. (Écoutez ! écoutez !) La législation ne peut atteindre le but qu'elle poursuit que par la disette. Ne vous semble-t-il pas que c'est assez clair? — Quelle

chose dégoûtante de voir la Chambre des communes ,

je dis dégoûtante ici , ailleurs le mot ne serait pas parlementaire. Mon ami, le capitaine Bernai , leur a dit le mot en face; mais rappelé k l'ordre par le président , il a dû s'excuser et retirer l'expression. Mais allez, comme je l'ai fait, d'abord à la barre de la Chambre des lords, et puis èi là Chambre des communes, et vous verrez que le fonds de leurs discours c'est : rentes! rentes! rentes! cherté! cherté ! cherté! rentes! rentes! rentes! (Rires et applaudissements). Qu'est-ce que cela signifieTYcilk une collection de grands seigneurs, de dignes gentilshoinaies assurément, et faisant figure sur les coussins de soie de la Chambre des lords , mais du reste , ne dépassant guères le niveau de riatelligence ordinaire , et fort peu audessus de la médiocrité, selon ce que j'en puis savoir, en vertus et en connaissances; — mais enfin les voilà. Et que sont-ils? — des marchands de blé et de viande. (Bruyants applaudissements). C'est là ce qiii les fait vivre, et ils vont à la législature, pour assurer, par acte du Parlement, un prix élevé, nn prix de monopole, à la chose qu'ils mettent en vente. C'est là leur grande afEsiire. Ce que jedis peut n'être pas parlementaire, mais c'est la vérité, (applaudissements). Voilà encore desgrands sei-

gneurs à la Chambre des communes, très dignes gens sans doute, et qui représentent fidèlement les lumières et

12^ COBDËN ET LA LIGUËy

les Yerlii8 de leurs comiD6UaBt& Gependsol, je ssis fiché de le dire, la plupart d'entre eux tirant leurs revemis deky^ote des blés et des t^estiaux; et quelle a été leur occupatioD pendant toute cette semaine ? de combattre vigoureusement pour maintenir, par acte duPariement, le pril de leurs mafclu*dises. (Applaudissements). S'il y avait un Pasquin snr les m«rs de St*StepheB , j'écirais en v^rs, an-dessus de aoa effigie : Ici résiàsni lànutre-hands de graim. — Vous ne vojia pas les hommes qui ont des cotons , des draps , des soieries , on des fers à vendre, quelle que soit la détresse de leur eommewe, entrer d'un pas délibéré à la Chambre des communes , et y faire des lois pour s'assurer des prix élevés; ponrcpoi les maîtres de forges, les imprimeurs sur étoffes, n'auraïenU-Ss pas aussi leur échelle mobile ? Ils pourraiaat s'adjuger 1 ab. â d. de protection. Et pourquoi pas i sh. 6d. ? on peot bien être généreux quand on l'est envers soi-même, liais il n*y a pas jusqu'aux grooms qui gardent leurs chevaux)i la porte de la Chambre qui ne riraient après eux. Pourquoi donc tolé* rez-vous que les grands sei^eurs aillent k la Chambre des communes, et convertissent en une halle ce qui devrait être le temple de la justice? (Approbaton). Pourquoi le peuple lolère-t-il cela? parce que, fasciné par le vieux système fiéodal, ils voient avec indulgence, que dis^e, avec vénération, de la part des possesseurs du sol, des actions pour lesquelles il honnirait les hommes qui dirigent dans la boutique on l'ateUer une honnête industrie. (Applaudissements). Mais mon devoir est d'instruire les enfants mêmes, afin que, rentrés ches eux, ils catéchisent jus-

qu'à leur grand'mères. (Éclats de rires). Ces enfants entendront dire sans doute que la protection n'a pas pour but d'élever le prix du Ué, mais d'en augmenter la production intérieure. Et comment veut-on arriver k ce résultat? et d'abord le moyen est bizarre, et lo sens commun peut

ou l'agitation anolaise. 123

trouver éiraage qa*oo essaye de procroer raboodanee [en excluant rabondance* (ÉcMtez !) Mais soyons les dfets. Le peuple est-il nourri de paia blanc? Seion le docteur Marsiiam, cinq millions d'babUants vivent de pain d'avojne, et cinq antres millions de pomoies de terre. Que l'enfant revienne donc vers sa grand-mère, et qn'ii lui dise : le pian n faîUL, ear le peuple ja*est pas nourrie Quelle objection peat-«on faite alors à Tressai de notre plan , en iaiasânt ^tf<er le Ué étranger ? qui le xnangera? ce n'est pas sans doute ceux qui «bsîstent à ce meeting; ils ^n ojat plus qa'U m leur en faut. Si donc i) en entre d'avaatage, il sera oansomiaié ^rcenxqni n'en mangent pas asez , ou qui n'en mangent pas du tout. (Applaudissements). Donc, laissez arriver le blé; mais ici vous £ies assailli d'jm débordement d'ai^wenls %és des charges qui pèsent sur le sol, du danger de dépendre de Vé^ tran-ger, du développameiU exagéné de» machines, etc. La réponse à laquelle Tenfimt doit se tenir atiadié , est ceUerci : toutes ces cboses peuvent être très ficbenses , mais rien n'est plus Ūchenx que la rareté des aliments; il pourrait être bfsn de ne pas dépendre de l'étranger , si nous ne dépendions pas de gens qui nous traitent plus mal cbez nous. Mes malheureux commettants de Stockport dépendent de la prodneductioD intérieure, et ils se trouvent si mal nourris , depuis tantôt cinq ans, qu'ils aimeraient mieux dépendre des Russes, des Polonais, des Allemands ou des

Américains, ou de quelque nation que ce soit sur la surface de la terre, plutôt qu'ils se fient aux nobles marchands qui ont érigé le système exclusif. Mais les landlords objectent qu'ils payent de lourdes taxes (axes que les autres classes de la société. En admettant que, possédant le pouvoir de manipuler les taxes, ces anges de désintéressement les aient toutes placées sur leurs propres épaules, comme Sancho Pansa ; eh bien ! dans ce cas même,

qu'ils les recouvrent; qu'ils les fassent passer sur d'autres, mais cela ne justifie point la rareté des aliments. Il y a une autre grande duperie mise en avant par Fennemi, et qui a trompé beaucoup d'enfants de tous âges. C'est la question des machines. Mais une aiguille est une machine, un dé à coudre est une machine, c'est un grand progrès sur Tongle du pouce. (Rires). J'ai toujours trouvé que les plus grandes clameurs contre les machines partent de gens qui, d'une façon ou d'une autre; se servent de machines pour leur propres affaires. Hais ils ont entendu parler de quelque merveilleuse invention dans le nord de l'Angleterre, et les monopoleurs se sont empressés de les mettre sur une fausse quête, en leur persuadant que c'est là ce qui nuit au peuple, et non la taxe du pain. J'ai rencontré à Yarmouth un de ces hommes qui vont vociférant contre les machines. Je lui demandai de quelle espèce de machine il se plaignait; il me répondit: *dupower-loom*. Vous en servez-vous à Yarmouth ? lui dis-je. — A Yarmouth, nous ne tissons ni ne filons, mais nous prenons du poisson. — Et quel poisson ? — Du hareng. — De quoi vous servez-vous pour le prendre ? — De filets, et de très grands filets encore. — Pourquoi ne vous servez-vous pas de lignes et d'hameçons. (Acclamations). — La réponse me prouva qu'il est dangereux de s'immiscer dans les affaires des autres, car un vieux pêcheur prit ma question en très mauvaise part, et me dit : nous

n'avons que faire d'hameçons. — Mais pour* quoi? insistai-je. — Parce que ce serait trop de peine, répondit le vieux pêcheur. — Voilk tout le secret ; voilà aussi la raison pour laquelle on ne file plus avec la quenouille et le fuseau. — Ce serait trop de peine.

En ce qui concerne le manque d'emploi occasionné par les machines, il n'y a jamais eu de plus grande méprise depuis le commencement du monde. H y a dans le comté de

ou l'agitation anglaise. 125

LaneasUre un millioo cinq cent mille habiUints, dont cinq cent mille n'y sont pas nés, mais sont venus des comtés où les machines sont inconnues, vers celui où les inventions les plus merveilleuses épargnent de plus en plus le travail de rhomme. C'est là que la population s'est le plus rapidement accrue depuis vingt ans. Que pensez-vous que soient devenus les enfants dans les villages où la population se montre sfationnaire ? U y a dans les districts ruraux du Lancastre, des villages qui ne sont pas. maintenant plus populeux qu'à Tépoque où Guillaume-le-Gonquérant fit dresser le doomsdaybook* Cela peut paraître étonnant, mais cela est vrai. Un d^ mes amis, qui est à côté de moi, s'est beaucoup occupé de réfuter cette erreur. Il a pris la peine de parcourir une grande partie du Lancastre, principalement là où les machines n'ont pas été introduites; il a compulsé les registres des baptêmes et des funérailles, et il a trouvé, en général , trois naissances contre deux décès; qu'est donc devenu cette population excédente? Elle a aflDuée vers Blackburn, vers Bolton, vers les vil^e8 où elle a été employée par ces mêmes machines qu'on accuse de détruire l'emploi des bras. Je vous dirai quelle est l'utilité des machines. C'est d'accrottre la puissance de la production ; maisà mesure qu'elles se multiplient, il faut que le marché du

monde s'ouvre devant nous. Si nous avions la liberté du commerce, chaque perfectionnement mécanique serait suivi d'une diminution dans le prix de revient du produit, diminution qui mettrait le marchand à même de lui trouver de nouveaux débouchés. Le bon marché toujours croissant pousserait toujours nos produits plus loin vers les extrémités du globe. — Al sbelling, tel article peut être envoyé en Allemagne; — réduisez-le à 8 d., et il ira en Italie; diminuez-le jusques à 6 d., et il pénétrera en Turquie ; - ^ à 4, il se montrera en Perse ; à 2, il pénétrera

126 (HyBDSi ^ ET LA LIOUE,

ju8q;ïie dans les r ^ ^ mnsles plus éloigBées de F Ame centrale, (ftnqfairts applaudissemests). Mais commepl te mardiaDd ponrrait ^ il étendre ses opérations, s'il ne loi était pas permis de rapporter chez nous, en édiange de nos produits, lei ^ prodnits que les autres peuples ont à noua donner ? Le BiaMê" baok laisse nos négociants exploiter le monde entier, y ebercher des objets de couTenance ^ de luxe pour la classe if cbe, mais il ne permet pas qu'ils rapportent cette denrée, qui, parmi toutes les autoes, pourraient contribuer au-bien-être cft au bonheur desouwiers et de leurs familles ^ etcependaiglc*est \f rude travail de leurs- mains calleuses qui paye ces superfluités qu'on tolère, commie il payerait les denrées utiles qu'on exclut. Les législateurs donnent un libre aiQcès aux objets de liae qui peuvent décorer leurs personnes et embellir leurs iastueux palais; mais pourquoi défendent ^ ils Tenniée du blé? Pourquoi empêchent-ils la Russie, la Pologne, l'Amérique de nous fournir du blé? Pourquoi? Parce qu'ils sont marchands de blé! Ils devraient inscrire sur la porte de leurs demeures ces mota: c Marchands de blé; aucune concurrence n'est permise» » (Bruyantes acclamations). — Je vous ai dit

que les étourdis qui se laissent prendre k depareSies jongleries, ne sont que des enCuits^ quel que soit leur âge, et en effet, ne faut-il pas être bien novice, que ce^soit faute d'années ou faute d'intelligence, pour tomber dans des pièges aussi grossiers? Les lois-céréales affectent également toute la communauté, et la taxe du pain^ coûte plus aux habitants de Londres qu'à tous ceux du Lancastre; et n -est-ce point une véritable puérUité que de se laisser mettre sur uneÂusse quête, et d'aUer chercher la cause du mal dans le Lancastre, sans regarder autour de nous et chez nous? Mais, enftn, admettons que les machines aient T^fet qu'on leur atuibue; — condamnons ces puissantes inventions, ces

ou l'agitation anglaise. i27

a^licatioiia de 1% sciaiee, qui ml arraché Tespèee liii9Mî«e k réutf samnige, et qui ont ait, poor aîoâ dite, le fer M* même,, par-lîfi^^ftnt de la n&; ae ? oyons dan» ces merfeillies que malédK-lîons pour le pays; élevoii6«-Don& contre la ^vi- Allé dteHBénie; repriieboi8*kii d'avoir soufflé dans Vesçriî bttmakft le déûr et la iaculté de s'élever dans le champ Todé* fini des découvertes; accordons tout cela. Qu'en résuftera^ t^-il ? Esl-eeque les choses en iront mieux, parce qu^une f«are tmr le pam lâendm ajouter ses nuisibies effets aux nuisibles efietadecesiomebines mavéttes ? (Véhémentes acclamations). Je le répète, il n'y a que Fenfttnee, l'enfance morale qui puisse être dupe de ces clameurs centre les machines, puisque BOB mau sont les mêmes, que les machines soient une midédiotio%oifri|U"eUes sment un: bienfait; puisqu'ils pèse»! égalemeni sus nous tous, soit que bous travaillions-avec nos dadts et nos ongles» sait qae nous appelions à notre aide les forces des vents et de la vapeur, — et ce que je dis des machine&i ja le dis aussi de twAes autres clameurs élevées pour

faire peràre de vue le grand fléau, la grande iniquité : — la rareté des aliments.

Quelques personnes parlent d'un changement dans la valeur des espèces métalliques. Nous ne nous y opposons pas ; mais ce doit souffrir le pays^ ce n'est pas de la rareté du numéraire, c'est de la rareté des aliments, et jamais nos efforts ne se relâcheront, jusqu'à ce que nous ayons renversé toutes les barrières qui nous en empêchent. (Bruyantes acclamations)* J'appelle une lourde responsabilité, éternelle- et comme dit-on ^v ^^ quiconque néglige de plaider l'abrogation de la loi morale. Je ne veux pas qu'on infère de mes paroles qu'il y a pas seulement des hommes conscients parmi nos adversaires; mais, dans l'état présent du pays, la neutralité n'a pas d'importance. Une loi, parmi les Spartiates,

V28 COBUEN ET LA LIGUE,

condamnait à mort les citoyens qui ne prenaient pas part dans les grandes questions d'intérêt public. Quoique la Ligue n'entende pas infliger à ceux qui restent neutres d'exclusion physique, il est une exclusion civile dont elle frappera les citoyens qui n'entrent pas dans ses rangs. Si les banquiers, les armateurs et les marchands de la cité de Londres ne trouvent pas de loisirs pour étudier cette grande question, qu'ils soient moralement déposés du rang qu'ils occupent dans l'opinion publique, qu'ils descendent dans l'estime de leurs concitoyens au niveau de leurs communs et de leurs portiers; ils ne méritent pas d'être élevés sur un piédestal d'or pour être vénérés comme des idoles. Qu'ils soient jugés selon leur mérite. (Applaudissements). Tout homme qui comprend la question doit sortir de l'inaction et s'efforcer de rallier ses semblables à la vérité, car ce n'est que par la force de

l'opinion que cette grande réforme peut être résolue. Il n'est personne qui ne puisse beaucoup pour l'avancement de notre cause. Des hommes, dont les noms étaient jusqu'ici inconnus, ont rendu de grands services en propageant autour d'eux les doctrines de la liberté commerciale. Je citerai un membre de

la Société des Amis, qui, depuis deux années, a mis à distribuer les pamphlets de la Ligue une prodigieuse activité. Il a parcouru à pied tout le pays, depuis le comté de Warvnock jusqu'au Hampshire, et a disséminé partout les vérités et les lumières. Avec le secours de tels auxiliaires, il nous est bien permis d'entretenir l'espoir d'un triomphe prochain et définitif. Cet humble serviteur de notre œuvre n'a été dirigé que par la conscience d'accomplir envers ses frères un grand devoir de charité. (Bruyantes acclamations). Voilà un homme qui ne verserait pas une goutte de sang, même pour défendre sa propre vie, qui a visité plus de vingt mille maisons, y a déposé le germe de la vérité et de la justice, et qui, pour cette

ou l'AGITATION ANGLAISE. 129

grande cause, a supporté plus de fatigues et de travail que ne fit jamais le duc de Wellington lui-même. (Nouvelles acclamations). Et quand le monde saura apprécier la vraie moralité des actions, c'est à la mémoire de ce quaker obscur et modeste, plutôt qu'à celle de Wellington qu'il dressera des statues. (Bravos). Cet homme excellent, de même que beaucoup d'autres de ses frères en religion, s'est efforcé de propager les principes de la Ligue, non-seulement parce qu'il croit que la liberté commerciale fera descendre l'aisance et le bien-être dans la masse du peuple, mais encore parce qu'il la considère comme le seul moyen humain d'unir toutes les nations par les liens d'une paix durable, de

faire cesser à jamais le fléau de la guerre et d'extirper du sein des nations cette force brutale qui, maintenue sous prétexte de les défendre, retombe sur elle d'un poids accablant, sous la forme de marine militaire et cArmée permanente, funestes et prodigieuses créations qui n'ont servi jusqu'ici qu'à élever par une route sanglante les Clives et les Wellington. (Acclamations prolongées)* Vous avez entendu dire, dans le dernier débat du Parlement, que le principe de la liberté des échanges, quoique vrai, ne s'adaptait pas aux circonstances actuelles. Un honorable membre a dit que c'était la vérité abstraite et sans application aux temps modernes. (Écoutez, écoutez). Quoi donc! Faut-il conclure de là que nos chambres législatives n'ont rien de commun avec la justice et la vérité? La mission du Parlement est de faire justice; et depuis quand la justice n'est-elle point applicable à la population de ce pays? Voulez-vous savoir pourquoi la justice n'est pas applicable? C'est que la plupart des membres de cette assemblée sont intéressés au maintien de l'injustice. Le chef des monopoleurs s'est levé dans la chambre et il a dit en propres termes au ministre de sa création : c Tu iras jusque

130 eoBDKN i:t la ligue,

hy ta n'iras pas pins loin. » Que penser d*Qn premier ministre qui se sonmettraïi zi une telle domination? (Tonnerre d'applaudissements). Pour moi, si je me complais dans la défense du grand principe de la liberté, c'est que, dans ma profonde conviction, il implique les plus chers intérêts de rhumanité; il tend ^ unir de plus en plus les nations de la terre à fiiire prévaloir la paix, la moralité, la sage administration ; h saper la domination des classes privilégiées. J'en appelle k mon pays, j'adjure tous nos concitoyens de se rallier à ce grand mouvement contre le mono-

pole, yils veulent partager la douce satisfaction qui natt de l'accomplissement d'un devoir et de la conscience qu'on n'a point refusé aide et assistance i la cause de l'humanité. (Applaudissements).

Au mois d'octobre 4843, la ville de Londres dut procédera l'élection d'un membre de la Chambre des Communes. Le candidat était M. Baring, chef de la première maison de banque d'Angleterre, frère de lord Ashburton, appuyé tout à la fois par l'aristocratie, la banque, le haut commerce, le monopole et le gouvernement. C'est dans ces circonstances que la Ligue voulut essayer ses forces et son influence. Elle suscita pour concurrent à M. Baring un de ses membres . M. Pattison. Un grand meeting tenu à Liverpool, le 4 Octobre , prit à f unanimité la réSfliuUan suivanle : « Qu'une vacance ayant lieu dans la repré« « seataiion de b cité de Londres, ce meeting remoD- « trcra aérieusement aux électeurs de la métropole « qu'ils sont appelés à exercer leurs droite dans on « moment décisif; qu'H importe que la première

ou l'agitation anglaise. 431

cité oommmerciale du rnoode dise si elle entend soutenir un ami ou un ennemi de ce commerce qui est la base de sa grandeur; que ce meeting fera un appel aux citoyens de Londres pour qu'ils accordent leurs suffrages à un avocat de VabolUion totale, im* médiate et sans condition des lois-céréales, et de tous les monopoles j et pour qu'ils aident ainsi les amis de la liberté commerciale, à feire consacrer le droit pour tout Anglais, de disposer du fruit de son travail sur le marché du monde* » Dès que cette résolution fut prise, la Ligue com-^ mença à agiter y comme elle a coutume de le faire dans toutes les circonstances importantes. Il n'entre pas dans notre sujet de consigner ici tous les épisodes de

cette lutte. Les principaux traits s'en sont reproduits dans la séance tenue à Covent-Garden le 40 octoture , séance dont nous donnons un extrait. On tôte d'ailleurs que la Ligue remporta un signalé triomphe par la nomination de M. Pattison.

GRAND MEETING A COVENT-GARDEN le 40 Octobre 1840.

L'objet spécial de ce meeting explique l'affluence extraordinaire qu'il attire. Malgré qu'il ait été composité des galeries supplémentaires, l'Assemblée ne peut contenir la moitié des personnes qui se présentent*

▲ sept heures, M. Villiers, M^r P., monte au haut et prononce un discours fréquemment interrompu par les applaudissements.

M. GORDEN..... Le président vous a clairement expliqué

L'objet de ce meeting. Nous ne cherchons pas à cacher que notre but est d'appeler à vos suffrages, de réclamer votre concours électoral. À vrai dire , tous nos meetings ont un caractère électoral. Mais, dans cette circonstance, tous les électeurs de Londres ont été invités à assister à la séance....

Nous sommes venus vous demander si vous voulez donner vos voix au monopole ou à la liberté. Par liberté , nous n'entendons pas l'abolition de tous droits de douane , ainsi que l'un de vos candidats , M. Baring, nous l'impute, sans doute par ignorance. Nous avons répété mille fois que nous n'aspirons point à arracher de la douane les agents de Sa Majesté , mais les agents que des classes particulières y ont introduit dans leur intérêt privé, et pour y percevoir les droits qui ne vont pas au trésor public. (Applaudissements). Il y a quelque chose de si évidemment juste et hon-

nête dans notre cause, que tout écrivain qui se recueille dans le silence du cabinet, et qui aspire à voir son œuvre survivre au terme d'une année, est d'accord avec nous en doctrine. Bien plus, nous avons

assez vécu pour voir les hommes d'Etat les plus pratiques, pendant qu'ils sont aux affaires, amenés par la force de la logique et les lumières de leur siècle, à admettre la justesse de notre principe, quoiqu'ils condescendent basement à gouverner par le principe opposé. Il y a plus encore; vos candidats, aussi bien M. Baring que M. Pattison, se placent en théorie sur le même terrain. Il n'y a entre eux que cette différence : l'un promet d'être conséquent avec lui-même, et l'autre s'y refuse (Bruyants applaudissements). Eh bien ! nous venons demander si vous voulez choisir pour votre représentant un homme qui, ignorant la justice de la liberté en matière d'échanges, nous la refuse néanmoins. Le préféreriez-vous à un homme qui s'engage à mettre d'accord sa conduite

ou l'autre anglaise. 133

et ses opinions ? — M. Baring admet que nos principes sont vrais, mais appliqués ; cela veut dire que sa pratique sera fautive et abstraite (Applaudissements). Quoi ? avez-vous jamais osé parler d'un père qui enseigne à ses enfants l'obéissance aux commandements de Dieu, mais n'obéit pas ? Avez-vous jamais entendu un accusé, après le verdict de condamnation, s'écrier : « J'ai volé ce mouchoir, mais c'est une abstraction. » — Et le monopole est-il une abstraction ? S'il en est ainsi, je cède volontiers la place à M. Baring et à son élection. Mais c'est là une abstraction qui se montre sous la forme très corporelle de certains monopoles, qui se permettent d'abstraire ou de soustraire la moitié de votre

sucré et de votre pain. (Rires et applaudissements) — Mais plaçons-nous un moment sur le terrain de nos adversaires et examinons leur raisonnement, quoiqu'à vrai dire il se sont eux-mêmes interdit la faculté de raisonner en admettant que ce qui est vrai en principe est faux en conséquence. Sur quel fondement refusent-ils de mettre leur théorie en pratique? « Si vous abandonnez le monopole, disent-ils d'abord, il vous sera impossible de prélever des taxes suffisantes. » Mais, si je comprends bien l'objection, elle signifie que nous serons hors d'état de payer à la Reine des impôts pour la marine, l'armée, la magistrature, à moins que nous ne nous mettions sur le dos des taxes à peu près égales en faveur du duc de Buckingham, du duc de Richmond et compagnie. (Rires) (Écoutez! écoutez!) L'objection signifie cela, ou elle ne signifie rien. C'est un pauvre compliment à faire à notre siècle que de lui attribuer la découverte de cet argument, car il n'était certes venu à l'esprit de personne quand on établit les monopoles. Mais voyons comment les monopoles favorisent les recettes publiques. En 1854, 35, 56 et 57, le prix du blé fut en moyenne à 45 sh. Il arriva que le chancelier de l'échi-

134 GOBDEN ET LA LIAUE,

l'État eut des excédents de recettes, et put diminuer les impôts. En 1838, 59, 40 et 41, lorsque le monopole, s'il froissait le peuple, devait au moins, selon nos adversaires, favoriser le trésor, qu'est-il arrivé? les rentes ont baissé; et pendant que le blé était à 65 sb* « nous avons entendu le premier ministre déclarer que la puissance contributive du peuple était épuisée, et qu'il ne lui restait d'autres ressources que de mettre un fardeau sur les classes moyennes. J'avoue que les faits et l'expérience me paraissent des guides plus sûrs, pour se faire une opinion, que Tau-

torité, et notamment Tautorité de M. Baring. — Venons au soere. Que fait le sucre pour le trésor ? — quel est le prix du sucre k Tentrepét? 31 sb. Que le payez-vous? 41 sh. (*)• Vous payez donc un e^cédant de âO sh. par quintal , sur 4 millions de quintaux. H vaut la peine de lutter, n'est-ce pas? (Applaudissements). Et vous, boutiquiers, artisans, ouvriers , boulangers de Londres , que vous revient-il de ce monopole? Le monopole! ohl c'est un personnage mystérieux qui s'asseoit avec votre ftimille autour de la taMe à thé, et quand vous mettez un morceau de sucre dans votre coupe , il en prend vitemeot un autre dans le sucrier (rires et applaudissements) ; et lorsque votre femme et vos en- Iknts réclament ce morceau de sucre qu'ils ont bien gagné et qu'ils croient leur appartenir, le mystérieux filou, le monopole, leur dit : je le prends pour votre protection. (Éclats de rires). Et combien perd le trésor sur le sucre? M. Mac Gregor, secrétaire du Board oftrade dans l'enquête de 1840. affirme que si le droit protecteur était aboli, la consommation serait double, et le trésor gagnerait trois millions ster^ ling. H. Mac Gregor est encore secrétaire du Board oftrade

(*) Son compris le droit fiscal rie 34 sh.

ou l' AGITATION ANGLAISE. 135

pMtioû qB'il est certes bien digne d'occuper, et son lémoi*gnage est là qai nous condamne aux yeux du monde. Quel esi-donc le prétexte du monopole do sucre? On ne peut pas dire qu'il est établi dans rinlérêt du trésor, ni dans celui des fermiers anglais, ni dans celui des nègres des Antilles? Quel est donc le prétexte qu'on met en avant? que nous ne devons pas acheter du iuere^ielavâ {^). ie crois que Tambassadeur du Brésil est ici présent, et sans le blesser, je puis lui faire jouer un réie dans une pe-

tite scène avec le ministre du commerce. Son Excellence est admise à une audience avec toute la courtoisie due à son rang. Il présente ses lettres de créance, et annonce qu'il vient pour arranger un traité de commerce. Il me semble voir le ministre prendre une attitude recueillie, solennelle et religieuse(*), (rires) et dire: «Vous êtes du Brésil. Nous serions heureux de faire des échanges avec votre pays, mais nous ne pouvons, en conscience, recevoir des produits esclaves. » Son Excellence entend bien les affaires (cela est assez ordinaire aux gens qui viennent du dehors pour traiter avec nous.) (Écoutez ! écoutez!) Eh bien, dit-elle, nous verrons de vous payer de quelque autre manière. Qu'avez-vous à nous vendre? — Des étoffes de coton, dit le ministre, nous sommes en ce genre les plus grands pourvoyeurs du monde. — Du coton, s'écrie l'ambassadeur, et d'où le tire-t-on? — Des États-Unis. — Et est-il produit par des esclaves ou par des hommes libres? Je vous laisse à penser la réponse et la contenance de notre président du Board of Trade. (Applaudissements.)

(■) S'unt-gtùwn tuqar^ frêe-graum êugar. Il faudrait traduire soere produit par les esclaves, ou par les hommes libres. Pour abrégé, je me suis permis ces néologismes : Sucre-esclave, sucre-libre.

(•) Ce ministre était M. Gladstone que l'on sait être sorti depuis des affaires par des scrupules religieux.

436 GOBDEN ET LA LIGUE,

dissements.) (Ici quelque confusion se manifeste dans la salle par suite de la chute d'un banc). Ne vous effrayez pas, dit M. Cobden, c'est le présage et le symbole de la chute des monopoles. (Éclats de rire). — Y en a-t-il quelques-uns parmi TOUS

dont rhumanité et les sympathies se soient laissé prendre k ces clameurs contre le sucre-esclave? Connaissezvous la loi à cet égard ? Nous envoyons nos produits manufacturés au Brésil , par exemple ; nous les échangeons contre du sucre-esclave. Ce sucre, nous le raffinons dans des entrepôts, c'est-k-dire dans des magasins où les Anglais seuls ne peuvent pas acheter. De là , il est envoyé par nos marchands, par ces mêmes marchands qui déclament aujourd'hui contre le sucre-esclave, et envoyé en Russie, en Chine, en Turquie, en Egypte, en un mot aux quatre coins de la terre. Il se distribue parmi cinq cent millions d*hommeis , et vous seuls ne pouvez y toucher ; et pourquoi? parce que vous êtes ce que ne sont pas les autres hommes , les esclaves de votre olygarchie. Oh ! hypocrites i hypocrites !....

M. Baring a dit , k ce que m'apprennent les journaux du jour, que nous, hommes du Lancastre , nous n'avons rien k voir dans l'élection de Londres. Je voudrais bien savoir s'il se fait une loi qui n'oblige pas dans le Lancastre , aussi bien que dans le Middlesex ? L'olygarchie du sucre se borne-telle k piller ses commettants? — Au reste, cette prétention va bien aux monopoleurs. Il est assez naturel qi» les hommes qui prétendent isoler les nations, veuillent aussi isoler les provinces. Ils sont conséquents, et nous montrent jusqu'où ils portent leurs vues. (Applaudissements)«

Ici , M. Cobden dit qu'en parlant de l'opposition que certains négociants font à l'élection de M. Pattison, il n'entend pas prétendre que toute la classe des né-

gociants est contraire à la liberté illimitée du commerce. Il cite l'opinion de MM. Rothschild , Samuel** Jones Lloyd et autres riches banquiers. Il continue ainsi :

De toutes parts on alarme , on stimule les propriétaires ; on les appelle à venir défendre les droits de la propriété qu'on accuse la Ligue de vouloir renverser, et je suis personnellement l'objet de ces vaines clameurs. J'ose dire que s'il est un homme en Angleterre qui plaide la cause de la propriété, cet homme, c'est moi. Et que fais-je autre chose depuis cinq ans? k quoi sont consacrés tous les travaux de ma vie publique , si ce n'est à rendre leurs droits de propriété à ceux qui en ont été injustement dépouillés? (Véhémentes acclamations). Comme il ; a une espèce particulière de propriété , que M. Baring semble perdre entièrement de vue , je ne crois pas pouvoir mieux faire que de le renvoyer à Ad. Smith. Cet écrivain s'exprime ainsi : < La propriété du travail étant le fondement de toutes les autres , est la plus sacrée et la plus inviolable. Le patrimoine du pauvre consiste dans la vigueur et la dextérité de ses bras. L'empêcher d'employer cette vigueur et cette dextérité , comme il l'entend, sans nuire à autrui , c'est une violation de la plus sacrée de toutes les propriétés; c'est une usurpation manifeste des droits de l'ouvrier et de ceux qui pourraient l'occuper. > Fort de l'autorité d'Adam Smith , je dis que M. Baring et ceux qui l'appuient , en tant qu'ils soutiennent les monopoles, violent le droit de propriété dans la personne des ouvriers, et en agissant ainsi, je répète ici ce que je leur ai dit au dernier meeting, je les avertis qu'ils sapent les fondements mêmes de la propriété de quelque espèce qu'elle soit. (Applaudissements).

. Icty l'orateur démontre par des faits oombreux que la prospérité de chaque industrie dépend de la prospé-» rite de toutes les autres.

Il vient à parler ensuite de la corruption électorale. Nous traduirons un extrait de cette partie du discours de M. Gobden, pour montrer l'importance et la hardiesse des résolutions de la Ligue.

Notre adversaire , si Von en croit le brait public, a eu recours ailleurs k des pratiques que nous ne devons pas tolérer k Londres. Il faut que Ton sache ce qui se passa à Yarmouth en 1835. On me dira que tout se fit k Tinsu du can* didat. Mais alors cette question se présente naturdlement : qui dirigeait ces manœuvres? (Écoutez! écoutez!) Cest ma ferme conviction qu'aucun acte corrupteur n*a lien sans que le candidat ne Tautorise et ne le paye. Je dis cela après avoir été candidat moi-même. Je n*ai jamais déposé 10 L s. sans savoir pourquoi, et je ne présume pas que d^autres avancent des 12,000 1. sans en recevoir la contre-valeur en sulArages* (Rires et approbation). Je vois dans les journaux que vraisemblablement on aura recours aux mêmes manosuvies dans un- quartier de Londres. Le corps électoral (ooiifltûeney) de 'Londres est le plus honnête parce qu'il est le plus nombreux. Mais il y a un cancer rongeur k l'une des extnbni-tés de la métropole. Je crois utile de prévenir les personnes qui pourraient se laisser envelopper dans ces intrigues , qu'elles courent aujoud'bui un danger plus grand que par le passé, en acceptant des présents, ou d'être défrayées de leurs dépenses. Que si Ton dit k un pauvre électeur : c allez en avant; tout s'arrangera quand le terme prescrit par la loi sera passé, » je le préviens qu'il n'y a pas de prescription pour la fraude. La Ligue, parmi les objets qu'elle a en vue, consi-

dère« comme au des plus impiiianls, de vaioere la corrap*
tîoo électorale; elle est bieo déddée à mettre en œuvre, dans la
présente élection , le plan qa'elle a conçu pour atteindre ce but
C'est notre intention de poarsuîrre criminellemenl quiconque
pourra être convaincu d'avoir offert, reçu, donné ou demandé un
présent De plus, l'intention de la Ligue est d'accorder une récom-
pense de 100 Ls. k celui dont le témoi-» gnage aura amené la
condamnation du coupable. Que Téléc^ teurpaavre sache que s'il
offre son suflirage pour une somme d'argent, ou si quelqu'un lui
offirade l'argent pour sa voix, ce sont là deux actes criminels pas-
sibles d'une peine* Je conseille donc au pauvre électeur, si on lui
offire de l'argent , de saisir le corrupteur au collet, de le livrer à
Toffieier de po« lice et de le suivre devant le premier magistrat,
veillant bien k ce qu^, dans le trajet , l'accusé ne se défiisse d'au-
cun objet, ou ne détruise aucun papier. (Rîres et applaudisse-
ments). Je crois que nous parviendrons ainsi h prévenir la cor-
ruption dans la cité. Je ne dis rien des pétitions contre TéléctioD
frauduleuse , parce que nous entendons bien que M. Baring oe
sera pas élu; mais, élu ou non, tout homme que l' on pourra espé-
rer de convaincre d'un acte corrupteur , sera poursuivi crimioel-
lement devant la Cour de justice. (Applaudisse* ments). Dans les
cas ordinaires , la pénalité est d'un an de prison. — Nous préfére-
rions de beaucoup poursuivre celui qui offre que celui qui reçoit
un don corrupteur; c'est pourquoi nous disons au pauvre électeur
d'y aviser et de voir s'il ne vaut pas mieux, pour lui, gagner 100 l.
s. honnêtement , que 80 sh. en vendant son suS'rage. H est sur-
prenant que Ton ait fait loi sur loi contre la corruption , qu'on les
ait en-i tassées jusqu'à en faire la risée du peuple, sans qu'on se

soit jamais avisé d'un moyen aussi simple de la déjouer. On raconte que le chancelier Tliurlow, s'embarrassant au milieu

IAO COBDEN ET LA LIGUE,

des définitions techniques qu'il voalait donner de la corruption, comme les gens de sa profession ont coutume de le faire, un plaisant de la Chambre s'écria : < Ne prenez pas tant de peine ; il n'est aucun de nous qui ne sache fort bien ce que c'est » (Eclats de rire). — Voilà, messieurs, ce que nous ferons pour en finir avec la corruption électorale. Nous ne nous adresserons pas au Parlement, nous ne lui demanderons pas de casser l'élection : nous en appellerons directetement à an jury de nos concitoyens. Y a-t-il quelqu'un qui puisse dire qu'il n'y apas autant de pureté dans notre but que dans nos moyens? Qu'on parle tant qu'on voudra de notreviolence, du caractère révolutionnaire de nos procédés, nous ne nous sommes jamais écartés des voies l^ales et paisibles, etc.

L'orateur, après quelques autres considérations^ termine au milieu des applaudissements.

M. Bright lui succède. Le caractère chaleureux de son éloquence a, comme toujours, le privilège d'exciter au plus haut degré l'enthousiame de l'assemblée.

M. W.-J. Fox : Dans le choix important que les électeurs de la cité de Londres vont être appelés à faire sous peu de jours,il est remarquable que le plus solide argument, en faveur d'un des candidats , a été fourni par l'autre, c Si l'on me demandait, a dit M. Baring, vendredi dernier, dans son exposition de principes aux électeurs : reconnaissez-vous abstractivement la* justice de la doctrine de la liberté en matière d'échanges ? je répondrais : oui.

Si l'on me demandait : désirez-vous voir le commerce dégagé de toutes les entraves qui le restreignent? je répondrais : oui. ».Voilà les principes proclamés par M. Baring, voilà ses vœux avoués. Ce sont précisément les principes que M. Pattison s'engage à faire péné-

trer dans la pratique; ce sont précisément les vœux que sa carrière parlementaire aurait pour objet de transformer en réalités. (Applaudissements). Pourquoi donc M. Baring ne se trouve-t-il pas parmi les partisans de M. Pattison ? (Rires et applaudissements). Pourquoi n'agit-il pas dans le sens de ses propres désirs? Pourquoi repousse-t-il l'application de ses propres principes? Est-ce lâcheté? est-ce hypocrisie? Est-il de ceux qui mettent toujours un « je n'ose » après un « je voudrais; » ou bien qui jettent en avant des phrases sonores pour leurrer les simples et les débonnaires? Étale-t-il le principe pour capter vos votes , et l'exception pour réserver le sien? (Applaudissements). C'est la vulgaire stratégie des sophistes, quand ils s'élèvent directement contre un grand principe, de lui rendre en paroles un hommage révérentieux , et d'envelopper le principe antagonique sous la forme d'une exception , et c'est là la stratégie qui est l'âme de tout le discours de M. Baring. Il adhère d'abord largement et clairement au principe de la liberté des échanges ; mais ensuite tout le discours est calculé de manière à montrer comment et pourquoi ce principe ne doit pas être appliqué , comment et pourquoi il faut transiger dans l'intérêt d'une classe, d'un parti , du trésor, de la défense nationale, ou sous prétexte d'humanité envers les noirs. Mais la chose qu'il plaide , et qu'il nomme protection , tandis que le vrai nom est monopole , n'est pas une exception au principe de la liberté , c'est un autre principe antagonique à celui-là. Ce qu'il nomme protection, c'est ce qui élève le prix des subsistances.

Protection signifie ce qui diminue la capacité d'acheter. Protection signifie ce qui arrache à l'honnête ouvrier une part de son juste salaire. Protection désigne toutes les formes variées du monopole, et, entre autres choses en ce moment, le fardeau de Ptn^oiM^tas. (Api^udissements). Et à quientend-il accorder pr^

iection. Voyez ses votes. Il protège les élabUMaMntftedésiafliquaet dans leur orgueil et leur splendeur, oui il ne protège pas le pauvre dissident contre la saisie de son Ut et de sa bible, pour parfaire la taxe de l'Église* 11 protège le riche électeur qui peut se présenter au Poil, sûr de ne souffrir ni dans ses moyens pécuniaires, ni dans sa position sociale, mais il ne protège pas celui que la dureté des temps a arriéré d'on terme dans le paiement des taxes, et qui aurait besoin de la protection du scrutin contre les menaces et les persécutions des puissants du jour. (Applaudissements). En un mot, sa protection est acquise aux riches, mais non aux païi Tres; à un petit nombre des oppresseurs, mais non aux multitudes op* primées et mises au pillage* (Applaudissements). J'essayerai, si vous le permettez^ de poursuivre, dans cette argumentation, la série des exceptions qu'il oppose à son propre principe. Il dit : « Les principes de la liberté du commerce doivent être modifiés par les besoins de la défense nationale, par les nécessités du trésor, par l'intérêt de quelques classes et par les exigences de l'humanité et de la philanthropie. » D'où il soit que ces principes de liberté auxquels il flût professé d'adhérer, il les croit en même temps en coïncision avec la volonté du pays, avec ses raisons, avec quelque^unes de ses classes les plus importantes, et enfin avec les devoirs de la charité, — étrange manière de recommander un principe.... Je crains bien que son but, sous prétexte de la défense nationale, soit de favoriser quelques intérêts « non potentiels ». Il cite Adam Smith, pour prou-

ver que l'acte de navigation fut un des meilleurs règlements commerciaux de l'Angleterre. Mais il ne s'agit qu'une partie de Topimon de ce grand homme, et ce n'est certainement pas celle qui a le mieux résisté à l'épreuve de Texamen et de l'expérience, car la loi dont parle Adam Smith n'est pas celle qui nous régit L'intervention H

ou L'ÉTAT ANGLAIS. ^ HH

les fautes de l'Amérique et de la Prusse sont forenées à la modifier profondément; les hommes d'État seM. Baring fait-profession de révéler Font jugée inexcusable, sont effacées de fait 40e ifc , ^ M. Peel lui-même, à ce que je crois, a contribué à la réduire à ses minimales dimensions actuelles. Si M. Baring eAt cité le passage entier, la portée de l'argument eût été toute différente, et il me semble que c'est manquer de probité logique que d'omettre ce membre de phrase, c L'acte de navigation n'est pas favorable au commerce extérieur , ni au développement de la richesse qui en provient. L'intérêt d'une nation , dans ses relations commerciales, comme l'intérêt du marchand dans ses transactions , est d'acheter au prix le plus bas et de vendre au prix le plus haut que possible. En diminuant le nombre de nos vendeurs , nous diminuons nécessairement le nombre de nos acheteurs , et nous nous plaçons dans cette position, non-seulement d'acheter les produits étrangers plus cher, mais encore de vendre les nôtres à meilleur marché que si l'échange eût été libre. » — Après tout, que gagne la défense nationale à cette première exception au principe , en faveur de la navigation? La marine marchande d'Angleterre doit-elle sa supériorité au monopole? La cherté artificielle du bois de construction nous donne-t-elle de plus grands et de plus solides vaisseaux ? La cherté artifi-

cielledessubsislaoces nous met-^Ueà même de les mieux appro-
visionner, et la liberté empêcherait-elle qu'il n'y eût des marins
sur nos rivages? Qu'à donc fak i'ade de navigation pour notre
pmasanoe maritime, si ce n'est engendrer cette loi vidente, op-
probre de noIreciviKsation, la presse desmatekHe? La défense
nationale en eet réduite à ce qu'on peutarrachor dans les raiigs de
l'inéostrie, par la pratique de hi presse des mMeiots. (Applaudîa-
sements). Nous n'avions pas besoin de riatervenlion de cet usage
odieux pour repousser les

iAà COBDEN ET LA LIGUE,

agressions do dehors, et un moyen beaucoup plus sûr de pour-
voir, en tous temps et en toutes circonstances, à notre sûreté,
c'eût été de laisser au peuple quelque chose h défen' drede plus-
qu'il ne possède en ce moment. (Bruyantes acclamations). Il ne
se battra pas pour défendre la taxe du pain; il ne se battra pas
pour servir Tolygarchie qui le foule aux pieds; il ne se battra pas
pour maintenir des institutions qui favorisent le riche, mais qui
écrasent le pauvre. Dans Tes tension , la vaste et rapideexten-
siond'affairesqui naîtrait de Pabolition de toutes les entraves
commerciales, nous trouverions une défense plus sûre que celle
des armes: la dépendance réciproque des peuples, et par Ik leur
mutuelle bienveillance. Cela est plus sûr que l'acte de navigation
et la loi sur la presse des matelots. La réponse d'un vieuxmai-
trede boxe trouve ici son application. Quelle est, lui demandait
un jeune homme querelleur, quelle est la meilleure pose défen-
sive? — La meiUeure pose de dé-» fense, répondit le vétéran,
c'est de n'avoir jamais dans votre bouche qu'une langue prudente
et honnête. (Rires). Le commerce travaillant sans cesse à entrela-
cer et égaliser les intérêts, les besoins et les jouissances des

peuples, le progrès vers cette unité de sentiment et d'esprit, qui naît d'une communication universelle, d'un perpétuel échange de produits, de capitaux, d'énergies et d'idées, voilà pour la sûreté des nations des garanties plus solides que les armées, les marines, l'esprit de lutte et de jalousie. Et si Burke a pu dire que l'honneur était pour les nations le plus économique des moyens de défense, nous pouvons le dire à plus forte raison du commerce. Ce n'est pas seulement une défense économique, c'est une défense qui tend à abolir la pauvreté, à distribuer dans les masses des satisfactions et du bien-être*. La seconde exception que fait M. Baring au principe de la liberté est fondée sur les intérêts du revenu public. Elle dénote une ignorance

de l'agitation anglaise. 145

grossière qui a été souvent exposée dans cette enceinte. On TOUS a dit et répété bien souvent que cette agitation n'a rien à démêler avec les taxes qui ont pour but, qui ont honnêtement et prudemment pour but, le revenu public, mais bien avec les taxes qui sont imposées au peuple pour satisfaire la rapacité de quelques classes particulières. Ses exemples me semblent d'ailleurs mal choisis. Il a dit qu'avec la liberté du commerce il serait impossible de taxer le tabac à 1,000 pour cent, et le thé à 300 pour cent. Une telle impossibilité le fait frissonner et il y trouve une raison suffisante de modifier son principe (écoutez! écoutez!); car ne suivrait-il pas cet horrible événement, que vous ne payeriez plus quatre pence pour un sou valant de tabac, et que vous auriez pour six pence le thé qui vous coûte aujourd'hui 2 sh. ? Voilà un dénouement, un état de choses qui ne saurait être enduré, et il vient vous demander de l'envoyer au Parlement, pour s'opposer à ce que ses propres principes ne réalisent de si

terribles résultats. (Rires). — Arrivant ensuite à la troisième exception ^ son principe tirée des intérêts particuliers, M. Baring , candidat de la grande cité commerciale de Londres, — désigne cette classe qu'il s'agit de favoriser. Et quelle classe pensez-vous qu'il a en vue? les négociants de cette métropole? ses marchands , ses ouvriers? C'est la classe agricole dont il signale les intérêts particuliers, comme étant de ceux devant qui les principes de la liberté doivent courber la tête et pas^ ser outre, reconnaissant qu'ils sont sans aucune application en cette matière. Mais ce n'est là qu'un des traits de cette disposition que montre en toutes circonstances le candidat dont je commente les prétentions parlementaires. L'esprit des Ashburton vit en lui. Si vous l'envoyez au Parlement , il aura le pied sur le premier degré de cette échelle de Jacob qui s'élève au-dessus des barons et des chevaliers, et le por-»

140 COBURN ET LA LIGUE,

Ifta un jour aa Iroisième eiel parmi les pairs dtt reyanme. (Rires). Dsds sa preoûère adresse^ il eulte des serviees qn^il rendrait, comme membre de la Chambre des oonBumes, aux intérêts, eommercisLU < qui out dans ce pays, dil*îl;» um importance nationale. » U en parle comme d'une cbofie ^m a assez ipaiidi pour mériter son patronage , nae chose à laquelle on peut tendre une main condescendante, tandis que, câtofon de Londres, il n*en devrait parler qu'avec fierté. H ne comprend pas cette virile indépendance , celte nMe franchise que l'industrie a soufflée dans Tesprit de L'homme, et qui valut nagère a un monarque de ce rojxmme cette iève lé* ponse. Dans un moment d'humeur, il menaçait de s'ëUgner avec sa cour , comme si la destruction de la cité avail éà s'easnivre. c l'espère, lui dit respec-

tueusement un dloyen, qu'il plaira k Sa Mageulé de laisser la Tamise demèieeUe^ » (Rires), liais cette cité a nourri des hommes qni connn»sent leurs droits et qui les maintiendront,

L'orateur, avec une force de logique et une vigueur d'éloquence qui nous fait regretter d'êtré forcés d'abrégér ce discours, discute ici les opinions de M. Baring,et le poursuit à travers ses nombreuses contradictions. Nous nous bornerons à citer quelques extraits, où il combat des sophismes qui ont aussi bien cours de ce côté que de l'autre côté de la Manche.

..... € Nous produisons trop, » (dit M. Baring» et e'en un

de ses arguments poqr maintenir le monopole des aliments); j'ose dire que, gr&ces k nos machines» les manufocuiiim de ce pays disposent d'une puissance de production capable de répondre \ tous les besoins des contrées qui pourraient noua

ou l'agitation anglaise. m

fournir du blé. c S'il en est ainsi, ce doit être en efiet une puissance merveilleuse que celle qui peut accpoitre ind^niment la production , sans eiiger plus de travail humain, h n'ai jamais ouï parler de machines , quelque ingénieuses qu'elles soient, qui se passent de la direction de Thomme» et qui, ayant produit jusqu'ici des résultats détermui^ atec on travail humain déterminé, soient en état de doubler ces ré* sultats sans réclamer Tiatervention d'un travail additionnel Mais admettons ce phénomène. Quel eu est le remède? Tant qu'il y aura des besoins ^ satisfaire , et que cette puissance de production sera le moyea d'atteindre ce but, on serait tenté de la considérer comme le don le plus précieux du ciel. — Mais admettant qu'elle soit funeste, qièl en est lere-mède? L'arrêter, l'anéantir. Noun avons un excédant de pon-

voir producteur qu'il ne faut pas mettre en exercice* N'est-
 ce point un singulier état de choses qu'une immense puissance de
 production, que la création de choses utiles doivent être répri-
 mées et forcées à l'inertie? Et quoi ! ai-je vu les hommes suivre les
 conséquences logiques de cette doctrine? k quelles absurdités ne
 nous conduiraient-elles pas ? Elle nous indiquerait-elle de remplacer une
 machine puissante par une machine à vapeur OK une machine puissante, et pour-
 quoi pas diminuer au contraire la puissance de la machine humaine qui
 met en œuvre toutes les énergies? Si Ici les hommes travaillent trop,
 s'ils ont le pouvoir d'acheter du pain au dehors et de réclamer ce droit, eh bien», diminuez cette puissance, occupez leur
 les bras et qu'ils ne travaillent désormais que dans des limites rai-
 sonnables qui satisfont le système protecteur. Je m'imagine
 que nous serions quelque peu surpris si un voyageur nous racon-
 tait que dans ses pérégrinations, il a vu un pays où tous les hommes
 vus avaient subi l'amputation de deux doigts, et ne sommes-
 nous étonnés de ne diminuer pas sans doute si un homme pei*

litique, — un représentant de cette métropole, ou qui aspire à
 la Tétrarchie, disait : je devine que ces hommes s'étaient rendus cou-
 pables de surproduction. (Rires). Ils travaillaient tant avec leurs
 cinq doigts infatigables que cela ne pouvait plus se tolérer. Le
 pays ne produisait pas assez de blé pour les satisfaire, et la pro-
 duction du blé devant être protégée, les propriétaires ont jugé à
 propos de couper les doigts aux ouvriers, en sorte que ce peuple
 indigent nous offre le plus bel exemple de la sagesse du régime
 protecteur, et combien il est beau d'exclure les principes ab-
 straits de la libre circulation commerciale. (Applaudissements).

L'orateur dit que M. Baring se consacrerait encore en manifes-
 tant sa préférence pour le droit fixe tout en s'engageant à soutenir

V échelle mobile.

* Ainsi, dit-il, son opinion est pour le droit fixe, et sa

volonté pour l'échelle mobile. Son opinion contredit sa volonté, et toutes deux violent le principe de la liberté auquel M. Baring fait profession d'adhérer aussi. — Et voilà l'homme que soutiennent ceux qui mettaient naguère toute leur énergie à renverser l'administration whig parce qu'elle avait osé proposer un droit fixe !

Je passe à sa quatrième exception, fondée sur les exigences de ses sentiments philanthropiques. Je comprends qu'un homme hésite quand il sent qu'il y a contradiction entre les principes et les sentiments d'humanité, bien qu'une telle contradiction soit certainement une chose étrange. Mais ici quel est le prétexte de cet étalage de charité ? On veut que le sucre consommé dans ce pays soit pur de la tache de l'esclavage. M. Baring a tant de sympathie pour les noirs qu'il exclut de l'Angleterre le sucre-esclave, tandis qu'il souf-

ou l'acclimatation anglaise. 149

Il est très bien que ces mêmes noirs adoucissent leur grog avec du sucre-esclave venu du Brésil en Angleterre pour y être raffiné et en être réexporté. (Écoutez, écoutez). Singulière philanthropie, vraiment ! Oh ! ce ne sont pas les noirs, ce sont les planteurs qui vous préoccupent. Vous ne trouvez pas leurs profits satisfaisants. Le noir n'a que faire d'une sympathie de cette nature. Il ne ramène pas le fouet et la canne à sucre. Sa condition actuelle lui convient. Et quoi ! ne se plaint-on pas déjà de ce qu'il devient trop riche ? de ce que sa femme porte des robes de soie, de ce que lui-même figure dans son cabriolet comme un homme < respec-

table, > et de ce qu'il marchande aujourd'hui la propriété qu'il bêcheait autrefois..... Et voilà sous quel vain prétexte on maintient un système qui restreint la consommation du sucre dans ce pays, à tel point que, malgré la population toujours croissante, elle est aujourd'hui ce qu'elle était il y a vingt ans, au détriment des jouissances et du bien-être des classes pauvres! Non, non, à travers toutes ces exceptions, règne un même esprit, un même principe. Déchirez le masque, et vous trouverez derrière la hideuse et dégoûtante figure du monopole. — Monopole de la navigation, monopole du blé, monopole du sucre, les voilà, se couvrant du manteau de la défense nationale, du revenu public, de l'humanité, mais au fond ne signifiant qu'une seule et même chose, la spoliation de la multitude laborieuse par le petit nombre. Et c'est pour maintenir un tel système qu'on nous invite à sacrifier nos principes, comme M. Baring méprise les siens. C'est pour maintenir ces anomalies, ces absurdités, cette oppression et ces abus que nous abandonnerions l'homme qui veut mettre de l'accord entre ses opinions et ses actes, pour nommer celui qui déclare publiquement que sa conduite politique ne sera qu'une perpétuelle exception, bien plus, un flagrante viola-

tion des principes que l'histoire reconnaît fondés sur la justice et la vérité. Je ne suis pas un de ces hommes qui ont lairs foyers dans le Lancashire, ce qui dans certains lieux, semble être une fautive recommandation. Mais j'aimerais mieux être du Lancashire et avoir fait à mes compatriotes de Londres ce noble appel que leur adressent les citoyens de Liverpool, que d'être de Londres, et d'émettre, au mépris de cet appel, un vote favorable au monopole et le plus funeste à mes frères. Et qu'importe d'où viennent ceux qui vous adjurât de nommer M. Pattison? J'augurerais mal de Londres, si je pouvais croire qu'on

y sera arrêté par cette fînvole objection, Londres s'est-il tellement rétréci et rapetissé qu'il n'y ait pas {dace, qu'il n'y ait pas droit de bour^ geoisie pour quiconque porte un coeur dévoué et travaille avec ardeur au triomphe dé la justice? La patrie de ces hommes du Lancastre est partout t>ù prévaut l'amour du bien et du vrai. En quelques lieux que ia science pénètre , en quelque lieu que parviennent leurs innombrables écrits, partout où leurs discours ont éclairé les intelligences et pas- «ionné les cœurs, c'est Ik qu'est ta Ligue. Partout où un infatigable travail est privé de sa juste rémunération, partout où dans nos populeuses cités l'ouvrier n'a qu'une insuffisante nourriture k distribuer k sa fkmille, partout où, dans nos campagnes, le laboureur ne peut donner k sa femme et k ses en&nts des habits décents qui leur permettent la fréquentation de l'église, c'est Ik qu'est la Ligue, pour lelever l'abattement par l'espérance et inspirer k l'affliction la conâance en des jours meilleurs. Partout où dans des contrées lointaines la fertilité du sol est frappée d'inertie, partout où fat terre est condamnée k une stérilité artificielle, parce que le monopole s'interpose entre les libres et volontaires échanges des hommes, c'est Ik qu'est la Ligue, promettant au mois^

ou l'auitation A^ glaise* 151

soanewr de pivs abménteB nēcdlCes ei aa vîg&eron de phis riches Yendaoges. Et partout ans» où se livraia eette grande lutte sur ie terraia éleetoial, partout où le gēwe 4u monopoie opposera ses derDîers et coovuiaîiis efforts au |^ie de la liberté, c'est là que la Ligue piaulera sa tente pour stimuler les forts et encourager les faibles, saluer ie candidat dévoué aux intérêts sociaux, et montrer que ce pa^ a encore une longue carrière de gloire à parcourir. (Applaudissements). Et j'espère bien que le résultat de cette élec-

tion sera de montrer au monde que partout où il y a une représentation qui tient en mains les destinées d'un grand empire, c'est là que sera aussi l'esprit de la Ligue pour témoigner que la justice, — non point la justice abstraite, mais la justice réelle envers toutes les classes, depuis la plus élevée jusque la plus infime, — que ta justice, dis-je, est le guide le plus sûr de la législation, comme elle est la source la plus abondante de la prospérité nationale. (Apptadof ssements prehnigés).

L'AGITATION EN ECOSSE

Nous croyons devoir donner ici un compte rendu succinct des travaux de la Ligue en Ecosse, du 8 au 18 janvier 1644.

Rien ne nous semble plus propre à donner une idée de la puissance de l'association, de la vie politique qu'elle fait circuler dans le^orpa mci^i, et doMn influence sur la diffusion des lumières^ Commuât m pas admirer rnciiviié prodigieuBe, le dévouement infatîgaUe des Cobden, <tes firi^^des Thompson ? fit quel

est le but de tant d'efforts? propager, vulgariser un grand principe.

Nous aurions pu choisir toute autre semaine de l'année : elle nous aurait montré la même énergie. On devinera aisément pourquoi nous avons préféré suivre la Ligue en Ecosse. — Il existe en France un préjugé contre les économistes Anglais. On y est imbu de l'idée que s'ils proclament le principe de la liberté commerciale, s'ils paraissent même travailler à la réaliser dans la

pratique, tout cela n'est que ruse, hypocrisie, machiavélisme. On répète contre l'agitation commerciale ce qu'on a dit contre l'agitation abolitionniste. Ce sont des démonstrations, dit-on, qui cachent un but secret et funeste aux intérêts des nations. Le caractère écossais est beaucoup moins impopulaire, et c'est le motif pour lequel j'ai, de préférence, rendu compte de l'agitation en Ecosse. On sera peut-être bien aise de voir comment sont accueillis les principes de la liberté du commerce sur cette terre loyale, parmi ce peuple éclairé, qui a le premier entendu la grande voix d'Adam Smith.

CARLISLB.

Extrait du Carlisle Journal 5 janvier 1841.

Lundi soir, 8 janvier, il y a eu un thé à la salle de l'Athénée. L'objet de cette réunion était de recevoir une députation du conseil de la Ligue, et d'activer la souscription nationale (à l'usage de £. 100,000).

ou l'agitation anglaise. 153

Le meeting a commencé à six heures, sous la présidence de M. Joseph Fergusson. Vers huit heures, M. John Bright, M. P., est entré dans la salle et a été reçu par des applaudissements enthousiastes. On remarquait dans cette réunion les principaux négociants et manufacturiers de la cité, et un grand nombre de dames.

Le président, après avoir exposé l'objet de la réunion, donne la parole à M. Bright.

M. Bright s'exprime avec sa vigueur et son éloquence accoutumée. Le cadre que nous nous sommes imposé ne nous permet

pas de donner ici ce remarquable discours.

M. Pierre Dixon soumet au meeting la résolution suivante :

€ Le meeting exprime son inaltérable confiance en la Li- < gue, et s'engage k Taider de tous ses efforts dans sa grande c lutte pour la liberté commerciale. >

Nous remarquons dans le discours de M. Dixon le passage suivant :

€ J'ai été grandement désappointé par le bill de réforme électorale qui a tant agité ce pays. Nous avons eu un Parlement réformé, et qn*a-t-il fait? Au lieu de veiller aux intérêts des masses, les représentants n'ont paru s'occuper que de leurs propres intérêts. Qu'a fait lord Grey, si ce n'est procurer des places k ses cousins? (Rires, écoutez). Nous lui devons sans doute le bill de réforme, mais on en a fait un mauvais usage, et cette mesure m'a, je le répète, extrémepient désappointé. Mais pendant que \e Parlement oublie les souf-

frances da peuple, Ik ligœ s*e8l levée p«re de tout eq^ril de parti CV8treq[>rit de parli ^ rviiie le pays, A nouaveMNie d^Mlendre les membres de la Ligue déclarer leur ferme délermatioD d*eo finir avec ioutes oes qeeaiioBs de fiacliew ei de «perseanes. Le bon seas ec la vérité prévaudront Aeux appartient l'empire du monde. Je sens une profonde reconnaissance envers ces hommes qui sacrifient généreusement leur temps et leur tranquillité à Tavancement de notre cause. A peine M. Bright a-t-il vu ses foyers depuis un an. Nous ne saurions trop honorer de tds services, puisqu'ils sont audessus de nos forces. »

autres orateurs se font entendre. ^ A la fin de la séance , on procède à la souscription. Elle s'élève à 403 l. s. — Nous remarquons sur la Uste M. Marsbal, m. P., pour 401. s.

LA86oW

BINQCBT POUR LI SOUTOtS DBS PRIMCIPB8 DB hk LIBBRTf
COMIIBBCULB.

EMrait du fiteffOid-if(jfiw» iO janvier iSM.

Cette grande et imposante démonstration , en b-* vdurde la liberté commerciale, et spécialement du rappel des lois-céréales, a ëU lieu mercredi soir, 10 de ce mois» daas la salle de la cité {eùff-haU). Ainsi que nous l'a vioms prévu, jamais l'ouest de l'Ecosse n'avak vu une semblable manifestation del'opinion publique; jamais» à Olâsgow, réunion n'avait présenté de tels caractères de distinction , d'ordre > de lumières et d*éiief|[ie. La vaste salle contenait plus de deux mille peraona)». 150 dames occupaient la galerie de Tourest.

ou l'agitation anglaise. 155

Le fauteuil était tenu par Thonorable lord prévôt.

Nous a^ons remarqué sur Testrade MM. Fox Maule, m. P., James Oswald, m. P.j le col. Thompson, le Rév. M. Moore, lohn Bright, m. P., Ârch. Hastie, m. P., le prévôt Bain, et une foule d^autres per-* sonnages.

Lecture est faite de lettres d'excuses adressées par MM. Duafermliae, m. P., lord Kinnairdi m. P>., Vil* liers, m. P., Stewart,

m. P., Georges Duncan ^ m ^ P.

Ces honorables représentants ont été empêchés , malgré leur désir, d'assister au banquet de Glasgow, soit parce qu'ils sont appelés à d'autres meetings, qui ont pour objet la même cause, soit par d'autres motifs.

Sur la demande du lord prévôt, le doct. Wardlaw, dans une belle et touchante prière , appelle sur l'assemblée la bénédiction divine.

Le lord prévôt est accueilli par des applaudissements enthousiastes, lorsqu'il se lève pour proposer le premier toast.

« Messieurs ^ dit-il, c'est avec une (grande satisfaction que j'occupe le fauteuil dans cette circonstance. Il y a longtemps que les principes de la liberté commerciale ont été pré* ?ahé parmi les citoyens de Glasgow et beaucoup d'entre*eux, vers la fin du dernier siècle, soutinrent avec zèle les saines doctrines si admirablement exposées et développées par l'im* mortel Adam Smith, lorsqu'il occupait une des chaires de notre Université. (Applaudissements). Je suis heureux de voir qu'aujourd'hui les négociants et les manufacturiers si éclairés de cette cité prennent un intérêt toujours croissant à

cette grande cause qui embrasse toutes les autres, savoir : l'abolition de tous les monopoles, — et rien ne peut m'être plus agréable que de remplir mon devoir de premier magistrat de la cité, en prêtant aide et assistance, quand l'occasion s'en présente, à ces réformes qui ont pour objet le bien-être des classes ouvrières et la prospérité de cette métropole commerciale de l'Écosse. »

' Après quelques observations , le lord prévôt conclut en ces termes :

' c Je vous invite & vous joindre k moi pour rendre hommage k notre gracieuse souveraine. La vie de son père, ses propres sentiments ne nous laissent aucun doute que nous avons en elle une amie éclairée de toute mesure qui tend au bien-être, à la prospérité et au bonheur du peuple. A la Reine! (Applaudissements prolongés. Toute l'assemblée se lève et reste debout pendant que Torchestre exécute Thymne national.) »

^. Fox Maule, représentant de Perth, — après quelques réflexions , porte le second toast :

^ A la liberté des échangée I Messieurs, je ne m'étendrai pas sur ces grands principes qui, s'ils vivent quelque part, doivent vivre surtout dans cette cité qui, la première, entendit les leçons d'Adam Smith. Us pénètrent de jour en jour, et avec tant de force dans les esprits, qu'il serait inutile et pour ainsi dire déplacé, de les développer devant vous. Je considère que le but de cette réunion est d'examiner en commun les idées pratiques qui pourront nous être soumises sur le mode a la fois le plus prompt, le plus efficace et le plus sûr de faire enfin pénétrer ces principes dans notre gouverne-

ou l'agitation anglaise. 157

ment et notre législature. Yoas admettez, je crois, que le vieoi système des proteetûms spéciales » alors même qu'on ponrrait loi attribuer quelques effets momentanément favorables, D*est pas la base sur laquelle doivent reposer les grands intérêts permanents de ce pays. Le monopole est une plante qu'on peut à la rigueur élever en serre-chaude, mais qui ne saurait enfoncer pro-

fondement ses racines dans notre sol, et exposer ses branches à tous les vents de notre climat Nous sommes des hommes libres. Pourquoi n'aurions-nous pas un commerce libre? (Bruyants applaudissements). La raison dit que ce système est le meilleur, le plus propre à répandre le bien-être parmi les hommes, qui met toutes les denrées du monde à notre portée et laisse refluer les produits de notre travail sur tous les points de la terre. >

L'orateur traite la question dans ses rapports avec l'agriculture; il témoigne toute son admiration pour les utiles efforts de la Ligue, et termine en portant ce toast :

< A la liberté du commerce ; à la chute du monopole qui est le fléau du pays et du peuple. > (Applaudissements enthousiastes).

Le lord prévôt porte la santé de la députation de la Ligue. M. Cobden remercie et prononce un discours qui fait sur l'assemblée une profonde impression.

M. Alexandre Graham : < Aux Ministres de la religion qui se sont réunis à la cause de la liberté du commerce. » Dans le cours de ces dernières années, deux appels ont été faits au clergé. La première fois, sept cents ministres dissidents de toutes les dénominations se sont réunis à Manchester, et

158 COBDCIS ET LA LIGUE,

plus de deux cents, dans leurs lettres d'excuse, ont donné leur assent à la Ligue*. La seconde fois, de plus de deux cents, eut lieu à Edimbourg. »

, L'orateur, dans un discours que nous supprimons à regret, examine les causes qui tiennent le clergé de l'Eglise établie éloi-

gné de ce grand mouvement. — Il traite ensuite la question de la liberté commerciale, au point de vue religieux.

Le Rév. doet Hbngit : c As progrès des connaissances, nécessaire et seule garantie de Textension et de la permanence des institutions libres. » (Immenses applaudissements. Ce magnifique texte fait le sujet d'un discours du révérend rainis^ tre, qui est écouté avec recueillement). »

D'autres discours sont [prononcés par M. Bright , Thompson , Oswald, Hastie. — La souscription de Glasgow, au fonds de la Ligue, paraît devoir s'élever à plus de 5,000 l. s. (125,000 fr.)

L'assemblée se sépare à huit heures du soir.

GRAND MEETING d'ÉDINBOURG POUR LE SOUTIEN DE LA LIGUE.

(Extrait du Summary, H. J. W. 1846.)

Mardi, 10 de ce mois , un grand meeting a eu lieu dans cette cité, pour recevoir la députation de la Ligue, composée de MM. Cobden, Bright, le colonel Thompson et Moore. — « L'objet spécial de la réunion était de contribuer à la souscription au fond de la ligue {de 100,000 l. s. (100,000 fr.)}. La salle de la société

ou l'agitation anglaise. 459

phénomène, la plus grande d'Édimbourg était entièrement occupée, et faute de place, plus de mille billets d'entrée ont dû être refusés.

On remarquait dans l'assemblée les citoyens les plus éclairés et les plus influents, un grand nombre de dames et trente-quatre ministres du culte. Le très honorable lord prévôt occupait le fau-

teuil. Les villes de Leith, Dalkeith, Mussilbui[^] avaient envoyé des députations.

Nous ne fatiguerons pas le lecteur par la traduction des discours prononcés dans cette mémorable séance. Nous nous bornerons à reproduire un passage du discours de M. Cobden, parce qu'il répond à « l'argument que l'on oppose soutient à l'affranchissement du commerce aussi bien de ce côté que de l'autre cédé de la Manche.

c Tout le monde, ou du moins toutes les personnes dont Topinot a quelque poids, s'accorderont sur ce point, que le principe de la liberté des échanges est le principe du sens commun » et que, considéré d'une manière abstraite, il est aussi juste qu'incontestable » (Assesimeai) . Mais lorsque vous songez, ces personnes de réaliser « tous la pratique des principes dont, en théorie, elles reconnaissent la justice et la vérité, ou vous objecte que les circonstances du pays s'y opposent. Quelles sont ces circonstances? D'abord, nous dit-on, par l'ancienneté de la protection, le pays se trouve dans une situation économique toute artificielle. A cela je réponds que si nous sommes dans une situation artificielle c'est que nous y avons été amené par des lois arbitraires contraires aux lois de la nature. Nous ne pouvons renoncer à ce mal qu'en revenant aux lois naturelles et en

mettant notre législation en harmonie avec les desseins visibles de la divine Providence. — Ensuite, on allègue que la dette publique et l'équipement imposent à l'Angleterre de lourdes chaînes, etc. >

Perth.

(Extrait de Perthshire <> de H. Fisher, 15 janvier 1844).

Selon l'avis qui en avait été donné , un grand meeting public a eu lieu mercredi , 12 de ce mois, dans une des églises de cette ville (Nwth-Vniled êesessionchurdi) ^ pour entendre MM. Gobden , Thompson et Moore, députés de la Ligue nationale. Plus de deux mille personnes étaient présentes , presque toutes appartenant aux classes moyennes, et l'on a remarqué l'attention soutenue que les fermiers et les agriculteurs , venus de tous les points du comté, ont prêté aux discours qui ont occupé une séance de plus de quatre heures.

M. Maule, m. P., occupait le fauteuil.

Nous ne pouvons rapporter ici les discours prononcés par MM. Maule, Gobden, lord Kinnaird, M'Kinlosh , Moore, etc. — Cependant, comme les arguments qu'on fait valoir en faveur du monopole, sous le nom de protection, sont les mêmes en France qu'en Angleterre, nous croyons devoir citer de courts extraits du discours de M. Gobden, où quelques-uns de ces arguments sont heureusement réfutés.

€ Les fermiers et les ouvriers des campagnes ont plus souffert que tous autres des lois-céréales, et, k cet égard, j*invoque le témoignage de ceux, d*entr'eux qui m*écoutent.

ou JI' AGITATION ANGLAISE. i6i

Depuis i 81 S, époque où passa cette loi, la chambre des communes ne s'est pas réunie moins de six fois en comité pour s'enquérir de la détresse agricole, et, depuis i837, elle a été solennellement proclamée cinq fois dans le discours de la reine ^ Toufferture du Parlement; J'ai parcouru le pays dans tous les sens; j'ai assisté k une multitude de meetings; partout j'ai posé aux fermiers cette question : Avez-Tous, dans un certain nombre d'an-

nées, et avec un capital donné, réalisé autant de profits que les personnes engagées dans des industries qui ne reçoivent pas de protection, tels que les drapiers, carrossiers, épiciers, etc. > — Partout, invariablement, on m'a fait la même réponse. < Non, l'industrie agricole est la moins rémunérée. » Si le fait est incontestable, il doit avoir une cause, et comme ce ne peut être l'absence de la protection, c'est sans doute la protection elle-même. Pour moi, je crois qu'il est mauvais de taxer l'industrie; il n'y a qu'une chose qui soit pire, c'est de la protéger. (Applaudissements). Montrez-moi une industrie protégée et je vous montrerai une industrie qui languit. Si l'on accordait, par exemple, des privilèges aux épiciers qui habitent tel quartier, pensez-vous que les propriétaires des maisons n'en exigeraient pas de plus forts loyers? Ils le feraient indubitablement, et c'est ce qu'ont fait les landlords envers les fermiers sous le manteau de la loi-céréale. Un pauvre fermier gallois, nommé John Jones, a parfaitement expliqué le jeu de cette loi. Il disait: < la loi a promis aux fermiers des prix parlementaires. Sur cette promesse, les fermiers ont promis aux seigneurs des rentes parlementaires. Mais à la halle, le prix parlementaire ne s'est presque jamais réalisé et il n'en a pas moins fallu acquitter la rente parlementaire. > Toute la question céréale est là.

< Pour persuader aux fermiers qu'ils ne peuvent soutenir

le Code de Commerce ET LA LIGUE,

la concurrence étrangère, on leur dit qu'ils ont de la concurrence il payer, et cela est vrai. Ils paient la taxe des routes, ils ont les routes, et je puis vous assurer que les fermiers russes et polonais voudraient bien en avoir au même prix. Essayez de porter vos denrées au marché, par la route, et par la voie d'eau.

mulet, et vous vous conviendrez que Tairgenl mis sur les chemins n'est pas perdu, mais placé, et placé h bon intérêt — Ils payent encore la taxe des pauvres et les taxes ecclésiastiques; mais il y a aussi des prêtres et des pauvres sur le continent. »

M. Gobden cite plusieurs exemples pour démontrer que 106 indiennes libes prospèrent mieux que les industries protégées.

< Voyez la laine; c'est un fait notoire que c'est, depuis qu'elle n'est plus favorisée, une branche beaucoup plus productive que la culture du froment — Voyez le lin. Pendant que M. Wailes se donnait beaucoup de mouvement, dépensait beaucoup d'encre et de paroles pour prouver que le fermier anglais ne pouvait soutenir la concurrence du dehors, il lui-même substituait, et avec succès, la culture du lin, qui n'est pas protégée, h celle du froment qui est l'objet de tant de préférences législatives.....

c Quant aux avantages que la liberté réelle est censée couler aux toiles ouvriers des campagnes, j'avance ce bâton et je défie qui quète soit de le contredire : c'est que les salaires vont toujours diminuant k mesure qu'on s'éloigne des districts manufacturiers et qu'on s'enfonce au cœur des districts agricoles. En arrivant dans le Dorsetshire, le pins agricole et par conséquent le plus protégé de tous les comtés, on trouve le taux des salaires fixé à 6 sh. par semaine. Pour moi, je

ou L AGITATION ANGLAISE. 10»

donne 11 sh., au moindre de mes ouvriers. J'en ai qui gagnent 90| 80 et même 36 8b. Mais quant h ceux qui ne donnent que le travail le plus brut, qui ne font que ce que tout homme peut faire, ils reçoivent au moins 15 sh. — Je n'en tife pas vanhé. Ce n'est ni par plaisir ni par philanthropie que j'accorde ce (aux ; je

le fais parée que o'est le taux élaMî par la libre concurrence. Voilà un Cuit général qui ne permet plus de dire que la loi-céréale fovo-
rise Touvrier des campa* gnes. (Écoutez, écoutez). — Mais j'aper-
çois ici bon nombre d'ouvriers des fabriques. Quant à eux, il est
certain que ta loi-céréale les dépouille sans aucune compensa-
tion, et j'exr pliquerai comment cela se fait U y a une certaine
doctrine k l'usage des ignorants imberbes, selon laquelle les seki-
rea peuvent être fixés par acte du Parlement. Je mettrai en
ht*mière et cette doctrine et le caractère de la loi-céréale, par une
anecdote qui se rapporte à un fait parimentaire qui m'est per-
sonnel. Lorsque sir Robert Peel [Hrésenta la dernière loi-céréale
à la chambre des communes, loi qui avait pour but avoué de
maintenir le prix du blé à BBsh.^ ainsi ffttB i'au^ teur lé déclare
expressément, je fis, par voie d'amendempt^ cette motion : <
Qu'il est expédient, avant de fixer le prix dn pain par acte du Par-
lement, de rechercher les moyens de fixer aussi un taux relatif
des salaires qui soit en harmonie avec ce prix artificiel des ali-
ments. » Proposition bien raisonnable, k ce qu'il me paraît, mais
qui fut combattue par MM. Peel, Gladstone et lenr» collègqes,
au^dedans et au-de» hors des chambres, par cette réponse : c Oh
I nous ne pouvons régler ou fixer le prix du travail, cela est
au«4es8«s de de notre puissance. Le Uux des salaires s'établit
par la ces» eurrence sur le marché du monde. » — Néanmoins,
quoique je reconnus la validité de ce nmonnemeot, comme je le-
crms aussi bien applicable au blé qu'au travail, et que je n'nime

pas k voir des règles différentes appliquées k des cas intrinsè-
quement identiques, j*insistai pour que ma motion fût mise aux
voix, et elle fut soutenue par vingt ou trente membres qui pen-
saient, comme moi, que le taux des salaire devait élie positive-
ment fixé, si Ton était décidé k dépouiller Touvrier par un prix

des aliments artificiellement élevé. Mais, ainsi que je m'y attendais, les monopoleurs de la chambre refusèrent de faire une franche et loyale application de leur propre principe, et tous, jusqu'au dernier, votèrent contre ma motion. — Sans doute, il est incontestable que le régulateur naturel des salaires, c'est le marché, la concurrence, le rapport de l'offre à la demande. Hais n'est-il pas évident que le blé doit être soumis à la même règle, et valoir plus ou moins, selon les besoins d'une part et la faculté de payer de l'autre? Qu'on laisse donc le prix du blé s'établir dans le même marché où le travail est contraint de chercher sa rémunération. Oh ! qui pourrait sonder la profonde immoralité de ces hommes qui s'adjugent à eux-mêmes un certain prix pour leur blé, et qui néanmoins refusent de fixer un prix proportionnel pour les salaires qui doivent acheter ce blé? » (Applaudissements prolongés).

GREENOCR.

Extrait du GretHoek-Averliser , 18 Janvier 1914.

Lundi, 15 de ce mois, une députation de la Ligue, composée de MM. Bright , m. P., du col. Thompson , a assisté à un grand meeting tenu à la Chapelle de...

Le prévôt occupait le fauteuil.

Des discours ont été prononcés par MM. Steeie*

ou l'agitation anglaisi:. «165

Stewart, m. P., col. Thompson, Bright, Robert Wal« lace y m. P.

Nous avons remarqué, dans le discours du colonel Thompson, la démonstration suivante , qui présente , sous une forme sensible, les inconvénients des lois restrictives.

« Suivons vos marchandises sur les marchés étrangers , et observons ce qui arrive. Je suppose que vous les envoyez k Hambourg. Le capitaiue débarque, et s*adressant à un négociant de cette ville, il lui dit : < J'amène de Greenock tant de balles marchandises que je désire vendre. — Bien, dit le marchand,^ je vous en donnerai dix tballers. — J'accepte , répond le capitaine ; et maintenant que pourrais-je acheter avec dix tballers, car je désire revenir à Greenock avec un chargement de retour. — Je trouve , dit le Hamhourgeois , que le blé est à meilleur marché ici qu'en Angleterre ; achetez du blé. — Oh! répond le capitaine, je ne puis pas rapporter du blé, car nous avons dans notre pays une loi qui le défend. — Eh bien ! prenez du bois de construction. — Nous avons encore une loi qui Tempêche. — Dieu me pardonne , s'écrie le Hambourgeois, je crois que vous autres Anglais, vous repoussez les choses qui vous sont les plus nécessaires , et n'admettez que ce qui ne vous est bon k rien , des sifflets et des cure-dents, peut-être. (Éclats de rires). — Je crains bien qu'il n'en soit ainsi, reprend l'Anglais, et je vois que ce que j'ai de mieux à faire, c'est de m'en retourner sur lest et de de ne plus remettre les pieds h Hambourg, d — C'est ainsi queprennent fin nos relations avec Hambourg, et successivement avec les autres ports étrangers. — Et ne voyez-vous pas que le chai^eur de Greenock sera forcé de limiter aa fabrication plus qu'il n'aurait fait, si son capitaine lui eut

porté de tndlleured Dou^eUes ? Qae m la fabncatÎM se ralentit, le travail est moins demandé, les salaires sont plus dépréciés , en même temps que les subsistances renchérissent ? etc^..... »

ABKRoBES(.

Extrait de VAbêrAeen^Herald , 18 Janvier iSM.

La démoDstration en faveur de la Ligue a dépassé tout ce que Ton pouvait attendre.* Lundi, 15 de ce mois, deux meetings ont été tenus, l'un le matin, l'autre le soir, et dans l'un et l'autre, l'accueil le plus enthousiaste a été fait à MM. Gobden et Moore. Le mee* ting du matin a eu lieu dans la vaste salle de thé&tre, qui â'est trouvée cependant trop étroite pour le grand nombre de citoyens distingués qui désiraient assister à la séance. Hien n'égale l'intérêt qu'a excité le discours clair et nerveux de M. Cobdeu« et nous avons pu remarquer que des hommes qui prennent rarement part à des démonstrations publiques, joignaient chaleureusement leurs applaudissements à ceux de la foule.

Le soir, les classes ouvrières et laborieuses affluaient à la salle de la Société de Tempérance , et nous avons entendu dire à M« Gobden qu'il n'avait jamais parlé devant un auditoire plus attentif et plus intelligent.

Nous avons assisté à bien des meetings publics; nous avons aotendtt tous les grands orateurs de l'époque, mais nous devons dire que jamais nous n'avons assisté

ou L AGITiLTION ANGLAJSC. 107

à un spMttfde plus inp^sant ei plus instructif que celui qui a été offert aujourd'hui à Ib population d'Aberdeen. (Suit le compte-rendu delà séance.)

DUNDEB.

16 janvier 1844.

Mardi soir, 10 courant une goiréo a élë4oi|née, dans le cirque royale à MM. Gobden f^Mopre» députés de la Ligue nationale. M. Edouard Baxter ^ esqifire, occupait le fauteuil.

Les orateurs qui se sont fait entendre, outre MM. Gobden et Moore, sont MM. Baxter, James Brow, lord Kinnaird, Georges Duncan, m. P., etc.

PAISLBY.

Extrait du Oïoig&W'Âr^m ^ 16 janvier iS4i.

Mardi soir, 16 de ce mois, une soirée a eu lieu dans une des églises dissidentes de Paislej (seses\$%an churA)^ dans l'objet de recevoir MM. Thompson et Bright, membres de la Ligue, et sous la présidence du prévôt Henderson. Nous avons remarqué sur l'estrade MM. Stewart, WallaceetHastie, membres du Parlement, et un grand nombre de ministres du culte.

Nous croyons devoir nous dispenser de donner en détail le compte-rendu de ce meeling^ ainsi quede ceux

qui suivent, ee qui nous obligerait à dépasser les bornes que nous devons nous imposer.

ATR.

(Extrait de l'Àyr-advêriiêr,)

Mardi matin , 16 de ce mois , un grand meeting public a été tenu au théâtre de cette ville, sous la présidence du prévôt Miller, pour recevoir MM. Bcight et Thompson , membres de la Ligue.

MONTROSE

(Extrait du Montrose-Review, 16 janvier 1844.)

MM. Gobden et Moore, de passage dans cette ville, pour se rendre d'Aberdeen à Dundee, ont été sollicités de s'arrêter quelques heures dans l'objet d'y tenir un meeting public. Malgré la brièveté du temps qu'avaient devant eux, les amis de la liberté commerciale, une telle affluence s'est portée à GuUd-Hall, à l'heure désignée, que le meeting a dû immédiatement se transporter à Georges free church. Le prévôt Paton a été unanimement appelé au fauteuil.

Après un discours de M. Gobden , qui a fait sur l'assemblée une profonde impression, M. Alexandre Watson fait cette motion :

< Que le meeting approuve hautement les iafatigables
ou l'agitation anglaise. 169

travaux de la Ligue, et en particulier les virils et nobles efforts de MM. Gobden et Moore, pour propager les principes de la liberté commerciale ; et que, pour offrir aux citoyens de Montrose-Foccasion de contribuer au fonds de la Ligue, il nomme, à l'effet de recueillir les souscriptions, une commission composée de MM., etc. »

La motion est volée à l'unanimité.

PORPAR.

Le même journal rend compte du meeting tenu à Forfar , le samedi 10 janvier , à roccasion de la présence, en cette ville, de

MM. Gobden et Moore. Les honorables députés de la Ligue n'ont pas eu plutôt accédé aux vives instances qui leur étaient adressées pour qu'ils s'arrêtassent un moment à Forfar, que toute la population a été convoquée à l'église de la paroisse au son du tambour. Les fonctions de président étaient remplies par le Bév. ministre, M. Lowe, etc.

M II

170 COBDEN LT LA LKIUÉ ,

avait excité au plus haut degré l'iotérèl du comté. Des délégations de toutes les villes envtronnanleft s^étaient rendues à Cupar. — MM. Gobden el Moore sont arrivés le i8, à deux heures. Le meeting avait été convoqué à l'église de Wesport, mais cet édifice étant insuffisant à contenir la foule qui se pressait, il a été décidé qu'on se transporterait dans Old-Ghurch. Le prévôt Nicol occupait le fauteuil.

DUMFRIES

(Extrait du Dumfriet'Courrier^ 17 janvier 1844.)

Ce journal rend compte du meeting tenu le mercredi 17 janvier, à l'occasion de la visite de MM. Bright et Thomson ; il présente le même caractère que les précédents.

Si nous avons donné au lecteur cette nomenclature aride des nombreux meetings que la députation de la Ligue a provoqués en

Ecosse pendant un séjour de si

ou l'agitation anglaise. 171

courte durée, c'est que nous sommes nous-mêmes conyaineus qu'en France, comme en Angleterre, comme dans tous les pays constitutionnels, le seul moyen d'emporter une grande question, c'est d'éclairer et de passionner le public. Notre but a été d'appeler l'attention sur l'activité et l'énergie que déploie la Ligue, et dont les premiers résultats se montrent aujourd'hui aux yeux de l'Europe étonnée dans le plan financier de sir Robert Peel.

GRAND BEETING AU THÉÂTRE DE GOV»tH}ARDBN.

(35 janvier 1844.)

Après un interruption de deux mois, la Ligue a ve* pris ses meetings au théâtre de Govent^Garden* Jeudi soir la foule avait envahi le vaste édifice. Dans aucune des précédentes occasions elle n'avait montré plus de sympathie et d'enthousiasme.

A sept heures, le président , M. Georges Wilson , monte au fauteuil. Il ouvre la séance par le rapport des travaux de la Ligue, dont nous extrayons quelques passages.

€ Ladies et gentlemen ; je ne doute pas que la pre nûère question que vous m'adresserez au momeut de la reprise de nos séances, ne soit : c Qu'a fait la Ligue depuis la dernière session? » D'abord, je n'ai pas besoin de vous dire quelle n*e\$ pas morte^ ainsi que ses ennemis l'ont tant de fois répété. Il est vrai que le duc de Buckingham ne s'y est pas encore rallié; le duc de Richmond ne nous a pas signifié son approbation ; sir Edward KnatchbuH compte toujours sur le

monopole pour payer des dots et des hypothèques, et le colonel Sithorp a gratifié de 50 1. s. Tassociation protectioniste. (Rires). Mais d'un autre côté, le marquis de Westminster a donné 500 1. s. à la Ligue. (Applaudissements). Que nous ayons fait quelques progrès, c'est ce que nos adversaires ne pourront nier, et ce dont vous jugerez vous-mêmes d'après les meetings qui ont eu lieu et dont je vais vous faire Ténumération. »

Ici le président nomme les villes où ont été tenus des meetings et les sommes qui ont y été souscrites.

Liverpool 6000 L s.

Ashton 4300

Leeds 2700 la maison Marshall a souscrit pour 800 K s.

Halifax 2000

Hunderfield 2000

Bradford 2000

Bacup 1345

Bolton 1205

Leicester 800

Derby 1 200 la maison Strutl a donné 500 1. s.

Nottingham 520

Burnley 1000

Oldham 1000

Todmorden 611

Strond 558

(M. Wifson cite encore une douzaine de meetings où des somnies moindres ont été recueillies.)

En outre, une députation de la Ligue', composée dd MM. Cobden , Brighl , Thompson , Moore , Ashworth a parcouru rÉcosse. Nous avons reçu k

ou l'agitation anglaise. i73

Glasgow 5000 L s.

Edimbourg 1500 Dandee SOO

Leith 350

Paisley S30

Hawick 70

(De bruyants applaudissements accompagnent cette lecture). Tel est le témoignage que nous avons k rendre des progrès que fait notre cause dans Tesprit public. C'est un nouveau gage d'union, un nouveau pacte, un nouveau eovenant auquel les amis de la Ligue en Ecosse et dans le nord de l'Angleterre ont attaché leur nom , s'engageant tous envers eux-mêmes, envers vous et envers le pays, k persévérer dans la voie qu'ils se sont tracée, et à ne prendre aucun repos tant qu'ils se sentiront un reste de force et que la Ligue n'aura pas atteint le but qu'elle a en vue

M. Bouverie prononce un discours instructif sur la situation financière de l'Angleterre , et sur la répartition des taxes entre les diverses classes de la société.

M. W.-J. Fox, s'avance au bruit des applaudissements; quand le silence est rétabli il s'exprime en ces termes :

€ Je suis appelé à prendre la parole à l'entrée de cette Douvle année d'agitation, dans un moment où la confusion, l'anxiété et l'incertitude régissent dans le pays. La législature est convoquée ; le peuple attend plutôt qu'il n'espère; la Ligue a recruté des adhérents, augmenté ses moyens et discipliné ses forces; les partis politiques épient les chances de se maintenir dans leur position ou de conquérir celle de leurs adversaires ; des anti-Ligues se forment dans plusieurs royaume

Dans ces circonstances, il est à propos d'établir le principe autour duquel se rallie notre association, ce principe que nous avons tant de fois , mais pas encore assez proclamé ; ce principe qui est l'objet et le but d'efforts et de travaux qui ne cesseront qu'au jour de son triomphe : — la liberté absolue des échanges, — et, en ce qui concerne la réalisation pratique et actuelle, — l'abrogation immédiate, totale et sans condition (') de la loi électorale (Bruyants applaudissements). Voilà notre étoile polaire; voilà le point unique vers lequel nous naviguons sans nous préoccuper d'aucune autre considération. Nous n'avons rien de commun avec les factions politiques; nous n'avons aucun égard aux démarcations qui séparent les partis de vieille ou de fraîche date; peu nous importent les conséquences de tel ou tel meneur d'une motion de la Chambre des communes* — L'abrogation totale, immédiate, sans condition des droits électoraux voilà ce que nous demandons, tout ce que nous demandons. — Nous n'exigeons pas plus, nous n'accepterons pas moins •— de Robert Peel ou de John Russell, — de lord Melbourne d'un côté, ou de lord Wellington de l'autre, ou de lord Brougham de tous les côtés.

(Rires et approbation). Nous sommes en paix avec tous ceux qui reconnaissent ce principe. Mais nous ferons une guerre éternelle k ceux qui ne l'accordent pas. — Et précisément parce que c'est un principe, il n'admet, dans nos esprits, aucune tran\$aeUon queleonque. (Apfriaudissements). C'est fil noue mot d'ordre. H y a uneidasse dans le pays qui ne cesse de crier : c Pas de eoneesêù-mê* » Et nous, nous lui répondons : € P^s de iramaeHon. » Si ce mouvement, ainsi

(*) VneondiliUmai; la ligue entend par là que Tabolition des drotif él'entrée sur les grains éU'angers, ne doit pas être so-bordmméi^ à des dégrèvements acordés par les autres nations aux produits Malais.

oi; l'agitation anglaise. 175

qtt*w Fa qariquefoi^ iaussenieBi représenté, n^était qa'une pore oombinaieen iadusIrieUe; s'il avait pour objet de relever teUe oo Celle branche de (abrieation ou' de commerce; — ou Inen s'il était reffiart d'uDparli ets'il aspirait ii déplacer le pouvoir ao détriment d*Qne classe et au profit d'une autre classe d'hommes politiqQes; ou encore si notre cri : Liberté ifVchtmfeê, o'était qu'un de ces cris populaires , mis en avant dans des vues peraennelles ou politiques , comme le cri : A ba\$li pajhêtM, et autres semblables qui ont si souvent égaré la multitude et jeté la confusion dans le pays, oh! alors, nous pourrions transiger. Mais nous soutenons un prûir cijM, k l'égard doquel notre conviction est iaite, et qui est comme la substance de notre conscience; nous revendiquons pour l'homme un droit antérieur même k toute ci*vjlisation , car s'il est un droit qu'on puisse sqppeler natovel, c'est certainement celui qui appartient à tout homme d'échaoger le prodoit de son honnête travail, contre ce qu'il juge le plus utile à

sa sobeislance ou à son bien-être. (Approbation). Ce n'est pas Ik une question qoi admette des degrés, ni qui se poisse arranger par fractions» Nous respectons tous les droits; mais nous ne respectons aocon abus» (Applaudissements). Noos ne comprenons pas cette doctrine qui consiste Il tolérer un certain degré de vol, d'iniquité ou d'oppression au préjudice d'un individu ou de la communauté. Nous considéroas ftu point de vue du juste et de riujusie la propriété, quelle qu'elle soit, réalisée par le travail et sanctionnée par les lois et les institutions humaines. Nous prociamoos notre profond respect pour la propriété de cette classe qui est la plus «fdenlê k s'opposer h nos réclamations. Les domaines do seigneur lui appartiennent, nous ne prétendons pas y toucher, mettre des limites k leur agglomération et k leur divi'* sioD. Noos n'intervenons pas dans l'administration de ce qui

176 COBDEN ET LA LIGUE y

loi est acquis par achat ou par héritage. QuMl en fasse cequ*il jugera à propos; il est justiciable de ropioion s'il viole les lois des convenances ou de la moralité. Tant qu*il se renferme dans les limites que lui prescrivent les nécessités des sociétés humaines, nous respectons tous ses droits. Qu'il proscrive ou tolère la chasse; qu'il abatte ou conserve ses forêts; qu'il accorde on refuse des baux, nous ne nous en mêlons pas. Les produits de ses domaines sont k loi ou k ceox k qoi il les loue. Hais il y a une chose qui n'est pas a lui, et c'est le travail d'autruif c'est l'industrie de ses frères, et leur habileté, et leur persévérance, et leurs os et leurs muscles, et nous ne lui reconnaissons pas le droit dediminuer par des taxes a son profit le pain qui est le fruit de leurs travaux et de leurs sueurs. (Bruyantes acclamations). Ils sont ses fr^s et non pas ses esclaves. Les bras de l'ouvrier sont sa proprié-

té et non j'm celle du landlord. Nous réclamons pour nous ce que nous accordons aux seigneurs, et notre prmeipe exige le même respect, la même vénération pour la propriété de celui qui n'a au monde que sa force physique pour se procerer le pain du soir par le travail du jour, que pour celle de l'héritier du plus vaste domaine dont on puisse s'enorgueillir dans la Grande-Bretagne. (Applaudissements). Dans notre attache-* ment k ce principe, nous nous opposons k tout empiétement sur la propriété de la classe industrielle, de quelque forme qu'on le revête, quel que soit le but auquel on veuille le f^re servir. Notre principe exclût le iraii fixe aussi bien que le droit graduel. (Approbation). L'un est aussi bien que l'autre une invasion sur les droits du peuple, car quelle est leur commune tendance? Evidemment d'élever le prix des aliments, et tout ce qui élève le prix des aliments, diminue le légitime bien-être des classes laborieuses. Lorsque nous nous rappelons la condition de ces classes; quand nous venons k songer

ou L AGITATION ANGLAISE. i77

goe rouTtier se lève avant le jour, et qu'il est d^à bien tard quand il peut goûter quelque repos et manger le pain de Tanxiété : quand nous nous rappelons par quels fatigants efforts il obtient dans ce inonde sa chétive pitance, et combien il y a de malheureuses créatures autour de nous dont toute l'histoire est résumée dans ces tristes vers si populaires:

Travaillons, travaillons, travaillons Jnsqu^à ce que nos yenx soient ronges et obscurcis ;

TravaUons, travaUons, travaUons Jusqu'à ce que le vertige nous monte au cerveau.

Quand nous sommes témoins d'une telle destinée, nous disons que le droit fixe ne doit pas prendre même un farthing sur la part exigüe du pauvre pour augmenter les trésors d'un duc de Buckingham ou de Richmond. (Applaudissements prolongés). Bien plus, il est des cas où le droit fixe aurait plus d'inconvénients que Téchelle mobile elle-même. On a déjà fait cette objection contre le droit fixe, et je crois qu'elle a déjà frappé ses partisans, c Que ferez-vous de votre droit de 10, de 8, de 5 sh. lorsque le blé s'élèvera, comme cela peut et doit quelquefois arriver, k un prix de famine? » (a famine priée) (Écoutez, écoutez). Et l'on a répondu : € Alors, on le suspendra. » — Mais quel est le pouvoir qui décidera cette suspension, et sur quelle épreuve? Réalisez dans votre imagination la situation d'un premier ministre obligé d'observer le pays pour décider si le temps approche, si le temps est arrivé où le droit fixe sur le blé sera remis, parce que les aliments ont atteint le prix de famine I II fiudra qu'il compte dans les journaux combien d'êtres humains ont été relevés dans nos rues , tombés par défaut de nourriture. Combien faudra-t-il de cas de morte par inanition; quelle somme de maladies, de typhus, de mortalité sera-t-il nécessaire de con-

178 COBUr.M KT L<\ LAGVE ,

sialer pour jastifier la rea^iaeda droH? Voilà doae les occii-
 Jetions d'un premier ministre! Il ftiudra doqe qu'il veille auprès
 do paya, qu'il compte ses pulsations, comme fait le médecin d'un
 régiment quand on flagelle un soldat^ — la main sur son poignet,
 l'œil sur la blessure saignante, Toreille attentive au bruit du fouet
 tombant sur les épaules nues, prêt a s'écrier : arrêtez; il se meurt*
 (Acclamations). EsiHîe Ik le rdie du premier miqistre du gouver-
 nement d'un peuple libre ? (NoQ, non). -^ La pente est glissante

quand on quitte le sentier de la justice. Oublies la justice, et vous oublierez bientôt la charité, et l'humanité vous trouvera sourds k ses eris. — r Un dfoi^ ixfil]|ap c'^t toujours la protection sous un filtre wm^ et 1^ pi^otecUon^ c'est cela même que la Ligue fst résolue de combattre et 4*anéautir à jamais. — Et qu'enlend-on protéger? L'agricuHure, dît-on ; mais quelle branche d's(gric4l-ture ? queUe classe de personnes? Non , non, dépouil\ée de sophismes, d'énigmes, de circoidocutiops, celte pjToteçtioii, c'est Iq j^oteetim dn refkU^ et riea d^ plqs. (Approbation). ProtecçioUi gin fermiers t — Et quel fermier s'es^ jjsuviit wnchi piar elle? -rr Prefction à l'onryrier des ç«WP9^«es,! --rr Qh I cii^ ! v9ua V^yu, protégé jusqu'k^ ce qu*il ^ deseeiMdn tou^ lei^ degrés de FéçMle sociale ; jmqa'k ce qwne ses vAt^ment^^ient été convertis en haillons; sa chan-^ mÂ^ en vne ^Ue; jusqu'à ce que sa femme et ses enfimts, txfifa de vétemeula,, aient été forcés de fuir le service divin. Votre p^eetion L'a pour^^ivi à» champ à la maison de travail, et de la, maison de ti^avail à b cour de justice, et de la «(MIT de jmtipe itu caokpt, et du cachot à la tombe. C'est soin \ik &oi4e pi^nce. qpi'il t^ouvei^ enfin phiS: de protection réelle qu'il n'çn obtint jamais de nos lois, (^c^amations prolongee^/.*..*.

Et pourquoi privilégier une classe ? Qu'y a-t-il dans la coa-

ou L AGITATION ANGLAISb. 470

ditioo d*Qn renlier qui loi donne droit à être |Hx>légé atix dé* pens de la communauté ? Pourquoi pas protéger ausai le philosophe, Tartiste, le poète T A pareil jour naquit un poëie^ et les Écossais qui m'entendent savent ^ qui je fais allusion^ car beaucoup de leurs compatriotes sont réunis aujouM'bui pour célébrer Fanniversaire de Robert Burns. La nature en avait fiit un poète;

la protection aristocratique en fit un eas-^ ployé. Mais la seule protection qui lui convfait, c'est cette qsi'il devait à ses bras vigoureux et h son âme élevée. Le servitisme lui Élisait dire :

Je n'ai pas besoin de me courber si bas « Car, grâce à Dieu, j'ai la foite dé IkLMNmr, Et quand cette forée Tiendra à me bire dé-Cuity Alors, grâce à Dieu, je pourrai mendier.

Et il se sentait l'indépendance du mendimit, el en réaKtéV elle est plus digne et plus respectable que Tindépendance pécuniaire de een qui Pont acquise par la rapine et Top^ pression.

..... Et pourquoi la Ligue transigerait^eïïe aujevré^bin? Si elle n'y ir pas songé quand elle était faiUe, comtmM y songeraitp^lte quand elle est forte? Si nm» wnmà repmm9t toute transaction quand nous n'étions qu'un petit Mmbve, pourquoi raccepterions-nous quand nous sMimes iesBùm^ brables? Habitants de Londres, permettez-moi de wfus le dire, vous n'avez pas l'idée de la puissance ée la UjgM^ et ii serait k désinsr que vom envoyassiez ésins les oemiés du Nord une dépntalion chargée d'observer la natm*e de cette pa» sance, sa progression , son intensité. (Écoutay éeeuiei); U^ vous verriez les multitudes, hommes, fenmes^enfiHits^aQcoa^ nr^ s'assembler et mettre la main)i cette csavre si bten^ faite pom* éveiller les plus intimes synq>atbies du cœur hfuniMé; les maUres et les ouvriers porCer leur cordiffle contribution ;

i8o COBDEN ET LA LIGOi; ,

les femmes payer leur tribut, car elles eut compris qu'il leur appartient de soulager ceux qui souffrent, et de sympathiser avec les opprimés, et T^fant même, respirer comme une atmosphère d'agitation patriotique» pressentant qu'un jour viendra, — alors

que tant de glorieux dévouements auront assuré le triomphe de la liberté commerciale, — où il pourra dire avec orgueil : — c Et moi aussi j'étais , encore enfant, un soldat de la Ligue ! p Oh ! si vous pouviez voir l'ardeur qui les anime, vous comprendriez que l'arrêt de mort du monopole est prononcé; oui, le jour où Londres prendra le rôle qui lui revient, le jour où la voix des provinces réveillera l'écho de la métropole, le jour où votre libéralité, votre enthousiasme, votre ferme résolution, votre foi dans la vérité égalera la libéralité, l'enthousiasme, la détermination et la foi de vos frères du Nord, ce jour-là, l'œuvre sera consommée et le monopole anéanti. (Acclamations prolongées). L'idée de transiger n'entr^ait pas dans la tête des chefs de la Ligue, alors même qu'ils seraient seuls dans la lutte. Rappelez-vous qu'ils n'étaient que sept quand ils proclamèrent pour la première fois le principe de l'abrogation immédiate et totale. Ils persévéraient encore, quand bien même l'opinion publique n'aurait pas été éveillée, quand bien même ces vastes meetings n'auraient pas encouragé leurs efforts, car, lorsqu'une fois un principe s'empare de l'âme, il est indomptable. C'est ce qui fait le martyr ou la victoire ! Il peut y avoir des victimes, mais il n'y a pas de défaite. — C'est à cette foi individuelle, à cette résolution de ne jamais transiger sur un principe, que nous devons tout ce qu'il y a de grand et de beau sur cette terre. Sans cette foi, nous n aurions pas eu la liberté politique, la réformation, la religion chrétienne. Si la Ligue pouvait fléchir dans sa marche; si ceux qui la dirigent pouvaient la trahir, eh bien ? qu'importe ?

ou l'agitation anglaise. 181

ils ne sont que Payant-garde, la grande armée leur passerait sur le corps et marcherait toujours jusqu'à la grande consumma-

tion. (Acclamations). Je le répète donc, pas de transactions. On nous défie, on nous appelle au combat; les seigneurs nous jettent le gant et ils Tentent, disent-ils, abattre la Ligue. (Rires ironiques)• Eh bien, nous en ferons Tépreuve. — Ce ne sont plus les fiers barons de Rnnnèymède. Le temps de la cheyalerie est passé; il est passé* pour eux surtout, car il n'y a rien de chevaleresque à se faire marchand de blé et à fouler le pays pour grossir son lucre. — Mais où veulent-ils en venir en sMsolant ainsi au milieu de la communauté? Ils créent la méfiance parmi les fermiers, la haine et rinsnbordination parmi les ouvriers ; ils se déclarent en guerre avec tous les intérêts nationaux; ils rejettent les Spencer, les Westminster, les Ducie, les Radnor ; ils se dépouillent de ce qui constitue leur force et leur dignité; où veulent-ils en venir, en se séparant du mouvement social, en rêvant quMls seront toujours assez forts pour écraser leurs concitoyens? Ils n'ont rien à attendre de cette politique, si ce n'est ruine et confusion ! S'ils y persistent, ils ne tarderont pas \k s'apercevoir qu'ils n'ont d's.utre perspective qu'une vie de dangers et d'appréhension ; ils sentiront la terre trembler sous leurs pas, comme on dit qu'elle tremblait partout où se posait le pied du fratricide Gain. Qu'ils parcourent l'univers ; nulle part ils ne rencontreront la sympathie de l'affection et le sourire de la bienveillance. Ah! qu'ils se joignent à nous; qu'ils s'unissent à la nation; c'est là que les attendent le respect, la richesse, le bonheur; mais s'ils lui déclarent la

guerre, la destruction menace cette caste orgueilleuse. »

L'orateur discuté quelques-uns des sophismes sur lesquels s'appuie le régime restrictif, et en particu-

Uer le prétexte tiré de VtndépefUla\$ieê nationale, U poursuit en ces termes :

c Êtro tniipmdants do féimmger^ c*est le thème fiiYori de raristocratie. Elle oublie qu'elle emploie le Uomo à fertiliser les cbsmps , couvrant ainsi le sol britannique d'une .surface de sol étranger qui pénétrera chaque atome de blé, et lui imprimera la tfttche de cette dépmदानee dont elle se montre si impatiente. Mais qu'est*il donc ce grand seigneur, eet avocat de riodépendance mitionale, cet ennemi de toute dépendance étrangère? Examinons sa vie. Voilà un cuisinier françaù qui prépare h diner pour U maUrê^ et un valet mme qui apprête le maUre pour le df-nêr. (Éclats de rire). Mylady, qui accepte sa main, est toute resplendissante de perles qu'on ne trouve jaokais dans les huîtres britanniques, et la piume qui flotte sur sa tête ne fut jamais la queue d'un dindon anglais. Les viandes de sa table viennent de la Belgique ; ses vins du Rhin et du Rhône. Il repose sa vue sur des fleurs venues de Y Amérique du \$udy et il gratifie son odorat de la fumée d'une feuille apportée de VAmérique du nord. Son cheval favori est d'origine arabe y et son petit chien de la race du St-Seruard. Sa galerie est riche de tableaux fia^ mmndi et de statues \$recque\$. Veut-il se distraire? U va entendre des chanteurs italieni vociférant de la musique oibmmde, le tout suivi d'un ballet franeau. S'élève-t-il aux honneurs judiciaires? L'hermine qui décore ses épaules n'avait jamais figuré jusque-là, sur le dos d'une bête britannique. (Échts de rire). Son esprit mêmeest une bigarrure de contributions exotiques* Sa philosophie et sa poésie viennent de la Grèce et de Rome; sa géométrie d'Alexandrie; son arithmétique d'Arabie et sa religion de Palestine. Dès son berceau, il Ivresse ses dénis naissante» sur du corail de l'Océan

mdieD, et iorsquli moumi, le marbre de Carafe Mrmoiiitera sa tombe. (Brayaûts a^andiasenenla). Et Voilh Thoome qui dit : Soyons ind^adattit de rétrànger! Soumettons le peuple k la taxe ; admettons la privation^ le be8oni« leè an» goisses et les étreîa-tea de rioMitioii même ; mais sdyons indépendants de Tétranger ! (Écoutez.) ie ne ha disputé pas son luxe; ce que je lui reproche c'est le sophisme, Thypocrisie i l'iniquité de parler d'indépeodanoe , quant aux alî* monta, alors qu'il se soumet k dépendre de l'étranger ponr tons ces objets de jouissance et de fiisle^ Ce que les étitngers désirent surtout nous veadre , ce que nos eoinpal-rioies désirent sartout acheter, c'est le blé, et il ne lui appartient pas, k lui, qui ti'est de la tête aux pieds que l'œuvre &e l'indosirie étrangère, de s'interposer et de dire : c Vous serei ittdépendan ts, moi seulje me dé?ooe k porter le poids de la dé-* pendance. » Nous ne traasigeoiis pas a?ec de tels adversaires, non, ni même avec la législation. Nous ne recourrons pas à la législation dans cette session. (Écoutez, écentei). Plus de pétitions< (Approbation). Membres de la Chambre des commîmes, membres de la Chambre des lords, faites ce qu'il vous plaira et comme il vous plaira, — nous en appelons à pa\$ mafireê. (Tonnerre d'applaudissements qui se renouvellent à plosieurs reprises). La Ligue en appelle ii vos commettants, aux créateurs des législateurs; elle leur dit qu'ils ont mal rempli leur tftche, elle leur enseigne ii la mieux remplir à la première occasion. (Nouveaux applaudissements). C'est sur ce terrain que nous transportons la lutte, et nos moyMS sont, non point, comme on Ta dit fiiussemeat^ la calomnie, Ferreor, la corruption, mais de peraévéraals eflbrts pour finre pénétrer dans ceux qui possèdent le pouvoir politique l'intèHi-* gence et rindépendance qui enoob-

Ussol Fhumanité. Remar" quons qu'un notable cbangement s'est déjh manifesté^lans

iSA COBDEN ET LA LitiUE,

les Sections depuis que la Ligue a adopté cette nouTelle ligue de conduite. Tandis que se9 adversaires recherchent tous les sales recoins, toutes les taches de boue qui peuvent se trouver dans le caractère de Thomme, pour bâtir là dessus; tandis que les gens qui exploitent en grand le monopole du sol britannique, vont chassant au tailleur et au cordonnier et lui disent : c N'avez^vous pas aussi quelque petit monopole ? Soutenez<4iou8, nous vous soutiendrons, p Tandis qu'ils gouvernent avec les mauvaises passions, avec ce qu'il y a de folie et de bassesse dans la nature humaine, la Ligue s'efforce de mettre en œuvre les principes, la vérité, et réveillant, non la partie brutale, mais la partie divine de TAme, de réaliser cet esprit d'indépendance sans lequel ni les institutions, ni les garanties politiques, ni les droits de suffrage, ne firent et ne feront jamais un peuple grand et libre. C'est pour cela qu'ils nous appellent des étrangère et des inirui

L'orateur établit ici des documents statistiques qui prouvent que la mùnaliie et la crminaluè ont toujours été en raison directe de l'élévation du prix des aliments. Il continue ainsi :

c Voilà l'expérience d'un grand nombre d'années résumée en chiffre. Elle fait connaître les résultats de ce système, horrible calcul, qui montre l'ftme succombant aussi bien que le corps, les tendances les plus généreuses et les plus naturelles conduisant au crime, l'amour de la famille transformé en un irrésistible aiguillon au mal, et la perversité décrétée pour ainsi dire par acte

de la législature. (Écoutez, écoutez). Oh ! je le déclare à la face du ciel et de la terre, j'aimerais mieux cimiparaltre a la barre d'Old-Baley comniè prévenu d'un de ces crimes auxquels poussent fatalement

ou L AGITATION ANGLAISE. 485

ces lois iniquaes, que d'être du nombre de ceai qui profitent de ces lois poor extraire de For des entrailles, du cœur et de la conscience de leurs frères. (Immenses acclamations, Tauditoire se lève en masse, agitant les chapeaux et les mouchoirs).

c Nous dira-t-on qu'il faut attendre une plus longue expérience? Qu'il faut éprouver encore le tarif de R. Peel ou de nouvelles formes du monopole ? M[^]is, c'est expérimenter la privation, l'incertitude, la souffrance, la faim, le crime et la mort. C'est un vieil axiome médical que les expériences doivent se faire sur la vile matière. Mais voici des lois qui expérimentent cruellement sur le corps même d'une grande et malheureuse nation. (Applaudissements). Oh ! c'en est assez pour réveiller tous les sentiments de l'âme; hommes, femmes, enfants, levons-nous, prêchons la croisade contre cette horrible iniquité, et fermons l'oreille à toute proposition jusqu'à ce qu'elle soit anéantie à jamais. Habitants de cette métro-* pôle, prenez dans nos rangs la place qui vous convient Combinons nos efforts, et ne nous accordons aucun repos jusqu'à ce que nos yeux soient témoins de ce spectacle si désiré: le géant du travail libre assis sur les ruines de tous les monopoles. (Applaudissements). C'est pour cela que nous agitions d'année en année, et tant qu'il restera un atome de restriction sur le étattite-book, tant qu'il restera une taxe sur la nourriture du peuple, tant qu'il restera une loi contraire aux droits de l'industrie et du travail, nous ne nous désisterons jamais de YagUatûm,

jamais ! jamais ! jamais ! (Applaudissements enthousiastes).
Nous marchons vers la consommation de cette œuvre, convaincus que nous réalisons le bien, non de quelques-uns, mais de tous, même de ceux qui s'aveuglent sur leurs vrais intérêts, car l'universelle liberté garantit aussi bien le plus vaste domaine que l'humble travail de celui qui

186 COBDEN ET LA LIGUE ,

non que ses bras. Nous croyons que la liberté commerciale développera la liberté morale et intellectuelle, enseignera à toutes les classes leur mutuelle dépendance, unira tous les peuples par des liens de fraternité, et réalisera enfin les espérances du grand poète qui fut donné, à notre époque, à l'humanité et au monde :

Prions , prions pour qu'arrive bientôt,

Comme il doit arriver, ce jour Où sur toute la surface du monde ,

L'homme sera un frère pour l'homme !

(Longtemps après que l'honorable orateur a repris son siège, les acclamations enthousiastes retentissent dans la salle.)

MM. Millier Gibson et le Rév. J. Burnet parlent après M. Fox. La séance est levée à huit heures.

SECOND MEETING AU THÉÂTRE DE GOVENT-GARDEN.

1 février 1847.

Le second meeting hebdomadaire de la Ligue avait attiré, mardi soir, au théâtre de Covent-Garden , une foule nombreuse et enthousiaste. Le nom de lord Morpeth circule dans toute la

salle. On parle d'une entrevue qui a eu lieu à WakeOeld, entre le noble lord, membre de la dernière administration, et M. Gobden. Cette nouvelle provoque une vive satisfaction, à laquelle succède le désappointement lorsqu'on apprend que Sa Seigneurie n'a pas complètement répondu aux espérances que la Ligue avait fondées sur son noble caractère, son humanité et son patriotisme.

ou l'a<;it\tion anglaisk. 187

Le président rend compte des nombreux meetings qui ont été tenus dans les provinces dq>uts la dernière séance, ainsi que des sommes qui ont été re* cueillies.

Au moment où nous sommes parvenus, un grand changement s'est opéré dans l'attitude de l'aristocratie. Jusqu'ici nous l'avons vue dédaigner le réveil de l'opinion publique, et chercher à l'égarer en lui présentant, comme remèdes aux souffrances du peuple, des plans plus ou moins éharitablesj plus ou moins réalisables, tantôt le travail limité par ta loi (le biil des dix heures), tantôt l'émigration forcée.

Aujourd'hui que l'action intellectuelle et morale de la Ligue menace de devenir irrésistible, l'aristocratie sort enfin de sa dédaigneuse apathie. L'apaisement de l'agitation Irlandaise, et la dissolution du meeting de Clontarf lui donne l'espérance d'étouffer aussi l'agitation commerciale par l'intervention de la loi. Et, en même temps qu'elle dénonce, comme dangei*eux et illégaux, les meetings de la Ligue, par une contradiction manifeste, elle organise un vaste système d'association affiliées entre elles, ayant pour but, sous le nom d'anti- Ligue, le maintien des monopoles et de la protection. — La lutte devient donc plus serrée, plus personnelle, plus animée. Chacune de leur côté, la Ligue et l'anti-

Ligue avaient espéré que leurs efforts, influant sur la marche des affaires, trouveraient quelque écho dans le discours de la reine. Les free-traders espéraient que sir Robert Peel donnerait, dans la présente session, (quelque développement à son plan de réforme finan-

188 COBDEN ET LA LIGUE,

cière et commerciale. Les prohibitionnistes ne doutaient pas, au contraire, que le premier ministre, cédant à la pression de cette majorité qui l'a porté au pouvoir, ne revint sur quelques-unes des mesures libérales adoptées en 1812. Mais le discours du trône, prononcé dans la journée même, a trompé l'attente des deux partis. [Le ministère y garde le silence le plus absolu à l'égard de la détresse publique et des moyens d'y remédier.

Tels sont les objets qui* servent de textes aux discours prononcés dans le meeting du 1^{er} janvier, par le docteur Bowring, le col. Thompson et M. Bright. Bien qu'ils doivent avoir pour le public Anglais un intérêt plus actuel, plus incisif, que des dissertations purement économiques, fidèles à la loi que nous nous sommes imposée, de sacrifier ce qui peut plaire à ce qui doit instruire, nous nous abstenons d'appeler l'attention du public Français sur cette nouvelle phase de l'agitation.

Nous croyons utile, cependant, de donner une relation succincte de l'entrevue de lord Morpeth avec M. Cobden. Lord Morpeth, ayant été un des chefs influents de l'administration whig, renversée en 1841 par les torys, on comprend que son adhésion aux principes absolus de la Ligue devrait être considérée comme un fait grave, et de nature à exercer une grande influence sur le mouvement des majorités et des partis. L'attitude de ces deux

hommes d'ailleurs, la franchise de leurs explications, leur fidélité aux principes, nous ont semblé une peinture de

ou l'agitation anglaise. 489

mœurs constitutionnelles dignes d'être proposées pour exemple à nos hommes politiques.

WAKEFIELD.

Extrait du Morning Chronicle, 51 mars 1844.

La démonstration des free-traders du West-Riding du Yorkshire a eu lieu ce soir dans la vaste salle de la Halle aux blés, qui était magnifiquement décorée de draperies et ornée de fleurs. Six cent trente-trois sièges avaient été préparés autour de la table du banquet.

Vingt-cinq villes du Yorkshire avaient 'envoyé des délégués à la séance. — Le fauteuil est occupé par M. Marshall y qui a, à sa droite lord Horpeth, et à sa gauche M. Cobden.

Après les toast d'usage , le président se lève et dit :

« Nous sommes réunis aujourd'hui , en dehors de toute distinction de partis et d'opinions politiques , pour discuter les avantages de la liberté absolue de l'industrie , du travail et du commerce. Nous reconnaissons ce grand principe comme l'unique objet du meeting. Il y a dans cette enceinte des hommes qui représentent toutes les nuances des opinions politiques, et ils entendent bien se réserver, à cet égard, toute leur indépendance. Quand nous jetons nos regards autour de nous, quand nous voyons ce qu'est l'Angleterre, ce que l'industrie a faite, et que nous venons à penser que le peuple, qui a élevé la nation à ce de-

gré de grandeur, travaille sous le poids des chaînes, sous la pression des monopoles, au

190 COBDCN ET LÀ LIGUK,

milieu dea entraves de la restriction , ne sentons-nous pas la honte nous brûler le front? Pouvons-nous être témoins d'un phénomène aussi étrange , sans sentir profondément gravé dans nos cœurs le désir de vouer toute notre énergie à combattre une telle servitude, jusqu'à ce qu'elle soit radicalement détruite , jusqu'à ce que notre industrie soit au8« libre que nos personnes et nos pensées ? Je ne m'étendrai pourtant pas sur ce sujet qu'il appartient à d'autres qu'à moi de traiter. Je me bornerai à rapporter «une preuve , et de la bonté de notre cause, et de l'efficacité avec laquelle elle a été soutenue, et cette preuve, c'est le nombre toujours croissant de nouveaux adhérents à nos principes qui , de toutes les classes de la société, et de tous les points du royaume, accourent en foule dans notre camp. Ces conquêtes n'ont point été acquises à la Ligue par aucune concession, par aucune transaction sur son principe. C'est au principe qu'il faut nous attacher ; il est le gage de notre union et de notre force. Ce n'est pas un de nos moindres encouragements que de voir maintenant nos plus fermes soutiens sortir des rangs les plus nobles et des plus opulents propriétaires terriens (applaudissements), des plus habiles et des plus riches agriculteurs , aussi bien que des classes manufacturières. Hais si nous offrons notre accueil hospitalier à tant de nouveaux adhérents, il en est un surtout dont nous devons saluer la bienvenue, lord Morpeth. (Ici l'assemblée se lève comme un seul homme, et des salves d'applaudissements se succèdent pendant plusieurs minutes. Parfois , il semble que le silence va se rétablir, mais les acclamations se renouvellent à plusieurs re-

prises avec une énergie croissante). Lord Morpeth n'est pas un nouveau converti aux principes de la liberté du commerce; ce n'est pas la première fois qu'il assiste aux meetings du West-Riding. C'est parce que nous le connais-

ou L AGITATION ANGLAISE. 191

SoQ8 biw 9 faroe que noua apprécioDs ea ki Thonoime priité aussi bien q«e rbomoie d*État, parce que noos admirons b puissance 4e sou intelligDce comme les qualités de son oœur, c'est pour ce motif que le retour de lord Morpeth parmi nous est accueilli avec ce respect, cette cordialité que devait exciter la coopération à notre (Euvre d'un nom aussi distingué. Gentlemen i je propose la santé du très honorable vicomte Morpetb,

Lord MORPSTH se lève (applaudissements) , et après avoir remercié , il s'exprime ainsi :

Si je ne me trompe, le principal objet de cette réunion est, de la part du West-Riding du Yorkshire , d*honorer et d*en* courager la Ligue, ainsi que sa députation ici présente, et de déterminer, autant que cela dépend d*elle, l'abrogation totale et immédiate des lois-céréales. (Bruyants applaudissements). Vous m'informez que c'est bien là le but de cette assemblée. (Oui , certainement). Et bien, je sais qu'il me sera demandé par les amis comme par les ennemis : c êtes- vous préparé à aller aussi loin?» La dernière fois, ainsi que vous vous le rappelez sans doute, que je me suis occupé des lois-céréales, c^écait en 1 841 , alors que, comme membre du cabinet de cette époque, j*étais un des promoteurs du droit fixe de 8 schellings. (Écou^ tez! écoutez!) Cette proposition entraîna notre chute, pareeqne les défenseurs du système actuel, qui étaient nos adversafres alors , comme ifs sont les

vôtres aujourd'hui, pensèrent que nous accordions trop, et que notre mesure était surabondamment libérale envers te consommateur. Mais bien loto que Utisuccès m'ait changé, et que notre chft te m'ait ébranlé, je crois quil est maintenant trop tard pour transiger sur ces termes (ici rassemblée se lève en masse et applaudit avec enthousiasme), et que ce qui était alors considéré comme

192 COBDENET LA LIGUE,

trop par les constituants de Tempire, serait trop peu aijonrd'-huî. En outre, le £ût même de ma présence dans cette enceinte, libre de toute influence, sans a?oir pris conseil de personne, sans m*être entendu avec qui que ce soit, agissant entièrement et exclusivement pour moi-même, tout cela, gentlemen, vous donne la preuve que je ne refuse pas de reconnaître le zèle et Ténergie déployés par la Ligue (sans accepter naturellement la responsabilité de tout ce qu'elle a pu dire ou pu faire) ; que je ne refuse pas ma sympathie k cette lutte que vous, mes commettants du Yorkshire, vous soutenez avec tant de courage, et comme vous Tavez prouvé récemment, avec tant de libéralité, dans une cause où vous pensez, et vous pensez avec raison (applaudissements), que vos plus chers intérêts sont profondément engagés* Mais, gentlemen, quoiqu'il me fût facile de m'envelopper dans de vagues généralités, et de m'abstenir de toute expression contraire même à ceux d'entre vous dont les idées sont les plus absolues, cependant en votre présence, en présence de vos hôtes distingués, dussè-je réprimer ces applaudissements que vous avez fait retentir autour de moi, et refroidir Tardeur qui se montre dans votre accueil, je me fais un devoir de déclarer que je ne suis pas préparé k m*interdire pour Tavenir, — soit que je vienne à penser que l'intérêt

bien entendu du trésor le réclame, ou que je ne voie pas d'autre solution plus efficace k la question qui nous agite, soit encore que je le considère comme un grand pas dans la bonne voie, — dans ces hypothèses et autres semblables, je ne m'interdis pasia faculté d'acquiescer k un droit fixe et modéré. (Grands cris : € Non, non, cela ne nous convient pas. p Marques de désapprobation). Je m'attendais k ce que la liberté que je dois néanmoins me réserver provoquerait ces signes de dissentiment. Mais après m'être prononcé comme je crois qu'il appartient

ou l'aCITàTION ANGLAfSE. i93

k un honnête homme, qai ne saurait prévoir dans quel concours de circonstances il peut se trouver engagé, je déclare avec la même franchise, que je ne suis nullement infatué du droii fixe, A vrai dire, réduit au taux modéré que j'ai indiqué, je ne lui vois plus cette importance qu*y attachent ses défenseurs et ses adversaires ; et je suis sûr au moins de ceci : que je préférerais Tabrogation, même Tabrogation to*^ taie et immédiate, k la permanence de la loi actuelle pendant une année. (Tonnerre d*applaudissements). Et même, si dans le cours de la présente année l*abrogation totale et immédiate pouvait être emportée, — comme je me doute que cela arriverait, gentlemen^ si la décision dépendait de vous, — je ne seiiais. certainement pas inconsolable, ni bien longtemps k en prendre mon parti» (Applaudissements). — Sa Seigneurie déclare qu'elle a partagé la satisfaction de rassemblée lorsque M* Plint a rendu compte des progrès de la cause de la liberté. Elle annonce qu'elle va porter ce toast : c A la pros- 4 périté du Wesi-Ridiog; puissent les classes agricoles, mac nufiicturières et commerciales, reconnaître que leurs vrais c et permanents intérêts sont indissolublement unis et ont c leur base

la plus solide dans la liberté du travail et des échanges. > Après avoir peint en termes chaleureux les heureux résultats du commerce libre, le noble lord ajoute : Je ne puis, pas, gentlemen, développer ici une argumentation sérieuse et solennelle» peu en harmonie avec le caractère de cette fête, quoique je ne doute pas que votre détermination ne jette la lumière, mais, sérieuse.. (Oui Sans nous sommes délégués. Mais ce que je voudrais faire pénétrer dans l'esprit de nos adversaires des adversaires de la liberté de l'industrie, c'est que le système lutte contre la nature elle-même et contre les lois qui régissent l'univers. (Applaudissements). Car, gentlemen, quelle est l'évidente signification

49 à COBDEN ET LA LOUE,

de cette diversité répandue sur la surface du globe, si tant de besoins, si tant de souffrances; tant de déshérités sans points et, sans autre, une profusion si libérale? Les poètes se sont plus quelquefois à peupler de voix les brises du rivage, et à prêter un sens aux échos des montagnes; mais les mots réels que la nature fait entendre, dans l'infinité de ses phénomènes, c'est invinciblement; éternel etc. »

Le maire de Leeds porte la santé de MM. Cobden , Bright et des autres membres de la députation de la Ligue.

M. COBDEN : (Pendant plusieurs minutes les acclamations qui retentissent dans la salle empêchent l'orateur de se faire entendre. Quand le silence est rétabli, il déclare qu'il accepte pour lui et pour M. Bright qu'une partie des éloges qui ont été exprimés par le maire de Leeds. Il y a dans la Ligue d'énergiques ouvriers dont le nom n'est guère entendu au-delà de la salle du

conseil, et qui cependant ne travaillent pas avec moins de dévouement et d'efficacité que ceux qui par la nature de leurs fonctions sont plus en contact avec le public. Après quelques autres considérations Torateuf continue ainsi) : On n'objecte dans une autre « Mémoire que le blé était une matière imposable ». Geste-mien, comme fite[^] truieTi, nous n'entendons pas nous immiscer dans le système de taxes levées sur le pays, et si Ton proposait de lever loyalement et équitablement un impôt sur le Mé, sans que cet hnpét, pût une voie insidieuse, impliquât un odieux monopole, je ne pense pas qu'en tant que membre de la Ligne MUS séyons appelés à intervenir , quoique une taxe sur le pain doit être une mesure dont je ne connais aucun exemple dans l'histoire des pays même les plus barbares. Mais que nous propose-t-on ? De taxer le blé étranger sans taxer le blé indi-

ou l' AGITATIOLF ANOT AISE. , 195

gène ; M Tolquet notoire de ce procédé, c'est de conférer une prérogative au producteur national Eh bien t nous nous opposons à cela, parce que c'est du monopole ; nous nous opposons à cela en nous fondant sur un principe, et notre opposition est d'autant plus énergique, qu'il s'agit d'une chose que n'offre aucune compensation à la très grande majorité de ceux qu'elle frappe. Il n'est pas au pouvoir absolu « en effet, de donner prérogative aux manufacturiers et aux ouvriers ; et, quant à eux, le monopole du pain est une pure injustice. S'il y a quelques personnes qui désirent, en toute honnêteté, assouvir une taxe sur le blé, qu'elles proposent, afin de montrer la loyauté de leur dessein de prélever cette taxe, par l'accise et sur le blé, à la mouture. Personne n'empêchera, je résisterai à cet impôt. Mais pariant comme un roi je dis que si l'on veut une loi-céréale qui n'in-

flige pas un monopole au pays, il faut taxer les céréales de toutes provenances à la mouture, et laisser entrer librement les grains étrangers. Alors quiconque mangera du pain payera la taxe; et quiconque produira du blé ne bénéficiera pas par la taxe. Je crois que lorsque la proposition se présentera sous cette forme, elle ne rencontrera pas d'opposition dans le pays, pas plus que la taxe du sel qui ne coûte à personne d'obtenir ses avantages. (Applaudissements). S'il faut que le trésor public prélève un revenu sur le blé, il en tirera dix fois plus d'une taxe à la mouture que d'un droit de douane, sans que le premier mode élève plus que le second le prix du pain (').

(') Cela se comprend aisément. Supposons que la consommation du blé en Angleterre soit de 60 millions d'hectolitres, de quoi nous avons de blé indigène et de blé étranger*

Supposons encore que le dernier soit à 90 fr. l'hectolitre. Un droit de 10 fr. à la mouture frapperait les 60 millions d'hectolitres,

196 COBDEN ET LA LIGUE,

M. Cobden répond à l'accusation qu'on a dirigée contre la Ligue, d'être trop absolue. Il adjure le meeting de ne se séparer jamais de la justice abstraite et des principes absolus. Nos progrès, dit-il, démontrent assez ce qu'il y a de force dans la ferme adhésion à un principe. Nous avons à instruire la nation, et qu'est-ce qui nous a soutenus? la vérité, la justice, le soin de ne nous laisser pas détourner par la séduction d'un avantage momentané, par aucune considération de parti, ou de stratégie parlementaire.

'*i'M. iGoBDEiï continue ainsi : Nous ne sommes point des homm[^]b politiques ; nous ne .sommes point des hommes d[^]État[^] ee n'avons jamais aspiré k Tétré. Nous avons* été arrachés è= nos oocapàtions presque sans nous y attendre. Je le déclare solennellement, si j'avais pu prévoir il y a cinq ans que je serais graduellement et insensiblement porté k la position que j'occupe[^] et dont je ne saurais revenir par aucune voie qui se puisse concilier avec Thonneur (bruyantes acclamations), si j'avais prévu, dis-je, tout ce que j'ai eu \k saeriQer de temps , d'argent et de repos domestique à cette grande eduse, quel que soit le dévouement qu'elle mMnspire, je crois que je n'aurais pas osé, considérant ce que je me dois à moi-même,' ce que je dois a ceux qui tiennent de la nature des

et doimeraît au trésor un produit de 120 millions. De plus, il établirait le cours du grain sur le marché à SS francs.

Un droit de douane de S fr. Oxerait aussi le cours du blé à dfi fir.. puisque, d'après Thypothèse, Tétranger ne saurait vendre au-dessous, Mais le droit ne se prélevant que fur o raiHtons d'hectolitres , ni pcodnirait à réchk[^]nlér[^]ive 13 itatIMons.

Cest les monopoleurs qui gagnent la différence.

ou L'AaTATION ANGLAISE. 497

drdits sacrés sur mon existence, accepter le rdie qui m'a été bit. (Acclamations). Bfeis' notre cause s'est peu k peu étefée à la hauteur d'une grande question politique et nationale ; et maintenant qnenons Tavons portée au premier rang entre toutes e[^]es qui préoccupent le sénat, il nous manque des hommes dans ce sénat; [^]— des hommes dont le caractère comme hoinmes d[^]État Boii établi' dans Topinion, -[^] des hommes qni; par lemr position

sociale, leurs privilèges et leurs précédents soient en possession
 d'être considérés par le peuple comme des chefs populaires. Il
 nous manque de tels hommes dans la capitale qui nous puis-
 sions confier le développement de cette nation. (Applaudissements).
 Et s'il est un sentiment qui, dans mon esprit, ait prévalu tous
 ces jours-ci, quand je suis entré dans cette enceinte, sachant
 que j'allais y rencontrer cet homme d'État distingué que ses com-
 ments considèrent autant et plus que tout autre, comme le
 chef prédestiné à la conduite des affaires publiques de ce pays, si,
 dis-je, « ce sentiment a prévalu dans mon esprit c'était l'espoir de
 salue le nouveau Moïse qui doit à travers le désert, nous faire
 arriver à la terre de promesse. (Aclamations longtemps pro-
 longées). Je déclare de la manière la plus solennelle, en mon
 nom, comme au nom de mes collègues c'est avec bonheur que
 nous remettrons notre nation entre les mains d'un tel homme,
 qui se faisait à la Chambre des communes le défenseur de
 principe; c'est avec confiance que nous travaillerons encore aux
 derniers rangs, nos services seraient les plus efficaces, afin
 d'aider loyalement un tel homme d'État à attacher son nom à la
 plus grande réforme, que dis-je? à la plus grande révolution dont
 le monde ait jamais été témoin. (Applaudissements). — Gemlem-
 fenv Je suis désespéré que (tes acclamations redoublent)
 nous travaillions à cette œuvre pendant une année. (Applaudissements)

ment). Je crois que le noble lord a parlé d'une année, il a de-
 mandé une année. Eh bien, nous travaillerons volontiers pour lui
 encore une année (Applaudissements). Etalera, quand il aura
 réfléchi sur nos principes; quand il se sera assuré de la justice de
 notre cause; quand ses calmes méditations guidées par la conscience
 de sa conscience, Tauroni amené à cette conviction que le
 droit et la justice sont de notre côté, j'espère qu'au terme de Tu-

roée qu'il se réserve, y se lèvera courageusement, pour imprimer à notre cause, au sein des communes, le sceau du triomphe. (Bruyantes acclamations) Mais après avoir exprimé cette sincère équité, je dois vous dire que nous sommes ici comme membre de la Ligue. Nous sommes engagés à un principe et je dois vous dire, habitants du West-Riding, qu'il est de votre devoir de montrer une entière loyauté dans votre attachement à ce principe. Vous pouvez être appelés à faire le sacrifice d'une action personnelle aussi bien placée que bien méritée, à consommer, comme électeurs de ce pays, le plus douloureux sacrifice qui puisse vous être commandé. Je ne cherche ni à séduire ni à menacer le noble lord. Je sais qu'il est convaincu, par la retentissante sonnerie de son esprit et la clarté de son caractère, à juger par lui-même. Mais quant à nous, nos engagements ne sont pas envers les vringiens on envers les terys, mais envers le peuple. Je n'ignore pas qu'un mot du noble lord nous a dit : « Dieu vous le commande ; vous êtes dans la bonne voie, et j'espère que vous y avancerez sous votre bannière triomphante. » Et moi, je lui dis : « Vous, êtes dans le droit sentier, et Dieu vous protège tant que vous n'en deviez pas. »

Quelle que soit l'éloquence déployée par les orateurs qui se sont succédés, l'assemblée demeure long-

ou l'agitation anglaise. 199

temps encore, sous l'impression de cette colère qui laisse indécis le résultat de la haute importance. — Elle se sépare à minuit, des trains spéciaux ayant été retenus sur tous les chemins de fer, pour ramener chacun des assistants à son domicile.

KnETlHHI nBDOUAOAiajS as VA Ifl^UE.

iS février 1844.

Le oaeeting hebdomadaire de la Ligue a en Keu jeudi soir au théâtre de Govent-Çarden. — ^ En Tabsittioe du président , M. Georges Wilsoii , M. YillSers , membre du Parlement, occupe te fauteuil. Nous a^ons extrait de son discours les passages suivants :

Messieurs, noire estimable ami, M. Wîlson , Cireémeiit retenu à la ca«àp9gne , m^ requis d*oceuper le fii atemL Malgré mon inexpérience, j'ai accepi4 cette mission , parée que je crois que le temps pst ?enii o^ il n*est pennia à personne de rejeiar le fiwi^u sur antrui, et de roTnaar sa eordJA imçB à rcdUTre de cette grande et utile assioeialîon» L'otijet de la Ugue.est identiflé avec. le bien^-être de la nalîM, mais le sinistre intérêt qae nous combctflons est malheorettement identifié avec le pouvoir et les niaj(uités parlementaires. La Ligue a donc à surmonter de graves dîfficahés, et il loi fiut redoubler d'énergie^ (Apj^iidissei-Qflats). Nous vivons dans on teufs où Ton ne manque pas de tirer avantage de ce qu'il reste au peuple d'igaoranee et d'apathie à régardde ses vrais int^êts , et il ne faut pas espérer d^Mviver à un gMvernement juste et sage, autrement que par la vigoureuse exprès-

^100 GOBDEN ICT LA LIGUE,

sien cPuae opiaioa puUiqae échirée^ Cest k ce résultat, c^est* k Béprimer le sordide abus de la puissance législative que la Ligu^ a oODsacrés efforts incessants et dé?/èaés. Le soin; que mettent ses adversaires à ealoninier ses desseins^ montre assez combien ils redoutent ses progrès, et combien, sa. marche ferme

et loyale trompe leur attente. L'objet que la Ligue a en vue a toujours été clair et bien défini; je ne sache pas qu'il ait change. Elle aspire à populariser, à rendre manifeste aux yeux de tous, ces doctrines industrielles et commerciales, qui ont été proclamées par les plus hautes intelligences. (Écoutez ! écoutez !) Doctrines dont la vérité est accessible aux intelligences les plus ordinaires, dont l'application, commandée d'ailleurs par les circonstances de ce pays, a été conseillée, par tout ce qu'il renferme d'hommes pratiques, prudemment expérimentés. Ce but, de quelque manière qu'il, plaise aux monopoleurs et aux ministres qui leur obéissent de le présenter, mérite bien l'appui et la sympathie de qui conque porte un cœur ami du bien et de la justice. Depuis notre dernière réunion, je comprends que ce mot que l'autorité a mis à la mode, et sur lequel elle compte pour étouffer les plaintes de nos frères d'Irlande (immenses acclamations), je veux fonder le mot d'émancipation a été appliqué à ces meetings. (Rires ironiques). Jusqu'à quel point ce mot s'applique-t-il avec quelque justesse à nos réunions? Je l'ignore. Ce que je sais, c'est que considérant le but pour lequel on allègue que nous sommes associés, il n'y a pas lieu de s'étonner si nos travaux ont répandu la colère et l'alarme dans le camp ennemi, et si nous sommes désignés comme des conspirateurs sur l'autorité de celui à qui l'on attribue d'avoir proclamé que les doctrines que nous cherchons à faire prévaloir sont les doctrines du sens commun (*). (Rires). Car, certes, on ne sa-

(*) * Prétendre enrichir un peuple par la disette artificielle, c'est une

rait rien concevoir de plus facile que le «O1U eammurn , à ceoE qui OBI fondé leur puissance sur les préjugés, Yigao^ rance et les divisions du peuple, k ceox gm- ont tout k redonné ter de sa sagesse, et rien k gagner k son perititionnement; (An^udissements). S'ils déploient maintenant contre la li*^ gue nouvelle énei^e, peut-être faut-il les excuser, car elle naît de cette conviction qui a enivré leur esprit que nos doctrines font d'irrésistibles progrès, et que le temps approche où ce sentiment: profond qu'on appelle le commun préviendra enfin dans le peuple. En cela^ du moins, je crois qu'ils ont raison , et tout — jusqu'aux procédés de l'anti-Ligue, qui a sans doute en vue autre chose que le sens commun , — concourt k ce résultat. Umqn'il s'agit de disculper une loi qui a été invoquée contre elle cette puissante agitation , il faut autre chose, le \$mi commun réclame autre chose que l'invective, qui faillit fonder de leur éloquence. Il faut autre chose pour disculper une loi accusée de n'avoir été faite k autre fin que d'infliger la famine k une terre «chrétienne (écoutez BiécDttet!), alors surtout que cette loi, condamnée par les hommes de l'autorité la plus compétente, par les Russes les^Fisi^liars, condamnée par le spectacle des maux qu'elle répand* aussin d'une population toujours croissante, est maintenue par des législateurs qui ont k maintenir un intérêt d'ordre public. Je le répète, si l'invective grossière est la seule réponse que l'on sait faire k des imputations^si graves et si sérieuses c'est qu'il n'y en a pas d'autres^ et alors le peuple est bien pitié!>» de demander pour le travail honnête sa lé^time rémunération, pour les capitaux leurs droits naturels sans la plus infâme intervention; de la loi^ que voter

politiques en ceUadiffusion avec le sens commun. » (Sir James O'Connell, ministre de l'intérieur\

léduire la clftMe oÎBive el ifluprodactîve a sa propriété, c'est pmclamer nM-mohaiÊiA la «toetriiiedu mw eommÊm^ mm la doetriod de rérameHe justice. lies eompirmiâtutê qui ae mat wm pour répandre cette doctrine parnûle peaf4e, re» eveilieronr, en dépilderiqule ecoearede raiftorilé, rhMnéte et eordiate aaaentienieDt d'une nalias réeonnaiasanie. » (Apptandiaaementa prolengéa)»

Le meeting entend MM. Hume et Ghriatie, menthres du I^rle-ment. La parole est mi^uite à MLI.<W. Fox.

Mr Fox : f Si les honorables mapnhras du Pariement que vous venez d'entendre étaient condamnés k subir cet araft qui, grîces au ciel, se présente plus tareamit qu'autrefois 8iar les lèvres du jnge < qu'on les ramène d'où il sont y^ nus, » ils pourraient , je crois, annoncer à la Gteobra des comnitnas que In Ligmnit \$9ieore^ car, pas ^us taid qn^hier, en y affirmait que depuis la déclaraîen de sir Robert Pad, an iNreniar jour de la session, noiM •agUaHon était iêmiie 4om nmêgnîfiame (')• (Rifes> Oui, elle esttambée de chute en ibm^ i'wa reuann de SOgOOO liv. sterri. à un fevenn de IOOgOOO liv.; «—de petits meetings pwrinciauxk^a splendîdes réunions oenune celle qui m'^itonre» et de Phumiliati«n de pétitionner la Chambre k l'honneur de giMor dans la Intte les maîtres de cette assem^^lée. (Acelamations).'Q«elie idée confese, imparfaite, étrange, ne fani^l pas se tairre de la Ligue, pour imagmer qu'elle va s^anéantir an souffle des meoatoes du Parlement ou des ministres de la contonne ! Et

(*) Sir asbert Peel avait annoocé que son iit«ntloii n^étât^as dé réviser la Un-céréale.

ou l'aISITàTION AN<ajUSE. Sto8

quoi! les i^ateurs da monopole ae ^ernd6Dt-ib dans la Ligue qu'une nmquiae coterie, qu'une {ûtiqitble mmesant de parti, cbo-seft qui leur sont beaucoup plus fanûttères que les grands prilmpes de la Yéijlé ei de la jwUee» quel las puM^ sauts mouTe-ments de Topinion nntioBs^ ? Et «elm, «atas tous, devant la vo-lonté de qui la Ligue est la mms diipoéée à se courba, c'est ce mi-nistre dont la boftdie a s^sotivent çoulllé le cbauid et le firoid, et qui dénonçait Jadis eomkne des» trnctives de la constitution po-litique el de rétabUssemMtt religieux du royaume, ces mêmes mwiires dont il aesoumet maintenant à se faire Tintroductaur» JU'eiistenee delà Ugne» le triomphe prochain qui Faltend, pe d^endent ni de «r Robert Peel* ni d'aucnn autre chef de parti, {fous al^jnioas toute alliance avec les partis. L'anti«<Ugu« s'énorgn^iisait récemment d'avoir rallié à elle un grand nombre de wUgs. Tant pis pour les whigs, mais non pas pour la Ligue. (Eco)* tez). Motre force est dans nuire principe; dims la cer-tiinde que la liberté du como^erce eM fatalement arrêtée dans les conseils de Dieu comme un des grands pas de rhomnif dans la carrière de la civilisation. Les droits de l'indusirie à ta liberté des échanges peuvent être momentanémeiB^ wolés, confisqués par la ruse ou la violence ; inaia ils ne peuveM être refusés d'une ma-nière permanente anx exigences de rhmnanité^ (Applaudisse-ments)...- .Mais ce ique le monopole n'a pu £adre av^ toutes les ressoun^ d'une constitution puh tiale, il espère le réaliser par le concours 4'a8seciations vo* lontaires et d'efforts combinés. Non cootemt.de cette grande anti-Ligue, la Chambre des lords, et de

cette anli-ligiie sup* plémentaire, la Chambre des commpnes, il couvre le pays de petites associations qui vont s'écriant :

Ob ! laissez mon petit navins tspdre aussi «a voile, Partager la même brise et courir au même triomphe.

904 COfiDEN KT LA LIGUE,

c El voyez jaaqjtt^où les conduit l'esprit d'imitation] Elles seprament k nons copier noiis-inêmes. Elles commeDcent il pétitioniiier le Parlefenent, justement quand nous en avons fiaï avec les pétitions. — Elles dénoncent F agitation. cL'agitttlioD est immorale, > s'écrie le dnc de Richmond, et disant

oela, il se met à la tête d'une agitation nouvelle Les mo-

Dopoleofs déclarent que nous sommes passibles des peines de la loi. Mais s'il y a quelque impartialité dans la distribution de la justice, que font-ils autre chose, en nous imitant, que nous garantir contre ces peines ? Non que je prenne grand souci du mot conspiration ('); et en débutant tout-à-rheure, j'aurais pu aussi bien choisir ce terme que tout autre el vous apostrc^her ainsi : c Me\$ ehen eonspirateun. » Je ne tiens pas k déshonneur qu'on m'applique cette expression ou toute autre , quand j'ai la conscience que je poursuis un bol légitime par des moyens légitimes. (Applaudissements). Quel que soit l'objet spécial de notre réunion, je rougirais de moi-méone et de vous si nous usions ici du privilège de la Kbre parole^t du libre meeting sans exprimer notre sympathie envers ceux de nos frèr^ d'Irlande que menacent des châtiments pour avoir usé des mêmes droits. (Acclamations enthousiastes et prolongées). Je dis que c'est de la sympathie pour nous-mêmes et non pour eux. Car, entre tous les, hommes, eelui^, sans doute, a moins besoin de sympathie que

nul autre, qui, du fonds de son cachot, si on Ty plonge, régnera encore sur la pensée, sur le cœur, sur le dévouement de la -nation k laquelle il a consacré ses services. (Les acclamations se renouvellent). C'est k nous-mêmes qu'elle est due, c'est au plus sacré, au plus cher des droits que possède

(*) Il faut se rappeler <)[ue ce di^courk fut prononcé âi l'époque du proeës d'O'OoniKiH. *

ou |/aGITA1IQN ANGL4ISE. 905

le peuple de ce pays, — le droit de s'asBembler Ubrement^ — en nombre proportionné à ht grandenr de ses sonffrances, — ponr exposer ses griefs et en demander le redressement Ce droit ne doit être menacé, où qne ce soit, à Tégard deqoî qoe soit, sans qa*anssitdt ime protestation énergique et pas* sionnée n*émane de quiconque apprécie la liberté publique et les intérêts d'une nation qui n*a d'autres garanties que la

hardiesse de sa parole et son esprit d^indépendanee. (4^ecla* mations). — Hais je reviens aux associations desprohibitô*^ nistes. Incriminer la Ligue, semble être leur premier besoin el leur première pensée. Mais de quoi nous accusent-ils? Parmi leurs plates et mesqBâaes imputations, tes plus pitoya^ blés figurent^ toujours au premier rang. La premièrei résoin* tien prise par une de ces associations agriocdes' consiste à déclarer que la Ligne fait une chose intolérable en envoyant dans le pays des professeurs salariés. Mais au moins elles ne peuvent pas nous accuser de salarier des rustres pour porter le désordre dans nos meetings. Elles oublient aussi que la Ligue dispose d*ue puissance d'enseignement qu'aucune richesse humaine ne saurait payer ; puissance invisible mais formidable, descendue du ciel

pour pénétrer au cœur de l'humanité ; puissance qui ouvre To-
raille de celui qui écoute et enflamme la lèvre de celui qui parle ;
puissance immortelle, partout engagée à faire triompher la liber-
té, à renverser l'oppression; et le nom de cette puissance, c'est ra-
meur de la justice. (Applaudissements). Elles se plaignent aussi
de nos pétitions^ ms^intenant que nous y avons renoncé. Une
foule d'anecdotes nous sont attribuées, parmi lesquelles celle d'un
homme qui aurait inscrit de faux noms au bas d'une pétition
contre, la loi-céréale. Ils racontent, avec assez peu de discerne-
ment dans le choix de leur exemple, qu'un homme a été Yu dans
les cimetières inscrivant sur sa pétition des noms

fi06 COBDBN BT LA LIGUE,

relevés sur la j^erre des tombeaux. (Rires). Il ne manquait pas
de soblilité, le malheureux, c^il en a agi ainsi, et il faut que le sens
moral de nos adversaires soit Inen émonssé pour qu'il ose citer
im ta fût k Tapimi de leur acônsation ; car combien d^êtres in-
animés peuplent les cimetières de nos têtes et de DOS oanou-
pagnes, qui y ont été poussés par reflet de cetle loi maudite. Ah !
si les morts pouvaient se mêler à notre cenne, des myriades
d'entre eux auraient le droit de signer des pétitions sur cette ma-
tière* ils ont été victimes de ce système qui pèse {encore sur les
vivants, et il existait une puissance qui pAt souffler sur cette
poussière aride pour la ré* veiller, si ces priées et ces sentiments
d^autres pouvaient reprendre possession de sa vie, si la tombe
pouvait nous rendre ceux qu'elle a reçus sans cortège et sans
prières;

« Car elle est petite la cloche qui annonce à la hâte le convoi
du pauvre; »

s^ils accouraient do champ do repos vers ce palais où Ton codifie sur la mort et sur la vie, oh ! la foule serait si pressée que les avenues du Parlement seraient inaccessibles ; il fendrait une armée, Wellington en tête, pour frayer aux sénateurs un passage h travers cette multitude, et peut-être ils ne parviendraient \k ror-gaeîHeuèe enceinte que pour enten- Jre le chapelain de Westminster prêcher sur ce texte : c Le sang de ton frère crie vers moi de la terre. » (Vive sensation), c Après cette folle disposition k calomnier la Ligue, ce qui caractérise le plus les sociétés monopolistes, c*esC une avalanche de professions Jraitackement à Fouvrier. Cette tendresse défraye leurs résolutions et leurs discours; il semble que le bien-être de l'ouvrier soit la cause finale de leur existence. (Rires). Il semble, k les entendre, que les bndlords n*ont été créés et mis au monde que pour aimer les ouvriers. (Nouveaux rires). Ils aiment Fouvrier avec tant

ou l'aGITAIIION ANGULLSE. 807

de lendxtt^et.^o'ilB j^peweat «oto qm des TâtemeaM imp amples, et ina noorriUire trop abondante ne dégoise pas sa grftce et n'altère pas ses beUm proportions. lis aiiioMit sans doute, sorte principe invoqplé par un eertain pasteur k qui Ton reproefaaill une douteuse orthodoxe. Qœ toulez^ifoos 1 disaiwil, je ne puis croire qu*k raison de SO livi steri. par an, tandis q«^ mon évique croît sur le taux de 15,000 livi«8« (Éclats de isire}^ C'est ainsi quedansleurs meetings, les land«* lords font montre envers les ouvriers d'un amour de 50 et 80,000 livres par an» mais ceux-ci ne peuvent les payer de retour que sur le pied de7 à 8 shettings par semaine. (Rim prolongés)é»M»* Hais quand donc a cimuncé cet amour? Qudle est TbistoiDe.de cette tandreiBse ardente eipassioaDée de raristocr«tie pour Thalùlanl dès cam-

pagnes? Dans quel siècle est-elle née? Est-ce dans les temps reculés où le vieux cultivateur était tenu de dénoncer sur son i)ail le nombre d'âmes, d'hectares et le nombre d'attelages d'hommes? Lorsque Ton engraisait les esclaves dans ce pays pour les vendre en Irlande» Jusqu'à ce qu'il y eût sur le marché engorgement de ce genre de produits ? Est-ce dans le quatorzième siècle lorsque la peste ayant dépeuplé les campagnes» et que le manque de bras eût pu élever le taux de la main-d'œuvre, l'aristocratie décréta le Code de l'esclavage — loi dont on a fait l'éloge de nos jours, — qui ordonnait que les ouvriers seraient forcés de travailler, sous le fouet et sans mention de salaires? Est-ce dans le quinzième siècle, quand la loi voulait que celui qui avait été cultivateur dans sa jeunesse fût pour le reste de sa vie attaché aux manches de sa charrue. Mais qu'il pût même fiûre apprendre un métier à son fils, de peur que le maître du sol ne pendît les semailles d'un de ses serfs ? Est-ce dans le seizième siècle, quand un landlord pouvait s'emparer des vagabonds, les forcer au travail

208 COMS ET LA LI6UE,

iraient les féduire en esdairage et même les marquer: afin qu'ils fussent reconnus partout comme sa propriété? Est-ce à l'époque récente qui a précédé immédiatement la naissance de l'industrie manufacturière, période pendant laquelle les salaires, mesurés en froment, baissèrent de moitié, tandis que le prix de ce même froment haussa du double et plus encore? Est-ce dans les temps postérieurs, sous l'ancienne ou la nouvelle loi des pauvres, qui, tantôt assujétissait l'ouvrier à la dégradation de recevoir de la paroisse, à titre d'aumône, un salaire honnêtement gagné, tantôt lui disait : Tu arrives trop tard au banquet de

la nature, il n'y a pas de couvert pour toi; sois indépendant? Est-ce maintenant enfin, •il Ffiwri^r est gratifié de S8 sbdKngs par jour quand il lait beitu^qu'il perd s'il vient à pleuvoir, et où sa vie se consume en* un travail incessant jour après* jour, et de semaine en se-^ maine? A quelle époque donc trouvons-nous l'origine; où fisonsHoAt» l'histoire; où voyons-nous tes diarques de cette palemelle 4M>llicitude, qui, k en croire l'aristocratie, a placé la classe ouvrière sous sa tendre et spéciale protection? (Accfaunatiotts bruyantes et prolongées). Si tels sont les setftimaits de l'aristocratie envers les ouvriers, pourquoi ne donne-t-elle pas une attention plus exclusive à leurs intérêts? Les législateurs de cette classe ne s'abstiennent pas, d'habitude, de se mêler des affaires d'autrui. Ils se préoccu-» peut des manufactures où les salaires sont pourtant plas élevés que sur leurs domaines; ils réglementent les heures de travail et les écoles; ils sont toujours prêts ii s'ingérer ^tts les fabriques de soie, de laine, de coton, en toutes choses. au monde; et, sur ces entrefaites, voilà oes ouvriers qu'ils aiment tant, les voilà les plus misérables et les jrius abandonnées de tontes les créatures! Quelquefois peut-être on distribuera à ceux d'eotr'eux qui auront servi ringt ans le

ou L^AâlTÀTIOM ANGLAISE. 209

même maiUre, un prix de 10 shélKngs, toujours accompagné de la part du révérend président du meeting de cette allocation : c Méflea-Youa des novateurs, car la Bible enseigne qnMI ; aura toujours des pauvres parmi vous. > (Honte ! honte!)

€ £t que diroos^BOus de la prétention des propriétaires au titre d'agriculteurs? On n'est pas savant parce qu'on possède une bibliothèque; et comme l'a dit énergiquement M. Cob*den ; f on ii*est pas marin parée qu'on est armateur. » Lies propriétaires de

grands domaines n'ont pas davantage droit au titre honorable < d'agriculteurs. > Ils ne cultivent pas le sol; ils se bornent à en recueillir les fruits, ayant soin de s'adjuger la part du lion. Si un tel langage prévalait en d'autres matières, s'il fallait juger des qualités personnelles et des occupations d'un homme, par l'usage auquel ses propriétés sont destinées, il s'ensuivrait qu'un noble piembre de la Lîgqe, le marquis de Westminster (*) serait le pins ggwi tuilier 4e Loqdrès (rires), que le duc de Bedford (^) en serait le musicien et le dramatis-te le plus distingué, et que les membres du eleivé de l'abbaye de Westminster, dont les Hûpriétés sont affectées |^ un usage fort équivoque , s«raient d'émients professeurs de prostitaUoi (rire et applaq* dlssMieiits)* Entre la Ligne et d»» adversaires toute la qnef tien, dégagée de ces vains sophismes^ se rédnit à savoir si les seigneurs terriens , au lieu ^e n'être dans la nation qn'une élasse respectable et influente, abso^ront tous les pQUneirs et seront la nation^ tente la nation , eat e'est à quoi ils aspirent Ils raonnaissent la r#ine, mais ils lui imposent des ministres (ils reennaissent la lée^fti^tnre, mais ils «onsti*

(*) Propriétaire d'une partie de Londres. '^* -**'\

(} FmprUUirs du théâtre de Cov«nt-G«rden. .^ ;, A

s 10 COBDÈN ET LA LMUB,

tuent une chambre et fient Qnt Tautre sous leur influence ; ils reconnaissent la classe moyenne , mais ils commandent ses suffrages et s'efforcent de nourrir dans son sein les habitudes d'une dégradante servilité; ils reconnaissent la classe industrielle , mais ils restreignent ses transactions et paralysent ses entreprises ; ils reconnaissent la classe ouvrière , mais ils talent son travail, et ses

os, et ses muscles, et jusqu'au pain qui la nourrit. (Applaudissements.) J'acorde qu'ils forent autrefois c la nation. » Il fut un temps où les possesseurs du sol en Angleterre formaient la nation, et où il n'y avait pas d'autre pouvoir reconnu. Hais qu'était«4% que ce temps-lk? Un temps où le peuple était serf, était c chose, » pouvait être fouetté, marqué et vendu. Hs étaient la nation ! Mais où était alors tous les arts de la vie? où était alors la littérature et la science? Le philosophe ne sortait de sa retraite que pour être, au milieu de la foule ignorante, un objet de défiance et peut être de persécution ; bon tout au plus a vendre au riche un secret magique pour gagner le cosur d'une dame ou paralyser le bras d'un rival. Us étaient la nation ! et on les voyait s'élancer dans leur armure de fer, conduisant leurs vassaux au carnage, tandis que les malheureux qu'ils foulaient aux pieds n'avaient d'autres chances pour s'en défaire que de les écraser, comme des crustaeées dans leur écaille. Us étaient la nation ! et quel était alors le sort des cités? Tout citoyen qui avait quelque chose à perdre était obligé de chercher auprès du trône un abri contre leur t^nnie, et de renforcer le despotisme pour ne pas demeurer sans ressources devant ces olygarques; ence temps-lU,s'il y avait eu un Rohtschild, ils luiauraient eu sadamière dent pour arriver à son dernier écu. Quand ils étaient la nation, aucune invention n'enrichissait le pays, ne faisait exécuter au bois et au fer l'œuvre de millions de bras; la presse n'avait pas disse-

ou l'agitation ANiJLALSE. 241

miné les connaissances sur toute la surface du pays et fait pénétrer la lumière jnsques dans la mansarde et la cabane ; la marine marchande ne couvrait pas la mer et ne présentait pas ses voiles à tous les vents du ciel pour atteindre quelque lointain ri-

vage et en rapporter le nécessaire pour le pauvre et le superflu pour le riche. Non , non , la domination du sol n'est pas la nationalité; la pairie n'est pas la nation. Les coeurs et les cerveaux entrent pour quelque chose dans la constitution d'un peuple. Le philosophe qui pense, l'homme d'État qui agit» le poète qui chante, la multitude qui travaille, . Voilà la nation. (Applaudissements.) L'aristocratie y prend noblement sa place, lorsque, ainsi que plusieurs de ses membres qui appartiennent à notre association, elle coopère du cœur et du bras à la cause de la patrie et se perfectionne-ment de l'humanité. De tels hommes rachètent l'ordre auquel ils appartiennent et le couvrent d'un lustre inhérent à leur propre individualité. Nous regardons comme membres de la communauté quiconque travaille, soit par l'intelligence , soit d'une main calleuse, à rendre la nation grande, libre et prospère 1 Certes, si nous considérons la situation des seigneurs terriens dans ce pays, nous les voyons dotés de tant d'avantage» dont ils ne sauraient être dépouillés par aucune circonstance, aucun événement, à moins d'une convulsion sociale terrible et universelle, qu'en vérité ils devraient bien s'en contenter, et trop heureux s'ils connaissaient leur bonheur. » Car il est vrai , comme on l'a dit souvent , que l'Angleterre est le paradis des propriétaires, grâce à l'indomptable énergie, à l'audacieux esprit d'entreprise de ses enfants. Que veulent-ils de plus? le sol n'est-il pas à eux d'un rivage à l'autre ? N'est-il pas à eux l'air que sillonnent les oiseaux du ciel? Il n'est pas un coin de la terre où nous puissions enfoncer la charrue sans leur permission , bâtir une cha-

mière sans leur consentement; ils foulent le soi anglais comme s'ils étaient les dieux qui Font tiré du néant et ils veulent encore élever artificiellement le prix de leurs produits ! Maîtres du sol « ils veulent encore être les maîtres de rindui^trie et s'adjuger une part jusque sur le pain du peuple ! que leur faut-il donc pour les contenter? ils ont affhmchi de toutes charges ces domaines acquis non par une honnête industrie, mais par Tépée, la rapine et la violence; jadis ils avaient & soutenir TÉglise et TÉtat, h lever des corps de troupes, quand il plaisait au roi de les requérir, pour la conquête, ou pour la défense nationale. Maintenant Tàristocratie a su convertir en sources d'émoluments les charges mêmes qui pesaient sur ses terres, et elle tire de Tarmée, de relise et de toutes nos institutions , des ressources pour ses enfants et ses créatures, et cependant elle veut encore écraser rindustrie sous le poids d'un firdeau plus lourd qu'aucun de ceux qui pesèrent jamais sur ses domaines ! — Libre échange ! ce fut il y a des siècles le cri de lean Tyler et de ses compagnons que le fléau des monopoles avait poussés h Finsurrection. L'épée qui le frappa brille encore dans Fécusson de la corporation de Londres , comme pour nous avertir de fuir toute violence , ndiis qui avons embrassé la même cause et élevé le même cri : libre échange ! (Applaudissements enthousiastes.) libre échange, non pour l'Angleterre seulement, mais pour tout l'univers. (Acclamations.) Quoi ! ils trafiquent litupement de la plume, de la parole et des suffrages électoraux , et nous ne pourrions pas échanger entre nous le fruit de nos sueurs? Nous demandons que l'échange soit libre comme l'afr, libre comme les vagues de FOcéan, libre comme les pensées qui naissent au cœur de Thomme ! (Applaudissements.) Ne prennent-ils pas aussi leur part, et la part du lion , dans la prospérité commerciale ? Qu*ODt

iaii les machhias , les bateam k Tapeari les chemins de fer, poor le bieD-être do people , qui n'ait servi aussi k élérer la valeur du sol et le taux de la rente? Leurs journaux font grand bruit depuis quelques jours de ce qu'ils appellent un < grand Tait » • c Le froment, disent-ils , n'est pas plus € cher aujourd'hui qu'en 1791, et comment le cultivateur € pourrait-il soutenir la concurrence étrangère « lorsque^ € pendant cette période, ses taxes se sont accrues dans une <c si énorme proportion* » Mais ils omettent de dire que, quoique le prix du blé n'ait pas varié depuis 1781, la rente a doublé et plus que doublé* (Écoutez.) Et voilk le vrai fardeau qui pèse sur le fermier, qui l'écrase, comme il écrase tout notre système industriel. -^ Oh ! que l'aristocratie jouisse de sa prospérité, mais qu'elle cesse de contrarier, d'en^ chaîner l'infatigable travail auquel elle la doit. Nous ne la craignons pas, avec ses forfanteries et ses menaces/Nous sommes ici librement et ils siègent à Westminster par mandat royal; nos assemblées sont accessibles k tous les hommes de co^ur, et leurs salles sénatoriales ne sont que des enceintes d'exclusion. Ici, nous nous appuyons sur le droit; Ik , ils s'appuient sur la force. Ils nous jettent le gant, nous le relevons et nous leur jetons le défi k la face. (Acclanutiens, l'assemblée se lève saisie d'enthousiasme; on agite pendant plusieurs minutes les chapeaux et les mouchoirs^) Nous marcherons vers la lutte, — opinion contre force , — respectant la loi , leur /ot , en esprit d'ordre, de paix et de moralité; nous ferons triompher cette grande cause, et ainsi nous afliranchirons, — etu?, de la malédiction qui pèse toujours sur la tête de l'opprimeur, — nsus, delà spoliation et de l'esclavage, — le pays, de la confusion, de l'abattement, de l'anarchie et de la désolation. (Ap-

plaudissements.) Le siècle de la féodalité est passé ; l'esprit de la féodalité ne

peut plus gouverner ce pays. Il peut être fort encore du prestige du passé; il peut briller dans la splendeur dont les efforts de l'industrie sont environnés; il peut se retrancher derrière les remparts de nos institutions ; il peut se servir d'une multitude servile; mais l'esprit féodal n'en doit pas moins succomber devant le génie de l'humanité. L'esprit, le génie , le pouvoir de la féodalité ont fait leur temps. Qu'ils fassent place aux droits du travail , aux progrès des nations vers leur affranchissement commercial, intellectuel et politique ! (L'orateur reprend sa place au milieu d'applaudissements enthousiastes qui se renouvellent longtemps avec une énergie dont il est impossible de donner une idée.)

Le PRÉSIDENT : Ladies et gentlemen, les travaux du meeting sont terminés. Après l'admirable discours que vous venez d'entendre Je suis fâché de vous retenir un moment; mais un fait vient de parvenir à ma connaissance et je crois devoir le communiquer au meeting avant qu'il se disperse. — L'homme éminent auquel M. Fox a fait allusion dans son éloquent discours, ce grand homme qui , par sa cause qu'il représente et le traitement qu'il a reçu , excite, j'ose le dire, plus d'intérêt et de sympathie que tout autre sujet de la reine, M. O'Connell (tonnerre d'applaudissements), a été prié d'assister au prochain meeting, et toujours fidèle à notre cause « il a déclaré qu'il saisirait la première occasion de manifester son attachement inébranlable aux principes de la Ligue. (Acclamations.) »

Le meeting se sépare après avoir poussé trois hurrahs en faveur de M. O'Connell.

ou l'agitacion ànglaisk. 245

MKKTIMC iLEHKWADaiHB DR LA LIGUE AU THÉATIUS
DE GO VBHT -

ARDEN

ai février i\$U.

Le meeting métropolitain de la Ligue , tenue mercredi dernier au théâtre de Goyent-Garden, formera certainement un des traits les plus remarquables dans riûstoire de VagitcUion commerciale.

Le nombre dea billets demandés pendant ia semaine a dépassé trente mille4 11 n'y a aucune exagération à dire que si la salle eût pu contenir ce nombre d'assistants, elle aurait été encore bien étroite relativement aux besoins de la cij^censtance. Longtemps avant cinq heures la foule encombraït toutes les avenues du théâtre, et est devenue telle en peu de temps , qu'on a jugé à propos d'ouvrir toutes les portes. Aussitôt toutes les parties de la salle ont été envahies. Une foule épaisse a stationné pendant toute la soirée dans les rues adjacentes , répondant par des applaudissements enthousiastes aux acclamations qui s'élevaient dans l'enceinte du meeting. A sept heures, le président, accompagné des membres du conseil et d'Un grand nombre de personna-gesdedistinction, s'est présenté sur l'estrade, mais M. O'Connell n'est arrivé qu'après de huit heures. Lorsque l'honorable membre a fait son entrée, l'enthousiasme de l'assemblée n'a plus connu de bornes. Les acclamations de l'auditoire, répétées au dehors, ont

duré un quart d'heure, et il n'a fait rien moins pour les apaiser que l'épuisement

216 COBDBlf ET tk LIGUB,

des forces physiques. Une autre circonstance, qui a exdté au plus haut degré l'intérêt du meeting, c'est la présence de M. Georges Thompson, récemment arrivé de Tlnde. Nous avons remarqué sur la plateforme des Aldermen, plusieurs généraux et une trentaine de membres du Parlement.

M< Jaies Wilson a la parole. Malgré récitation de rassemblée^ ce profond économiste traite avec sft vi* gueur accoutumée quelques points relatifs à la liberté du coâ[imertoe> Il est plusieurs (bis iafterroinpu par la fausse annonce de M, O'Connell. Enfin on apprend que le grand patriote irlandais va paratre. Toute l'as* semblée se lève spontanément et ébranle les voûtes de €k>vent-Garden par des sialves réitérées d'appiaudissementSft Les acclamations duf ent «ans interruption pendant dix minutes consécutives. Toutes les Yoi& s'unissent, tous les bras sottt tendus^ on agite tes cha* peaux, les mouchoirs, les schals. M. O'Connell s'avance et salue l'assemblée à plusieurs reprises, mais chacun de ses saluts ne fait que provoquer de nouvelles ma* nifestations d'enthousiasme. Eniin l'honorable gentteman prend sa place, et M. Wilson ^ntiniie' son discours. Mais c'est surtout quand M. O'Connell se présente devant la table des orateurs qu'il l'enthousiasme atteint son paft>xisme. Covekit'-Gnrden en est ébrtmlé jusques aux fondeiients. Il est iflnpoasible d'exprifitor ce qu'il y a d'imptaant dans les acclama* tiens de six mille voix auxquelles répondent du dehors les applaudissements d'une multitude innombrable. M. O'Connell parait très ému. il essaye en vain de

ou l'agitation anglaise. 217

se faire eoiendre. Enfin le silence s'èiani calâié « il s'exprime en ces termes :

fin me présentant au milieu de vous« mon intention était de bire ce soir an discours éloquent; mais j'en cède la partie la plus sonore k un autre^ et je commence par tous présenter 100 }. Sé de la part d'un de mes amis qui est aussi un ami d\$ U Juiiiee. (Applaudissements). De telles souscriptions ont aussi leur éloquence^ et û vous en obtenez 999 semblablesi vous aurez vos 100^000 l.s. (Rires d'approbation). Mais hélas! là 8*arrête mon éloquence, car où trouverai-je des expressions, de quel langage humain pourrais*je revêtir les sentiments de gratitude et de reconnaissance dont mon cœur est en ce moment pénétré. On dit que ma chère langue irlandaise excelle à exprimer les affections tendres» mais il n'est pas au pouvoir d'une langue humaine, il n'est pas au pouvoir de l'éloquence, f&t-elle imprégnée de la plus séraphique douceur, de rendre ces élans de gratitude, d'orgueil, d'exci-» tation d'âme que votre accueil me fait éprouver. (Nouvelles acckinations). Oh ! cela est bien à vous I et c'est pour cela que vous l'avez fait. Cela est généreux de votre part, et vous avez voulu me donner cette consolation 1 A toute autre époque de ma vie j'aurais été justement fier de votre réception ; mais je puis dire que Je me trouve dans des circoustances , ai&qaelies je ne ferai pas autrement allusion (')» — qui décuplent et centuplent ma reconnaissance. — Je suis venu ici ce soir résolu à garder cette neutralité politique qui est le caractère distinctif de votre grande lutle^ Il doit m'être per-

<^) M^ CCounell perat au ofeeting de râiili-Çon^law-lei«ae, dans rkMervaUs qui sépare W condamnalisn ^ fcoo empriaoR-

nement W février 1844).

218 CGBDEN ET LA UGUE,

mis de dire cependant, puisqu'aussi bien cela ne s'écarte pas de la question des lois-céréales, que je me réjouis de voir les ducs de Buckingham et de Richmond commencer à soupçonner qu'ils pourraient bien, eux aussi, être des conspirateurs » (')• (Approbation et rires). C'est pourquoi ils sont partis — couple de vaillants chevaliers, — et de peur de se laisser entraîner par trop de vaillance, ils s'adressent à un magicien, dans le temple ^ — un certain M. Platt — bonne créature — et lui demandent humblement : dites, sommes-nous des aspirateurs ? — Non, dit M. Platt, vous ne l'êtes pas. » — Ils les regarde et voit qu'ils n'appartiennent pas à cette classe qui produit les conspirateurs, car le conspirateur penche toujours quelque peu du côté populaire. (Nouveaux rires). — Non, répète M. Platt, vous n'êtes pas des conspirateurs. > Mais malgré cette décision, je ne conseille pas aux nobles ducs de tenter l'épreuve de l'autre côté du canal. (Rires prolongés et acclamations). Oui, votre réception m'est délicieuse, et je sens mon cœur prêt à éclater sous le sentiment de la joie à l'aspect de cette sympathie entre les enfants de l'Angleterre et de l'Irlande. (Bruyantes acclamations). Je vous ai dit que votre générosité me touche. Ah! croyez bien que s'il existe sous le ciel une vertu qui surpasse la virile générosité des Anglais, on ne pourrait la trouver que dans la reconnaissance des Irlandais.— Oui, je le répète, votre conduite est noble, mais elle ne s'adresse pas à un ingrat.

Votre vénéré président a daigné m'introduire auprès de vous par quelques paroles bienveillantes. Il m'a rendu jus-

(') À cette époque , raristocratie anglaise organisait une Hgiia-liim en feveur des monopoles; la loi lai était aussi bien applicable qu^ l'agitation irlandaise.

ou L^AGITATION ANGLAISE. 219

tice en disant que je suis, que j'ai toujours été un constant ami de la Ligue* Je le suis non par choix ou par prédilection, mais par la profonde conviction que ses principes sont ceux du bien général. (Écoutez , écoutez.) J'ai été élu au présent Parlement par deux comtés d'Irlande qui présentent ensemble une population agricole de plus de 1,100,000 habitants : les comtés de Meath et de Cork. Je représente le comté de Cork qui contient 750,000 habitants voués à Tagriculture. Je n'avais aucun moyen d'acheter ou d'intimider leurs suffrages , aucun ascendant seigneurial pour influencer leurs convictions consciencieuses; mon élection ne m'a pas coûté un sheHing, et une majorité de 1,100 votants, dans un district agricole, m'a envoyé au Parlement, sachant fort bien mes sentiments à l'égard des loisK^réales, et que j'étais l'ennemi très décidé de toute taxe sur le pain du peuple. (Acclamations.) Bien plus, non-seulement mon opinion était connue, mais je l'avais si souvent émise et développée, que la même conviction s'était étendue dans tout le pays, à tel point que les monopoleurs n'ont pas essayé d'un seul meeting dans tonte l'Irlande. — Je me trompe, ils en ont eu un où ils furent battus (rires) ; mylord Mountcashel y assistait. (Murmures et sifflets.) I^ pauvre homme ! il y était, et en vérité il y faisait une triste figure ; car il disait : c Nous autres, de la noblesse, nous avons des dettes, nos domaines sont hypothéqués, et nous avons des charges domestiques. > Un pauvre diable s'écria dans la foule : c Que ne les payez-vous? » (Rires). Quelle fut la réponse, ou du moins le sens

de la réponse? c Grand merci, dit mylord, je ne payerai pas mes dettes , mais les classes laborieuses les payeront. J'obtiens un prix élevé de mes blés sous le régime actoeL Je serais disposé k être un bon maître et à réduire les fermages, si je le pouvais. Mais j'ai des des dettes, je dois maintenir mes rentes, pour cela assurer k mes blés un prix

220 COBDEN BT LA tIGUfi,

éievéi «Il au moyrn dû oette exiorsioft, je |[M] «rai inM créaa^ crierB.M quand il me plaira. » (Rires.) -^ Il fi*y a en toul œh qu'une proposition qui aoiï parfaitement aisuréto'estque myiord Hountcaahel obtiendra un grand prix de son blé; quand à Tacquittement des dettes , il reste dans ce qu'on appelle à Técole le pûlulù potî fûtutwn^ c'est-ènlire oda arriirelra une lois ou autre. (Rires.)

Et| pas plus tard qu'hier^ voici que le duc de Northum-» berland s'écrie % dans Une proclamation à ses tenanciers : c Vous devei former des associations pour le maintien des € lois-cé-réales; car ces misérables et importuns conspira** € teurs de la Ligue vous disent que si ces lois sont abrogées, c VOUS aures le pain à bon marché. N'en croyea pas un mot »« flyolite-t-îL-^Je pense pouvoir vous prouver qu'il ne s'en croit pas lui-même. Ne serait-ce pas une chose curieuse de voir un noble duc forcé de reconnaître qu'il ne croit pas à ses propres paroles? (Rires*) Cependant en void la preuve. Il a conclu par ces mots : < La protection nous est nécessaire* » Mais quel est le sens de ce mot : proieçtwn? Protection veut dire 6 deniers de plus pour chaque pain. C'est Ih la vraie traduction iriandaise* (Rires et applaudissements.) Protec* tion, c'est le mot anglais qui signifie 6 déniera additionnels, et, qui plus est, 6 déniera extorqués. — Vous voyez

bien que jwotoclton, c'est éfoUatitm (applaudissements), et spoliatioa du pauvre par le riche; car si le pauvre et le riche payent également ce prix additionnel de 6 déniera par chaque pain, le pain n'entre pas pour la millième partie de la dépense d'un Northumberland, tandis qu'il constitue les neuf dixièmes de celle de la pauvre veuve et de l'ouvrier ; --^ mais c'est un de voft poissants aristocrates, un de vos excessivement grands hommes, et son ombre ose à peine le suivre. (Rires bruyants •t prolongés). En voici un autre qui est un Ligmur^ mais de

ou l'agitation anglaise. 221

celte Ugoe qui a poar objet la cherté do pain; c^est un aatre proteetioniste, e^est un autre homme de rapine. (Rires.) H dit ; c Ob ! ne laissez pas baisser le prix du pain, eela* serait horrible 1 > (Ici quelque confusion se manifeste au fond du parterre.) «^ Je crois qu'il y a là*bas quelques mangeurs de gens qui viennent troubler nos opérations. — Ce grand homme dit donc : c Cela serait horrible de vendre le pain k bon marché, car alors les bras seraient moins employés, et le taux des salaires baisserait > Voyons comment cela peut être. Si le pain était h bon marché, ce serait parce que le blé viendrait des pays oik on Tobtient h bas prix. Pour chaque livre sterling de blé que vous ach^riez dans ces pays, vous y enverriez pour une livre sterling d*objets manur facturés, de manière qu'au lieu de voir les salaires diminués, vous verriez certainement les bras pins recherchés. Cela est clair comme 2 et 2 font 4, et Tobjection tombe complètement le parle ici comme un représentant de Tlrlande , et fort de la connaissance que j'ai de ce pays essentiellement agricole. Si votre législation devait avoir pour effet d'élever le im% des salaires, cet effet se serait fait sentir surtout en Irlande. Oserait-on dire qu'il en a

été ainsi ? Oh ! non , car vous pouvez y fsiûre travailler un homme pendant tout un jour pour4 deniers. (Honte! honte!) L'ouvrier regarde comme son bienftileur le maître qui lui paye 6 deniers, et il croit atteindre la félicité saprême quand il obtient 8 deniers. — Tel est l'effet de la loi-céréale. Elle agit en Irlande dans toute sa force, eHe fait pour ce pays tout ce qu'elle peut faire, et cependant voilk le taux des salaires, et ce qu'il y a de pis, c^est que Ton n'y trouve pas d'emploi, même k ce taux. — Voilà pourquoi le peuple d'irhinde, et ceux même de la noblesse qui étudient en conscience les affinaires publiques, voient cette question au même point de vue que je la vois moi-même ;

en sorte qae bien loin que Tlrlande soit on obstacle sur votre route, bien loin qu'elle soit une de vos difficuUës (rires) , elle est k vous toute entière, et de cœur et d*âroe. (Applaudissements enthousiastes.) N'en avons-nous pas une preuve dans la présence au milieu de nous du représentant de Rochdale (acclamations), qui est un des plus grands propriétaires de rirlande, et un ami, vous le savez, de la liberté partout et pour tous. Je fais allusion a M. Crawford , qui représentai! un comté dlrlande avant de représenter un bourg d*Angle-' terre , et qui était Ligueur dans T&me avant d'être membre du Parlement. (Bruyantes acclamations.) Il est donc clair que vous avez pour vous l'assentiment et les vœux de Tlrlande, et vous n'aurez pas peu de part dans sa reconnaissance , quand il apprendra l'accueil que je reçois de vous. Non, Anglais , le bruit des acclamations dont vous avez salué ma présence n'expirera pas dans les murs de cette enceinte. It retentira dans votre métropole;- les vents d'Orient le porteront en Irlande; il remontera les rives du Shaunon, de la Nore, de la Suir et du Barrow ; il réveillera tous les échos de nos vallées ; l'Irlande y répondra par des accents d'affection et de fraternité ; elle dira que

les enfants de l'Angleterre ne doivent pas être affamés par la loi. (Acclamations qui durent plusieurs minutes.) — Je vous déclare que l'injustice et l'iniquité de l'aristocratie m'accablent d'une horreur et d'un dégoût que je suis incapable d'exprimer. Eh quoi ! si la loi-céréale actuelle n'existait pas ; si le ministère osait présenter un bill de taxes sur le pain ; s'il plaçait un agent à la porte du boulanger, chargé d'exiger le tiers du prix de chaque pain, taxe que le boulanger se ferait naturellement rembourser par le consommateur, il y a-t-il un homme dans tout le pays qui supporterait une telle oppression ? (Grands cris : Écoutez, écoutez !) Il ne servirait de rien au ministre de dire :

ou l'agitation anglaise. 213

c Cet argent e&l nécessaire k mes plans financiers ; j*en ai besoin ponr réqnilibre des recettes et des dépenses. > John Bail vociférerait : c Taxez ce qu'il vous plaira, mais ne taxez pas le pain. » Mais ne voit-on pas que, par le chemin détourné de la pro-teetùm^ ils font absolument la même chose? Ils . taxent le pain, non pour le bien de TÉtat, — du moins chacun y participerait, — non pour repousser l'invasion étrangère ou pour maintenir la paix intérieure, mais pour le profit d'une classe, pour mettre l'argent dans la poche de certains individus. (Écoutez, écoutez.) Véritablement, c'est trop mauvais pour que vous le supportiez et prétendiez passer pour nn peuple jaloux de ses droits. (Rires.)

Je ne voudrais pas sans doute en ce moment vous manquer de respect ; mais tout ceci dénote quelque chose de dur et d'épais dans les intelligences que je ne m'explique pas. (Murmures d'approbation.) Duc de Northumberland I vous n'êtes pas mon roi ! je ne suis pas votre homme-lige » je ne vous payerai pas de taxes. (Bruyantes acclamations.) Duc de Richmond ! il y a endesRich-

mond avant vous, vous pouvez avoir un sang royal dans vos veines ; vous n'êtes pas mon roi cependant, je ne suis pas votre homme-lige et je ne vous payerai ps» de taxes ! (Applaudissements.) Qu'ils s'unissent tous; c'est à nous de nous unir aussi; — paisibles, mais résolus, — tranquilles, mais fermes, — décidés k en finir avec ces sobbismes, ces tromperies et ses extorsions. — J'aimerais à voir un de ses nobles ducs prélever sa taxe en nature. — J'aimerais k le voir, pénétrant dans une des étroites rues de nos villes mannfiictBrièTes, et s'avançant vers le panvre père dé famille qui , après le poids du jour, affecte d'être rassasié pour que ses enfants affamés se partagent une bouchée de plus, — ou vers cette malheureuse mère qui s'efforce en vain de donner un peu de lait k son nourrisson,

t2t24 COBDfitV ET LA UGtl£«

pendant que fton Mtre fila vfine daa tennea pM«e qu'il a faim. — J'aimeniia, 4îa-je,k voir le noble dno, àarvonir an milieu de ces acènea de déaolation, s'emparer de 4a plus gfOflse portion de pain, disant : « Voilk ma part , la part ée ma tate, mangez le reste ai vous\oolea. » Si lataseaeiHélenit ainsi, vous ne la toléreriez pas; et cependant, voilà ee que fait le lord, sous une autre forme. 11 ne vous laisse pas entrevoir le fragment de pain, avant de remporter; saulemont il prend soin qu'il no vous arrive pas, et il voua lkit payer de ce pain un prii pour lequel vous pourries avoir et oo pain et le fragment en sus, si ce n'était la loi, (Ecoulai! écoutez !) Ob I j'aurais mieux auguré deranciomif noUesae d'Àogleierre ; je me serais attendu à quelque ehoe de moins YÎI delapartdeces-bommesqui, je ne dirai pas^eonqirirmf», ear ils ne sont pas cwiinnrtmnt — je ne dirai pas : c m cog^ fffif\$ent ^, quoique ee soit un crime qu'on ne punit guère que çboi las pauvrea , — mats

qui if réHm\$ntê pour déoïder que le peuple leur payera le pain plus ober qu'il ne vaut. Je répéterai ma propoaition encore et encore , parae que je désiPi la fii^ar dans l'esprit de ceux qni m*éœoulent; c'est du vol, c'est du lullage. Ne nous laissons paa prendre ï l'appftt de fwgmef^d^fiom dts Kifaîr^i. Augmentation des salairea ! mais ouvrez le premier livre vmïu d'économie poli* tique, vous y verres que chaque foia que le pain a été à bas prix , les salaires ont été élevés ; ils ont été doublement élevés puisque l'ouvrier avait plus d'argent et acbetait plos de choses avec le même argent* Tout cela est auaai clair que le soleil «T^et nous nous laisaona embarrasser par ces aophismes! Il semble que nous soyons des hipèdea sapa lèta et qui pis sf t aana eesort Oh , fipissonaven avec ce ayatènie ! (^Pfdandia» aamenta-) Is par-rieauwt n'ealvil pas composé de moaopoleurs? n'y sont**ils pas vanna en grande majorité, nM-aenhi-

ou l'agitation anglaise. 225

ment des eomtés, grâce k la d^iuse Ghandôs, mais encore en achetant des boargs (^)? Il y a deux ans on admettait onverte-ment^ aux deux côtés de la Chambre , que jamais la corruption n'avait autant influencé Télection d*un Parlement. M.Roébnc k le proclamait d*uacôté; M. R. Peel Tadmettait de Tautre sans diffi-culté. Quoique opposés eh toute autre chose, ilsétaientau moins-parfaitement d*aceord sur ce point (Rires.) — Et voilà vos mo-dèles de vertu et de piété; — voilà les soutiens de rÊglise; voilà les hommes qui puniraient volontiers un malheureux s*il venait à se tromper le dimanche sur le chemin qui craduit au temple; oui , ces grands modèles de moralité lèvent vers le ciel le blanc des yeux , centristes qu'ils sont par Tiniquité d'autrui, lorsqu'eux-mêmes mettent les mains dans les poches du malheureux qui a

besoin de nourrir sa famille. (Immenses acclamations.) Oh! cela est trop mauvais. Voilà ce qu'il faudrait < proclamer » dans tout le pays. Voilà ce qui doit inspirer aux hommes justes et sages de la défiance, de la désaffection et du dégoût Si les nobles seigneurs épousent la cause du pauvre et du petit, db ! que toutes les bénédictions du ciel se répandent sur eux ; mais s'ils persistent à appauvrir le pauvre, à augmenter la

(1) Il y a à la Chambre des communes deux classes de représentants, ceux des comtés et ceux des bourgs. — Pour être électeur de comté, il suffit d'avoir une propriété {fredioid) de iO sli. de rentes. C'est ce qu'on nomme la clause Giandos. — Il est aisé de comprendre que les possesseurs du sol ont pu faire autant d'électeurs qu'ils ont voulu. C'est en mettant en oeuvre cette clause sur une grande étendue qu'ils acquièrent ea iS4i. cette nu^orité qui a renversé le cabinet whig. Jusqu'ici la Ligue n'avait pu porter la bataille électorale que dans les villes et bourgs. On verra plus loin que M. Cobden a proposé et fait accepter un plan qui semble donner des chances aux ff€\$^fa4êT\$ même dans les comtés. Ce plan consiste à décider tous les amis de la liberté du commerce, et particulièrement les ouvriers à consacrer en acquisitions dé fre^kiMê^ toutes leurs économies.

aonffrance de ttM qui soiiAre , k acefotire la nniière et ie démieiDent, — afia qoe le ricbe deYi6iiiiie phis riehe et fliase servir la tai,e do pain k libérer ses domaines, alors je (fis : honte il eux, qui pratiquent riniquité; et bonle h ceux qui ne font pas entendre leurs d<^nces , jusqu'il ce que la grande voix de rhumanité, comme un tonnerre, eflBraye le coupable, et donne au pays et au peuple la liberté. (Bruyantes acclamations.) Oui , messeigneurs , tous entrez dans la bonne voie et je suis convaincu que vos efforts

pour contrebalancer ceux de ta Ligue auront un effet contraire. Nous voici donc k néne d'argumenter avec eux. Amenez-les à raisonner et ils sont perdus. Qu'ils viennent k l'école primaire , (et bcMceup d'entre eux n'ont guère jamais été au-ddà) nous leur disputerons Je terrain pied h pied; nous les combattons de point en point* Plus ils entraîneront de monde k leurs meetiags, plus nous aurons de chances de voir la vérité sexépaodre, et les fermiers suroMMiter l'illusion dont on 1er aveugle. — Pourquoi Ids sôgneurs n'accordent-ib pas de baux aux fermiers? ceux*ci ne seraient-ils p^ mis k qième par tt de nourrir leurs oimiera et de prendre part dans leur veisini^e *Mt associations de bienfaisance? Mais non ; le seigneur veut tout avoir. Son nom est Behe-mutb et il est insatiable. (Rires et applaudissemeiits.) Vous êtes engagé dans une lutte glorieuse et je suis fier qu'il me soit donné d'y prendre part avec vous. C'est avec une joie profonde que j'y apporte la coopération de mes talents, ((nelques faibles quils soient, et le secours d'une voix fatiguée par de longues épreuves. Tels qu'ils sont je les consacre de grand cceur k votre cause st^ crée. (Applaudissements.) Je me hasarderai k dire de moimême qia'oa m'atinouvé du edté de la liberté dans tontes les questions qui ont été agitées depuis que je fais partie dn ParlemenU Je ne demande pas k quelle race^ k quelle caste.

ou L AGITATION ANGLAISE» 227

k qudle eoirieor appartient unecréatorehoiiiiMie, jeréelaiiie poareUelespriTilèges ellesdroiiade riioiitte« etia prolèciion, non da toI et du pillage, mais^la protection contre riniquité quelle qu'elle soit. (Brayantes acclamâtiona.) Je ne puis donc que m'ik-nir à vons ; et quel qne soit le sort qni m'Mtend, — qne ce soit la prison on même réchaftnd , (grands cris : non, non, jamais ! ja-

mais I)--^ je sois convaincu que » cela dépendait de tosTOtes, il n'en sérail pas ainsi. (Une Toix : TSom ne sommes pas contre vous.) Je crois à votre sincérité (rires), — je me félicite d'être engagé avec vous dans cette InttOé J'en comprends toute la portée. Je sais combien la lib^é des échanges favoriserait votre commerce en vous ouvrant des dânmchés; je sais combien ette contribuerait k renverser l'ascendant politique d'une classe, ascendant qui me séndrie avoir sa racine dans la loi céréale. C'est Ih un stimulant k tous les genres d'iniquité. L'aristocratie comprend l'injMliee de sa position , et die appuie)i sa défense toute la force, toutes les fonnsdités de la l^lation. Mais elle ne nSussiva pas, — les yeux du peuple sont ouverts; l'esprit puMie est éveillé. Jamais TAngleterre n'a voulu et voulu en vâim» -^ Jadis elle poussa sa volonté jusqu'k l'eUraVagMfce, et it tomber sur l'échafaud la tête d'un monarque insensé. Ce An une Mie, car eHe amena le despotisme militaire qni suit tM* jours kl vidence. Plus tard, le (Us de ce roi viola les \Qk du pays, et le peuplé , instruit par l'expérience, n'abattit pas sa tête, mais se contenta dei'esilcr ponrâvoii' foulé a«x piedH les droits de la nation. — Ces violentes mesures ne sont pins nécessaires; elles ne sont plus eii bamionie avec noM épo^^ que. Ce qui est nécessaire, c'est un effort concerté et public; cet efèrt commun qui naît de la sympathie, de Féiectricité de Topinimi publique. Ob oui î cette puissante électricité da s'étemlra \$itr tout l'empire. L'Ecosse partagera

226 GOBDEN eT LA. LIGUE,

aolre eothoanaame; les classes maaaraciarières sont d^s debout , les classes agricoles CoiiuMoceot k coiapteodre qu'elles oDt les mêmes intérêts. Le temps ^ipproche*: il esi irrÉBistible. Ils peaveût tromper çk et Ik quelques éleclears; d'autres peuvent

être intimidés; mais la intelligence publique marche, comme les puissantes vagues de l'océan. Le trône des temps anciens ordonna aux flots de s'arrêter, mais les flots s'avancèrent malgré ses ordres. Ils engloutirent l'insensé qui voulait arrêter leurs progrès. — Pour nous, nous n'avons pas besoin d'engloutir les grands seigneurs, nous nous contenterons de leur mouiller la plante des pieds. (Hérissement) Mais, vraiment, cette lutte offre un spectacle magnifique; quel pays sur la surface de la terre aurait pu faire ce que vous avez fait. L'année dernière, vous avez souscrit 80,000 liv. sterling, c'est le revenu de deux ou trois petits souverains d'Aïle-Orkney. Cette année vous aurez 100,000 liv. sterling, et, s'il le faut, vous en aurez le double l'année prochaine» (Applaudissements.) Oui, ce mouvement présente le spectacle d'un majestueux progrès. Chaque jour de nouvelles recrues grossissent nos rangs; et nous, vétérans de cette grande cause, nous contemplons avec délices et la force toujours croissante de notre armée et l'esprit de paix qui l'anime. — La puissance de l'opinion se manifeste en tous lieux. Les plus violents despotes, à l'exception du monstre Nicolas, s'interdisent ces actes cruels qui leur étaient autrefois familiers. L'esprit de l'Angleterre veille, il ne s'endormira plus jusqu'à ce que le pauvre ait reconquis ses droits et que le riche soit forcé d'être honnête. (L'honorable et docte gentleman s'assoit au bruit d'acclamations véhémentes et prolongées.)

M. Georges Thompson s'avance au bout des applaudissements et s'exprime en ces termes : M. le président, quand je suis venu ce soir dans cette enceinte pour assister à la

ou l'Assemblée anglaise. 120

réception de M. (M. Connell, je ne pensais pas être appelé à prendre la parole, et je sens bien que je ne puis guère être que

cette ombre dotit parlait H. O'Connell, qui ne suivait de loin son maître qu'avec crainte. Messieurs, - le spectacle dont je suis témoin est bien fait pour enivrer mon cœur* Depuis deux ans, j'ai été absent de mon pays; et j'ai parcouru des régions lointaines qui n'ont jamais vu des scènes, qui n'ont jamais entendu des accents tels que ceux qui viennent de réjouir ma vue et mes oreilles. Mais quoique je me sois éloigné de plus de 15,000 milles de rendroit où nous sommes réunis, jamais je ne suis parvenu en un lieu où ne soit pas arrivé le bruit de vos glorieux travaux; partout j'ai entendu parler de cette association gigantesque, qui a entrepris de purifier, de diriger et de préparer pour un grand et définitif triomphe les sentiments et l'opinion publique de la Grande-Bretagne. Il a été dans ma destinée, sinon de m'associer intimement aux efforts de la Ligue, du moins de suivre ses progrès depuis son origine, et de compter mes meilleurs et mes plus vieux amis parmi ceux qui ont accepté avec tant de dévouement le poids du travail et la chaleur du jour. De retour sur ma terre natale, je me plais à comparer la situation de cette cause à ce qu'elle était quand je pris congé à Manchester d'un meeting rassemblé pour le même objet qui vous réunit dans cette enceinte. Je me séparai de la Ligue au milieu d'une assemblée provinciale de douze cents personnes, et je la retrouve représentée par six fois ce nombre dans le plus vaste édifice de la métropole. Alors, vous luttiez contre des adversaires silencieux, — pleins de confiance en leur rang, en leurs richesses, en leurs grandeurs, — spectateurs muets de vos progrès parmi les classes laborieuses. — Maintenant je vous retrouve combattant ouvertement et à armes courtoises ces mêmes adversaires; mais ils ont rompu le si-

leiee; lain pliM sont déconceriés, le«n espémnoé év»aoiies, leurs forées dùnmiiéeB, «t tes voilà foicés, dans rin- (Mt de leur défeose, de reoarir ii ces «lèmes mesures qu'il» oBt lanl de fois blMiées, (AcdamalioDs). FanMI mal angarer de Totre caose parce qu'its imiteiit vos procédés 7 Non, certainraieQt, Je crois aa contraire que rien ne peut vous itae plos favorable que d'être mis à même de connattre tons les êff^meiUêt — * si on pevt leur donner ce nom^ — par lesqnels ils s'efforcent de soutenir, ao^de- dans comme au-dehors des Chambres; les monopoles dont ils profitent. Gentlemen, je voua félicite de vos progrès; je vous fâi- cite de la fermeté avec biquelle vous avei toujours adbëré aux vrais principes, et de ressentiment que vous avez obtenu des in- telligences les plus éclairées. Je vous félicite d'avoir maintenant réani autour de votre bannière k peu près tout ce qu'il y a d'esti- mable et d'excellent dans notre chère patrie, — Pâitont ob j'ai porté mes pas, en Egypte comme dans l'iode, j'û vu le plus vif in- téiêt se manifester pour les travaux de cette association ; partout j'ai entendu exprimer le plus profond éton* nement de la folie et de Tinfatuation de ceux qui prétendent fonder leur prospérité sur les désastrea et la pauvreté, et la foim , et Ha nudité el le crime du peo^e , prospérité bien odtovse et bten coupable achetée à e^pfix ! H n^y a 4|tt'une opinion b cet égard parmi les hommes que n'aveuglent pas l'esprit de parti ou Tiniérêt persmnel. Ils ne peuvent tra* veraer des plaines incommensurables, en calculer les ressoui^ e^Si estimer la fadHté avec laquelle on pourrait transporter snr le rivage, et de là h travers l'Océan, vers notre pays, des objets propres k soutenir la vie de tant de nos frères qui périssent juaques sous nos yeux; ils ne peuvent savoir que la va- leur de ces. aliments reviendraient vers les lieux de leur origôie sous une autre forme également avantageuse ; ib ne

ou l'agitation anglaise. 23i

pewdiit I éâê*i^ , voir et eompreattab ees dMMs mus dire ft«H^ d'^Mneomu à rps^eclée it monatmettse et «éfiri** tante «poliation q«l se pratique dans ce pays. ^Aedamations). Gendemen Je n'ai laouuis en qu'me vue aur le régime restrietjif, et c'est une vue qni les embrasse tontes; qiû satisfiit plein«Bent omi esprit et qw^a bit de moi ee que je ànis : un ennemi déclaré abscriu , «nivconel, étemel des lois qui circonscrivent les bienfaits de la divine nrovidenee, ei disent an doue que Dieu a répandus avec tant de libéralité sur la surbee de la terre : c Vous ires jH8-que84à, vous n^rez pas pins km. BU (Tomerre d'applavdîss^iietts). Tout point de voe étroit , — îe dirai même national « — de la question , — perd i^ mes 7eu:i de son importance, quand je viens à penser qu'il n'a pu entrer daas les desseins de IMeu^ qu'on peuple toujours croissant, dans l'enceiitite de frontières immuables» dépendit de son sol peur sa sutMÛstance ; tandis que les routes de TOcéin, le génie des bommes de science, la bravoure de nos marins, randace de nos armateurs, la fécondité des régions kùntâines, la prospérité du monde, et la variété qui se montre dans les dispensations et dans la paternelle soUicitude de no4'e créatenr, revient asses qu'il a vonln que les hommes échangeassent entr'eui le^ dons divers qu'ils tiemieit de sa munificence, et que l'abondance d'une région coirtribult au bien-être et au bonheur de toutes. (Acclamations).. A mes yeux l'offense commise par les promotenrs de ces lois, est une de celles qui atteint le trône de Dieu même. Le monopole, c'est la négation pratique des dons que le TouuPnlssant destinait à sas créatures. Il arrête ces dons au moment oi its s'échappaient des mîw de la Provi* denee pour aller r^uir le cœur et ranimer les forées défail«> lantes de eew à q^i elle lea avail deetinéf* 3nr une rive,

les aliments surabondent; sur l'autre, voient des hommes affamés

qui commencent à voir le crime s'ils avaient on grain de ces moissons jaunissantes qui ont été prodigués à la terre pour le bien de tous. Que me parle-t-on d'intérêts engagés, de droits acquis, du droit exclusif de l'aristocratie à ces moissons? Je connais ces droits. Je respecte le rang de l'aristocratie, alors surtout qu'elle y joint ce qui est plus respectable que le rang, cette sympathie pour ses frères qui doit s'accroître en proportion de ce que Dieu a été bon pour elle, et qu'il a jugé à propos de leur retirer ses bienfaits temporels. (Acclamations). Que le seigneur garde ce qui lui appartient loyalement; qu'il possède ses terres, ses parcs et ses chasses; qu'il les entoure de murs, s'il le veut, et qu'il fasse inscrire sur des poteaux : « Ici on a tendu des pièges aux hommes. » Je n'entreprendrai pas sur ses domaines, je ne regarderai pas par dessus ses murs, et me contenterai de suivre la route poudreuse, pourvu qu'arrivé au terme de mon voyage, je puisse acheter pour ma famille le pain que la bonté de Dieu lui a destiné. (Applaudissements). L'opulent seigneur demande protection Mais il la possède. Il la possède dans la supériorité de ses domaines, dans leur proximité des centres de population ; il la possède dans l'éloignement des plaines rivales , dans les tempêtes et les naufrages auxquels sont exposés sur l'Océan les vaisseaux qui portent dans ce pays les productions étrangères; dans les frais de toutes sortes, assurances, magasinages, commissions dont ces produits sont grevés. Voilà ce qui constitue en sa faveur une protection naturelle aussi durable que l'Océan et dont personne ne peut le priver. Mais il veut plus; il veut que la loi élève encore artificiellement le prix de son blé, et que le pauvre lui-même soit forcé de le lui acheter, ne lui rendant le droit de se

pourvoit dans le marché du monde que lorsque la possibi- Htèlni échappe de bénéficier par la confiscation de ce droit.

ou L AGITATION AfGLAISE. 233

•.....• GentiemeD, la législation de ce pays a beaucoup pris

sur elle. On parle de désaffection , d'insubordination , de conspiration ! Je demande où sont les causes de ces maux. Je cherche le coupable; je m'adresse k celui qui tient en ses mains le châtiment, et je lui dis : c'est toi! (Écoutez). Une loi injuste, c'est un germe révolutionnaire. Suivez-la dans son action jusqu'à ce qu'elle commence à flétrir, appauvrir, fouler et provoquer Thumanité. Puis vient le temps de l'appel des patriotes; puis celui de l'écho populaire; puis l'attitude de la détermination et du défi, et puis enfin les persécutions, la prison, l'échafaud, les martyres. (Acclamations). Mais je remonte aux criminels originaires^ aux hommes qui ont conçu la funeste loi, et je leur dis : Vous avez fomenté la désaffection, vous avez popularisé la résistance patriotique; vous avez provoqué les plaintes du peuple; vous avez organisé la persécution; c'est vous qui commettez le crime, c'est vous qui devez subir le châtiment. Gentlemen, telle est mon opinion; si les gouvernements étaient justes , l'esprit de sédition mourrait faute d'aliment (écoutez), et si les lois étaient équitables, les chaînes seraient livrées k la rouille. C'est pourquoi je m'en prends aux mauvaises lois, et j'en vois beaucoup dans cette île et plus encore dans une île voisine. Elle nous avertissent que si nous voulons rétablir la paix et l'amitié, maintenir l'union et la loyauté , si nous voulons que la Grande- Bretagne soit ce qu'elle a toujours été, c maltresse des mers, invincible dans les éombats, > nous devons faire justice au peuple, et non-seulement rendre la liberté

aux noirs des Antilles, mais encore affranchir le pain de Fouvrier anglais. (Applaudissements).

»iii

234 COBDËN ET LA LIGUI^

Séance du 28 février 1844.

M. AsawoRTu : Ce n'est pas une chose ordinaire quede voir un manufacturier du Nord abandonner ses foyers et ses occupations pour se montrer devant une telle assemblée. Un manufacturier a autre chose ii faire, et il est peu enclin à recourir k ses conci-toyens alors même qu'il se sent lésé. Il répugne naturellement k Vagilaion ; et absorbé par Tétude pratique des sciences et des arts qui se lient k Taccomplissement de son œuvre, il aimerait à ne pas s'éloigner de ses intérêts domesti(Iues, s'il n'y était forcé par des lois pernicieuses. Messieurs, c'est avec une pleine con-Gance que j'en appelle \ vous, comme manufacturier, parce que j'ai la conviction que j'appartiens k une classe d'hommes qui ne réclame que ses droits. (Applaudissements). On les a accusés d'être difficiles dans leurs marchés; ils ont cela de commmn avec tous les hommes prudents , et vous comme les autres, s^ns dout^ (Rires). Mais on ne peut au moins leur imputer d'avoir une grande maison commerciale, sous le nom de Parlement, de s'en servir pour circonvenir les intérêts de la communauté» et fixer eux-mêmes le prix de leur marchandise* Messieurs, les manufacturiers ne jouissent d'aucune protection; ils Q*en demandent pas ; ils repoussent le système protecteur tout entier, et tout ce qu'ils réclament, c'est que tous les sujets de S. M* soient placés à cet égard, ainsi qu'eux-mêmes» sur le pied de l'égalité. (Écoutez, écoutez). Est-ce Ik une exigence déraisonnable? (Bien) Les land-

lords vous disent qu'ils ont besoin de protection; qu'ils ont droit à être protégés par ces taines considérations. Je ne vous dirai pas qu'elles sont ces considérations. Je laisse ce soin à lord Mountcashel et sir Edward Knatchbull. Ils ne vous l'ont pas laissé ignorer (*).

(*) Alluôu à Tavca fiit par ces deux personnages que ki protection

ou l'acitation anglaise. t235

(Rires et applaudissements). Ils disent encore qu'ils ont besoin de protection pour lutter contre Tétranger. Pour ee qui ne regarde, je ne sais pas, sous quels rapports, le peuple anglais est inférieur aux autres peuples. Je suis convaincu que les fermiers anglais, et notamment les ouvriers des campagnes, sont capables d'autant de travail que toute autre classe de la communauté ; et il n'en a pas qui soient plus en mesure de soutenir la concurrence étrangère, pourvu que les landlords leur permettent de se procurer les instruments à un prix satisfaisant (Applaudissements). Les manufacturiers sent bien exposés à cette concurrence. Pourquoi les landlords en seraient-ils affranchis? {Très bien). Je le répète, les manufacturiers ne jouissent d'aucuns privilèges ; ils n'en veulent pas. ils n'ont, sous le rapport des machines, aucun avantage qui ne soit commun au monde entier. (Écoutez, écoutez)* Nous empruntons aux autres peuples leurs inventions et leurs perfectionnements; nous les appliquons à nos machines et en augmentons ainsi la puissance; et si l'exportation de ces machines perfectionnées fut autrefois prohibée, elle est libre aujourd'hui , et il n'est aucun peuple qui ne puisse se les procurer à aussi bon marché que nous-mêmes. La loi prohibitive de l'exportation des machines a été abrogée, il y a un an ou deux, et

quoique à cette époque notre industrie fût dans une situation déplorable, — quoiqu'il ne taianquAt pas de bons esprits qui regardaient la libre exp(»ialion de nos belles machines, comme une mesure hasardeuse pour le maintien de notre supériorité manufacturière, — cependant, nous ne flmes aucune opposition à cette mesure, et nous la laissâmes s'accomplir sans hésiter, sans incider, en esprit de

leur était nécessaire pour payer leurs dettes, dégager leurs doinaiue& et doter leurs filles.

justice et de loyauté. (Acclamatioiis)• ÂiBÛ, a|»rte avoir conféré k l'étranger tons les avantages qne nous pou* vion^ retirer de la supériorité de nos machines, nous demandons k être affranchis de toutes restrictions, et nous posons en principe, que puisque les manufacturiers sont abandonnés k Tuniverselle concurrence, ils ont le droit de dire qu'il leur est fait injustice si une autre classe — el notamment Topolente classe des landlords — jouit d'avantages 'excln8i6^ d^avantages qui ne soient pas communs k toutes les autres.

On a dit que le marché intérieur était le plus important pour l'industrie manufacturière. — Je suis en mesure d'éva* luer l'importance du marché intérieur en ce qui concerna ma propre industrie, l'industrie cotonnière. Elle s'alimente principalement par l'exportation. On voit dans l'ouvrage de Arom, qu'une balle seulement de coton sur sept est mise en œuvre pour la consommation du pays, et, par conséquent, cette gob* sommation ne paye qu'un septième de la main-d'œuvre bri* tannique qui est consacrée k cette branche, ou environ un jour par semaine. (Écoutez, écoutez). Np perdez pas de vue que c'est Ik la totalité de la consommation du pays. Ainsi, cette clienelle de l'aristocratie ter-

rienne qu'on nous dépense en termes si pompeux, se réduit, quand nous venons à l'examiner de près, à payer une fraction d'un jour pour une semaine de travail ; et quand aux débouchés que nous offrit les autres classes, — car les landlords ne sont pas nos seuls acheteurs, — je me bornerai à dire que cette métropole saile consomme plus que toute l'Irlande et la ville de Manchester, plus que le comté de Buckingham. (Écoutez, écoutez). — Venons aux exportations. — Je viens de vous dire qu'elles s'élèvent aux six-septièmes de ce que nous fabriquons. Il en résulte que nous dépendons de l'étranger pour les six-septièmes de notre travail, et comme nous n'avons aucun empire sur la

ou l'agitation anglaise. 237

législation étrangère, nous sommes incapables de recevoir aucune protection, dans cette mesure, alors qu'elle vous serait offerte. — Considérons maintenant l'intérêt agricole. La

production des aliments n'est pas dans ce pays, une industrie

d'exportation. Elle possède, dans le pays même, le meilleur marché du monde, et jouit encore de la protection. Il fut un temps où les produits agricoles de l'Angleterre étaient exportés, où les landlords vendaient leurs céréales au dehors. Ce temps n'est plus. Aujourd'hui notre population consomme tous les grains que le pays peut produire, et ses besoins en réclameraient bien davantage, s'il lui était permis d'en recevoir. (Écoutez, écoutez). Ainsi, les propriétaires voyant que notre population manufacturière consomme tous leurs produits, ont cessé de les exporter, et ils ont l'avantage de vendre cet insuffisant produit sur un marché où l'offre est constamment inférieure à la demande. Ce n'est point là, comme je viens de le démontrer, la situation de

l'industrie manufacturière. Les six-septièmes de ses produits sont exportés. Arrêtez un moment votre attention aux conséquences de cet état de choses. Les aliments «ouf la matière première du travail, précisément comme le coton est la matière première, de l'étoffe. Il s'ensuit que les balles de produits fabriqués que nous exportons, contiennent virtuellement du froment et autres produits agricoles aussi bien que du coton. (Écoutez, écoutez). C'est ainsi que les propriétaires du sol, tout en cessant de vendre directement au-dehors, se sont déchargés de ce soin sur les manufacturiers, et se sont mis en possession d'un moyen indirect d'exportation beaucoup plus commode et surtout plus profitable. Ils se sont épargné les embarras de convertir leurs denrées en argent sur les marchés étrangers, et les manufacturiers, par la circulation que je viens de décrire, ont pris cette peine à leur charge. (Écoutez, écoutez)

238 l'Oo1>Ki> £T tA UGull,

te^V Ainsi le maniement des angkôs qui aoeeni^il ses opérations sous F iaifiieDcede» lois créées, est d*ab<»rd contracté de payer on prix légal Maivmnmi arifieM pour ses aliments et ceux de ses ouvriers; ensuite, puisque ses produits destinés à l'exportation, et puisqu'ils sont une sorte d'in* carnation de denrées agricoles anglaises, comme Miés^ sous forme de travail, avec le coton et autres matières premières, il devient l'intermédiaire malheureux de la revente de ces mêmes aliments, livré à la concurrence du monde entier, sur des marchés lointains où les produits similaires se vendent peut-être pour la moitié du prix qu'ils lui ont coûté dans la Grande-Bretagne. (Applaudissolez). Ain», nous sommes devenus les instruments du propriétaire pour la débile de ses denrées, et, j'ai vu qu'il y a de

pire, l'opération nous constilM en perte pour la mmlie de leur valeur. (Écoutez, écoutes). Comme manufacturier travaillant pour l'exponation, jem'ar^ rêterai encore un m^noent sur cette partie de mon sujet. Vous n'aurez pas de peine k comprendre cet axiomegénérai : Lo8 imporêaieurM smU d€S ackeêmrsé D)onc, le critérium de la prospérité d'un pays ce n'est pas ses expartatùmê^ mais ses impartaiîmt. Je le répèle, Us tmjiortelsMri êmU^Jhê adk«* ieurs. Permettez-moi d'éclaircir ceci par im exemple. Le narire qui aborde nos rivages chargé de marchandises, — n'importe la provenance, — est la persomficatiidn d'un marchand étranger k la hourse bien garnie, car le cha^eaa>t est bientôt converti en aidait, et cet argent est k la dispositien du consignataire pour être de nouveau converti ra mardmndises d'expcMatien. Plu* donc il nous arrive de ces navires, plus il nous arrive d'acheteurs. — Au sujet de nos impôts, je vous ferai observer que les marchandises qui nous viennoit du dehors ne passent pas directement du rivage au magasin du négociant. Elles s'arrêtent d'abord k la douane.

ou l/AtilTATIOtN ANtilAlSE. 239

et Hi, elles payent on droit fiscal. Comme free-îraden ûom

n*atons ptas d'objection contre nu tel droit. Il est juste et convenable d'asseoir une partie des recettes pubHqnes sur tes marchandises étrangères. Mais ici nous distinguons, et nous disons : s'il est juste que nous payions un droit pour le revenu pu-Mic, il ne Test pas que nous en payions un autre pour des avantages personnels, et notamment pour grossir les rentes des propriétaires du sol. Messieurs, nos importatations devraient être libres. Dans un pays éclairé elles seraient libres comme les vents qui les poussent vers nos rivages. (Applaudissements). Supposez-

vous transporté par la pensée dans un autre pays, — car je ne veux pas vous offenser inutilement en citant votre propre patrie, — supposez que vous voyez sur les côtes des hommes en uniforme, allant et venant, un mousquet d'une main et une lunette de l'autre. Si l'on vous disait qu'il s'agit d'un service préventif, d'un service destiné par le gouvernement à empêcher l'arrivage des navires, et, par suite, l'introduction de produits étrangers, ne déclareriez-vous pas que c'est là pour ce pays, l'indice d'une ignorance qui va jusqu'au suicide ? et ne jugeriez-vous pas que ses lois commerciales remontent aux siècles les plus barbares ? Ceci pourtant fesprit, je regrette de le dire, qui caractérise notre législation. Nos lois admettent les objets de luxe, les vins, les soieries, les rubans à l'usage des grands et des riches ; elles laissent librement entrer ces choses moyennant un droit fiscal, et elles prohibent l'importation des aliments, c'est-à-dire, de ce qui affecte le plus les classes pauvres et laborieuses. De telles lois sont le fruit de l'injustice, et nous nous élevons contre leur partialité. Les seigneurs disent que c'est là une question manufacturière. S'ils l'ont ainsi stigmatisée, c'est qu'ils ont surtout trouvé les manufacturiers prompts et persévérants à combattre leurs privilèges. Mais

240 COBDEN ET LA UGCE,

nous repoussons leur imputation. Non, ce n'est pas la cause des manufacturiers ; c'est votre cause ; c'est la nôtre, c'est la cause de tous. Ce n'est pas une question individuelle, c'est une question générale, qui intéresse toute la communauté ! Le manufacturier voit son industrie lésée, ses ouvriers affamés, et dès-lors il lui appartient, il appartient à tout homme dans cette situation, de se plaindre. — Cette vaine clameur des landlords est suivie d'une autre. C'est la sur-production, disent-ils, qui fait tout le

mal. On les entend s'écrier : c Ces manufacturiers prétendent vêtir l'univers entier. » Peut-être feraient-ils mieux de nous laisser d'abord vêtir l'univers, et si, par 1^, nous portions le trouble et la misère dans le pays, ils seraient à temps de gémir. (Rires et approbation). Cependant examinons la question de plus près. Supposez que nous pairvinssions à habiller l'univers entier, nous n'avons pas encore trouvé le secret de faire des calicots éternels (rires), ils s'usent, et dès-lors ceux que nous avons accoutumé à en porter en réclameront d'autres. Voilà donc une source permanente de travail. (Écoutez). Ne serait-ce point une chose plaisante de voir venir à cette tribune un manufacturier du Lancastre, pleurant comme Alexandre, de ce qu'il ne lui reste point un autre monde, non à conquérir^ mais à Habiller? (Éclats de rire). En tous cas, au milieu de son chagrin, il aurait au moins cette consolation, fondement d'une espérance légitime, que s'il parvient à vêtir l'univers, c'est bien le moins qu'il ait le droit d'être nourri. (Acclamations). Je n'ai encore entendu personne se plaindre qu'il avait trop de vêtements. (Une voix dans les galeries : Je suis sans. Rire universel). Quel que soit leur bas prix, nul ne se ffitche de les avoir à trop

(') Surprodaction, aatre néologisme pour ttuduire le mot nvêr-production^ excès de production. Ici au moins je puis m*étayer de l'autorité de. M de Sismondi.

oo L'AGltATIOPr ANGLAISE. 241

bon mardié. Les landlords se réunissent de temps k autre, et on les entend se flatter d'être de bons patriotes, parce qu'ils font deux coupes de foin là où ils n'en faisaient qu'une autrefois. Gentlemen, à ce compte Je puis aussi, comme manufacturier, réclamer le titre de patriote, car je fais maintenant deux chemises

pour moins qu'une seule ne me coûtait il y a quelques années. (Rires). Mais je n'accepte ni pour les landlords ni pour moi-même la qualification de patriote ou de philanthrope k ce titre. La même cause, la même impulsion nous fait agir, et c'est notre mlérét éclairé. (Écoutez, écoutez). Mais voici une autre clameur de l'aristocratie. Elle s'en prend aux machines.

Ici Torateur combat l'erreur qui fait considérer les machines comme nuisibles à l'emploi du travail hu-^ main. Il établit, par des faits nombreux, qu'il y a dans tous les comtés où les machines ne sont pas employées, une tendance à émigrer vers ceux où elles sont le plus multipliées. Ce sujet ayant déjà été traité par d'autres orateurs, et notamment par M. Gobden, nous supprimons à regret cette partie du remarquable discours de M. Ashvorth.

Séance du 17 avril. — Présidence de M. Cobden.

Le président rend compte des nombreux meetings auxquels les députations de la Ligué ont assisté depuis la dernière réunion de Govent-Garden ^ à Bristol, Wolwerhampton, Liverpool, etc. — Il parle aussi des noiesarés prises par l'association pour porter pritiëipalement la discussion partout où se font des élections ,

«fin lie répandre la lumière précisément au iDomenl où rexeâtatioD qui aocoflapagne toujours les luttes électorales, dispose le public i la recevoir. C'est pourquoi dorénavant la Ligue portera toutes ses forces dans tout bourg où un certain nombre d'électeurs, quelque petit qu'il soit, sera disposé à appuyer la candidature d'un free-trader.

M. Ward, membre du Parlement, prononce un discours pleins de faits curieux, Qe données statistiques et de solides arguments.

Le colonel Thompson succédé à H. Ward. Ce vétéran de la cause de la liberté commerciale s'est acquis une immense réputation par ses discours et ses nombreux écrits. Nous aurions bien voulu le faire connaître au public français. Mais pour nous, le brave officier est dans l'obligation de revêtir des peines profondes de formes étranges, et son langage est si peu populaire qu'il est même inintelligible — "Nous essayerons peut-être à la fin de les faire passer dans notre langue, au risque de les affaiblir, quelques-unes de ces idées."

Le président. J'ai l'honneur de vous présenter un des orateurs les plus remarquables de l'époque un homme qui a déjà déployé des talents de l'ordre le plus élevé dans une grande cause humanitaire, égale en importance à celle qui nous félicite aujourd'hui. Il a puissamment contribué à la rémanence de la grande colonie des Indes occidentales et qu'on ne peut nier qu'il n'ait jamais pu accomplir la moindre différence entre spolier l'honneur tout; un homme qui se forme au travail et qui dépouille du travail de son travail. J'introduis maintenant

ou l'AGIT ACTION ANGLAISE. 248

près de TOUS LES GÉOGRAPHEURS. (Tonnerre d'applaudissements)

Les événements qui se passent dans la Grande Bretagne ont naturellement leur retentissement dans les meetings de la Ligne, surtout quand ils ont quelque connexion avec la cause qu'elle défend. On a pu voir déjà l'opinion qui s'était manifestée au sein de cette puissante association au sujet de l'émigration forcée (compulsory emigration), quand cette question était traitée au Parle-

ment. On a vu aussi l'effort qu'avait produit sur la Ligue Faccusation de cotta[^] spiration dirigée contre O'Connell et Tagitation tralan[^] daise. — A l'époque où nous sommes parvenus, la seconde modification dans les tarifs était soumise aux Chambres par le cabinet Peel, et comme elle servira dorénavant de texte à plusieurs orateurs, il n'est pas sans utilité de dire ici en quoi ces modifications consistent.

Le droit sur le sucre colonial était de 24 sh., et sur le sucre étranger de 63. La différence ou 39 sh. « était ce qui constituait proprement la protection. — Le gouvernement proposait » tout en maintenant le droit sur le sucre des colonies à 24 » de réduire le droit sur le sucre étranger à 34[^] c'est-à-dire de limiter la protection à 10 sh. — C'eût été un grand pas dans la voie de la liberté commerciale, si le cabinet anglais n'eût en même temps restreint le droit de raffinage au sucre brut « en limitant le travail des raffineries à 100,000 livres (free-trade). Mais on ne peut pas peser le droit de 63 sh. sur le sucre produit dans les pays à esclaves (indes-Indes), on excluait

les sucres du Brésil, de Cuba, etc. Cette distinction étant évidemment un moyen indirect de maintenir le monopole autant que la diffusion des lumières, et les circonstances le permettaient, elle avait la chance de rallier, beaucoup d'hommes honnêtes en leur présentant la mesure proposée comme dirigée contre l'esclavage, et la preuve que les monopoleurs avaient bien calculé, c'est qu'ils sont parvenus à rallier à leurs vues un grand nombre d'abolitionistes, et de se créer ainsi en Angleterre un appui sur lequel ils ne pouvaient compter que grâce à cette distinction hypocrite. — On verra dans la suite l'opinion des free-traders sur les péripéties de ce débat.

M. George Thompson, après avoir réclamé, vu l'état de sa santé, l'indulgence de l'assemblée, s'exprime ainsi : comme l'honorable et brave officier qui vient de s'asseoir, je pense que la question de la liberté commerciale, et notamment de l'abrogation des lois céréales, en tant qu'elle touche au bien-être et au bonheur de la race humaine, & la stabilité et à l'honneur de l'empire britannique, ne le cède point en grandeur et en solennité à cette autre question à laquelle, dans d'autres temps, je consacrai mes efforts. Si je réclamaï alors la liberté de l'homme, je réclame aujourd'hui la franchise de ses mouvements. (Acclamations.) Dieu a voulu que l'homme fût libre; et je crois qu'il a voulu aussi que l'homme tédH. C'est un crime de lui ravir là liberté, mais c'est être un crime d'élever le prix, d'altérer la qualité ou de diminuer la quantité de ses aliments; et quand je viens à considérer que la loi mé-reale affecte les salaires, rompt l'équilibre enure à la démao4<& des brae, jette hors d'emploi des mil-

ou l'agitation anglaise. 245

lions d'ouvriers, ne laisse à ceux qui sont assez heureux pour s'en procurer que la moitié d'une juste rémunération, et les force en outre de payer le pain à un prix double de celui qu'il aurait sans son intervention, alors je dis qu'une telle loi m'apparaît comme une monstrueuse spoliation (applaudissements), et comme la violation de cette charte descendue du ciel sur la terre : c homme ^ tu mangeras les fruits de la terre ; la saison de semer et la saison de moissonner, l'hiver et l'été, se succéderont à perpétuité, afin que tes créatures de Dieu ne soient pas privées de nourriture. » Quel est le grand principe d'économie sociale dont nous confions la propagation à nos concitoyens, pour leur bonheur, celui de la patrie et du monde? Quelle est cette doctrine que

la Ligue,, comme une mouvante université, prêche et enseigne en tous lieux? C'est que toutes les classes de la communauté doivent être abandonnées à leur libre action , dans la conduite de leurs transactions commerciales, tout autant que ces transactions soient en elles-mêmes honnêtes et honorables ; — c'est qu'on ne doit souffrir aucune intervention, aucun contrôle , et moins encore aucune contrainte législative en matière de travail, d'industrie et d'échanges. (Écoutez, écoutez.) Nous avons foi dans la vérité de cette doctrine; mais nous ne nous bornons pas à l'ériger en un système abstrait, qu'on prend et qu'on laisse à volonté. Nous la regardons comme d'une importance pratique et capitale pour ce pays et pour tous les pays, pour ce temps et pour tous les temps. Dans son application honnête et impartiale , elle implique la chute de toutes les restrictions qui ont été si souvent dénoncées dans cette enceinte; elle ouvre le monde au travail de l'homme ; elle soustrait au domaine de la loi anglaise tout ce qui change des fruits de notre travail et de notre habileté avec les nations du globe; elle appelle sur nos rivages les innombrables

346 COBOL ET LA LIGUE,

la vie trépidante répandue sous tous les climats. Gémissez la pitié» elle est quatre fois béoie; h^m à^o& celui qui donne, béoiedans celui Qui reçoit* (Écoutez^). Ce n'est pas sans une peine profonde de douleur que nous pouvons, comme Anglais, contempler les scènes de désolation qui se sont passées sous nos yeux depuis deux ans; et si la situation de ce pays est pour nous un juste sujet d'orgueil , d'un autre côté elle excite notre compassion. Notre grandeur comme nation est incontestable. Des rivages de cette mer, nous nous sommes élancés sur le vaste Océan; nous y avons précédé nos voiles aventureuses ; nous avons vi-

sité et exploré les régions les plus reculées de la terre ; nous avons fait plus , nous avons cultivé et colonisé l^s plus belles et les plus riches contrées du globe ; aux hommes qui reconnaissent Tempire de notre gracieuse et bien^aimée souveraine, nous avons \$(jointé des hommes de tous les cUmats et de toutes les races; par la valeur de nos soldats et de nos marins, Thabilité de nos officiers de terre et de mer, l'esprit d'entreprise de nos armateurs et de nos matelots, les talents de nos hommes d'État au-dedans et de nos diplomates au dehors, nous avons soumis bien des nations , formé des alliances avec toutes, (ait reconnaître en tous lieux notre prééminence industrieUe , et c'est ainsi que la puis^nce combinée de notre influence morale, physique et politique a rendu l'univers notre tributaire, le forçant de jeter k nos pieds ses innombrables trésors. (Acclamations prolongées,) En ce moment, nos capitaux surabondent, nos vaisseaux ilottent sur toutes les eaux et n'attendent que le signai de cette nation , — que de voir se dérouler au vent le drapeziu de la liberté illimitée du commerce pour amener et verser sur nos rivages les produits de notre mère commune. Des millions d'êtres humains ne demandent qu'à échanger les fruits de leur jeune civilisation

ou t'AGITATIOIf ANGLAISE. 347

cxNilfe iea produits pias eoAleil, plas élaborés de noire oivtlî-seiion avaaeéei (NouveUeb aodamàïionsi) fct la puissance de la prodMlioQ esl incommeronnable ; sons aos pieds gisent d^âsondaUes conebs 4é minéiaiix divers ^ date es^ étroit voi«na|e, que des oiétau ploë précieux que I-or peoTent être eitraits, fOttdns et fiifOfuiés sur phiee fKiur rusais des hooiniés de tons les pays. Dans nos ?enes Tailées^ se précipitent de* rivièreë capaMode mouvoèr dii mille fois ait flililie OMchines y et rhomme règne sur

cette Ile , < cèiniM un diadème de gloire swr la créatioo. > Le)^mier^ quoiqa*entré le dernier dans la carrière de la citilisa-tiott^ moninant au mofede combien est yastesa oapadté et coËil-nen il doit k la libéralité de la nature; appréciant la valeur et la dèstiitation d4 toutes les puiasanoes qni Tenlottreot^ il à lin ml pour la benntét une inteUigenee pour la science, un bras pour le travail ^ un coenr pour la patrie ^ une ame pouif la religion. (Ap-plaodissementSk) L*air^ la terrë^ Tocéan loi soit finnilielrs dam tons leurs aspects^ leurs doingementg, leurs usages et leurs ap-plications^ Cbacun d'eux paie k ses investigations le tribut qu'H refuse h une apathique ignphince ; obàcon d*euK lui révèle ses secrets avec certitude^ quoique avec une lente réserire. Le voiËi debout, éternel objet d'éconnement et de terreur pour les peuples làcbes , okiet d*ttne mUo ému* lalMNa pour les nations dignes de la liberté* A la hauteur oâ il eel parvenu , s'élever encore ou tomber voilk sa seule alternative. Il ne peut s'arrêter et il dé-daigne de tomberr car la trempe de son esprit le soutient et k vi-gueur de son génie le pousse en avant. Telles sont quelques^nnes dea ciicmialMices que j'avais à l'esprit quand je vote disais q»i comine Anglais , nous sommes justifiés, de noua complaire dans des sentimentsd'orgœil national. Mats, bémS ! combien de causes ne vienneni-elles pae froisser oe& sentiments et les convertir

248 COBMN ET LA LIGUB,

eû une profonde humiliation ! Car pourrait*on jamais croim que cette Angleterre , si illimitée dans son empire, si riche de res-sources, A supérieure par ses armées et sa marine , si fière de «es alliances, si incomparable dans son génie pro* ductif , quels que soient Tabondance de ses capitaux, la surabondance de ses bras et de son habileté , orgueilleuse de sa littérature puisée aux

sources les plus pures , de sa moralité qui respire la bienveillance universelle, et de sa religion qui est divine, — que TAngleterre ne peut pas, ne veut pas nourrir ses propres enfants ; mais qu'elle les voit errer dans Toisivelé , s'accroupir dans rabattement, et languir et mourir d'inanition sous les murs de ses monuments, sur les marches de ses palais, sous les portiques et jusque dans le sanctuaire de ses temfdes I Quel est l'étranger, connaissant notre posK* tion géographique , retendue et les ressources de notre empire, le génie, l'habileté et l'énei^ie de nos concitoyens, qui pourrait jamais croire qu'ici où siège le gouvernement, dans ce pays , la grande usine du monde , le centre du commerce ; dans ce pays où s'entreposent tant de richesses , où s'élaborent tant d'idées et d'intelligence , il y a plus d'oisiveté, de misère, de privation, de souffrances physiques et morales , qu'on n'en pourrait trouver, 3i population égale , dans aucune autre contrée du monde ? et pourtant voilà où en est la puissante Angleterre. Peut-être les choses se sontelles un peu améliorées dans quelques comtés de la Grande- Bretagne, et, s'il en est ainsi, nous en remercions le Dieu toatpuissant , au nom des malheureux et des indigents. Mais même en ce moment, vous pouva rencontrer des multitudes d'hommes oisifs tout le jout , tandis que ceux qui s'occupent ne reçoivent que d'insuffisants salaires, et n'obtiennent, après une longue semaine de travail incessant, qu'une chétive pitance à peine suffisante au soutien de la

ou l'a€1TAT1oiN ANGLAISE, 249

Tk.. Oh! si TOUS cherchez, vous trouverez bien des intérieurs désolés, — où le feu s'est éteint au foyer, — où la coupe est vide, — où les couches ont été dépouillées et les couvertures vendues pour du pain, — où la mère a laissé sur la paille Tenfant s'endor-

mirau bruit de ses propres vagissements, — où le père de famille qui, s'il eût été libre, aurait pu et voulu être un artisan honnête, actif et satisfait, n'est qu'un vagabond affamé, sans ressources, sans courage et sans espoir; — triste famille, ou plutôt, quand elle est réunie dans sa sale nudité, triste juxtaposition de créatures dégradées, dont l'absence d'action de la misère a détruit les mutuelles sympathies. Ici, vous ne rencontrerez plus le sentiment de la dignité personnelle. Là, le murmure s'élève contre Dieu, comme la malédiction contre les gouvernants et les législateurs. Là, s'est éteinte toute vénération pour les lois sociales ou pour les divins commandements. Là, des projets de rapines se complotent sans remords. Ici, enfin, des créatures proscrites, se croyant abandonnées de Dieu et de l'homme, se regardent comme les victimes de la législation, ou sentant du moins qu'elle n'est pour elles ni une protection, ni un refuge; s'insurgent contre la société, puisque aussi bien le sort qui les attend ne saurait être pire que celui qu'elles endurent (Bruyantes acclamations.) Voilà ce qui se passe en Angleterre. — Je veux que vous compreniez bien que l'existence d'un tel état de chose révèle l'existence de quelque mauvaise loi, qui étouffe le commerce de ce pays, qui nous ferme les marchés du monde, en empêchant les produits des autres contrées de venir ici pour satisfaire à nos besoins. Une misère aussi profonde, une indigence aussi abjecte, une souffrance aussi incurable n'existe ailleurs nulle part. Quoi qu'aient pu faire dans d'autres pays le despotisme et la superstition, ils ne sont point parvenus, comme nos lois, à affa-

mer une population active et laborieuse, lui qui il reste au moins la faculté d'échanger ce qu'elle produit contre ce dont elle a besoin. (Acclamations bruyantes et prolongées) — j'ai beaucoup voyagé; j'ai vu Tignoraûce la plus profonde; la super-

stitution la plus sombre et la plus terrible ; le despotisme le plus illimité et le plus rigoureux ; la théocratie la plus orgueilleuse et la plus tyrannique ; mais une misère semblable à celle que je vois ici et qui nous entoure, je ne l'ai vue nulle part» (Applaudissements.)

Ici Torateur discute le principe et les effets des lois céréales, et arrivant à la question des sucres, il continue en ces termes :

Je viens de vous parler des lois céréales ; permettez-moi de vous entretenir de la loi des sucres. — Permettez-moi ne me soupçonnera, je pense, de désirer le maintien de l'esclavage. S'il se trouvait dans cette enceinte quelque personne disposée à diriger contre moi une telle accusation, il me suffirait de lui dire, en signalant l'histoire de mes actes de ma vie passée : — * Voilà ma réponse. (Acclamations.) — J'ai le regret de différer d'opinion avec d'anciens amis qui, dirigés par les plus nobles intentions, croient légalement devoir s'opposer au triomphe de la liberté commerciale dans la question des sucres. J'ai examiné la question mûrement, pendant de longues années ; je me suis efforcé d'arriver à une saine et juste conclusion, et je conclurai énergiquement, sans m'écarter du respect et de l'affection que je leur ai voués cette doctrine qu'il appartient au gouvernement de fermer au sucre produit par les esclaves l'accès de notre marché national. Nous sommes d'accord sur l'esclavage ; nous l'avons également en horreur ; nous croyons que réduire ou « retenir

les hommes dans l'esclavage, les forcer au travail, tout en leur payant le juste salaire qui leur est dû, ce « sont des crimes aux yeux de Dieu, et de horribles empiétements sur les droits et la liberté des hommes. Nous croyons aussi que c'est le devoir de tout homme éclairé et de tout chrétien d'élever la voix contre l'esclavage sous

toutes ses formes, et d'employer tous les moyens moraux et légitimes pour devancer le jour où cessera la servitude et avec elle le commerce de l'espèce humaine. (Écouter, écouter.) Il faut donc se demander, d'a-* bord y quels sont les droits du peuple de ce pays; ensuite, quels sont les moyens de saper l'esclavage qu'on peut considérer comme honnêtes et légitimes, c'est-à-dire qui, tout en ayant pour fin la justice due aux hommes des autres contrées, n'intervient pas cependant dans l'action de la liberté civile et dans les justes prérogatives de nos concitoyens. — J'admets la vérité de cette proposition : que les hommes ont droit à la liberté personnelle; qu'ils doivent demeurer en plein exercice de leur liberté, dans le choix de leurs métiers (*), de la nature et du lieu de leurs occupations , et du marché sur lequel ils jugent le propos d'apporter ou leur travail , ou les résultats de leur travail. —* Mais il est également clair à mon esprit que les hommes de ce pays et de tous les pays doivent être libres aussi , (je veux dire libres par rapport à l'intervention de la loi civile) de choisir, comme consommateurs, parmi tous les produits portés des diverses régions du globe sur le marché commun. (Broyantes acchonnations.) Je ne vois pas qu'ils puissent avec justice être empêchés d'acheter les produits du Brésil et de Cuba sur le fondement que ces produits sont le fruit de l'esclavage. Je ne vois pas qu'ils puissent avec justice être placés dans l'alternative

(') Employers.

• On doit acheter les produits des Antilles britanniques ou de se passer d'une chose qui leur est nécessaire.

J'admets que c'est un droit et un devoir de dénoncer l'esclavage , et de propager les saines idées parmi toutes les classes, relativement à la criminalité de ce système. C'est un droit et un de-

voir de mettre en lumière Tobligation pour chacun de retirer tout encouragement k ceux qui commettent le crime de retenir les hommes en servitude. Chaque fois qye par le raisonnement, la persuasion et la prière, nous amènerons un homme 3i agir volontairement en cette ma* tière, on pourra dire, dans ie langage de TÉoriture : c Tu as gagné ton frère I » C'est Ik un moyen légitime de détourner les hommes d*une pratique mauvaise et un pas fait dans la bonne voie, vers l'extinction d'un système que nous avons en égale exécution. Mais la prohibition législative, c'est de la violence et non du raisonnement; c'est de la force et non de la raison ; de la tyrannie et non de la persuasion. De tels actes sont la perversion et l'abus de la puissance l^slative. Il n'y a pas de garantie contre un tel exercice de l'autorité. C'est, de la part du Parlement, une usurpation sur la conscience des hommes dans un sujet où ils ont le droit déjuger par eux-mêmes et de se conduire comme des êtres mo* raux et responsables. Une loi telle que celle à laquelle je fais allusion et qui est en ce moment en pleine vigueur dans ce pays, ne peut être considérée comme émanée du peufrie ou comme un acte conformé à sa volonté ; car, s'il en était ainsi, la loi elle-même serait superflue, et le produit qu'elle prohibe, débarqué sur nos rivages et exposé en vente, ne trouverait pas d'acheteurs et serait délaissé comme flétri de la pdlutien morale qui y est attachée. — Même , en tant qu'imposée par des hommes parlementaires, cette loi prohibitive manque manifestement de sincérité; car ces mêmes hommes

ou l'agitation anglaise. 253

permettent que le sacre-esclave soit débarqué et raffiné dans ce pays, — ils en encouragent Teiportation sur des bâtiments anglais; ils sanctionnent le commerce qu'en font nos négociants

avec les nations étrangères* — Ils savent bien qu'il est consommé au-dehors, à l'état raffiné^ et malgré cette coûteuse préparation, k un prix moins élevé que le sucre brut dans notre ile. Us encouragent ce commerce, jusqu'à ce qu'il approche de cette limite où il affecterait leur propre monopole, et alors seulement ils le prohibent sous le prétexte qu'il porte la tache de la servitude^.* Malheureusement pour la sincérité de ces hommes, ils sont les mêmes qui, dans les temps passés, mirent tant d'éloquence au service de la cause de l'esclavage. (Écoutez , écoutez). J'ouvre le livre bleu ; il mentionne le nom de ceux qui ont reçu indemnité sur le fonds de vingt millions voté pour opérer l'émancipation,, et je trouve qu'ils étaient les principaux co*partageants de ce qu'ils appellent maintenant le prix dç l'injustice. Je scrute leurs votes au Parlement et je les vois résistant opiniâtrement, d'année en année, à toute tentative pour adoucir les horreurs de l'esclavage des nègres, jusques-lk qu'ils repoussaient l'abolition de cette coutume barbare, la flagellation des femmes. (Écoutez). Je rencontre les mêmes honmies imposant des droits monstrueux sur le sucre de l'Inde, quoique produit par un travail libre ; je les rencontre encore prodiguant annuellement des millions sous la forme de draw^ backij de primes, de protection, aux planteurs des Antilles, possesseurs d'esclaves. — Eh quoi ! ils étaient alors produc^ teurs de sucre comme ils le sont aujourd'hui; ils étaient, comme ils le sont encore, producteurs de céréales. Montrezleur un article qu'ils ne produisent pas, et ils en permettront volontiers rimportation et la consommation, fût-il saturé des larmes et du sang des malheureux esclaves (Acclamations);

4>nt gagné par le travail de la semaine on ebétif salaire, leur défendent-ils d'en employer une partie, le samedi soir, à rachat d'an peu de sucre à bon marché? Pourquoi ? parce qa*ils ne sont

pas producteurs de coton, tandis qu'ils sont producteurs de sucre ; il n'y a pas d'autre raison. Voici trente années que nous affirmons, que nous essayons de prouver que le travail libre revient moins cher que le travail des esclaves; que les mettre loyalement aux prises c'est le moyen le plus pacifique et le plus efficace de détruire l'esclavage. C'est pour propager cette vérité que nous avons distribué à profusion les écrits de Fearon , de Hodgson , de Cropper , de Jérémie, de Conder, de Dickson et de bien d'autres. Donnerons-nous maintenant un démenti pratique à nos affirmations antérieures en invoquant la prohibition,, funeste même au travail libre, et l'intervention arbitraire de la loi dans le domaine de la raison individuelle et de la libre action de l'homme?— J'ai lu avec plaisir une déclaration solennelle et officielle émanée des chefs des abolitionistes, par laquelle il s'exprime que dans leur conviction il est funeste et dispendieux, dangereux et criminel, de faire intervenir les armes dans la cause de l'abolition. Je partage cette conviction (^). L'arithmétique et l'histoire prouveront la première partie de cette proposition; le sens commun et le christianisme se chargent de la seconde. Mais l'analogie n'est-elle pas parfaite entre l'intervention armée et des actes du Parlement, qui seraient vains et de nul effet s'ils ne puisaient leur force dans les peines , les châtimens, le blocus de nos côtes et les armées permanentes? -Qu'est-ce qui communique quelque puissance à cette loi na-

(^) Ceci prouve, pour le dire en passant, que le droit de vieillesse n'était pas, de l'autre côté du détroit, aussi populaire qu'on le suppose en France , puisqu'il était repoussé par deux puissantes associations : les abolitionistes et les [travailleurs].

torellement opposée aux droits et aux sentimens du peuple?

N'est-ce point une irrésistible force qui a fait que le gouvernement n'a pu...

Quelles seraient les suites de la désobéissance? Nous savons

tous que peu de personnes respectent une loi qui force le peuple à assister au réembarquement du sucre du Brésil,

raffiné ici, pour être vendu ailleurs à 10 d., tandis que lui-même ne peut obtenir de sucre brut qu'à 8 d. Mais chacun craint d'enfreindre la loi à cause des conséquences terribles attachées à cette infraction. Aussi, ce n'est point aux vues et aux idées des monopoleurs que Ton croit; mais c'est le douanier la cour de Téchiquier, l'amende et le cachot que l'on craint. (Approbation). Est-ce ainsi qu'il convient de rendre les hommes abolitionnistes? Est-ce ainsi qu'il faut rendre l'esclave à la liberté? Toutes nos anciennes maximes d'économie politique sont-elles changées? N'est-il pas possible d'atteindre l'objet que nous avons en vue par l'action combinée du travail libre au-dehors, et d'un loyal appel à la conscience des hommes au-dedans? — Je comprends, qu'autant pour se

montrer conséquent avec leurs principes que pour décourager l'esclavage, les hommes s'abstiennent de l'usage des produits du travail des noirs; mais je dénie formellement à la législature (alors surtout qu'elle ne s'appuie pas sur la voix du peuple) le droit de forcer qui que ce soit à une semblable privation. C'est à nos yeux, je l'avoue, une choquante incohérence de prétendre maintenir un principe par la violation d'un autre principe; — de défendre dans un sens les droits des hommes et de les usurper et de les détruire dans un autre sens. (Écoutez). Combien il serait plus noble de dire: Nos ports sont ouverts; — ouverts

aux produits de tous les continents afin que notre peuple se procure toutes choses au meilleur marché possible. Nous n'intervenons dans la conscience de personne. Nous ne forçons qui que ce soit à acheter ceci,

358 Goffe > EN ILT LA LIGUE y

à 6*àhBteinr de cela. Aui natimis qui eoDsenrenl des esclaves aousdisofis'.noiisiie nous battons pasavec TOUS, earse sanU fiiire le flftal pour que le bien se fasse; nous n'imposerons pafe des droits pr^ibitifs, car oe serait violer le principe de la liberté des échanges, et employer à Tégard de nos citoyens des mesures coercitives. Hais nous ne cesserons jamais de vouer votre système d'esclavage à la censure et k Texécration universelles ; de faire retentir nos protestations comme individus, commeassocia-tiôtis, comme peuple.[(Applaudissements)}. Nous encouragerons dans tous les recoins du globe le travail libre, votre rivaLNous tendrons enfin, comme gouvernement, justice et liberté h nos magnifiques possessions. Au lieud^arrêtet le développement de Tindustrie indigène dans Tlnde, notfs Tencooragerons par de nobles récompenses. Nous accueillerons le sucre, le riz, le coton, le tabac des contrées où îes soupirs de l'esclave ne se mêlent pas an murmure des tents, mais où la joyeuse voix du travailleur volontaire retentit sur des champs aimés, autour de 'foyers indépendants et heureux. — Vendez comme vous pourrez vos sucres et vos cafés. En attendant, nous travaillerons la conscience des hommes jusqu'à ce qu'ils rquettent volontairement tout ce qui porte la tache de Pesclavage. (Applaudissements). Oui, et nous attaquerons aussi vos consdiétiques.Noscanons sont eoeloués €^ livrés \k la rouille; mais nous aurons recours aux armes inorales, et nous porterons des coups qui, s'ils ne brisent pas les membres

et ne réparent pas le sang, pénètrent néanmoins jusqu'au cœur des hommes, les forcent à céder à la voix de la justice, et leur enseignent que l'honnêteté est la meilleure politique. (Écoutez, écoutez, et applaudissements). Nous ne tolérerons pas dans cette contradiction de Mftmer chez vous la spoliation des facultés humaines pendant que nous tolérons chez nous la spoliation du produit de ces fa-

ou l'agitation anglaise. 259

cultes; nous n'aurons donc point de lois résistibles. Nous avons foi dans les principes universels d'une saine et honnête économie sociale. Nous avons foi dans la puissance de l'exemple qui n'affaiblissent pas la restriction et la contrainte. Nous avons foi dans la fécondité de ces régions où l'esclavage n'a pas porté sa rouille et ses malédictions. Nous avons foi dans cette doctrine qu'un but honnête n'a pas besoin de la coopération de moyens dérivés. Nous nourrissons d'autres espérances, et tant que nous pourrions aux besoins et veillerons sur les droits de nos laborieux enfants, tant que nous donnerons un grand exemple au monde en renversant les barrières qui envahissent cette maison de servitude, en ouvrant nos ports aux produits de tous les climats, afin que ceux qui ont faim soient rassasiés, et que ceux qui sont oisifs soient occupés; tant que nous préférons le fruit du travail libre au produit du travail servile, nous espérons que Dieu répandra sur nous ses bénédictions, et nous choisira entre tous les peuples pour arracher les nations aux voies tortueuses et mauvaises, et les replacer dans le droit sentier de la justice et de la liberté. (Applaudissement). Que si nos adversaires nous menacent des conséquences de la liberté commerciale, nous acceptons ces conséquences, car nous avons foi en

nos principes; nous avons fin dans la parole iê Dieu ; nous avons foi dans là réciprocité des intérêts !»«• mains ; nous croyons qⁱe le système k {dus simj^rfe, le plus équitable, le plus juste est aassi celui q^ti repaiera le ptas de bienlaits sur les habitants^de ce pays. (Ai^ ^bmationa). Wm^ gnons donc de nous toute impression de doute ou de décoa-> uagement li regard de l'issue denotreeatreptise. Un progⁱ*ès rapide et sans précédent a été Ait. Des difficultés énormes ont été vaincues et tout nous présage un prochain triomphe. Des siècles d'obscurité et d'ignorance, d'erreurs «t de mé*

priaeâfquanlaaxeSéU des lois prolectrices, se soDiécoalés. Notre pernicieux exemple , il est vrai , a entraîné les autres peuples, par de fausses inductions, h adopter nos suicides (< } théories. Tout le mécanisme des luttes de parti, tout le poids de rinfluence gouTernementale ont été engagés en faveur de la cause du monopole. — Mais enGn le jour se fait Des vérités cadiées pendant des siècles ont été mises en lumières. Le monde, dans ses belles et inGnies variétés de sols, de climats, de productions et d'intérêts, a été observé k la lumière du sens commun, et sous Timpression du désir sincère et respectueux de discerner la volonté de Dieu, révélée par les œuvres de ses mains et par les dispensations de sa providence. On a constaté une conscdante harmonie entre les maximes les plus profondes de Téconomie sociale, et les plus nobles desseins de la philanthropie et d'une religion d'amour et de paix. Ce n'est pas tout. Des hommes ont appa gu'oto peut avec justice signaler comme les apôtres de la liberté commerciale. (Écoutez, écoutez). Ils ont relevé des vérités découvertes dans le silence du cabinet par le philosoptie, ou déduites par Thommé du monde de Tobserverie éclairée de la situation, des circonstances spéciales et de la dépendance mutuelle

des hommes et des nations, et ils ont parcouru le pays dans tous les sens proclamant et vulgarisant ces grandes vérités. Leur voix vivante a frappé Toreille de millions de nos concitoyens. La chaire, la bourse, la place publique, le salon du riche, le parloir du fermier, le boudoir, et jusqu'aux chemins et aux sentiers de l'Empire, tout est devenu le

(*) On a fait ded adjectifs des mots homicides, régicides, libertides. On peut dire une théorie homicide. Pourquoi ne ferait-on pas aussi un adjectif du mot tueide. — Qu*on me permette donc encore oe néolo> gisme sans lequel il n'est pas possible de traduire ces mots : êiif-dMruciing.

ou l'a(itation anglaise. 3Qf

thé&lre de cette discuwioa animée et in^ructife. AticaM portion de la population n'a été oubliée, oa méprisée, ou né* gligée. L*almanach du free-trader est suspendu au mur de la chaumière; le pamphlet du free^irader se trouve sur la table du plus humble citoyen, el celui même qui ne sait pas. lire a été instruit par des peintures éloquentes. Chacun a pu étudier et comprendre la philosophie do travail, de rechange, des salaires, de Toffre et de la demande. La lumière a péné^ tré là où elle était le plus nécessaire, — dans le Sénat. Un économiste s^est rencontré qui a revêtu la vérité du latigage le plus convaincant, qui a su disposer son argumentation dans un degré de simplicité et de clarté qui n'avait jamais été égalé, qui a fait dominer les principes sur le tumulte des luttes parlementaires. Son éloquence et sa modération ont arraché l'admiration de ses adversaires et on les aurait vu accourir sous son drapeau s'ils n'eussent été retenus par les liens des hypothèques et par la soif indomptable des rentes élevées. Cet homme a demandé audience aux monopoleurs, et il les a forcé

d'entendre sa voix retentir sous les voûtes de leurs orgueilleux palais; ils ont été muets pendant qu'il parlait, et ils sont restés muets quand il cessait de parler; car, ô ! triste alternative! ils ne savaient point répondre et ils ne voulaient pas céder. (Bruyantes acclamations). Ayez donc bon courage. Fuyez les pièges, les manœuvres et les expédients de l'esprit de parti. Laissez aux principes leur propre poids et leur légitime influence* Quand le jour de l'épreuve sera venu, soyez justes et ne craignez rien. — Le devoir est à nous ; les conséquences appartiennent à Dieu. Celui qui suit les inspirations de sa conscience, les lois de la nature et les commandements du Ciel, peut en toute sécurité abandonner le reste. Au lit de mort, son esprit revenant sur ses actions passées, prononcera ce verdict contre soi-même :

« Tu as vu ton déshonneur et la Tas remplie — (ApptadnMBieitft pfoloDgë^.

Séance du 18 mai 1844.

Le fauteuil est occupé par un membre de l'aristocratie, lord Kinnauld, un des plus grands propriétaires et des plus savants agronomes de la Grande-Bretagne. Cette circonstance répand un nouvel intérêt sur cette séance*. Je n'ai pourtant pas cru devoir traduire le discours du noble lord, tant parce que l'espace et le temps me font défaut qu'à cause du caractère agricole et pratique de ce discours, qui, quoique très adapté au but de la Ligue, n'offrait que peu d'intérêt au public français.

M. RiccuLRBO. L'orateur se livre à quelques réflexions générales et continue ainsi : Je viens ici sous l'impression d'un dégoût et n'espérant plus rien de cette antre enceinte où je me suis efforcé de soutenir votre cause* le viens ici pour en appeler de

Toppressear k Topprimé, — de ceux qui font la loi k cem qai sont victimes de la ki (Bruyante approbation.) €e n'est pas qu'en quelques eceasions^ je n'aie entendu développer au Partement d'excellentes doctrines ^<momique& l'y ai entendu furofesser les plus saines doctrines k propos de Kègèê (rires), et je ne sois d'abord étonné de l'onanime accueil qu'elles y ont reçu. (Écoutez , écoutez^) Mais en regardant autour de moi, j'ai vu qu'il n'y avait pas de fabrir eants de bouchons dans la Chambre^ (Nouveaux rires.) J*ai vu encofe étaler d'excellents principes au sujet de pai-lu {reêêêe* mais il n'y a pas d'ouvriers empailleurs derrière les

OD L AGITATION AXGLAISE. Wi

baac8 ^e la Irésorerie^ (oa rît plus fort,) et eefte uml mAim, j^ été surpris de voir oomie a été bies reçu le degne de la UtMrtéà propos de laifliM de CeryBtiie.SeiieiBeiit, jemesnis pris peaaar que^ dais teus mes voyagea es ciMniii de fer dana le pa]fs , je a'ai jamais tra?^ié ane photatioa de cette espèce. De tout cela je eeoe-lue que vouapauves ea user sans 6(O11 avec les pauvres booehooniers^ empaiUeura, el ras* vener lovte ta mehée des petits aao-nepoles; meia âtea un brin de paille à la roebe des gnoida monopolea, et vous seras assaWi par une nnée de fréisM (brujanta ap-plaHdissemeBia)^ qui vous feraient un mauvais parti si leur aiguillon répen dait a leur bourdonnement (Rîtes et aeieaatttions.) 11 it'est pas hors de propos de dire comment nous avona été traités dans cette ehambre. Je me souviens qne les seuls arguments qu'on opposa à M. Yilliers, la première foie qu'il porta kquea» tien au Parlement, ce fut des murmures et des rieaaements. Mais quand Topiniott publique a été éveIUée dans le pays, ils ont jugé prudent de rompre le silenee, et deseendant de leur dédaigneuse position , ils se sont mis k parler de drmi\$ offi" fjuîê. Plus tard , et

k mesure que le public a pris la question aveci^us de ebaleuri ils ont commencé k aj^menter. Battus sur tous les points, chassésde position en position, incapables de rester d^ut, les voUk maintenant qui reviennent sur leurs pas et ne savent plus qu'invoquer les ifM\$ açqurn. Notre noble Président a déjà fort bien dévoilé la aatnre de ces droits acquis. Excusez-moi si je m'sirrte un moment à expliquer en quoi ils conûstent. Â ma mfuiière de voir, posséder un droit acquis, c'est avoir déroM quelque chose k quelqu'un. (Rires). C'est avoir volé I9 propriété d'antrui et prétendre qu'on y a droit parce qu'on l'a volée, depuis Umf' temfê. (Acclamations.) — n en est beaucoup d'entre vous qui ont été eu France, et ils savent qu'on n'y connaU pas

364 COUÛEN ET LA LIGUE ,

cette classe d'hommes que nous appelons houeuré. (Riretf.) On est dans Tosage de déposer les cendres et les balayures devant les maisons. Certains industriels, qu^on nomme chiffonnière j viennent remuer cette ordure pour y ramasser les chiffons et autres objets de quelque valeur, et se procurent ainsi une chétive subrâtance. A Tépoque du choléra, le gou« vemement français pensa que ces tas d'immondices contribuaient k étendre le fléau et ordonna leur enlèvement ; mais en cela il touchait aux droOi acqui» des chiffonniers. Ceux-ci se soulevèrent; ils avaient des droits acquis sur les immondices, si bien que Tadministration, craignant une émeute, ne put prendre des mesures de salubrité et ne les a pas prises encore. (Rires.) La même chose est arrivée à Madrid. Il est d'usage dans cette capitale d'approvisionner les maisons d'eau apportée d'une distance considérable. Il fut question de construire un aqueduc ; mais les porteurs d'eau trouvèrent que c'était toucher à leurs droiu acquis. Ils avaient un

droit acquis sur l'eau et nul ne pouvait s'en procurer qu'en la leur achetant à haut prix. Eh bien ! quelque absurdes et ridicules que paraissent ces exemples de droits acquis, je dis qu'il s'en faut de beaucoup qu'ils soient aussi absurdes, aussi déshonnêtes, aussi funestes que les droits acquis qu'invoque l'aristocratie de ce pays. (Approbation.) Quelle fut l'origine de ces prétendus droits ? Une guerre longue et terrible , et le prix élevé auquel elle porta les aliments ne fut pas le moins désastreux de ses effets. Elle fut un fléau pour le pays, mais un bienfait pour les propriétaires terriens. Aussi, quand elle fut terminée, au prix des plus grands sacrifices, ils vinrent à la Chambre des communes, et s'appuyant sur ces mêmes bayonnettes qui avaient combattu l'ennemi, ils firent passer une loi qui avait pour but de maintenir la disette artificielle des aliments et de dépouiller le pays du plus grand

ou L'ACTIVITÉ ANGLAISE. 265

bienfaits que la paix puisse conférer. (Approbation.) Us ont, eux aussi, des droits acquis à la disette. Mais le pays a des droits acquis à l'abondance , droits fondés sur une loi antérieure à celles qui émanent du Parlement, car les produits sont répandus dans le monde, non pour l'avantage exclusif des lieux où ils naissent, mais afin que tous les hommes, par des échanges réciproques, puisent à la masse commune une juste part des bienfaits qu'il a plu à la Providence de répandre sur l'humanité. (Acclamations.) Quand nous voyons ces choses, quand nous ne pouvons nous empêcher de les voir, quand il n'est pas un négociant, un manufacturier, un fermier, un propriétaire, un ouvrier à qui elles ne sautent aux yeux, ne faut-il pas s'étonner, je le demande, de voir tout un peuple demeurer dans l'indifférence à l'aspect de ses droits foulés aux pieds , à l'aspect de milliers de créatures hu-

maines poussées par la faim dans les maisons de travail? Ne devons-nous pas être frappés de surprise, quand nous entendons un membre du parti protectionniste dire (et pour tout l'univers je ne voudrais pas qu'on eût k me reprocher ces insolentes paroles) que pour ceux qui n'ont pas de pain , il y a de l'avoine et des pommes de terre; lorsque, pour toute réponse , un ministre d'État vient nous affirmer que plusieurs millions de quarts de blé pourrissent en ce moment dans les greniers de l'Amérique et qu'il considérerait leur introduction dans ce pays comme une calamité publique ? (Applaudissements.) Quoi ! les citoyens des États-Unis , les habitants de l'Ukraine et de Pnltavira voient leur blé se pourrir et on vient nous dire que l'échange de ce blé dont nous manquons contre des marchandises dont ils ont besoin serait une calamité universelle ! Hais quand ils proclament ouvertement de telles doctrines , en ont-ils bien pesé toutes les conséquences? Ne s'aperçoivent-ils pas que pendant qu'ils croient,

266 GOBoEN ET LA LIGUE ^

par des lois de fer, environner leurs propriétés d'un mur impénétrable, il est fort possible qu'ils ne fassent que susciter des amers k la {wqiriété elle-même? Qu'ils se rapp^ent les paroles qui ont été prononcées, non par un l^emr, non dans cette enceinte, mais par un sénateur du pouvoir : c'est Is penple de ce pays reconnaît le droit de propriété. Mais à quelqu'un fient nous dire 4|u'il ; a dans sa propriété quelque attribut par* tîcuHer qui Tautorise k envahir la nôtre que nous avons acquise par le travail de nos mains , il est possible que nous nous prenions à penser qu'il y a dans cette nature 4e propriété quelque anomalie , quelque injustice que nous devons quelquefois nous efforcer de détruire. > (Appn^tkwO Ce sont les sujets sur lesquels je

n'aime pas k m'appesantir. Il n*a fellu rien moins pour m'y déci-
 der que le souvenir du traitement qu'on nous £aiit éprouver.
 (Écoutez.) Je ne vous retiendrai pas plus longtemps; mais avant
 de m'asseoir, je réclamerai votre assistance , car vous pouvez et
 vous pouvea seub nous assister. Nous présentons le don, mais
 vousétesiemar^ tenu qui Tenfonee.
 (Bruyantaapplaudissementa.) Vosaneêtres vous ont \égaé la li-
 berté civile et religieuse. Ils la conquiieiiti la pointe de Tépée, au
 péril de leur vie et de leur fortune. Je ne vous demande pas de
 tebsaerifices; mais n'oubliez pasque vous devez aussi un héritage
 à vos enbnts^t c'est la Ub^rU <?omin«reta/tf.(Tonnerred'ap-
 plaudissements.)Si vous Tobtenez, vous ne regretterez pas vos ef-
 forts et vos saçriâce8.1Uippelezvous que vos noms seront inscrits
 dans les années de la pa<> trie, et en les voyant, vos enfiints et
 les enfonds de vo^ enfants diront avec orgueil : Voilà ceux qui ont
 affranchi le commerce de l'Angleterre. (L'honorable membre
 repr^d sa place au bruit d'applaudissements prolongés.)

M. SoifMERs, fermier du comté de Somerset, succède

ou l'agitation anglaise. 207

à M» Riceardo, et traite la question au poiat de voe de Fintérêt
 agriede.

La parole est ensuite à M. Cobden« A peine le pré* sident a
 prononcé ce nom, que les applaudissements éclatent dans' toute
 la' salle et empêchent pendant longtemps l'honorable orateur de
 se faire entendre. Le calme étant enGn rétabli, M. CoBDerv
 s^exprime en ces termes :

Que vous dirai-jeQr la question générale de h liberté

' du commerce , Messieurs , puisque vous êtes tous d'accord à ce sujet? le ne puis que me borner a yoos féliciter de ce que, pendant cette semaine, notre cause n'a pas laissé que de faire quelques progrès en haut lieu. Nous afons eu la présentation da budget, — je ne pais pas dire qae ce soit un budget ftrwHrader, car lorsque nous autres, ligueurs, arriverons au pouToir, nous en préseoterens un beancoup meil-* leur. (Rires, écoutez, écoutez). Mais enfin, il a été &it quelques petites choses lundi soir à la Chambre des communes^ et tout ce qui a été fait, a été dans le .sens de k liberté du commerce. Que faisaient pendant ce t^np-s-là le duc de Richraond et les proleetiomstes ? Réunis dans le parlw de sa Grâce, ils ont, k ce que je crois, déclaré que le premier ministre était allé si loin, qu'il ne loi sera pas permis de passer outre. Mais il est évidrat pour moi que le premier ministre ne s^inquiète guère de leur ardeur chevaleresque, et qu'il compte phis sur nous qu'il ne les redoute. (Écoutez). — Il y a une mesure prise par le gouvernement, et qui est excellente en ce qu'elle est totaU et ifmnédiaU {*)»le veux

{ } On a vu ailleurs que c'est la formule employée par la Ligué dans ses réclamations.

parler de rabolitiofl do droit protectear sur la laiaie. — Il j a vingt-cinq ans qa*il y eut une levée ea masse de tous les Knatchbulls , Backiogbams et Richmonds de l'époque, qui disaient : c Nous exigeons un droit de 6 d. par livre sur la laine étrangère, afin de proléger nos prodoits. » Leur volonté fut faite. A cinq ans de là, M. Huskisson déclara que, selon les avis qu'il recevait des manufactures de Leeds, si ce droit n'était pas profondément altéré et presque aboli, toutes les fabriques de drap étaient perdues, et que, dès-lors, les fermiers anglais verraient se fermer pour

leurs laines le marché intérieur. A force d'habileté et d'éloquence, M. Huskisson réduisit alors ce droit de 6 k 1 denier, et c'est ce dernier denier dont nous nous sommes débarrassés la semaine dernière.— Lorsqu'il fut proposé de toucher à ce droit, les agriculteurs (j'entends les Knatchbulls et les Buckinghams d'alors), exposèrent que, s'il était aboli, il n'y aurait plus de bergers ni de moutons dans le pays. Â les entendre, les bergers seraient contraints de se réfugier dans les workhouses, et quant aux pauvres moutons, on aurait dit qu'ils portaient sur leurs dos toute la richesse et la prospérité du pays. Enfin, il ne resterait plus qu'à pendre les chiens. — Les voilà forcés maintenant d'exercer l'industrie pastorale sans protection.. Pourquoi ne pratiqueraient-ils pas la culture et la vente du blé sur le même principe ? Si l'abolition du droit sur le blé est déraisonnable, pourquoi le gouvernement opère-t-il l'abolition du droit sur la laine? Ainsi, chaque pas que font nos adversaires, nous fournit un sujet d'espérance et de solides arguments. Voyez pour le café! nous n'en avons pas entièrement fini^ mais à moitié fini avec cette denrée. Le droit était primitivement et est encore de 4 d. sur le café colonial et de 8 d. sur le café étranger. Cela conférait justement une prime de 4 d.

ou l'agitation anglaise. 269

par livre aux monopoleurs , puisqu'ils pouvaient vendre k 4 d. plus cher qu'ils n'auraient fait sans ce droit Sir Robert Peel a réduit la taxe sur le café étranger, sans toucher k celle du café colonial, ne laissant plus k celui-ci qu'une prime de 2 deniers par livre. Je ne puis donc pas dire : ^m ^t fait, mais e'eû à moitié fait. Nous obtiendrons l'autre moitié en temps et lieu. (Très bien). Vient ensuite le sucre. Mesdames, vous ne pouvez faire le

café sans sucre, et toute la douceur de vos sourires ne parviendrait pas à le sucrer. (Rires). Mais nous nous trouvons dans quelque embarras à ce sujet, car il est survenu au gouvernement de ce pays des icrupulei de comeience. Il ne peut admettre le sucre étranger, parce qu'il porte la tache de Veelaisage. Gentlemen, je vais divulguer un secret d'État. Il existe sur ce sujet une correspondance secrète entre les gouvernements anglais et brésilien. Vous savez que les hommes d'État écrivent quelquefois à leurs agents au-dehors des lettres et des instructions confidentielles qui ne sont publiées qu'au bout de ^eeni an\$^ quand elles n'ont plus qu'un intérêt de curiosité. Je vais vous en communiquer une de notre gouvernement à son ambassadeur au Brésil, qui ne devait être publiée que dans cent ans. Vous n'ignorez pas que c'est sur la question des sucres que le cabinet actuel évinça l'administration antérieure. Lord Sandon, lorsqu'il s'opposa, par un amendement, à l'introduction du sucre étranger proposé par le ministère whig, se fonda sur ce qu'il serait impie de consommer du sucreesclave. Mais il ne dit pas un mot du café» La lettre dont je vais vous donner connaissance vous expliquera le reste : € Infermez le gouvernement brésilien que nous avons des engagements relativement au sucre, et qu'en présentant le budget, nous nous Terrons forcés de dire au peuple d'Angleterre, très crédule de sa nature et disposé à accueillir tout ce

870 COBDFIN ET LA UGUE^

qu*ii noQspIaira de bien dire de dessus des sièges de laChacÉ-dure des commiiaes, qu'il sendra criânel d'encottrager Tesclavage et la traite par l'admission du sucre du Brésil. — Mais afin de prouver au gouvernement brésiliUe que nous n'avtms aucune intention de lui nuire, nous aurons soen de faire précéder nos ré-

serves k Tégard du sucre de la dédaratioD que nous admettons le
 caifé brésilien sous la réduction de 2 d. par livre du droit actuel.
 — EX comme quatre esdaves sur cinq sont employés au Brénl sur
 les plantations de café, et <piecet article forme les trois cin-
 quièmes de toutes les exportations de ce pays (toutes choses que
 le peuple d'Angleterre ignore profondément), le gouvernement
 auprès duquel vous êtes accrédité demeurera convaincu que nous
 ne voulons aucun mal 11 ses plantations , que Tesdavage et la
 traita ne nous préoccupent guère, mais que nous sommes
 contraints d'esclnre leur sucre par les exigences de notre parti et
 de notre position^particnlière. Mais fidtes-lui bien comprendre
 en même temps avec quelle adresse nous avens désaifoonné les
 whigs par cette maH€mvro. » (Rires et a|>plaudiflseBients.)
 Telle est la teneur de la dépédie du oalnBet actuel à son envoyé
 extraordinaire et ministre plâ^ipotentiaire au Bréâl, dépêche
 quiserà publiée dans cent ans d'id. Il n'«st pas douteux que beau-
 coup de gens se smit laissés prendre à «t étalage d'intérêt affecté
 au suj^ de l'esclavage; bons ^ h<Minètes philanthropes, si tant
 estquece ne soit pas trop s'avancer ipie de décerner ceHitre k des
 horatmes qui se complaisent dans la pure satisfaction d'une
 consciaice aveugle, car la bienveilr lance du vrai philflnttirope
 doit bien être guidée par quelque chose qui ressemble k la raison.
 11 y a une classe d'individus qui se sont acquis de nos jours une
 certaine renommée, qui veulent absolument nous assujétir, n<m
 aux iaspiraticms d'une charité éclairée, mais au contrôle d'un
 pur fanatisme.

OV L'A«ITAtION ANGLAISE. 271

Ces hommes; sons le préieiled'étfe les avocats def«MMDit»

péCitkmnéiK lé goQveniemiit pour qa'il ialerdise m poiple

de ce pays Tmage do sacre, ^ moins qa*il ne soit proo^ que ce sacre est par 4e la iaehe de reulmoag^ comme ils Tap-^ peHeat. Y a-t-il ifoelqoe chose dans r^Nrdre fl^ra!, analof^e îi ce qai se pisse dans Tordre pbysiqQe, d'où i*oa pusse iih* férer qoë certains objets sont €tmiueîewr\$, d'autres smh-ecné^etmitrs dlmmoralité? (Rires). Que le café, par exemple, n'est pas cmiueîewrât FimmoraUtéde Tesclavage; mais que le «were est très tcnducUwr , et qa*ea conséquence ii n'en dut pas manger? JTai rencontré de ces philanthropes sails logique, et ils m'ont personnellement appelé à répondre k lenrs olqections contre lemera-eMfov^. Je me rappelle, entr'autres circon^nces, ayoir discuté la question avec lœ très bienveillant gentleman , enveloppé d'une belle cravate de mousseline bhmdie. (Rires)^ c N'ajoutez pas un mot, lui dis» je, avant d'avoir arraché celle cravate de votre cou. » (Éclats de rires). H mē répondit que cela n'était pas pratiquaUe. ((Ni ! oh !) c JMnsiste, lui Tépondis-je, cela est praticable, car je Connais un gentleman qui se refuse des bas de colon, même en été (rires), et qui ne porterait pas des habits cousus «vec do fil de coton s'il le savait. > (Nouveaux rires). Je puis vous

assurer que \t connais un philanthrope qui s'est imposé ce sacrifice.-^ € Hais, ajoutai-^ sMI ti'est pas praticable pour « vous, qui êtes lîi devant moi avec du produit eschve autour « de votre cou, de vous passer de tels produits, cela esi>-il < praticable pour tout le peuple d'Angleterre? Gela est-il c praticable pour nous eomme nation ? (Applaudissementii). c Tous pottvez bitt, «&cela vous plaît, défendre paor une loi € fintroducton du sucreHcsclave en Angleterre. Mais atteins c drez^voos par là votre but ? Tous recevez daus ce pays du c sucre-libre; cela fait un vide en Hollande on ailleurs qui

c sera comblé avec du tuere-^eêclaven » (ÀplaudissemenU.) Avant qoe des hommes aient le dfott de prêcher de telles doctrines et d'appeler à leur aide la force du gouvernement, qu4is donnent, parleur propre abnégation, la preuve de leur sincérité. (Ecoutez, écoutez). Quel droit ont les Anglais, qui sont les plus grands coqsommateurs de coton du monde, d*aller au Brésil sur des navires chargés de cette marchandise, et là, levant les yeux au ciel , versant sur le sort des esclave des larmes de crocodile, dire : Nous voici avec nos chargements de cotons; mais nous éprouvons des scrupules de conscience, des spasmes religieux, et nous ne pouvons recevoir votre sucre-esclave en retour de notre coton-esclave. (Bruyants applaudissements). Il y a là à la fois inconséquence et hypocrisie. Croyez-moi, d'habiles fripons se servent du fanatisme pour imposer au peuple d'Angleterre un lourd fardeau. (Écoutez, écoutez). Ce n'est pas autre chose. Des hommes rusés

et égoïstes ex{rloient sa crédulité et abusent de ce que sa bienveillance n'est pas raisonnée. Nous devons en finir avec cette dictature que la raison ne guide pas. (Applaudissements). Oseront-ils dire que je suis l'avocat de l'esclavage, parce que je soutiens la liberté du commerce? Non, je proclame ici, comme je le ferai partout, que deux principes également bons, justes et vrais, ne peuvent jamais se contrarier l'un l'autre. Si vous me démontrez que la liberté du commerce est calculée pour favoriser, propager et perpétuer l'esclavage, alors je m'arrêterai sans le doute et l'hésitation, j'examinerai laquelle des deux, de la liberté personnelle ou de la liberté des échanges, est la plus conforme aux principes de la justice et de la vérité; et comme il ne peut y avoir de doute que la possession d'êtres humains comme choses et marchandises ne soit contraire aux premiers principes du christianisme, j'en conclurai que l'esclavage est la souve-

ou l'agitation anglaise. 273

raîne , et je serai préparé à abandonner la cause de ta liberté commerciale elle-même. (Applaudissements enthousiastes). Mais j'ai toujours été d'opinion avec les grands écrivains qui ont traité ce sujet, avec les Smith, les Burke, les Francklin, les Hume, — les plus grands penseurs du siècle, — que le travail esclave est plus coûteux[que le travail libre, et que s'ils étaient livrés à la libre concurrence, celui-ci surmonterait celui-là.

L'orateur développe cette proposition. Il démontre par plusieurs citations 'd'enquêtes et de délibérations émanées de la société contre l'esclavage {anti-slavery society) , que cette grande association a toujours considéré la libre concurrence comme le moyen le plus efficace de détruire l'esclavage, en abaissant assez le prix des produits pour le rendre onéreux.

Et maintenant, continue-t-il, j'adjure les abolitionistes de faire ce que font les free-traders d'avoir foi dans leurs propres principes (applaudissements), de se confier, à travers les difficultés de la route, à la puissance de la vérité. Comme free-traders nous ne demandons pas l'admission du sucre-esclave parce que nous préférons le travail de l'esclave à celui de l'homme libre mais parce que nous nous opposons à ce qu'un monopole soit infligé au peuple d'Angleterre, sous le prétexte d'abolir l'esclavage. Nous nions que ce soit là un moyen loyal et efficace d'atteindre ce but. Bien au contraire, c'est à arrêter le peuple de la Grande-Bretagne à un genre d'oppression et d'extorsion qui n'est dépassé en iniquité que par l'esclavage lui-même. Nous soutenons, avec la convention des abolitionistes {anti-slavery Convention), que le travail libre, mis en concurrence avec le travail esclave, ressortira moins cher, sera plus productif, qu'il ne l'étouffera à la fin, à force de

rendre enétrepreneur le pauvre Taffreux au système de retenir ses Aïeux en servitude. (Applaudissements). Eh quoi ! ne serait-ce point une chose monstrueuse que, dans la disposition du gouvernement moral de ce monde, les choses fussent arrangées de telle sorte que l'homme fût rémunéré pour avoir exercé sa justice envers son semblable ! L'abondance et le bon maïs, voilà les récompenses promises dès le commencement à celui qui suit le droit sentier. Mais si un meilleur marché, une plus grande abondance sont le partage de celui qui s'empare de son frère et le force au travail sous le fouet plutôt que de celui qui offre une loyale récompense à l'ouvrier volontaire; s'il en est ainsi, je dis que cela bouleverse toutes les notions que nous nous faisons du juste, et que c'est en contradiction avec ce que nous croyons du gouvernement moral de l'univers. (Bruyants applaudissements). Si donc il

est dans la destinée de la libre concurrence de renverser l'esclavage, je demande aux abolitionnistes qui ont préconisé cette vérité, comment ils peuvent aujourd'hui, en fait, mettre avec eux-mêmes, venir présenter la question des communes, lui demander d'interdire cette libre concurrence, et dire d'empêcher que les moyens mêmes qu'ils ont proclamés les plus efficaces contre l'esclavage ne soient mis en œuvre dans les pays. Levez-vous bien croire que beaucoup de nos individuels honnêtes. Ils ont prouvé leur désintéressement par les travaux auxquels ils se sont livrés; mais qu'ils prennent bien garde de ne pas les instruments aveugles d'honnêtes «Mis en l'égoïstes; des hommes qui ont insisté à maintenir le monopole du sucre, qui est aussi pire que dans le pays l'esclavage sans une autre forme; des hommes qui, peu arriver à leur fin par le moyen et l'aide de l'emparlement effronté des sénateurs de ce peuple, et exploiteront sans scrupule cette vieille horreur britannique contre le esclavage.

ou L'AGITATION ANGLAISE; 375

Le reste de ce discours a trait aux mesures prises par l'association pour élargir et purifier les cadres du corps électoral. La Ligue s'étant plus tard exclusivement occupée de cette œuvre nous aurons occasion de faire connaître ses plans et ses moyens d'exécution.

On remarquera les efforts auxquels sont obligés de se livrer les individus pour prémunir le peuple contre l'exploitation par les monopoleurs du sentiment public à l'égard de l'esclavage; ce qui prouve au moins l'existence, la sincérité et même la force aveugle de ce sentiment.

Séance du 18 mai 1844.

Le fauteuil est occupé par M. John Bright, m. P« , qui ouvre la séance par l'allocution suivante, dont nous donnons ici des extraits, quoiqu'elle n'ait qu'un rapport indirect avec la question de la liberté commerciale, mais parce qu'il elle nous paraît propre à initier le lecteur français dans les mœurs anglaises sous le rapport électoral.

Ladies et gentlemen, le président du conseil de la Ligue devait aujourd'hui exposer le but de la Ligue, mais quand je vous ai expliqué la cause de son existence, vous serez comme moi convaincu qu'il ne pouvait pas être plus utilement « copié dans le texte de notre cause » Il est en ce moment engagé dans les dispositions qu'exige la grande loi électorale qui se prépare dans le Sud-Lancastre; je n'aurais pu au lieu de cela, comme je le l'ai dit, vous dire que « l'œuvre électorale de M. Cr. sur cette matière, je suis certain qu'il n'est aucun

homme dont on eût plus mal pu proposer de négliger les services. (Bruyantes acclamations). Lorsque je promène mes regards sur la foule qui se presse dans ce vaste édifice, quand je considère combien de fois elle y a déployé son enthousiasme, combien de fois elle y est accourue, non pour s'abreuver des charmes de Téloquence, mais pour montrer au monde qu'elle adhère pleinement aux principes que la Ligue veut faire prévaloir, je suis certain aussi qu'en ce moment des milliers de cœurs battent dans cette enceinte, animés du vif désir de voir la lutte qui vient de s'ouvrir dans le Lancastre se terminer par le triomphe de la cause de la liberté commerciale. (Acclamations prolongées). Il y a des bourgs de peu d'importance où nous ne pouvons compter sur aucune ou presque aucune voix indépendante, et, sous ce rapport, les résolutions du Lancastre ont plus de poids que celles d'une dou-

zaine de bourgs, tels que Woodslock ou Attingham. C'est pourquoi les sympathies de ce meeting se manifestent au sujet de la lutte actuelle, et il désire que tes électeurs du Lancastre sachent bien toute l'importance qu'il y attache. Et quelle que soit notre anxiété, je crains encore que nous ne voyions pas ce grand débat avec tout l'intérêt qu'il mérite. (Écoutez). J'ai souvent rencontré des personnes dans le sud de l'Angleterre qui parlent du Lancastre comme d'un comté d'une importance ordinaire ; comme n'en sachant pas autre chose, si ce n'est — qu'il recense un grand nombre de manufacturiers avarés et cupides, dont quelquesuns très riches, et une population compacte d'ouvriers brutalisés, mal payés et dégradés ; — qu'il contient un grand nombre de villes considérables, de morne apparence, reliées entr'elles par des chemins de fer (rires) ; que chaque ténêt de ce pays est plus fait pour inspirer la tristesse que le consentement ; qu'il n'a de valeur que parce qu'on en retire ; que

ou L'AGITATION EN ANGLAIS » K. 277

c'est une terre en un mot dont le touriste et l'amatour du pittoresque doit soigneusement s'éloigner. (Rires et applaudissements). — Je suis né dans ce comté, j'y ai vécu trente ans ; j'en connais la population, l'industrie et les ressources, et j'ai la conviction, j'ai la certitude qu'il n'y a pas en Angleterre un autre comté qui puisse lui être comparé et dont l'importance influe au même degré sur le bien-être et la grandeur de l'empire. (Bruyantes acclamations). C'est certainement le plus peuplé, le plus industriel, le plus riche comté de l'Angleterre. Comment cela est-il arrivé ? Il fut un temps où il présentait un aspect bien différent. On le considérait comme un désert, il y a deux cent quarante ans. Camden, dans son voyage, traversa le pays de

Yorck à Durham, et, sur le point de pénétrer dans le Lancastre, son esprit se remplit d'appréhension. « J'approche du Lancastre, écrivait-il, avec une sorte de terreur. » (De notre temps il ne manque pas de gens qui ne pensent aussi au Lancastre qu'avec terreur). (Rires et applaudissements). < Puisse-t-elle n'être pas ce un triste présage; cependant, pour n'avoir pas l'air d'éviter ce pays, je suis décidé à tenter les hasards de l'entreprise, et j'espère que l'assistance de Dieu, qui m'a accompagné jusqu'ici, ne m'abandonnera pas en cette circonstance. » (Écoutez, écoutez). Il parle de Rochdale, Bury, Blackburn et Preston, Manchester, c'est-à-dire de villes de quelque industrie; il mentionne Liverpool — et par abréviation Lerpod comme une petite place sur le rivage, bien située pour faire voile vers l'Irlande. Mais il ne dit pas un mot de Ashton, Bolton, Oldham, Salford et autres villes, et il n'y a aucune raison de croire qu'elles étaient connues à cette époque. (Écoutez, écoutez). 11 n'est pas inutile de consacrer quelques instants à examiner le prodigieux accroissement de valeur qu'a acquis la propriété dans ce comté. En

978 COBDBN n LA Lions,

1092, il y a un siècle et demi, la valeur annuelle était de 7,000 livres, et en 1484, elle était de 6,492,000 livres. (Bénédictine acclamations). Ainsi, l'accroissement moyen dans ce comté, pendant cent cinquante ans, a été de 6,300 pour cent; Par là les Lancastriens peuvent apprécier combien le rendement est favorablement à la propriété.

L'orateur entre ici dans quelques détails statistiques que les étonnants progrès du Lancastre, et poursuit ainsi :

k quoi sont dos ces grands changements? (Acclamations)^ Est-Kse aux seigneurs terriens? (Non, non). Il y a quarantequatre ans que Tantiquaire Whittaker, dans son histoire de Whalley, dépeignait Tétat des propriétaires terriens du Lan* cashiré comme n*ayant subi aucun changement depuis deux siècles, c Ils aiment, disait-il, la vie de famille; sontaana curiosité et sansambiticism* Ils demeurent beaucoup chez eu, et 8*occopent d^amusanents domestiques peu délicats, mais aussi peu coûteux. » Il ajoute qu*il ne rencontra parmi enx qu*uq homme ayant de ki littérature, (Rires). Si tels étaient les propriétaires du Lancasbbe, ce n*est donc pas eux qui Tout bii ce qu'il est II existe dans ce c<Mnté beaucoup de vieilles demeures, résidences d'andennes familles, mainMnant éteintes pour la plupart ; elles se sont vu dépasser dans la carrière par une autre classe d*hommes» Leurs habitations sont transformées en manuftctures, et elles-mêmes ont été halayées de toute la partie méridionale du comté ; non qu^ellas aient souffert la persécution ou la guerre, car elles ont eu les mêmes chances ouvertes à tous les citoyens; mais, frmftê toHiU-mere nolê» elles n*ont pas jugé nécessaire de eukiver leur intelligence, elles n*ont pa^ cru devoir \$e livrer il aucun

liftvaiL D'Mlrei hooMneB m aosl éiefèt, qoi^ i'en|NiraBt des îÉvmlNBs de Wttt et d*Arkwiglit, dédttgôéM par te Mblea, oMefihee lé& iBcîeMMagMUds pays etseaoMttîs à k iête de cette grande popolaliett. (Aedattationa), Ceat l'adiiatrie, nDlelligencee et la peraévêiaBce de ces géoératîMa BevTeHea qui, en ae comlii-Baiil» ont fch du Laii^aaiie ce 4M nom le voyona au joiird*liai. Sea nmiéraax eani iiiapprédaUea; oiaia giaaiit d^ina dea àèlea aova la aarfiMsede acB lerriuiire, il a blla que dea racea MMnfellea, pleinea de aère el de jeuiaae, lea raaneiaaeiia k la Imiàre pettr lea tranafarmer en eaa madunea puiaaaDtea ai mépriaéaa

par d*aatrea ciaaaea; «-^ Boadûnea qai aont conune les fcræa de rAi^elerfe,doatelle æe æen poar diiaémner daoale meode lea rk-beaaea de æon indtalrie, rapporter et répandre a?ec profnaiM an æein de l'enq^ire iea tréaora acenoiidëa dana tont rnnner& (Tonnerre d'applandiaBenienta). Ce souple et Mger dttvet arraché li la fleur du eotunniert teiieeat.la aubatance li iaqÉelle cette grande nation doit aa puiaaaance et aa splendeur. (Applau^asementa). Ainai^ le Lancaatre eat Tenflint du tra* vail et de l'induatiiie aous leurs formes les plus nagnîflquea. Naguère il eaaayait encore sea premiers pas dans la vie ; il eat mainlenant plein de force et de puiaaaance^ et dans le eourl eapace de tempa qui auffit k Tenfant pour deteui^ hoBHne, il eat devenu un géant aui proportiona coioaaaiea. Et pourtant) malgré sa vigueur, ce géant languit comme abattu aoua iea liena et lea dialnea qu*une politique impr^ voyante, ignorante et arriérée a impoaée k æea membfea mua* cnleiiix. (Âapplau^aementa prolongés). La queatioBi pour les électeora du Lancaatre, est donc de aavoif ai cea entravées doivent durer h toujours. (Écoutez, écoutez)» Riveront-ils eux-mêmes ces fers par leura suflragaa, ou sanrent-ih s*en dégager comme des hommea? Si les électeurs savaient tout

280 cobdeh et la ligue,

ce qui dépeod de leors voles, quel est l'homme , dam et comté, ou ailleurs, qui oserait aUer leur demander leurs voîk eu faveur de ce fléau pestilentiel — la loi-eéræale, et tous les monopoles qui raccompagnent ? (Bruyantes acclamations). S'ils étaient pénétrés de cette conviction . (et je crois qu'elle a gagné beaucoup d'eo-tr'eux) que la détresse des cinq dernières années doit son origine à cette loi ; s'ils savaient qu'elle a précipité bien des négociants de la prospérité à la mine, et bien des artisans de Taisance à la mi-

sère; qu'elle a poussé le peuple à l'expatriation, porté la désolation dans des milliers de chaumières, la douleur et le découragement dans le cœur de millions de nos frères ; s'ils savaient cela, croyezvous qu'ils iraient appuyer de leurs suffrages la plus aveugle, la plus hypocrite folie qui soit jamais entrée dans l'esprit de la législation d'aucun peuple de la terre? (Acclamations pnn longées). Oh ! si les électeurs pouvaient voir ce meeting; si chacun d'eux, debout, sur cette estrade, pouvaient sentir les regards de six mille de leurs compatriotes se fixer sur leur cœur et sur leur conscience, et y chercher si l'on y découvre quelque souci du bien public, quelque trace de l'amour du pays, je vous le demande, en est-il un seul assez dur et assez stupide pour se présenter ensuite aux hustings et y lever la main en faveur de cet effroyable fléau ? — Mais je conçois d'autres et de meilleures espérances. J'espère que le résultat de cette lutte tournera à la gloire de notre grande cause. Le principe de la liberté gagne du terrain de toutes parts. — Il peut arriver encore pendant quelque temps que vous ne réussirez pas dans les élections; il se peut que votre minorité actuelle dans le Parlement ne soit pas prête à se transformer en majorité; il peut se rencontrer encore des organes de la presse qui nient nos progrès, raillent nos efforts et cherchent à les paralyser. — Tout cela peut-être; mais le flot est en

ou l'agitation ANGLAISE. 281

effluve; il s'enfle, il d'avance et ne reculera pas. Dans les assemblées publiques^ nous sommes au sein des foyers domestiques, partout où nous allons, partout où nous nous mêlons, nous voyons le principe de la c protection > mis à nu, et le principe de la liberté dominer les intelligences. (Applaudissements bruyants et prolongés). La lutte actuelle ^u Laneadiire nous offre encore un

sujet de satisfaction. Le candi* dat des free-iraden est le chef d'une des maisons de commerce les phis . puissantes de ce royaume , et peut-être du monde* C'est un homme de haute position, de longue expérience, de vastes richesses, et de grand caractère. Il a d'énormes capitaux engagés , soit dans des entreprises com* merciales, soit dans des propriétés territoriales. Ses principales relations sont aux États-Unis, et c'est ce qui me platt dans sa candidature. Il a vécu longtemps en Amérique; il y a un établissement considérable ; U sent avec quelle profusion le Providence a accordé à ce pays les moyens de satisfaire les besoins de celui-ci, et combien d'un autre côté, le génie, l'industrie et le capital de l'Angleterre sont merveilleusement calculés pour répandre sur nos frères d'outre-mer les bienfaits de l'aisance et du bien-être. (Acclamations). Il est un de ces hommes qui sont debout, pour ainsi dire, sur les rivages de. cette lie, comme représentant les classes laborieuses, et qui échangent, par dessus l'Atlantique, les vêtements que nous. produisons contre les aliments qui nous manquent. Si ce n'était cette loi que sa mission au Parlement sera de déraciner à jamais ; \$i ce n'était cette loi, il ne rapporterait pas seulement d'Amérique du coton, du riz, du tabac, et d'autres produits de cette provenance], mais encore et surtout ce qui les vaut tous, l'akmeni^ l'aliment substantiel pour les millions de nos concitoyens réduits à la plus cruelle des privations.

28th GOBDEN ET LA LIGUG ,

(Les acclamations se renouvellent avec une intensité toujours croissante). L'assemblée que tous fîtes au seoltewls qêt j'exprime prouve qu'il y a dans ceite assemblée une anxiété profonde quant au résultat de cette grande lutte nationale, et que Bops, qu'elle couceme phis spécialement, dans les meilleurs que nous

tiendrons dans le Lancasltre, dans les diuoem que nous y pronon-
cerons, dans les écrits que nous y Ibrons circuler, noua sommes
autorioés k dire an 18,000 éhsdeum de ce comté que les babi-
tants de cette métropole, ruprémntés par^ la foole qui m'en-
toure^ les prient, les exhortent^ les adjurent, par tout ce qu'il y a
de plus sacré au monde, de rs* jeler au loin toute manoeuvre ,
tout pr^ugé, tout esprit de parti; de mépriser tes rien cris de
guerre des fectfoos; de marcher noblement et ririlement sous la
bannière qui Mt flotter dans les airs celte derise : LAerié du eu-
MUslM pémr h monde etUmr; fUmêjuâiicê ûux tbuiêi lëhêrit-
UHt 4\$ fAt»

A la fin de ce brillant discours, l'assemblée se lève en masse et
fait retentir pendant plusieurs minuftes des applaudissements
enthousiastes, au milieu deaquels Bi, Bright reprend le fauteuil.
Au bout d'un moment, il s'avance encore et dit : Le meeting
eniendm maintenant M. James Wilson que j'ai le pluiatr d'intro-
duire auprès de vous comme un des plus Mvants économistes de
Tépoque.

M. James Wilsoa s'avance et est accueilli par des marques de
satisfiction. Il s'exprime en ces termes :

M. le président, ladies et gentlemen^ pour ceux qui, dons plu-
sieurs années, ont suivi avec un profend intérêt les

ou l'agitation anglaise. !2g3

progrès de eolle qoesiion, il n'est peo^étfa pas de «pedsde
pins côosoltBt à la fins el plos enconragcsant que cehri que BOUS
offjrent œs vastes réwDHHis. Nous ne devons pas perdre de vM
oepeadant que la lorle coDvictioii qui nous anime n*a pas eneore
gagné PensemMe du pays , la grande masse des éiecteurs d»

royaume , et malheureusement la plus grande portion de la législation ; et nous devons nous rappeler que, sur le sujet qui nous occupe, les esprits flottent encore au gré d'un grand nombre de préjugés spécieux qu'il est de notre devoir de combattre et de dissiper par tous les moyens raisonnables. Un de ces sophismes, qui peut-être en ce moment nuit plus que tout autre au progrès de la cause de la liberté commerciale, c'est l'accusation d'inconséquence qui nous est adressée relativement à une double assertion que nous avons souvent répétée. Cette imputation est souvent répétée en dedans et en dehors des Chambres ; elle est dans la bouche de toutes les personnes qui soutiennent des doctrines opposées aux nôtres, et je crois que, présentée sans explication, elle ne manque pas d'un certain degré de raison apparente. Par ce motif, nous devons nous attacher à détruire ce préjugé. J'ai cessé de considérer ces meetings comme des occasions d'instruction plutôt que d'amusement. Lors donc que je me propose d'élucider une ou deux difficultés qui me paraissent, dans le moment actuel, agir contre le progrès de notre cause, j'ai la confiance que vous m'excuserez si je renferme mes remarques dans ce qui est capable de procurer une instruction solide , plutôt que dans ce qui serait de nature à divertir les esprits ou exciter les passions. Cette inconsistency, à laquelle je (kissais allusion, et qu'on nous attribue trop souvent, consisterait en ceci : que, lorsque nous nous adressons aux classes manufacturières et commerciales, nous représentons les effets des lois céréales comme désastreux

ieux, en conséquence de la cherté des aliments qu'ils envoient au consommateur; tandis que d'un autre côté, quand nous nous adressons à la population agricole, nous lui disons que la liberté commerciale ne nuira pas à ses intérêts quant aux prix

actuel, et moins encore peut-être, quant aux prix relatifs. — Ces assertions, j'en conviens, paraissent se contredire, et cependant je crois pouvoir prouver qu'elles sont toutes deux exactes. — Il faut toujours avoir présent à l'esprit que la cherté et le bon marché peuvent être l'effet de deux causes distinctes. — La cherté peut provenir ou de la rareté, ou d'une grande puissance de consommation dans la communauté. Si la cherté provient de la rareté, alors les prix s'élèvent pour les consommateurs au-dessus de leurs moyens relatifs d'acquisition. Si la cherté est l'effet d'un accroissement dans la demande, cela implique une plus grande puissance de consommation, ou, en d'autres termes, le progrès de la richesse publique. D'un autre côté, le bon marché dérive aussi de deux causes. Il peut être le résultat d'une abondance et alors c'est un bien pour tous; mais il peut être produit aussi, ainsi que nous en avons eu la preuve dans ces deux dernières années, par l'impuissance du consommateur à acheter les objets de première nécessité. — Maintenant, ce que je soutiens, c'est que les restrictions et les monopoles tendent à créer cette sorte de cherté qui est préjudiciable, parce qu'elle naît de la rareté; tandis que la liberté du commerce pourrait bien aussi amener la cherté, mais seulement cette sorte de cherté qui suit le progrès de la richesse et accompagne le développement de la puissance de consommation. — De même, il peut arriver que les mesures restrictives soient suivies du bon marché, non de ce bon marché qui est l'effet de l'abondance, mais de ce bon marché qui prouve l'absence de fautes parmi les consommateurs. C'est pour

ou l'agitation anglaise. 285

quoi je dis que la première tendance des lois-céréales, l'objet et le but même de notre législation restrictive, c'est de limiter la

quantiité. Si elfes limitent là quantité, iear premier effet, j'en conviens, est d'élever les prix. — Mais Feffet d'approvisionnement restreints, c'est diminution d'industrie, suivie de diminution dans l'emploi, suivie elle-même de dimiputioo dans les moyens de consommer, d'où résulte, pour effet dernier et déGnitiif, diminution de prix. (Bruyants applaudissements.) Sur ce fondement, je soutiens que les lois-6éréales, ou toutes autres mesures restrictives, manquent leur pi^pre but, et cessent, à la longue, de profiter à ceux-là même dont elles avaient l'avantage en vue. En effet, ce système produit d'abord des prix élevés, mais trompeurs, parce qu'il ne peut les maintenir. Il entraîne dans des marchés qu'on ne peut tenir, dans des contrats qui se terminent par le désappointement; il sape dans leur base même les ressources, de^la communauté, parce qu'il lèse les intérêts et détruit les fiTcultés de la consommation. Combien est clair et palpable cet enchaînement d'effets en ce qui concerne la restriction qui nous occupe , principalement , la loi-céréale. Sa tendance est d'abord de limiter la quantité des aliments, et par conséquent d'en élever le prix ' ; mais sa seconde ten-» dance est de détruire l'industrie. — Cependant, le fermier a stipulé sur sonJbail une rente calculée sur le haut prix pro-. nftis par la législature; mais, dans la suite des événements, rindttstrie est paralysée, le travail délaissé, les moyens de consommer diminuent, et en définitive, le prix des aliments baisse au désappointement du fermier et pour la ruine de tont ce qui l'emoure. (Approbation.) — Raisononnons maintenant dans rhypothèse d'une parfaite liberté dans le commerce des céréaks. L'argument serait le même pour tbute autre denrée ; mais bornoBSrnous aux céréales. — Si l'importation était

libre, la teodance inunédiale serait d'augmenter la quantité, et il s'ensuivrait peut-être une diminution de prix. Mais avec des quantités énormes tous auriez un travail exorbitant, et avec un travail croissant plus d'emploi pour vos navires et vos usines, vos marins et vos ouvriers, {des de communications internationales, une meilleure distribution des aliments parmi les classes de la communauté, finalement plus de travail, afin de créer précisément les choses que vous auez à donner en paiement du blé ou du sucre. Je dis donc que, quoique la première tendance de la liberté commerciale soit de réduire les prix, son effet ultérieur est de les relever, de les maintenir à un niveau plus égal et plus régulier que ne peut le faire le système restrictif. Il n'y a peut-être pas d'erreur plus grossière que celle qui consiste à attribuer trop d'importance aux prix absolus. Quand nous parlons de diminuer les droits, on nous dit sans cesse : « cela fera tout à l'heure une différence d'un fiertling ou d'un penny par « livre, et qu'est-ce que cela dans la consommation d'un individu? » Mais quand la différence serait nulle, quand le sucre conserverait son prix actuel, s'il est vrai que la diminution du droit doit amener dans le pays une quantité additionnelle de sucre, cela même est un grand bien pour la communauté. En un mot, si la nation peut importer plus de sucre, et payer la plus grande quantité au même prix qu'elle paierait la plus petite, c'est là précisément ce qui témoigne de son progrès, parce que cela prouve que son travail s'est assez accru pour la mettre en mesure de consommer au même taux des quantités additionnelles ».

Nous avons eu, l'année dernière, des preuves remarquables de la vérité de ces principes. Au commencement de l'année, les prix en toutes choses étaient extraordinairement réduits. Les produits agricoles de toutes natures, le vin, le coton, les produits

de toutes espèces étaient à très-bon marché, et les matières premières de laines de diverses sortes à des prix bas qu'on ne les avait jamais vus. La conséquence de ce bon marché, (et tous dits se sentent toujours aussi féguièrement que les taries timides du mercure suivent dans le baromètre les variations de la pesanteur de l'air), la conséquence de ce bon marché, dis-je, fut de donner à l'industrie une impulsion qui réagit sur les prix. Pendant l'année, vous avez vu s'accroître l'importation de presque toutes les matières premières, et spécialement de cet article (la laine) dont s'occupe maintenant la législature et qui témoigne si hautement de la vérité de nos principes. Le duc de Richmond se plaint amèrement de ce que sir Robert Peel se propose d'abolir le droit sur la laine. Il est persuadé que la libre introduction de la laine étrangère diminuera la valeur des toisons que lui fournissent ses nombreux troupeaux du nord de l'Écosse. Mais le noble duc n'était donné la peine d'examiner la statistique commerciale du pays (et il n'a certes pas cette prétention), il aurait trouvé que nos plus fortes importations ont toujours coïncidé avec l'élévation du prix des laines indigènes, et que c'est quand nous cessons d'importer que ces prix s'abaissent. En 1849, la laine étrangère était soumise à un droit de 6 d. par livre, et nos importations étaient de 19,000,000 livres. M. Huskisson décida le gouvernement et la législature à réduire le droit à 1 d., et depuis ce moment, l'importation s'élève jusqu'à ce qu'elle a atteint, en 1856, le chiffre de 64,000,000 liv. ; durant cette période, le prix de la laine indigène, au lieu de baisser par l'effet d'importations croissantes, s'éleva de 19 d. par livre. Depuis 1858 (et ceci est à remarquer) pendant les années de crises commerciales, l'importation

de la laine est tombée de 44 millions à 40 millions de Mvres (1842), et pendant ce temps, malgré que la

288 'COBDENET LA LIGUE,

laine indigène n'a eu à lutter que contre une concurrence étrangère réduite de 20 millions de livres, elle a baissé de 19d. à 10 d. — Enfin, l'année dernière, l'état des affaires s'est amélioré, j'ai dans les mains un document qui constate l'importation des trois premiers mois de l'année dernière, comparée à celle de la période correspondante de cette année.. Je trouve qu'elle fut alors de 4,500,000 livres, et qu'elle a été maintenant de 9,500,000 livres, et dans le moment actuel, le producteur anglais, malgré une importation plus que double, reçoit un prix plus élevé de 25 pour cent. Ces principes sont si vrais, que les faits viennent, pour ainsi dire, les consacrer de mois en mois. J'en rappellerai encore un bien propre à résoudre la question, et je le soumets au noble duc et à tous ceux qui s'opposent à la mesure proposée par le ministère. Je viens de dire qu'en 1842 l'importation fut de 4,500,000 livres, et le prix de 10 d., — en 1845, l'importation a été de 9,500,000 livres, et le prix de 13 d. Mais il faut examiner l'autre face de la question; il faut s'enquérir de nos exportations d'étoffes de laine, car c'est là qu'est la solution du problème. Nous ne pouvons en effet acheter au dehors sans y vendre; y augmenter vos achats, c'est y augmenter vos ventes. Il est évident que l'étranger ne vous donne rien pour rien, et si vous pouvez importer, cela prouve que vous devez exporter, (bruyantes acclamations.) Je trouve que dans les trois premiers mois de 1842, quand vous importiez peu de laines et que les prix étaient avilis, vos exportations ne s'élevèrent qu'à 1,300,000 liv. Hais, cette année, avec une importation de 9,500,000 liv, avec

des prix beaucoup plus élevés, vous avez exporté pour 1,700,000 liv. C'est là qu'est l'explication. Vos croissantes importations ont amené de croissantes exportations et une amélioration dans les prix. (Écoutez, écoutez.) Je voudrais bien demander

à ceux de Richmond «tous ceux qui pensent qu'il y a en cette matière, à quelle condition ils amèneraient l'industrialisation de ce pays, s'ils donnaient pleine carrière à leurs principes restrictifs? » Ils disent : « Nous craignons que l'industrie de

la nation ses propres produits, il s'ensuive que nous aurons de plus en plus de produits à élever, d'abord moins en moins d'affaires, de moins en moins de travail, et finalement de plus en plus de paupérisme. — Au contraire, si vous agissez selon les principes de la liberté, plus vous leur laisserez d'influence, plus leurs efforts se feront sentir. » Tout accroissement d'exportation amènera un accroissement correspondant d'exportation et réciproquement, et ainsi de suite sans fin et sous ce terme. Plus vous augmenterez la richesse et le bien-être de la race humaine dans le monde entier, plus elle aura la puissance et la volonté d'ajouter à votre propre richesse, à votre propre bien-être. (Applaudissement.) Avez-vous pas, à ce principe de la restriction, une sympathie à une nouvelle difficulté; tandis qu'il est chaque fois le principe de la liberté acquiert plus d'influence sur le bonheur de la grande humanité? (Les applaudissements se renouvellent.) Il y a, dans les doctrines que les gouvernements ont de tous temps appliquées et appliquent encore au commerce, une conséquence dont il est difficile de se rendre compte. Ce n'est pas que le principe pour lequel nous combattons soit mauvais, car il n'est pas d'hommes d'Etat, de philosophes, d'hommes d'affaires, de grands seigneurs, doués d'une vaste intelligence, qui

ne répètent depuis des siècles, dans leurs écrits et leurs discours,)es mêmes paroles qu'à chaque na^ting pow (aispns retenir à cette tribune, ^oos en ibrouyfiw partout 1« preuve ; hier encore , il me tomba f» hasard seus tes vm% «O dîscMrs pr^heneé il y a quetna^hvingu ans à la Chambre des communes, par lord Chatham, et le langage

qu'il tenait alors ne serait certes pas déplacé aujourd'hui dans cette enceinte. En parlant de l'extension du commerce , il disait : c Je ne désespère pas de mon pays , et je n^hépronve aucune difficulté^h dire ce qui, dans mon opinion, pourrait lui rendre son ancienne splendeur. Donnez de la liberté au commerce , allégez le fardeau des taxes, et vous n'entendrez point de plaintes sur vos places publiques. Le commerce étant un échange de valeurs égales, une nation qui ne veut pas acheter ne peut pas vendre, et toute restriction à Timporlation fait obstacle k l'exportation. Au contraire , plus nous admettrons les produits de l'étranger, plus il demandera de nos produits. Que notre absurde sjfstème de lois-céréales soit graduellement, prudemment aboli ; que les productions agricoles de l'Europe septentrionale, de l'Amérique et de l'Afrique entrent librement dans nos ports , et nous obtiendrons pour nos produits manufacturés un débouché illimité. Une économie sévère, efficace, systématique des deniers publics, en nous permettant de supprimer les taxes sur le sel, le savon, le cuir, le fer et sur les principaux articles de subsistance, laissera toute leur influence à nosavantagesnaturels;etpar notre position insulaire, par l'abondance de nos mines, de nos combustibles, par l'habileté et l'énergie de notre population , ces avantages sont tels , que , si ce n'étaient ces restrictions absurdes et ces taxes accablantes, la Grande- Bretagne serait encore pendant des siècles le

grand atelier de l'univers > (Pendant la lecture de cette citation, les applaudissements éclatent k plusieurs reprises.)

Ainsi, ces principes ont été proclamés par tous les hommes qui se sont fait un nom dans l'histoire comme hommes d'État et comme philosophes. Cependant, nous trouvons que, jusqu'à ce jour, ces mêmes principes sont répudiés par tous

ou i/aotiation ANr.LAisn. 291

les gouvernements sur la surface de la terre. Quel témoignage plus éclatant de l'inconséquence de leur politique que ce principe qui la dirige, savoir : La chose dont le pays manie le plus sera le plus rigidelement exclue ; la chose que le pays possède en plus grande abondance sera le plus librement admise. (Écoutez, écoutez.) La France nous donne un remarquable exemple de cette inconséquence, et il vaut la peine de le rapporter, car nous jugeons toujours avec plus de sang-froid, de calme et d'impartialité la folie d'autrui que la nôtre. Il y a environ trois ans, un de mes amis fut envoyé sur le continent par le dernier cabinet pour conclure un traité avec la France. Elle consentait à admettre nos fers ouvrés, notre coutellerie et nos tissus de lin à des droits plus modérés. Mais la principale chose que les Français stipulèrent en retour, c'est qu'ils pourraient recevoir nos machines à filer et tisser le lin. Cela était regardé par la France comme une grande concession. Elle se souciait peu des machines à filer le coton, ayant appris depuis longtemps à les faire aussi bien que nous. Mais elle désirait ardemment recevoir nos machines linières, branche d'industrie dans laquelle nous faisons de rapides progrès. — La stipulation fut arrêtée, nos manufacturiers consultés acquiescèrent libéralement à l'exportation des machines linières. — Sur ces entrefaites, l'ancien cabinet fut renversé et le traité de commerce n'eut

pas de suite. — Cependant, l'année dernière, notre gouvernement, sans avoir en vue aucun traité, a favorisé le commerce des machines, comme il devrait faire de tous les autres. Il purgea notre code commercial, notre tarif, de ce fléau, la prohibition de l'exportation des machines. — Eh bien, quoique la libre exportation des machines linières de ce pays pour la France fût précisément la stipulation qui lui tenait tant k cœur, il y a trois ans. quelle a été sa première démarche alors

que nous a-t-on affranchi ces machines à quel droit? Dans cette session, dans ce discours initial, elle a fait l'apologie « je-bire noia maie; et ee qui eat le comble » Ym^à queoiee, alie va mettre un droit de 50 fr. par t Jklog » mm* laa DM-hioeaceto Doir^ liMt elle m a'ioqi^iftdit fia », et uip droit de 80 fr. sur les loachiaa liaièrea dont elle ^ml avec tant d'ardeur la libre introduction. (Écoutez, t^e^tei). Et .eofiue Bt j« Btifie-t-oo une eopd^ite i » déraiaoxnabW? Si vous parlez de cela à un Français, il vous dira : VA^gt^tm c eat devenue puîsaale par ae^ pacbin^a; donc il importa à un pays d'avoir des machines » et par ce motif nous e^c durons les y^ea afip d'encoufer nos propres méca^ a niena. » Voilà une manière d'figir qui nous aennible bien incongrue, bien étonnante dans les Français : wisil n'eat pas une des restrictions que Qona impose à k potre commerce qui ne ael enlaccée de la même incooséq^eice, d'une semblable absurdité. (Écoutez, écoutez). PaaaejE en revue les articles à^ notre tarif; cfaaiaiss^ les juiklea dopt BOUS avoua le plus grand besoin, et vous les verrez assujétis ans i^ua aévérea restrictions. Prenez ensuite les ot^f^ qtti M nous aont pas nécessaires et vous les trouverez afiûr^ii^bia de toute entrave. (Écoutez, écoutez), U eat potoire que ce pays-ci manque de produits agricoles et que nous aoQiines obligés d'en importer périodique-

ment des quantités énormes. £b biff, ce sont ces produits qui
 pop^t exclus ; ^vec le pbia de rigueur. ▲ peipe ImssH ^oq à cette
 branche de (commerce comme w% s ^p9pe 4? «Areté, aana I9
 ^rme 4« fér cbelle-mobile , {êkuUng'-sçaU) de peur ijue la chau-
 dière ne s'échauffe trop et ne vole en éclata. (Apprpbat^{ion}.)
 L*impor* tation est donc tolérée di ^pa las années de pruelles
 détneeies. — Maia lea choses que vou ^ avez en abond\$ince n ^
 sont ^^ sujéties h aucune restriction. Ainsi, cetl ^ même ipcoqsé-

(fiente ^Jie ncfê miûiÉife» r«|^«€faeûl âu ffoismniétâtntê iit-
 mien, et atr flvjét dc ^lsmoeilé ito éérhent Mat d« noté»

rions), fis h pi ^tiquént iioff ^éiileifiettt k P ^fitrd des tttûae»
 qae ûMê ne pfodoisoos pas au deéansen asseir grandeab ^AH
 ifance, mats aussi i r ^ard des prodait^s insofltsaftto de Bcia eô-
 Tooieés. SU cfsi tine denrée dotf t les eofoiriesf nwA laissent man-
 qtte ^f, t ^ési eene-Ri métt€ que Ton l'epodssé par dé î<Me ^
 eaiies. Vâjei h sucre, ^jet de première nécessité , dont I\$ f produc-
 tion coloniate ne répond pas k notre consoniinat^{io}fl ^ c'est préci-
 sÂnent l'article que tfotre gôuvernienient exclo< atec lé pfus de ri-
 gueur et soumet h la plus forte taie. Mai ^ énfitt, la liberté com-
 merciale obtient en cê moment ce que je confidiiré cnrnme on
 triomphé signalé. Le ministère ac ^ toét, après aroîr renrersé le
 cabinet wbig à propos de hr question ie» sucres, entraîné mainte-
 nant par les nécessités du pays éf par fé progrès de Topinionpub-
 Kque, présente une mesure dans fe sens de la liberté. (Écoutez,
 écoutez). Je suis torn dé vouloir déprécier lé changement propo-
 sé ('), et je serais plutftt dfisposé à lui attribuer plus ^ ^pdrance
 que ne Semblent fadmettre les ministres et les planteurs des An-
 tilt ^ . ié régardé cette mesure comme aussi libérale, plus R« béra-
 lemémé, (en tant qu'un droit de 34 sh. est moindre qtf flrn droit

de 36 sh.) que celle h Poccasion de laquelle lord Sandott et sir Robert Peel reUTersèrent lord John RusSell et

(*) Lia droits sur les sticrea étmnt :

Sucre éltraoger. Sucre colonial.

£nl^40' é9sh. S4sb.

PropnkioD RoflBtll . M M

Proposition Peel . . 54 34

Mais selon le projet de M. (Peel , converti en loi , on n'admet au droit de 54 sh*. que le sucre produit du travaU libre.

ses collègues. Il est bien ^rai qu*il y a entre les deux mesures une prétendue différence. La dernière aspire k établir une distinction entre le sucre4iire et le sucre'^sclae. (Écoutez , écoutez). Hais la moindre investigation suffit pour démontrer que cette distinction n*a rien de réel. Si le ministère eût présenté le plan que H. Hawes soumit Tannée dernière k la chambre des communes, et qui ne parlait ni de sucrelibre ni de sucre-esclave, le résultat eAt été absolument le même ; et en ce qui me concerne Je me réjouis que cela n'ait pas été aperçu; car, si cela eût été aperçu, il n'est pas douteux qu*on aurait fait une plus large part k la protection. Examinons, en effet, la portée de cette prétendue différence. On nous dit que nous ne pouvons, sans nous mettre en contradiction avec les principes de moralité que nous professons et avecceque nous avons fait pour abolir l'esclavage , recevoir du sucre produit k l'étranger par le travail des esclaves. Je crois que ceux qui soutiennent aujourd'hui la libertécoramerciale, furent aussi les plus ardents défenseurs de la liberté personnelle. (Acclamations). C'est pourquoi, dans les observations

que j'ai à présenter, veuillez ne pas supposer un seul instant que je sois favorable au maintien de l'esclavage dans aucune partie du monde. Seulement, je pense que la mesure proposée ne tend point directement ni efficacement à l'abolition; jecrois que, comme peuple, nous nous livrons au mépris du monde, lorsque, sous prétexte de poursuivre un but louable que nous savons bien ne pouvoir atteindre par ce moyen, nous en avons en vue un autre moins honnête, auquel nous tendons par voie détournée, n'osant le faire ouvertement. (Applaudissements). On nous dit que nous pourrions porter sur le marché autant de sucre-libre que nous voudrions. En examinant de près quelle est la quantité de sucre-libre dont nous pouvons disposer, je trouve que Java, Sumatra et Manille en pro-

du l'agitation anglaise. 295

doûenie Dviii OD 95,000 tonnes annuelles en 1811. Ed même temps, j'ai la conviction que sous l'empire du droit proposé, nous ne pouvons sur ces 93,000 tonnes, en consommer plus de 40,000. Il en restera donc plus de 50,000 tonnes qui devra se vendre sur le continent ou ailleurs et au cours. Vous voyez donc que celui qui arrivera ici sera précisément au même prix que le sucre-esclave sur le continent. Chaque quintal de ce sucre que nous, importons, lequel aurait été en Hollande, en Allemagne ou dans la Méditerranée, y sera remplacé par un quintal de sucre-esclave que nous aurons refusé à l'Amérique. Ainsi nous nous bornons à dire que nous recevons le sucre destiné à l'Hollande et à l'Allemagne; que cela y occasionne un vide qui sera comblé par du sucre-esclave. Transporté sur nos navires, acheté à notre argent, échangé contre nos produits; ce sucre-esclave sera nôtre, entièrement nôtre, sauf qu'il ne nous sera pas permis de le

consommer. Nous l'enverrons remplacer ailleurs le sucre-libre que nous aurons porté ici. Ne serons-nous donc pas les agents de toutes ces transactions tout comme si nous introduisions ce sucre-esclave dans nos magasins? (Écoutez, écoutez). Eh ! quoi ! nous le portons dans nos magasins, nous Ty entreposons pour le raffiner. Nous nous rendons la risée de rEuf:ope. continental^, etc.

L'orateur continué discuter la question des sucres. Il traite ensuite avec une grande supériorité la question du numéraire et des instruments d'échange, à propos du bill de renouvellement de la banque d'Angleterre, présenté par sir Robert Peel. Cette question, n'ayant pas un intérêt actuel pour le public français, nous supprimons à regret cette partie du discours de M. Wilsoa.

29^ GOÉlliR ET Lilr UOUti,

Ld TpAtolé ^ priftér wetàe6»hmtmt par M. ToiUfËR, fermier dattii le SMnersef^hire, et le ftét. Joàit SuAifËr.

Séance du S3 piat 1844. Présidence du général Brigg«.

Le ttieettiig eMeqd d'abord le ftét. Sam* Gusmc) eMirite M* Rigaarp TkUtùhj oommOfiNSouneiltian de Farlû^doit. Le |yré-Meivt donne la parole à Bf , Georges Thompson.

M. Tfio«t*soN est accdeilti par des salves réitérées d'applaudissements. Quand le silence est rétabli , i(s'expropoe en ces termes :

M. le pfésMent, laA'es ei gentlemeii, en me letaiii deviM ce splendlde meeting, j^proinre mi embairas q«rl prend aa sonree dans te sentiment de mon insaffisanee; maïs je me console en pensant que toos entendras après moi an oia« teur qui TOUS dé-

drainiagera* amplement do temps que tous m'aeorderex. J'es-
 père donc qae tous m*excnserez ai je me décharge, sinon entiè-
 frentent, du moins en grande partie, da devoir qui vient dç m'être
 inopinément imposé par le eonaeH delà Ligue. (Cris : non! non!)
 M. le président, je regrette infiniment que cette assemblée n'î^
 pas eu ce soir Toccasion d*en tendre votre opinion suif la grande
 question qui nous rassemble. Je sais pertinemment qu'il est en
 votre pouvoir d'établir devant ce meeting des (lits et des argu-
 ments d^une grande valeur pour notre cause , des fiiiits et des ar-
 guments qui ne sont pas à la disposition de la plupart de nos ora-
 teurs, parce qu'il en est bien peu qui aient eu, comme vous, Toc-
 casion d'étudier les hommes et les choses dans les contrées

ou l'agitation Ail glaise. 297

loialmcs; il eo est pe« qui aient fKMsé^ tanttie voiiif une
 gnuÉde fÊXfât de h vie là oii te fléao du menopole et \é» éf^
 fetftdei lois festrîcâ^es ge montrent d'une maniêfe plus nlâ^
 mieste qa» dans ee pays; dans ce ps^s qui, quels qne soiedl les
 liais qni arrêtant son essor, est, grftee an Ciel, notre terré natale.
 Car, après tont, nous avons une patrie qne, ttalgré ses errenrs et
 ses faotes , nons ponvons aimer, non^mlé^ menl parée que noos
 y 9 v9M reç« le jovr, mais eacoi^ patce qn'elle eal riche de bënë-
 dicttons ^îteaues par le courage ^ rintêgrîté et la persévérance de
 ms ancêtres. (Acchmations.) J'ai la confiance que yoos n'ave2
 qu*ajoumé raccomplisse-* ment d*an devoir dont j'espérais vous
 voir vous acquitter au-* jowd'loB, et que vous vous empresserez
 de rémpUr, j'en ai la certitude, dsna une prochaine occasion. Je
 pensais ce soir combien c'est un glorieux spectacle qne de voir
 une grande patîosi presque onanûne , poursuivant un but tel que
 celui que nom avons en vue par des moyens ausn conformes k la

justice universelle que ceux qu'emploie VANociëtîm. En iS9i6t le secrétaire d*État, qni occupe aii^ourd'huî le ministère de Pinlâ-rieur, fit un livre pour persuader aux monopoleora de renoncer k leurs privilèges, et il les avertissait que s'ils ne s'empmsaitf^ pas de céder et de subordonner leurs îm^ téréta privés aux grands et légitimes intérêts des masses, le temps viasdrait où dans ce pays, comme dans un pays vot-» sia j le pnple se lèverait dans sa force et dans sa majesté, et bsrferait de dessus le sol de la patrie et leurs henaeurs, et leurs titres, et kfbrs distineti<His, et leurs richesses anl aoi qmaes^ Qu'est-ce qui a détourné, qu'esl-ce qui détemrue ep^ coue oelts catastrophe dont l'idée seule fait reculer d^bor* renr? C'est rinterveution de la Uffm avec son action purement morale, intellectuelle et pacifique, rassemblant aiMur d^lle et accueillant dans son sein les hommes de la moralité

la plus pure, non moins attachés aux principes du chrisiia-nisme qu'k ceux de la liberté, et décidés k ne poursuivre leur but, quelque glorieux qu'il soit, que par des moyens dont la droiture soit en harmonie avec la légitimité de la cause qu'ils ont embras-sée. Si Tignorance, Tavarice et Torgueil se sont unis pour retar-der le triomphe de cette cause sacrée, une chose du moins est propre k nous consoler et k soutenir notre courage, c'est que chaque heure de retard est employée par dix mille de nos asso-ciés k propager les connaissances les plus utiles parmi toutes les classes de la communauté. Je ne sais vraiment pas, s'il était pos-sible de supputer le bien qui résulte de Vagitation actueHe, je ne sais pas, dis-je, s'il ne présenterait pas une ample compensation au mal que peuvent produire, dans le même espace de temps, les lois qu'elle a pour objet de combattre. Le peuple a été éclairé, la science et la moraiitéont pénétré dans la multitude, et si le mono-pole a empiré la condition physique des hommes^ rassaociation a

élevé leur esprit et donné de la vigueur k leur intelligence. Il semble qu'après tant d'années de discussions les faits et les arguments doivent être épuisés. Cependant nos auditeurs sont toujours plus nombreux, nos orateurs plus féconds, et tous les jours ils exposent les principes les plus abstraits de la science sous les formes les plus variées^t les plus attrayantes. Quel homme, attiré dans ces meetings par la curiosité, n'en smrt pas meilleur et plus éclairé? Quel immense bienfrit pour ce pays que la Ligue! Pour moi, je suis le premier k reconnaître tout ce que je lui dois, et je suppdse qu'il n'est personne qui ne se sente sous le poids des mêmes obligations. Avant l'existence de la Ligue^ avais-je Tidée de l'importance du grand principe de la liberté des échanges? Ta-
vais-je considéré sous tous ses aspects? avais-je reconnu aussi distinc-^ tement les causes qui ont fait peser la misère, répandu le

ou l'agitation anglaise. 299

crime, propagé l'immoralité parmi tant de millions de nos fr&res? savais-je apprécier, comme je le fais aujourd'hui, toute rinfluence de la libre communication des peuples sur leur union et leur fraternité? avais-je reconnu le grand obstacle au progrès et ^ la diffusion par toute la terre de ces principes moraux et religieux qui font tout k la fois la gloire, Tor* gueil et la stabilité de ce pays? Non, certainement, non. D*où est sorti ce torrent de lumière? De F association pour la l^erée du commerce. Âh ! c'est avec raison que les amis de rignorance et de la compression des forces populaires s'efforcent de ren« verser la Ligue^ car sa durée est le gage de son triomphe, et plus ce triomphe est retardé, plus la vérité descend dans tous les rangs et s'imprime dans tous les cœurs. Quand l'heure du succès sera arrivée, il sera démontré

qu'il est dû tout entier à la puissance morale du peuple. Alors ces vivaces énergies, devenues inutiles à notre cause, ne seront point perdues, disséminées ou inertes; mais, j'en ai la confiance, elles seront convoquées de nouveau, consolidées et dirigées vers l'accomplissement de quelque autre glorieuse entreprise. Il me tarde de voir ce jour, par cette raison entre autres, que la lumière, qui a été si abondamment répandue, a révélé d'autres maux et d'autres griefs que ceux qui nous occupent aujourd'hui* La règle et le cordeau qui nous ont servi à mesurer ce qu'il y a de malfaisant dans le monopole des aliments du pauvre, ont montré aussi combien d'autres institutions, combien de mesures, combien de coutumes s'éloignent des prescriptions de la justice et violent les droits nationaux, et j'ajouterai les droits naturels du peuple.

Hâtons donc le moment, où, vainqueurs dans cette lutte, sans que notre drapeau ait été terni, sans que nos armes soient teintes de sang, sans que les soupirs de la veuve, de l'orphelin ou de l'affligé se mêlent à nos chants de triomphe,

aOO CMDEK Et LA Lf^OÊ,

Boo» f9mr«mB dirigar sar qtdqii'Mira objM €«itfe puî^^
8dnto anéo qm s'esl levée eofltre te m^M^j^y et eondirire }i dé
mmfèàmT eoete on pevpieqtii ami tout ^ la fois <)>#« tenu le
jmte salaire de aot trefail elfiâl réprsové de sa forée HiOFale^
Nous fusons bm étpériettcé dont le monde eaffief profitera. Noos
enseignons aui Itommes dé \am les pays comtnenl on triomphe
sans hifrlgue, Sanis fraM^etion, ssm erinie et sans remords^
sans tener le sang hnmain, sanseiH freiadre les lois de In société
éC ecoi^ moins les eommatt^ déments de Dien^ JPsi la coiiffia-
nee qne lé jenf approche O6 non» serons délivrés des enti'sven
qol oons géveot, ef ôfries antres natieirs, encouragées par les ré-

seltafs qns nons amrw» sfttens, enireront dans la même voie et imiteront notre exemple^ Qnelle est e» effet, ttonsienr, TopiniOB qn^on à de nous en pays étiimger, gr&ces \ ces fonescs lois-K^éréales? Un excellent philanthrope, dont le cœur embrasa le monde, fnt, ans Éfats^tJnis, chargé d'âne mission' it bienfsd-ssmce e» fjsrvenr des malhenrent nègres dé ee pays, je veni: paorler de M* Joseph Sturge. (Brtryantes acclamafkms). B n^y avait pas Irente-^ix henres qn'il était déharqné, (fu'dn henrénx hasard le conduisit à rfaAfel où fêtais avec ma femme et mes enfants. Mais celles fetent les paroles dent on le salua à son arrivée h New^York? « Ami, hir dit-on, retonrnez es Angleterre. € Voén avez des lois céréales qni affament vos compatriotes, s Regardes learspftlesfignreset leurs formes eafendées,ér # lorsque vous aurez aboli ces lois, lorsque vms aores: al^ \$ franchi rindu8lrie[,brhannique, revenez et bissez édater € votre mépris pour notre système d^esclavage. » (Applau-^ dissemeift). Quel étais i^ y a quelques jovrs le tangage d*uQ des grands journaafi de ParisO? s Angleterre, oii^ueiiteuse

OleNaliامل.

ou l'agitation anglaise. 3oi

^ng}^»r% e(Eie« à» \m écvsspi» |(& fier lion britMiiiiqtie f (i\ mi) ^ ^ place w ouvrit mommii »a ioiplimot vni*

c nemept 4« paiOr p (^elamitÛNa» pinotongés). Qimb répoo-Mjmhèm^X^Mi h m Me^ qui l«î feproeh«i(«09#fitème i)^ nropp^, <^r i) eut h gi9ip4 et «universel gnonop^r d« i'«rpt«-4 Allez, ^it)ej^c)ui« ^i^ a^^f cbei? vo«9]« 190*^ 4 oopplç^)^ oér^lci9« et ¥99» me (r<Miv»riâ« pr^t ^wuite k 4 vpw accorder imn^le^ Mlité^ ^wm^llep 4iie yo«» 4 9(>^yl d^ir^, » Ainfii,

^oH le grarf p9cbi d*iMe»iodrie, «oïl rAmérjcaîn / ^uscepiibi»
 o9 1^ fnnuA^ fm% twam^ lû^, cbacun Bo9\$ jette k la iSi^ jiptre
 j^opre mowéqwmur ; ^ pu B^ pwt {^9 eomprepdre cooment le
 paiipte d*Ajai^-r Lame, gai prétend ae gon^erMr par »q
 I^kmept de aoa i^fioi)^, tplèr^ ce fl^p 4eBtnei^eirr qii'm uppetta
 loi^r^Mtdêê (Acclamation^)- Hv» il eat çopsolaot de peoaer ^ue
 bow ftommw epdaapx prises ave^ l^^demièredifficulié. LaChaia-
 EibM dez opJwnuAps i)^|aU pas ootre plus grand dhBtacle*
 J#erois qm'pp pwu 4îre avec vériié de la plupart des «p»«âes
 qiaes- }iopf ^ 99*ell^9 seront emportdesi quelle que ^ii la com-
 pasi-r iifm 4e ip Cbaudç^^re des coQMBuues» aussitdt que le
 peuple sqp^ l^rôçMra plcâ^oeut, g^éral/emeiit et uiiiversdle-
 neiit la na^ lliir# et)p ppit/ée de ce ^u'il damaiide. Je se pois voir
 a?ee 4^co«nigpiaept le Cbambrie des communes, touie mauvaie
 qu'elle esff Copsidérée ea ellenuême et dans les éléments
 der^A^me qu'elle recèle, elle est incurable, dépourvue qu'elle eut
 de tmt germe de mstauration ou de rénovation. Hais je S9iis ap-
 sai, par rhistoîra des trente dernières années, ^ne le p^^pLe p'e
 qu'^ étie u#aime ponr réussir. ^rayanisappiaB- 4isfieD)^q)f),
 J^i nous ;iyons obtenu lerq>pd de Taete de ceor pératipn 4'90
 Parlement angliean, — Témancipatiop imika^ liqop d' we législa-
 ture Orangiste , ttt- la réfarme éleeleraie d'^neCbambre nommée
 par les bourgponrris , — TabolRiâB

de te traite et de Tesclavage d*one assemblée de possesseurs
 d'hommes, eh bien! nous arracherons la liberté commerciale Ji
 un Parlement de monopoleurs» (Applaudissements).

Permettez-moi de tous dire quelques mots sur la question des
 sucres. Je le fais avec quelque répugnance, car dans une occasion
 récente, où ma santé m*a empêché d^assister îi votre réunion,

vous avez entendu sur ce sujet un orateur dont je reconnais Tex-
trême supériorité ; je veux parler de ce profond économiste, qui,
malgré sa modestie, quelque soin qu'il [Nrenne de se cacher,
n'en est pas moins un des plus utiles ouvriers de notre cause , H.
James Wilson. (Applaudissements.) Hais j'ai plusieurs motifs
pour dire ce soir quelques mots sur la question des sucres.
D*abord , parce qu'il existe sur ce sujet une lumineuse différence
d'opinion parmi nous ; je dis une honnête différence, car je re-
connais la sincérité de nos adversaires, comme je me plais k
croire que la nôtre n'est pas contestée. — Ensuite, parce que
cette branche si importante de la question commerciale sera
bientôt discutée au Parlement, et que les opérations de la législa-
ture, du moins quant aux résultats , subissent toujours l'in-
fluence de l'opinion publique du dehors. J'ai peut-être été plus k
même qu'un autre d'apprécier les scrupules de ceux de nos amis
qui ont embrassé l'autre côté de la question , ayant toujours été
uni k eux , comme je le suis encore , en ce qui concerne l'objet gé-
néral qu'ils ont en vue , quoique, k mon grand regret, je ne par-
tage pas leur opinion sur l'objet spécial dont il s'agit maintenant.
Je respecte leur manière de voir; je sais qu'ils n'en changeront
pas si nous ne parvenons k les vaincre par de fortes et suffisantes
raisons, — je retire le mot vaincre^ — si nous ne parvenons k leur
démontrer que les sentiments d'humanité auxquels ils croient de-
voir céder, trouveront une plus ample et prompte satisfaction
dans le triom-

ou L'AGITATION ANGLAISE. 303

phes de nos desseins que dans l'accomplissement de leurs
vues. Et enfin parce que j'aime à rencontrer des occasions qui
mettant nos principes à l'épreuve. Voici une de ces occasions. Un

abolitionniste me demande : c Êtes-vous pour la liberté commerciale , alors même qu'elle donnerait accès < dans ce pays aux produits du travail esclave? > Je réponds formellement : je suis pour la liberté commerciale ; si elle ne peut s'établir universellement, ou si elle conduit à l'esclavage , le principe est faux ; mais je l'adopte parce que je le crois juste ; je m'unis aux abolitionnistes, parce que leur principe est juste. Deux principes justes ne peuvent s'entrecroiser et se combattre; ils doivent suivre les parallèles pendant toute éternité. Si notre principe est bon pour ce pays, il est bon pour les hommes de toutes les races, de toutes les conditions, il engendre le bien dans tous les temps et dans tous les lieux. (Applaudissements.) Plusieurs de nos amis de l'association contre l'esclavage disent qu'ils ne peuvent s'accorder avec nous sur ce sujet. Je me suis fait un devoir d'assister au meeting d'Exeter-Hall , vendredi soir. (Applaudissements.) Je n'y aurais pas paru si je n'avais consulté que mes sentiments personnels, l'amitié ou la popularité. J'ai gardé le silence sur cette partie de la question. J'ai cru que mes amis étaient dans l'erreur, et que, contre leur intention , ils faisaient tort à une noble cause en mettant des arguments dans la bouche de nos adversaires. Dans mon opinion , ils favorisent, et en tant qu'ils agissent selon leur principe , ils faciliteront la perpétration d'une fraude déplorable au sein du Parlement. J'aurais voulu voir le monopole s'y montrer dans sa nudité, dans sa laideur et dans son égoïsme. J'aurais voulu le voir réduit à ces arguments qui se réfutent d'eux-mêmes tant ils sont empreints d'avarice et de personnalité. Je regrette qu'il soit aujourd'hui placé dans des circonstances

qui lui p^mettant 4« j^r derrière lui e^ vgunitfM el de Jeir w
pr^er  'wtxe^ qui \m «ont fwnw du dehon par uiae ^9sociatioi)
estiniable , ^t qui s^nt nntioiiii s p\$ le pripaipe de Tbuai oit .
(^pplandiflseioeata.) Lq\$ fwiUes po- Uiqua» vovui on(appris les
r aultato de cette oi nomble ji wce* ( c uiez,  coutez.) Si
j*^^Qve «n eent meut de sat         du eucc s qui a accueill
daoa cette aeembl e un aiueBdemeut dws le ^eps de It liberté
eommerctele, je te* grette encore plus pei|V-  re qu'une Idle d i-
Qaretie ail   t  nécessaire et qu'elle aitreoconir  reppQsiiJnp
d'une aussi foiie miMuri  ,  epend^ftfi les membres de celte mi-
porit  ont  ous m vote 9in   , Dès qu'ite seront convaincus, ils
  ronUyec mu^; leur ipt^rit  et leur iafie^bilit  seront de notre
eot , dès qu'ils comprendront , ce qui, je Tesp r^, ne peut tarder,
que le gr ind principe auquel ils vailent fitire des exceptions
d^q^ des cas partii^li^rs,  mX régner upiycrsellement pour le
bjep d  l'bninsinit ,

F a reçu bi^u dps lettres d9 n^s amis qui m'ficcwif^t d'io^
conséquence , p^rce qu'ayant   t  jusqu'ici l'avoeal d# Tab^ li-
t ou, je me présente aujourd'hui, disentnl^, comme w promoteur
d^ l'esclavage» Monsieur, ea mon npm , au nom de tou^ iceux
qui partagent mes yues, je proteste «ontr^ cette imputation. Je
ne suis pas plus le promoteur de l'esclavage, p^rpe que je d -
fends la liberté commerciale « que je m 9m HP ami de l'err ur
pgrce que je m'oppose k ^ que la peine d  mort soit ipoig e   qui-
copqiie émet ou pn)i^e de fnwm» opipiops, (Appbwdisseipepts.)
J  crpis que YMei»yag^ ^t efficacement cpmbattp pfur I9 liberté
44s  cbmm^^

compio je crois que le vérité r'9 P9S bwwP P9 r  e dtfwdge

d^ gibets , dç cha^pesi de t^r^yres et de cacbfsts, (^rofwiaa ic-clapatjops,) ^ quoi ! appeler le mnopQLP en aide it l'ar boliliop de l'esclav^ige ! mais l'esclavage a sa racine dans le

ou L'^aiTATION AN\;tA|SE. 3oS^

monopole. Le monopoie l*a eogetulréf il Ta ooorri, il Ta élevé« il Ta maintenu et le maintient encore. La mort du monopo/e, il y a emquanie am^ eeûi été frobatlementj em'tainemeni^ la Morl de rêiclavage^ (ëcootez, écoutez,) et cela, sans croisières, sans protocoles, sans traités, sans Tintervention de Tagitation .abolitioniste,sansta dépense de 20 millions steri. (ÉcoiHez, écoutez.) Je demande qu'il me soit permis de dire que je n*aî pas changé d'opinion à cet égard. Pour vous en convaincre» je vous lirai quelques lignes d'un discours que je prononçai en i859, longtemps avant que j'eus jamais pds la parole dans nn meeting de la Ligue , parce qu'alors j'étais absorbé par d'autres occupations et n'avais encore pris aucune part au mouvement actuel. Le discours auquel je fois allusion fui prononcé kMancheslers au sujet de l'abolition de l'esclavage, et de l'amélioration de la condition des Indiens, dans le but de faire progresser simultanément leuT-bien-être et celui de la population de ce pays. Veuillez me pardonner ce qu'il y a de personnel dans cette remarque, si j'ajoute que , dans le même espace de temps , je ne sache pas qu'aucun homme ait travaillé avec plus d'ardeur et d'énergie que je ne l'ai fait, à évaller l'attention du peuple d'Angleterre sur la nécessité d'encourager le travail libre dans toutes les parties de l'univers. (Écoutez, écoutez.) En plaidant la cause du travail Kbre, je disais : < Quoique le désir 4e mon cœur^ et ma pri^ de

< tous les jours soit que le jour arrive bientôt où il n'y ail c plus une fibre de coton travaillé ou consommé dans ce pays

< qui ne 8<Ht le produit du travail libre, cependant je ne de-
€ mande ni restrictions, ni règlements, ni droits prohibitifs, c ni
rien qui ferme nos ports aux produits de quelque proc venance et
<Je quelque nature que ce puisse être^ que ce

< soit du coton pour vêtir ceux qui sont nus, ou du blé pour «
noorrir ceux qui ont faim. Grâce aux imprescriptibles lois

SCMt .€OB DEN KT LA UeUfi,

€ qîl gouterment le monde «ooial , de t«ls renèdes De aol t
pas nœessaires. 4e oe demande qtie Hbertév jnetiee, iroc partia-
lité, convaiwa qne, si eHea nous sont aceerdées « c tout système
fondé sar le monopole, on mis eii<ea?re par c Tesclavage ,
s^écrouiera pour toujours. » Je tenais ce Un* gage dans un mee-
ting mémorable de la Soeiié de\$ Àfnù k Manchester, devant
on^iuditoire composé en grande partie de memjbres de ce corps
respectable de chrétiens. 1^ tendemain, dans la même eneeinlei,
je disais: c Si nous laissons une libre c carrière à la concurrence
do travail libre de l'Orienl et du f travail esclave de FOcident,
nous pouvons ouvrir tons nos c ports, laisser ii^ toutes les na-
tions du globe la chance de € vendre leurs produits sur motre-
marché, bien assurés que « le génie de la liberté remportera sur
la torpeur de la ser- « vitude. > J'adhère encore ii ce sentiment, je
crois fermement que tout autre moyen est comparativement im-
puissant, le ne veux pas dire que tous les autres doivent être ex-
clus. Je ne présente pas la liberté conEtmsroiale coiHiie le seul
agent de rabolition. J'admete qu'il peut se combiner avec
d^autres moyens ,* pourvu qu'ils soient justes, lels que Ja chaire
, la tribune etla presse. Que le Parlement fasse son devoir, non en
inq>osaBt , mais en détruisant iesrestrictioDS, en
affranchissanl<l'kidu6trie, en lui laissant sa rémunéralioo légi-

time. Si je suis dans Terreur sur ce sujet, c'est avec les hommes les plus remarquables de la Société contre l'esclavage. (Écoutez, écoutez.) Il fut un temps, et principalement vers l'époque de son triomphe, où j'étais intimement identifié à cette association estimable, qui avait avec la Ligue bien des traits de ressemblance. Je me souviens qu'à cette époque elle me fournissait des ouvrages où je pus puiser des motifs et des arguments propres à dévoiler l'iniquité et l'impopularité de l'esclavage. Je conserve ces ouvrages et je les trouve

ou l'aCITATION AN6LAI9E. 307

encore éminemment d'inspiration. Je cherche quel était l'objet du symbole abolitionniste. Voici une lettre d'un grand maître adressée en 1823 à M. J.-B. Say, par M. Adam Hodgson, chef d'une grande maison de Liverpool, sur la dépense du travail esclave comparée à celle du travail libre. Cette lettre fut répandue à profusion dans tout le royaume. Que disait H. Hodgson? La nation ne consentira pas longtemps à soutenir un ruineux système de culture, au prix de ses plus chers intérêts, sacrifiant pour cela ses transactions avec 100 millions de sujets de la Grande-Bretagne. Le travail esclave de l'Ouest doit succomber devant le travail libre de l'Est. » (Approbation.) Voici encore un livre dont je désire vous citer quelques extraits. J'espère que vous m'excuserez. Nous ne devons pas perdre de vue que les discours prononcés dans cette enceinte s'adressent aussi au dehors. Grâce à ces Messieurs, devant moi, dont les plumes rapides fixent en caractères indélébiles, des pensées qui, sans cela, s'évanouissaient dans l'espace, les sentiments que nous exprimons ici arrivent aux extrémités de la terre. Qu'il me soit donc permis de parler de cette tribune à des amis absents, à des hommes que j'honore et que

J'aime , et puisseje les convaincre qu'ils ne sauraient mieux faire que de venir grossir nos rangs ; que nous marchons sur une ligne droite qui ne hurle aucun principe de rectitude et qui s'associe spécialement avec la grande cause qu'ils ont pris à tâche de faire prévaloir. — Ce livre me fut donné , il y a bien des années par l'anly-Wavery Society. Il est écrit avec soin , et a pour but de montrer que si le travail libre et le travail esclave étaient laissés à une loyale concurrence; le dernier, à cause de sa cherté, devrait succomber devant la perfection plus économique du premier. L'auteur est M. Sturge, non point Joseph Sturge, mais son frère \k jamais regretté, qui, s'il

308 COBDEN ET LA UTILITÉ,

m'ex permis de prononcer son jugement, est mort trop tôt pour la cause de l'humanité et de la bienfaisance. Quel était le principe fondamental sur lequel il s'appuyait : c'était aucun

< système qui contredit les lois de Dieu « et qui blesse sa Créature raisonnable , ne peut être définitivement adopté » c'est évident. » Comme ces paroles confirment entièrement notre position. (Écoutez, écoutez.) Nous soutenons que les restrictions et les taxes, qui ferment nos ports aux productions des autres régions, qui interdisent l'échange entre un homme industriel qui produit une chose et un autre homme industriel qui en produit une autre , — sont contraires aux lois de Dieu et funestes à sa créature raisonnable, » et que le système ne peut-être définitivement avantageux ni aux individus ni aux masses. Voyons ce qu'en ajoute M. Sturge : c'est Nous croyons que les faits que nous allons établir convaincront tout observateur sincère et dégagé de toute passion de la vérité de cet axiome : le travail libre est plus économique que celui de l'esclave. En outre il suit

avant les conséquences de ce principe général, nous aurons fréquemment l'occasion d'admirer la sagesse conçue et sommée qui a préparé par un moyen si simple un remède

< au plus détestable abus qu'il jamais inventé la perversité humaine. Nous sentirons la consolation pénétrer dans nos cœurs, lorsque, détournant nos regards des crimes et des

< malheurs de l'homme, et de l'inefficacité de sa puissance, nous viendrons à contempler l'action silencieuse mais irrésistible de ces lois qui ont été assignées dans les conseils de la Providence pour mettre un terme à l'oppression de la race africaine. > (Écoutez, écoutez.) H. le Président, ce n'est pas la première fois que je cite ces extraits. Ce livre est couvert de notes que j'y écrivis il y a douze ans, quand il me fut remis, alors que, pour la première fois, ces nobles sen-

timents, réveillant toutes les sympathies de mon cœur, Je me levai pour proclamer ces glorieux principes et cette doctrine fatale au maintien de la servitude. Je pourrais multiplier les citations. Je me bornerai à une dernière. Veuillez remarquer le fait qu'établit M. Sturge comme preuve de la vérité de son axiome : c'est qu'il y a quarante ans, il ne s'exportait pas d'indigo des Indes orientales. Tout, ce qui s'en consommait en Europe était le produit du travail esclave. Quelques personnes employèrent leur capital et leur intelligence à diriger l'industrie des habitants du Bengale vers cette culture et leur enseigner, à préparer l'indigo pour les marchés de l'Europe, et quoique de graves obstacles leur aient été opposés dans le commencement, cependant les droits ayant été nivelés, leurs efforts furent couronnés d'un plein succès. Telle a été la puissance du capital et de l'habileté britanniques, que quoique les premières importations eussent à

supporter un affrètement quintuple du taux actuel, l'indigo de l'Inde a graduellement été replacé sur le marché indigo produit par les esclaves, jusqu'à ce qu'enfin, grâce à la liberté du commerce il ne se vend plus en Europe une once d'indigo qui soit le fruit de la servitude, » (Acclamations.) Vous savez très bien, monsieur, ce que M. Sturge appelle liberté du commerce; le principe même n'en était pas reconnu à cette époque, etc.

L'orateur cite encore un passage dans lequel M. Sturge établit que ce qui est arrivé pour l'indigo arriverait pour le sucre. Il se termine ainsi :

« Ces faits sont de la plus haute importance, d'abord parce qu'ils confirment le principe général que nous proposons, mais encore parce qu'ils nous conduisent à un but de nos recherches, et nous signalent le moyen « pé-

510 COBDEN ET LA LIGUE,

« d'abolir l'esclavage et la traite. Laissez sa libre action il se produira sa bénigne influence sur

« toute créature humaine actuellement retenue en servi-

« tude » (Écoutez, écoutez). Et qui donc a abandonné ce principe. Très certainement ce n'est pas nous. — Tarrive maintenant à la convention de 1840, à laquelle, dans une occasion récente, faisait allusion ce grand homme qui dirige la Ligue, notre maître à tous, qui s'est créé lui-même on qui a été créé à cette fin, je veux parler de M. Cobden. (Les applaudissements enthousiastes éclatent dans toute la salle).

L'orateur cite ici des délibérations, des rapports, des enquêtes émanés de la convention, et qui démontrent que cette

association s'était rattachée au principe exposé plus haut par M. Sturge. Il continue ainsi :

Je le demande encore, qui rend maintenant hommage à ce principe? N'est-ce pas ceux qui disent : Nous ne reculons pas devant les résultats; nous n'avons pas posé un principe comme étant la loi de la nature et de Dieu ; nous n'avons pas prouvé par les annales de l'humanité que le malheur et la ruine ont toujours suivi sa violation, pour venir maintenant, que le temps de l'application est arrivé, et dans les circonstances les plus favorables, reculer et dire : nous n'en parlions que comme d'une abstraction ; nous n'osons pas le mettre en œuvre; nous contemplons avec horreur le moment où il va lutter loyalement contre le principe opposé. — Que Ton ne dise pas que nous voulons favoriser l'esclavage et la traite ; car, bien loin de là, quand nous plaçons la cause de la liberté illimitée du commerce, nous sommes influencés par une ferme croyance qu'elle est le moyen le plus doux, le

ou l'agitation ANOLATSE. 311

piM pacifique de réaliser l'abolition de la traite et de l'esclavage. Nous marchons dans vos sentiers; nous adoptons vos doctrines; nous applaudissons à votre union avec la cause que vous avez révélée la béatitude de cette loi divine qui a ordonné que dans tous les cas où une franche rivalité est admise, les systèmes-fondés sur l'oppression «doivent être détruits par ceux qui ont pour base l'humanité et la justice. Nous vous imitons en tout, excepté dans votre pusillanimité et dans ce que nous ne pouvons nous empêcher de regarder comme votre inconséquence. Ne qu'on ne nous fasse pas de ce que notre foi est plus forte que la vôtre. Nous honorons vos sentiments d'humanité. Votre erreur consistait selon nous, à ce que vous vous laissez entraîner par ces sentiments à

quelque chose qui ressemble -à la négation de vos propres doctrines. Tout ce que nous vous demandons, c'est de rester attachés à vos inPincipes) de les. appliquer courageusement; et si vous neToset, permettez-nous du moins de ne pas suivre les conseils d^hommes qui manquent de courage quand le moment est veau de prouver qu'ils ont foi dans rinfoillibilité des prîacipes qu'ils «m proclamés eus^^m^mes. — Aujourd'hui nos amis fondent leur opposition a leur grand principe, sur ce qu'il* ne saurait être appliqué d'une manière absolue sans entraîner des conséquences désastreuses^ Mais je leur rappellerai que ce n'est point ainsi qu'ils raisonnaient autrefois. IU en demandaient l'appUcation immédiate sans égard aux conséquences- fatales que prédisaient leurs adversaires. Ils croyaient sincèrement ces craintes chimériques, et fussentelles fondées, ce n'était pas uneraison, diraient-ils pour ^journer un grand acte de justice^ On a(m gisait : vous laites tort k ceuxkqui vous voulez faire duhîen,an^ nègres. On nous opposait sans cesseledanger pour les ng&rs4^leur affranchissement immédiat. Un membre du Parlemegt m'affirmait un jour, de-

313 CGRDEN ET LA L1G17E,

▼ aot des mîHiers de dos concitoyens réunis pour nous entendre discuter cette question , que si nous émancipions les nègres, ils rétrograderaient dans leur condition ; qu^au lieu de se tenir debout commodes hommes, ils prendraient bientôt Thumble attitude des quadrupèdes. (Rires). Il faisait nn •tableau efFrayant de la misère qui les attendait, et y opposait kr poétique description de leur bonheur, de leur innocence et même de leur luxe actuels. (Rires). SI tous doutez de ce que je dis, informez-vous auprès du membre du Parlement qui parla le dernier hier

soir à la Chambre. (Rires). Oui, on nous disait gravement que l'émancipation empirerait le sort des noirs, et paralyserait les philanthropiques projets des planteurs. Les Antilles, d'ailleurs, allaient être inondées de sang, les habitations incendiées, et nos navires devaient pourrir dans nos ports. Vous pouvez, M. le président, attester la vérité de mes paroles. On calculait le nombre de vaisseaux devenus inutiles et les millions anéantis. Au milieu de tous ces pronostics funèbres, quelle était notre devise : *Fiat veritas et liberabitur vobis*. Quelle était notre constante maxime: « Le devoir est à nous; les événements sont à Dieu. » Non, le triomphe d'un grand principe ne peut avoir une issue funeste;. Lancez-le au milieu du peuple, et il en est comme lorsque une montagne est précipitée dans l'Océan : l'onde s'agite, tourbillonne, écume, mais bientôt elle s'apaise et son niveau poli reflète la splendeur du soleil. (Applaudissements prolongés). Avons-nous, ou n'avons-nous pas un principe dans ce grand mouvement? Si nous l'avons, poussons-le jusqu'au bout. Il a été éloquemment démontré dans une précédente séance, par l'orateur qui doit me succéder à cette tribune, que ce que nous défendons, c'est la cause de la moralité; par des centaines de ministres accourus de toutes les parties du royaume, que c'est la cause de la religion, que

ou l'agitation anglaise. 313

•c'est le droit de l'homme , le devoir de la législature, que l'honneur et la prospérité de ce pays que les intérêts des régions lointaines sont attachés au triomphe de ce principe; eh bien, poussons-le jusqu'au bout. (Applaudissements). Hais, disent quelques-uns de nos amis, nous exceptons Cuba et le Brésil. > Je ne répéterai pas, avec M. Wilson, qu'il est indifférent pour les

nègres que vous consommiez du sucre-esclave on du stacref-libre, car si c'est de ce dernier, il ne peut arriver sur notre marché qu'en faisant quelque part un vide qui sera comblé par du sucre-esclave ; mais je demanderai nos adversaires quel droit ils ont de réclamer l'intervention de la législature dans une matière aussi exclusivement religieuse que celle-ci, où il s'agit d'incriminer ou d'innocenter telle ou telle consommation ? Ils n'en ont aucun. Je veux qu'on réunisse des hommes appartenant à toutes les sectes religieuses, les hommes de la plus haute intelligence; je veux qu'ils aient le respect le plus profond pour la volonté du créateur et toute la délicatesse imaginable en matière de moralité et de scrupules, et j'ose affirmer qu'ils ne s'accorderont pas sur la question de savoir s'il est criminel de se servir d'une chose, parce que sa production, dans des contrées lointaines, a donné lieu à quelques abus, et je crois que la grande majorité d'entre eux décidera qu'une telle question est entre la conscience individuelle et Dieu. Je suis certain du moins qu'elle n'est point du domaine de la Chambre des communes. (Écoutez, écoutez).

Un mot encore et je finis. Je voudrais conseiller à nos amis de bien réfléchir avant de fournir de tels arguments au cabinet actuel ou à tout autre. Si sir Robert Peel n'avait pas été mis à l'aise de dérouler sur le bureau de la Chambre le mémoire abolitionniste qui porte la vénérable signature de M. Thomas Clarkson, il eût été privé du plus fort argument

doit-il s'être servi pour résister au principe que nous soutenons, la liberté d'échanges avec le Brésil comme avec l'univers. Mais il a imposé silence à ses adhérents. Il a dit aux planteurs des Antilles : tenez-vous tranquilles. J'ai par devers moi quelque chose qui vaut mieux que tout ce que vous pourriez dire comme

propriétaires dans les Indes occidentales. Et s'adressant à la Chambre des communes, il a dit : « Les abolitionnistes sont contre vous. Ils nous adjurent au nom de l'humanité d'exclure les produits du Brésil. Si nous le faisons, ce n'est pas parce que nous possédons de grandes plantations dans l'Inde et le Demarara ; parie que les CabaBdos et les Buckingham ont de vastes propriétés à la Jamaïque. Non, nous ne cédon pas à de telles considérations. Ge n'est pas non plus parce que nous sommes obligés de ménager les colons, d'autant plus que si nous les blessions, ils renverseraient dès demain la loi-céréale. Nous ne sommes déterminés par aucune de ces raisons; nous sommes parfaitement désintéressés, et nous ferions bon accueil au sucre du Brésil, s'il n'était teint du sang des esclaves. U est vrai que nous fûmes toujours les adversaires de l'émancipation, et que lorsqu'il ne nous a plus été possible de reculer, nous avons imposé à la nation une charge de vingt millions sterling que nous avons distribués non aux esclaves mais à leurs oppresseurs. (Bruyantes acclamations). Le sens du juste est si délicat chez nous que nous avons indemnisé le tyran et non la victime. (Nouvelles acclamations). Nous avons payé les planteurs pour qu'ils s'abstinssent du crime; nous avons sauvé leur réputation et peut-être leur âme. Nous avons fait tout cela, c'est vrai, mais nous sommes bien changés aujourd'hui. N'ai-je pas assisté aux meetings d'Exeter-HaU? N'y ai-je point péroré ? N'y ai-je point entendu l'orgue saluer la présence et la parole de Daniel O'Connell? Nous sommes

ou l'agitation AM(2LA1SE. 315

bien changés. Nous sommes maintenant les disciples, les représentants des Grennille, des Sharpes, des Wilberforces, qui se reposent de leurs travaux. Nous nous couvrons de leur manteau,

et nous vous adjurons, au nom de deux mil* lions et demi d'esclaves , de ne pas manger du sucre du Brésil. » (Applaudissements prolongés). Après ce discours, il regardera sans doute les monopolem*s par-dessus les épaules, et dira: < Vous ne vous souciez guère du café, n'est-ce pas? — Non, disent-ils. — ^Très bien, reprend sir Robert, nous réduirons le droit du café de 25 p. o/o, et nous prohiberons le sucre. » Et c'est ainsi que toute cette belle philanthropie passe de la cafetière dans le sucrier. (Rires).

Après quelques autres considérations^ M. Tliomp- 8oD 9 revenant à cette idée que Tabstensioû de la consommation du sucre-esclave est une affaire de conscience, termine ainsi :

Ma force est dans mes arguments, et je n'en appelle qu'à la raison. Si je puis éveiller votre conscience et convaincre votre jugement, vous m'appartenez. Si je ne le puis, que Dieu vous juge, quant à moi, je ne vous jugerai pas. Je m'efforcerai de vous persuader de bien faire, et vous plaindrai si vous faites mal. Je poursuivrai le bien moi-même, et n'emploierai d'autres efforts pour conquérir mes frères que la raison, la tolérance et l'amour. (A la fin de ce discours, l'assemblée se lève en masse, les chapeaux et les mouchoirj» s'agitent, et les applaudissements retentissent pendant plusieurs minutes).

La séance du 29 mai fut présidée par le comte Ducie, qui a traité longuement la question de la li-

3f6 COBDBN £T LA LIGUE,

berlé commerciale 9U poiDt de vue de Tagriculture pratique. Le meeting a entendu MM. Cobden, Perronel Thompson, Holland, propriétaire dans le Worcester- •hire, et M. Bright, m. P.

Séance du 5 juin 1844.

Le fauteuil est occupé par M. George Wilson.

Le premier orateur entendu est M. Edward Bouverie ,
membre du Parlement pour Kilmarnock.

L'honorable membre examine l'ensemble de la législation actuelle manifesté par ses actes. La majorité ayant toujours maintenu les lois-céréales, sous le prétexte de faire fleurir l'Agriculture » et avec elle toutes les classes qui se livrent aux travaux des champs, M. Cobden a demandé qu'il fût fait une enquête dans les comités agricoles, afin de savoir si la loi avait atteint son but, et si, sous l'empire de cette loi, les fermiers et les ouvriers des campagnes jouissaient de quelque aisance et de quelque sécurité. Il semble que les amis du monopole qui s'intitulent exclusivement aussi les amis des fermiers, » auraient dû saisir avidement cette occasion de montrer qu'en appuyant la protection, ils suivaient une saine politique. Mais, continue M. Bouverie, ils ont dit : « Nous ne voulons pas d'enquête. » Et pourquoi? Parce qu'ils savent bien qu'elle démontrerait l'absurdité et la futilité de leurs doctrines; que la protection n'est que déception ; que ce n'est autre chose que le public mis au pillage. Ils préfèrent les ténèbres à la lumière. Ils craignent ta

OD L*ACTIVITÉ ANGLAISE

lumière, parce que leurs actions ne sont pas purement

Est Tenu ensuite le bill sur les travaux des manufactures, connu sous le nom de «t bill des dix heures. » Et qu'avons-nous

vu ? Une majorité étalant sa fastueuse sympathie pour les classes ouvrières, déclarant que le peuple de ce pays est soumis à un trop rude travail, et que l'intensité de ce travail, pour les femmes et les enfants, est incompatible avec la santé de leur corps et même de leur âme. Mais quoi, c'est cette même majorité qui, en maintenant la loi-céréale, force le peuple à demander sa subsistance à lui; travail excessif. La loi-céréale dit au peuple : < Tu n'auras pas à ta disposition les mêmes moyens d'existence que si le commerce des blés était libre. Tu n'auras pas les mêmes besoins de travail que si de grandes importations provoquaient des exportations correspondantes et augmenteraient ainsi l'emploi des bras. » C'est donc cette loi qui broie le peuple et le force à chercher une maigre pitance dans des sueurs excessives, dans un travail incessant, incompatible avec le maintien de sa santé, de ses forces et de son bien-être. Mais nous avons vu autre chose. Nous avons vu tomber cette philanthropie affectée, et dès l'instant que le ministère actuel eut déclaré qu'il faisait de cette proposition une question de cabinet, nous avons vu la majorité défaire ce qu'elle avait fait, moins soucieuse de sa prétendue sympathie pour le peuple que de maintenir le pouvoir aux mains des ministres de son choix.

Ce n'est pas qu'il n'ait été fait quelques timidités dans la voie de la liberté commerciale. On a diminué

les droits sur les raisins de corynthe (curraints), (Rires). J'en ai félicité singulièrement les amateurs de pudding. (Éclats de rire). Mais il faut autre chose que des raisins pour faire du pudding. Il y entre aussi de la farine, et en abrogeant la taxe sur le blé, on eût mieux servi les intérêts de ceux qui mangent du pudding et de l'immense multitude de nos frères qui n'en ont jamais vu même

en rêve. C'est au peuple de leur dire : « Vous deviez faire ces choses sans négliger le reste. »

L'orateur aborde la question des sucres et la distinction proposée entre le produit du travail libre et celui du travail esclave. — Si nous adoptons cette distinction en principe, dit-il, où nous arrêterons-nous? Si nous devons nous enquerir de la tradition sociale, morale et politique de tous les peuples avec lesquels il nous sera permis d'entretenir des relations, où poserons-nous la limite? Une grande partie du blé qui arrive dans ce pays, même sous la loi actuelle (et il en viendrait davantage si elle n'y opposait), provient d'un pays où l'esclavage est dans toute sa force, je veux parler de la Russie. (Grognements). Vraiment, je suis surpris que les sociétés en faveur de la protection, qui battent les buissons pour chasser aux arguments, et ne sont pas difficiles, ne se soient pas encore emparé de celui-ci : « Mainte-nons la loi-céréale pour exclure le blé russe. »

M. HILNER Gibson, m. P. pour Manchester. (Nous sommes forcés par le défaut d'espace à nous renfermer dans l'analyse et quelques extraits du remarquable discours de l'honorable représentant de Manchester).

ou L'ATTITUDE ANGLAISE. 349

M. le président, c'est avec bonheur que je vous ai entendu déclarer, à l'ouverture de la séance, que vous étiez résolu à ne jamais ralentir vos efforts jusqu'au triomphe de la liberté commerciale. Je me réjouis de vous entendre exprimer que vous sentez profondément la justice de cette cause, car je sais que cette association et ces meetings ne surgissent pas d'une impulsion nouvelle et soudaine, mais qu'ils sont fondés sur la large et éter-

nelle base de la justice immuable. (Acclamations). La liberté commerciale n'est pas une question de sous, de shellings et de guinées. C'est une question qui implique les droits de Thomme, le droit, pour chacun, d'acheter et de vendre, le droit d'obtenir une juste rémunération du travail, et je dis qu'il n'est aucuns des droits, pour la protection desquels les gouvernements sont établis, qui soit plus précieux que celui de vivre d'un travail libre de toute entrave et de toute restriction. (Acclamations).

L'honorable orateur traite longuement la question à ce point de vue.

Je me rappelle que le duc de Richroond disait dans une occasion : c Si Ton abroge les lois-céréales, je quitte le pays. » (Éclats de rires). On lui répondit -. c Au moins vous n'emporterez pas vos4erres. » (Nouveaux rires). Mais consi«> dérons la posilion où se place un homme qui fait une telle déclaration. Qu'est-ce que la loi-céréale? Quelle est sa nature? Cela se réduit li ceci : Des gens qui tiennent boutique d'objets de consommation ne veulent pas que d'autres venr dent desol^ets similaires. Le noble duc est grandemenl engagé dans ce genre d'aflaires, et il voudrait bien être o;ie sorte de marchand breveté. (Rires). Mais je dis que tout Anglais a le même droit que lui d'approvisionner le marché de blé,

330 COBDEN ET LA tLOUEf

pourvu quMI Tait acquis honuél^ment Comme Anglais, j'ai le droit die vendre du blé que je me suis procuré par réchaugé, justement comme le duc de Richmond a le droit de vendre du blé qu'il s*est procuré par la culture. Mais, me dit-on, vous ne devez pas le faire^ parce que cela empêcherait le noble duc de tirer un

parti aussi avantageux de sa propriété. € Et quel droit ce grand seigneur a-t-il sur moi? Je ne sache pas lui devoir quelque chose; qu'il existe des comptes entre lui et moi, et qu'il doive avoir un contrôle sur mon industrie. — A ce point de vue, 6h! combien est monstrueuse l'intervention de la loi-céréale sur la liberté civile des sujets de S. M. la reine (acclamations)! Quel est le but du gouvernement? quel est le but de la société? L'objet unique du gouvernement est d'empêcher les citoyens de se faire déloyalement du tort les uns aux autres, d'empêcher une classe d'envahir les droits d'une autre classe. Or, je dis que le droit de suivre une branche d'affaires, le commerce, est k ma portée, que c'est une propriété que le gouvernement doit me garantir. Mais qu'a fait le gouvernement? Il a aidé une classe de la communauté \k me dépouiller de ce droit, de cette propriété, k m'interdire l'échange du produit de mon travail ; il s'est départi de sa vraie et seule légitime mission. (Acclamations.) J'espère, Monsieur, que l'on me pardonnera d'insister autant sur ce sujet (continuez, continuez); mais je considère ce point de vue comme le plus important dans la question. Je crois qu'on n'a pas assez considéré le système protecteur au point de vue de la liberté civile. Je soutiens que, comme vous avez aboli l'esclavage dans vos colonies, comme vous avez aboli, dans toute l'étendue des possessions britanniques, la faculté pour l'homme de faire de son bien sa propriété, vous devez, pour être conséquent à ce principe, abolir aussi le monopole. (Acclamations.) Qu'est-ce que l'es-

ou l'agitation anglaise. U21

esclavage? La prétention de la part d'une classe d'hommes au contrôle du travail d'une autre classe, et k l'usurpation des produits de ce travail ; — mais n'est-ce pas là le monopole? (Applau-

dissements prolongés.) En détruisant l'un, vous vous êtes engagé à détruire l'autre. La servitude reconnaît dans un homme un droit personnel à s'emparer de l'esprit, du corps et des muscles de son semblable. Le monopole reconnaît aussi le droit inhérent à l'aristocratie de s'emparer de la rémunération industrielle qui appartient et doit être laissée aux classes laborieuses. (Applaudissements longtemps prolongés.) Entre l'esclavage et le monopole, je ne vois de différence que le degré. En principe, c'est une seule et même chose. Car pourquoi le planteur avait-il des esclaves? ce n'est pas pour en faire parade ou pour les regarder comme des xénanariens en cage, mais pour consommer le fruit de leur travail. Or, c'est précisément là le principe qui dirige les défenseurs de la loi-céréale. Ils veulent s'attribuer, sur le produit des classes manufacturières et commerciales, une plus grande part que celle à laquelle ils ont un juste droit.....

La question, dans ses rapports avec la liberté civile me paraît donc aussi simple qu'importante. Cependant j'ai entendu de profonds théologiens, versés dans la philosophie ancienne, dans les mathématiques, capables d'écrire et de composer en hébreu et en sanscrit, déclarer que cette loi-céréale était si compliquée, si difficile, si inextricable qu'ils n'osaient s'en occuper. Je crains bien que ces excellents théologiens de l'Eglise d'Angleterre n'aperçoivent ces difficultés que parce qu'ils oublient cette maxime, que pourtant ils citent souvent : « Mon royaume n'est pas de ce monde. » Je crains que l'acte de commutation des dîmes ecclésiastiques ait introduit dans leur esprit des idées préconçues, et que

ce qu'ils redoutent surtout, c'est que TabrogaitioB des toto-
^sé^ réaies, en diminuant le prix du pain, ne diminue aussi la
Taletir de leur ditne» Si ce n'étaK cette appréhension, jVtte croire
que le clergé angfican serait pour nous, car le prncipe de la liber-
té est en parfaite harmonie avec la morale dirétienne, el les
meilleurs arguments qu'on puisse invoquer 6b sa fiaiTeur «e
trouvent encore dans la Kble. (Applaudisse-

ments.)

La tibercé comtnèrèiâle tend k réaliser pardle-mteie

tout ce qui fait rotqeidfiis^cett du philantkrope. EXJie oAe les
moyens de répandre 'la dVHlsation et la liberté religiciwc, non-
setAetnent dans les possesstims britanniques, mais dtens toutes
Tes parties dm globe. Si nous voulons voir le BkénI et Cuba aïïl-
ranârîr 4eurs esclav^irés , H ne faut pas isoler oe» eon- Trées des
natiotrs'plus civiKsée^où Tesciavageest en horwur. Quelle était
notre conduite alors que nous étions liOBSrttêmes possesseurs
d'esclaves, alors que nous tous, Mt^% I et jwqu'aux évêques de la
chambre des lords, soutenions la tmiie des nègres? ComtneiA
agissions-nous? Le gouvernement de ce pays connaissait bien
l'inQuence des communications counmerciales sur la propaga-
tion des idées, et il ne manqua pas d'iiiterdire toutes relations
entre nos colonies oceidentales^et Saint-Dotningûe de peur de
leur inoculer le voMn de la liberté: Les transactions commer-
ciales sont, croyea4e bien, les nidyéns aorquels la Providence a
confié la civilMlîon du genre Iramarn, ou du moins la diftisiou
des vérités «ivilî* ^trices. En ce^momMit, l'empereur de Russie
esA kisMMtras. ^Grognentéïïis' et sifflets.) Quand j'ai nommé
«eeiSMvcoAi, je n'ai^psis voulu provoquer ^ftes'marqves vie dd-
sipiffohaÉMi. Je pense qile'toouis ne tfeMlta i/^lr«n cette*

cvrooafliiMe que la simple'
VTtiie^'unhotnffleprivéâatt^«iepGi^r«ot»:ptMée sir Pétât de
laDMssie.'QoOi qu^il^ ^n'Soit, «e mmarqne ^est

ou L'AflITATlOiN AiNGLAfSE. Xt9

pami jHMii»« ainsi qsie le roi d^ Saxe, ei roo i^teod le r^ de\$
FnuDçaîa. On nous aasure que les visites réeipr4M]ues de ces au-
gustes personnages tendent à affermir la paix du monde. Je me
réjouis d'être témoin de ces communicationa amicales; mais
quant à établir la paix sur des irises solides , ii font antre chose ,
il Taut faire triompher les principes de ig Ligue, il but attacher les
nations les unes aux autres par les liens d'un commun intérêt, et
étouffer)*e6prit d*antagQnisme dans son germe, la jalousie na-
tionale* (Acclamations.) Les empereurs et les ambassadeurs y
peuvent quelque ^^boseftaws doute, mais leur ioAoence est bien
inefficace auprès de cet înléiîel commun qui naîtra pacmi les
peuples «de la liber(é^4e leurs transactions. Que les hommes
soient tous cvRtr'eoy des client» réciproques ; quMls dépendent
les uns des autmes piour leur bleuâtre, pour 4a rémunération de
kw travail , et vous verrez s'élever .une opinion pobMqne panni
les natiofs qui ne permeltfa pas aux aouverains et k leurs ambaa-
sadews (ie les entraîner dans la goeitce» comme cela est trop
sooivwt arrivé autrefois...*.

Nous citerons un dernier extrait de ce.4if^c<Mir9DO|ir mon-
trer que la question est plus près de sa \$olii(K)P qu'on ne s'en
doute en France.

c Le ministère demande à être (forcé; il nous jnvjte ^i^)^ for-
cer. Plus vous le presserez, plus il :VOua accordera.. Jle^nîs per-
suadé qu'à aucune époque de notre histoire, on jn'ta vuJus mi-

nistres de la ^uronne en appeler aussi diffec ^l ^emenliJiJIagitation et insinuer h l'opposition qu'ils. ne demandant «qu' ^i aiK>ir la main forcécVous le voyez fréquemment emporter les questions, non par le secouia 4e lents amis q ^i ne ^isofit gfe des dupes,«inaiis ff ^ l'infloepcede leurs adversaires, c Voyez,

disent-Us, te brait que font tous ces messieurs engagés dans la Ligue, nous ne pouvons plus maintenir ces lois de protection. Vous devez y renoncer. Le pays est en danger; si vous n'abandonnez pas la protection, vous serez réduits à abandonner bien davantage. Soyez donc prudents à propos, car la pression est devenue trop forte pour pouvoir y résister. Vous ne pouvez chercher les éléments d'une administration dans la Société centrale pour la protection de Tagriculture, ni dans l'association des Antilles. Elles ne présentent pas des hommes assez forts. Pour avoir un cabinet conservateur, il vous faut avoir recours à nous, et (ajoute sir Robert Pee)), je vous le déclare , gentlemen , la pression du parti free-irader est devenue irrésistible, et je ne veux pas que de vaines considérations, une exagération de persistance, viennent me faire obstacle qnand j'ai un grand devoir à remplir. Ainsi, acceptez la liberté commerciale , ou renoncez à mon concours. > (Rires prolongés.) C'est 1 ^ un bon et pméoit avis. Nous suivons ^ je le crois, une marche convenable et patriotique à tous égards, soit au point de vue des considérations morales, soit sous le rapport de l'accumulation des richesses. Je dis que nous suivons une marche convenable, quand nous nous efforçons de former, autant qu'il est en nous , nne opinion publique qui est l'instrument dont le ministère se servira pour abroger ces lois funestes. Quand il dit à l'aristocratie qu'elle doit renoncer k la protection , ou à bien d'autres privilèges plus importants, il lui donne un sage conseil, car je me rappelle, et beaucoup d'entre vous se rappellent

aussi sans doute, l'éloquente expression du révérend Robert Stall, qui disait : c II y a une taché de putridité à la racine de l'arbre social qui gagnera lesbraifches extrêmes et les flétrira, quelqu'élévées quelles puissent être. > (M.Gibson reprend sa •pla(jp au bruit d'applaudissements enthousiastes.)

ou L'AGJTAT10^ AiNGJLAISË. 325

M. Robert Moore lui succède.

Les deux grandes questions sur lesquelles se portent les efforts opposés des firee-traders et des prohibitionistes, savoir: la loi-céréale et la toi des sucres, approchent enfin, sinon de leur dénouement définitif, du moins de la solution provisoire qu'elles doivent recevoir cette année par un vote du Parlement. Nous terminerons donc, du moins pour cette campagne , l'œuvre que nous avons entrepris , par l'analyse succincte des débats et des péripéties parlementaires auxquels ont donné lieu ces votes mémorables. Commençons par la loi des sucres.

11 semble que cette question n'a qu'un médiocre intérêt pour le public français; cependant elle a fait ressortir d'une manière si remarquable les aberrations de l'esprit de parti , et le soin minutieux qu'ont pris les membres de la Ligue de se défaire de cette rouille qui semblait inhérente aux gouvernements constitutionnels, que l'on ne lira pas sans intérêt, nous le croyons, les phases de cette grande lutte, qui, on se le rappelle, compromet un moment l'existence du ministère.

Établissons d'abord l'état de la question.

La législation ancienne, et encore en vigueur au moment du vote, frappait le sucre colonial d'un droit de 24 sh. et le sucre

étranger d'une taxe de 63 sh. — La différence, ou 39 sh., était donc la part faite à la protection.

326 COTTDEN ET LA UGUB,

Sous le ministère de lord John Russell, le gouvernement proposa de modifier ainsi ces taxes-:

Sucre colonial 24 sh. — Sucre étranger 36 sh. Ainsi, la protection était réduite à 12 sh, au lieu de 39, et abandon de ce système colonial auquel on croit l'Angleterre si attachée, consommé dans cette mesure. C'est à l'occasion de cette proposition que » par l'influence combinée des monopoleurs, le cabinet Whig fut renversé.

Les Torys arrivés au pouvoir avec la mission expresse de maintenir la protection, forcés eux-mêmes de céder aux exigences de l'opinion publique éclairée par les travaux de la Ligue, proposèrent, en 1844, par l'organe de M. Peel, la modification suivante :

Sucre colonial 24 sh.-^ Sucre étranger 34 sh.

La protection est ainsi réduite à 10 sh.

Il semble d'abord que cette mesure, présentée par les Torys, soit plus libérale que celle qui les mit à même de renverser* les Whigs«

Mais il faut prendre garde que la réduction de 63 à 34 sh; n'est accordée par sir R. Peel, qu'au sucre étranger produit par le travail libre (free grown sugar). Ainsi, le monopole se trouve affranchi de la concurrence de Cuba et du Brésil, qui était pour lui la plus redoutable.

Les monopoleurs qui, à leur grand regret ne peutéht marcher qu'avec l'opinion publique, se sonlempSrés ici àVec une habileté incontestable * du sentiment d'horreur qile l'esclavage .inspire k toutes les classes du peuple anglais. Ce seutiuiént fomenté,

ou ls\w^k'fiOn AMGLAI&E. 32?

ekalté pendant 1m ^iwrstime apnée^^ ^l[qgiutii^€^(fûli^ iftf-miAf. a siervi, 4a09 \$pa ay^vtglemeDt, s^ la |^rp4M*4twa d'une fraude gro\$^ière d«ii\$ le. P«rleine«t.

On a ¥11 dana le coqipte-rewtu des meetings de la Ligue» l'opinion de cette asaoeintien reUtiveopefit à oette diatînetiqn entre le «uere^Ubre c^ l« sucre-e^clave.

U est bon de dire loi, qu'en présentant cette, loi, gir Robert Peel a déclaré que, ai l'état du reveiw put4ie le pwmeitait , il ae proposait de poueser bes^ucoMp phis lein la réforme en 184^^ mm qu^il tem^ii ^ ^ire prévaloir en priaeipe, et dès cette année, la dis^iqctJQP entre les deu^ sueres, afin de l« faire reparat(fe lorsqu'il a'agiraît d'un nevvel ^liaissen^ent des droits. Il est permis de croire que son arrUre-pensée éteit de se ménager un moyen de conclure un traité de commerce ayeo le Brésil, et nous s^vqps en effet que de^ commissaires anglais sont en ce moment chargés de cette mission.

Ainsi, 1^ mewre soumise au Parlement était celle-ci:

Spcre colonial I 24 shr — Sucre-libre étranger» 34. — Sucre-esclave étranger, 63.

(jC premier amendement fut proposé par jord John Russell. Il tendait h faire disparaître la distinction entre le sucre-libre et le

sucres-esclaves en d'autres termes. Il proposait 24 sh. pour le sucre colonial, et 34 pour le sucre étranger, de toutes provenances.

Cet amendement fut repoussé par 197 voix contre

Un second amendement fut présenté par M. Ewart,-

membre de la Ligue. En harmonie avec les doctrines de cette puissante association, il n'allait à rien moins qu'à la suppression de tous droits différentiels, non point entre le sucre libre et le sucre-esclave, mais entre le sucre colonial et le sucre étranger. En un mot, M. Ewart proposait le droit de 24 sh. pour tous les sucres, sans distinction d'aucune espèce.

Les ligueurs ne pouvaient espérer de faire triompher leurs vues, mais ils voulaient une discussion de principes; et en effet, dans cette séance mémorable, les principes de la liberté absolue, les vices du système colonial furent exposés avec une grande force par MM. Ewart, Bright, Gobden, Roebuck et Warburton.

Cependant l'amendement fut repoussé par 259 voix contre 36.

Enfin est venu le captieux amendement de M. Phillips Miles, député de Bristol, qui a un moment ébranlé le cabinet Tory. Voici cet amendement :

Sucre colonial, 20 sh. — Sucre libre étranger, d'une certaine qualité, 30, (broum muscatado or dayed). — Sucre libre étranger, d'une autre qualité, 34. (un autre dayed or équivalent).

Cet amendement était parfaitement calculé pour jeter le trouble dans toutes les dispositions de la Chambre des communes. Il laissait à la protection une marge de 10 sh. dans un cas, et de 14 dans l'autre. Il pouvait plaire aux free-traders, car il pa-

raissait abaisser le niveau général des droits de tous les sucres, jnème coloniaux. Il devait convenir aux monopoleurs ^ui le met-taient en avant, sac^hant bien que dans la

ou l'agitation ANGLAISE. 32U

pratique il leur donnerait une prinjede 44 sh., presque tout le sucre qui s'importe en Angleterre étant de cette qualité spéciale soumise au droit de 34 sh.

Aussi cet amendement passa-t-il à la première preuve.

Mais la confusion fut bien plus grande encore lorsque le ministère vint déclarer qu'il se retirerait si la Chambre persistait dans sa résolution.

On comprend facilement que l'e^ù de parti vint s^attacher alors beaucoup plus à la question de cabinet qu'à la .question des queres.

Par le fait, l'une et l'autre étaient à la disposition de la Ligue. Disposant de plus de cent voix, elle pouvait à son gré faire pencher la balance en faveur des Whigs ou des Torys. Chacun avait les yeux fixés sur les ligueurs.

Quelle fut pourtant leur conduite? Quoique naturel*lement plus portés pour Russell que pour Peel, ils se mirent à étudier la question, abstraction faite de tout esprit de parti, de toute combinaison parlementaire et ministérielle, et au seul point de vue de la liberté commerciale. Ils crurent que la proposition du gouvernement était plus libérale que celle de M. Miles. Ils repoussèrent l'amendement et le ministère Peel fut maintenu, i

On a beaucoup reproché aux ligueurs cette conduite. On a dit qu'ils avaient sacrifié à une simple question d'argent une grande révolution ministérielle qui aurait plus tôt profilé au principe de la liberté commerciale.

330 COBDEFi» BT LA IMUC,

Le remarquable éiseoara prcmoué par M. Ccbdea »u meeting de la ligue du 10 juin , fera ceaaattTC lat motifs de l'associatioi , et mktera le lèvent à o6l esprit nouveau qui suivit en Angleterre, el qui étouffera jusqu'aux derniers restes du fléau destmolfiir qu'on nomme : Esprit de parti.

Staic«4aiai^iii«44.

M. GoBDEN est reçu avec enthousiasme par une assemblée des plus nombreuses et des plus di^inguées qui ait jamais assisté aux meetings de Covent-Garden . Quand le silence est rétabli, il s'exprime en ces termes :

M. le président, ladies et gentlemen, je ^eM 4*ap<prendre que le docteur Bowring, que vous espériez i^ntendre oe soir, avait été inévitablement forcé de s'absenter. Je me présente donc poar remplir la place qu'ils malheureu^ment laissée vide. Des sujets nouveaux sur notre grande cause me feraient défaut peut-être, si, devenue prédominante dans tout le pays, elle ne présentait chaque semaine quelque phase nouvelle pour servir de texte k nos entretiens. Gentlemen, la semaine dernière, nous avons eu deux discussions à la Chambre des communes, et si Pesprit de parti n'avait pas mis de côté la pauvre économie politique, cette assemblée serait devenue une grande école bien propre à instruire le public sur une matière qui, je crois, n'est pas suffi* samment comprise. Je veux parler de ce qu'on nomme DrmU diffé-

rentiels. (Écoutes, écoutes.) malheureusement, mi deux côtés de la Chambre, plusieurs personnages au lieu de ne

ou L*AG1TAT10^ ANGI^AISE. 331

▼oir dans le débat qat 4 ah. de pins ou de moins à accorder k la protection du sucre, se sont persuadé» qu'il s'agissait de places , de poavoir^-dlinfluence k couquérir pour eux-mêmes* (ËcoQte-Zvécoutez.) La vraie question a été ainsi absorbée dans des récriminations^ des intectives^ dos repoches restrospectifs ài Tocca-sion d'actes qui remontent k i85S. En un mot, ceux qui sont en dehiMrs domme ceux qui sont au dedans du pouvoir, paraissaient sous l'influence d'une seule cause d'aniité, saroir^ si les uns chasseraient les autres et se met* traientk leur place. (Applaudissements.) Ladies et gentlemen, cette enceinte est aussi une éeoto d'économie politique et si TOUS le permettez ^ je vous donnerai une leçon sur le sujet qui était le vrai texte du débat k la Chambre des communes, et qni a été étouffé, au grand détriment de l'intérêt public, par d'autres matières , selon moi beaucoup moins importantes, le voudrais que le pajs comprit bien la signification de ces expiressioas 2 DroUs diférenniels; et je crois pouvoir en donner une explication si simple, qu'après l'avoir entendue , un enfant sera en mesure de faire k son tour la leçon k son ? ieux grand-^père auprès du foyer. — Vous savez que le marché de Govenl*Garden , où se vendent les légttOieé pour la consommation de la métropole, appartient au dbc de Bedford. ^^ Je supposerai qu'un certain nombre de jardiniers, propriétaires d'une étendue limitée de terrain dans le voisinage, patexemple, la paroisse de Hammersmithb, décident le duc de Bedford d'établir un droit de 10 sb. par charge sur tous les choux qui viradront des environs, comme Battefsea et antres paroisses, en exceptant celle

de Hammerstnith. Quelle serait la conséquence? Comme la paroisse k laquelle serait conféré le privilège ne produit pas assez de choux pour la consommation de la métropole, les jardiniers de Hammersiniib s'abstiendraieitUe vendre jusqu'à ce qu'ils

pussent obtenir le même prix que ceux de Battersea^ lesquels ayant k payer 10 sb. au duc de Bedford, ajouteraient naturel* iement le montant de ce droit au prix naturel de leurs légumes. Que résulterait-il donc de là? Le voici : le noble due de Bedford recevrait 10 sb. par ccharge pour tous les cboux venus de Battersea ou d'ailleurs. — Les jardiniers de Hammersmithb vendraient aussi k 10 sb. plus cher 'qu'autrefois, et n'ayant pas à payer 4e droit, ils Tempocberaient ; et quant au public il payerait - 10 th. d'extra^ tur les choux de toutes les provenances.

Supposons maintenant cpte le noble duc a besoin de tirer de ses cboux un peu plus de revenu, mais voulant néanmoins continuera favoriser les jardiniers de Hammersmithb, il propose de prélever sur leurs cboux une taxe de 10 sb^ mais ea même temps de porter à 20 sb. le droit sur les cboux de Bettersea et d'ailleurs. Voyons l'effet de cette mesure. Commo dans le cas précédent, les bommesdeHammersmithb tiendront la main baute, jusqu'à ce que le prix des choux soit fixé par les jardiniers de Battersea, qui ont à payer un droit de â0 sh» tandis que leurs concurrents ne paient que 10 sb. — Dequelle manière ces combinaisons affecteront-elles le public? — Il payera 20 sb. au-delà de la valeur naturelle sur tous les cboux qu'il achètera. Le ducde Bedford recouvrera la totalité du droit de 20 sb. sur les cboux de Battersea , il recouvrera aussi 10 sb. sur ceux de Hammersmith et les jardiniers de Hammersmithb empocheront les 10 autres sbellings. Hais quant au public il payera dans tous les cas une taxé de 20 sb.

Quelques temps après, les jardiniers de Hammeramithdésirent avoir un peu plus de monopole. En ayant goûté les douceurs, ils veulent y revenir, cela est bien naturel (rires), et en conséquence, ils s'assemblent et mettent toutes leurs ruses en commun. Ils ne jugent pas à propos de réclamer du

ou l'agitation anglaise. 333

duc de Bedford une nouvelle aggravation de droits sur les choux de Battersea, parce que la mesure serait extrêmement impopulaire. Ils imaginent d'élever ce cri : Les choux à bim marche ! et disent au noble propriétaire de Covent-Garden : « Réduisez le droit sur les choux de Hammersmith de 10 sh., laissant la taxe sur ceux de Battersea telle qu'elle est maintenant à 50 sh. » — Revêtus du manteau du patriotisme, ils s'adressent à lord John Russell et le prient d'intervenir auprès de son frère, le duc de Bedford, afin qu'il adopte cette admirable combinaison. Le noble duc, que je suppose un homme avisé, réplique : Votre devise : les choux à bim marchés n'est qu'un prétexte pour cacher votre égoïsme. — Si je réduis votre taxe de 4 sh., laissant celle de Battersea à 20 sh. comme la présente, vous continuerez à vendre vos choux au même prix que vos concurrents, et le seul résultat, c'est que je perdrai 4 sh. que vous empocherez, et le public payera précisément le même prix qu'auparavant (Applaudissements.) Mettez le mot € sucre > à la place du mot < chou > et vous aurez une complète intelligence de la motion récemment proposée par nos anciens adversaires, les planteurs des Indes occidentales. (Écoutez, écoutez.) Le gouvernement avait proposé de fixer le droit sur le sucre étranger à 54 sh. et le sucre colonial à 24 sh., c'était donner au producteur de ce dernier un extra[^]prix de 10 sh., parce que, comme dans l'hypothèse des choux de Hammersmith, les

fournitures des colons sont insupportables pour notre marché, et ils ne vendront pas une once de leur sucre jusqu'à ce qu'ils retirent le même prix que les planteurs de Java, lesquels, sur ce prix, ont à payer un droit de 10 sh. plus élevé que nos colons. Voyons à combien monte ce droit protecteur? Nos colonies fournissent, en nombre rond, à ce pays, environ 4,000,000 quintaux de sucre; 10 sb. par quintal, sur cette quantité, cela fait bien, si je

334 rxmi>Ëf« kt la ugue,

sais en Bipter, 4 millions sterling. Cette somme est improductive, c'est à dire prime à la consommation. Rappelle, Monsieur, que le gouvernement propose d'accorder aux planteurs des Indes occidentales. Gentlemen, qu'il a été la résolution par rapport à ce monopole. Non, nous ne sommes en faveur d'une motion pour l'égalisation des droits sur tous les sucres, afin que tous les producteurs de sucre payassent un droit égal, sous forme de droit, à la reine Victoria. Citons qu'il est (il est permis à chacun de mettre une portion de cette somme dans sa poche* (Bruyants applaudissements.) Nous vivons dans ce pays de la Chambre des communes.) et bien que, à ce que je crois, nous les ayons indubitablement convaincus par les arguments, ils nous ont battus par les votes. Est-ce alors l'amendement de M. Miles, qui proposait un droit de 30 sh. sur le sucre colonial, et 30 sb. sur le sucre étranger; Mais en même temps, introduisant dans la mesure une distinction mise dans le projet du gouvernement, il voulait que tout sucre étranger, d'une espèce particulière, payât 34 sb. --*- le sucre importé par un grand nombre de personnes, même dans cette capitale éduquée, pensent que les étrangers ont eu tort de résister à l'amendement de M. Miles. (Écoutez.) D'abord, un fort soupçon, pour ne rien dire de plus,

a*attaebait^ Tpr^inp de cette proposition; cependant, îe ne la juge. pas d'après cette cîra)|i(»tance. Les planteurs des àulÂUes se plaiguaieAt de cie q/^ la motion de sir Robert Peel eeusait leur rume et c'est pourquoi ilsJni:qi|iosaientraQt(radeqi)tept deM. W\\^ U y ^ pourtant .^s ge^B assez bée?oJeftpo.ur,cr9iif)e «qme cet^ A^mitee mesureestuMHns protectme.que la{Npi^mière^Maif nejiigecp^ fNi^ sur Tappanenee; n'apprécions pas1a..Q(^eani(e .pfir Je ca^ctèredeceuz qui la proposent, m^^ es9»ninons-^en Ja poiAée et la tendance réelle. La réduction de Â sh. i^r le suere

ou L*A};iTATION ANGLAISK. 3^15

ifioloiiaal «mirasse toDt le soere celoiiaal , V{tteUe qa'en.aoKt la qualité. Larédnctioii de 4 ah. «ur le ancre étranger, -c'eat 'seolemeilt la rédaeiioB anr une certaine qualité de awife étranger. Aedherefaons donc riiielleesl la nature du were étranger qœ Ton excefUe de cette réduction et sur lequel Je droit de 34 sh. continuera a être prâevé, car c'est là qu'est tonte la qaenlioA. l^es faommes qui ne sont pas versés dans le commerce du sucre, ne sont que des juges fort incompetents dn mérite et des efiels de Texception proposée. Quelqnes^ns d'entre nous , fre^iraders^ nous avons pensé qu'il 'valait la peine d'aller aux inforjoations dans la cité, peur savoir enfin ^e que c'était que ee etayed iugar^ qui nous vient de pa^ étiangers. Nous avons cru que nous n'a3-rieiis rien de nueox ii raire^et, en conséquence nous avons consulté une vingtaine de raSineurs et de marchands parmi lesquels,

M. Cobdeu cite ici Topinioa d'un grand aombre d'homme spéciaux qui s'accordent à dire que cette qualité de sucre étranger {u>kite dayed), qui est exceptée par i'^imendemeni de M. Miles

du bénéfice de la réduction de 10 p. 100, forme en ce moment et formule en toutes circonstances 1^e « trois fois le montant de l'impôt » tation étrangère.

D'après cela, Messieurs, je n'hésite pas à déclarer que l'amendement de H. Mies n'était autre chose qu'un double jeu tendu au J. L. / R. M. Inid « r » kiat lent ife. (Écoutez, écoutez), je n'enseigne pas J. M. L. Mies diète rinvenittr ouia complée Ae ^ oel tée éption calcnée. Mais B. J. Crois que ce plan « tificieus a été combiné avec le Min. des Colonies par des L. M. a es ^ i savaient très, bien . ce qu'ils l'auraient, et qui espéraient enlever les frères de la

Chambre des communes dans leurs spécieux artifices. Quel eût été l'effet de l'amendement s'il eût été adopté? Le droit . sur le sucre colonial eût été abaissé de 24 à 10 sb. La grande masse de sucre étranger eût payé 54 sb. Ainsi , la prime de protection en faveur des intérêts coloniaux eût été de 14 sb. au lieu de 10 qui leur accorde la proposition ministérielle (Écoutez, écoutez). Cependant il y a des hommes simples qui nous disent : c Pourvu que l'amendement Mies nous fasse obtenir le sucre meilleur marché, quel mal y a-t-il à ce que les planteurs y trouvent aussi quelque avantage? » Mais le fait est qu'il ne nous fera pas avoir le sucre à meilleur marché. Une réduction de 4 sb. sur le sucre colonial se bornerait à faire passer une certaine somme du revenu public dans la poche des monopoleurs. 4 sb. sur 4,000,000 quintaux qui viennent annuellement des colonies, équivalent à 800,000 l. st. qui seraient enlevés à l'échiquier national et que vous vous verriez contraints d'y restituer par quelque autre impôt. Prenez bien garde à ceci : le revenu public et le revenu national naviguent dans la même barque; les monopoleurs sont dans une autre, et si vous ôtez au revenu public pour donner au monopole ,

il faut vous soumettre à des taxes nouvelles- Qu'est-ce que le plan de M. Miles ? Bien autre chose que l'absorption par les monopoleurs d'un revenu destiné à la reine Victoria, c'est le renouvellement de mesures qui nous ont déjà conduit à l'impôt sur le revenu (Approbation). Il y en a qui disent que la somme ainsi distraite de l'échiquier est insignifiante. Mais il faut se rappeler qu'il s'agit de 800,000 liv. st par an, et que cette somme pour 70 répond à un capital de 20 millions de liv. st. Ainsi la proposition de M. Miles revient à ceci , ni plus ni moins : Prendre, pour la seconde fois, 20 millions dans les poches du public pour les livrer aux intérêts coloniaux. J'ai dit à mes amis et je répète ici, *r- car je

ou l'agitation anglaise. 337

connais bien certains signes qu'il y en a parmi vous qui ont été dupes de cette proposition insidieuse, ^^ je répète qu'une réduction de droit sur le sucre colonial ne fera pas baisser le sucre d'un farthing tant que le droit sur le sucre étranger restera le même. — Et puisqu'on nous a annoncé qu'à une époque très prochaine, probablement dans un an, il y aurait un changement profond dans les droits sur le sucre, profitons du temps pour bien apprendre d'ici là notre leçon et savoir ce que c'est que les droits différentiels; et si nous parvenons à en bien faire comprendre au public la vraie nature , soyez certains qu'en février prochain, il n'est pas de ministère qui ose les proposer (Applaudissements). Je vous répète encore que si le gouvernement venait à effacer radicalement le droit sur le sucre colonial , laissant subsister le droit actuel sur le sucre étranger, vous n'en payeriez pas votre sucre un farthing de moins. Vous ne pouvez obtenir cet article à meilleur marché qu'en augmentant la quantité importée. Il n'y a pas d'autre moyen d'abaisser le prix des choses que d'en accroître

l'offre, la demande restant la même. Ainsi , le seul réel sultat de l'abolition totale du droit sur le sucre colonial serait de transférer quatre ou cinq millions par an du trésor public aux monopoleurs, somme que vous auriez à restituer à Yéchu quier par un autre income[^]iax. Que ces questions soient enfin bien comprises; que le public y voie ce qu'elles renferment, et nous en aurons bientôt fini avec toutes ses impositions infligées au peuple dans des intérêts privés, sous forme de droits différentiels. Quand les colons viennent au Parlement et proposent < la protection > comme le remède à tous leurs maux , enquérons-nous du moins si ce système de protection profite même à ceux qui le réclament Eh quoi! j'ai vu les honorables gentlemen , propriétaires aux Indes-Occidentales, se lever à la Chambre des communes, pleurer

leur détresse et celle de leur famille : c Noas sommes ruinés, disaient-ils; notre propriété est sans valeur; au lieu de tirer du revenu de nos domaines , nous sommes forcés d'envoyer d'ici de Targent pour leur entretien* » Et dans quelles circonstances les frappe cette détresse? Dans un moment où ils jouissent d'une protection illimitée; où ils sont affranchis de toute concurrence étrangère: car vous ne pouvez acheter du sucre à nul autre qu'à eux qu'en vous soumettant au droit de 64 sh. qui équivaut à une prohibition. Si ce système de monopole ne les a pas mis en état de soutenir avantageusement leur industrie ; s'ils déclinent et tombent sous une telle protection, cela ne prouve-t-il pas qu'ils sont dans une mauvaise voie , et que ce système si onéreux pour les consommateurs n'a pas eu les résultats qu'en attendaient ceux-là même en faveur de qui il nous fut imposé? Il faut voir les choses sous leur vrai jour. Mon honorable ami M. Milner Gibson , dans sa manière ingénieuse , disait une chose bien juste. Au lieu d'envelopper subrepticement des primes aux monopoleurs dans

un acte du Parlement qui a pour but ostensible d'allouer des subsides à la couronne, votons séparément ces subsides, et si les colons ont de justes droits sur nous à faire valoir, qu'ils les établissent clairement, et accordons-leur aussi séparément ce qui leur est légitimement dû. Mais dès qu'ils se présenteront devant nous dans cette nouvelle attitude, nous aurons à pousser notre enquête au-delà du fait matériel de leur détresse. Il faudra savoir s'ils ont convenablement géré leurs propriétés. Quand un homme réunit ses créanciers, et leur déclare qu'il ne peut faire honneur à ses engagements, ils s'enquêtent naturellement des habitudes de cet homme, et ils examinent s'il a conduit ses affaires avec prudence et habileté. Nous poserons quelques questions semblables aux planteurs des Antilles, si vous le voulez bien.

ou i/a(;ix\ tion an(2 Laisk. 339

Je dis qu'ils sont au-dessus de leurs affaires, parce qu'ils les ont dirigées sans habileté et sans économie. Je me rappelle avoir traversé l'Atlantique, il y a sept ans, avec un voyageur très éclairé qui avait parcouru toutes les régions du globe où croît la canne à sucre; il me disait : < Il y a entre la culture et la fabrication du sucre dans nos colonies occidentales . et celles des pays qui ne jouissent pas du même monopole, autant de différence qu'il peut y en avoir entre vos filatures actuelles et celles dont vous faisiez usage en 1815. > Donc, s'il en est ainsi, je dis : derrière cette tutelle de la protection qui rend paresseux et impotents ceux qui s'endorment sous son influence. Mettez ces colons sur le pied d'une loyale et parfaite égalité avec leurs concurrents, et qu'ils luttent pour eux-mêmes sans faveurs et à armes égales comme nous sommes obligés de le faire nous-mêmes. Gentlemen, j'ai exposé devant vous les motifs qui m'ont déterminé à voter contre

l'amendement de M. Miles. Je vous avouerai franchement que je ne me suis pas douté du piège qu'on nous tendait jusqu'à vendredi matin, c'est-à-dire jusqu'au jour même du vote. Le jeudi encore, j'étais décidé à l'adopter, m'imaginant, simple que j'étais, que quelque chose de bon pouvait venir de l'honorable représentant du Bristol (Rires). Je veux croire, je ne doute même pas que plusieurs frères et des plus ardents, ont voté pour l'amendement sous l'influence du même malentendu qui me l'aurait fait accueillir moi-même, si le débat eût eu lieu la veille du jour où les informations me sont parvenues. Mais, messieurs, si les free-traders ont été égarés de bonne foi, nous ne devons pas nous dissimuler que d'autres personnages, dans la Chambre des communes, n'ont vu en tout ceci qu'une question de parti. (Écoutez, écoutez). Je vois bien que les journaux, organes de ces partis, sont très mécontents de ce que nous, qui avons en vue des principes

Et non des combinaisons de partis et des desseins factieux, nous avons refusé d'accueillir un amendement pire que la mesure, déjà assez mauvaise, de sir Rob. Peel, alors que, par ce moyen, nous pouvions contribuer à arrêter le char politique (Approbations). Je ne vois pas, dans ces opérations du Parlement, une occasion de lutte pour les partis. Je n'ai jamais émis au Parlement un vote factieux, et j'espère que je ne le ferai jamais (Acclamations). Je cherche à obtenir le mieux possible. Je ne proposerai jamais une mesure mauvaise, je n'appuierai jamais le pire quand le mieux se présentera. Mais alors même que je serais un homme de parti; quand je serais disposé à ne voir cette question que dans ses rapports avec la tactique des partis, et à travers le prisme de l'opposition, que devrais-je encore penser de la sagesse de cette tactique en cette occasion? Voici une coalition. — Et

quelle coalition? — J'ai entendu dire à des hommes raisonnables que nous verrions bientôt une coalition dans la Chambre des communes; qu'il y a 250 membres des plus modérés sur les bancs des Tories, et 100 membres des plus conservateurs du côté des Whigs dont les vues politiques sont maintenant si près d'être homogènes, qu'ils pourraient siéger côte à côte sous la conduite du même chef, si ce n'était la difficulté de concilier les prétentions personnelles. Il est des gens qui pensent qu'il y a du bon sens et de la politique dans une coalition de cette nature. Mais quelle sorte de coalition était celle de lundi dernier entre les libéraux d'un côté et les ultra-monopoleurs de l'autre? entre fofd John Russell avec ses Whigs et lord John Manners avec sa € jeune Angleterre ». Si l'esprit de faction n'aveuglait pas les hommes; s'il ne les empêchait pas de voir plus loin que leur nez, ne se demanderaient-ils pas à quoi cela peut mener? En admettant que cette combinaison réussisse à renver^

ou l'agitation AMÏLAISE. 3il

ser leur rival, où les conduirait-elle eux-mêmes? au premier vote, on verrait une majorité, composée de tels ingrédients, se dissoudre et se transformer en une impuissante mi* norité. Et qu'en résulterait-il pour sir Robert Peel? Supposez que la reine envoie chercher lord John Russell et lui demande de former un cabinet, quel conseil donnerait lord John k S. M.? Probablement d'envoyer quérir sir Robert de nouveau. Pense-t-on qu'avec une majorité de 90 voix, dans toutes les questions politiques, sir Robert peut être dépossédé par d'aussi misérables manœuvres? Si les partis se balançaient à peu près, s'ils présentaient les mêmes forces à 10 ou 20 voix près, il y aurait peut-être ouverture à cette tactique des partis. Mais, avec une majorité de 90 h 1 00 voix do

côté de sir Robert Peel , comment de telles intrigues porteraient-elles ses adversaires au pouvoir ? Non, non, le moyen d'arriver au pouvoir, si tant lord John Russell et les WMgs le désirent, ce n'est pas de s'associer, au mépris des principes, avec les ultra»monopoleurs ; cette tactique ne réussirait pas, même en France, où les hommes politiques sont moins scrupuleux qu'en Angleterre, et moins retenus par le contrôle éclairé de l'opinion publique; mais si le noble lord veut arriver au pouvoir, qu'il déploie sa force au dehors, aGn d'accroître son influence dans la Chambre des communes. (Acclamations.) Et quel est pour lui, comme pour tout homme politique, le moyen d'acquérir du crédit au dehors? Ce n'est point de faire obstacle à cette liberté commerciale qu'il fait profession d'admettre en principe, mais, au contraire, d'adhérer étroitement k ce principe, prêt à s'élever ou à tomber avec lui. Je suis îché de dire que telles sont les idées des deux grands partis parlementaires , — je veux parler des Whigs et des Torys, — que le peuple ne se soucie guère de l'un plus que de l'autre, (écoutez, écoutez,) et je crois vraiment qu'il

les vendrait tous les deux pour une légère réduction de taxes et de prohibitions. (Rires.) Gentlemen , la Ligue, au moins en ce qui me concerne , n'appartient a aucune de ces deux (k' tions. Ni les Whigs, ni les Torys ne sont des free-traiert pratiques. Nous ne tenons encore aucun gage du chef des Whigs non plus que du chef des Torys, duquel nous puissions inférer qu'il est prêt à pousser à bout le principe de ta liberté des échanges. Nous avons bien entendu de vagues déclarations , mais cela ne peut nous suffire, et il nous faut des wUi ï Tappui. On trouve toujours quelque prétexte pour continuaer la protection du sucre et quelque justification en faveur de la protection du blé. Tant que nous n*aurons pas amené Tan ou l'autre parti politique à embrasser sans ar-

rière-pensée la cause de la liberté contre celle de la protection, qui n'est que le pillage organisé, je ne crois pas que la Ligue, comme Ligue, agirait avec sagesse et politique, si elle s'identifiait avec Tun des deux. Gentlemen , mon opinion est, qu'encore que nous soyons isolés comme corps, pourvu que nous soyons un corps, nous aurons plus de force à la chambre et dans le pays , quoique privé de la force numérique, que si nous nous laissons absorber par les Whigs ou les Torys. (Acclamations). Je vois la confusion des partis et le chaos dans lequel tombent les factions politiques ; je ne m'en afflige pas. Mais je dis : formons un corps compact de free^trader\$^ et plus sera grande la confusion et la complication entre les Whigs et les Torys, plus tôt nous réussirons à faire triompher notre principe. (Applaudissements enthousiastes.)

Le révérend T. Spenser : M. le président , ladies et gentlemen , comme vous tous, j'ai écouté avec le plus grand intérêt le discours de M.. Cobden, et je me réjouis de voir l'effritement du parti tomber enfin dans le discrédit ; je me réjouis de penser que bientôt disparaîtront les vaines dénominations de

ou l'agitation anglaise. 34^

Whigs et de Torys. j'espère, — et il y a longtemps que je nourris cette espérance , — que sur les ruines de ces partis , il s'en élèvera un troisième que le peuple appuiera le parti de la justice (bruyants applaudissements), parce qu'il n'aura d'autre règle que la justice, non justice pour quelques-uns, mais justice pour tous (acclamations); parce qu'il ne favorisera pas la classe riche , ou la classe pauvre , ou la classe moyenne, mais qu'il tiendra la balance égale , faisant ce qui est bien et ce qui est droit , en tout temps et en toutes circonstances. (Acclamations.) J'espère voir en même

temps changer l'esprit des journaux. Au lieu d'être calculés et écrits pour égarer le public , ou pour acquérir de la popularité ; au lieu d'en appeler constamment aux passions; au lieu de ces vieux journaux Whigs et Torys, j'espère voir les journaux de la Vérité, constater les événements sans chercher à les colorer, enregistrer les faits tels qu'ils sont (applaudissements) ^ de manière à ce que le peuple puisse croire ce qu'il lit , ce qu'il ne peut faire maintenant, obligé qu'il est, pour arriver à la vérité, de lire les journaux de tous les partis et déjuger entre eux. (Acclamations.) Comme prêtre de l'Église d'Angle* terre, je dois me défier de ma propre opinion quand je vois la grande majorité du clergé penser autrement que moi en matière politique. Cependant , il n'est pas impossible que la minorité ait raison» On a vu la vérité soutenue par le petit nombre, et même un homme rester sensV debout; et en tous cas penser pour soi-même est le droit de chacun. Il s'agit de savoir de quel côté est la vérité et non de quel côté est le nombre. (Approbation.) Je suis fâché d'être, à cet égard , de l'avis de l'évêque Butler, qui disait : < I^ plupart des hommes pensent par les autres, > je ne veux rien dire qui s'écarte du respect que je dois à mes semblables, mais je crois que le prélat avait raison, et que beaucoup d'hommes sont moralement,

34i COBDEN ET LA LIGUE,

«non physiquement, indolents. Us n'aiment pas à k étudier, à travailler, à penser^et, même quand ils lisent, ils font souvent, comme il disait encore : c acte de paresse ». Nous les voyons dévorer un roman, — cela n'est pas une étude; — ou parcourir un journal, — il n'y a pas là travail intellectuel , investigation, recherche de la vérité. C'est ainsi qu'on se charge la mémoire , qu'on se bourre l'esprit, jusqu'à ce qu'un accès d'indigestion vide

l'un et l'autre; car, permettez-moi de vous le dire, rien n'affaiblit plus la mémoire que ces immenses lectures que la méditation ne transforme pas, par le travail intime de rassimilation , en la substance même de notre esprit. J'attribue le premier obstacle que rencontre la Ligue a ce défaut de jmuë^ de la part du peuple. La ligue est obligée de penser pour lui. Il est comme ces hommes qui abandonnent leur santé au médecin , leurs domaines k Tintendant, leurs discussions a l'avocat et leur âme au prêtre. (Rires et applaudissements.) Ils ne suivent pas rEcrilore, car elle dit : Examinez , et eux disent : qu'un autre examine pour moi p. (Rires.) C'est ainsi qu'ils se déchargent de toute responsabilité et ne font rien que par procuration. (Nouveaux rires.) Mais aussitôt que le peuple de ce pays voudra penser par lui même , — surtout quand il examinera par lui-même ce que c'est que la vraie religion, quand il comprendra qu'elle pe consiste pas en de vaines simagrées, k montrer des figures allongées , a réciter des prières et k chanter des psaumes, mais k mettre la rectitude et la justice dans nos paroles ei nos actions, alors la Ligue parcourra le pays, recrutant taoi de prosélytes, que ses triomphes de quelques semaines effaceront ceux qu'elle doit k plusieurs années de labeurs. (Applaudissements,) La seconde raison qui empêche la Ligue de faire des progrès plus rapides, c'est que parmi ceux-là même qui pensent un peu^ (et penser mène nécessairement au prio*

ou l'agitation anglaise*. 345

cipe de ia liberté commerciale), il en esl beaucoup qui laissent à d'autres le soin d'agir. Ils disent : 4 II n'est pas nécessaire que je me donne tant de peines; voilà M. Cobden , (tonnerre d'applaudissements), voilà M. Cobden, il pourvoira k tout. Voilà notre représentant à la Chambre des communes; c'est un brave homme ,

il parlera pour moi. Voici des hommes qui tiennent des meetings et signent des pétitions. Voici des agents salariés et d'autres qui ne le sont pas, et voici la Ligue, et ses journaux , et ses pamphlets , tout cela fait merveille. A quoi bon dépenser mon temps, mes peines, mon argent, me faire des ennemis, négliger mes affaires. Je m'en rapporte aux autres. » (Applaudissements.) Voilà ce qui a perdu plus d'une noble cause. (Cris : Écoutez.) L'homme véritablement grand se. dit : < T agirai^ fussé-je seul. Si les autres négligent leur devoir, je ferai le mien, et quoique j'aie foi dans la suprême intervention de la Providence , je travaillerai comme si elle n'aidait que ceux qui s'aident eux-mêmes. ^

L'orateur traite ici la question de la liberté commerciale au point de vue religieux. Il cherche des autorités dans la Bible, dans le livre de prières , dans les opinions des sectaires les plus célèbres. Nous regrettons que le défaut de temps et d'espace ne nous permette pas de reproduire cette argumentation si étrange pour des oreilles françaises, et si propre à initier le lecteur dans le génie de la nation britannique. De la prière pour obtenir la pluie, l'orateur conclut que l'Église demande l'abondance, ce qui est le but de la liberté commerciale. La prière en faveur du Parlement lui fournit roccasion d'interpeller sir Robert PeeL — « O Dieu, dit celte prière, faites que tout s'ordonne

346 CaBDËN ET LA LIGUE,

et s'arrange par les efforts du Parlement sur la base la plus solide, afin que la paix et le bonheur, la vérité et la justice, la religion et la piété régissent parmi nous jusqu'à la dernière génération. » — Or, sir Robert Peel a reconnu que la plus solide base du commerce était de laisser « chacun acheter et vendre au marché le plus avantageux ; » d'où l'orateur tire cette conséquence que,

puisque sir Robert Peel ne donne pas la liberté au commerce, il ne peut honnêtement faire la prière du dimanche.

11 aborde ensuite la question à l'ordre du jour, la distinction entre les deux sucres. Gommeon devait s'y attendre, il déploie un grand luxe d'érudition biblique pour démontrer que le gouvernement n'a pas le droit d'imposer au consommateur une telle distinction; et malgré que tout semble avoir été dit par les précédents orateurs, M. Spencer ne laisse pas que d'opposer au projet du gouvernement une solide argumétation.

€ Je suis convaincu, dit-il, que le maître que nous servons, notre Créateur, i^a pas entendu nous assujétir à examiner Torigine de toutes les choses dont nous nous servons. Ce livre (montrant le livre de prières), est fait avec du cotoa produit par le travail esclave. Dieu n'attend pas de nous que nous tremblions à chaque pas, et ne nous imputera pas à péché Tusage de tels objets. C'est pourquoi je pense que le gouvernement a tort de s'emparer de telles idées, momentanément dominantes dans le public , pour s'en faire des arguments de circonstance. Je ne doute pas que chacun à& membres qui composent le cabinet a des idées plus justes;

ou l'agitation anglaise. 347

mais ils ne veulent pas froisser les sentiments de ceux qui pensent différemment. Il est k regretter que ce sentiment ait prévalu; il esta regretter qu'il existe dans l'esprit d'un grand nombre d'hommes honnêtes. Quand la pitié et la charité prennent dans l'esprit la place de la justice, il en résulte toutes sortes de méprises. Tout ce que je puis dire, c'est que la Bible ne sanctionne pas cette substitution de la charité à la justice. Elle dit : < Soyez

justes » , et ensuite : c Aimez la pitié« > fondez toutes choses sur la vérité , sur l'honnêteté , sur la loyauté, sur l'équité; payez ce que vous devez; faites ce qui est bien , et ensuite , si vous en avez les moyens, montrez-vous généreux (*). Et même encore la charité de la Bible n'est pas la charité moderne, — cette charité qui s'exerce aux dépens du public, — qui dit aux hommes : c soyez bien vêtus, bien chauffés », en ajoutant : c adressezvous à la paroisse ; » non , la charité de la Bible est volontaire, et chacun la puise dans son cœur et dans sa bourse. (Applaudissements.) Je vous raconterai un acte de vraie charité dont j'ai eu hier connaissance. Un de mes amis me racontait qu'il voyageait dans une voiture publique, de compagnie avec un lord anglais, par une terrible nuit d'hiver. Il y avait sur la voilure la femme d'un soldat et son enfant exposés à une pluie battante et à un vent glacial. Le noble lord, dèsqu'il apprit cette circonstance , et malgré que le voyage fût long, établit la femme du soldat et son enfant dans sa bonne place de l'intérieur, et supporta pendant de longues heures les assauts d'une violente tempête. (Applaudissements.) Ce gentleman est un noble free-trader dont le nom est Badnor. (L'as-

C) A l'époque où ce discours fut prononcé , le parti qui soutenait le monopole des céréales et la cherté du pain , proposait une foule de plans philanthropiques pour le soulagement du peuple.

semblée se lève en masse et applaudit à outrance.) — Le principe que je voulais établir devant vous est celui-ci : quand la détresse règne dans le pays, il ne faut pas se contenter, selon le système moderne, de replâtrer, de corriger, de rapiécer, il faut aller à la source du mal et en détruire la cause.

Et ailleurs :

Je n'admets pas qu'on puisse revenir sans cesse sur une règle solidement établie. Si un homme, par exemple, après avoir examiné la Bible, s'est une fois assuré, par Tévidence intérieure et extérieure, que ses pages sont pures et authentiques, il ne peut être reçu a poiotiller sur chaque expression particulière, et il doit adhérer k sa conclusion générale et primitive. (Écoutez, écoutez.) Chaque science prend ponr reçus un certain nombre d'axiomes et de déûinitions. Eoclide commence par les établir. Si vous les admettez k l'origine, vous devez les regarder comme établies pendant tout le cours de la démonstration. De même, sir Isaac Newton pose des exercices et des propositions simples k l'entrée de son livre des Principes. Si nous les lui accordons une fois, il ne faut pas, plus tard, faire porter la discussion sur - ce poinL 11 en est de même pour la liberté commerciale. Reconnaissonsnous que la liberté d'échanger est un des droits de l'homme ? que chacun est admis k tirer pour lui-même le meilleur parti de ses forces dans le marché du monde ? Vous ne devez point ensuite dévier de ce principe a chaque occasion particulière. Vous ne pouvez pas dire au peuple : < Tu n'échangeras pas avec la Russie, parce que la conduite de son empereur envers les Polonais n'a pas notre approbation ; tu n'échangeras pas avec tel peuple, parce qu'il est mahométan ; avec tel autre, parce qu'il est idolâtre, et ne rend pas a Dieu le culte qui lui est dû. » Le peuple anglais n'est pas responsable de ces

ou l'agitation anglaise. 349

choses. Ma question est celle-ci : S<HDines-Bous tombés d'ac*» cord que la liberté des échanges est fondée snr la justice? Si cela est, adhérez virilement k ce que vous avez une fois ap-

prouvé, soyez conséquents et ne revenez pas sans cesse sur les fondements de cette croyance. (Applaudissements.)

Qu'il me soit permis de faire ici une réflexion. La question des sucres, telle qu'elle est posée en Angleterre, n'a pas pour le lecteur français un intérêt actuel. Nous n'en sommes pas à savoir si nous repousserons le sucre des Antilles comme portant la tache de l'esclavage. J'ai cru pourtant devoir citer quelques-uns des arguments qui se sont produits dans les meetings de la Ligue à ce sujet, et mon but a été principalement de faire connaître l'état de l'opinion publique en Angleterre. Nous autres Français, grâce à l'influence d'une presse périodique sans conscience, nous sommes imbus de l'idée que l'horreur de l'esclavage n'est point, chez les Anglais, un sentiment réel, mais un sentiment hypocrite, un sentiment de pure parade, mis en avant pour tromper les autres peuples et masquer les calculs profonds d'une politique machiavélique. Nous oublions que le peuple anglais est, plus que tout autre, peut-être, sous l'influence des idées religieuses. Nous oublions que, pendant quarante ans, l'agitation abolitionniste a travaillé à susciter ce sentiment dans toutes les classes de la société. Mais comment croire que ce sentiment n'existe pas, quand nous le voyons mettre obstacle à la réalisation de la liberté commerciale, admise en principe par tous les hommes d'État éclairés du Royaume-Uni; quand nous

voyons les chefs de la Ligue occupés, après le meeting, à combattre l'exagération? A qui s'adressent tous ces discours, tous ces arguments, toutes ces démonstrations? Est-ce à nos journaux français qui ne s'occupent jamais de la Ligue et en ont à peine révélé l'existence? A qui fera-t-on croire que les monopoles

leurs, dans cette circonstance, se sont emparés, à leur profit, avec tant d'habileté d'un sentiment public qui n'existe pas ?

On peut faire la même réflexion sur l'agitation commerciale. Nos journaux n'en parlent jamais, où, s'ils sont forcés par quelque circonstance impérieuse d'en dire un mot, c'est pour y chercher ce qu'ils appellent le machiavélisme britannique. A les entendre, on dirait que tous ces efforts presque surhumains, tous ces discours, tous ces meetings, toutes ces luttes parlementaires et électorales, n'ont absolument qu'un but : tromper la France, en imposer à la France, l'entraîner dans la voie de la liberté pour l'y laisser plus tard marcher toute seule. Mais, chose extraordinaire, la France ne s'occupe jamais de la Ligue, pas plus que la Ligue ne paraît s'occuper d'elle, et il faut avouer que, si l'agitation n'a que ce but hypocrite, elle s'enferme naïvement, car elle aboutit à faire opérer en Angleterre même ces réformes qu'on l'accuse de redouter, sans faire faire un pas à notre législation douanière.

Quand donc en finirons-nous avec ces puérilités ? Quand le public français se fatiguera-t-il d'être traîné par la Presse, par le Commerce, par le comité Mi' mitrd, comme une dupe, comme un enfant crédule,

ou l'agitation anglaise. 351

toujours prêt à se blesser, à s'avilir lui-même, pourvu qu'on fasse retentir à ses oreilles ces grands mots : la France, la généreuse France; l'Angleterre, la perfide Angleterre. Non, ils ne sont pas Français ceux qui, par leurs sophismes, retiennent les Français dans une enfance perpétuelle; ils n'aiment pas véritablement la France, ceux qui l'exposent sciemment à la risée des nations et

travaillent de tout leur pouvoir à abaisser notre niveau moral au plus bas degré de l'échelle sociale.

Que penserions-nous si nous venions à apprendre que, pendant dix années, la presse et l'opposition espagnoles, profitant de ce que la langue française est peu répandue au-delà des Pyrénées, ont travaillé et sont parvenues à persuader au peuple «que tout ce qui se fait, tout ce qui se dit en France, a pour but de tromper, d'opprimer et d'exploiter l'Espagne? que nos débats sur l'adresse, sur les sucres, sur les fonds secrets, sur les réformes parlementaire et électorale, ne sont que des masques que nous empruntons pour cacher, à l'égard de l'Espagne, les plus perfides desseins? si, après avoir excité le sentiment national contre la France, les partis politiques s'en emparaient, comme d'une machine de guerre pour battre en brèche tous les ministères? Nous dirions : Bons Espagnols, vous êtes des dupes. Nous ne nous occupons point de vous. Nous avons bien assez d'affaires. Tachez d'arranger les vôtres, et croyez que tout un grand peuple n'agit pas, ne pense pas, ne vit pas, ne respire pas uniquement pour en tromper un autre. Faites rentrer vos

352 GOBDEff ET LA LIGUE,

journaux et vos hommes politiques dans une amre \oie, si veus ne voulez être un objet de mépris et de pitié aux yeux de tous les peuples.

La question est toujours de savoir ce qui vaut mieux de la liberté, ou de Tabsence de liberté. Au moins ceux qui admettent que la liberté a des avantages, doivent*ils admettre aussi que les Anglais la reclament de bonne foi, et n'est-ce point une chose monstrueuse et décourageante d'entendre nos laÉraux mettre à

la suite Tune de l'autre ces deux phrases contradictoires: La liberté est le fondement de la prospérité des peuples. — Les Anglais travaillent depuis vingt ans à conquérir la liberté , mais avec la perfide arrière-pensée de nous la faire adopter pour la répudier eux-mêmes Tinstant d'après. — Se peut-il concevoir une absurdité plus exorbitante?

Nous terminerons le compte-rendu de cette séance par le discours de M. Fox, dont nous ne traduisons que l'exorde et la péroraison.

M. W. J. Fox : La motion que l'honorable M. Ch. Pelham Villiers doit proposer mardi prochain pour l'abrogation des lois-cé- réales, marque le terme d'une autre année de l'a^ation de la Ligue. C'est le moment de constater les progrès de notre cause ; et le résultat de cette motion fera connaître rétat de Topinion du Parlement relativement à la liberté commerciale , comparée à ce qu'elle était Tannée dernière. J'avoue que de ce côté je n'ai pas de grandes espérances. U révérend ministre, qui m'a précédé k cette tribune, tous a fort à propos rappelé la prière qui se répète dans toute TAogleterre pour la Chambre des commupes. Mais avec quelque

ou l'agitation anglajsk. 35«?

sincérité qii*eUe soit offerte, je crains qu'elle soit à peu près» aussi inefficace qu'une proposition qu'on faisait il y a quelques jours, dans un village agricole où les fermiers souffrent de cette sécheresse dont parlait M. Spencer. On invitait le curé k dire une prière pour demander la pluie, il consulta un vieux fermier des environs et voulut savoir s'il acquiesçait à la requête de ses autres paroissiens. < Oh ! M« le curé, dit le fermier, dans mon opinion,

il est inutile de prier pour la pluie tant que le vent soufflera du nord-est > (Rires). Et pour moi, je crains que les prières de TÉglise ne soient aussi inefficaces à amener rétablissement de la liberté commerciale sur les bases de la justice et de la vérité, par l'intervention de la Chambre des communes, tant que les vents régnants y souffleront des froides et dures régions du monopole (Applaudissements). J'attends peu de chose, dans une question qui s'agite entre une classe et le public, d'une assemblée fondée et élue par cette classe. Le mal est dans les organes vitaux, et il ne faut rien moins qu'une régénération du corps législatif pour que des millions de nos frères puissent espérer justice, sinon charité, de ceux qui se sont constitués les arbitres de nos destinées. Il y a d'ailleurs des symptômes propres à modérer notre attente sur le vote prochain du Parlement. Je ne serais pas surpris que nos forces parussent être diminuées depuis le dernier débat, et je ne me laisserai pas décourager par un tel phénomène, car il est remarquable que toutes les fois que le parti whig a entrevu le pouvoir en perspective, des phrases et des expressions que le progrès de cette controverse semblaient avoir vieilles, ne manquent pas de se reproduire, et dans les récents événements parlementaires, il n'a pas plutôt aperçu la chance de supplanter le parti rival qu'on a vu la doctrine du droit fixe reparaître dans ses journaux (Uns voix : Ils ont le droit d'agir ainsi).

j354 COBDËN ET LA LIGUE,

Sans doute, ils ont le droit d'agir ainsi ; ils ont le droit de faire revivre le droit-faible comme vous avez le droit d'arracher un cadavre à la terre, si cette terre vous appartient. Mais vous n'avez pas le droit de jeter cette masse de corruption au milieu des vivants et de dire : ceci est l'un de vous ; il vient partager vos tra-

vaux et vos privilèges (Applaudissements). Il n'y a pas déjà bien longtemps, qu'au grand jour de la discussion publique le droit-fixe est mort, enseveli, corrompu et oublié pour toujours, et il ne reparait sur la scène que parce qu'un certain parti parlementaire croit avoir amélioré sa position et s'être ouvert une brèche vers le pouvoir. Mais au droit-fixe comme à l'échelle-mobile, la Ligue déclare une guerre éternelle (Écoutez). L'intégrité de notre principe répugne à l'un comme à l'autre. Nous ne transigerons jamais avec une taxe sur le pain, quel qu'en soit le mode, et nous les repoussons tous les deux, comme des obstacles divers qui viennent s'interposer entre les dons de la Providence et le bien-être de l'humanité

A propos des crises ministérielles que venaient d'occasionner coup sur coup la loi sur les sucres et le bill des dix heures, l'orateur s'écrie :

Des symptômes de nos progrès se révèlent dans la condition actuelle des partis qui nous sont hostiles. Où est cette phalange serrée qui se leva contre nous il y a deux ans? Où est cette puissance qui, aux élections de 1841, balayait tout devant elle comme un tourbillon? Divisée sur toutes les questions qui surgissent, tourmentée par une guerre intestine à propos d'un évêché dans le pays de Galles, à propos des chapelles des dissidents, à propos de la loi des pauvres, de celle du travail dans les manufactures, la voilà encore livrée à l'anarchie au sujet de la loi des sucres (Applaudissements).

ou l'agitation anglaise. 355

Les voilà! Église orthodoxe contre Église modérée; — Tien Tories contre conservateurs modernes; — vieille Angleterre contre

jeune Angleterre. — Voilà la grande majorité dont sir Robert Peel a mis dix ans à amalgamer les ingrédients (Rires et applaudissements). L'état présent de la Chambre des communes est une haute leçon de moralité pour les hommes d'état à venir. Elle les avertit de la vanité des efforts qu'ils pourraient tenter pour former un parti sans un principe, ou ce qui ne vaut guère mieux, avec une douzaine de principes antipathiques. Quand il était dans l'opposition, sir Robert Peel courtisait tous les partis, évitant, avec une dextérité merveilleuse, de se commettre avec aucun. Il leur donnait à entendre — confidentiellement sans doute — que la coalition tournerait à leur avantage. Il ne s'agissait que de déplacer les Whigs. Tout le reste devait s'ensuivre. Enfin la coalition a réussi, et voilà qu'elle expose le très honorable baronnet dans la plus piteuse situation où se soit jamais trouvé, à ma connaissance, un premier ministre d'Angleterre. Accepté seulement à cause de sa dextérité, nécessaire à tous, méprisé de tous, contrarié par tous, il est l'objet de récriminations unanimes, et les reproches dont il est assailli de toutes parts se résument cependant avec une écrasante

uniformité par le mot : c Trahison »

C'était hier l'anniversaire de la bataille de Waterloo. Les guerriers qui triomphèrent dans cette terrible journée se reposent à l'ombre de leurs lauriers. Plusieurs d'entre eux occupent des positions élevées, et je désirerais que cette occasion leur suggérât l'idée de rechercher quelles furent les causes qui avaient affaibli la puissance sociale de Napoléon, longtemps avant que sa force militaire reçût un dernier coup sur le champ de Waterloo. Pour les trouver, je crois que ^ remontant le cours des événements, nous devrions revenir

jii8qtt*au Décret de Berlia qui déékra le blocus' des Iles-Bri-
 ^nmqaes(^). Les lois natarelles do commerce, on Ta dit avec rai-
 soD, le brisèrent comme on roseau. L*opiDion s'était retirée de
 lui, sa politique avait perdu en Europe tout respect et toute
 confiance avant le prodigieux revers que ses armes subirent le 18
 juin. Lui-même s'était porté, le premier coup par les proclama-
 tions anti-sociales auxquelles je fais allusion. Eh bien ! que ces
 guerriers qui renversèrent alors le blocus^ de la Grande-Bre-
 tagne, y songent bien avant de s'unir à une classe qui s'efforce de
 la soumettre k un autre blocus. (Écoutez). La loi-céréale, c'est un
 blocus. Elle éloigne de nos rivages les navires étrangers; elle nous
 sépare de nosaliments; elle nous traite en peuple assiégé; elle
 nous enveloppe comme pour nous chasser du pays par la famine.
 Le blocus que rompit le duc de Wellington ne portait pas les ca-
 ractères essentiels d'un blocus plus que celui que nous impose le
 monopole; seulement le premier prétendait se justifier par une
 grande politique nationale, et le second ne s'appuie que sur les
 misérables intérêts d'une classe. Il ne s'agit plus de Tempire du
 monde , mais d'une question de revenus privés. (Applaudisse-
 ments.) Ce n'est plus la latte des rois contre les nations; il n'y a
 d'engagés que les intérêts des oisifs propriétaires du sol, et c'est
 pour cela qu'ils font la guerre, et c'est pour cela qu'ils renferment
 dans leur biocas les multitudes industrieuses et laborieuses de la
 Grande- Bretagne. (Applaudissements.) Le système du monopole
 est aussi anti-national que h politique commerciale de Napo-

(') M. Fox aurait pu s'ètayer ici de Topinioii de Napoléon lui-
 même. En parlant du dto'et de Berlin, il dit : « La hitte n^eat de-
 venue périlleuse que depuis Tors. J'en reçus i^impression en

si^ant le décKt. Je soupçonnai qu'il n'y aurait plus de repos pour moi , et que ma vie se passerait à combattre des résistances. »
{Note du iruditeUmr.)

ou l\vgitation anglaise. 357

léoa était hostile aux vrais intérêts de TEorèpe, et il doit s*égroaler comme elle. H o'est pas de pifissance, quels que soient ses succès passagers , qui puisse maintenir le monopole. Ce blocus nouveau aura aussi sa défaite de Waterloo , et la législation monopoliste son rocher de Sainte-Hélène par delà les limites du monde civilisé. (Acclamations prolongées.) J'ai la confiance que les guerriers qui s^assembièrent hier, contents de leurs triomphes passés, se réjouissent dans leur cœur de ce que l'occasion ne s'est plus offerte h eux de conquérir de nouveaux lauriers, et de ce que la paix n'a pas* été rompue. Oh ! puisse-t-elle durer toujours ! (Écoutez, écoutez.) Mais, soit qu'il faille assigner la cessation de l'état de guerre à l'épuisement des ressources des nations, — ce qui y est sans doute pour beaucoup , — ou au progrès de l'opinion, — et j'espère qu'elle n'y a pas été sans influence, --^"entends cette opinion qui repousse le recours aux armes dans les questions internationales , qui, avec de la bonne foi et de la tolérance, peuvent être amiablement arrangées); -^ quelles que soient ces causes , ou dans quelques proportions qu'elles se combinent, les principes qui sont antipathiques k la guerre sont également antipathiques au monopole. Si les nations ne peuvent plus combattre parce qu'elles sont épuisées, certainement, par le même motif, elles, ne peuvent plus supporter le poids du monopole. — Si l'opinion s'est élevée contre les luttes de nation k nation, l'opinion se prononce aussi contre les. luttes de classe k classe, et spécialement s'il s'agit pour les riches et les

puissants de s'attribuer une part dans la rémunération des classes pauvres et laborieuses. (Applaudissements.) L'action de ces causes détruira, j'espère V Tun de ces fléaux comme elle a détruit l'autre. Leurs caractères sont les mêmes. Si la guerre appauvrit la société, si elle renverse le négociant des hauteurs de

la fortune, si elle dissipe les ressources des nations, et si elle enfonce le pauvre dans une pauvreté de plus en plus profonde, le monopole reproduit les mêmes scènes et exerce la même influence. Si la guerre dévaste la face de la nature, change les cités en ruines, et transforme en déserts les champs que couvraient les moissons mouvantes, quelle est aussi la tendance du monopole, si ce n'est de faire pousser l'herbe dans les rues des cités autrefois peuplées, et de rendre solitaires et vides des provinces entières qui, par la liberté des échanges, eussent préparé une abondante nourriture pour des milliers d'hommes laborieux vivant sous d'autres, dans des conditions différentes. Si la guerre tue, si elle imbibes de sang humain le champ du carnage, le monopole aussi détruit des milliers d'existences, et cela après une lente agonie plus douloureuse cent fois que le boulet et la pointe de rapiée. Si la guerre démoralise et prépare pour les temps de paix les recrues du cachot, le monopole ouvre aussi toutes les sources du crime, le propage dans tous les rangs de la société, et dirige sur le crime et la violence la vengeance et le glaive de la loi. (Applaudissements.) Semblables par les maux qu'ils engendrent, minés par l'action des mêmes causes, condamnés, pour la criminalité qui est en eux, par la même loi morale, je m'en remets au même plan providentiel de leur complète destruction. (Applaudissements enthousiastes.)

Nous ne pouvons pas nous dissimuler que Vetprù départi^ cette rouille des États constitutionnels, fait en France, comme en Angleterre, comme en Espagne, d'épouvantables ravages. Grâce à lui, les questions les plus vitales, les questions d'où dépendent le bien-être national, la paix des nations et le repos du monde,

ou L AGITATION ANGLAISE. 359

nesontpas envisagées dans leurs conséquences et considérées en elles-mêmes, mais seulement dans leur rapport avec le triomphe d'un nom propre. La presse, la tribune, et enfin l'opinion publique, y cherchent des moyens de déplacer le pouvoir, de le faire passer d'une main dans une autre. Sous ce rapport, l'apparition au Parlement britannique d'un petit nombre d'hommes résolus à n'avoir en vue, dans chaque question, que l'intérêt public qui y est impliqué, est un fait d'une grande importance et d'une haute moralité. Le jour où un député français prendra cette position à la Chambre, s'il sait la maintenir avec courage et talent, ce jour-là sera l'aurore d'une révolution profonde dans nos mœurs et dans nos idées; car, il n'est pas possible que cet homme ne rallie à lui l'assentiment et la sympathie de tous les amis de la justice^ de la patrie et de l'humanité. Pleins de cette idée, nous espérons ne pas fatiguer inutilement le public en traduisant ici l'opinioa d'un des organes de la presse anglaise, sur le rôle qu'ont joué les pree-traders^ dans la question des sucres.

c Ce qu'il s'agissait de démêler, c'était de savoir laquelle des deux propositions, celle de R. Peel et celle de M. Miles, s'approchait pratiquement le plus des principes de la liberté commerciale. Et cette question, M. Miles la résolvait lui-même en fondant son amendement sur ce que le plan ministériel n'accordait pas une suffisante protection au monopole des planteurs des Antilles.

Dépouillée de ses artifices technologiques, elle était calculée pour accroître la protection en faveur du sucre colonial, et nous ne pouvons pas

comprendre comment une pareille mesure aurait pu, sans conséquence, recevoir l'appui de gens qui font profession de dénoncer toute protection comme injuste, et tout monopole comme funeste^

< On dit que, selon les règles de moralité à l'usage des partis, le principe abstrait aurait dû céder devant les nécessités d'une manœuvre, et que la proposition de M. Miles aurait dû être soutenue, afin que sir R. Peel, perdant la majorité, fût forcé de résigner le pouvoir ; on fait entendre que, dans la crise ministérielle, les free-traders auraient sans doute obtenu des avantages qu'on ne spécifie pas. Eh bien, même sur ce terrain abject des expédients, et mettant de côté toute considération de principe, nous sommes convaincus qu'en votant avec sir R. Peel, les free-traders ont adopté la ligne de conduite non-seulement la plus juste, mais encore la plus prudente qu'ils puissent choisir dans la circonstance. Il est bien clair qu'une majorité contre sir Robert Peel ne pouvait être obtenue que par la coalition des partis. Hais voyons avec qui les free-traders se seraient coalisés? H suffi-

fit de jeter les yeux sur la liste des membres qui ont voté avec M. Miles, pour s'assurer qu'elle présente les noms des plus fanatiques monopoleurs de l'empire, des plus désespérés adhérents au vieux système de privilèges en faveur du sucre et des céréales, tels qu'ils existaient dans les plus beaux jours des boeufs-pourris ; gens qui n'ont rien oublié ni rien appris, pour qui le flot du temps coule en vain, et dont les vœux non dissimulés sont le retour des vieux abus et la restauration de la corruption électorale^

— Quel principe commun unit ces hommes aux firee^raden? Absolument aucun. Leur concours fortuit n'eût donc été qu'une coalition en dehors des principes, et l'histoire d'Angleterre a été écrite en vain, si elle ne nous apprend pas que de telles coalitions ont

ou l'agitation anglaise. 361

toiijoars été fitnesles an pays. C'est là qu'a toojoiirs élé ta pierre d'achoppement d^s Whigs^ et la raison qui explique pourquoi les hommes d'État de ce parti n'ont jamais inspiré à l'opinion publique une pleine confiance dans l'honnéteié et la droiture de leur politique. La fameuse coalition de M. Fox avec lord North qu'il avait si souvent dépeint comme quelque chose de pis qu'un démon incarné , fit reculer de plus d'un demi-siècle la cause de la réforme en Angleterre, et permit k notre oligarchie de nous plonger dans une guerre contre la France, dont les conséquences pèseront encore sur bien des générations futures. Dans le débat auquel donna lieu le traité de commerce avec la France en février 1787, on vit H. Fox plaider formellement l'exclusion des produits français de nos marchés, se fondant sur ce que les Français étaient c nos ennemis naturels », et qu'il fallait par conséquent éviter tout rapprochement commercial ou politique entre les deux nations. En se faisant, dans des vues spéciales et temporaires, le héraut de ce vieux préjugé, M. Fox rendit d'avance complètement inefficaces tous les efforts qu'il devait faire plus tard pour empêcher la guerre contre la France. De même, l'adoption temporaire de la bannière de la protection par les chefs des Whigs dans la question des sucres, les eût forcés, le jour oii ils seraient arrivés aux affaires, à se mettre en état d'hostilité contre la liberté du commerce. — La récente coalition de

lord John Russell avec lord Ashiey, dont, pendant qu'il était au pouvoir, il avait traité les propositions de toute la hauteur de son mépris ('). est un autre exemple du danger de subordonner les principes au triomphe réel ou

imaginaire d'une manœuvre de parti ; et s'il rentre au pou-

^■■i> Il ■■■ i>.i» II. I .. ■

(') On sait que la motion de lord Ashiey consiste à limiter à dix heures le travail des manufactures, et que sir Robert Peel en fait une question d« cabinet.

voir, il s'apercevra qu'il s'est préparé une série d'embarras auxquels il ne pourra échapper qu'aux dépens de sa dignité. — Pour ne parler que du cabinet actuel, chacun sait que les plus grandes difficultés que rencontre l'administration de sir R. Peel proviennent des encouragements pleins de partialité qu'il donna aux démonstrations de lord Sandpn , des calomnies prodiguées au clergé d'Irlande, des appels faits aux préjugés nationaux contre le peuple irlandais, et de l'acquiescement plus qu'implicite par lequel il seconda les clameurs des classes privilégiées contre les réformes commerciales proposées par les Whigs en 1841. On dit proverbialement : c C'est l'opposition Peel qui tue le ministère Peel. » Avec de tels exemples sous les yeux, les frte^raders se seraient montrés incapables de profiter des leçons de l'histoire et de l'expérience , s'ils fussent en^és dans une coalition immorale avec les fanatiques du monopole, dans le seul but de fomenter le désordre d'une crise ministérielle.

c Les chefs des Whigs viennent de se coaliser, dans deux occasions récentes, avec les exaltés du parti opposé, pour renverser le ministère. Hais leur influence morale dans le pays y a-t-elle ga-

gné? Bien au contraire, et ils se sont placés eux-mêmes dans cette situation que la victoire eût amené leur ruine, et qu'ils ont trouvé leur salut dans la défaite. S'ils avaient renversé le gouvernement à l'occasion du bill de lord Ashley, ils étaient réduits à se présenter devant le pays sous l'engagement d'imposer des restrictions à la liberté du travail. Vainqueurs avec M. Miles, ils étaient également engagés à imposer des restrictions à la liberté du commerce. On a dit que la Ligue avait sauvé sir R. Peel; mais on peut affirmer avec plus de raison qu'elle a affranchi le parti libéral de la honte de paraître en face de la nation, portant empreints sur son front les mots restriction et monopole. » Mais, après

tout, ce sont là des conséquences de votes iivhigs oa torys, avec lesquelles les free-traden n'ont rien à démêler. Ils ont exposé et soutenu leurs principes sans égards à aucune considération prise de l'esprit de parti; ils n'ont reculé devant aucun engagement; ils n'ont parlementé avec aucun monopole; ils n'ont abandonné aucun principe; ils ont adhéré simplement et pleinement à la vérité, refusant de transiger avec Terreur. Quand viendra le jour de la justice, comme il viendra certainement, ils n'auront pas à payer la dette du déshonneur, et ne seront pas réduits à sacrifier, en tout ou en partie, l'intérêt national, pour racheter des antécédents factieux. >

On pourra soupçonner ce jugement de partialité, comme émané de la Ligue elle-même. Mais nous pourrions prouver ici, en invoquant le témoignage de la presse provinciale d'Angleterre, que l'opinion publique, un moment incertaine, a fini par sanctionner la conduite des free-traders. On comprend qu'au-delà, comme en deçà du détroit, les journaux de la capitale doivent être beaucoup plus engagés dans les manœuvres des partis. Aussi

vit-on le Maming-Giromele, qui d'ordinaire soutient la Ligue, s'élever avec indignation contre M. Cobden et ses adhérents. D'après ce journal, les free-traders auraient du considérer « qu'il ne s'agissait plus d'un droit sur le sucre un peu plus ou un peu moins élevé, mais de choisir entre sir Robert Peel et son éehdlëfnobiled' \in côté et lord John Russell et le droit-fixe de l'autre,— et qui sait? peut-être entre sir Robert Peel et lord Spencer avec VabolUion totale. »

Il est consolant, pour les personnes qui se précoc-

364 OOBDEÏ ET LA LIGUE,

capeni de Tavetiir constitutionneides nationris, devoir avec quel ensemble , ta presse impartiale , la presse de province a repoussé celte manière de poser la question. Sur cent journaux, quatre«vingt-dix ont approuvé la Ligue, parmi lesquels ceux-ci : Literpool-Mercury ^ Leeds-Mercun/y Northen-Whig ^ — Oxford-Chrtmicle, — Manchester-Times, — Sunderland-Hercdd, — Kent-Herald^ Edimbourg-Weeckly-Chronicle , CarlisU' Journal ^ Briitol- Mereury^ Sussex-Advertùer, etc., etc. D'autres blâmèrent dans le premier moment et ne tardèrent pas à se rétracter. « Après mûr examen, dit le Stirling^bierver, nous nous voyons obligé de modifier profondément , sinon de retirer complètement nos premières remarques , et nous avouons avec franchise que les chefs delà Ligue ont voté d'après une connaissance desfalts eldescirconstances que nous ne possédons nous-mêmes que depuis peu de jours. »

Combien il serait à désirer que la presse départementale sût se soustraire en France au despotisme dé la presse parisienne; et quel immense service rendraient les journaux de province s'ils se

consacraient à étudier les questions en elle-mêmes, s'ils démasquaient leurs confrères de Paris, toujours disposés et même intéressés à transformer les plus graves questions en machines de guerre parlementaire! Les feuilles qui se publient à Bordeaux , à Nantes, à Toulouse, à Marseille, à Lyon ne sont pas soudoyées par l'ambassade russe, ou par les comités agricoles et manufacturiers, ou par les délégués des colonies. Leurs rédacteurs n'entrent pas, par Tétévation de tel ou tel chef de parti, dans la

ou l'agitation anglaise. 365

région universitaire ou diplomatique. Rien donc n'explique rabjection servile avec laquelle ils reçoivent les inspirations de la presse parisienne, si ce n'est qu'ils sont dupes eux-mêmes de cette stratégie cupide dont ils se font aveuglément les instruments ridicules. Servum peau! Pour moi , je l'avoue, quand au fond d'une province je découvre un homme qui ne manque pas de talent et même de sincérité, qui sait manier une plume, et que le public qui l'entoure est habitué à considérer comme une lumière, quand je vois cet homme se passionner sur le mot d'ordre de ses collègues de Paris, pour une question de cabinet , négliger, froisser les intérêts de l'humanité, de la France, et même de son public spécial ; soutenir, par exemple, ou les fortifications de Paris, ou le régime protecteur, ou le mépris des traités, et cela uniquement pour faire pièce à un ministre, au profit d'intérêts qui lui sont étrangers comme ils le sont au pays , je crois avoir sous les yeux la personnification de la plus profonde dégradation où il soit donné à l'espèce humaine de descendre.

Le 25 juin 1841, l'ordre du jour de la Chambre des communes en fin la discussion sur la motion annuelle de M. Ch. Pelham Villiers, pour l'abrogation de la loi-céréale.

La composition actuelle de la Chambre ne permet pas de penser que les free-traders se bercent de l'espoir de faire triompher cette mesure radicale. Ils la présentent néanmoins , d'abord , pour faire naître l'occasion d'une discussion solennelle sur le terrain des prin-

cipes, sachant fort bien que la raison, sinon le nombre, sera de leur côté, et qu'à la longue le nombre se rallie à la raison; ensuite, afin d'examiner l'état de l'opinion publique , là où elle leur est certainement la plus défavorable , c'est-à-dire au Parlement

L'annonce de cette grande discussion avait agité toute l'Angleterre. De toutes parts il se formait des meetings où les électeurs {constituencies) formulaient des requêtes à leurs mandataires pour les sommer de respecter les droits du travail, de l'industrie et du commerce.

Ainsi qu'on l'a vu dans le discours de H. Fox , les circonstances n'étaient pas favorables à la motion de M. Villiers. D'abord les Whigs, toujours prêts à mettre l'intérêt général au second rang et l'intérêt du parti au premier, se montraient peu disposés à seconder les free-traders. Ils ne pouvaient oublier que quelques jours avant, et dans deux occasions successives, les free-traders leur avaient fait manquer l'occasion de ressaisir le pouvoir. < Ils nous ont abandonnés, disaient-ils , et nous les abandonnons à notre tour. » Mais il y a cette différence que les Cobden, les Gibson, les Villiers avaient sacrifié les partis aux principes, tandis que les Whigs sacrifiaient les principes aux partis.

Les Whigs avaient d'ailleurs un autre motif de se montrer moins radicaux que l'année précédente. Les événements récents, en ébranlant le ministère Tory, leur avait laissé entrevoir une

chance d'arriver aux portefeuilles. Dès lors, ils avaient fait revivre le drrà /ixê, cet ancien projet de lord John Bussell, et ils m

ou l'agitation anglaise. 367

voulaient pas s'engdger en votant pour Tabolition immédiate et totale de tous droits protecteurs.

La forme que M. Yiliers avait donné à la proposition était aussi combinée de manière à faire reconnaître les forces des purs free-traders. C'était, selon l'expression anglaise « a rigid test, » une pierre de touche sévère. En 1843 , la motion de M. Yiliers, était ainsi formulée : Que la Cbambre se forme en comité pour examiner la convenance d'abroger les loiscéréales. » On conçoit que les partisans du droit fixe, et les hommes sincères dont Topinion n'est pas bien arrêtée , pouvaient se rallier à une telle proposition , qui avait moins pour objet de résoudre la question que de la mettre officiellement à l'étude.

Mais en 1844, la motion de M. VillierS était conçue ainsi :

« Que la Chambre se forme en comité pour examiner les résolutions suivantes :

« Ilrésultedu dernier recensement que la population du royaume s'accroît rapidement ;

« La Chambre reconnaît qu'un très grand nombre de sujets de S. M. est insuffisamment pourvu des obr jets de première nécessité;

« Que cependant une loi est en vigueur qui restreint les approvisionnements, et, par conséquent, diminue l'abondance des aliments;

« Que toute restriction ayant pour objet d'empêcher l'achat des choses nécessaires à la subsistance du peuple est insoutenable en principe, funeste en fait^ et doit être abolie ;

368 coBoeN et la ligue,

« Que, f>ar ces moUfe, il est expédieni d'abroger hnmédiatement l'article 5 et 6. Ftdorw, e. 14. »

Il est bien évident qa'une telle proposition ne pouvait être accueillie que par les membres préparés à reconnaître la vérité théorique et les avantages pratiques du principe dé la liberté illimitée du commerce.

Après un débat qui se prolongea jusqu'au vendredi 38 juin, la division donna les résultats suivants.

Pour la motion de M. Villiers. . . 124 voix. Contre * 328

Majorité 204.

A ces 124 voix, il faut en ajouter 11, dites paired, selon les usages parlementaires de la Chambre (*), et 30 de membres absents, ce qui forme une masse compacte de purs free-traders de 165 membres.

En résumé, la majorité contre l'abrogation avait été, en 1842, de 303, — en 1843, de 258, —en 1844, de 204.

Nous ne traduisons pas ici les discours prononcés dans cette mémorable circonstance de crainte de fatiguer le lecteur. Nous nous bornerons à dire que, dans le cours de la discussion , on a accusé les fireetraders de ne demander que la liberté du commerce des céréales, et on a , par conséquent, présenté la motion

comme faite dans un intérêt purement manufacturier. M. Cobden a répondu que le système protec-

(') Lorsque deux membres d'opinion différente ont besoin de s'abstenir, ils s'entendent et sortent ensemble sans altérer le résultat du vote.

leur avait principalemeût en vue les intérêts du sot ; que les propriétaires du sol étant en même temps les maîtres du Parlement , la Ligne avait considéré le système tout entier comme n'ayant d'autre point d'appui que cette branche particulière de protection. Dans la nécessité de concentrer ses forces, pour leur donner plus d'efficacité, elle a résolu d'attaquer surtout la loi-céréale, sachant fort bien que si elle en obtenait l'abrogation , les propriétaires eux-mêmes seraient les premiers à détruire toutes autres mesures protectrices. « Je déclare ici, dit-il, très-sincèrement et très-formellement, que je me présente comme l'avocat de la liberté des échanges en toutes choses, et, dans le cas où vous vous formeriez en comité au sujet des lois-céréales , si les règles de la Chambre me le permettent , je suis prêt à ajouter à la motion l'abrogation de tous les droits protecteurs sur quelque chose que ce soit. 9

Nous avons remarqué encore un argument émané de M. Milner Gibson et qui nous paraît mériter l'attention des personnes qui aiment à considérer les questions d'un point de vue philosophique.

Après avoir exposé les conséquences funestes du régime restrictif, M. Gibson ajoute :

« J'adjure le très honorable baronnet (sir Robert Peel), j'adjure le payeur général de l'année (sir E. R. B. R. R.), dont l'expérience

nee est si ancienne, et qui ont entendu dans cette session comme dans les précédentes tant d'arguments pour et contre la question , je les adjure de se lever dans cette enoeinte, et de déclarer, « ne fois pour tontes, sur quel fon« deneat ils pensentqae rarisiocratie de ce pays peut réclamer

pour eUe-méiM, a^ec justice, le droit de sMnterposer dans la liberté de riudastrie. (Écoutez, éoootez). Cest là one interpellation loyale. Je me souviens avoir lu,k TUniversilé de Cambridge, dans les œuvres du docteur Paley , que toute restriction était per u un mal ; quMI incombe h ceux qui la proposent ou la maintiennent de prouver qu*elle am>ortait k la communauté de grands et d*incontestables avantages , de le prouver distinctement, jusqu'à Tévidence et par delà Tombre du doute. Il ajoutait qu'il n'incombe pas à ceux qui en souCfk*ent de faire aucunes preuves. C'est pourquoi je vous interpelle en stricte conformité des principes que j'ai appris dans vos universités. Au nom de la philosophie du docteur Paley, puisqu'il existe une restriction dont j'ai k me plaindre , je vous somme , vous le législateur du pays, vous le gouvernement du pays, je vous somme, et j'ai le droit de le faire, de venir justiâer votre restriction, et jusqu'à ce que vous l'ayez fait clairement et explicitement, il m'appartient, sans autre explication, d'en demander Pabrogation complète et immédiate.

Sir Robert Peel » sûr de la majorité, ne paraissait guère disposé à s'expliquer. Cependant, il est des convenances et une opinion publique qu'il faut bien respecter. Vaincu par ces interpellations directes, vers la fin du débat, il prit la parole, et, selon sa coutume, il fit de larges concessions aux principes sans s'engager & rien pour la pratique :

< Dans l'état artificiel de la société actuelle , dit-il, nous ne pouvons agir sur de pures abstractions, et nous devons déter^ miner par des maximes philosophiques, dont en principe, c je ne conteste pas la vérité. Nous devons prendre w cob-

ou l'agitation anglaise. 37i

les circonstances dans lesquelles nous avons proc grosse et les intérêts engagés. >

Après cette épreuve, une séance générale de l'association pour la liberté commerciale eut lieu au théâtre de Covent-Garden, le 3 juillet 1844. Nous regrettons que le temps nous manque pour rapporter ici les discours remarquables de Milliers, Cobden, Bright, etc.

A partir de cette époque, la Ligue s'est consacrée surtout à donner de nouveaux développements à son action. On peut partager sa carrière en trois grandes époques. Dans la première, elle s'était occupée de s'organiser, de fixer son but, de tracer sa marche, de réunir dans son sein un grand nombre d'économistes éclairés. Dans la seconde > elle s'adressa à l'opinion publique. Nous venons de la voir, multipliant les meetings dans toutes les provinces, envoyant de toutes parts des brochures, des journaux, des professeurs, essayant enfin de vaincre la résistance du Parlement par la pression d'une opinion nationale forte et éclairée. A l'époque où nous sommes parvenus, nous allons la voir donner à ses travaux une direction plus pratique, et aspirer à modifier profondément, dans son personnel , la constitution de la Chambre des communes. Pour cela, il s'agissait de mettre en œuvre la loi électorale et de tirer tout le parti possible des réformes introduites par les Whigs dans la législation.

Ce n'est pas que la Ligue fût restée étrangère jusque-là aux luttes électorales. Déjà elle avait essayé ses forces sur ce terrain. Rarement elle avait manqué l'occasion de mettre, dans chaque bourg, un candidat

372 COBDBN TE LA LIGUE y

frê'-trader aux prises avec un candidat monopoleur. Partout on l'avait vue élever drapeau contre drapeau et principe contre principe. Elle consacrait une partie de son royal budget à poursuivre devant les tribunaux la corruption électorale, et Ton se rappelle qu'elle fil passera Londres même un free-trader. M, Pat-lison» quoiqu'il eût pour concurrent un des hommes les f>lus riches et les plus haut placés de cette métropole, le banquier Baring, soutenu d'ailleurs par toutes les influences réunies des aristocraties terrienne^ commerciale, ecclésiastique et gouvernementale.

Mais la Ligue n'apportait guère alors aux élections que son influence morale et n'opérait qu'avec les éléments existants. Nous allons la voir essayer de changer ces éléments eux-mêmes^ et de remeltre ta puissance élective aux mains des classes aisées et laborieuses. Des comités s'organisent sur toute la surface du Royaume-Uni. Us ont pour mission de faire porter sur les listes électorales tout free-trader qui remplit les conditions exigées par la loi , et d'en faire rayer tout monopoleur qui n'a pas le droit d'y figurer. Des milliers de procès sont soutenus à la fois devant l'autorité compétente , et avec tant de succès , qu'on peut d^ prévoir qu'au sein de beaucoup de collèges la majorité sera déplacée.

Hais M. Gobden, cet homme éminent qui est Vime de 4a Ligue, et qui la dirige, à travers mille obstacles^ d'une manière si

habile et si ferme , conçoit un plan bien autrement gigantesque.

. En France, pour être électeur, il faut payer 200 fr.

ou l'agitation anglaise. 373

d'impôts directs. La loi anglaise ne procède point avec cette uniformité. Une multitude de positions diverses peuvent donner le droit de voter. Parmi les dispositions de la loi, il en est une, appelée la clause Chandos, selon laquelle est électeur quiconque a une propriété libre {freehold), donnant 40 sh de revenu net, c'est-à-dire pouvant s'acquérir moyennant un capital de 50 à 60 L s.

Le plan de M. Cobden consiste à faire arriver au droit électoral, par le moyen de cette clause, un nombre suffisant d'hommes indépendants pour contrebalancer la masse d'électeurs dont l'aristocratie anglaise dispose comme d'une dépendance et appartenance de ses vastes domaines.

Dans l'espace de quarante jours, M. Cobden s'est présenté devant trente-cinq meetings, principalement dans les comtés de Lancastre, d'Yorck, de Ghester, afin de divulguer et de populariser son projet* La variété qu'il a su répandre sur tant de discours fondés sur le même thème et tendant au même but révèle une puissance de facultés et une étendue de connaissances 'qu'on est heureux de voir associées à la vertu la plus pure et au caractère le plus élevé. Son collègue, M. Bright, n'a pas déployé moins de zèle, de talent et d'énergie.

On n'attend pas de nous que nous suivions pas à pas la Ligue dans cette nouvelle phase de Tagitation. Nous nous bornerons dorénavant à recueillir, dand les innombrables documents que

nous avons sous les yeux, les arguments qui pourront nous paraître nou-

veaux el les circonstances propres à jeter quelque jour sur l'esprit de la Ligue et les mœurs anglaises.

Séance do 7 aoûtJS44

Nous \oici arrivés à Tépoque où les relations entre la France et l'Angleterre, et par suite la paix du monde, paraissaient gravement compromises. La presse^ des deux côtés du détroit, et malheureusement dans des vues peu hoborables , s'efforçait de réveiller tous les vieux instincts de haine nationale. On dit que dans la salle d'Eteter-Hall , des missionnaires fenatiques faisaient entendre des paroles irritantes peu en harmonie avec le caractère dont ils sont revêtus. Sir Robert Peel enfin, peut-être dominé par le déchaînement des passions ardentes du dehors, venait de prononcer devant le Parlement les paroles impolitiques et imprudentes qui rendaient si diffl^cile l'arrangement des affaires de Taiti.

Jusqu'à ce moment, pas une allusion n'avait été iaite au sein des meetings de la Ligue sur les rapports de la France avec l'Angleterre. Cette oircobstance nous semble mériter toute l'attention du lecteur impartial ; car enfin, les occasions n'avaient pas manqué^ l'affaire d'Alger, celle du Maroc, celle du droit de visite, l'hostilité de nos tarife, manifestée par des droits différentiels mis à la charge des produits anglais, et bien d'autres circonstances ofraient aux orateurs de la Ligue un texte facile à exploiter dans l'intérêt de leur popularité, une arme féconde pour arracher des

applaudissements à la multitude. Comme ai se fiit-il que ces hommes, parlant tous les jours eo préseace de cinq à six mille personnes réunies, et dans des circonstances où il leur était si facile de ménager à leur araour^propre d'orateur toutes les ovations de l'enthousiasme politique, se soient constamment abstenus de céder à cette si séduisante tentation ? Gomment des manufacturiers, des nogociants, des fermiers se sont-ils montrés à cet égard si supérieurs à des mis* sionnaires, à des journalistes, et même aux hommes d'État les plus haut placés ?

Il n'y a qu'une circonstance qui puisse expliquer raisonnablement ce phénomène, et cette circonstance est si importante, qu'il doit m'être permis dé la révéler au public français. — C'est que la Ligue s'adresse à la classe industrielle et laborieuse, et que celle classe, en Angleterre, n'est point animée des sentiments haineux contre la France que nos journaux^ par des motifs expliqués ailleurs, lui attribuent avec tant d'obstination. — J'ai lu plus de trois cents dis«f cours prononcés par les orateurs de la Ligue dans toutes les villes importantes de la Grande-Bretagne. J'ai lu un nombre immense de brochures, de pam« phlets populaires^ de journaux émanés de cette puissante association, et j'affirme sur l'honneur que je n'y ai jamais vu un mot blessant pour notre dignité na-* tionale, ni une allusioa directe ou indirecte à l'état de nos relations politiques avec l'Angleterre.

C'est que, dans ce pays, les classes industrielles ont vraiment l'esprit d'industrie qui est opposé à l'esv

376 COBDElf ET LA U6UE ,

prit aiiUUire. C'est que les haines nationales, grâce ans progrès de Topinion , leur sont deYenoës aussi étraî^ères que le sont

maintenant parmi nous les haines de ville k ville et de province à province.

Cependant, au moment ou la paix du monde était sérieusement menacée, il était difficile que l'émotion générale ne se fit pas aussi ressentir parmi ces multitudes assemblées à Co ven t-Gardefn, on danft le firee^radehaU de Manchester. On verra dans les discours qui suivent à quel point de vue les graves événements du mois d'août 1844 étaient envisagés par les membres de la Ligue.

7 août 1844.

Le dernier meeting de la Ligue, pour cette saison , a eu lieu mercredi soir au théâtre de Govent- Garden. Cne affluence extraordinaire de free-traden remplissait toutes les parties du vaste édifice. Pendant toute la séance, les dames , par leurs physionomies animées et leurs applaudissements réitérés, ont montré qu'elles prennent un vif intérêt au sort des classes souffrantes et opprimées. — M. G. Wilson occupait le fauteuil. Un grand nombre de membres du Parlement et d'hommes distingués avaient pris place autour de lui sur l'estrade.

Le président, en ouvrant la séance, annonce que la parole sera prise successivement par M. Milner Gibson, m. P./ par M. Richard Cobden, m. P., en remplacement de M. George Tompson 9 absent, et par M. Fot.

ou l'agitation anglaise. 377

M. GiBsON : Monsieur, j'ai ea le bonheur d'assister à un grand nombre de meetings de ia Ligue, mais jamais une aussi magnifique assemblée que celle qui est en ce moment réunie dans ces

murs n'avait encore frappé mes regards , et j'ajoute, monsieur, que cette marque signalée de l'approbation publique, k cedemier meeting d'adieu, est pour nous un juste sujet d'espérance et de félicitation. À l'aspect d'une assemblée aussi imposante, il est impossible de croire qu'une cause, rétrograde, d'imaginer qu'une question a perdu du terrain dans l'esprit et l'estime du peuple. (Applaudissements)...

' Je crois sincèrement que tout homme impartial qui

jetera les yeux autour de lui, et qui se demandera quels sont les premiers besoins sociaux, quelles sont les nécessités qui se manifestent en première ligne, non-seulement dans les possessions britanniques, mais dans la plus grande partie de FEurope, reconnaîtra que ces besoins et ces nécessités se lient intimement à la souffrance physique. Il reconnaîtra que toute grande amélioration sociale ne peut venir qu'après l'amélioration matérielle de la condition du peuple. On montre un grand désir d'instruire le peuple; on se plaint de son ignorance ; on se plaint de ce qu'il manque d'éducation morale. Mais que sert de vouloir faire germer la vertu parmi des hommes courbés sous la misère, flétris par une pénurie désespérante et qui ne sont point en état de recevoir les leçonsdu prêtre oudu moraliste? Croyez-le bien, si nous voulons que la vertu, la science, la religion prennent racine dans le cœur de l'homme laborieux, commençons par améliorer sa condition physique. Nous devons arracher l'ouvrier des campagnes à l'étal d'abaissement où il est maintenant placé. En vain nous chercherons a restreindre l'immoralité, h diminuer le crime dans le pays, tant que la classe laborieuse, en levant les yeux sur ceux qui occupent des positions plus

élevées dans l'échelle sociale, se sentira d'une autre caste, pour ainsi dire, et se croira rejetée comme une superfétation inutile, aussi peu digne, moins digne d'égards peut-être que la nature animale engraisée sur les domaines de l'aristocratie.

L'orateur rappelle ici qu'ayant voulu parler à la Chambre des communes de la situation de l'ouvrier des campagnes, et s'étant appuyé de l'autorité d'un ministre du culte dont le nom est vénéré dans tout le royaume» M. Godolphin Osborn, le ministre secrétaire d'État pour le département de l'intérieur avait parlé de prélats courant après la popularité.

Je voudrais de tout mon cœur, continue M. Gibson, Toir beaucoup de nos prêtres et même de nos évêques condescendre à une telle conduite. Je me rappelle un célèbre écrivain qui disait qu'une très utile association pourrait être fondée, et dans le fait cette institution manque à l'Angleterre, dans le but de convertir l'épiscopat au christianisme. (Applaudissement prolongés). J'ai la certitude absolue que la liberté du commerce est en parfaite harmonie avec l'esprit de l'Évangile et que la libre communication des peuples est le moyen le plus efficace de répandre la foi et la civilisation sur toute la surface de la terre. Je ne pense pas que les efforts des missionnaires, quelles que soient leurs bonnes intentions et leur mérite, puissent obtenir un succès complet tant que les gouvernements sépareront les nations par des barrières artificielles, sous forme de tarifs hostiles, et leur inculqueront au lieu de sentiments fraternels fondés sur des intérêts réciproques, des sentiments de jalousie si prompts à éclater en vaste incendie. (Bruyantes acclamations). C'est une chose surprenante

ou l'agitation anglaise. 37

nanie que Texcessive délicatesse, en matière d'honneur national, qui s'est tout k coup révélée parmi nos grands seigneurs trafiquants de céréales. Oncroirait voir des coursiers enira^ièéi pour le turf. (Rires). Mais qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que pour ces messieurs guerre est synonyme de renies. (Approbation et rires). J'ignore s'ils aperçoivent aussi crairement que je le fais la liaison de ces deux idées. La (vemière conséquence de la guerre, c'est la cherté du blé ; la seconde, c'est un accroissement d'influence ministérielle, dont une bonne part revient toujours k nos seigneurs terriens. Quelque lourdes que soient les charges, quelque lamentables que soient les maux que la guerre infligerait k la communauté, tenez- pour certain que, s'il est possible qu'elle profite k une classe, ce sera k la classe aristocratique. Je crois très consciencieusement qu'il y a dans ce pays un grand parti lié avec l'intérêt territorial, parti représenté par le Marning^Post (rires), qui s'efforce de susciter un sentiment anti-français {an anti-freh-feeling) , dans l'unique but de maintenir le monopole des grains. (Rires). Qu'est-ce que la guerre pour ces roessieurs? Ilss'en tiennent bien loin. (Rires). Ils envoient leurs compatriotes au champ du carnage, et, quant k eux, ils profitent de l'interruption du commerce pour tenir k haut prix la subsistance du peuple; et quand revient la paix, ils se font un titre de cette cherté même, pour con^nuer et renforcer la protection. Nous avons vu tout cela dans la dernière guerre. (Applaudissements).

Une autre de leurs raisons pour pousser k la guerre, c'est qu-MIs y voient un moyen de détourner l'attention publique de ces grands mouvements sociaux qui les mettent mainte^nant si mal k l'aise, c Une bonne guerre, disent-ils, c'est une excellente diversion. » 11 y a très peu de jours, un homme distingué , dont je ne me crois pa\$ autorisé k proclamer le

nom dans cette enceinte, me disait : Quoi qu'on en ait dit sur les maux de la guerre, quoi qu'en aient écrit les moralistes et les philosophes, je crois que ce pays a besoin d'une bonne guerre, et qu'elle nous délivrerait de bien des difficultés. (Rires bruyants.) — C'est la vieille doctrine. Ken heareusement, il ne sera pas en leur pouvoir de pousser le peuple de ce pays vers ces folles exhibitions d'un faux patriotisme, il y a dans la nation britannique un bon sens, un esprit de justice, qui, depuis les terribles luttes du commencement de ce siècle, ont jeté de profondes racines; et il sera difficile de lui persuader de se lancer dans toutes les horreurs de la guerre pour le seul avantage de gorger notre riche aristocratie aux dépens de la communauté. (Applaudissements prolongés).

Qu'il nous soit permis de faire une remarque sur ce passage du discours de M. Gibson. Ne pourrait-il pas être très à propos prononcé devant une assemblée française?

C'est une chose surprenante (dirait-on) que l'excessive délicatesse, en matière d'honneur national, qui s'est tout à coup révélée parmi nos trafiquants de fer et de houille. Mais qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que pour ces messieurs guerre est synonyme de dékreté^ entente cordiale est synonyme de commerce, d'échanges, de concurrence à redouter. Je crois trèsconsciencieusement qu'il y a dans ce pays un grand parti lié avec l'intérêt manufacturier, parti représenté par la Presse et le journal du Commerce^ qui s'efforce de susciter un sentiment anti-anglais dans Tunique

but de maintenir le haut prix des draps, des toiles^ de la bouille et du fer^ etc., etc.

Après cette courte observation nous reprenons le compte-rendu de la séance du 7 août, et nous consignons ici notre regret de ne pouvoir traduire le remarquable discours de M. Cobden. Nous nous bornerons, forcés que nous sommes de nous restreindre, à citer quelques passages de l'allocution de M. Fox, et particulièrement la péroraison qui se lie au sujet traité par le représentant de Manchester.

M. Fox. L'orateur prenant texte d'un article du Morning-Poët qui annonce pour la vingtième fois que

la Ligue est morte après avoir totalement échoué dans

sa mission, passe en revue le passé de cette institution, et montre l'influence qu'elle a exercé sur l'administration des Whigs et ensuite sur celle des Torys, influence à laquelle il faut attribuer les modifications récemment introduites dans la législation commerciale de la Grande-Bretagne. Il parle ensuite du progrès qu'elle a fait faire à l'opinion publique.

c On peut dire de Théonomie politique ce qu'on disait de la philosophie, elle est descendue des nuages et a pénétré dans la demeure des mortels ; elle se mêle à toutes leurs pensées et fait le sujet de tous leurs entretiens. C'est ainsi que la Ligue a propagé dans le pays une sagacité politique qui n'a pu bannir de ce monde les préjugés, les sophismes et les faussetés par lesquelles le genre humain s'est laissé si longtemps égarer. Nous touchons presque aux temps où deux grands hommes d'État, Pitt et Fox, remplissaient l'univers de leurs luttes, et l'on ne saurait encore décider lequel des

deux était le plus profondément ignorant des doctrines économiques. Et maintenant, il n'y a pas on dandy, un incroyable, qui se présente devant les électeurs d'un boargpoorri, pour y recueillir un mandat de famille, qui ne se soit gorgé d'Adam Smith, au moins dans l'édition de H. Cayley. (Rires) (^). Quand un peuple a acquis de telles lumières, on ne se joue plus de lui. C'est pour la Ligue un sujet de juste orgueil d'avoir disséminé dans le pays, non-seulement des connaissances positives et de bonnes habitudes intellectuelles, mais encore un véritable esprit d'indépendance morale. Partout où je trouve une disposition à secouer cette servilité abjecte qui a si longtemps pesé sur une portion du peuple de ce pays, partout où je le vois donner aux choses leurs vrais noms, quels que soient les fallacieux synonymes dont on les décore; quand je vois le faible et le fort, le pauvre et le riche, le paysan et le pair d'Angleterre, tous Clément jugés selon les règles du juste et de l'injuste; quand je rencontre une ferme volonté de rendre témoignage aux principes de l'équité et de la justice, en même temps qu'une profonde sympathie pour les souffrances des classes malheureuses et opprimées, alors je reconnais l'influence de la Ligue, je la vois se répandre dans toutes les classes de la société, j'adhère à cette ferme détermination de faire régner le bien, de détruire le mal par des moyens paisibles, l'aux, mais honorables et sars, dont les fondateurs de cette grande institution ont eu la gloire de faire adopter l'usage par leurs concitoyens. (Applaudissements.) Je sais que ces grands et nobles résultats n'ont pas atteint les limites auxquelles aspirent les hommes de cœur qui dirigent la Ligue. Nous en

(M M. Cayley avait cité des extraits d'Adam Smith qu'il avait rendus, en les édulcorant, favorables au système protecteur.

avons le témoignage par des faits irrécusables, que nous ne nions pas et qu'au contraire nous regardons loyalement en face. Hs nous sont d'ailleurs rappelés surabondamment par certains journaux, c Voyez, disent-Ils, dans combien d'élections la Ligue a échoué, dans combien elle n'a pas osé accepter le combat ! Elle a été battue dans le Sud-Lancastre et k Birmingham. » — Il est vrai que nous n'avons pu soutenir la lutte & Horsham, Cirencester et ailleurs. Qu'est-ce k dire? Je ne m'en afflige pas. Il est bien que dans une cause comme celle-ci — qui intéresse une multitude de personnes étrangères aux agitations politiques, et aux rudes travaux qui peu-» vent seuls assurer le succès d'une grande réforme sociale — il est bien qu'on ne se laisse point dominer par cette idée, qu^il suffit d'instruire le peuple de ce qui est juste et vrai, pour que le vrai et le juste triomphent d'eux-mêmes. Car, si ces élections eussent amené d'autres résultats, quel enseignement en aurions-^nous obtenu ? Quel eflTet auraient-elles produit sur le grand nombre de ceux qui , pour la première fois, s'unissant k la Ligue, se sont précipités dans le tumulte deVagUaion? Ils n'auraient pas manqué de penser que les électeurs sont libres dans leur opinion et dans leur action, que l'intimidation, la corruption et les menées de sinistres intérêts n'interviennent pas pour pervertir la conscience des votants, et tes vaincre en dépit de leurs idées et de leurs sentiments ; et cet enseignement eût été un mensonge. Ils en auraient conclu encore que le monopole, loin de songer k faire des efforts vigoureux et désespérés, loin d'avoir recours aux armes les plus déloyales, n'attend pour abandonner la lutte que de voir la vanité et l'injustice de ses préten- * tiens bien comprises par le public ; — et cet enseignement jiussi eAt été un

mensonge. — Ces faciles triomphes eussent fait croire que l'esprit de parti est vaincu ; qu'il a appris la

1\SI COBDEN ET LA LIGUE,

sagesse et la droiture ; et que , dans le Tain but de son teoir quelque point de sectairianisme politique, l'opposition ne se laisserait pas taîDre en se divisant alors qu'elle peut être victorieuse par Fanité; — et cet enseignement aussi eût été un mensonge. — Ils eussent encore suggéré cette idée que les combinaisons législatives actuelles sont plus que suffisantes pour protéger aux élections les droits et les intérêts du peuple ; que nos institutions et notre mécanisme politique ont toute la perfection qu'on peut imaginer et désirer; — et cet enseignement aussi eût été un mensonge , — un grossier mensonge. — Dans mon opinion , subir quelques défaites partielles, quelques désastres momentanés, quelques' retards dans le d|énouement de cette grande lutte, ce n'est pas acheter trop cher les bonnes habitudes, l'expérience et la discipline que ces revers mêmes font pénétrer dans l'esprit de la multitude, la^ préparant à travailler avec constance et avec succès à la défense des intérêts de la coenmnauté. A ceux qui font de ces défaites électorales un sujet de mépris envers nous, et d'orgueil pour ettx-mêmes, je dirai: Vous vous jouez avec ce qui vous suscitera une puissance antagonique, une force à laquelle rien ne pourra résister. Ces mêmes défaites nous apprennent l'art A'agiifr. Elles nous ont instruits, «lies nous instruiront bien^ plus encore jusqu'au jour où la communauté s'apercevra qu'en croyant ne diriger son énergie que sur un seul point, et né poursuivre que le triompha d'un seul principe, la Ligue a jeté les fondements de tout ce qui constitue la dignité , la grandeur et la prospérité nationales. (Applaudissements.)

Il est une autre chose que la Ligue a accompli et c'était un objet bien digne de ses efforts. Elle a démasqué les classes privilégiées. (Écoutez, Écoutez.) Leurs traits sont maintenant connus de tous et il n'est plus en leur pouvoir de se d^uiser.

ou l'agitation anglaise^ 385

Le temps n'est pas éloigné où régnait one sorte de mystification à regard des pairs et des hommes de haot parage, comme si le sang qui coule dans leurs veines était d'une autre nature que celui qui fait battre le cœur du peuple. Il a fallu que les principes de la liberté commerciale fussent soumis, à cette discussion serrée, continuelle et animée qu'ils sont condamnés à subir, pour qu'on reconnût la vraie portée de ces associations féodales; pour qu'on s'assurât que ces grands hommes sont aussi bien des marchands que s'ils levaient boutique k Cheapside; et que ces écussons, regardés jusqu'ici comme les emblèmes d'une dignité quasiroyale, ne sont autre chose que des enseignes où Ton peut lire : Acres à Icuer^ blés à vendre. (Applaudissements). Oui, ce sont des marchands ; ce sont tous des marchands. Us trafiquent de terres aussi bien que de blés. Ils trafiquent des aliments, depuis le pain de l'homme jusqu'à la graine I^ère qui nourrit l'oiseau prisonnier dans sa cage (Rires). Ils trafiquent de poissons, de faisans, de gibier; ils trafiquent de terrains pour les courses de chevaux ; ils y perdent même l'argent qu'ils y parient et font ensuite des lois au Parlement pour être dispensés de payer leurs dettes. (Applaudissements.) Ils trafiquent d'étoiles , de jarretières, de rubans — spécialement de rubans bleus — et, ce qui est le pis de tout, ilè trafiquent des lois par lesquelles ils rendent leur négoce plus lucratif. Ils poussent des clameurs contre le petit magasinier qui instruit son apprenti dans l'art de c tondre la pratique, > tan-

dis qu'ils font bien pis, eux nobles législateurs, car ils tondent la nation, et surtout , ils tondent court et ras l'indigent aflamé

La Ligue a montré les classes privilégiées sous un antre jour, en stimulant leurs vertus, en provoquant leur pbifanthropie. Qh ! combien elles étalent de charité, pourvu que la

386 COBOLkN KT LA U«U£.

loMéréile s'en échappe niae ei saa?e ! Bee ptons poor Ta-BMlknatioD de k oradition du peuple aoBi en gEUide fa^ear, •te-haque seeïon politique poéaenle le «m.

L'eraleur ônmnéffe ici et critique ua grand nooUire ée proj^l^ tous attirant à téparez par la charité Iw maufi foiif». par l'injustice, leU que Le sjefaine desailoteBftenls, lebiil des dix beupes, les sociétés pour l'aeouragement de telles on lellea industries^, etc. — U continue et termine ainsi :

Si notre oanse s'èièvecooini^ le monopole, elle- est eneeeee pins opposée à. me' guerre qai pfeadnk . ponii préleile Tîntiéét;B(kti<Nia]. Jiespène que lea^sages a^Hstiaaemenis qui sont sortis, de la bouche de rbonoble représentant deHaanfann* 1^ (II. Gibson) pénétreront dans vos esprits el dan» tos eqwira ; car, qpand. nous voyons ^.quels moyens letmnni^pole a Beeours-, il n'y a rien de cbimériqie à. redonte^ qafi4,per un maobiavélisme monstuen&,. il ne s^efibrece, dans>un soi^dide intérêt, de plonger la nation danatoutesi les- calamités de la guerre* Si^noos étions menacés. d(une telle' éventiHilité, jlai; la.coQ6aoEe qoale peuple de ce pays se làvemt comme un seul homme pour protester contre tnnt appel k QC^ moyens sangqî-naîrefr qui devront étné reléguée à jamais danal^ wnales des temps barbares. Cette agitation. doit se ipaintenir et progresser,

parce qu'elle se fonde sur une vue capnplëie. des vrais, intérêts nationaux etsunlea principes de la morale. Qui, nous soulevons une question morala Laiesons à DOS adversaires les avantages dont ils s^eneigneïllissent. lie^ possèdent de vastes» domainea^ une inOuence incontestable ; ils. spot maîtres de la GhambjDe des U>nk ,.de: laiCJbsmbr<6i4/^ .€a)mnunes» d'ime;gr^ 4s^hi

ou l'agitation ANGLitIfiE. 387

périodiipie et da secret des lettres (épplaudisaeineati); \ em encore le patronige de Tamiëe et de la mariiiei ei> la préj^n* dé-rance de rÉ^ise. Voil^ leurs privilèges, et la loÉgiieénu* méra-tion ne nous en effraie pas, car noua avons contre eox ce qui est plas fort que toutes ces choses réunies : le sentiment du juste gra-vé au cœur de Thomme. (Acclamations.) Cest une puissance dont ils ne savent pas se servir, mais qui nous fera triompher d'eux ; c'est une puissance plus ancienne que leurs races les plus antiques, que leurs châteaux et Teurs cathédrales, que rÉglise et que TÉtat; aussi ancianttè, que' dis-je, plus ancienne'que la créa-tion même, car elle eïisCait avant que les montagnes fussent nées; avant que kr terre imposât sur ses fondements ; elle habi-tait avec là saglesse dianëresprit de l'Éternel. Elle fut sonflDée sur la^ hce de Thoitirae' avec le premier souffle dévie, et elle ne périra^paren^ lui Uintl que sa race n'aura pas compté tous ses jours suii eettjrtnfe. n est aussi vain de lotter contre elle que-contM learétoiles du firmament. Elle verra, bien plus, elle opére-ra la deatructïoft de tout ce qu'il y. a> d'injustice au fond de-toules^ les instito*tiens politiques et sociales. Oh»! puisse la Pro-vidence con* sommer bientôt sur le genre humain cette sainte béné^ction ! (Applaudissements prolongés.)

Après une courte allocution dans laquelle le président, au nom de la Ligue, adresse ses remerciements et des adieux, la session de 1844 est close et Rassemblée à West.

Dans un des passages du discours précédent, M. Pex avait fait allusion à un meeting tenu, deux jours avant, à Northampton. Le but de cette réunion

388 COBDEN ET LA LIGUE,

était de jeter quelque jour sur les mœurs politiques de nos voisins, et de montrer en action, une immense liberté d'association dont ils ont le bonheur de jouir, nous croyons devoir dire un mot de ce meeting.

LES FREE-TRADERS ET LES CHARTISTES À NORTHAMPTON

Lundi 5 juin 1844, un important meeting a eu lieu dans le comté et dans la ville de Northampton.

Quelques jours d'avance, un grand nombre de manufacturiers, de fermiers, de négociants et d'ouvriers avaient présenté une requête à MM. Cobden et Bright pour les prier d'assister au meeting, et d'y discuter la question de la liberté commerciale. Ces messieurs acceptèrent l'invitation.

Une autre requête avait été présentée, par les partisans du régime protecteur, à M. O'Brien, représentant du comité, et membre de la Société centrale pour la protection agricole. M. O'-

Brien déclina l'invitation, se fondant sur ce que les requérants étaient bien en état de se former une opinion par eux-mêmes., sans appeler des étrangers à leur aide.

Enfin, les chartistes de Northampton avaient, de leur côté, réclamé l'assistance de M. Fergus O'Connor qui, dans leur pensée, devait s'unir à M. O'Brien pour combattre M. Cobden. M. Fergus O'Connor avait promis son concours.

Le square dans lequel se tenait le meeting contenait plus de 6,000 personnes. Les free-traders proposèrent pour président lord Fitz Williams, maire, mais

ou LA<;ITATIO?(ANGLAISE. 389

les chartistes exigèrent que le fauteuil fût occupé par M. Grady, ce qui fut accepté.

M. Cobden soumet à l'assemblée la résolution suivante :

« Que les lois-céréales et toutes les lois qui restreignent le commerce dans le but de protéger certaines classes sont injustes et doivent être abrogées. »

M. Fergus O'Connor propose un amendement fort étendu qu'on peut résumer ainsi :

« Les habitants de Northampton sont d'avis que toutes modifications aux lois-céréales , toutes réformes commerciales , doivent être ajournées jusqu'à ce que la charte du peuple soit devenue la base de la constitution britannique. »

De nombreux orateurs se sont fait entendre. Le président ayant consulté l'assemblée, la résolution de M. Cobden a été adoptée à une grande majorité.

Un autre trait caractéristique des mœurs politiques que la liberté paraît avoir pour tendance de développer, c'est l'affranchissement de la femme, et son intervention, du moins comme juge, dans les grandes questions sociales. Nous croyons que la femme a su prendre le rôle le mieux approprié à la nature de ses facultés dans une réunion dont, par ce motif, nous croyons devoir analyser succinctement, le procès-verbal.

390 COBDCN ET LÀ UGU£,

DÉMONSTRATION EN PAVEUR VM hk mmtt
CÇWfU^CÀALE

A WAL8A|LL

Présentation d'une coupe A M, John B, Smith.

En 1844, la lutte s'établit entre le «monopole et la liberté aux élections de Walsali. M. Smith était le candidat des /f*£tf-lfad^j, et l'influence de la corruption, portée à ses dernières limites, assura aux monopoleurs un triomphe momentané. L'énergie et la loyauté, qui présidaient à la conduite de M. £>milh dAAS cette circonstance, lui concilièrent l'estime et l'affection de toutes les classes de la société, et les dames de Walsali résolurent de lui en donner un public témoignage. Elles formèrent entre elles une souscription dont le produit a été consacré à faire ciseler une magnifique coupe d'argent. Mercredi soir (11 septembre 1844), une «o%ré& a eu lieu dans de vastes salons, décorés avec goût, et où était réunie la plus brillante assemblée. Ici ^ Robert Scott occupait le fauteuil.

Après le thé , M. le président se lève pour proposer la santé de la reine, c Dans une assemblée, dit-il, embellie par la présence d'un si grand nombre de dames, il serait inconvenant de ne pas commencer par payer un juste tribut de respect à notre gracieuse et bienaimée souveraine. C'est une des gloires de l'Angleterre de s'être soumise à la domination de la femme, et ce n'est pas un des traits les moins surprenants de son histoire, que la nation ait joui de plus de bonheur et

ou l'agitation anglaise. 391

de prospérité sous l'Empire des Mouvemens » ^è B*ont fu loi oQ praoyner les tégnes des plus ||r)iBd\$ ImniMS, etc. »

Après le discours de M. Wàlkêr, ^n rapêHdè è ^ûè Irast, le président atme & l'objet de ili réuàhMi. Il rappelle ^u*en IS41, un appel Alt Mi auf tobitMls de Walsall pour poser eux éleclêurft la quesâon de la Kberté oommerciale. €*6tait la première fois <|uê ceitte grandeeause subissait Téprauve éleioiriile* Naas atrons alors un candidai wbig qui n'allait pais^, «ut celte matière y jusqu'à ralfraiichissemeiit absoi« des édiatiges. I) ^sentit la nécessité de se retirer^ *et le ctomp restait Kbre^ux manoeuvres duoaadiditconser** valeur. Uagraud ooffi^red^éleOeurs lui promirent im* prudemment leurs voles, sans considérer que èi M leur a confié un dépôt sacré dont ils né sont pasliiirs de disposer à leur avantage , omis dont ils doivent compte i œux qui ne jouissent pas du même privilège. Vous vous rappelez Tanxiété qui régna alors parmi les /ro€'4rader\$y et les difficultés qu'ils rencontrèrent à trouver un candidat à qui Ton pût confier la défense du grand principe que nous posons devant le corps électoral. C'est dans ce moment qu'un homme d'une position élevée, d'un noble caractère et d'un grand talent, M. Smith (applaudisse-

ments), accepta sans hésiter la candidature et entreprit de relever ce bourg de la longue servitude à laquelle il était accoutumé. M. Smith était alors président de la chambre de commerce de Maoehester, président de la Ligue. Sy^ notre demande, il vint à Walsall et dirigea la lutte avec une

vigueur et une loyauté qui lui valurent, non-seulement l'estime de ses amis , mais encore l'approbation de ses adversaires. L'Angleterre et l'Irlande s'intéressaient au succès de ce grand débat, où les plus chers intérêts du pays étaient engagés. Grâce à des influences que vous n'avez pas oubliées , nous fûmes vaincus cependant , mais non sans avoir réduit la majorité de nos adversaires dans une telle proportion qu'il ne leur reste plus aucune chance pour l'avenir. Les dames de Walsall, profondément reconnaissantes des services éminents rendus par M. Smith à la cause de la pureté électorale non moins qu'à celle de la liberté, résolurent de lui donner un public témoignage de leur estime. Je ne vous retiendrai pas plus longtemps, et ne veux point retarder les opérations qui sont l'objet principal de cette réunion.

Mad. Goxselève, et s'adressant à M. Smith, elle dit : « J'ai l'honneur de vous présenter cette coupe, au nom des dames de Walsall. »

M. Smith reçoit ce magnifique ouvrage d'orfèvrerie, d'un travail exquis, qui porte l'inscription suivante :

<t Présenté à M. J.-J?. Smith, esq.

c Par les dames de Walsall, comme un témoignage « de leur estime et de leur gratitude, pour le courage « et le patriotisme avec lesquels il a soutenu la lutte t électorale de 1841 , dans ce

bouie, contre un can- « d\ dÊ^ monopoleur, — pour l'indépendance de sa 4 conduite et l'urbanité de ses manières , —pour ses

ou l'agitation anglaise. 393

« infatigables efforts dans la défense des droits du tra-

< vail contre les intérêts égoïstes et la domination

< usurpée d'une classe.

« Puisse-t-il vivre assez pour jouir de la récompense « de ses travaux et voir la vérité triompher et la pa- « trie heureuse, i»

M. Smith remercie et prononce un discours que le cadre de cet ouvrage ne nous permet pas de rapporter.

Le but que nous nous sommes proposé était de faire connaître la Ligue, ses principaux chefs, les doctrines qu'elle soutient, les arguments par ^esquels elle combat le monopole; nous ne pouvions songer à initier le lecteur dans tous les détails des opérations de cette grande association. Il est pourtant certain que les efforts persévérants, mais silencieux, par lesquels elle essaye de rénover, non-seulement l'esprit, mais encore le personnel du corps électoral, ont peut-être une importance plus pratique que la partie àpparenteet populaire de ses travaux.

Sans vouloir changer notre plan et attirer l'attention du lecteur sur les travaux électoraux de la Ligue , ce qui exigerait de sa part l'étude approfondie d'un système électif beaucoup plus compliqué que le nôtre, nous croyons cependant ne pouvoir terminer sans dire quelques mots et rapporter quelques discours relatifs à cette phase de Vagitation.

Nous avons vu précédemment qu'il y a en Angleterre deux classes de députés, et, par conséquent, d'électeurs. — 458 membres du Parlement sont nommés par les comtés, et tous sont dévoués au mo-

39i COBDË» KT LA Uf^IJ^E,

nopole. ~ Jusqu'à la fin de 1844, les frt&-irad€r\$ n'avaient en vue que d'obienir, sur ks émulas des bourgs, une majorité suffisante pour ooslrebalaiioer l'toieueice de ce corps comfUK^ de 156 protecioamstes. — Pour cela, il s*agtsstii de faire inscrire sur les listes électorales autant de free-lrûdm^, et d'en éliminer autant de créatures de l'aristocraUe ^ue pouBifele. Un comité de la Lîgue a été chargé et s'est acquitté pendant plusieurs années de ce pénible et difficile travail, qui a exigé une multitude innombrable de procès devant les cours compétentes {courts ofregùiroltVm), et le résultat a été d'assurer aux principes de laLîgue une majorité certaine dans un grand nombre de villes et de bourgs.

Mais à la fin de 1844, M. Cobden conçut l'idée de porter la lutte jusques dans les comtés. Son plan consistait à mettre à profit ce qu'on nomme la clause Chandos, qui confère le droit d'élire au comté quiconque possède une propreté immobilière donnant un revenu net de 40 shillings. De même que l'aristocratie avait, en 1841, mis un grand nombre de ses créatures, en possession du droit électoral par l'action de cette clause, il s'agissait de déterminer les classes manufacturières et commerciales à en faire autant, en investissant les ouvriers des mémos franchises, et en les transformant en propriétaires^ en landlords au petit pied. — Le temps pressait, car on était au mois de décembre 1844, quand M. Cob-

den soumit son plan au conseil de la Ligue, et on n'avait que jusqu'au 31 janvier 1845, pour se faire inscrire sur Jes listes élec-

ou L'A.(i1TAT1oN ANGLAISE. 395

tondes qai doivent servir ea cas de dissoluUop jusqu'eo 1647.

Aassitôt le plan arrêté , la Ligue le mit à exécution avec cette activité prodigieuse qui ne Ini a jama» fait défaut, et que nous avons peine è croire, lant elle est loip de nos idées et de nos mœurs politiques. Dans Tespace.de dix semaines, M. Cobden a assisté à trenit-cinq grands meetings publics tenus dans les divers coDQtés du nord 4e l'Angleterre dans le seul but de propai^er cette oouvelle croisade électorale. — Nous nous borne-rons à donner ici la relation d^un de ces meetings, celui de Londres, qui ouvre d'ailleurs la troisi^e année de l'agitation dans la métiPOpale.

GARDEN

11 décembre iS4l.

Six mille personnes assistent à la réunion. Le président de la Ligue, H. George Wilson occupe le fauteuil.

En ouvrant la séance, après quelques observations générales, le président ajoute :

c Vous avez peat«être entendu dire que depuis notre dernier meeting la Ligue avait c pris sa retraite. » Mais soyee assurés qu'elle n'a pas perdu son temps dans les cours d'enregistrement

{régistration ecuriê). Nous avons envoyé des hommes expérimentés dans 140 bourgs, dans le but d*orga-

DÎser des comités électoraux là où il n'en existe pas, et de donner une bonne direction aux efforts des /ree4raibr\lk où il existe de semblables institutions. Depuis, les cours de révision ont été ouvertes. C'est là que la lutte a été sérieuse. Je D'ai pas encore les rapports relatifs à la totalité de ce^ 140 bourgs; mais seulement à 108 d'entr'eux. Dans 98 bourgs nous avons introduit sur les listes électorales plus de freetraderi que nos adversaires n'y ont fait admettre de monopoleurs ; et d'un autre côté nous avons fait rayer de ces listes un grand nombre de nos ennemis. Dans 8 bourgs seulement la balance nous a été défavorable, sans mettre cependant notre majorité en péril. (Applaudissements).

Le président entre ici dans des détails de chiffres inutiles à reproduire; il expose ensuite les moyens de conquérir une majorité dans les comtés.

M. Yilliers, m. P., prononce un discours. La parole est ensuite à M. Gobden. Nous extrayons du discours de rhonorable membre les passages qui nous ont paru d'un intérêt général.

M. CoBDEN Les monopoleurs ont fait circuler à profusion une brochure adressée aux ouvriers, qui porte pour épigraphe une sentence qui a pour elle Tautorité républicaine, celle de M. Henri Clay. Je suis bien aise qu'ils aient inscrit son nom et cité ses paroles sur le frontispice de cette œuvre, car les ouvriers n'oublieront pas que, depuis sa publication, M. Henri Clay a été repoussé de la présidence des États-Unis. Il demandait cette honneur \k trois millions de citoyens libres, et il fondait ses droits sur ce qu'il est Fauteur et le père du système protecteur en Amérique.

J'ai suivi avec une vive anxiété les progrès de cette lutte, et reçu des dépêches par

ou l'agitation anglaise. 307

tous les paquebots. J'ai lu le compte-rendu de leurs discours et de leurs processions. Vraiment les harangues de Glay et de Webster auraient fait honneur aux ducs de Richmond et de Buckingham eux-mêmes. (Rires). Leurs bannières portaient toutes des devises, telles que celles-ci : c Protection au travail national. » « Protection contre le travail non rémunéré d'Europe. » c Défense de l'industrie du pays. » c Défense du système américain. » c Henry Glay et protection. 1 (Rires). Voilà ce qu'on disait à la démocratie américaine, comme vous le dit votre aristocratie dans ce même pamphlet. Et qu'il répondu le peuple américain? Il a rejeté Henry Glay; il l'a rendu à la vie privée. (Applaudissements). Je crois que nos sociétés prohibitionnistes, s'il leur reste encore un grand dépôt de cette brochure, pourront l'offrir à bon marché. (Rires). Elles seront toujours bonnes à allumer des cigares. (Nouveaux rires)....

Eh bien ! habitants de Londres ! Qu'y a-t-il de nouveau parmi vous? Vous avez su quelque chose de ce que nous avons fait dans le Nord ; que se passe-t-il par ici ? Je crois que j'ai aperçu quelques signes, sinon d'opposition, du moins de ce que j'appelle des tentatives de diversion. Vous avez eu de grands meetings, remplis de beaux projets pour le soulagement du peuple..... Mon ami M. Villiers vous a parlé du grand développement de l'esprit charitable parmi les monopoleurs et de leur manie de tout arranger par Yaumône. En admettant que cette charité soit bien sincère et qu'elle dépasse celle des autres classes, j'ai de graves objections à opposer à un système qui fait dépendre une portion de

la communauté des aumônes de l'autre portion. (Écoutez, écoutez). Hais je nie cette philanthropie elle-même, et relevant l'accusation qu'ils dirigent contre nous, — froids éconosmistes, — je dis que c'est parmi les free-traders que se trouve la

398 GOa^EN ET LA LIGUE,

vraie philanthropie, lis oottenii un grand meeliig , il y a deiKi mois, dâiiB le Suffolk. Beaeoup de seigneurre, de nobles, d<e squires, de prêtres se sont réunis, et pourquoi ? Pour re« médief , par un projet philanthropique, a la détresse générale. Ite ont ouvert miesooscription. Ils se sont inscriIssénDee tenante; et qn'est-ii arrivé depuis? Où sont les effets de celte œuwe qui devait fermer tîntes les plaies? i*oserais afikmer qu'ils est tel li-gueur de Manchester qui a plusdonoé pour établir dans cette ville des lieux de récréation pour les ouvriers, qu'il n'a été recueilli parmi tonte la noblesse de Suffiolk pour le soulagement des ouvriers des campdignes» Ne voos méprenez pas, messieurs, nous ne venons pas ici faire parade de générosité, mais décrier ces accusations sans cesse dirigées contre le corps le plus intelligent de la classe moyenne de ce pays, et cela parce qu'il veut se faire une idée sdentiâque et éclairée delà vraie mission d'un bon gouvern^tment Ils nousappellent c économistes politiques; durs et secs utilitaires. v Je répondsque les « économistes > ontla vraie charité et senties plus» sincères amis du peuple. Ces me-sûenrs veulentabsolument que le peuple vive d'aumônes, je les sommede ■ eus donner au moins une garantie qu'en ce cas le peuple ne sera pas affamé. Oh ! il est fort commode k eux de flétrir par une dénomination odieuse, unepoUtique qui scrute leurs procédés, (fiires). Nous nous reconnaissons c économistes, » et nous le sommes, parce que nous ne voulons pas voir le peiqile se

fier, pour sa subsistance, aux aumônes de l'aristeGraïie, sachant fort bien que, s'il le fait, sa condition sera vraiment désespérée. (Applaudissements). Nous voulons que le gouvernement agisse sur des principes qui permettoet à chacmi de pourvoir k son existence par un travail honnête et indé» pendant Ces gmnds messieurs ont tenu un autre meetinf^ aujourd'hui. On y a traité de toutes sortes de sujets, exee|^

ou L AGITATION ANGLAISE. 309

dn* sujet easeniieL (Écoutez). Uoe réuDioD a eu lieu ee maA-kè k Exeie«-Iihtt, e& il y ayaildes gens de toute espèee, et eüia qael b«l? Afin d'imagiDer des moyens et de fonder nofe société pour € FassainisseiDeni' des vîUes. » (Rives). Ils ions doimero-Dtsde.la- vemnlation, dis^Faiiv de Feaiiv des dessècW^ meuis, des promenades^ de touti, excepté du pain. (Applao* dissements^ €penâanl', dn moins en ce qui concerne le Laflcashire,.noii6 atvons les registres généraux de la modalité qui moBirent distinctement le nombre des décès s'^e*vant et s'abaissant d'année en année, ayec le prix doiUé*, et ¥Ous pouvea^ suivie eetie connexité avec autant de certilnde que si elle résultait d'une enquête du coroner. Il y a eu trois mille morta de plus dans les années de cherté que depuis que le Ué est descendu à un prix naturel, et cela dans^un tiis petit district du Lancastre. — Et ce& mesrieurs , dans leurs sociétés de bienveillance, parlent d'ea., d'air, de-tout^ excepté du pam qui est le soutien et comme Pétofle de la lie! Je ne m'oppose pas à. des œuvres de Qhanté; je les appuie d^ toute monâme; mais Jo dis : soyons justes d'abord, ensuite nous serons cbaritables* (Applaudissemrats). Je ne doute nullement de la pureté des motifs qui dirigenl^ ces messieurs; j^ne leS'aecusenii point ici d'hypocrisie ., mais jo leur dirai : «

répondez à la question, ne réagissez pas. »
Jemeplaâiisparticulièrement d'une[^]partiederari[^]oeratieC),

([^]) L'orateur désigne ici le parti qui s'intitule l'«[^]Anglo-terre. r qui a à sa tête lord Ashley, d'Israël[^] etc. Lord Ashley a[^]chant à rejeter sur les manufacturiers les impositions que la Ligue dirige contre les masses au sol; attribue les souffrances du peuple à l'existence d'Israël. En conséquence, d'ailleurs, ni en B[^]qn«M. Villaw Biopsa» chaque année la libre introduction du blé étranger, lord Ashley propose la limitation des heures de travail. L'un cherche le remède à la détresse générale dans la liberté, l'autre[^] dans de nouvelles restrictions.— Ainsi, ces deux^{*} écoles économiques sont toujours et partout en présence.

qui affiche sa cécité ses prétentions à une charité sans égale, d'autre, sans doute par ce motif, les lois-céréales firent[^]sent la conscience, et qui les maintient cependant, sans les discuter et même sans vouloir formuler son opinion. Je fais surtout allusion à un noble seigneur qui en a agi ainsi l'année dernière, à l'occasion de la motion de M. Villiers, quoique, en toutes circonstances, il fasse profession d'une grande sympathie pour les souffrances du peuple. Il ne prit pas part à la discussion, n'assista pas même aux débats, et ne tint pas moins au dernier moment voter contre la motion. (Grands cris : Honte, honte, le nom, le nom.) Je vous dirai le nom; c'est lord Ashley. (Murmures et sifflets.) Et bien, je dis: Admettons la pureté de leurs motifs, mais stipulons au moins qu'ils discuteront la question et qu'ils l'examineront avec le même soin qu'il donnent à ceux des approvisionnements d'eau et des renouvellements de l'air. > Ne permettons pas qu'ils ferment les yeux sur ce sujet. Comment se conduisent-ils en ce qui concerne la ventilation ? Ils appellent à leur aide les hommes de

science, lis s'adressent au docteur Southwood Smith, et lui disent : Comment faut-il s'y prendre pour que le peuple respire un bon air? Et bien ! quand il s'agit de donner au peuple du travail et des aliments, nous les summons d'interroger aussi les hommes de science, les hommes qui ont passé leur vie à étudier ce sujet , et qui ont consigné dans leurs écrits des opinions reconnues pour vraies dans tout le monde éclairé. Comme ils appellent dans leurs conseils Southwood Smith , nous leur demandons d'y appeler aussi Adam Smith , et nous les summons ou de réfuter ses principes ou d'y conformer leurs votes. (Applaudissements.) Il ne suffit pas de se tordre les bras, de s'essuyer les yeux et de s'imaginer que dans ce siècle intelligent et éclairé le sentimentalisme peut être de mise au sénat. Que dirions-nous

ou L'AGITATION ANGLAISE. 401

de ces messieurs qui gémissent sur les souffrances du peuple si, pour des fléaux d'une autre nature, ils refusaient de prendre conseil de la science, de l'observation , de l'expérience? S'ils entraient dans un hôpital, par exemple, et, à l'aspect des douleurs et des gémissements dont leurs sens seraient frappés, ces grands philanthropes mettaient à la porte les médecins et les pharmaciens, et, tournant au ciel leurs yeux attendris, ils se mettaient à traiter et médicamenter à leur façon? (Rires et applaudissements.) Tamees meetings de Covent-Garden et je vous dirai pourquoi. Nous exerçons ici une sorte de police intellectuelle. Byron a dit que nous étions dans un siècle d'affectation ; et il n'y a rien de plus difficile à saisir que l'affectation. Hais je crois que si quelque chose a contribué à élever le niveau moral de cette métropole , ce sont ces grandes réunions et les discussions qui ont lieu dans cette enceinte. (Acclamations.) Il va y avoir un

autre meeting ce soir dans le but d'offrir à sir Henry Pottinger un don patriotique. Je veux vous en dire quelques mots. Et d'abord, qu'a fait sir Henry Pottinger pour ces monopoleurs? — Je parle de ces marchands et millionnaires monopoleurs, y compris la maison Baring et O, qui a souscrit 5 millions de livres sterling à Liverpool, et souscrira sans doute à Londres. Je le demande ! qu'a fait H. Pottinger pour provoquer cette détermination des princes-marchands de Hong Kong? Je vous le dirai. Il est allé en Chine, et H a arraché au gouvernement de ce pays, pour son bien sans doute, un tarif. Mais de quelle espèce est ce tarif? Il est fondé sur trois principes : le premier, c'est qu'il n'y aura aucun droit d'aucune espèce sur les céréales et toutes sortes d'affaires importées dans le Céleste Empire, (toutes, écoutez*) Bien plus, si un bâtiment arrive chargé d'affaires, non-seulement la marine ne paye aucun droit, mais le navire même est exempt de

4 (Kl COBI LN ET LA LHSUL,

tous droits d'ancrage de port, etc. c'est la seule exception de cette nature qui existe au monde. — Le second principe, c'est qu'il n'y aura aucun droit pour la fabrication. (Écoutez). Le troisième, c'est qu'il y aura des droits modérés pour l'importation. (Écoutez, écoutez.) Et quoi ! c'est pour obtenir un semblable tarif, que nous, membre de la Ligue, combattons depuis cinq ans ! La différence qu'il y a entre sir Henry Pottinger et nous, la voici : c'est que pendant qu'il a réussi à conclure, par la force, un tarif aussi avantageux au peuple chinois, nous avons échoué jusqu'ici dans nos efforts pour obtenir de l'aristocratie, par la raison, un bienfait semblable en faveur du peuple anglais. (Applaudissements.) Il y a encore cette différence : c'est que, en même temps que ces marchands monopoleurs préparent une splendide réception à sir

Henry Pottinger pour ses succès en Chine, ils déversent sur nous rinve<5tive, l'insulte et la calomnie, parce que nous poursuivons ici, et inutilement jusqu'il ce jour, un succès de même nature. Et pourquoi n'avons-nous pas réus» ? Parce que nous avons rencontré sur notre chemin la résistance et l'opposiUon de ces mêmes hommes inconséquents, qoi vont maintenant saluant de leurs toasts et de leurs hurrahs la Hberté du commerce.... en Chine. (Applaudissements.) Je leur adresserai à ce sujet une ou deux questions. Ces Mesneors pensent-ils que le tarif que M. Pottinger a obtenu des Chinois sera avantageux pour ce peuple ? A en juger par ce qu'on leur entend répéter en toute occasion, ils ne peuvent réellement^lKis le croire. Ils disent que les aliinents h bon marché a la libre importation du blé seraient préjudiciables à la classe ouvrière et abaisseraient le taux des salaires. Qu'ils répondent catégoriquement. Pensent-ils que le tarif sert avantageux aux Chinois? S'il le pensent, quelle inconséquence n'est-ce pas de refuser le même bienfSût h leurs oon-

ou l'agitation anglaise. 403

citoyens et à leurs frères. SMIs ne le pensent pas, s'ils supposent que le tarif aura pour. les Chinois tons ces effets funestes qu^un semblable tarif aurait, k ce qu'ils disent, pour FAngleterre, alors ils ne sont pas chrétiens, car ils font aux Chinois ce qn'ils ne voudraient pas qu'il leur fût fait. (Brupntes acclamations). Je les laisse entre les cornes de ce dilemme et entièrement maîtres de choisir.

n y a quelque chose de sophistique et d'erroné li représenter, comme on le fait, le tarif chinois comme un traité de conmierce. Ce n'est point un traité de commerce. Sir Henry Pottinger a imposé ce tarif au gouvernement chinois, non en notre faveur, mais

en & venr du monde entier. (Écoutez, écoutez). Et que nous disent les monopoleurs? c Nous n'avons pas d'objection contre la liberté commerciale, si vous obtenez la réeiprociïé des autres pays. » Et les voilà, à cette heure même, nous pourrions presque entendre d'ici leurs i Atp, kip, Asjp, hurrahJ AtirraA/les voilà saluant et gIo«> rifiant sir Henry Pottinger pour avoir donné aux Chinois un tarif sans réciprocité avec aucune nation sur la surface de la terre ! (Écoutez). Après cela pensez-vous que sir Thomas Baring osera se présenter encore devant Londres? (Rires, el cris : Non, non») Lorsqu'il manqua son élection l'année der^ nière, il disait que vous étiez une race ignorante. Je vous donnerai un mot d'avis au cas qu'il se représente. Demandezlui s'il est préparé à donner à l'Angleterre un tarif aussi libéral que celui que sir Henry Pottinger a donné à la Chine, el si non, qu'il vous explique les motifs qui l'ont déterminé à souscrire pour cette pièce d'orfèvrerie qu'on présente à M. Pottinger. Nous ne manquons pas, à Manchester même, de monopoleurs de cette force qui ont souscrit aussi à ce don patriotique. On fait toujours les choses en grand dans cette ville, et pendant que vous avez recueilli ici mille livres ster-

ling dans cet objet, ils ont levé là-bas trois mille presque tout parmi les monopoleurs qui ne sont ni les plus éclairés, ni les plus riches, ni les plus généreux de Mire classe, quoiqu'ils aient cette prétention. Ils se sont joints k cette démonstration en faveur de sir Henry Pottinger» J*âi Mé invité aussi & souscrire. Voici ma réponse : Je tiens sir Henry Pottingerpourun très digne homme, supérieur à tous^rds à beaucoup de ceux qui lui préparent ce splendide aocoeil. Je ne douté nullement qu'il n'ait rendu d'excellents services an peuple chinois ; et si ce peuple peut envoyer un ûr Henry Pottinger en Anglelerre, si ce Pottinger chinois réussit

par la force de la raison (car nous n'admettons pas ici l'intervention des armes), si, dis-je, par la puissance de la logique, nous supposons que la logique chinoise ait une telle puissance (rires), il arrache au cœur de fer de notre aristocratie monopoliste le même tarif pour l'Angleterre que notre général a donné à la Chine. J'entrerais de tout mon cœur dans mes Mes-^{*}cription pour offrir à ce diplomate chinois une pièce d'orfèvrerie. (Rires et acclamations prolongées). Mais, gentlemen, il faut en venir à parler d'affaires. Notre digne président vous a dit quelque chose de nos derniers travaux. Quelques-uns de nos pointilleux amis, et il n'en manque pas de cette espèce, les gens d'un tempérament bilieux et enclins à la cettique, qui, ne voulant ni agir par eux-mêmes, ni aider les autres dans l'action, de peur d'être rangés dans le ser-tum pecus, n'ont autre chose à faire qu'à s'asseoir et à blâmer, — ces hommes vont ré-^létant : c'est Voici un nouveau mouvement de la Ligue ; elle attaque les landlords jusque dans les comtés ; elle a changé sa tactique. > Mais non, nous n'avons rien changé, rien modifié ; nous avons développé. Je suis convaincu que chaque pas que nous avons fait était nécessaire pour élever l'agitafm Ik où nous nous voyons aujourd'hui.

ou L'AGITATION ANGLAISE. 405

(Écoutez). Nous avons commencé par enseigner, par distribuer des pamphlets, afin de créer une opinion publique éclairée. Cela nous a tenu nécessairement deux ou trois ans. Nous avons ensuite porté nos opérations dans les collèges électoraux des bourgs, et jamais, à aucune époque, autant d'attention systématique, autant d'argent, autant de travaux n'avaient été consacrés à dépouiller, surveiller, rectifier les listes électorales des bourgs d'Angleterre. Quant à l'enseignement par la parole, nous le conti-

nuons encore, seulement, au lieu de nous faire entendre dans quelque étroit salon d'un troisième étage, comme il le fallait bien à l'origine, nous nous adressons à de magnifiques assemblées telle que celle qui est devant moi : Nous distribuons encore nos pamphlets, mais sous une autre forme; nous avons notre organe, le journal la Ligue dont vingt mille exemplaires se distribuent dans le pays, chaque semaine. Je ne doute pas que ce journal ne pénètre dans toutes les paroisses du royaume, et ne circule dans toute l'étendue de chaque district. Maintenant, nous allons plus loin, et nous avons la confiance d'aller troubler les monopoleurs jusque dans leurs comtés. (Applaudissements). La première objection qu'on fait à ce plan, c'est que c'est un jeu à la portée des deux partis, et que les monopoleurs peuvent adopter la même marche que nous. J'ai déjà répondu à cela en disant que nous sommes dans cette heureuse situation de nous asseoir devant un tapis vert où tout l'enjeu appartient à nos adversaires et où nous n'avons rien à perdre. (Écoutez). Il y a longtemps qu'ils jouent et ils ont gagné tous les comtés. Mon ami M. Villiers n'a eu l'appui d'aucun comté la dernière fois qu'il a porté sa motion à la Chambre. Il y a 152 députés des comtés, et je crois que si M. Villiers voulait prouver clairement qu'il peut obtenir la majorité. Sans en détacher quelques-uns, il y perdrait son

arithmétique. Nous allons donc essayer de lui en donner un certain nombre,...

Ici l'orateur passe en revue les diverses clauses de la loi électorale et indique, pour chaque position, les moyens d'acquérir le droit de suffrage soit dans les boroughs, soit dans les comtés. Nous n'avons pas cru devoir reproduire ces détails qui ne pourraient intéresser qu'un bien petit nombre de lecteurs.

Les monopoleurs ont des yeux de Wux pour découvrir

les moyens d'atteindre leur but. Ils dénichèrent dans le bill de réforme la clause Chandos, et la mirent immédiatement en œuvre. Sous prétexte de faire inscrire leurs fermiers sur (es listes électorales , ils y ont fait porter les fils, les neyeox, les oncles , les frères de leurs fermiers, jusqu'à la troisième génération, jurant au besoin qu'ils étaient associés à la ferme, quoiqu'ils n'y fussent pas plus associés que vous. C'est ainsi qu'ils ont gagné les comtés. Mais il y a une autre clause dans le bill de réforme, que nous, hommes de travail et d'industrie, n'avions pas su découvrir; celle qui confère le droit électoral au propriétaire d'un freeholi de 40 shellings de revenu. J'élèverai cette clause contre la clause Chandos et nous les baUrons dans les comtés mêmes. (Bruyantes acclamations«}.f*

Il y a un très grand nombre d'ouvriers qui parviennent

à économiser 50 k 60 liv, sterl. et ils sont peut-être accoutumés à les déposer à la caisse d'épargnes. Je suis bien éloigné de vouloir dire un seul mot qui tende à déprécier cette institution ; mais la propriété d'un cottage et de son enclos <|oune un intérêt double de celui qu'accorde la caisse d'épar-

ou l'aûITàTION ANtiLALSE. 407

gnes* El puis, qaelle satisfaction pour un ouvrier de croiser ses bras et de £iire le tour de son petit domaine, disant : c Ceci est ë moi, je Taî acquis par mon travail. » Parmi les pères dont les fils arrrivent à Viige de maturité, il y en a beaucoup qui sont enclins it les tenir en dehors des affaires et étrangers au gouvernement de la propriété. Mon opinion est que vous ne sauriez trop lAt montrer de la confiance en vos enfants et les familiariser avec la

direction des affaires. Avez-vous un fils qui arrive k ses vingt-un ans ? Ce que vous avez de mieux it faire, si vous le pouvez, c'est de lui conférer un vote de comté. Cela Taccoutume à gérer une propriété et à exercer ses droits de citoyen ^ pendant que vous vivez encore , et que vous pouvez au besoin exercer votre parterne) et judicieux contrôle. Je connais quelques pères qui disent : c Je mettrais mon fils en possession du droit électoral, mais je redoute les frais. » Je donnerai un avis au fils. Allez trouver votre père et offrez-lui de faire vous-même cette dépense. Si vous ne le voulez pas, et que votre père s'adresse k moi, je la ferai. (Applaudissements.) C'est ainsi que nous gagnerons Middiessex. Mais ce n'est pas tout que de v«us faire inscrire. Il faut encore faire rayer ceux qui sont sans droit. On a dit que c'était une mauvaise tactique et qu'elle tendait à diminuer les franchises du peuple. Si nos adversaires consentaient k ce que les listes s'allongeassent de &ux électeurs des deux côtés, nous pourrions ne pas faire d'objections. Mais s'ils scrutent nos droits sans que nous scrutions les leurs, il est certain que nous serons toujours

battus

..... L'Ecosse a les yeux sur vous. On dit dans ce pays-là : Oh ! si nous n'étions soumis qu'à ce cens de 40 shellings , nous serions bientôt maîtres de nos 12 comtés. L'friande aussi a les yeux sur vous. Son cens, comme en Ecosse, esC

408 COfiOKN ET LA UGUE,

filé à iO liv. fterliiigs. — Quoi , F Angleterre, Fc^leDle Angleterre n*auraU qa*Qn sens naiiiiQal de 40 shcdiugs, elle aurait ane telle arme dana les mains et elle ne battrait pas cette olygarchie inintelligente et incapable qoi ropprimel le ne le croirai ja-

mais ! Nous élèverons nos voix dans tout le pays : il n'est pas de si légère éminence dont nous ne nous ferons un piédestal pour crier : Aux listes ! aux listes ! aux listes ! Inscrivez-You, non-seulement dans l'intérêt de millions de travailleurs; mais encore dans celui de Taristoc^aMe elleHnéne; car, ^i elle est abandonnée k son impéritie et à son ignorance, elle fera btentAt descendre TAngleterre au niveau de l'Espagne et de la Sicile, et subira le sort de la grandesse castillane. Pour détourner de telles calamités , je repète donc : Aux listes ! aux listes ! aux listes ! (Tonnerre d'applaudissements.)

Nous terminerons ce choix ou plutôt ce recueil de discours (car nous pouvons dire avec vérité que le hasard nous a plus souvent guidé que le choix) , par le compte-rendu du meeting tenu à Manchester le 23 janvier 1845, meeting oà ont été rendus les comptes de Texercice 1844 et qui dot, par conséquent, la cinquième année de l'agitation. Encore, dans cette séance, nous nous bornerons à traduire le discours de M. Bright qui résume les travaux et la situation de la Ligue. M. Bright est certainement un des membres de la Ligue lès plus zélés, les plus infatigables et en même temps les plus éloquents. La verve et la chaleur de Fox, le profond bon sens et le génie pratique de Gobden semblent tour à tour tributaires du genre d'éloquence de M. Bright. Ainsi que nous venons de le dire, au mi-

01) l'agitation anglaise. 409

lieu des richesses oratoires qui étaient à notre disposition, nous avons dû nous fier au hasard et nous nous apercevons un peu tard qu'il nous a mal servi en ceci que notre recueil ne renferme presque aucun discours de M. Bright. Nous saisissons donc

cette occasion de réparer envers nos lecteurs un oubli involontaire.

MBBTING GÉNÉRAL DE LA LIGUE A MANCHESTER

sa janvier 1843.

Une première séance a lieu le matin. Elle a pour objet la reddition des comptes, au nom du conseil de la Ligue, aux membres de l'association. Les opérations de cette séance ne pourraient avoir qu'un faible intérêt pour le public français.

Le soir, une immense assemblée est réunie dans la grande salle de l'édifice élevé à Manchester par la Ligue. Plus de six cents des principaux membres de l'association sont sur la plateforme à sept heures. M. George ^ilson occupe le fauteuil. On ne peut pas estimer à moins de 10,000 le nombre des spectateurs présents à la réunion .

M. HiGKiN, secrétaire de la Ligue, présente le compte*rendu des opérations pendant l'exercice de 1844. Nous nous bornons à extraire^de ce rapport les faks suivants :

410 CGBDEN El LA UGUE,

En coofonirité do plan de la Ligne « rAnglelerre a élé divisée en treize dislriete éiectoranx. Des agents écfancés, rompos dans la connaissance et la pratique des lois « ont été assignés à chaque district pour snnreiller la formation des listes électorales, et en poarsnivre la rectification devant les tribananx.

L'opération a été exécutée dans 110 bourgs. La masse des informations ainsi obtenues permettra de donner à l'avenir aux efforts de la Ligue plus d'ensemble et d'efficacité. Jusqu'ici, on peut considérer que les free-traders ont eu l'avantage sur les monopoleurs dans 112 de ces bourgs, et dans le plus grand nombre, cet avantage suffit pour assurer la nomination de candidats engagés dans la cause du libre commerce.

Plus de 300 meetings ont été tenus en Angleterre et en Ecosse, il ne faut pas parler de ceux où ont assisté les députations de la Ligue.

Les professeurs de la Ligue ont ouvert des cours dans trente-six comtés sur quarante. Partout, et principalement dans les districts agricoles, on demande plus de professeurs que la Ligue n'en peut fournir.

Il a été distribué 2 millions de brochures, et 1,340,000 exemplaires du journal la Ligue,

Les bureaux de rattachement ont reçu un nombre immense de lettres et en ont expédié environ 300,000.

C'est que dans ces derniers temps que la Ligue a dirigé son attention sur les listes électorales des comtés. En peu de jours, la balance en faveur des free-traders s'est accrue de 1 750 pour le Lancashire du nord, de 500 pour le Lancashire du sud et de 500 pour le Middlesex. Le mouvement se propage dans les comtés de Chester, de York, etc.

ou L'AGITATION ANGLAISE. ill

Les recettes de la Ligue se sont élevées à 86,009 liv. sterL Les dépenses à 59,335

Balance en caisse 26,676.

L'annonce de ces faits (que, pressés par l'espace, nous nous bornons à extraire du rapport de M. Hickin), est accueillie par des applaudissements enthousiastes.

M. Bright. (Mouvement de satisfaction.) C'est, ce me semble, une chose convenable que le conseil de la Ligue vienne faire son rapport annuel à cette assemblée, dans cette salle et sur le lieu qu'elle occupe ; car cette assemblée est la représentation fidèle des multitudes qui, dans tout le pays, ont engagé leur influence dans la cause du libre-échange ; cette salle est un temple élevé à l'indépendance, à la justice, en un mot aux principes du libre-échange ; et ce lieu est à jamais mémorable dans les fastes de la lutte du monopole et du libre-échange, car, à l'endroit même où je parle, il y a un quart de siècle, vos concitoyens furent attaqués par une soldatesque lâche et brutale et l'on vit couler le sang d'hommes inoffensifs et de faibles femmes qui s'étaient réunis pour protester contre l'iniquité des lois-céréales. (Écoutez, écoutez.) Deux choses qui se lient à ce sujet frappent mon esprit en ce moment. La première c'est que l'objet et la tendance de toutes les lois-céréales qui se sont succédées ont été les mêmes, à savoir : spolier les classes industrieuses par la famine artificielle ; enrichir les grands propriétaires du sol, ceux qui se disent la noblesse de la terre. (Bruyants applaudissements.) Lorsque la loi fut adoptée en 1815, elle avait pour objet de fixer le prix du froment à 80 sh. le quarter. Ce prix est maintenant à 45 sh. ou un peu plus de moitié. Or, nous sommes convaincus que 50 sh. c'est

un très bon résultat, Celaît donc qu'il est vrai que la loi de 1860 tendait rendre permanent II est vrai que, depuis cette époque,

deux années seulement ont vu le blé à 80 sh. En 1817 et 1818, le prix de famine légale fut atteint et ce fut deux années d'effroyable détresse, de mécontentement, où l'insurrection faillit éclater dans tous les districts populeux du royaume. Mais la loi entendait bien que le prix de famine fût maintenu, non point pendant deux ans, mais à toujours, aussi longtemps qu'elle existerait elle-même. Les vœux de ses promoteurs, leur objet avoué n'avait d'autre limite que celle-ci : approcher toujours du prix autant que cela sera compatible avec notre sécurité (Bruyantes acclamations.) Arracher à l'industrie tout ce qu'elle voudra se laisser arracher tranquillement (Écoutez.) Ne craignez pas d'aider quelques pauvres; ils descendront prématurément dans la tombe, et leur voix ne se fera plus entendre au milieu des dissensions des partis et des luttes qui suscite la soif de la puissance politique. » (Nouvelles acclamations). Oh ! cette loi est sans pitié et ses promoteurs furent sans pitié. — Nous avons eu des périodes où le pays était comparativement affranchi de sa détresse habituelle; nous traversons maintenant un de ces courts intervalles; mais si nous ne sommes point plongés dans la désolation, nous n'en devons aucune reconnaissance à la loi. [vous avez entendu dire et je le répète ici, qu'il y a une puissance, une puissance miséricordieuse qui, dans ses voies cachées, ne consulte pas les vœux ignorantes et sordides des propriétaires du sol britannique; c'est cette puissance infinie, qui voit au-dessous d'elle ces potentats qui siègent dans l'enceinte où s'élaborent les lois humaines, c'est cette puissance qui, déconcertant les projets des promoteurs de la loi-céréale, répand en ce moment sur le peuple d'Angleterre le bien-être et l'abondance. Nous apprenons quelquefois que

TeschiTe a M loin du fouet et de la cfaatue et qu'il a échappé à la sagadté de la meute lancée sur sa trace» Hais est-il jamais Tenu dans la pensée de personne de faire hooneuf dé sa fuite et de sa sAreté ii une clémence qu'on ne rencontre point dans ces dogues altérés de sang? Est^il un homme qui osAt dire que ce pays est redevable à la protection, k une clémence cachée au fond du système protecteur, s*il n'est point, à cette heure, accablé sous le poids du paupérisme, et st ses n<ri)Ies et chères institutions ne sont pas menacées par la révolte de multitudes aTtamées? — La seconde diose que je veux rappeler, et qu^il ne faut pas perdre de vue un seul instant, c'est que cette loi a été imposée par la force militaire et par cette force seule ; (écoutez], écoutez) que, le jour où elle fot votée, on vit, dans cette terre de liberté, une garnison occuper Tenceinte législative; que, cette même police, cette même force armée, que nourrissent les contriptions do peuple , fot employée à imposer, k river sur le front du peaple ce joug odieux qui devait être k la fois, et le signe de sa servitude, et le tribut que lui coûte son propre asservissement. Dans nos villes, c'est encore la force, dans nos campagnes, c'est la fraude qui maintient cette loi. Le peuple ne Ta jamais demandée. On n'a jamais vti de pétitions au Parlement pour demander la disette. Jamais même le peuple n'a tacitement accepté une telle législation, et, depuis Thenre flitale où elle fut promulguée, il n'a pas cessé un seul jour de protester contre son iniquité. Ce meeting ensanglanté, dont je pariais tont-M'heure , n'était qu'une protestation ; et depuis ce nwmient terrible jusqu'à celui où je parle, il s'est toujours lencontré des hommes, parmi les plus éclairés de cet empire et do monde, popr dénoncer l'infamie de ces lois. (Applaudissements.) La Ligue elle-même, qu'est-ce antre chose, sinon l'incarnation , pour ainsi dire, d'une opinion ancienne.

d'un « eniimenl vivâee dans le pays? Noos n'avmis fiât que relever la qaestioD qui préoccupait profondément nos pères. Nous sommes mieux organisés , pins résolus pent^être, ^ c'est en cela senlement qoe cette agitation diflRère de celle qui s*émnt, il y a un quart de siècle, sur le lien mteie oA s'élève cette enceinte. — Nos adversaires nous demandent souvent ce qu'a fiiit la Ligue ? Quand il s*agit d'une œuvre matérielle, de l'érection d'un vaste édifice, le progrès se montre de jour en jour, la pierre vient se placer sur la pîorre jusqu'à ce que le noble monument soit achevé. Nous ne pouvons pas nous attendre à suivre de même dans ses (ntogrès la destruction du système protecteur. Notre œuvre, les résultats de nos travaux, ne sont pas aussi visibles à l'œil extérieur. Nous aspirons à créer le sentiment public, là tourner le sentiment public contre ce système , et cela avec une pois* sanee telle qoe la loi maudite en soit virtuellement abrogée, notre triomphe consommé , et qoe l'acte du Parlemnt , la sanction législative, ne soit que la reconnaissance, la formelle ratification de ce que l'opinion publique aura déjà décrété* (Applaudissements.)

Je repassais nos progrès dans mon esprit, et je me rappelais qu'en 1859 la Ligue leva une souscription de 5000 Ls. (i25,000 fir.) , ce fut alors regardé comme une chose sérieuse; en 1840, une autre souscription eut lieu. En 1841, intervint ce nreeting mémorable qui réunit dans cette viDe sept cents ministres de la religion , délégués par autant de congrégations chrétiennes. Ces hoilimes , avec toute l'autorité que leur donnaient leur caractère et leur mission, dénoncèrent la loi-céréale comme une violation des droits de l'homme et de la volonté de Dieu. Oh! ce fut un

noUe apeetaclel (^plaudissements) et il n'a pas été assez apprécié
1 Mais dans nos nombreuses pègrinations k travers toutes lea

ou l'agitation ai>i;laise. 415

parties do ro jaunie, nous avons reironvé ces mêmes hommes; nous avons vu qo*en se séparant à Manchester, ils sont allés répandre jusqu'aux extrémités de cette Ile les principes que ce grand meeting avait ravivés dans leur âme , organisant ainsi en faveur du ltbre'Commêre\$ de nombreux centres d'agitation , dont les résultats nous ont puissamment secondés. En 1843, nous eûmes un haxar à Manchester qui réalisa* 10,000 L s., somme qui dépasse de plusieurs milliers de livres celles qui ont été jamais recueillies dans ce pays par des établissements anal(^es, quelque nobles que fussent leurs pa« trons et leurs dames patronesses. En i645, nous levftraes une souscription de 80,000 l s. (1,250,000 fr.) (Bruyantes acclamations). En 1844, nous avons demandé 100,000 l. s. (2,800,000 fr.) et vous venez d'entendre que 83,000 l. s. avaient déjà été reçus , quoique un des moyens les plus puissants qui devait concourir ii cette œuvre ait été ajourné (^). Mais que dirai-je de l'année 1 848, dont le premier mois n'est pas encore écoulé ? Sachez donc que depuis trois mois, sur rappel du conseil de la Ligue, aidés de nombreiu meetings , auxquels la députation a assisté, les free-traden des comtés de Lancastre , d'Tork et de Chester ont certainement dépensé un quart de million sterling pour acquérir des votes dans les comtés que je viens de nommer, (Broyantes acclamations. Vous vous rappelez ce que disait le Times il y a moins d'un an, alors qu'un petit nombre de manufacturiers, objet de vains mépris, souscrii^aient à Manchester et dans une seule séance 12,000 liv. sterl. (300,000 fr.) en faveur de la Ligue. On ne peut

nier, disait-il , que ce ne soit < un grand fail » Maintenant , je serais curieux de savoir ce qu'il dira de celui que je signale, savoir que, dans l'espace de trois mois, et à

(*) Le baiar de Londres qui a été tenu en mai 1845 et a produit plut de «5,000 Hv. st. (098,000 fr.)

416 COBDEN ET LA UGVEj

notre recommandation, plDB de 900,000 ii?. isterl. J'osettis dire 850,000 liv. steri. (6,250,000 fr.) ont été consacrée k raeqoi-sition de propriétés dans le seul bat d'augmenter Tininence élec-torale des free^^traden dans trois comtés. (Applaudissemements.) Je le demande à ce meeting, après cette Mccîncte desc^ption de nos progrès, ce mouvement peut-il s'arr^r? (Cris, non, non, ja-mais !) Je le demande à ceoi des monopoleurs qui ont quelque*étinceUe d'intelligence, et ^ savent comment se résolvent dans ce pays les grandes gestions puMiques; je demande aux mi-nistres mêmes du ^gouvernement de la Reine, s'ils pensent qu'il peut y avoir quelque repos pour ce cabinet ou tout autre qui se-rait appelé h lui succéder, tant que cette infâme loi-céréale déshonorera notre code commercial. (Applaudissements et cris : jamais !) Cette agitation naquit quand le commerce commença k décliner; elle se renforça quand ses souffrances furent extrêmes; «Heiraversa cette douloureuse époque, etelle marche encore d'nn pas plus ferme et plus audacieux aujourd'hui que les joursde prospérité se sont de nouveau levés sur l'Angleterre^ Quelle îtlo-sion, quelle misérable illusion n'est-ce pas que de voir dans ce re-tour de prospérité industrielle ta chute de notre agitation ! Oh ! les hommes que nous combattons ne nous ont jamais compris. Ils ont cru que nous étions comme l'un d'eux, que nous étions mus par l'intérêt , la soif du pouvoir ou l'amour dB la popularité.

Mais quelle que soit la diversité de nos motifs, quelle que soit notre fragilité à tous, j'ose dire qu'il n'est pas un membre de la Ligue qui obéisse h d'aussi indignes inspirations. (Tonnerre d'Applaudissements.) Ce mouvement est né d'une conviction proliMide — cottvic^on qui est devenue une foi — foi entière dès f origine, et qu'a renforcée encore l'expérience des dernières années. Nous avons devant nous des ^veuves si exlmeadi-

ou l\git\tion anglaise. 417

naires, que si on me demandait des fails pour établir notre cause, je n'en voudrais pas d'autres que eetix que chaque au« née qui passe apporte k notre connaissaneé. (Écoa^z, écou*^ tez.) Pendant cinq ans, de 1888 à i8ti,Té pth mojèhàn blé a été de 65 sh., — il est maintenant "Séf 43 &(M. ^eaft 2osh.de différence. Qu'en résulte-C-ir? (Éëoute^.)' SI itùAU consommons 20 millions de quarten^ de bfé, noué'épfargnani âOmillions de livres-dans l'achat de notre subsfdtààcé, com^ parativement aux années de cherté auxquelle^fe (atsars allusion.— Alors les seigneurs dooiinaieit, él abal^àÂt féur grande éponge féodale (rires), ils puisaient 2d^ ttfflibiis de livres dans l'industrie des clasdès labo-rifetfife^ isan^ leur en rendre un atome sous quelque fonâë qu'éee 'so?l. (Applaudissements). Maintenant, ces 20 nrillions circulent par dfès milliers de canaux, ils Vont enc^oragel^ toutes lès ii)fdifs(tr}és, fertiliser toutes les provinces, et répandre en* to'us^ liéb^ fè contentement et le bien-être. (Iitfméoséi» àcdà-mattons): On parlait dernièrement du bien que fait ronteftuf e du marché chinois. Cela est vrai, mais combien esti^hiiiâ favôra-bl'eff ouverture de ce nouveau marché anglais. (Appfaiùilfe^ements); Si vous considérez la totalité de nos ex-portafiofa^ véré uèii co^ lonies, vous trouverez qu'elles se sont

élevées à 1842, à 13 millions. Les marchés réunis de l'Allemagne, de la France, l'Italie, la Russie, la Belgique et le Brésil ont acheté pour 20,206,446 livres sterling* Tous voyez bien que cette simple réduction de 20 sb. dans le prix du blé, a ouvert un débouché intérieur égal à celui que nous ont ouvert nos innombrables colonies répandues sur tous les points du globe. (Bruyantes acclamations). Il est donc vrai que notre prospérité nous fait une loi de continuer cette agitation. (Nouvelles acclamations). Et en

tons cas la détresse agricole nous en imposerait le devoir.....

.... La lutte dans laquelle nous sommes engagés est la lutte

de l'industrie contre la spoliation seigneuriale. (Applaudissements). Vous savez comment ils parlent de l'industrie. Vous savez ou vous devez savoir ce que le Standard a dit de cette province, c L'Angleterre serait aussi grande et chaque utile enfant de l'Angleterre aussi riche et heureux qu'ils le sont

< maintenant, alors même que toutes les villes et toutes les provinces manufacturières du royaume seraient englouties

< dans une ruine commune. » Oh ! ce fut là une malheureuse inspiration ! c'est là un horrible et diabolique sentiment ! mais il ne dépare pas la feuille où il a trouvé accès. On a bien des fois essayé depuis de lui donner une interprétation moins odieuse, et on avait raison ; car si ce sentiment doit être considéré comme l'expression réelle des idées de nos adversaires, il ne sera pas difficile de susciter dans toutes les classes industrielles du pays un cri d'exécration contre une telle tyrannie, et de la balayer pour toujours de dessus la surface de l'empire. (Applaudissements). C'est

ici la lutte de l'honnête industrie contre l'oisiveté deshonnête. On a dit que quelques-uns des promoteurs de ce mouvement étaient olateurs ou imprimeurs sur étoffés. Nous l'avouons. Nous confessons que nous sommes coupables et que nos pères ont été coupables de vivre de travail. Nous n'avons pas de prétention aune haute naissance, ni même k de nobles manières. Si nos pères se sont courbés sur le métier, — et je ne nierai jamais que ce fut la destinée du mien (applaudissements), — nous n'en sommes pas moins nés sur le sol de l'Angleterre, et quel que soit le gouvernement qui dirige ses destinées, nous sommes pénétrés de cette forte conviction qu'il nous doit, comme aux plus riches et aux plus nobles de nos concifoyens, impartialité et justice. (Bruyantes acclamations).

ou l'agitation anglaise. 419'

Mais enfin Tindustrie se relève, elle regarde autour d'elle, et ne perd pas de vue ceux qui Tont jusquici tenue courbée dans la poussière. L'industrie conquiert, sur les listes électorales, ses droits de franchise. Ce grand mouvement, cette dernière arme aux mains de la Ligue, fait et fera encore des miracles en faveur du travail et du commerce de ce pays. Lorsque je considère les effets qu'elle a déjà produits, Tenthousiasme qu'elle a excité, il me semble voir un champ de bataille; le monopole est d'uncôtéetle libre commerce de l'autre; la lutte a été longue et sanglante; les forces se balancent, la victoire est incertaine, lorsque une intelligence supérieure jette aux guerriers de la liberté une armure invulnérable et des traits d'une trempe si exquise que la résistance de leurs ennemis est devenue impossible. (Tonnerre d'applaudissements). C'est une lutte solennelle, une lutte a mort, une lutte d'homme à homme, de principe à principe. Mais ne sentons-nous

pas grandir notre courage quand nous venons à considérer le terrain déjà conquis et les dangers déjà surmontés? (Acclamations). Je vous le demande, hommes de Manchester, vous dont la postérité dira, à voire gloire éternelle, que dans vos murs fut fondé le berceau de la Ligue, je vous le demande, ne voulez-vous point vous montrer encore valeureux? (Cris : Oui ! oui t). Je sens qu'à chaque pas le terrain se raffermir sous nos pieds; que l'ennemi bat en retraite de toutes parts, et par tous ce que je vois, par tout ce que j'entends, par la présence de tant de nos concitoyens qui sont venus de tous les points de l'Empire pour nous prêter assistance, je sens que nous approchons du terme de ce conflit, et après les travaux, les périls et les sacrifices de la guerre, viendront enfin, comme une digne récompense, les douceurs d'une paix éternelle et dignement acquise. (A. la fin du discours de M. Bright

4*20 COBDEN ET LA LI(;OEy

I assemblée se lève eo masse et les applaudissements retentissent longtemps dans la salle).

Ainsi s'est close la sixième année de Tagitation. Nous devons ajouter que la motion annuelle de M. Yilliers, présentée cette année au Parlement dans la forme la plus absolue, puisqu'elle avait pour objet l'abrogation totale et tmmédùUe de la loi-céréale , n'a été repoussée que par une majorité de 132 voix, majorité qui, on le voit, va s'affaiblissant d'année en année. Ainsi le moment approche où va s'accomplir, en Angleterre, la reforme radicale que la Ligue a en vue. Je laisse aux hommes d'État de mon pays le soin d'en calculer l'inQuence sur nos destinées industrielles, et particulièrement sur ces branches du travail national qui ne portent pas en elles-mêmes des éléments de vitalité. Si, d'un

autre côté, le public apprend par ce livre quelle est la puissance de l'association , lorsqu'elle se renferme dans la défense d'un principe, et qu'elle commença par faire pénétrer dans les esprits et dans les mœurs, la pensée qu'elle veut introduire dans les lois, s'il reste convaincu que, dans les états représentatifs, l'association est à la fois l'utile complément et le frein nécessaire de la presse périodique, je croirai pouvoir répéter, après un orateur de la Ligue : j'ai fait mon devoir, les événements appartiennent à Dieu t

Je termine en appelant l'attention du lecteur sur l'extrait suivant de l'interrogatoire de M. Deacon Hume, secrétaire du Board of trade.

ou l'agitation anglaise. Ali

JACQ. DEACON HUME, SQ

Aneio secrétaire du Board of trade, SUR LA LOI DES CÉRÉALES ,

DEVANT LE COMITÉ DE LA CHAMBRE DES COMMUNES CHARGÉE DE PRÉPARER LE PROJET RELATIF AUX DROITS D'IMPORTATION POUR 1839.

« Je trouve que M. Deacon Hume, cet homme éminent dont nous déplorons la perte, établit que la consommation de ce pays est d'un quarter de froment par personne. »

Sir Robert Peel , séance du 9 févr. 1849.

Le Président : Pendant combien d'années avez-vous occupé des fonctions à la douane et au bureau du commerce ? — J'ai demeuré trente-huit ans dans la douane, et ensuite onze ans au bureau du commerce.

Vous êtes retiré l'année dernière ? — Il n'y a que quelques mois.

M. VILLIBRS : Qu'entendez-vous par le principe de la protection ? est-ce de soutenir existant un intérêt qui ne saurait se soutenir de lui-même ? — Oui ; il ne peut servir de rien qu'à une industrie qui est naturellement en perte.

Et cette industrie peut-elle se soutenir si la communauté peut se pourvoir ailleurs à meilleur marché ? — Non, certainement, si la protection lui était nécessaire.

La protection est donc toujours à la charge du consommateur.' — Cela est manifeste.

Avez-vous toujours pensé ainsi ? — J'ai toujours cru que l'augmentation du prix, conséquence de la protection, équivalait à une taxe. Si la loi me force à payer 1 sh. 6 d. une chose que sans elle j'aurais en pour 1 sh., je regarde ces 6 d. comme une taxe, et Je la paye à re-

gret, parce qu'elle n'entre pas au trésor public^ et que dès-lors je n'ai pas ma part dans l'emploi que le trésor en aurait fait. Il me faudra lui payer une seconde taxe.

Lb Président : Ainsi, vous pensez que tout droit protecteur opère comme une taxe sur la communauté ? — Oui, très décidément

M. ViLLiBS : Pensez-vous qu'elle imprime aussi une fausse direction au travail et aux capitaux T — Oui , elle les attire dans une industrie par un appui factice qui à la fin peut être trompeur. Je me suis souvent étonné que des hommes d'État aient osé assumer sur eux la responsabilité d'une telle politique.

Le Président : Les droits protecteurs et les monopoles soumettent-ik les industries privilégiées à des fluctuations ? — Je pense qu'une industrie qui est arrachée par la protection à son cours naturel est plus exposée qu'une autre à de grandes fluctuations.

M. TuFiiELL : Âiusi, VOUS CToycz que , dans aucune circonstance , il n'est au pouvoir des droits protecteurs de conférer à la communauté un avantage général et permanent? — Je ne le crois pas; s'ils opèrent en faveur de l'industrie qu'on veut favoriser)*, ils pèsent toujours sur la communauté ; cette industrie reste en face du danger de ne pouvoir se soutenir par sa propre force, et la protection peut un jour être impuissante à la maintenir. La question est de savoir si Ton veut servir la nation ou un intérêt individuel.

M. ViLLiBRS : Âvez-vous reconnu par expérience qu'une protection sert de prétexte ppur en établir d'autres ? — Je crois que cela a toujours été l'argument des propriétaires fonciers. Ils ont, dans un grand nombre d'occasions, considéré la protection accordée aux manufactures comme une raison d'en accorder aux produits du sol

Plusieurs intérêts ne se font-ils pas un argument pour réclamer la protection de ce que la pesanteur des taxes et la cherté des moyens d'existence les empêche de soutenir la concurrence

étrangère? — J'ai entendu faire ce raisonnement; et non-seulement je le regarde comme mal fondé, mais je crois de plus que la vérité est dans la proposition contraire. Un peuple chargé d'impôts ne peut suffire à donner des protections ; un individu obligé à de grandes dépenses ne saurait faire des largesses.

Ne devons-nous pas conclure de là qu'il faut maintenir la protection à chaque industrie ou la retirer à toutes? — Oui , je pense que la considération des taxes entraîne une protection universelle , jusqu'à ce

qu'on voulant affranchir tout le monde de la taxe on finit par n'en affranchir personne.

Le Président : Avez-vous connaissance que les pays étrangers , en s'imposant des droits d'entrée, ont été entraînés par l'exemple de l'Angleterre ? — Je crois que notre système a fortement impressionné tous les étrangers ; ils imaginent que nous sommes élevés à notre état présent de prospérité par le régime de la protection, et qu'il leur suffit d'adopter ce régime pour progresser comme nous.

Lorsque vous parlez de donner l'exemple à l'Europe, pensez-vous que si l'Angleterre retirait toute protection aux étoffes de coton et autres objets manufacturés , cela pourrait conduire les autres peuples à adopter un système plus libéral, et par conséquent à recevoir une plus grande proportion de produits fabriqués anglais?— Je crois que très probablement cet effet serait obtenu, même par ce relâchement partiel, de notre part, au régime protecteur; mais j'ai la conviction la plus forte que si nous l'abandonnions en entier, il serait impossible aux autres nations de le maintenir chez elles.

Voulez-vous dire que nous devons abandonner la protection sans que l'étranger en fasse autant ? — Très certainement, et sans même le lui demander. J'ai la plus entière confiance que si nous renversions le régime protecteur, chacun des autres pays voudrait être le premier, ou du moins ne pas être le dernier, à venir profiter des avantages du commerce que nous leur aurions ouvert.

M. VILBERS : Regardez-vous les représailles comme un dommage ajouté à celui que nous font les restrictions adoptées par les étrangers ? — Je les ai toujours considérées ainsi. Je répugne à tous traités en cette matière ; je voudrais acheter ce dont j'ai besoin , et laisser aux autres le soin d'apprécier la valeur de notre clientèle.

Le PSIDENT : Ainsi , vous voudriez appliquer ce principe à l'ensemble des relations commerciales de ce pays. — Oui , d'une manière absolue ; je voudrais que nos lois fussent faites en considération de nos intérêts, qui sont certainement de laisser la plus grande liberté à l'introduction des marchandises étrangères , abandonnant aux autres le soin de profiter ou de ne profiter pas de cet avantage , selon qu'ils le jugeraient convenable. Il ne peut pas y avoir de doute que si nous retirions une quantité notable de marchandises d'un pays qui protégerait ses fabriques, les producteurs de ces marchandises éprouveraient bientôt la difficulté d'en opérer les retours, et, au lieu de solliciter nous-

mêmes ces goûts ornements d'admettre nos produits, nos avocats, pour cette admission, seraient dans leur propre pays ; ils s'agiraient des industries qui donneraient lieu à ces exportations chez nous.

M. CeAniAR : Êtes-vous d'opinion que l'Angleterre prospérerait davantage en Tabsenee de traités de commerce avec d^autres nations ? — • Je en»is que nous établirions mieux notre commerce par nousmêmes qu'en nous efforçant de faire avec d'autres pays des arrangements particuliers. Nous leur faisons des propositions qu'ils n'acceptent pas ; après cela , nous éprouvons de la répugnance à foire ce par quoi nous aurions dû commencer. Je me fonde sur ee principe qu*ii est impossible que nous importions trop ; que nous devons nous tenir pour assurés que l'exportation s'ensuivra d'une manière ou de l'autre ; et que la production des articles ainsi exportés ouifrira un emploi infiniment plus avantageux au travail national, que celle qui &ura succombé à la concurrence.

Le Président : Pensez- vous que les principes que vous venez d'exposer sont également applicables aux articles desubsislanees dont la plupart sont exclus de notre marché? —Si j'étais forcé de choisir, la nourriture est la dernière chose sur laquelle je voudrais mettre des droits protecteurs.

C'est donc la première chose que vous voudriez soustraire à la pro* tection? — Oui. il est évident que ce pays a besoin d'un grand supplément de produits agricoles qu'il ne faut pas mesurer par la quantité de céréales importées , puisque nous importons en outre et sur une grande échelle d'autres produits agricoles qui peuvent croître sur notre sol ; cela prouve que notre puissance d'approvisionner le pays est restreinte ; que nos besoins dépassent notre production , et dans ces circonstances , exclure les approvisionnements , c'est infliger à la nation des privations cruelles.

Vous pensez que les droits protecteurs agissent comme une taxe différée sur la communauté en élevant le prix des objets de consommation ? — Très décidément. Je ne puis décomposer le prix que me coûte un objet que de la manière suivante : Une portion est le prix naturel ; l'autre portion est le droit ou la taxe , encore que ce droit passe de ma poche dans celle d'un particulier au lieu d'entrer dans le revenu public.

Vous avez souvent entendu établir que le peuple d'Angleterre, plus surchargé d'impôts que tout autre , ne pourrait soutenir la concurrence

ou l'agitation anglaise. 425

rente, en ce qui concerne le prix de la nourriture, si les droits protecteurs étaient abolis ? — J'ai entendu faire cet argument ; et il m'a toujours étonné, car il me semble que c'est précisément parce que le revenu public nous impose de lourdes taxes , que nous ne devons pas nous taxer encore les uns les autres.

Vous pensez que c'est là une déception ? — La plus grande déception qu'on puisse concevoir, c'est l'antipode même d'une proposition vraie.

Le reste de cette enquête roule sur des effets particuliers de la loi des céréales et ont moins d'intérêt pour un lecteur français. — Je me bornerai à en extraire encore quelques passages d'une portée plus générale.

Vous considérez qu'il importe peu au consommateur de surpayer sa nourriture sous forme d'une taxe pour le trésor, ou sous forme d'une taxe de protection ? — La cause de l'élévation du prix ne change rien à l'effet. Je suppose qu'au lieu de protéger la

terre par un droit sur les grains étrangers, le pays fût libre de se pourvoir au meilleur marché, et qu'une contribution fût imposée dans l«! but spécial de favoriser la terre. L'injustice serait trop palpable ; on ne le supporterait pas. Je conçois pourtant que l'effet du régime actuel est absolument le même pour le consommateur, et s'il y a quelque chose à dire, la prime vaudrait mieux, serait plus économique que la protection actuelle^ parce qu'elle laisserait au commerce sa liberté.

En supposant qu'une taxe fût imposée sur le grain au moment de la mouture, elle pèserait sur tout le monde ; ne pensez- vous pas qu'elle donnerait on revenu considérable ? — Elle donnerait selon le taux.

Le peuple en souffrirait-il moins que des droits protecteurs actuels ? — Elle serait moins nuisible.

Un grand revenu pourrait-il être levé par ce moyen ? — Oui , sans que le peuple payât le pain plus cher qu'aujourd'hui.

Quoi J le trésor pourrait gagner un revenu , et le peuple avoir du pain à meilleur marché ? — Oui, parce que ce serait une taxe et non an obstacle au commerce.

J'entends dans mes questions une parfaite liberté de commerce et une taxe à la mouture ? — Oui , un droit intérieur, et l'importation libre.

La commonanté ne serait pas aussi foulée qu'à présent et TEtat pré* lèverait un grand revenu ? — Je suis convaincu que si le droit imposé à la mouture équivalait à ce que le public paye pour la protection, non-seulement le revenu public gagnerait un large subside, tnaïs encore cela serait moins dommageable à la nation.

Vous voulez dire moins dommageable au commerce ? — Certainement, et même alors que la taxe serait calculée de manière à maintenir le pain au prix actuel, malgré la libre importation du froment.

Lb PaiismiNT : Avez-vous jamais calculé ce que coûte au pays le monopole des céréales et de la viande ? -> Je crois qu'on peut connaître très approximativement le taux de cette charge. On estime que chaque personne consomme, en moyenne, un quarter de blé. On peut porter à 10 sh. ce que la protection ajoute au prix naturel. Vous ne pouvez pas porter à moins du double, ou 20 sh. Taugmentation que la protection ajoute au prix de la viande, orge pour faire la bière, avoine pour les chevaux, foin, beurre et fromage. Cela monte à 56 millions de livres sterling par an, et, au fait, le peuple paye cette somme de sa poche tout aussi infailliblement que si elle allait au trésor sous forme de taxes.

Par conséquent, il a plus de peine à payer les contributions qu'exige le revenu public ? -^ Sans doute ; ayant payé des taxes personnelles» il est moins en état de payer des taxes nationales.

N'en résulte-t-il pas encore la souffrance, la restriction de l'industrie de notre pays ? — Je crois même que vous touchez là à l'effet le plus pernicieux. Il est moins accessible au calcul, mais si la nation jouissait du commerce que lui procurerait, selon moi, l'abolition de toutes ces protections, je crois qu'elle pourrait supporter aisément un accroissement d'impôts de 50 sh. par habitant.

Ainsi, d'après vous, le poids du système protecteur excède celui des contributions ?— Je le crois, en tenant compte de ses ef-

fets directs et de ses conséquences indirectes, plus difficiles à apprécier.

YT

[J ivr-A'J^T

GUILLAUmm,

I^IBltAIIK • CHITK VR ,

AOOIVOIIB rOIiTIQtJB, COMIIBCB, #««ISnftUDBWCB
GOMMEJBCiJLB.

* — LtVRBS Di FONDS.

9oVBMAL BSS tUHUÊimÊÉUVÉB «

Éemie maiâuêllê (féemwmie poHtique , et dê\$ q^tesUcm
ûgritùkt, mmmfiUetU'

rièreê et tommtrdahi.

J^édaewrs : MM. Fréd. Bastiat. — > Ad. Blaisb. — Blahqoi ,
membre de l'In- Btitut, — Jules BoRAT, iogénieur civil. — Michel
Chbtalibr , conseiller d*état, jMTofesseur d'économie DoliUque
au CoUése rojal de France. — Pierre ClCmiiT^— Eug. Daibb. —
Ch. Donotbb, membre de rinsUtut, conseiller d'état.— Hippolyte
DussABO. — Léon Faucher. — Théodore Fix. — Joseph Garribb.
^ Ch.LEOBBTiLy ancien député, membre de la chambre de com-
merce de Paris. — MoRBAU M JoOTta, iMibre ootrecapondam dç
l' Institut — Parce. — Hlppolyte Passt, |iair de France, membre
de 1* Institut, ancien ministre des finances. — Rahon db la Saa-

ba, membre de l'Institut — Rbwioab», conseiller à la cour de cassation. — Louis Rbtbaod.— Henri tttcBBLOT. — Romt. — Rossi f pair dé France , membre de l'Institut. — Horace 8at, membre du conseil général de la Seine et de la chambre de commerce.» Albait te Viuxhbotb-Baboemoiit, membre de l'Institut député. — TiLLBurft, Baembre éé l'Institut.— E. VINCBiis, conseiller d'état. — YitibA, débuté, ancien ministre. — WoLOWsKt, professeur de législation industrielle an Consertatoire des arts et métiers» etc.» etc.# etc.

Le JoDBMAL OBS ÉCONOMISTES paraît le 15 de chaque mois, par cahiers de 6 à 7 feuilles, format grand i»S dit grand raisin, imprimé» avec le plus grand soin.

Les IS NuflDéroa publiés dans Tannée fbnneni 3 beaux toIuium.

Piux p'ABoraiBHBirr :

80 fr. par ar, pour toute la France, l'Italie} la Suisse, la Belgique, fAllMlnfne. 16 fir. pour six mois, id. id« id.

40 fr. par ar, pour l'Espagne, la Hollande, la Suède » rAutriohe , la Turquie, eti5., etc.

Les trois premières^ années (décembre 1841 à décembre 1944) forment \$ beaux volumes grand in^, renferaaaat la matière d» plus de 30 Tolunes iné ordinaires. Le 9* volume est terminé par une Table anùiffii^ue eu WHtièree de la première période triennale.

Prix des n'ois années , firaneo pour toute la Rranee 1N^ fr.

•'abouBttnl à !• 4* nanéa» oa jr«çoît la eollectioa. àm trois
pre»

On reçoit en payement de la somme de IdS fr., prix des quatre
années ,) un on deux effets pa jal>)es è dtoux et trois moia dn
date.

n Mt Mmii îmOmi da JODMAL DB <CoIIoIBTB8, one revu è
15 pur eut sur b fiix dft « GiftalBfift^ et te deMides de 100 fr. u
aiiii mmX expédiées fraiM dus toute k Vraoce.

MEM FBINCIPAVJL ÉDOOIVeHIMHi.

CflUe collection fonnera It à 15 toI. grand in^ raisin lélín
saiaaé, inpriBéi avec le plut prand soin en caraclèret neins et tr^
lisibles. Chaque volmM reoferme, en moyenne, la matière de 3 à
5 vol. io^ ordinaires.

Les textes, revus roigneusement, sont accompagnés de noffeei
hiêlorijm vu chaque auteur, de commentairei et de note\$
enUeaiivet, par MV. Buiwji, membre de Tlnstitm ; Roasi , Pair de
France , memore de rinslitot ; Horace Sat, H. IhissABo, Eug.
Daikb, Joseph GAamaa et M. Moribaii.

tes ouvrages suivante umt en venu :

ToMt I.— ftocMOMmnni vmAwomui wa xvnr ntas:

▼ avbaii, Projel cTime Dhne royale. •— Boisgdillbbuit , Détail
de la f rente, Faetum de la France ; opuscles divers.— J. Law,
«et CEMrref eempUlet. — Mbloh , Euai sur le commerce, — Dc-
tot, Jiéficxkms poUtiques ter Us finances et le commerce.— A\tc
des Notices sur chaque auteur, des comoientaires et des notes ex-
plicatives, par M. Eco. Dairs. 1 seul vol. gr.in-8>delOI6 pages,

orné d'un très beau portrait de Vauban, gravé sur acier par Psn-
nîar. Kix V ^fr.Me.

TOMBS ni ET !T. — iMUVBMB BB

Nouvelle édition , classée par ordre de matières, avec les notes
de Dcfort ai NiMOCKs; augmentée de lettres inédites , del çuefl-
foiBs sur Is amenercs, du Lit de justice tenu à Versailles pour
Teoregistrement des Édils sor l'abolition de la Corvée et des Ju-
randes, et Sobservaiions et do notes nomeUet, par MM. Eug.
Dairb et H. Dossard ; et uréoédées dTofie noHce sur la vk et les
ouvrages de Turgot, par M. Eug. Daieb. i très forts vol. de plus de
800 pages grand in-8, ornés d'un beau portrait de Turçot gravé
sur acier. Prix, SOfr.

il a été tiré 25 exemplaires sar papier vélin superfin colié. Prix.
• 30 fr.

TOHBS T ET ▼!. —

lUcataoBs soi la haterb bt lbs caosbs ob la mcbbssb bbs
«athms, traductioQ de G. Gabhibr, entièrement revue et corri^,
et précédée d^uoë Holioë biographique par M. Blarooi atné (de
rtinstitut) , avec Jea comoMotaires es BeouBAii, G. Garbibb, Mac
Cellocb, Maltbos, J. Mill, Kicaboo, Sishorsi, augmentée de notes
inédites de J.-B. IBat, et d'éclaircissenaents bistoriqoei, par M.
Blabqci. 2 forts vol. grand in-8« avec un très beau portrait dÀém
Smith, gravé sur acier par Bossblmarr. Prix 10 fr.

AaéÊ^ tiré Vi exemplaires sar papier véUn svperfin. Prix. . . .
30 fr.

Tome vii

CsBAi aoR LB ramcm db ponlatior , trad. de fanglais nar MM. P. et G. Pi«test {de Genève),, précédé d'une introdaetien pr M. Eosn, pav do France, BBembre de rinstitut. et d'une noHee biographique, par Ch. Covrx, accoooh pagné des notes de rauteo' et des tradacleurs, et de nouvelles notes psr m. Joseph Garwbb. 1 seul voL gr. iii-8., oroé d*mi superbe portrait de luiima» grevé sur ader par MadMW. FommiBR. Prix iOfr.

il a été tiré W exemplaires sm papier vélin superjbt. Prix. • • . 15 fr.

TOMBS n, X BT XI. — 9.-B. BAT.

Traité d'Bcomniib poutiqbb, ou Slaiple axposiûm de h manière dont se fer- «MMT, je dimrihient et h <.iiMOiiiBiiiiif las rfcftefiit. o» édit.» 1 beau vol. io^ grandwan.Prix iOfr.

Cotea eoHMBT B*fcoiioinB pouthicb pratiqiib; oBvri^e lUstiné à mettre seM les genx des hommes d^État, des propriétaires /bnciers et éee empHaiistss ,

é\$t namHtêp é\$ê û\$rkUmÊr9^ 4ê\$ umm/netwiers, éêê ni^mtit ei m fénémi de MU kê ciioifmi, r«coiKwit ou 8oCi«t*i. t* éditipD, reme et aiw- ^eslée de uolm par Hmucs Sat. a vol. ifi-8 grv>^M>io v^ûi. Prix 20 fr.

Som9 presie :

TOHB II.—

QiiMBAT» Mucne m la Biviiu , Ddpoiï» m Nimocm , l'abbé Badmav » La> •noMtt, «16.;a«ec ime éntroâtuHim wut la doe-

trioe des Pbf tíocraies, des netkti èhçrmfMfmi ec des «Qieftpar M. Bqo. Daiu. Un Iffli.fMt foL fgnnd M, atec unbeauportrailde Quemay.

FanciMt D*Écoiioifii i»UTiQViKCoB9D<a<s moi le aArroaT as uiui AtrucATioii MATiQiiB, et Opuicalet divers non encore traduits en français , avec det âemoreiict inétUteê de J.-B. Sat» une introducOom et des norei êspUcatitfêê cf cfidqtm, par M. Haurice Moiucaii. 1 voL grandin-8. • . . . 10 fr.

TOHB Ul. — 9.-B. SAT.

MiLANQls BT ConaaSPOIDAILCBS. — CATtCBlsMB o*ÉColi-OMII rOLITIQOB. — RITIT

TOLOHB.— > OroscoLBS iRÉDiTS. — Un beau Touime grand in-8» précédé d'une lMe\$ Hoçraphi^ue sur J.-B. Saj, et orné d'un mafoifiqie portrait gravé sur acier, par llopwood. Prix 10 fr.

ToHB xm. — awTBM wm mioABBO.

Gonprenatft les Panciras dx CÉcoiionia bt ob l*iii>6t« et tous ses autres écrits, inièùlB en français, par M. A. FomiaAO». i seul voL gr. in-B. Prix* 10 fr.

mtuP9m,h I» #«rispra4cMM coMiaerelal*, •<€.

MMWÊUMXBM BX l.*jioOMoIIIB POUnn9>ini pour 1846. Beoxième année. Un Tolume î^. Prix . fir, 50c.

Liste de\$ ariieies de FAimuaire de î^.

GtUendrier -DQitt tB45. — Épbémérides de l'ÉconoBiie politique. — Revue de Tannée 1844, M. A. Lboott. — Des systèmes d'Economie polilique, M. Bug. Baibb.^ Enseignement de rEcoiio-

mie politique, M. Bip. Dossabd — Influence de la civilisation sur la
 liberté, M. Cb. Dihiotbb*. — Du travail national, H. J. GABauB.?^
 De Timpét, M. de Colmort, inspecteur général des finances. —
 Des assurances sur la vie, M. Théodore Fix. — Les conseils de
 prud'hommes et les marques de fabrique, M. L., Wolowski. — Du
 commerce extérieur de la France, M. CeaMiii-DopoirrÈs. — As-
 sociation douanière allemande, ou le Zollverein, M. P. A. de la
 Xoubais. — Exposition de l'industrie, M. Ad. B1.AISB (des
 yo8^]. — Exposition des produits de l'industrie à Berlin, M. J. Bo-
 BAT. — Des voies de communication, H. Cb. D. — Londres et Pa-
 ris, If. Horace Bat. — Consommation de Paris en 1813, par M. tt
 — Histoire et

situation actuelle des banques de France et d'Angleterre, M. A.
 Lxoorr. — Blatistique des caisses d'épargne en France et en Angle-
 terre. — Marché aux fourrages, M. Léon Fauchbb. — Les Jardins,
 étude statistique, M. Alex. Mobbab M Jomits. — L'économie poli-
 tique et la Jurisprudence*, M. C. Massé. — > Aperçu statistique
 des journaux en Europe, M. A. Fortbtbaod. — Notice bitoriaie
 sur la production du fer en France. — - Résumé de la production
 de l'industrie minière en France, en 1813. — Des mines de
 houilles et de tourbes,

en 1849. — Nombre des navires à vapeur « en France » dans l'an
 Nombre des bateaux à vapeur. — Production du sucre, de
 l'industrie, du

{>lomb, etc., en 1849. — Bibliographie raisonnée des publi-
 cations de l'année.

L*AMW!AttB M L*ÉcoRoniB polTiQvi DOOT 1844. — Pre-
 mière année. — Uo fovoiume iii-8. Presque entièrement épuisé

Prix , . 3 fr.

HisTontt M L'icofioiiiB pouTfQiK, 4tp«it les aarisMrjica-fit'AMt /part, saine d'une BiMioçrûp/de raiêoimée dea enfragea d'Économie politique, [mt M. BLAaQin , membre de l'InstiioL.i^ édidon* t voL io^ impriiifiéa atee soin. Prix 15 fr.

QisTOtaK OB L'tcoaioniB rounovB,' ou Ètnéei kUtoriguei, philoêophiqw» ei relir fieiues mtr tiewome politique dm peuples mctem et moàèmet, par H. te vicomle Alb. db ViLLBHBUIYB-BARCBMoirry membre de l'iDStilut. t beaox ▼oL in-8. Prix 15 fr.

ttonss Boa lbs aivoaHàTBaaa cematonAnB, ou Sodcliflst «let-lenMff» tome I" contenaol : &tmU'&imonf Charlee Fourier/Bobers Owen. 4" éditioot aàgmeatée d*one Bibliographie rakotmée des pnncipaox utopistes. Tome 2* cooieoant : la êoeiêié elle so-cialisme, lee ckartisieB, les uiUitaires, les hmaaniuares, etc. ParM. L. Rbtbaod. 2 vol. io-8. Prix 15 fr.

Le •"folumeaefwid séparément. Prix . - t 7fr.50c

lès LA ubkrtS no TBATAiL, OU stmpU Exposé des conditions dans lesquelles les forces kumaines s'esareent asee le plus de pÊdssanee, par V. Chartes Du- MOTBB, membre de rinstituL 5 forts Tol. io-8. Prix Stfr. SOc.

€AitCBisMB D*tooRonB pOLiTioeE, oo ImStmctièn famiUére qai wurnsn defoelU façon les richesses sont produites, distribuées et consommées dans la société. Par J. - B. Sat. 4* édition , augroenlée de notes et d'une prébce par CnABusaCoiurB. 1 vo-Lio-ISLPriXi . . . , • ^ Sfr.

pBTtr TOLUHB contenant auelques aperçus des hommes et de la soeUtè, par J.-B. Sat. 5* édition, publiée sur les manuscrits

par Horace Sat , son nls, 1 joU vol. grand itt-^t, papier TéliO. Prix . . 2 fr.

Pua n^re.aioaOAinsATiOR disciplinaibb décelasses indus-
tridles en Fraaee, préceaé et suivi d^ études historiques sur ^es
formes du travail humain, par H. F. DB La FhtBLLBy membre de
la Chambre des députés. 1 vol. in-lS. Prix. Sfr. 50c,

Pu pADPtaiiiiB, ce qvtil était dans T antiquité, ce qu'il est de
nos jours; des te-

mèdes qui lui étaient opposés ; de ceux qu'il conviendrait de
hù appOquer

aujourd'hui; suivi d'une Analyse de la légisbtioo ancienne et
moderne sar ce

sujet; par M. CHAnaoBAiiT, ancien avocat à la cour de cassa-
tion. 1 toI.Io-8.

,Prix Ifr.fOc.

Db I.À MtstRB, de ses causes, de ses effets, de ses remèdes,
par M. n^EsTKaéo. 1 vol. in-8 , 4fr. SOc.

Lbs PBiMciPBS db l'écomomib sociaib , exposés selon tordre
l^iaue des idéts, par M* Aux. SiAi.ou(de Naplesj, traduits en
français par' M. H« UBriusas. Un volume iihS. . ..,.....: 7fr.
SOc.

Essai compabativ sur la formation et h distribution des
rmem» de la^^rwmsn 1815 et 1835. par M. dotbbs, de l'Acadé-
mie des sciences viol*aiea. Uroehurs în-8. Prix. ; ...'.•. Bfr.

Sir. itfcaftB* ABK^atoirri ou Naissance de V industrie coton-
nière An^ieêerre (iTtJOii 1792), par M. S.-GamiAHi Uacc. 1
vol. in 18. Prix. . . •. Sfr.

Tabuao OTortioPi pow tervtr à fêtée de ttc<momlê fHtê^,
par H. T«. »i MiMinui. — Uoefeulie i>f>laiio, ptpier jétoê 1 fr. 50
c.

Do CMÊBn FOBUC et de ton Hieieire depuis Ue temps an-
ciens jusqu'à nos jewrs, par M. Mamb Aucibb. Uo Tolume ii^8 5
fr.

VAUGÊsn BM 1844, par M. DaaiOBBav, aernliro 4e la Chao-
rière des Dépntét. Brochure io-8 de i72 pages 3 fr.

Db8 Bocittis DB ntfOTAiiGB BT DB BBcoiiBs HeniBU ; Recf-
wrcbet sur rortaoiaation de ces iaattiulioiUy par M. DBBOumTi-
LLt* Brochure in-B. i fr. foc.

La f«AiicB BT L*Aii«LmaBB, ou Stùtietiqme msirale et pkpsi-
quê de ta Fraisée comparée à celle de f Angleterre, sur tous les
points analogues , par M. le dievalier F. »b Tapies. 1 vol. gr. ii^8.
Prix 8 fr.

siGTiOMirAnuB BU comme» bt bbs BiA&OHainnsEs,

comenant loiic ce qui conceroe le Coomieroe, la Navigation ,
les Douanes , f^oononiepolicque, oomoMreiate et industrielle; la
Comptehiité, les Finances, la Jurisprudence commerciale, la
Connaissance des produits naturels et labriquésy leurs caractères
spécifiques, leurs Tariétés, leur histoire ; le BouTement des ex-
portations et des importations, les Clianges et les Usances, les
Monnaies, les Poids et les Mesures de tous les pays, etc., etc., par
MM. Blarqiii aîné (de llnstitut), Blaisb, Blat, Bortbmbs, j. et A .

Borat, Costa- UBB, E». COBBitas (du Havre), £. CoaTAMasar, Albx. iws Cmm, DâUina, (àe Bruxelles), DBmtaB, Dobbiiiifa«T9 Boiaibih-Saillt, H. Dossabd» Tb. Fix, STtBB. FiiAChat-Mort, Ecg. Flacbat, FaAHCQBua, J. Gabbibb atdé, lUîimAini ^de Lyon), Cm. UminiL, dépoté; Mac Cbllogb, dbMobiiat* Tb. bb Moanua,

à. MlMOT, B. PaBCB, J.-T. PABttOT, PaVBB, PBLOUF E, PoMMIBB, RaHOB va LA

Saoba« Bbt. L. Bbtbaod, Bodbt, Hobacb Sat, Wartzkl, etc., etc. t forts v^l. pelitio4^ deMSS pageaà deux colonnes, contenant la BMtière de plut de 45

Tol. in-8 ordinaires, avec Atlas colorié. Prix, S5fr.

L« mimef reliure pleineÉHfeasane marbrée, ou en demi-reliure en veau ou cartonné T 40 fr.

Le Dictionnaire du Commerce, ou EbctclomIdib do ConuB-ÇAiIT, est le plus vaste répertoire des connaissances commerciales qui ait jamais été publié, et nous ne craignons pa« de le dire, le livre le plus utile qui ait jamais été bit pour le Commerce. Il n'est pas d'objet sur lequel il ne renferme des renseignements qu'on chercherait vainement ailleurs. Chaque article forme un oetit traité complet aor la matière. La copnaisaance des roare-handtses, la Géographie commerçante , la Comptabilité , la Navigation , la Jurisprudence commerciale, en un mot, tout ce qui entre dans le domaine du Commerce, du Négoce, de la Banque, tout ce qui intéresse Parmaleur, le Comptable , le Juge consulaire et l'Agréé, TSconomisle et le Savant , tout 8*y trouve, lotit y a s» place.

HiaroïKB DBS bblatiobs covmxbculbs entre la France et le BrésUt et Considé' rations générales sur les monnaies, les eha-naes, les banques et le commerce e^ttérieur, par M. Horace Sat, membre de la chambre du commeEce et du conseil général de U Seine. 1 beau vol. in-8, avec plans, carte et tableaux. Prix 7 fr. 50 c.

Essai sua lb coMUBacBDKMANseEiLLE, par M. Jolbs Julumt. S* édition, S forts volumes io^. Marseille, 1844. Prix 22 fr. 50 c

TBArrt DBS FAiLUTBs BT bauqobbootes, par M. A.-G. Bb-hooabd, conseiller à b cour de catsation, 2» édition « revoe , aug-mentée et suivie d'une table nsAjtique des matières. 2 forts vo-lumes in^. Prix. 18 fr.

TraiiB de» brevets d'ikventioii, par m. A.-C. Rerouard, nou-velle édition, entièrement refondue. 1 fort vol. io*8. Prix ' 7 fr. 50 C.

Lk MMT GMMtICUL BAM «tt HAnOÊtn kWKC U SWHT MI CB» tT LI

ciTU.« par M. M. G. Ukwà, avocat à ia cour rovale de Parts. 6 Tofamet iihS.

Prix 45 fr.

Les trois premiers Tolumes sont eo vente. Prix S fr. SOc.

laraoiMicTioM a la scibucb m L*msTotaB, par M. P*^.-Bucbu ; nouveOa éditioo, revue, corrigée et augmentée. S voL mS. Prix 15 fr.

HtsTOiaa politiqob bt abbgdotiqiib aas pbisohs db la Sbwb, etmtencea dn rmêiigntmtms etHURmueiu inédite êwr la période

r[^]eefartéimfltriB,» par M. Btf- TwtLBMT Maubicb. 1 volumo in-
ft. Prix. • 7 fr. Wc.

DbS niBBS BT Ms FBisciiSy par M. le jprioce Oscab (de Suè-
dej, traduit de l'allemaud par M. Adriea Picot (de Genève), i vol.
to-8« orné de 9 plachet. Prix .•.,...,..... . 3 fr. io c

NoovBADx aoccuBHTs fCB LB8 tBisoBB pénitentiaires et la
déportation» par Is doct. J..F.-B. Maqbicb Tbbillb. Brocnore. in[^]
1 fr. S «•

Db l'aib coupama sTOiUTt cohu pobcb motbicb, on det/ercea
mmmnUêi rseiiMiCi gratitttem\$ai \$t miiiê en réierve, par M. Ab-
mucd ; 3* édition, far»chore iii-8 de lié pages» avec une planche.
Prix. .,««... 3 fr.

La roLTxAsiB et les îlbb mabquisbs ; Voffoget et Marine,
aeecompañéa dm ffoayagt en Âhy\$\$hde etdun eov[^]œU 9wr la ea-
noHsatiim de Cietkme da Pomêêê, par il. LociB Rbtbacd. 1 vol.
ui-8. Prix 7fr. SOc.

AaMvalve 4m voyog[^]cs et 4» la géocraphto; par MM. Séb.
Aua» FEBomARD Dbris, DBseaAS, Al. D'Obbwrt, umioBT D'Ub-
villb (feu rantfril)»

HBRBia, HOMMAIBB DE BeLL , C. LaVBBOART , X. MABa-
UEB» ■'4»' POCSSB,

Sawtabbm, Schoelcbeb , etc., etc. ; sous la direction de M. F.
Caommx. Première année (iB44)> 1 fort Tolume in-ia. Prix. i fr.
30 c

Papier vélin !lfr. SOc.

Le mAne^ pour 1845. « ^ Deuxième année. — Un fort volume in-18, avec carts et vue des dernières découvertes de ramiral Dna|DBt^UrviUe. 1 fr. SOc.

Papier vélin ^ Sfr. SOc

oCTRAG88 SOUS PSB8SI.

Peur paraître en mai 1845 :

Étbms bbb L'AmLBTBBBB, par M. Léon Facgbbb. a voL in^ . .
• . 13 fr.

PoMT paraître en juin 1845 :

Gode nousTBiBL amboté, contenant la législation des Patentes, des Gooseib des Prud'hommes, des Ateliers insalubres et incommodes, des Reveu dloveation , des Marques et Dessins de fabrique, les Lois relatives à la Propriété artistique , etc. , avec une introduction distincte pour chacuoo de ces matières , par M. WoLOwsBi , avocat à la cour royale de Paris , professeur de législation industrielle au conservatoire des arts et métiers.

Vu vol; in-18, format ang^is. Prix 4 fr.

Poar paraître en juillet 1845 :

Lis iLÉMBRTs m l'Économie poutique ; par M. Joseph Ga-biubb. 1 voL grand in-18, fornut anglais , S fr. 90 c.

La 5* édiêian de

L'HiSTOiBB DE L*ÉcoiioiiiB pouTiQiiB BB EuftoPE ; par M. Blahqqi, membre de rioslitut. 2 vol. grand io*18, format anglais 7 fr.

Pour paraître en octobre 1845 :

ZNi«.LOis BG TBAVAU. BOMAiB ; par M. Louis Reybavo. % vol..io-8.

vAMmu- LirMBS BrAsaoMTtMmrr.

(Par«rdre alphabéliquie.)

BAILLT. — HitTOiii rnuMCitRE db la Fiuhci, dep^M Fcéighie de là mmartMe jutqm*à ta fin de 1786, avec un ubieau général des aneiennet impotilioni, et uo état des recettes et des dépeases du trésor royal à la même époque: par M. A. Baillt, inspecteur général des finances. Pans, 18S8. t vol. in^ . i5 fir.

BLAnOCI. -- Gooas d*Écoioiib iimoBTaitULK fàU am. Co-meervaiùirt dee Jrt\$ ei Miikre; par M. Blahqci, membre de Tlnstitut, recueilli et annoté par MM. Buisa et J. Garmu, 1836 à liise. 4 vol io^ tB fr.

A. BLAIZE.— Dis morts m nttt et des baitqwet de prêt sur mmiieemem; par M. A. Blaiik. 1 fort vol. in-8. 6 fir.

J. BBESSON. — HiSTOwB FiiiAw:itKB m u Fearch , itsparit fùrtgkte de la monarchie juêqn'à faifiée 1898; précédée d'une introduction sur le mode d'impôts en usage avant la Révolution, suivi de considérations sur la marche dn crédit public et les progrès du système financier , et d'une table analytique des noma et des matières ; par M. J. Bassaoïi. Paris, 1843. 8 vol. in-8. 15 fr*

MicuL CHETALIER. — Covas d'Écoroiib politiqob fltk au Collège de France (pranière et deuxième années). % vol. iD-8 15 fir.

€■• COMTE. — > TaiiTì db Uoisutioii , on Ez|K>sition des lois générales suivant lesquelles les peuples prospèrent , dépérissent

ou restent stationnaires. AvoLitt-B. . , 90fr.

— TRArnt DB LA vBoreitri. Paris,. 1884. 8 voL iihB. 10 fir.

Bbstvtt db TRACY. — Tbaité »*Ecoiiohib poutiqub. Paris, 1883. 1 vol. i»B , 3 fir. 80 e.

MOZ. — ÉcoMMB roLivKioB» ou Pnneipeê de la ecience det rkkeeeee. Paria» i880« 1 vol. la^ •«..., •••.•••...T fir.

BUFAU. — TMAnt db Statistiqvb , on Théorie de Fétade dee Me , d'après lesquelles se dèdoppeot les laits sociaux ; suivi d'un Essai de statistique phvsique et morale de la population française : par M. P.-A. Dvpav. Paris, UOO/lvoLIn^ , 7fr.

(Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences en 1841.)

LiMi FAUCHER. — REcaBBCBBS sua l'os bt sob l'aboeht, considérée comme tffalontdemilevr. Brochure in-8 de 108 pages 3 fr.

— UmoR DU net. Aeoeelalhm de Douanee entre la France, la Beigêfoe, la 9mU\$e et CEepagne, avec une introduction sur l'union commerciale 4le la France et de la MgH|ue ; par M. Léon Favori. 1 vol. iaS • 5 fr.

GANDILLOT. — Essai sua la scibiicb dbs FmARCBS. 1 vol. io-8. Paris , 1840 7 fir. 50 e.

DB GÉRANDO.— Bb la hovamabcb mbliqob. Traité complet de tindmetrie eamUérée dane \$ee nq^porte aeec téconoade eo-dale , contenant VHietoire et la StadeHfm dee éMHeemenu dk-weuadié en Franeetdane tétrangerg

i par M. DB G/buNDo, membre de riostiluL 4 vol. iih8. ,88.
fir.

W. GODWIN. — RBCBBBcms soa la poroLATioii et ewr la-
féeaÊté daeeroieeenmH

. de Ceepée kmnaine, oooienant une réfmatioa des doctrines
de Maltins sor

celte BBaiière; par William Goswm. Traduit de l'anglaîa par
Cohstakio.

8 voL i»8. 18 fr.

Ai». LBGoyT. — La fnàm» svAnsnoea. 1 voL pand ifr8. Paris,
181B 6 fir.

MORKAU BK JONNÉS. — Rbcrbcms svATitnom enr Feee-
laaage eohnêai št

sur Utrmift^ ât If swpiBkMi; mt S. MeMUV SB IflD*»

pendant de rioslitut— D^. 1841.^ i fot i|F& 5 fr.

PEBRSH (FAiLd). «— HiiTOiM rnuncitu rr BTàfifnooi M
L*nraB mitas* lOQVB, OVM im expéée du siftUme uduêl de Cm-
pôî, tuéwi dua plwf pratique pour iu Uqmkàutimt de la deiie, ou
Imp^u, Reveouf, Dépeoset, Dettes, Forces

. et Richesses de Tempire bninniiique ei de ses nombreuses
cofonies dans toutes les parties du monde; par Pablo Pcsau, tra-
duit de Tandis par M. Iacom. Paris et Londres, itoi. 8 toL i»& 15
fr.

PECCHIO. — HisToisB nt l'Écomwik voutiqvi ni Italu . on
Abrégé erkiqumt dee écononuitê italiens; par le comte Joseph

Psecmo. Traduit par Léonard «AiLois. Paris, 1850. 1 toi. inS 6 fr.

PROUDHON. — De la catATion na L'oanaa dabs L'nonARiTî, on Priueipes . ééršauisâtimipoUêifue; par M. P.-G. PaonaMm. Paria, 1843.. i t. io-lS. 4fr.

ROSSL — CoobS n*Écoiioan poLmgQs fait au Collège de France ; par M. Rotai» membre de TlnstituL 2* édition. Paris, 1845. 3 toI. io-8. . . . 15 fr.

SISMOIfDL — NovTBADx mncipas o'Écoaonn touTHieB , oo rfr l« Biehewse dans ses rapports avec h pcuiaikm; par Siononde de Sismobdi. Paris, 1887. 8 voL in^ 15 fr.

-^ Étoobs sua L*ÉcoaoMiB rounova* Paris, 1838. 8 toL hi-8. . . 18 fr-

SKARBK. — TiitoKiB dbs aicmssBS socialbs*; par lé eonite Fr. Skabbol. Paris, 1889, 2 vol. io-8. . . 6 fr.

SCfINITZLER. — Statistiqvb otRtaALB as la Pbmcb. Créatiau de la riekesse ou des intérêts matériels en France; par M. Scsbitleb. Paris, 1845.

Tomes 1 et 2. 15 fr.

L*ouYrage aura 4 volumes.

8ToRCH. — CoobS o*ÉcoiioinB poLmQOB , ou Etrpotitkm des ptbuJpes fsd d^

' terminent la prospérité des nations, avec des notes expHca-Ouss et critifuee de

J«^ . Sat; par M» Stobch. Paris» i825. 5 toi. in-8. ... 37 fr. 50 c.

▼ ILIERMÉ. •— Tablbao bB l'État mysiook bt hobal ' dans tes manufactures de colon, de ledne et de sois; par M. JnjMsasâ, de rinstitut. Paris, 1840. 8 vol. io^ 18 fr.

WALRAS. — Db la natobb m la bichbssb , et de Corigine de la valeur ; par K. Waleas. Parts, 1838. 1 toL in^ . SvoL

WAMUBNTIAP^ . -^ Da l'Eiii«isombhbkki Mnmnifc. soM le rapport sanitaire et des attoûues dirigées contre lui; par MM. Ch. Lscas et Léon FAOcna. k Toccasion au projet de h» sur la réforme des prisons, présenté par le |oqverpement. Paris^ 18444 Brochure in-8 1 fr. A c

WoLoW8KL — Das SocitTts PAB ACTtoas. 1 roi. in-8. . . . 2fr. 50 c.

— RtPOBMB BTPonÉCAïaa — Organisation dm crédit foncier, Br. io^ • 8 fr.

— Codes db lCoiblator nwDsrai^LLB , profesaé on Comtt'pn- tofre dâs arts ai MMers. «— Introduction. Brochmv ilh8. 1 fr.

<— Dbs nuTOBt commmcuiBs et des marfueê dejèèrigm. Brook i»8. I fr.

— OaoAinsATteii ou tbatah» Brochiare îm < » * • I fr.

o9» llvIVa WWÊmmMmn m

r^ A l'AJimaisftrfltoa, mm #imbiih, U UbraMiâu 4MI-

IcmMln se elinrge de founur toos les ouvrages q<i hn MNitaad
4*-

Ch. IHiriei, Imp. 4 Senlia.

sous PRESSE, A LA MÊME LIBRAIRIE:

SOPHISMES ÉCONOMIQUES;

Par M. Frédéric BAÏTIAT.

Un joli volume in-18. Prix i fr. 35.

ÉTUDES SUR L'ANGLETERRE ;

Par M. Léon FAUCHER.

Deux forts volumes in -8. Prix : 13 fr.

HISTOIRE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE,

GODE INDUSTRIEL ANNOTÉ

GOIRTELAMT

La Législation des Patentes, des Conseils des Prud'hommes, des Ateliers insalubres et incommodes, des Brevets d'Invention, des Marques et. Dessins de Fabriques

et, avec une Introduction distincte pour chacune de ces matières;

Par M. de Léglise, avocat à la Cour de Cassation & Gouverneur de la Banque de France.

Un volume format anglais, 1/2.

Cl. Duriez, imprimeur à Paris.

Sources et licence

Texte : <https://archive.org/details/cobdenetlaligueoobastgoog>. Domaine public ; numérisation mise à disposition par Internet Archive. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.